# SOMMAIRE


| | |
|---|---|
| **20220630_DE01** | Signature d'un contrat de concession de service relative à la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains. |
| **20220630_DE02** | Mise à jour de la charte télétravail – versement d'une allocation forfaitaire de télétravail. |
| **20220630_DE03** | Gestion des emplois – Modification du tableau des emplois. |
| **20220630_DE04** | Comité des usagers et partenaires : Approbation des rapports d'activité 202 des exploitants. |
| **20220630_DE05** | Actualisation de la grille de réparation des pièces détachées et nouveau service Cvélo. |
| **20220630_DE06** | Desserte Vulcania : avenant numéro 1 à la convention. |
| **20220630_DE07** | Renouvellement de conventions de cabotage sur les lignes régionales. |
| **20220630_DE08** | Approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération clermontoise – révision 2022 - 2027 |
| **20220630_DE09** | Travaux VRD sur le territoire métropolitain avec mise aux normes PMR de neuf arrêts de transport en commun. |
| **20220630_DE10** | Cession de 36 valideurs CP6500 |

| | |
|---|---|
| **20220630_CRMP** | Compte-rendu des attributions exercées par délégation en matière de marchés publics |
| **20220630_CRCO** | Compte-rendu des attributions exercées par délégation en matière de conventions et de protocoles |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30,** le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

Nombre de membres en exercice : 31 titulaires et 31 suppléants
Nombre de membres présents : 16 en début de séance
14 en fin de séance
Nombre de procurations : 7

Date de la convocation : 24 juin 2022
Secrétaire de séance : Nicolas BONNET

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°1

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET : SIGNATURE D'UN CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION, L'INSTALLATION, L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION DE MOBILIERS URBAINS**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code de la commande publique,

**Vu** la convention de groupement d'autorités concédantes conclue entre le SMTC-AC, Coordonnateur du groupement, et les communes de Clermont Ferrand, Cournon d'Auvergne, Chamalières et Royat ;

**Vu** les procès-verbaux de la commission de concession,

**Vu** le rapport de présentation ci-après annexé, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de concession ;

**Considérant** que les 4 communes de Clermont-Ferrand, Chamalières, Cournon d'Auvergne et Royat et le SMTC-AC disposent d'un marché de mobilier urbain, conclu sur la base d'une convention de groupement de commandes conclue en 2006, coordonnée par le SMTC-AC et servant leurs besoins de

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

communication et les équipements liés à leurs compétences (panneaux publicitaires et d'information institutionnelle, signalisation, bancs, poubelles, toilettes publiques, abris voyageurs etc.).

Ce marché arrivant à échéance le 30 septembre 2022, une nouvelle consultation a été lancée dans le cadre d'un groupement d'autorités concédantes constitué entre le SMTC-AC, Coordonnateur du groupement, et les communes de Clermont Ferrand, Cournon d'Auvergne, Chamalières et Royat ;

Ainsi, un avis de concession a été lancé le 19/10/2021, avec parution au Bulletin officiel des annonces des marchés publics, le 21/10/2021, au Journal officiel de l'Union européenne, le 22/10/2021, sur la plateforme de dématérialisation AWS le 21/10/2021 et sur le site internet du Moniteur le 23/10/2021.

La date limite de réception des candidatures a été initialement fixée au 22 novembre 2021 à 12h00.
Le registre des dépôts mentionne quatre plis réceptionnés dans les délais impartis. Toutefois l'entreprise CLEAR CHANNEL a déposé deux fois le même pli, dont une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte.
En conclusion, trois dossiers de candidatures ont été ouverts émanant des entreprises Philippe VEDIAUD, JC DECAUX FRANCE et CLEAR CHANNEL.

La commission concession s'est réunie le 02 décembre 2021 pour l'analyse des candidatures et a admis les trois candidats à présenter une offre. Elle a en effet retenu qu'elles respectaient les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'ils offraient par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la concession de service relative à la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains sur le périmètre du groupement.

Le 13 janvier 2022, les trois candidats étaient invités à remettre deux offres initiales : une offre de base pour un contrat d'une durée de 15 ans et une offre variante pour une durée de 12 ans.

La date limite de remise des offres initiales était fixée au 21/02/2022 à 12h00.

Le 22/02/2022, l'unique pli remis, contenant les offres (base et variante) de la société JC DECAUX a été ouvert
Les candidats Philippe VEDIAUD et CLEAR CHANNEL n'ont en revanche pas remis d'offre.

Après analyse détaillée, la Commission Concession a rendu son avis sur les offres initiales lors de sa séance du
13 avril 2022.

La Commission a constaté :

- que les deux offres de JC DECAUX (base et variante) étaient régulières et appropriées et qu'à ce titre elles pouvaient être analysées et classées. Que les deux offres apparaissaient globalement conformes et de bonne qualité par rapport aux attendus techniques fixés aux projets de contrat ;

-que l'offre de base de JC DECAUX (offre sur 15 ans) constituait, au stade des offres initiales, et sur la base de critères d'analyse prévu par le règlement de la consultation, l'offre économiquement la plus avantageuse.

Elle a par ailleurs recommandé que des négociations soient engagées avec le candidat JC DECAUX afin d'améliorer son offre de base et son offre variante notamment s'agissant du taux de rémunération prévisionnel du soumissionnaire.

Le 15 avril 2022, une invitation à participer à une réunion de négociation le 05/05/2022 était transmise au soumissionnaire.

Suite à la réunion de négociation, par un courrier en date du 18/05/2022, le soumissionnaire était invité à remettre une offre finale pour le 03 juin 2022.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation.

Il présente les motifs du choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société JC DECAUX FRANCE. Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de concession qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

Il classe en première position l'offre de base du candidat JC DECAUX avec une durée de contrat fixée à 15 ans à compter du 01 octobre 2022.
Cette durée de 15 ans tient compte de l'amortissement des investissements demandés au concessionnaire et notamment les abris voyageurs des lignes BHNS et le mobilier urbain de la ligne de tramway.

Le contrat de concession confie à l'attributaire, la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains à ses risques et périls, le concessionnaire se rémunérant par la perception des recettes générées par la location d'espace publicitaire.

Toutefois, le concessionnaire pourra percevoir un prix, sur la base d'un bordereau de prix unitaires.
Ce bordereau doit nécessairement permettre à l'autorité concédante de disposer d'un prix pour les sophistications et compléments de confort destinés aux voyageurs.

Le soumissionnaire doit cependant payer chaque année à l'autorité concédante (échelle groupement), un intéressement de fixe de 405 000 € (pour une durée de contrat de 15 ans), à l'exception de la première année du contrat qui n'est pas une année pleine (349 615 €).

La répartition de l'intéressement entre les membres du groupement est la suivante :

- SMTC-AC : 106 000 € (sauf la 1ère année : 95 398 €)
- Clermont-Ferrand : 206 800 € (sauf la 1ère année : 180 438 €)
- Chamalières : 71 100 € (sauf la 1ère année : 57 882 €)
- Cournon d'Auvergne : 21 100 € (sauf la 1ère année : 15 897 €)
- Royat : aucun intéressement.

Enfin, les membres du groupement sont intéressés à hauteur de 15 % sur la performance du contrat.
Cet intéressement prend la forme d'un pourcentage sur la différence, si elle est positive, entre :

- le chiffre d'affaires constaté dans les comptes transmis par le Concessionnaire
  et
- le chiffre d'affaires prévu au compte d'exploitation prévisionnel ;

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstentions : 2

- **D'autoriser le choix du concessionnaire (JC CECAUX) pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains sur le ressort territorial du SMTC-AC.**
- **D'approuver les termes du contrat de concession pour une durée de 15 ans (offre de base), dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.**
- **D'autoriser Monsieur Le Président du SMTC-AC ou son représentant à signer ledit contrat de concession et ses annexes.**

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022

***La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

# CONTRAT DE CONCESSION PORTANT SUR LA MISE A DISPOSITION, L'INSTALLATION, L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION DE MOBILIERS URBAINS

## PROJET DE CONTRAT

Instruction aux candidats :

Ce projet de contrat est amené à évoluer.

Les parties de texte figurées en encadré ou et par un pointillé (...) doivent être complétées par les candidats.

Il est précisé que sous réserve du respect des stipulations résultant des prescriptions imposées et tant que l'autorité concédante l'autorise, les différentes stipulations du projet de contrat de concession peuvent donner lieu de la part des soumissionnaires à des propositions de modifications et/ou de compléments, à condition cependant que ces propositions de modifications et/ou de compléments :

1. Demeurent de portée limitée ;
2. Ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de contrat de concession et de ses annexes ;
3. Soient justifiés par l'intérêt du service ;
4. Ne soient pas discriminatoires ;

Les amendements proposés au projet de contrat devront être réalisés sous forme apparente article par article, en mode « suivi de modification ».

Le candidat fournira les justifications et motifs permettant d'apprécier le bien-fondé et l'opportunité des amendements proposés. Ces justifications et motifs devront apparaitre en encadré sous l'article concerné. Pour chaque proposition, le candidat doit préciser les incidences techniques et ou économiques si sa proposition est acceptée.
Le projet de contrat amendé devra être remis sous format word® – ou équivalent – modifiable, sans préjudice de la possibilité pour les candidats d'en remettre également une version non modifiable s'ils le souhaitent.

L'autorité concédante précise qu'elle se réserve le droit d'accepter ou non les propositions de modifications et/ou compléments des candidats et de décider de leur intégration dans le projet de contrat au stade de la mise au point.

Les amendements que les soumissionnaires peuvent apporter, dans les conditions sus décrites (également prévues au règlement de consultation), au projet de contrat transmis par l'autorité concédante ne sont donc pas considérés en tant que tels comme des « variantes », mais comme des propositions que l'autorité concédante se réserve le droit d'accepter ou non au stade de la mise au point.

Les candidats peuvent proposer les modifications qu'ils jugent nécessaires à l'ajustement du projet de contrat à leur offre (les candidats sont toutefois invités à limiter tant en nombre qu'en substance les modifications apportées.)

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE, sis 2 bis rue de l'Hermitage 63063 Clermont Ferrand, représenté par son président François RAGE dument habilité à cet effet par délibération du Comité syndical en date du [à compléter]

Ci-après désigné « l'autorité concédante » ou « le concédant »

*D'une part* ;

**ET**

La société/ le groupement JCDecaux France dont le siège social est situé 17 rue Soyer 92200, Neuilly-sur-Seine au capital de 8 241 669,67 Euros Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 622 044 501 représenté(e) par Ludivine Menceur, Directeur Droit Public et Appels d'Offres agissant au nom de cette société ;

Ci-après désignée « Le concessionnaire »

*D'autre part* ;

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**SOMMAIRE**

1. Titre I : Principes généraux de l'exploitation ..... 5
Article 1. Objet du contrat de concession ..... 5
Article 2. Durée du contrat de concession ..... 5
Article 3. Occupation du domaine public métropolitain ..... 5
Article 4. Responsabilité ..... 5
Article 5. Assurances ..... 10
Article 6. Cadre juridique ..... 11
Article 7. Personnel ..... 13
Article 8. Conditions d'exécution : formalisation des demandes auprès du concessionnaire ..... 15
2. Titre II : Caractéristiques, consistance et qualité du service ..... 15
Article 9. Caractéristiques des mobiliers ..... 15
Article 10. Implantations ..... 28
Article 11. Déplacement et dépose des mobiliers ..... 31
Article 12 Modifications à l'initiative de l'autorité concédante ..... 33
Article 13. Entretien et maintenance ..... 34
Article 14 Innovation ..... 41
Article 15. Conditions et délais d'exécution de la pose ..... 42
Article 16. Gestion des travaux ..... 42
3. Titre III : Régime des biens nécessaires à l'exploitation ..... 44
Article 17. Propriété des mobiliers installés ..... 44
4. Titre IV : Régime financier de l'exploitation ..... 46
Article 18. Rémunération du concessionnaire ..... 46
Article 19. Financement des services et travaux ..... 46
Article 20. Impôts, taxes, redevances ..... 47
Article 21. Intéressement ..... 48
Article 22. Charges contractuelles d'exploitation ..... 50
Article 23. RÉVISION DES CONDITIONS FINANCIÈRES ..... 51
5. Titre V : Contrôle et sanctions ..... 52
Article 24. Droits de contrôle de l'autorité concédante ..... 52
Article 25. Rapport annuel du concessionnaire ..... 53
Article 26. Opérations de vérification – Décisions après admission ..... 54
Article 27. Pénalités ..... 56
6. Titre VI – Modification et fin du contrat ..... 58
Article 28. Modification du contrat ..... 58
Article 29. Résiliation du contrat ..... 58
Article 30. Sort des biens ..... 60
7. Titre VII – Dispositions diverses ..... 60
Article 31. Règlement des litiges ..... 60
Article 32. Droit applicable ..... 60
8. Titre VIII – Annexes ..... 61

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

# 1. Titre I : Principes généraux de l'exploitation

## ARTICLE 1. OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION

Le présent contrat de concession a pour objet la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers voyageurs publicitaires et non publicitaires à destination des usagers du réseau de transports du SMTC sur les points d'arrêt mobilité du ressort territorial du SMTC. Ces arrêts comprennent les arrêts autobus, BHNS et tramway.

Le périmètre du contrat de concession est composé des mobiliers listés en annexe SMTC1.

Ce périmètre comporte au total, sept (7) mobiliers d'affichage publicitaire et institutionnel numériques implantés en station tramway, bus ou BHNS, dont deux (2) mobiliers numériques implantés sur le territoire communal de Cournon d'Auvergne et cinq (5) mobiliers numériques implantés sur le territoire communal de Clermont Ferrand.

L'emplacement précis de ces mobiliers numériques sera décidé de manière concertée par l'autorité concédante et le concessionnaire.

Le concessionnaire devra assurer, à ses frais et risques, l'exécution de la présente convention et supportera seul le risque d'exploitation du service.

L'autorité concédante ne participera pas au financement du service et ne versera aucun prix en contrepartie de l'exécution des prestations.

Le présent contrat ne confère pas au concessionnaire la qualité de délégataire de service public.

## ARTICLE 2. DUREE DU CONTRAT DE CONCESSION

La durée du contrat est de 15 (solution de base) ou de 12 ans (solution variante) à compter du 01 octobre 2022.

## ARTICLE 3. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN

Les mobiliers objets du contrat à sa notification, sont installés sur le domaine public métropolitain de Clermont Auvergne Métropole.

Le présent contrat vaut autorisation d'occupation du domaine public de Clermont Auvergne Métropole pour le mobilier faisant l'objet du contrat.

Cette occupation du domaine public n'ouvre pas droit au régime des baux commerciaux en faveur du concessionnaire.

Le concessionnaire est exonéré du versement d'une redevance d'occupation du domaine public.

NB : le présent contrat porte sur l'ensemble du ressort territorial du SMTC et des mobiliers pourront être implantés en cours d'exécution hors de la Métropole. L'occupation du domaine public de la collectivité concernée fera l'objet le cas échéant d'une procédure spécifique à mener par le Concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## ARTICLE 4. RESPONSABILITE

Le concessionnaire fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant résulter de l'exécution du présent contrat.

La responsabilité de l'autorité concédante ne pourra en aucun cas être recherchée par quiconque à l'occasion d'un litige relevant de l'exécution du présent contrat. Le cas échéant, le concessionnaire garantit l'autorité concédante de toute condamnation prononcée à son encontre pour les dommages et préjudices causés par l'exécution du présent contrat.

### 4.1. Mobiliers

Les mobiliers sont placés sous la responsabilité intégrale du concessionnaire.

Le concessionnaire est entièrement et exclusivement responsable tant envers l'autorité concédante qu'envers les tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit pouvant résulter de l'installation et de l'exploitation des mobiliers urbains. La responsabilité de l'autorité concédante ne peut être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de la gestion des mobiliers.

Il s'engage à garantir l'autorité concédante contre tous les recours qui seraient intentés directement contre lui pour les causes indiquées ci-dessus et à supporter la charge de toutes indemnités ou frais pouvant en résulter pour l'autorité concédante.

En outre, le Concessionnaire est responsable:
- du développement du mobilier urbain décrit aux présents C.C.T.P., conformément aux exigences de qualité et aux spécifications constructives fixées,
- de la réalisation des études techniques associées qui sont décrites aux présents C.C.T.P. (à ce titre, il est précisé que les documents graphiques inclus à la consultation sont fournis à titre indicatif et sont susceptibles d'évolutions),
- de la rédaction et du maintien à jour de la documentation technique pendant toute la durée du marché,
- de la fourniture et de la pose de l'ensemble des équipements de station, après vérification du positionnement des fourreaux sur les quais (alimentation billetterie, caméra, B.I.V. etc...),
- de l'emballage, du transport et du déchargement à pied d'œuvre des équipements depuis ses usines de fabrication,
- des essais et recettes des équipements en usine, avec mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à leur bon déroulement,
- de la garantie du mobilier urbain objet de la présente concession qui sera d'une année à dater de la réception.

NOTE:

Le Concessionnaire aura pris en compte au stade de l'offre que toutes les sujétions, modifications, améliorations, rectifications découlant des essais, des observations et recommandations du M.OE.G. ou des Bureaux de Contrôle sur ses prestations, du moment qu'elles sont mineures, seront techniquement à sa charge et sans incidence financière. Le Concessionnaire étant soumis aux Règles de l'Art, il devra, outre les ouvrages énumérés au présent C.C.T.P., ou figurés sur les plans, tous les menus travaux de sa profession, ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait et complet achèvement.
L'obtention de ce parfait achèvement exclura des interventions destinées à parachever ou rendre exploitables ou utilisables les mobiliers qui seraient réalisées par des entreprises tierces.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## 4.2. Travaux

Le concessionnaire assume seul, quelle que soit la cause, la responsabilité de jour comme de nuit de tous les accidents et dommages, apparents ou non, résultant de son fait ou de ses prestataires, de son matériel, de ses employés et ouvriers et leurs agissements, dans l'exécution des travaux, de la présence des chantiers, de défauts de signalisation, etc.

Le concessionnaire rend compte au concédant de toutes procédures amiables ou contentieuses.

Les éventuelles dégradations causées aux voies publiques lors des prestations de pose ou dépose des mobiliers seront en totalité à la charge du concessionnaire.

## 4.3. Prescriptions techniques et réglementaires

### 4.3.1 Normes et règlements

Les travaux et fournitures nécessaires à la réalisation des ouvrages seront conformes aux textes et documents de la législation en vigueur. Le Concessionnaire est tenu de signaler à l'Autorité Concédante, à toutes les phases d'exécution de ses prestations, les évolutions législatives ou normatives susceptibles de modifier l'étendue de ses prestations.
Le récapitulatif ci-dessous ne présente aucun caractère limitatif et ne constitue qu'un rappel des principaux documents de référence applicables aux produits et travaux d'installation et de mise en service inclus au présent contrat.

| | |
|---|---|
| Choix des qualités de l'acier en fonction de l'usage : NF A 36 010 | Choix des qualités d'acier pour construction métallique ou chaudronnerie vis-à-vis du risque de rupture fragile |

| | |
|---|---|
| Nuances et qualités des aciers de construction : NF A 35 501– Juin 93 | Aciers de construction d'usage général. Tôles laminés marchands, poutrelles. |
| NF A 35 502 – sept. 93 | Aciers de construction à résistance améliorée à la corrosion atmosphérique. |
| NF A 36 204 – Juin 92 | Tôles en acier à haute limite d'élasticité, livrées à l'état traité pour constructions soudées. Nuances et qualités. |
| NF EN 10164 | Tôles et larges plats avec propriétés garanties dans le sens perpendiculaire ou à la surface. |
| NF A 49 501 | Profils creux finis à chaud pour construction. |

| | |
|---|---|
| Équivalence des aciers français et étrangers : NF A 35 600 – Avr. 93 | Aciers de construction d'usage général – comparaison des nuances normalisées françaises et étrangères. |

Autres spécifications :

| | |
|---|---|
| NF A 35-503 – Nov. 94 | Acier pour galvanisation par immersion à chaud. |
| NF EN ISO 1461 – Juil. 99 | Revêtement par galvanisation à chaud sur produits finis ferreux. |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

| | |
|---|---|
| NF EN 10021 – Déc. 93 | Aciers et produits sidérurgiques – conditions générales de livraison. |
| NF EN 10079 – Déc. 92 | Définition des produits en acier. |
| NF EN 10204 – Déc. 91 | Produits métalliques – types de documents de contrôle. |
| NF EN 10238 – Déc. 96 | Produits en acier de construction grenaillés et pré peints par traitement automatique. |
| A 35-500 – Juin 86 | Qualité d'acier de type E24, E28, E36 pouvant être utilisés en charpente métallique. |
| NF A 36-270 – Déc. 91 | Produits sidérurgiques – tôles profilées en long. |
| A 46-012 – Nov. 83 | Larges plats – tolérances de laminage. |
| NF EN 10025 – Déc. 93 | Produits laminés à chaud da acier de construction non alliés. ns |
| NF EN 10029 – Sept. 91 | Tôles en acier laminées à chaud d'épaisseur supérieure ou égale à 3mm. |
| NF EN 10164 – Sept. 93 | Acier de construction à caractéristiques de déformation améliorée dans le sens perpendiculaire à la surface du produit. |
| NF A 45-001 – Juil. 94 | Barres laminées à chaud ou laminés marchand d'usage Général. |
| A 45-003 – Juil. 79 | Ronds laminés à chaud en barres. |
| A 45-004 – Juil. 79 | Carrés laminés à chaud pour usages généraux. |
| A 45-005 – Nov. 80 | Plats laminés à chaud pour usages généraux. |
| Ouvrage en fonte moulée : NFEN 1563 | Pièces moulées en fonte à graphite sphéroïdal . |

Ouvrages en bois

Le Concessionnaire devra respecter les normes et règlements en vigueur, en particulier les documents suivants :

- D.T.U. N° 31 - Cahier des Prescriptions Techniques Générales applicables aux travaux de charpente et escaliers en bois.
- D.T.U. N° 31-3 - Cahier des Charges charpente en bois assemblée par connecteurs métalliques ou goussets.
- D.T.U. N° 36 - Travaux de menuiserie.
- D.T.U. N° 40 - Travaux de couverture.
- Règles de calcul des charpentes bois et modificatifs 1975 (additif n°1) dites règles CB 71.
- Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions annexes (Règle NV 65 révisée 85 modifiée 95).
- Règles de construction parasismiques 1992 et annexes dites "Règles PS 92".
- Normes AFNOR

En particulier : Normes NF B 51001 et 51002.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Recommandations des fabricants.

Parois vitrées:

| | |
|---|---|
| Ouvrage vitré : DTU 39-1 et 39-4 | Travaux de miroiterie – vitrerie |
| Cahier 2914 du CSTB (en anglais seulement) | vitrages extérieurs attachés faisant l'objet d'avis technique 6/02 – 1407 vitrage feuilleté EVASAFE ou propriété équivalente type PVB. |
| P 75102 EN 572-1 | verre dans la construction – produits de base : verre de silicate sodo-calcique. partie 1 : définitions et propriétés physiques et mécaniques générales |
| P75-103 EN 572-2 | verre dans la construction – produits de base : verre de silicate sodo-calcique – partie 2 : glace. |

Installations électriques :

Toutes les installations devront être conformes à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art, D.T.U., normes AFNOR, règles de l'U. T.E. et en particulier sans que cette liste soit limitative :
- à la norme NFC 14100.
- à la norme NFC 15100 installations basse tension.
- à la norme NFC 17200 règles d'installations d'éclairage public.
- à la norme NFC 17100 règle paratonnerre.

Décret du 14/04/88 – Protection des travailleurs contre les dangers électriques.

4.3.2 Protection anticorrosion des produits ferreux

Spécification 1 :
Galvanisation + peinture poudre ou polyuréthane mono couche. Pour produit acier.
Galvanisation :
À chaud par immersion des pièces après décapage dans un bain de zinc fondu conformément aux prescriptions des normes. Épaisseur minimum 80 microns.
Peinture :
- Dégraissage.
- Phosphatation.
- Rinçage.
- Passivation + ED.
- Séchage.

Application par poudrage polyester cuite au four ou polyuréthane mono couche par pulvérisation. Épaisseur minimum 80 microns.

Spécification 2 :
Métallisation + peinture poudre ou polyuréthane. Pour produit fonte, préparation mécanique par grenaillage et / ou sablage SA3.
Métallisation :
Par projection de zinc – suivant norme NF EN 22063. Métallisation épaisseur minimum 80 microns. Peinture :
- Dérochage et rinçage.
- Séchage et dégraissage.
- Traitement nécessaire à la pose de la couche de peinture.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- Application par poudrage polyester cuite au four ou polyuréthane mono couche par pulvérisation - Épaisseur mini 80 microns.

Nota : pour les pièces creuses prévoir un traitement intérieur au zinc – épaisseur 70 microns.

4.3.3 Protection anticorrosion des produits aluminium et de ses alliages

- Dégraissage.
- Décapage mécanique par sablage SA3 ou chimique.
- Application d'un primaire 5 microns maximum.
- Peinture poudre polyester minimum 70 microns.
- Ou peinture polyuréthane mono couche par pulvérisation.

Le Concessionnaire devra prévoir le matériel et les modes opératoires nécessaires à la retouche aisée des ouvrages sur site dans le respect des normes concernant l'utilisation de produit de synthèse dans les lieux publics.

4.3.4 Boulonnage – visserie

Pour les assemblages boulonnés, la résistance et la qualité des boulons, écrous et rondelles, ainsi que leur combinaison, seront conformes aux indications du fabricant et aux normes suivantes :

Boulonnerie à serrage contrôlé :
Normes NFP 27-701, NFP 27-702, NFP 27-703, NFP 27-711, qualité 8,8 au minimum.
La mise en œuvre sera conforme aux recommandations de la classe 2 des normes NFP 22462, NFP 22-463 et NFP 22-466.
Le contrôle de serrage correspondra à la classe 1 de la norme NFP 22-460 et sera effectué selon les prescriptions de la NFP 22-466.

Boulonnerie non précontrainte :
Normes NFP 27-005, NFP 22-430 complétée par les recommandations du CTICM contenues dans la revue CM n°1, 1985 qualité 8,8.
La mise en œuvre sera conforme aux recommandations de la classe 2 de la norme NFP22-431.

Toute la boulonnerie sera en acier inoxydable, norme A4, classe 70 (norme NFA 35-577).
Chaque assemblage à boulons, brut ou usiné, comprendra au moins une rondelle placée sous la pièce tournante, afin de prévenir la dégradation de la peinture.
Les assemblages seront tous bloqués, le blocage sera assuré par serrage, collage ou contre-écrous.

## ARTICLE 5. ASSURANCES

Le concessionnaire doit contracter une police d'assurance qui couvre tous les risques, notamment à l'égard des personnes et des biens, générés par l'exécution de la concession. Une attestation de son assureur datant de moins de six mois doit être adressée à l'autorité concédante.

La prise d'effet de la concession est subordonnée à la remise par le concessionnaire d'un exemplaire de son attestation d'assurance qui est soumise à l'administration et qui figure en annexe CCN3.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

À tout moment durant l'exécution du contrat, le concessionnaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'autorité concédante et dans un délai de quinze jours (15) à compter de la réception de la demande.

A chaque renouvellement des contrats d'assurance, le concessionnaire en informe l'autorité concédante et produit une nouvelle attestation d'assurance. En outre, le concessionnaire est tenu d'informer l'administration de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les jours qui suivent sa décision.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le concessionnaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## ARTICLE 6. CADRE JURIDIQUE

### 6.1. Pièces contractuelles

Les documents contractuels sont :
- le présent contrat ;
- les annexes au présent contrat numérotées SMTC1 à SMTC13 et CCN1 à CCN19.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et auront la même valeur juridique. Toute référence au contrat inclut ses annexes.

En cas de contradiction entre une stipulation du corps du contrat et une stipulation d'une annexe les stipulations du corps du contrat prévaudront.
En cas de contradiction entre les annexes, les stipulations particulières prévalent sur les stipulations générales.
Les renvois faits dans le contrat à tout autre document sont réputés comprendre également les modifications ou avenants dont ce document ferait l'objet.

Toutes les références faites dans le contrat à une personne comprennent ses successeurs, ayants droit et ayants cause.

Les renvois faits dans le contrat à des articles ou des annexes doivent s'entendre, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement, de renvois à des articles ou annexes du contrat.

Si l'une des stipulations du contrat est déclarée nulle ou inapplicable, ou fait l'objet d'une requalification, par un tribunal, ladite stipulation sera réputée non écrite et les autres stipulations du contrat continueront à produire tous leurs effets.
Néanmoins, les parties négocieront de bonne foi pour convenir d'une clause mutuellement satisfaisante visant à remplacer la stipulation du contrat déclarée nulle ou non applicable.

### 6.2. Confidentialité

Le concessionnaire et l'autorité concédante qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du concessionnaire ou de l'autorité concédante sont

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

6.3. Respect des règles liées à l'implantation et à l'exploitation du mobilier urbain

Le concessionnaire est seul responsable du respect de l'ensemble des règles susceptibles d'affecter l'implantation des mobiliers mentionnés à l'annexe SMTC1 du présent contrat. Il s'engage, notamment, à respecter l'ensemble des règles issues des règlements locaux.

Le concessionnaire reconnaît avoir étudié la faisabilité juridique des implantations projetées. Si, pour quelque motif que ce soit, tout ou partie des mobiliers ne pouvaient être implantés, et devaient être déplacés ou supprimés du fait d'une disposition réglementaire ou législative, les Parties se rencontreront dans les meilleurs délais pour arrêter de nouveaux emplacements de qualité et d'audience équivalentes.

Le concessionnaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, d'accessibilité de la voirie et des espaces publics pour les personnes à mobilité réduite, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il assume l'ensemble des risques liés à ces prescriptions et des conséquences des préjudices éventuellement causés à des tiers.

6.4. Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du présent contrat expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le concessionnaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du contrat, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du concédant.

6.5. Garantie

Le concessionnaire doit constituer une garantie afin d'assurer à l'autorité concédante le paiement de l'intéressement. Le concessionnaire devra fournir à l'autorité concédante, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du contrat, une garantie financière d'un montant correspondant au minimum à 25 % du montant de l'intéressement minimal annuel garanti (annexe CCN4).

Son montant sera révisé selon les mêmes modalités que celles prévues pour l'intéressement minimal garanti. Il est entendu que la mise en jeu de cette garantie financière au profit de l'autorité concédante n'empêche pas la personne publique de résilier la convention aux torts de la société cocontractante.

6.6. Interdiction de céder à des tiers sans agrément préalable de l'autorité concédante.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le concessionnaire s'interdit de céder la présente convention à un tiers sauf autorisation écrite et préalable de l'autorité concédante.

En cas de cession n'ayant pas fait l'objet d'un consentement exprès de l'autorité concédante, le contrat pourra être résilié par cette dernière.

Avant d'accorder son autorisation, l'autorité concédante vérifiera si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service conformément aux obligations fixées par le présent contrat. En tout état de cause, la cession ne pourra être autorisée que dans le respect des lois et réglementation en vigueur.

### 6.7. Modifications affectants la situation du concessionnaire – société dédiée le cas échéant

Dans l'hypothèse où le concessionnaire serait une société dédiée exclusivement à l'exécution du contrat, les statuts et la composition du capital figurent en annexe CCN5.

L'objet dédié de la société ne pourra être modifié pendant l'exécution du contrat.
Le concessionnaire sera tenu d'informer l'autorité concédante de toute nomination d'un nouveau dirigeant.

En outre, il sera tenu d'informer préalablement l'autorité concédante des opérations suivantes :

- Changement de la forme juridique de la société occupante ou des éventuels sous occupants ;
- Modification dans la répartition du capital social de la société occupante, telle qu'elle figure en annexe CCN5, dès lors que la modification envisagée aurait pour effet, en une ou plusieurs opérations successives, de modifier substantiellement, la répartition du capital social - et notamment la majorité du capital social - et/ou des droits sociaux ;
- Augmentation ou diminution du capital ;
- Fusion - absorption ou scission de la société exploitante.

L'autorité concédante se réserve le droit de résilier la convention si les changements affectant la société concessionnaire sont de nature à compromettre la bonne exécution de ladite convention ou à remettre en cause les garanties apportées.

Le concessionnaire informe l'autorité concédante dès qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre. Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'autorité concédante. Il en va de même de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

## ARTICLE 7. PERSONNEL RH

### 7.1 Clause d'insertion

L'autorité concédante a décidé de mettre en œuvre une action de promotion de l'emploi et de l'insertion sur cette opération. Cette clause « emploi-insertion » vise à favoriser le retour à l'emploi de publics prioritaires.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le concessionnaire s'engage à réserver aux personnes visées par la prestation d'insertion 4 667 heures d'insertion annuelle sur une durée de 12 ans ou 4 800 heures annuelle sur une durée de 15 ans, selon la durée du contrat notifié.

Ce volume d'heure d'insertion s'entend à l'échelle de l'ensemble des contrats de concession de mobilier urbain conclu par les membres du groupement de commande.

Les heures d'insertion pourront être déployées indifféremment sur la période d'installation du mobilier en début de contrat et sur la partie entretien-maintenance sur toute la durée du contrat.

Le concessionnaire qui décide d'externaliser des prestations reste seul responsable de l'exécution de la clause d'insertion. Il lui appartient d'informer son prestataire et le cas échéant de contractualiser avec lui les modalités de prise en charge de la clause d'insertion.

Dans tous les cas, le concessionnaire reste le seul interlocuteur de l'autorité concédante en ce qui concerne le respect de la clause d'insertion.

Les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion sont précisées en annexe CCN6 et les moyens mis en œuvre par le concessionnaire pour respecter son engagement au sein du mémoire technique du concessionnaire en annexe CCN9.

En cas de non-respect de la clause d'insertion, les pénalités indiquées à l'article 27.3 seront appliquées.

### 7.2 Affectation, reprise et recrutement du personnel

Le concessionnaire doit affecter aux différents postes, le personnel en nombre suffisant et ayant les diplômes, la qualification et la formation nécessaires pour remplir les missions qui lui sont dévolues par le présent contrat. Le concessionnaire recrutera le personnel nécessaire au bon fonctionnement du service. Il communiquera à l'autorité concédante tout document relatif aux conditions de travail des salariés.

Le Concessionnaire doit disposer de tous les moyens humains, en quantité et compétences, nécessaires à la parfaite gestion du service à la date de prise d'effet de la concession.

Le personnel du service concédé comprend notamment les salariés employés par le précédent exploitant au 30 septembre 2022 et dont les contrats de travail ont le cas échéant été transférés au Concessionnaire en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et de manière supplétive la convention collective éventuellement applicative. Aucune indemnité ne lui sera versée par la Collectivité du fait de cette reprise.

Le personnel à reprendre (ensemble des informations permettant d'évaluer la quantité et la qualité des agents susceptibles d'être repris en début de contrat ainsi que le coût total de la masse salariale concernée) est détaillé à l'annexe SMTC12.

En cas de cessation du contrat ou de reprise par un nouvel exploitant, il sera fait application des dispositions des articles L 1224-1 et suivants du Code du Travail.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

En cas de résiliation ou à l'expiration du contrat, les Parties conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

En fin de contrat, afin de faciliter les opérations de reprise du personnel, le concessionnaire est tenu de communiquer sur simple demande et dans un délai de 15 jours, à l'autorité concédante, une liste du personnel à jour, mentionnant la qualification, l'ancienneté et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels et indiquant les masses salariales (et éléments financiers associés) correspondant à chaque catégorie de personnel. En cas de non-respect du délai de 15 jours les pénalités indiquées à l'article 27.3 s'appliquent.

Conformément à la loi, le concessionnaire ne devra pas transmettre des informations nominatives sur ses salariés. Cette liste anonyme est communiquée à tout candidat lors du renouvellement de la concession, conformément aux obligations d'information en vigueur.

### ARTICLE 8. CONDITIONS D'EXECUTION : FORMALISATION DES DEMANDES AUPRES DU CONCESSIONNAIRE

L'ensemble des décisions liées à la réalisation des prestations objet du présent contrat sera notifié au concessionnaire par ordre de service.

Dans l'hypothèse où le concessionnaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit le notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de (8) jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le concessionnaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de manquement, les pénalités de l'article 27.1 s'appliquent.

## 2. Titre II : Caractéristiques, consistance et qualité du service

### ARTICLE 9. CARACTERISTIQUES DES MOBILIERS

Les caractéristiques applicables à l'ensemble du mobilier publicitaire ou non publicitaire tel que listé dans l'annexe SMTC1 sont les suivantes :

#### 9.1 Matériaux constitutifs

Le matériel sera neuf (recommandé pour le BHNS) ou reconditionné à neuf (recommandé pour le bus et tram, conformément au Code de l'Environnement).

Dans l'hypothèse où le concessionnaire procéderait au reconditionnement sur place du mobilier et ne procéderait donc pas à la pose de tout ou partie du mobilier urbain, ce candidat est informé que l'économie représentée par l'absence de pose de mobiliers est susceptible de constituer en sa faveur un avantage concurrentiel qui sera neutralisé, par le versement d'un droit d'entrée au profit de l'autorité

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

concédante.

Ce droit d'entrée est calculé en fonction du nombre et de la typologie des mobiliers reconditionnés sur place, sur la base des montants unitaires de pose figurant ci-après et du volume de mobilier reconditionné renseignés par le concessionnaire au sein du mémoire technique (annexe CCN9).

Ce droit d'entrée devra être acquitté dans sa totalité avant le terme de la première année du contrat et constitue un des éléments de la notation du critère valeur financière (charge intégrée au Compte d'exploitation prévisionnelle) dans le cadre de l'analyse des offres.

**Coût unitaire de pose appliqué au concessionnaire dans les conditions susvisées:**

- Abri voyageurs bus « classique » : 550€ ;
- Abri tramway (y compris MUPI 2m2) : 2000€ ;
- MUPI 2m2 : 205€ ;
- MUPI 8m2 :660 €
- Colonnes : 500 €
- SI : 440 €
- Pollumètre : 350 €

Ces coûts unitaires correspondent au coût de pose du mobilier non posé (hors scellements).
NB : Le coût « évité » des scellements n'est pas pris en compte, considérant que le titulaire sortant du marché de mobilier urbain notifié en 2006 mettra à disposition les scellements existants au futur titulaire de la concession objet de cette consultation.

Dans le cas du reconditionnement à neuf, la provenance des mobiliers, les opérations de remise à neuf et leurs réalisations et la programmation en termes de quantité et de calendrier sont définies dans le mémoire technique du concessionnaire annexé au présent contrat (annexe CCN9).

Les mobiliers sont conformes aux normes françaises et européennes en vigueur. Ils remplissent toutes les conditions de robustesse face aux dégradations naturelles et volontaires.

Les matériaux et matériels doivent être aisément disponibles sur le marché fournisseur.

Les matériaux, dont la nature et les principales caractéristiques concernant la résistance au feu, aux chocs et rayures, aux dégradations et vandalisme sont décrites dans le mémoire technique du concessionnaire annexé au présent contrat (annexe CCN9) permettent aux mobiliers de :

- présenter un comportement au feu conforme à la réglementation qui s'applique pour les espaces publics ;
- être résistants aux chocs et rayures ;
- être naturellement anti-corrosion par des procédés et produits non polluants. Les pièces mécaniques (fermetures, charnières, fixations) seront anticorrosion et présenteront toutes les garanties quant à la pérennité de leur fonctionnement ;
- présenter toutes les garanties de maintien de leur état de surface extérieure et intérieure et à la stabilité de leurs couleurs dans le temps (notamment pas de jaunissement) ;
- être résistants au vandalisme et adaptés aux différents procédés de désaffichage et dégraffitage ;
- être conçus pour minimiser les interventions de remise en état de propreté.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Toutes les pièces sont constituées et assemblées de telle sorte que leur remplacement s'opère sans remettre en cause le besoin d'information institutionnelle et commerciale.

### 9.1.1 Spécifications techniques pour le BHNS :

Les spécifications techniques particulières relatives aux équipements mis à disposition dans le cadre du projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C-chapitres 1 & 2).

### 9.1.2 Spécifications techniques pour les abribus :

Dimensions :
- Surface 6m2 minimum pouvant être augmentée selon la fréquentation, en accord avec la ville et la société concessionnaire du réseau de transport en commun ;
- Pour un module élémentaire, la valeur de la surface utile d'affichage des caissons sera d'environ 2 X 2 m², soient environ 4 (quatre) m².

Confort de l'usager :
- protection contre les intempéries ;
- protection contre le rayonnement solaire et la chaleur induite ;
- sécurité ;
- visibilité.

Information des usagers :
- supports d'information intégrés et homogènes.

### 9.1.3 Spécifications techniques pour les stations de tramway (et en partie au BHNS) :

Les spécifications qui suivent figurent dans l'offre de base du concessionnaire et sont techniquement détaillées à l'annexe CCN11.

L'abri du tramway sera long de 11,50m, large de 1,60m, haut de 2,60m environ.

Un délai de 2 mois est consenti entre l'attribution de la concession et la pose des derniers équipements. Le concessionnaire aura anticipé les délais de livraison pour éviter les retards et privilégie les fournitures sur étagère.

- **Bancs :**

Le concessionnaire gère le démontage des bancs propriété du SMTC actuellement installés, les stocke jusqu'à la fin de l'opération de démontage et les met ensuite à disposition du concédant sur le site qui lui sera indiqué par celui-ci.

Le concessionnaire fournit et pose les bancs des stations de tramway selon le quantitatif suivant :

| Stations | Nombre de Bancs |
|---|---|
| LES VERGNES | 7 |
| STADE G. MONTPIED | 7 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

| | |
|---|---|
| LA PLAINE | 7 |
| CHAMPRATEL | 6 |
| CROIX DE NEYRAT | 8 |
| HAUTS DE CHANTURGUE | 8 |
| COLLÈGE A. CAMUS | 8 |
| LES VIGNES | 8 |
| LYCEE A. BRUGIERE | 8 |
| LES PISTES | 8 |
| MUSEE D'ART R. QUILLIOT | 8 |
| MONTFERRAND LA FONTAINE | 8 |
| GRAVIERE | 8 |
| STADE M. MICHELIN | 8 |
| 1ER MAI | 8 |
| LES CARMES | 8 |
| DELILLE MONTLOSIER | 8 |
| HOTEL DE VILLE | 8 |
| GAILLARD | 8 |
| JAUDE | 4 |
| LAGARLAYE | 8 |
| MAISON DE LA CULTURE | 8 |
| UNIVERSITES | 8 |
| ST JACQUES DOLET | 8 |
| CHU G. MONTPIED | 8 |
| ST JACQUES LOUCHEUR | 8 |
| LÉON BLUM | 8 |
| LA CHAUX | 8 |
| CEZEAUX PELLEZ | 8 |
| CAMPUS | 8 |
| MARGERIDE | 8 |
| FONTAINE DU BAC | 8 |
| LYCÉE LAFAYETTE | 8 |
| LA PARDIEU GARE | 4 |

Le concessionnaire positionne les bancs sur les emplacements existants. Ces bancs sont de modèle simples, sans dossier, avec semelle, avec une résistance d'assise élevée en fonte d'aluminium ou équivalent. Le banc s'inscrira dans les dimensions existantes afin d'éviter de nouveaux ancrages au sol.

Le banc résiste aux dégradations et assure de résistance et stabilité suffisantes au regard d'un usage sur la voie publique.

- Sucettes :

Chaque quai de station tramway est équipé d'une sucette de 2m². Pour être conforme au Code de l'Environnement, la sucette comporte une face publicitaire, potentiellement déroulante, et une face non publicitaire réservée à la communication institutionnelle.
De manière privilégiée, les sucettes sont orientées de manière parallèle aux voies. Cette configuration améliore la visibilité, facilite les flux voyageurs et le cheminement PMR.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

En revanche, le concessionnaire peut proposer des alternatives, soit en maintenant a minima des sucettes perpendiculaires aux voies, soit en les déportant pour éviter toute régression en matière de sécurité tramway, soit en les remplaçant par un autre modèle. Le SMTC et le concessionnaire évalueront de globale et transparente ces cas particuliers, éventuellement au stade de la mise au point.

La pose et la dépose des affiches ne doivent pas entraver le flux piéton ni déborder sur le Gabarit Limite d'Obstacle (GLO) du tramway.

- **Poubelles (également valable pour le BHNS) :**

Le concessionnaire gère le démontage des poubelles propriété du SMTC actuellement installées, les stocke jusqu'à la fin de l'opération de démontage et les met ensuite à disposition du concédant sur le site qui lui sera indiqué par celui-ci.

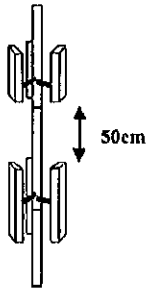
Le concessionnaire fournit et pose deux poubelles par quai tramway (1 à 2 pour les BHNS) fixée(s) par scellements dans le revêtement de sol définitif des quais.
Le concessionnaire propose une solution de grande capacité (minimum 100L au total) et évasée afin que les déchets tombent au fond du sac. Le concessionnaire se charge du vidage sélectif.

L'objet s'adaptera aux différents cas de pentes en long et en travers rencontrés en ligne.
Réalisées en acier, avec finition thermo laquée pour les parties pleines et les pièces de l'ossature, ces corbeilles de propreté s'harmoniseront visuellement avec le module élémentaire d'abri-voyageurs. L'intérieur de la corbeille sera conçu de façon à limiter la stagnation des eaux de ruissellement.

La poubelle respectera les prescriptions du plan vigipirate, notamment :
- Rendre visibles les déchets avec une majeure partie des flancs des corbeilles de propreté transparents, de façon à ce que puissent être identifiés depuis l'extérieur, les objets situés à l'intérieur ;
- Utiliser des matériaux ne dégageant pas de vapeurs nocives en cas de combustion.
- A noter que l'emplacement actuel de la poubelle centrale des quais de tramway ne sera plus disponible en raison de la demande d'extension des armoires techniques (voir § suivant « extension de l'armoire technique »).

- **Prédisposition à la mise en place d'une antenne de télécommunications (également valable pour le BHNS) :**

Le concessionnaire prédispose les stations pour l'éventuelle installation d'une antenne de télécommunications.
La hauteur d'installation de l'antenne devra garantir un périmètre de sécurité de façon à le rendre hors de portée du public, soit se situer à une hauteur minimale de 2,26 m au-dessus du sol fini des quais.
Les antennes qui pourront être installées seront de type fouets (omnidirectionnelles) ou des antennes panneaux (directionnelles). La structure du module élémentaire d'abri-voyageurs devra être en mesure du supporter ce type de mâts (cf schéma ci-dessous).
Le concédant a la liberté d'installer l'équipement de son choix.



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- **Précâblage caméras amovibles de vidéoprotection (également valable pour le BHNS) :**

Le concessionnaire précâble les stations tram et BHNS en vue de la pose de caméras amovibles positionnées à hauteur de sécurité (200 + 25 cm dans l'idéal ou à hauteur de sécurité d'homme). Elles devront pouvoir être alimentées et mise en réseau, des réservations pour passage de CFA devront donc être provisionnées. Ces caméras amovibles seront installées par un fournisseur choisi par le concédant. L'emplacement des caméras sur les abris devra être réservé, par un petit caisson avec platine de support ou toute autre solution permettant l'installation rapide et discrète.

- **Extension de l'armoire technique :**

Le SMTC souhaite disposer d'armoires techniques étendues pour de nouveaux services. Par la même occasion, cet espace supplémentaire peut servir au concessionnaire en cas d'activation des options prévues au BPU.
À cette fin, le concessionnaire supprime la poubelle en milieu de quai jouxtant le totem. L'espace gagné permet l'ajout d'une armoire supplémentaire, adossée à l'armoire existante, et dans la limite de la couverture de la marquise. La jointure avec le totem n'est pas forcément requise mais recommandée. Le SMTC autorise que cette armoire supplémentaire serve aux câblages du concédant déjà en place au pied du totem. La largeur de l'armoire complémentaire reste dans les proportions de celle existante.

- **Panneaux photovoltaïques :**

Le concessionnaire propose l'intégration et la maintenance de panneaux photovoltaïques sur le toit, à plat et ancré dans la structure pour un certain nombre d'abris voyageurs bus, BHNS et tramway. Le forfait des produits de vente de l'énergie émise est inscrit et présenté dans le calcul de l'intéressement.

Afin de préserver la possibilité d'augmenter la surface de production d'énergie photovoltaïque, le concessionnaire inscrira au BPU de l'annexe CCN2 l'intégration et la maintenance de panneaux photovoltaïques.

Dans l'annexe CCN11, le concessionnaire exposera les modalités de valorisation de l'énergie (réinjection dans le réseau ou circuit fermé en batterie). Dans le cas du recours à une batterie, le concessionnaire indiquera les mesures de sécurité (notamment la coexistence de deux réseaux d'énergie distincts).

- **Récupération des mégots (également valable pour le BHNS) :**

Le concessionnaire fournit et pose 1 box de recyclage de mégots par quai. Ces boxs revêtent une dimension ludique pour inciter les voyageurs à les observer et adhérer. Ces box sont fixés sur une cloison. Le concessionnaire se charge du vidage et de leur entretien.

- **Cadres d'affichage pour le repérage des usagers :**

Le concessionnaire fournit et pose 1 cadre d'affichage positionné au milieu de chaque quai. Ce plan expose le plan de ligne et le plan de quartier. La dimension minimale du cadre est L1000mm x H 2100mm. Les cadres sont parallèles aux voies afin de ne pas créer de masque à la visibilité. L'implantation doit être homogène entre les différentes stations afin de faciliter le repérage pour les usagers. Les ancrages au sol sont à limiter dans la mesure du possible.
Les caractéristiques techniques des cadres sont précisées à l'article 9.10 « signalétique »La solution figure en annexe CCN10.

**9.1.4 BPU du domaine SMTC (abribus, abris BHNS et stations tramway) :**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Chaque prix unitaire du BPU est susceptible d'être commandé par le concédant par Ordre de Service. Le concessionnaire doit prévoir l'impact de cette ligne du BPU sur l'intéressement (incluant le coût de fourniture, pose, maintenance et nettoyage). Le BPU figure en annexe CCN2. Un délai de prévenance de 3 mois maximum est consenti entre la demande du prix unitaire par le concédant et sa mise en place sur le terrain.
Chaque item du BPU est techniquement et financièrement détaillé par le concessionnaire à l'annexe CCN15.

## 9.2 Fixation et scellement

Il est précisé que le titulaire sortant du marché de mobilier urbain notifié en 2006 mettra à disposition les scellements existants au futur titulaire de la concession objet de cette consultation.

Le dispositif de scellement dans le sol n'est pas apparent. Il doit tenir compte du profil en long et de la pente en travers du trottoir.

Compte-tenu de la présence de réseaux souterrains, la profondeur maximale des scellements à prendre en compte est limitée à +/- 400 mm.

- Fixation au sol des 9.1pour limiter les ancrages et faciliter à la fois le nettoyage de l'abri et du quai de la station (tramway ou bus) ;
- Fixation au sol des abris : Le système de fixation au sol doit permettre le retrait provisoire ou définitif du mobilier, son remplacement en limitant les reprises de revêtements. L'abri ne devra pas être posé directement au sol et la conception du piètement du mobilier doit favoriser le nettoyage du sol. Les abris devront être posés horizontalement quelle que soit la pente du quai.

La résistance mécanique au vent et à la neige sera précisée dans le mémoire technique en annexe CCN9.

Les abribus seront implantés selon les indications du Maître d'Ouvrage, sur le ressort territorial. La livraison, l'installation et le scellement des abribus sont à la charge du titulaire du marché. Il sera apporté un soin particulier au scellement de l'abribus qui devra être suffisamment dimensionné afin de ne présenter aucun risque pour la sécurité des personnes. Les raccords de chaussées, à proximité immédiate du scellement sont à la charge du titulaire du marché.

Le soumissionnaire décrira de façon précise en annexe CCN9 la méthodologie d'installation de l'abribus. Il indiquera en particulier, la méthode, les moyens mis en œuvre ainsi que la localisation de l'entreprise chargée des travaux.

Les spécifications techniques particulières relatives à l'installation des équipements dans le cadre du projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C-chapitre 2).

## 9.3 Esthétique et insertion des mobiliers

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Pour les abris tramway, sauf demande contraire figurant au CCTP, le concessionnaire reproduit sur les stations les principes existants de nombre de module, de positionnement, de surface de couverture, nombre de banc et de poubelles. Le concessionnaire respecte l'intégration dans le tissu urbain. Le matériel reste sobre, maintenable, nettoyable, solide et à coût optimisé.

Pour les abribus, le concessionnaire respecte l'esthétique et l'intégration dans le milieu urbain et périurbain. Les éléments de design sont communs avec les abris voyageurs des stations de tramway et des lignes B et C. Le panneau, côté arrivée du bus, doit garantir à la fois la visibilité de l'arrivée du bus pour les usagers de celle de la présence d'usagers pour le chauffeur. L'abri est installé en tête de quai.

Les spécifications particulières relatives à l'insertion des mobiliers dans leur contexte (implantation, modularité, coloris, textures, ...) dans le cadre du projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C-chapitre 2.1).

## 9.4 Eclairage

Le concessionnaire met en place un dispositif d'extinction générale des lumières pour l'ensemble des mobiliers (abribus, stations tramway et BHNS) ainsi que sucettes pendant la fermeture du service (01h30 – 04h00).

En option à renseigner au BPU (annexe CCN2), le concessionnaire prévoit un dispositif d'extinction des affichages publicitaires (sucettes, caissons des abribus et stations BHNS publicitaires ) conforme aux prescriptions du RLPI (période 23h – 7h au stade « projet » actuel) et une baisse de l'intensité lumineuse pour l'ensemble des mobiliers (abribus, stations tramway et BHNS) sur la période de fermeture du service (01h30 – 04h00).

Les spécifications techniques particulières relatives à l'éclairage des mobiliers dans le cadre du projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C-chapitre 2.1).

## 9.5 Accessibilité pour les PMR

Les mobiliers prennent en compte impérativement les règlements de voirie et les normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, en respectant l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Le concessionnaire fournit et pose un nouveau marquage sur les vitres latérales pour marquer le contraste avec l'extérieur. Le visuel sera uniforme sur l'ensemble du réseau. La proposition est conforme aux normes PMR et se situe entre 0,80 m et 1,70 m au-dessus du sol. Le concessionnaire transmet les certificats prouvant le respect à la norme PMR en vigueur. Le design du visuel et le certificat figurent en annexe CCN12.

Le concessionnaire propose un modèle d'abribus fonctionnel et répondant à toutes les normes de sécurité et d'accessibilité. Le modèle d'abribus prend en compte les Personnes à Mobilité Réduite de par l'accessibilité du mobilier et les personnes mal voyantes par la pose de signalétique répondant aux

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

normes en vigueur. Lorsqu'une lacune existe entre le sol et le bas de la vitre transversale, le concessionnaire pose des plots de détection pour les déficients visuels.

### 9.6 Caractéristiques pour la sécurité

Les mobiliers sont conformes aux normes en vigueur et aux prescriptions des services en charge de la sécurité publique. Les mobiliers doivent résister aux agressions extérieures (intempéries, vandalisme ...).

Les équipements électriques de l'ensemble des mobiliers seront inaccessibles au public et conformes aux normes en vigueur. Les dispositifs raccordés seront pourvus d'équipements de protection et de sécurité conformément aux normes en vigueur en vue de garantir la sécurité des utilisateurs de la voie publique. Tous les mobiliers raccordés devront être mis à la terre. Une protection dans le mobilier devra être prévue. Le concessionnaire fournira pour chaque type de mobilier le certificat d'agrément de conformité technique établi par un organisme de contrôle agréé.

#### 9.6.1 Sécurité de Fonctionnement du Tramway (SFT)

Le concessionnaire doit veiller à ce que ses projets n'entraînent pas de régression en matière de sécurité (pas de nouveaux masques à la visibilité, pas de nouveaux obstacles sur le quai). Pour ces raisons, l'orientation perpendiculaire aux voies des nouvelles sucettes implantées est donc à limiter au maximum (cf. article 9.1.3 au § « sucettes »)

Toute modification aux abords de la voie du tramway doit faire l'objet d'une information au STRMTG, à la charge du SMTC. Cette information est formalisée dans un DM (Déclaration de Modification, dont le modèle est joint en annexe SMTC4). Le SMTC renseignera ce dossier sur la base des éléments fournis par le titulaire du contrat.

Le délai d'instruction du DM est de 2 mois aux termes desquels le STRMTG rend son avis et peut émettre des prescriptions.

### 9.7 Fonction des mobiliers

Les mobiliers et services, objet du présent contrat contribuent à rendre un espace public et des services de qualité aux usagers. Ils doivent garantir la meilleure robustesse et intégration urbaine.

Les abris voyageurs doivent offrir le meilleur confort d'attente possible aux usagers, avec des places assises de qualité, en nombre suffisant et confortables même en hiver pour préserver du froid.

Les abris voyageurs assurent la protection des voyageurs contre les intempéries (pluie et vent) et le soleil, de qualité quel que soit le lieu d'implantation.

Les abris sont le support de l'information sur les offres de mobilité. L'information sur l'offre de mobilité présente à l'arrêt sera visible de loin et l'espace d'information voyageurs devra être repérable rapidement par l'usager.

Les spécifications techniques particulières relatives aux fonctionnalités et interfaces systèmes sur les points d'arrêt des lignes B et C dans le cadre du projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C-chapitre 2).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

9.8 Adaptabilité des abris

Les abris voyageurs seront implantés sur des quais Tram et bus. L'ensemble de ces stations doit être équipé d'un mobilier avec des éléments de design commun. Pour autant, ces mobiliers disposent d'une capacité adaptée à leur localisation, la largeur du qual, la fréquentation.

Chaque abri est adapté à l'emplacement de l'arrêt, aux contraintes d'accessibilité, d'environnement urbain ou climatique.

Le mobilier est ainsi décliné en plusieurs versions : standard, auvent, version de base « double » mais aussi une version linéaire pour certaines stations à forte fréquentation où la version modulaire cloisonne trop l'espace, n'optimise pas les zones d'attentes et entrave les échanges.

Les candidats devront notamment faire des propositions pour améliorer la protection sous abri des usagers.

Après attribution, une visite de terrain sera réalisée avec le concessionnaire et l'équipe projet pour finaliser la mise en place du mobilier adapté selon la localisation.

9.8.1 Point spécifique tramway :

Le concessionnaire doit prendre en compte l'existence d'interfaces avec d'autres équipements qui seront en place à la notification du contrat de concession :

- Les distributeurs de billet de nouvelle génération (900x560x1800 mm) et les valideurs (210x255x1305 mm) sont à considérer inamovibles. Le SMTC se réserve le droit de déployer d'autres valideurs sur les quais du tramway. Le concessionnaire est appelé à ne pas saturer le quai de mobilier afin de préserver des espaces pour d'éventuels valideurs supplémentaires. Les spécifications techniques détaillées de ces équipements sont jointes à l'annexe SMTC5. La localisation des valideurs est précisée à l'annexe SMTC6 ;
- La BIV (Borne Info Voyageurs) existante restera en place au moins jusqu'en 2024, selon le planning opérationnel du marché de renouvellement du SAEIV. La future BIV sera installée en lieu et place de l'existant. Dans l'attente du renouvellement du système, les BIV actuelles devront être maintenues dans une configuration identique, station par station, à l'existant : perpendiculaire à la ligne, en drapeau sur les abribus ou sur support de même type que les totems actuels. Pour les futures BIV, le concessionnaire ne se chargera pas de la pose qui reviendra au titulaire du marché SAEIV. En revanche, le concessionnaire veillera à prévoir et ne pas dégrader les réservations ainsi que l'accès actuel au BIV afin de faciliter les interventions futures.

9.8.2 Point spécifique B.H.N.S.

Les spécifications techniques particulières relatives à l'adaptabilité des abris-voyageurs à mettre à disposition sur les points d'arrêt des lignes B et C dans le cadre du projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C-chapitres 1 & 2).

9.9 Consommation en énergie et impacts environnementaux

Le mobilier est économe en énergie. La puissance et la consommation électrique des mobiliers doivent être maîtrisées et limitées. Une autonomie des dispositifs doit être recherchée.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Également, les impacts de la lumière artificielle sur l'environnement et les personnes doivent être limités en conformité avec la notion de nuisances lumineuses mentionnée dans le Code de l'environnement.

Les engagements contractuels du concessionnaire relatifs à la maitrise des impacts environnementaux des mobiliers et de leur exploitation, leur performance énergétique et au recours aux énergies renouvelables sont fixés au sein de la note relative à la maitrise des impacts environnementaux annexé au présent contrat (annexe CCN17).

Le concessionnaire supporte le coût de la consommation énergétique des mobiliers tel que prévu au CEP (Annexe CCN16).

A cet effet, le concessionnaire fournira annuellement à l'autorité concédante un bilan des consommations énergétiques pour valoriser l'effort d'optimisation réalisé.
Le forfait annuel de consommation électrique dû à l'autorité concédante (à renseigner dans le CPE de l'annexe CCN16), est déterminé sur la base de la consommation annuelle annoncée de chacun des mobiliers (en kWh). La consommation annuelle, précisée au sein de la note relative à la maitrise des impacts environnementaux (annexe CCN17), sera mise à jour à chaque nouveau type de mobilier ou évolution et les conséquences seront examinées au regard de l'article 23.1.
Le concessionnaire précisera dans son offre (au sein de la note relative à la maitrise des impacts environnementaux) la puissance et la consommation de chaque élément alimenté électriquement dans les différents types de mobilier.
La « démonstration » du respect annuel de la consommation énergétique annoncée revient au concessionnaire, selon les clauses détaillées au paragraphe 10.4.1.
Le non-respect des performances énergétiques des mobiliers telles que fixées au sein du mémoire technique (annexe CCN9) donnera lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 27.3.

Également, les impacts de la lumière artificielle sur l'environnement et les personnes doivent être limités en conformité avec la notion de nuisances lumineuses mentionnée par la Loi Grenelle I puis introduite dans le Code de l'environnement.
En conséquence, les dispositifs lumineux des mobiliers devront réduire au maximum les flux orientés vers le ciel et les espaces végétalisés. Le concessionnaire précisera les actions mises en œuvre en ce sens.

## 9.10 Signalétique

Les caractéristiques techniques des cadres d'affichage sont les suivantes :

- Fond de cadre : il permet la mise en place d'affiches plastifiées ou non, qui sont collées pour les documents non rigides, ou simplement posées et calées, lorsque le document est auto - rigide.
- Protection de l'affichage : la face avant des cadres, transparente, est en P.M.M.A., ou en matériau équivalent, ininflammable. Le Concessionnaire aura justifié au stade de l'offre du matériau proposé, en terme de :

- résistance au feu, aux intempéries ;
- qualité optique (transparence, reflets, déformation optique, vieillissement) pour préserver l'information affichée, ne perdant pas sa transparence, ne jaunissant pas au soleil, rigide, léger et sécuritaire pour l'usage sur un domaine public ;
- résistance aux chocs, à la rayure, aux graffitis, à tout vandalisme, qui permet le retrait facile de tags ou affichages sauvages, sans dégradation du support

- L'armature du cadre : Elle sera constituée d'un assemblage de profilés en tôle laquée, d'une épaisseur minimale de 2 mm, fixable sur des surfaces transparentes, ou opaques. Sa face arrière sera soigneusement traitée pour le cas où elle est présentée sur des surfaces transparentes et d'une teinte

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

en correspondance avec la teinte de la structure de l'abri.
Le système d'ouverture/fermeture sera pratique, facile (sans torsion ou escabeau), sans effort, fiable et anti-vandalisme, et fixé préférentiellement à l'avant, afin d'ouvrir le cadre selon le mode oscillo-battant. L'armature sera également équipée d'un système de maintien en position ouverte.
La conception de l'armature assurera l'étanchéité de l'intérieur du cadre, et permettra d'éviter les phénomènes de condensation.
L'armature du cadre sera verrouillable par un système de fermeture nécessitant un outillage spécifique, à empreinte complexe. Un seul modèle de clef devra être utilisé pour l'ensemble du parc d'abris-voyageurs de la présente concession, pour un usager régulier ou occasionnel. Le système de fermeture devra résister aux actes de vandalisme, tels que les coups de poing ou de pied.
Le système de fixation de l'information sera par pinces ou équivalent, afin de permettre une pose rapide de cette information. Le cadre sera équipé d'une plaque d'affichage de fond métallique et rigide fixée au support. L'affichage/ manutention devront pouvoir être réalisés facilement par une seule personne.

La fourniture et l'installation des cadres d'information sont à la charge du Concessionnaire. Ces cadres seront mis en place lors de l'installation des abris-voyageurs. Sauf dérogation accordée par l'Exploitant du réseau, après consultation de l'Autorité Concédante, les cadres d'information seront positionnés sur les parois du fond de l'abri -voyageurs, décalés par rapport aux bancs ou appuis.
Les documents d'information de la clientèle du réseau (cartographie réseau, ligne, nuit, fiches horaires de lignes, informations réglementaires et événementielles, ...) seront fournis, mis à jour et renouvelés par l'exploitant du Réseau, à l'occasion des changements de service, des restructurations de lignes, ou de la rencontre de perturbations, affectant tout ou partie du réseau d'agglomération et de son exploitation. A cet effet, le Concessionnaire devra lui remettre un nombre adéquat de clés d'ouverture des cadres.
Les opérations d'affichage et de manutention devront pouvoir être réalisés facilement par un seul agent d'exploitation, en sécurité.

Pour ce qui concerne la signalétique sur le réseau, elle doit être homogène. Les modèles de signalétique pratiqués par l'exploitant, et sur lesquels le concessionnaire doit s'adapter, figurent en annexe SMTC3A, SMTC3B, et SMTC3C. Le concessionnaire cherche à rapprocher au maximum la signalétique du BHNS avec celle pratiquée sur le tramway.

*A minima*, la signalétique doit compter les éléments suivants ;

- Identification de l'arrêt (une charte adaptée pour l'intégration de l'accessibilité sera fournie au titulaire courant 2022) ;
- Jalonnement et/ ou orientations ;
- Supports d'informations non permanentes : « cadre horaires » permettant l'affichage du plan de réseau, des fiches horaires par lignes, des informations conjoncturelles etc. pour une surface visible de L777 X H1049 mm ;

Les informations nécessaires pour le tramway sont les suivantes :

- Signalétique de jalonnement (orientations) en tête de module technique ;
- Plan de ligne (+ coordonnées T2C) ;
- Plan de quartier (+ orientation vers les lignes proches et les lieux publics d'intérêt) ;
- Plan de réseau ;
- Horaires de la ligne A ;
- Coordonnées T2C et principaux tarifs ;
- Extrait du règlement ;
- Indications de report lors de la mise en place de bus de substitution.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

En matière de dimensionnement des cadres, les informations sont les suivantes :

- Plan de ligne avec les coordonnées T2C : sur une surface visible minimale de L500 X H1050 mm ;
- Plan de quartier avec l'orientation : sur une surface visible minimale de L500 X H1050 mm ;
- Extrait du règlement (uniquement stations tram) : sur une surface visible minimale de L360 X H440 mm ;
- Substitution tram (uniquement stations tram) : sur une surface visible minimale de L360 X H260 mm.

Ces informations pourront être positionnées dans un ou plusieurs cadres, avec regroupement partiel ou total. Seules les informations d'usage direct du service (plan de réseau, horaires, tarifs, règlement) devront impérativement être positionnées sous abri au centre du quai.

Les stations tram sont équipées d'un module technique (1 par quai). Ils portent tous un cadre d'information avec le plan de réseau, la fiche horaires, les coordonnées T2C et les tarifs, apposé sur la partie sans DTT du module.
Lorsque le module de quai ne dispose pas de DTT, un deuxième cadre identique est alors posé sur cette partie du module, identique au premier et utilisé pour de l'information conjoncturelle dense ou pour une communication transport.

Les cadres posés ne gênent pas l'accès au module technique, ni au DTT et inversement.

## 9.11. Campagnes publicitaires

Le concessionnaire sera seul responsable de la gestion de ses espaces publicitaires. Il exploite librement et à sa charge la publicité sur les mobiliers, dans le respect de la législation et de la réglementation locale et ou nationale sur l'affichage et la publicité extérieure.
Le concessionnaire veille notamment au respect des prescriptions du RLPI qui s'appliquent à ces mobiliers urbains.

Le concessionnaire est seul responsable de la teneur des messages et s'engage à garantir l'autorité concédante contre tout recours découlant de cette activité. A aucun moment, l'autorité concédante ne pourra être considérée comme responsable dans la gestion commerciale des faces publicitaires du concessionnaire.

L'autorité concédante portera une attention particulière à l'intégration de publicité locale.
Le concessionnaire veille à éviter toute publicité qui utilise des stéréotypes sexistes ou discriminatoires, et des représentations dégradantes, dévalorisantes, déshumanisantes et vexatoires des femmes et des hommes et des rapports entre eux.
De même, le concessionnaire veille à éviter toute publicité cautionnant toute forme de discrimination fondée sur l'origine ethnique, l'origine nationale, la religion, le sexe ou l'âge ou portant atteinte à la dignité humaine.

Le concessionnaire propose une Charte afin de garantir que les publicités :

- Ne présentent pas de caractère sexiste ;
- Ne présentent pas de caractère discriminatoire ;
- Soient adaptées à leur environnement (établissements ou équipements accueillant un public mineur...)

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Cette charte est proposée en annexe CCN1 par le concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à retirer une campagne publicitaire qui pourrait présenter des caractères outrageants, et ce dans un délai de 24 heures après information donnée par l'autorité concédante par tout moyen écrit (mail, courrier), quels que soient les engagements économiques pris avec les annonceurs.

### 9.12 Affichage institutionnel et règles de répartition des faces par mobilier

Le mobilier urbain se présente sous deux cas de figure :

- Les sucettes avec 1 face publicitaire, potentiellement déroulante, et une autre face obligatoirement à vocation institutionnelle fixe non déroulante ;
- Les caissons liés aux abribus publicitaires double face, non déroulants.

Le mémoire technique en annexe CCN9 présente les deux solutions.

### 9.13 Cas particulier des sucettes

Conformément au Code de l'Environnement et au RLPI, une seule des deux faces des sucettes de 2m² est publicitaire. Cette face publicitaire peut, par ailleurs, être déroulante. L'autre face sera utilisée par le SMTC pour des actions de communication permanente ou ponctuelle et n'est pas déroulante.

La conception des visuels à caractère institutionnel revient au SMTC. Le concessionnaire se charge ensuite de l'impression au format A1, de la pose, de l'entretien et de la dépose.

Un délai de prévenance de 15 jours calendaires est consenti entre la date de transmission du visuel au format informatique par le SMTC ou son exploitant et celui de la pose sur les sucettes. Le délai de dépose des affiches sera de 2 jours calendaires à partir de la date de fin de la campagne de communication.

Le bordereau des prix unitaires en annexe CCN2 liste l'ensemble des prix correspondants à cette opération (impression de l'affiche, pose, dépose et maintenance).
A noter que les campagnes institutionnelles se limiteront aux sucettes.

### 9.14 Affichage sur les vitres

Les vitres des mobiliers voyageurs peuvent être un support pour des campagnes de communication institutionnelles ou commerciales destinées au volet information, marketing, tarification, bonnes pratiques par exemple.
Le SMTC et/ou son exploitant sont en charge de la conception des visuels et fournissent au concessionnaire les fichiers d'impression.
Le concessionnaire se charge de l'impression, de la pose et la dépose des affiches adhésives au format A1 (594x841 mm).
Le périmètre s'étend sur 4 campagnes de communication de 2 semaines chacune.
Le SMTC et son exploitant précisent pour chaque campagne les mobiliers visés (bus, BHNS, tram) et le nombre d'abris.

Le bordereau des prix unitaires en annexe CCN2 liste l'ensemble des prix correspondants à cette opération (impression de l'affiche, pose, dépose et maintenance).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## ARTICLE 10. IMPLANTATIONS

### 10.1 Contraintes réglementaires et légales

Le concessionnaire assure l'autorité concédante du strict respect des lois et règlements en vigueur.

Le concessionnaire veille aux changements de réglementation et de législation et supporte les évolutions nécessaires imposées par les textes.

Le concessionnaire instruit les dossiers auprès de l'Architecte des Bâtiments de France dans des délais compatibles avec les projets.

Parmi les prescriptions légales et réglementaires à prendre en compte, peuvent être citées notamment :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de la voirie routière ;
- le code de l'environnement, et notamment les dispositions relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- le code du patrimoine (notamment la partie concernant le droit applicable aux monuments historiques) ;
- le décret n° 2006-1658 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;
- le règlement local de publicité intercommunale (RLPI) ;
- les normes en vigueur parmi lesquelles notamment la norme NFC 15-100 (ou équivalent) concernant les équipements électriques ;
- les règlements de voiries.

### 10.2 Choix des sites

Pour le tramway, les emplacements des stations restent inchangés.

Pour le bus, les emplacements de 210 abribus restent inchangés. Le concessionnaire installera 29 nouveaux abribus au démarrage du contrat. La liste de ces 210+29 arrêts de bus publicitaires figure en annexe SMTC13.

Pour le BHNS, la position des points d'arrêt des lignes B et C dans le cadre du projet « InspiRe » est décrite dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C-chapitre 1). Les futurs points d'arrêts du projet « InspiRe » remplaceront les arrêts existants des lignes B et C.

Le plan du réseau précisant les emplacements des différents arrêts et stations figure dans les annexes SMTC10A, SMTC10B et SMTC10C.

L'implantation des stations bus, BHNS ou tramway équipé de mobilier d'affichage publicitaire et institutionnel numérique sera décidée conjointement entre l'autorité concédant et le concessionnaire.

### 10.3 Pose des affiches

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le Concessionnaire fera son affaire de la pose des affiches sur les mobiliers publicitaires. Il veillera à respecter les règles du code de la route et des règlementations de stationnement lors de ces poses.

L'article 9.11 « campagnes publicitaires » détaille les exigences duconcessionnaire.

10.4 Gestion des réseaux

10.4.1 Raccordements des mobiliers

En règle générale, les arrêts de bus sont raccordés au réseau d'éclairage public. Les abris de tramway et leurs DAT sont quant à eux sur un réseau d'énergie indépendant.

Le concessionnaire fera son affaire des demandes d'autorisation et déclarations auprès des administrations et des gestionnaires de réseau concernés par le présent contrat, avant toute intervention pour le raccordement au réseau d'éclairage public, et procédera aux déclarations de puissances de consommations attendues avant tout raccordement et installation du nouveau matériel.

Il devra notamment respecter toutes les démarches prévues par le règlement de voirie de la Métropole. Le concessionnaire prendra à sa charge exclusive les différents branchements et raccordements (quel que soit le linéaire à réaliser) aux divers réseaux, les fouilles, l'évacuation des déblais, les scellements et la remise en état des sols à l'identique à la fin du chantier, conformément au règlement de voirie en vigueur. Il prendra également à sa charge la maintenance, le remplacement et la création le cas échéant du câblage à réaliser du point de jonction à l'abri voyageur. Ces prestations s'appliquent à la mise en place initiale des mobiliers ainsi qu'aux déplacements et nouvelles installations au cours du contrat.

Avant tout nouveau raccordement, le concessionnaire devra installer ou faire installer un organe adressable de commande et de mesures, compatible avec les systèmes déjà en place, depuis le point de jonction dans le pied de mât à ses frais. Cette démarche nécessitera un accord préalable du gestionnaire de l'éclairage public.

Dans le cas de réalisation de travaux publics, les entreprises en charge de la maîtrise d'œuvre fourniront le génie civil (fourreaux, tranchées) depuis le mât d'éclairage ou le coffret électrique jusqu'à l'abri. Le concessionnaire tire les câbles et réalise le raccordement sur l'éclairage public et fournira une attestation de conformité pour les installations électriques.

Dans tous les cas, un disjoncteur est à installer au droit du raccordement pour isoler tout problème sur l'abri par rapport au réseau d'éclairage public. Il sera installé en pied de mât au départ du point de jonction. Cette démarche nécessitera un accord préalable du gestionnaire de voirie.

Tout au long de la durée du contrat, le concessionnaire exploite et entretient cette partie du réseau électrique (du candélabre à l'abri voyageur). Il réalise les plans de récolement des câbles de jonction et réalise les déclarations et demandes d'autorisations diverses auprès du gestionnaire du domaine public et des gestionnaires de réseaux (permission de voirie, autorisation d'occupation du domaine public, déclarations de travaux DT/DICT, et toutes autres formalités à réaliser). A la fin du contrat, le Concédant redevient gestionnaire du réseau électrique concédé sans aucune contrepartie.
Tous les mobiliers raccordés électriquement devront être mis à la terre. Les équipements électriques seront inaccessibles au public et la sécurité des utilisateurs de la voie publique sera garantie.

Les consommations énergétiques des mobiliers sont à la charge du concessionnaire :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

1. si les mobiliers sont raccordés directement à un réseau de distribution, le concessionnaire se charge lui-même du règlement des factures énergétiques auprès du fournisseur,
2. si les mobiliers sont raccordés à l'éclairage public, le concessionnaire rembourse les coûts liés aux consommations énergétiques du mobilier objet du présent contrat au concédant, sur la base du bilan énergétique.
   Une convention bipartite liant le concédant et le concessionnaire détermine les conditions de facturation des consommations électriques sur la base de la consommation annuelle annoncée de chacun des mobiliers proposés et du bilan annuel des consommations énergétiques annuelles, ainsi que du tarif unitaire du kWh transmis annuellement par la collectivité (correspondant au coût unitaire de l'électricité payé par le gestionnaire de l'éclairage public à son fournisseur d'électricité).

Une « démonstration » du respect annuel de la consommation énergétique revient au concessionnaire, qu'il devra transmettre chaque année au concédant :

- pour les mobiliers raccordés directement à un réseau de distribution, le concessionnaire fournira un bilan annuel des consommations réelles,
- pour les mobiliers raccordés à l'éclairage public, le concessionnaire proposera et détaillera une démarche dans le cadre de son mémoire technique (annexe CCN9), qui consistera a minima à une vérification des consommations annuelles par échantillonnage, plan d'échantillonnage qui devra être représentatif de l'ensemble des types de mobiliers et porter sur un minimum de 10% du volume de mobiliers.

Les abonnements et consommations téléphoniques, sont à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire s'assure du respect de toutes les dispositions liées à la sécurité lors du déploiement, de l'exécution et de la fermeture du chantier. Ces dispositions s'appliquent lors de la mise en place initiale de mobiliers, ainsi que lors de déplacements éventuels et nouvelles installations au cours du contrat.

Les mobiliers seront numérotés et positionnés sur un plan de récolement remis au Concédant sous format numérique et SIG (. pdf ; excel ; .dwg ou . dxf) et papier. La remise sera opérée dès l'achèvement des travaux et avant la réception de ceux-ci. En tout état de cause, en l'absence de communication de ces informations, passé un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux, le concessionnaire sera regardé comme défaillant et pourra faire l'objet des pénalités prévues à l'article 27.1.

Le plan sera actualisé après chaque modification d'implantation et déposé sur la GED du SMTC.

Le concessionnaire fournira chaque année un bilan de ses interventions techniques sur les mobiliers.

## ARTICLE 11. DEPLACEMENT ET DEPOSE DES MOBILIERS

### 11.1 Conditions de dépose et déplacements des mobiliers

Pendant l'exécution de la concession, l'autorité concédante peut décider de modifier l'implantation initiale du mobilier posé au début du contrat et demandera au concessionnaire de :

- déposer définitivement ou temporairement un ou plusieurs mobiliers,

- déplacer un ou plusieurs mobiliers.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

En cours de contrat, toute dépose, déplacement ou nouvelle implantation est déterminée par l'autorité concédante et sur sa seule décision.

Les déposes et déplacements peuvent être provisoires ou définitifs.

Les coûts afférents de ces déposes et déplacements de mobiliers voyageurs sont précisés à l'annexe CCN7.

Avant toute intervention, le concessionnaire devra se mettre en conformité avec les règlements de voirie et devra prendre attache avec l'opérateur de transport urbain pour la consignation des lignes aériennes et la planification en lien avec l'exploitation des lignes.

Il est précisé qu'en cas de déplacements temporaires ou définitifs consécutifs à des travaux effectués par d'autres concessionnaires ou permissionnaires de voirie, les frais entraînés par ces déplacements seront pris en charge par lesdits concessionnaires ou permissionnaires.

### 11.2 Dépose définitive ou temporaire d'un mobilier

La dépose comprend notamment :

- le démontage du mobilier ;
- la réfection des sols ;
- le cas échéant, la mise en sécurité des branchements électriques. Les câbles électriques seront rangés dans le regard ancré au pied du mobilier, après avoir fait débrancher l'installation électrique par le gestionnaire de l'éclairage public ou par le gestionnaire du réseau électrique ;
- la mise en sécurité des scellements en plaçant des plaques protectrices au niveau du sol.

Le mobilier déposé pourra être reposé à un nouvel endroit. En cas de suppression définitive de l'implantation, les opérations de dépose seront complétées par :

- les autorisations de travaux sur le domaine public ;
- l'enlèvement des scellements et massifs y compris l'évacuation des matériaux ;
- l'enlèvement du branchement y compris les systèmes de protection électrique (câble, coffrets) et l'évacuation des matériaux ;
- la remise en état du sol.

#### 11.2.1 Dépose temporaire d'un mobilier

L'autorité concédante pourra, demander au concessionnaire de procéder temporairement à la dépose d'un ou plusieurs mobiliers urbains en cours d'exécution de contrat.

La durée de la vacance d'emplacement par mobilier ne saurait excéder 3 semaines pour le mobilier urbain à caractère publicitaire. La durée pour les autres mobiliers urbains à caractère non publicitaire n'est pas limitée.

Pour les mobiliers urbains à caractère publicitaire, si la durée de la dépose devait être supérieure à 3 semaines, un nouvel emplacement, temporaire ou définitif, serait choisi par l'autorité concédante en concertation avec le concessionnaire du contrat. La perte d'exploitation résultant de la dépose d'un mobilier sur une durée supérieure à 3 semaines sera susceptible de générer l'application de l'article 23.1.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

L'autorité concédante s'engage, dans le cadre d'une dépose temporaire du mobilier provoquée par un tiers au contrat, à faire porter les frais au demandeur.

Le mobilier devra être déposé dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrables. Ce délai courra à compter de la notification de la demande par l'autorité concédante.

### 11.2.2 Dépose définitive d'un mobilier

L'autorité concédante pourra demander au concessionnaire de procéder à la dépose définitive d'un ou plusieurs mobiliers en cours d'exécution du contrat.

L'incidence sur l'intéressement de la dépose d'un mobilier est prévue à l'article 12 et au sein de l'annexe CCN7.

Le mobilier devra être déposé dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrables. Ce délai courra à compter de la notification de la demande par l'autorité concédante.

### 11.3 Déplacement d'un mobilier

L'autorité concédante pourra demander au concessionnaire de déplacer temporairement ou définitivement, aux frais du concessionnaire, un ou plusieurs mobiliers en cours d'exécution de contrat.

En cas de déplacement temporaire pour cause de travaux, l'autorité concédante s'engage à faire connaître au concessionnaire par écrit (lettre ou mail) la durée prévisionnelle des travaux et la date estimée de remise en place du mobilier.

Le mobilier devra être déplacé dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrables. Ce délai court à compter de la notification de la demande par l'autorité concédante.

## ARTICLE 12 MODIFICATIONS A L'INITIATIVE DE L'AUTORITE CONCEDANTE

L'autorité concédante peut imposer en cours de contrat des modifications à la consistance et aux modalités d'exploitation du service, celles-ci pouvant le cas échéant donner lieu à la mise en œuvre des dispositions de l'article 23.1 du présent contrat relatif à la révision des conditions financières du contrat.

L'autorité concédante demeure seule compétente pour décider de la mise en œuvre de ces modifications et de leur planning.

L'autorité concédante pourra, pour des motifs d'intérêt général, modifier le périmètre de la concession, dans le respect de la législation et de la règlementation pertinentes existantes ou à venir et dans les limites fixées par la jurisprudence administrative.

Les conséquences financières d'une évolution du périmètre (ajout, retrait définitif d'un mobilier) sont à renseigner en annexe CCN7.

Chaque options d'ajout, de retrait ou de déplacement de mobilier telles que listées au présent article est susceptible d'être commandée par le concédant par Ordre de Service. Le concessionnaire doit prévoir

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

l'impact du déclenchement de cette option sur l'intéressement (incluant le coût de fourniture, pose, maintenance et nettoyage).

Pour la première année, l'évolution de l'intéressement sera calculée au *prorata temporis*.

A noter que le BPU en annexe CCN2 contient également des lignes susceptibles d'entraîner une modification de l'intéressement.

## ARTICLE 13. ENTRETIEN ET MAINTENANCE

Le mobilier relevant du présent contrat comprend :

- L'ensemble du mobilier listé au sein de l'annexe SMTC1 ;
- Et tous les mobiliers susceptibles d'être fournis dans le cadre des options listées à l'article 12 (annexe CCN7).

Dans la mesure du possible, des aires disponibles de stationnement ont été positionnées à proximité immédiate des points d'arrêt pour les véhicules d'exploitation du Concessionnaire et de l'exploitant du réseau.

### 13.1 Obligations générales du concessionnaire

L'entretien, la maintenance et la gestion des mobiliers sont à la charge exclusive du concessionnaire et sous son entière responsabilité pendant toute la durée de la présente concession.

Les interventions du Concessionnaire, pour l'entretien et la maintenance des équipements des stations, devront obéir aux principes, règles et impositions diverses et consignes pour les interventions sous exploitation qui seront communiquées par l'Exploitant du réseau avant le début de la phase d'exécution. Pour les interventions sur les autres infrastructures, les Règlements de Voirie et Arrêtés Municipaux pertinents seront à prendre en compte.

Le concessionnaire est tenu d'assurer, à ses seuls frais, jusqu'au terme de la présente concession de service, l'entretien, la maintenance et le renouvellement de toutes les parties intérieures et extérieures des mobiliers et conserve la charge de tous les travaux qu'exigent la disponibilité et la bonne conservation des mobiliers, y compris en cas de vandalisme.

Il ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre de l'autorité concédante à raison de ses obligations d'entretien et de maintenance.

Les éléments du mobilier qui seraient trop salis ou endommagés pour pouvoir être nettoyés doivent être repeints ou changés à l'identique.

Ces obligations sont valables pour tous les éléments du mobilier, sans distinction relative aux différents matériaux ou fonctionnalités les composant.

En outre, ces interventions réalisées par le Concessionnaire, en vue du nettoyage, de l'entretien courant ou d'opérations plus lourdes de maintenance préventive ou curative, devront être organisées avec l'Autorité Concédante, en coordination avec l'Exploitant du Réseau, de façon à minimiser la gêne occasionnée aux voyageurs, et à ne pas affecter l'exploitation des différentes lignes de transport public

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

concernées (aucune perturbation du trafic autobus et tramway). Les cas d'extrême urgence, avec identification contradictoire de péril sur les installations, donneront lieu à une instruction au cas par cas, avec procédure adaptée, à définir entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante avant l'installation « in situ » des équipements, et pourront éventuellement conduire à une dégradation du niveau de service offert aux voyageurs, par exemple la fermeture très momentanée d'un point d'arrêt d'autobus.

En vue de l'exécution des prestations d'affichage, de nettoyage et de maintenance incluses à la présente concession, et pour ce qui concerne les équipements installés sur les stations, le Concessionnaire aura pris en compte dans le cadre de son offre, que, d'une manière générale, il ne pourra pas toujours être réservé d'aires de stationnement dédiées à ses véhicules de service, en contiguïté des quais de station, eu égard aux contraintes géométriques rencontrées dans certaines zones du tracé des lignes B et C et dans le tissu urbain.

**Ne sont pas à la charge du concessionnaire les prestations suivantes** :
- nettoyage du sol des quais des stations tramway et BHNS, des nez de quai et rampes d'accès et des rives de plateforme, et les abords immédiats des abris-voyageurs. Toutefois, lors des opérations de nettoyage périodique, le balayage des quais, abords des abris et le ramassage des éventuels détritus devront être effectués par le Concessionnaire dans le périmètre d'1 (un) mètre autour de chaque mobilier ;
- nettoyage des BIV et DAT ;
- nettoyage des appuis ischiatiques (miséricordes) ;
- vidage des poubelles des abris bus publicitaires (hors B et C après lancement du projet « InsPiRe ») ;
- Le nettoyage et la maintenance des jardinières et végétaux, des enseignes, et autres émergences de signalisation et de vidéosurveillance implantées sur les quais de station ;
- La maintenance et la propreté interne des caissons d'information dynamique des voyageurs et la mise à jour des messages d'information ;
- La maintenance et la propreté interne des Distributeurs Automatiques de Titres, des diffuseurs de son ;
- Le remplissage des Distributeurs Automatiques de Titres de transport en pièces de monnaie ou en titres de transport, ainsi que la récupération des fonds.

13.1.1 Formation et accès des personnels du Concessionnaire

Le personnel, ou son responsable, intervenant sur les points d'arrêt du réseau devra être formé par l'exploitant. Il s'agira d'être sensibilisé aux droits et obligations dans l'exécution des missions lui incombant.

Le personnel s'obligera à respecter l'ensemble des règles d'usage et de sécurité, et les procédures de travail que lui notifiera l'Exploitant du Réseau.

Dans l'hypothèse où le comportement, pendant l'exécution des prestations, d'un agent du Concessionnaire nuirait au bon fonctionnement de l'exploitation, l'Autorité Concédante se réserve le droit, sans préavis, de l'exclure temporairement ou de lui interdire l'admission sur les sites ou locaux affectés à l'exploitation du réseau urbain. Ces exclusions temporaires ou définitives, dûment motivée par l'Autorité Concédante, avec l'avis consultatif de l'Exploitant, sont notifiées au Concessionnaire dans un délai maximal de 1 (un) jour.

13.1.2 Modifications des conditions d'exécution

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Pendant la durée contractuelle d'exploitation des équipements, et à la marge, les conditions d'exécution des prestations visées par le présent chapitre, pourraient être adaptées par l'Autorité Concédante, visant à garantir la qualité du service public des transports urbains. En ce cas, il sera analysé avec le Concessionnaire, l'incidence éventuelle de ces adaptations sur l'organisation des tâches, afin de définir d'éventuelles nouvelles modalités d'exécution des prestations incombant au Concessionnaire, dans le cadre de l'équilibre économique de la concession établi au stade de l'offre.

En cas de travaux localisés, susceptibles d'affecter ponctuellement, ou pour des périodes transitoires de réorganisation de réseau, l'exploitation normale d'un ou plusieurs emplacement(s) d'affichage, l'Autorité Concédante en avisera le Concessionnaire dans les meilleurs délais, et a minima, 1 (une) semaine calendaire avant le début de l'exécution des travaux, afin de lui permettre de prendre toutes dispositions utiles, aussi bien en ce qui concerne l'information de la clientèle concernée, qu'en vue d'interventions techniques sur les équipements d'affichage (notamment leur protection, les éventuels travaux de dépose et de stockage des mobiliers, la désactivation des réseaux,...).

En vue de la gestion de ces phases transitoires d'exécution du marché, et de façon générale, les modifications à apporter aux emplacements ou aux équipements d'affichage telles que l'augmentation ou la réduction limitées de leur nombre, le changement localisé de format, ou l'adaptation technique de certains équipements, le Concessionnaire est informé qu'elles feront l'objet d'accords négociés avec l'Autorité Concédante, visant à préserver l'équilibre économique du contrat de concession.

Enfin, l'Autorité Concédante et l'Exploitant du Réseau s'engagent à informer systématiquement le Concessionnaire de toute modification, dans l'espace ou dans le temps, portée à leur connaissance, qui pourrait affecter le patrimoine dont il a la charge.

### 13.2 Entretien des mobiliers

L'ensemble du mobilier devra être maintenu en parfait état de propreté et de fonctionnement constant. Le référentiel de propreté et la méthodologie d'évaluation de la propreté des arrêts figurent aux annexes SMTC7 et SMTC8.

Les modalités et conditions d'entretien sont précisées dans le mémoire technique du concessionnaire annexé au présent contrat (annexe CCN9) : moyens humains affectés spécifiquement pour ce contrat, délais, méthodes, produits utilisés.

Sauf disposition contraire plus contraignante que le concessionnaire se sera imposé dans son offre, le concessionnaire procédera à ses frais au nettoyage et à l'entretien de tous les mobiliers selon la fréquence minimale suivante :

| **Stations tramway, abris bus publicitaire et BHNS** | Du lundi au vendredi (jours ouvrés) |
|---|---|
| Inspection et nettoyage de l'ensemble des supports et équipements | Hebdomadaire |
| Vidage des poubelles | *A minima* hebdomadaire (voir ci-dessous) |
| Dégradation (tag, panne, gravure, vitre fêlée, affichage sauvage) | 2 jours après signalement |
| Mise en sécurité (vitre cassée, équipement électrique dégradé et créant un risque pour le public) | 1 jour après signalement |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

| | |
|---|---|
| Maintenance curative (remplacement d'un équipement type vitre, cadre etc.) | 2 jours |
| Changement de mobilier partiel ou total après casse | 5 jours |

Concernant le vidage des poubelles (ligne A dès notification, lignes B et C après mise en service du BHNS), il sera *à minima* hebdomadaire. Le concessionnaire adapte la fréquence de son passage en fonction de la fréquentation des stations et arrêts (voir annexe SMTC11 pour le tramway et les articles 1.2.2 et 1.2.3 de l'annexe SMTC2 pour le BHNS). Ainsi, l'annexe CCN19 indique la fréquence hebdomadaire de vidage des poubelles minimale sur laquelle le concessionnaire s'engage. Le concessionnaire adapte sa fréquence de passage à l'évolution des usages.

En cas de carence supérieure à 20 jours ouvrables dans l'entretien et après mise en demeure infructueuse du concessionnaire, le concédant se réserve le droit de faire effectuer l'entretien par une société spécialisée aux frais du concessionnaire. Ce dernier se verra en sus appliquer les pénalités prévues à l'article 27.1 du présent contrat.

### 13.2.1 Rapport d'entretien

Le concessionnaire communiquera au concédant et à son exploitant le 5ème jour de chaque mois un état récapitulatif précisant l'ensemble des interventions de nettoyage effectuées mobilier par mobilier et leur localisation. La forme et le contenu de ce document seront proposés par le concessionnaire à l'autorité concédante.

### 13.3 Maintenance des mobiliers

Il est rappelé que l'ensemble du mobilier devra être maintenu en parfait état de propreté et de fonctionnement constant. Le concessionnaire organise ses équipes pour qu'une maintenance préventive et curative soit mise en place afin de tenir un haut niveau de service.

### 13.3.1 Maintenance préventive

Le concessionnaire intervient pour réparer, régler, réviser, contrôler et vérifier le bon état de fonctionnement des équipements. Ces interventions peuvent être mutualisées lors des opérations de nettoyage.

Le concessionnaire organisera un contrôle réglementaire annuel des installations électriques des abris et de la source d'alimentation de tous les appareillages électriques.

### 13.3.2 Entretien curatif

Le concessionnaire peut être appelé à réparer des équipements défaillants et les remettre en état de fonctionnement nominal.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

13.3.3 Rapport de maintenance

Le concessionnaire adressera à l'autorité concédante tous les 5 du mois un état récapitulant les opérations de maintenance, mobilier par mobilier et en précisant la localisation. La forme et le contenu de ce document seront proposés par le concessionnaire à l'autorité concédante.

En outre, le concessionnaire devra fournir chaque année le rapport réglementaire sur les contrôles électriques.

13.3.4 Vandalisme récurrent

Dans l'hypothèse où des actes de vandalisme répétés seraient observés par le Concessionnaire sur un ou plusieurs des équipements en exploitation, ou sur des zones urbaines localisées, pendant l'exécution des prestations du marché, il proposera à l'Autorité Concédante une procédure de règlement du problème visant à garantir l'exploitation du réseau de transports publics et de l'affichage. Ces procédures, à conduire pendant une période limitée de temps, et à valider par l'Autorité Concédante, seront notamment élaborées en tenant compte d'une éventuelle dégradation du service, par exemple la suppression des parois vitrées, ou de tout autre élément constituant les abris-voyageurs particulièrement sensible au vandalisme, ainsi que d'un traitement spécifique en terme de concertation locale et de communication externe, qui serait pris en charge par l'Autorité Concédante.

En cas d'échec des dispositions mises en place, voire d'aggravation du phénomène observé, l'Autorité Concédante pourra envisager la suppression du point d'arrêt ou des équipements de station, afin de rechercher, avec le Concessionnaire, un aménagement ponctuel de la mise à disposition des équipements qui garantisse l'équilibre économique global de la concession.

13.3.5 Stocks de maintenance

Le Concessionnaire aura pris toutes les mesures nécessaires pour disposer, pendant toute la durée d'exploitation des mobiliers, et en permanence, des stocks indispensables à la maintenance et au remplacement des différents équipements, dans le respect des délais d'intervention décrits au présent C.C.T.P.

Le Concessionnaire aura fourni dans le cadre de son offre la liste et le descriptif détaillé des consommables à renouveler sur le parc des équipements du marché (sources lumineuses, starters, pièces d'accastillage et de quincaillerie, etc...), indiquant notamment leurs durées de vie prévisibles et respectives.

Le Concessionnaire devra notamment disposer d'un stock minimal de l'ordre de 3% du parc de corbeilles de propreté et d'assises pour garantir un délai d'intervention court lors de remplacement et assurer un réapprovisionnement constant de ce stock.

Le stock de pièces et le parc d'outillages divers dédiés à la maintenance des équipements exploités au titre de la présente concession seront localisés dans un rayon maximal, à vol d'oiseau, de 25 km de la place de Jaude à Clermont-Ferrand.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

13.4 Prestations d'affichage

Toutes les faces de tous les caissons d'affichage installés sur les abris-voyageurs simples, doubles ou triples ainsi que les sucettes seront garnis par le Concessionnaire, à compter de la réception des équipements et pendant toute la durée de la concession, phases transitoires d'installation comprises.

Les prescriptions édictées à l'article 9.11 « campagnes publicitaires » du Contrat de Concession général sont respectées par le concessionnaire.

Le Concessionnaire devra en outre être particulièrement attentif à l'éthique et à la déontologie de son métier en la matière. Il aura mis en place à cet effet des instances internes de contrôle et d'arbitrage pertinentes.

Chaque caisson d'affichage, installé sur les abris-voyageurs, et chaque sucette, devront, pendant toute la durée de présence de celui – ci, et pour toute période de l'année, toujours contenir un affichage, même dans l'hypothèse où une partie des surfaces disponibles n'auraient pu être commercialisées.

En cas d'absence d'affichage, l'Autorité Concédante se réservera le droit d'appliquer les pénalités précisées à l'article 27.3 « autres pénalités » du Contrat de Concession général.

13.5 Contrôle des prestations de nettoyage et de maintenance

L'Exploitant du Réseau est engagé dans une démarche de certification NF SERVICE et ISO 9001, avec des objectifs de résultats, de moyens et de délais d'intervention :

- Pour la première sur le périmètre de ses services associés (Service Contrôle, Renseignement à distance et Espace T2C) et des lignes de transport (ligne A de tramway, Lignes B et C), comprenant entre autre l'information aux voyageurs et la propreté des points d'arrêt
- Pour la seconde sur le périmètre « Transport urbain de voyageurs de l'agglomération clermontoise », comprenant l'étude et la conception de l'offre, l'information, la vente auprès des clients, la régulation, la conduite, le contrôle et la maintenance du matériel roulant et du réseau. »

Dans le cadre de ces démarches, et pour ce qui le concerne, le Concessionnaire s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- Répondre aux attentes de l'Exploitant du Réseau et de ses clients,
- Accompagner l'Exploitant du Réseau dans l'obtention des résultats attendus.

Ainsi, et en conformité avec le référentiel NF Service 281, le Concessionnaire est soumis aux engagements qualité de l'Exploitant du Réseau sur les équipements dont il a en charge le nettoyage :

- Les plaques indicatrices,
- Le toit,
- Le châssis,
- Les vitres,
- Les bancs,
- Les cadres d'informations,
- Le totem et troncs coniques,
- Les corbeilles de propreté.

Plus globalement et dans le détail, l'Autorité Concédante sera particulièrement attentive, dans le cadre de contrôles inopinés et sur la base d'alertes de la clientèle du réseau, au niveau de propreté atteint par le Concessionnaire pour :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- L'identification du mobilier considéré (raison sociale, numéro de série,... ),
- La structure des abris voyageurs (supports verticaux, parois métalliques, plafonds, partie supérieure, cheneaux et rives des couvertures, et tous éléments menuisés visibles depuis le quai ou les trottoirs),
- Les assises, appuis ischiatiques et leurs supports,
- Les corbeilles de propreté,
- Les cadres d'information, totems et écrans digitaux,
- La signalétique intégrée aux abris-voyageurs,
- Les coupe-vent et parois vitrées et leurs bandes anti – collision,
- Les faces visibles des organes d'éclairage,
- Les caissons d'affichage,
- Les organes externes des équipements systèmes intégrés.
- Le revêtement de sol du quai à 1 (un) mètre des abris.
- Tous autres éléments qui auraient pu être rapportés au titre de la présente concession en cours d'exploitation.

Pour l'ensemble des prestations, le Concessionnaire s'engage à:

- Respecter et atteindre les niveaux de qualité de service et d'intervention exigés par l'Autorité Concédante et l'Exploitant du Réseau,
- Respecter le suivi et la traçabilité des prestations,
- Transmettre toutes les informations indispensables à l'Autorité Concédante et l'Exploitant du Réseau dans le cadre de cette démarche qualité (documentations, modes opératoires, ...),
- Être force de proposition envers l'Autorité Concédante et l'Exploitant du Réseau,
- Répondre systématiquement et par écrit à toutes réclamations ou non-conformités formalisées par l'Autorité Concédante et l'Exploitant du Réseau. Ces dernières devant faire l'objet d'une analyse et de la mise en place d'un plan d'actions correctives,
- Respecter les délais contractuels et les délais d'interventions définis dans le contrat de concession.

En accord avec l'Autorité Concédante, l'Exploitant du Réseau se réserve la possibilité de mettre en œuvre les éléments suivants :

*Contrôles des prestations (NF Service)*
Des contrôles par l'Exploitant du Réseau seront diligentés pour évaluer la qualité des résultats attendus. Par ailleurs des contrôles contradictoires pourront être organisés, portant sur les éléments précités.

*Revue de contrat*
Afin d'analyser régulièrement la qualité des prestations réalisées et de mesurer la progression du Concessionnaire en termes de résultats, l'Autorité Concédante et l'Exploitant du Réseau organisent périodiquement, selon une périodicité à leur convenance, une revue de contrat à laquelle le Concessionnaire s'engage à participer.

Ces revues auront pour objet l'analyse des résultats des contrôles réalisés par l'Exploitant du Réseau, le suivi des actions préventives et correctives, le suivi de l'efficacité des actions correctives et le suivi des non conformités.

*Evaluations et audits (NF Service et ISO 9001)*
Le Concessionnaire accepte le principe d'un audit qualité réalisé par l'Exploitant du Réseau sur les prestations réalisées ou produits reçus sur les sites de ce dernier.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Aussi, le Concessionnaire fera l'objet d'une évaluation fournisseur définie et à la fréquence déterminée par l'Exploitant du Réseau.
L'Exploitant du Réseau s'engage à informer le Concessionnaire et l'Autorité Concédante des résultats de cette évaluation et des suites à y apporter.

Enfin, l'Exploitant du Réseau étant engagé dans une démarche de certification qualité (NF Service et ISO 9001), le Concessionnaire est tenu de participe r aux audits annuels..

L'évaluation des prestations de nettoyage des mobiliers est établie sur la base des annexes SMTC7 et SMTC8.

## ARTICLE 14. INNOVATION

Le concessionnaire remet chaque année, au 30 avril, une proposition de programme d'actions à conduire l'année suivante visant à la mise en œuvre d'innovations et de nouvelles technologies en lien direct avec l'amélioration de la qualité de service délivrée aux usagers.

NB : Pour le programme de l'année 2023, le concessionnaire remet dans les 2 mois qui suivent la notification.

Ce programme présente, pour chaque action proposée : la nature, l'objectif et enjeu, les modalités, les moyens et le calendrier de mise en œuvre, la charge d'exploitation pour l'année suivante et en année pleine, l'impact sur les recettes, l'investissement éventuel à réaliser et ses modalités de financement.

L'autorité concédante choisit, parmi les actions proposées par le concessionnaire, celles qu'elle souhaite voir mises en œuvre, et arrête le contenu du programme d'actions le 15 décembre de chaque année, qu'elle notifie au concessionnaire par ordre de service. Cet ordre de service précise les actions à mettre en œuvre (nature, délai, coût d'exploitation correspondant, etc.). Le montant de l'ordre de service ainsi notifié s'impute sur l'enveloppe financière dédiée à la mise en œuvre d'innovations et de nouvelles technologies.

Ce montant, dédié à la mise en œuvre d'expérimentation et d'intégration d'innovations et de nouvelles technologies, destinées à améliorer la qualité de service aux utilisateurs des mobiliers urbains, est arrêté aux valeurs suivantes (en euros, valeur 2022) :

En 2022 : 10.000 € HT (10.000€ HT minimum),
Les années suivantes : 15.000 € HT (15.000€ HT minimum),

L'autorité concédante peut ne pas retenir tout ou partie des actions proposée par le concessionnaire. Les sommes non utilisées sont reportées sur l'enveloppe innovation de l'année suivante, ou utilisées pour commander des prestations au BPU et/ou des options listées à l'article 12 (annexe CCN7), ou enfin intégrées à l'intéressement à verser à l'autorité concédante, **au choix de celle-ci.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## ARTICLE 15. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION DE LA POSE

### 15.1 Contenu de la prestation

La prestation concerne la pose du mobilier et ses équipements annexes et additionnels, et son raccordement tels que décrit dans le présent contrat.

Le concessionnaire s'engage à l'annexe CCN9 sur une méthode d'intervention, sur les délais, sur les conditions d'exécution et sur la localisation de l'entreprise chargée des travaux.

Concernant les lignes B & C de B.H.N.S., le Concessionnaire devra s'assurer de la parfaite coordination technique, dans l'espace et dans le temps, avec l'ensemble des titulaires des marchés de travaux d'infrastructures , de génie civil et de systèmes dévolus par l'Autorité Concédante et ses partenaires dans le cadre de l'opération « InspiRe ».

Les spécifications particulières liées au projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C).

### 15.2. Méthode et calendrier de déploiement des mobiliers prévus au contrat

A la date de notification de la concession, le précédent concessionnaire est réputé avoir récupéré son matériel. Le nouveau concessionnaire a un délai court pour intervenir et ne pas laisser les voyageurs sans protection. Un planning général de déploiement des mobiliers figure à l'annexe CCN8. Ce planning est élaboré par le concessionnaire.

Les délais consentis entre l'attribution de la concession et la pose des derniers équipements sont les suivants :

- 2 mois pour les stations tramway ;
- 6 mois pour les abris bus,

Cas particulier pour le BHNS : 6 mois au total répartis sur deux périodes de déploiement, tenant compte du phasage du chantier de l'opération « InspiRe » (50% du parc opérationnel à l'été 2025 et l'autre moitié à l'été 2026).

Le concessionnaire aura anticipé les délais de livraison pour éviter les retards.

Au-delà de ce délai, les pénalités prévues à l'article 27.1 s'appliquent.

## ARTICLE 16. GESTION DES TRAVAUX

Le soumissionnaire devra être en conformité avec les prescriptions réglementaires liées au travail sur voirie et s'être rapproché des services de la métropole, ou de la commune où se déroulera l'installation, afin d'obtenir les documents administratifs correspondants à l'intervention (DICT, arrêté ...).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le concessionnaire devra s'acquitter de toutes les obligations et autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes, exploitant du réseau de transport, concessionnaire réseaux, services techniques, etc., avant la pose du mobilier, notamment :

- Une permission de voirie
- Un arrêté de circulation
- La signalisation des travaux de jour comme de nuit
- Mise en œuvre d'un plan de prévention en lien avec l'exploitant du réseau de transport en commun et les cas échéant la consignation et déconsignation des lignes de tram
- La remise en état des lieux à l'identique
- Toutes les précautions seront prises pour que les gaines ne subissent aucun dommage lors des travaux
- Une demande d'autorisation de raccordement au réseau d'éclairage public
- De prévoir toutes les sujétions nécessaires au bon fonctionnement des équipements projetés

Durant les travaux, le concessionnaire ne devra gêner en aucun cas la circulation des piétons, les cyclistes, les accès des riverains. Il devra mettre en œuvre toutes les mesures propres à assurer la sécurité des usagers de la voie publique.

Le concessionnaire prendra à son compte toutes les dispositions nécessaires pour protéger ses travaux et installations contre les chocs ou détériorations quelconques. Il restera responsable des dégâts résultant de l'inobservation de cette clause sans qu'il puisse invoquer un cas de force majeure.

Il devra le cas échéant, tenir compte des mesures particulières édictées par le gestionnaire de la voirie.

Le pilotage et la coordination de chaque chantier relèvent de l'entière responsabilité du concessionnaire.

Les travaux à proximité de la ligne de tramway doivent faire l'objet de deux niveaux d'informations :
- Au niveau du SMTC, pour des travaux génériques et de grande ampleur, qui évaluera si un DM est nécessaire à porter auprès du STRMTG (*cf.* article 9.6.1) ;
- Une DAA (Demande d'Autorisation d'Activité) dont le formulaire figure en annexe SMTC9, à présenter à l'exploitant T2C.

Dès la mise en service du mobilier, le concessionnaire remettra tous les éléments permettant d'identifier ses points de fourniture).
A la fin du marché, tous les contrats ouverts par le concessionnaire seront fermés et mis en attente.

Il est précisé que l'installation des mobiliers dédiés aux lignes B & C de B.H.N.S. s'inscrit dans le cadre d'un grand chantier d'infrastructures conduit par l'Autorité Concédante (opération « InspiRe »). Ce chantier, dirigé par un groupement de maîtrise d'œuvre générale, sera contrôlé par un Contrôleur Technique et un C.S.P.S. et obéira à une charte de chantier à faibles nuisances dont les clauses s'imposeront au Concessionnaire.

Le détail des spécifications particulières de gestion de chantier liées au projet « InspiRe » sont décrites dans l'Annexe SMTC2 (Cahier des Clauses techniques Particulières-Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## 3. Titre III : Régime des biens nécessaires à l'exploitation

### ARTICLE 17. PROPRIETE DES MOBILIERS INSTALLES

#### 17.1 Biens nécessaires à l'exploitation

##### 17.1.1 Règles d'amortissement

Le Concessionnaire met à disposition pendant la durée du contrat les biens dont il a besoin pour la réalisation du service et qui ne sont pas fournis par l'autorité concédante conformément au programme et planning prévisionnel pluriannuels d'investissements du Concessionnaire prévus à l'annexe CCN2.

Il en assume la responsabilité, le financement et l'exploitation.

L'ensemble des biens mis à disposition par le Concessionnaire au titre du périmètre de base sont intégralement amortis au terme du contrat, de sorte qu'au terme normal du Contrat la valeur de ces biens soit égale à 0.

De manière dérogatoire, les biens mis à disposition par le Concessionnaire dans le cadre du BPU prévu à l'annexe CCN2 et des options à déclencher au titre de l'article 12 ( annexe CCN7) sont amortis dans les conditions suivantes :

- Pour les biens installés et mis en service jusqu'au terme du contrat à la suite de l'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire amortit intégralement ces biens.

L'autorité concédante souhaite disposer de la méthode et de la durée d'amortissement utilisée par le Concessionnaire dans ses livres de comptes.

##### 17.1.2. Inventaire des biens

Un inventaire des biens est fourni par le Concessionnaire à l'expiration de la période d'installation des mobiliers du service initial.

Cet inventaire est mis à jour au fur et à mesure des évolutions de ces biens et fourni à l'autorité concédante dans le cadre de la remise du rapport annuel. Il présente :

- La liste complète des équipements, installations et matériels exploités par le Concessionnaire comprenant une description sommaire de chacun d'eux ainsi que leur date de mise en service.
- La valeur de remplacement estimée des ouvrages dont le Concessionnaire est chargé du renouvellement ainsi que leur durée de vie résiduelle prévisible et leur vétusté.
- Des nouveaux aménagements, équipements, installations et matériels achevés ou acquis depuis l'inventaire initial ou la dernière mise à jour.
- Des évolutions concernant les équipements, installations et matériels déjà répertoriés à l'inventaire (renouvellement, etc.).
- Des équipements, installations et matériels mis hors service, démontés ou abandonnés.

Le non-respect de ces dispositions entraine l'application par l'autorité concédante, de pénalités conformément à l'article 27.3.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## 4. Titre IV : Régime financier de l'exploitation

### ARTICLE 18. REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire est autorisé à exploiter à titre exclusif les supports des mobiliers du présent contrat à des fins publicitaires.

Le concessionnaire tire sa rémunération de l'exploitation des mobiliers dans les conditions prévues au présent contrat.

Les recettes prévisionnelles sont décomposées et présentées en toute transparence dans le compte d'exploitation prévisionnel en annexe CCN16 et au sein du mémoire financier (annexe CCN18).

Le concessionnaire assume l'intégralité des risques liés à l'exploitation et ne pourra pour quelque motif que ce soit obtenir le versement d'un prix, complément de prix, indemnité ni exiger une modification des conditions d'exploitation des services en cas d'évolution des conditions économiques quelle qu'en soit la cause, à l'exception des cas énumérés à l'article 23.1 du présent contrat.

Toutefois, le concessionnaire pourra percevoir un prix, sur la base du bordereau de prix unitaires prévu à l'annexe CCN2.

En effet, les parties conviennent de la faculté pour l'autorité concédante de bénéficier de mise à disposition, entretien et maintenance de mobiliers supplémentaires, publicitaires et non publicitaires, ainsi que d'options, par application des prix unitaires précisés par les candidats dans le bordereau des prix unitaires.

Ce bordereau doit nécessairement permettre à l'autorité concédante de disposer d'un prix pour les sophistications et compléments de confort destinés aux voyageurs.

### ARTICLE 19. FINANCEMENT DES SERVICES ET TRAVAUX

Les prestations objet de ce contrat ne donnent pas lieu au versement d'un prix par l'autorité concédante sauf prestations prévues dans le cadre du bordereau des prix unitaires.

En contrepartie des prestations ainsi réalisées, le concessionnaire dispose d'un droit exclusif d'exploitation du mobilier publicitaire dont l'installation est prévue.

Le financement des Investissements est à la charge exclusive du Concessionnaire.

### ARTICLE 20. IMPOTS, TAXES, REDEVANCES

Tous les impôts et taxes et notamment ceux établis par l'État, les Collectivités locales, les AOM ou les établissements publics de coopération intercommunale liés au service sont à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire assume l'ensemble des risques liés à la modification de la réglementation et aux évolutions des impôts et taxes dont il est redevable en application des présentes stipulations quel que soit l'auteur de ces modifications et même lorsque lesdites modifications sont décidées par l'autorité concédante.

Il ne peut prétendre ni à une indemnisation ni à une prolongation du contrat ni à une modification des conditions d'exploitation du service.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le concessionnaire s'engage à supporter toute fiscalité nouvelle légalement instituée, ainsi que toute variation des taux d'imposition qui pourraient survenir au cours de l'exécution du contrat sous réserve de l'application des dispositions de l'article 23.1.

Le concessionnaire ne sera pas assujetti au versement de la taxe locale sur la publicité extérieur (TLPE) sur les mobiliers objets du présent contrat, ni au versement de la redevance d'occupation du domaine public.

## ARTICLE 21. INTERESSEMENT

### 21.1 Intéressement sur les produits de la concession

Le concessionnaire versera à l'autorité concédante un intéressement comprenant une part fixe minimale garantie. Cet intéressement ne constitue pas une redevance d'occupation du domaine public.

Quel que soit le chiffre d'affaires réalisé, la part minimale garantie de l'intéressement est fixée à 200 000 € HT/an à l'échelle du groupement d'autorités concédantes (l'enveloppe innovation « minimale » n'étant pas comprise dans cette part minimale).

### 21.2 Intéressement de l'autorité concédante

L'autorité concédante est intéressée à la performance du contrat ; cet intéressement prend la forme d'un pourcentage sur la différence, si elle est positive, entre :

- Le chiffre d'affaires constaté dans les comptes transmis par le Concessionnaire ;
- Le chiffre d'affaires prévu au CEP remis dans l'offre tel qu'il apparaît en Annexe CCN16 et révisé annuellement selon la formule figurant à l'article 21.3

Le pourcentage d'intéressement est égal à 15% pour l'offre de base (15ans) et 0% pour l'offre variante (12 ans).

L'intéressement est appliqué en années civiles sur la base des comptes publiés et transmis à la Collectivité. Il est calculé par le Concessionnaire au moment de la remise du rapport annuel et versé dans un délai de 3 mois suivant la remise du rapport annuel. L'intéressement n'est pas calculé pour la première et la dernière année d'exécution normale du contrat.

Le calendrier de calcul de l'intéressement est le suivant :

| **année de départ ou 2023 si départ fin 2022** | pas d'intéressement | |
|---|---|---|
| **2024** | I = intéressement | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2025** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2026** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2027** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2028** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2029** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2030** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2031** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

| | | |
|---|---|---|
| **2032** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2033** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2034** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2035** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2036** | | Calcul I entre Exécuté N-1 et CEP N-1 indexé |
| **2037** | pas d'intéressement | |

21.3 Variation de la part minimale garantie et des montants inscrits au BPU (Annexe CCN2)

$$Pi = P0 \times \frac{CIB(i)}{CIB0}$$

Avec,

*$P_I$ représente l'intéressement révisée due pour l'échéance i ;*

*$P_0$ représente l'intéressement figurant à l'article 22 exprimée en valeur Date de remise de l'offre ;*

*$IPC_I$ représente l'indice cumulé des prix à la consommation au titre de l'échéance i ;*

*$IPC_0$ représente l'indice des prix à la consommation à la date de remise de l'offre*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

L'indice de référence est l'indice INSEE IPC – Indice des prix à la consommation - ensemble des ménages - ensemble hors tabac - Base 2015. La révision annuelle est calculée en fonction de la valeur de l'indice publié 1 mois avant la date de paiement (soit mois 11 pour paiement mois 12).

Le calcul de révision est communiqué à l'autorité concédante pour l'émission du titre de recettes.
En cas de disparition ou de non-publication de cet indice, l'autorité concédante et le Concessionnaire se mettent d'accord, par avenant, sur son remplacement par un paramètre équivalent. Le Concessionnaire indique à l'autorité concédante la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.
Lorsque l'INSEE propose un indice de remplacement de l'indice non publié, les cocontractants se mettent d'accord par courrier recommandé sur son utilisation. Cette procédure se fait sans avenant.

Le calcul de la révision de l'intéressement ne peut être négatif pendant toute la durée du contrat.
Le montant révisé est arrondi à l'euro le plus proche.

### 21.4 Modalités de recouvrement des recettes au titre de l'intéressement

La part fixe de l'intéressement est versée chaque année par le concessionnaire au mois de mars de l'année à échoir, en une fois, sur présentation d'un titre de recettes.

En cas de non versement par le concessionnaire des montants dus, l'intéressement fixe porte intérêt au taux légal majoré de deux points jusqu'à la date de mise à disposition des fonds.

L'intéressement dû à l'autorité concédante est assujettie à la TVA, selon le taux légal en vigueur.

### 21.5 Impact des phases de déploiement et de dépose des mobiliers

Durant la phase du déploiement initial des mobiliers et au plus tard pendant les 6 mois suivant le début d'exploitation du premier mobilier, le montant de la part fixe annuelle sera calculé au prorata du nombre de mobiliers installés et raccordés.
À l'expiration de ce délai, quel que soit l'avancement du déploiement, la part fixe annuelle sera perçue par l'autorité concédante dans son intégralité et le cas échéant au *prorata temporis*.

En cas de non-respect du calendrier de déploiement proposé à l'annexe CCN8 le Concessionnaire se verra appliquer les pénalités de l'article 27.1.

En cas de dépose de mobiliers, la part minimale garantie de l'intéressement, sera calculée, au prorata du nombre de mobiliers installés modulo les dispositions inscrites à l'article 12.

## ARTICLE 22. CHARGES CONTRACTUELLES D'EXPLOITATION

Le concessionnaire supporte l'ensemble des charges d'exploitation du service objet du présent contrat, de manière que l'autorité concédante ne puisse être inquiétée, ni sa responsabilité recherchée à ce sujet.

La décomposition des charges prévisionnelles du concessionnaire figure en annexe CCN16 ainsi qu'au mémoire financier (annexe CCN18).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## ARTICLE 23. REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES

### 23.1 Motifs de réexamen des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du présent contrat, imprévisibles au moment de sa passation, les conditions financières du présent contrat peuvent être revues à la hausse ou à la baisse, dans les conditions visées à l'article 23.2, et dans les cas suivants :

- En cas de décision de l'autorité concédante entraînant une modification substantielle des conditions d'exploitation du service ;
- En cas de variation substantielle des conditions financières de la concession à la hausse ou à la baisse ;
- En cas de changement dans la réglementation produisant ses effets pendant la durée du contrat et impliquant d'importants travaux de mise en conformité ou une modification significative des conditions d'exploitation ;
- En cas de réalisation d'investissements non prévus par le programme prévisionnel d'investissement à la demande de l'autorité concédante ;
- En cas de dépassement de 15% cumulés du forfait énergétique évoqué à l'article 9.9 « Consommation en énergie et impacts environnementaux » ;
- Si des dispositions légales ou réglementaires rendaient impossible l'application intégrale de la formule de révision ;
- En cas d'évènement imprévisible et étranger aux parties comme par exemple les épidémies ou pandémies, comme celle du Covid-19 et les mesures sanitaires et les conséquences associées, ayant pour effet de dégrader les conditions d'exploitation de l'activité du concessionnaire, les Parties se rencontrent afin d'acter des modifications du contrat apparues nécessaires afin de préserver l'équilibre économique du contrat.

Enfin, toute évolution de la réglementation ou évolutions des impôts et taxes dont le concessionnaire est redevable, dans la limite de 5 % n'entrainera pas l'application du présent article.

### 23.2 Modalités de réexamen des conditions financières

Le réexamen peut avoir lieu à la demande de l'autorité concédante ou du concessionnaire, sur production de pièces justificatives et d'une demande argumentée.

Le réexamen des conditions financières peut avoir des conséquences à la hausse comme à la baisse sur :

- le montant d'intéressement (part fixe minimale garantie) versé à l'autorité concédante et définie à l'article 21.1 ;
- la structure de la formule d'indexation de la part minimale garantie de l'intéressement versé à la collectivité définie à l'article 21.2 ;

Le concessionnaire produit les comptes de l'exploitation, programme d'investissement, l'évaluation de l'impact de l'évolution des conditions techniques et économiques d'exécution du contrat sur ses charges et ses recettes réelles. Cet impact est déterminé par comparaison entre l'évolution des recettes et des charges sur une période d'observation qui ne saurait être inférieure à six mois et celle constatée sur

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

une période de référence de même durée (en excluant d'éventuelles mesures promotionnelles menées par le concessionnaire et sur la base de données similaires d'exploitation).

Les parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, dans un délai de six mois à compter de la saisine, sur les éventuelles modifications à apporter par avenant aux documents contractuels.

À défaut, le différend est soumis au Tribunal administratif de Clermont Ferrand par la partie la plus diligente.

La présente clause constitue une clause de réexamen au sens des dispositions de l'article R. 3135-1 du code de la commande publique.

## 5. Titre V : Contrôle et sanctions

### ARTICLE 24. DROITS DE CONTROLE DE L'AUTORITE CONCEDANTE

L'autorité concédante dispose d'un droit de contrôle permanent sur les conditions techniques et financières de l'exécution de la présente convention par le Concessionnaire.

Ce contrôle comprend notamment un droit d'information sur la gestion du service.

L'autorité concédante organise librement le contrôle et peut en confier l'exécution soit à ses agents soit à des organismes qu'elle choisit.

Le concessionnaire est tenu de fournir à l'autorité concédante toutes les informations nécessaires à l'exercice de ce contrôle. Il ne peut, de ce point de vue, opposer le secret professionnel ou le secret en matière industrielle et commerciale aux demandes d'information se rapportant à la présente convention et présentées par les personnes mandatées par l'autorité concédante.

Le concessionnaire fournit à l'autorité concédante toute justification que celle-ci peut lui demander concernant la gestion des services objet du présent contrat, ainsi que lors des vérifications et/ou audits réalisés par l'autorité délégante ou les experts mandatés par elle.

L'autorité délégante a par l'intermédiaire de ses représentants ou mandataires dûment habilités un droit permanent d'accès et de contrôle sur l'ensemble des documents se rapportant à l'exécution du service délégué sur pièces et sur place.

L'autorité délégante peut procéder à toutes vérifications qu'elle estime utiles pour s'assurer que le service délégué est exploité conformément aux stipulations du présent contrat. Ces vérifications concernent également le contrôle de l'état des biens mis à disposition et la vérification des opérations d'entretien maintenance réalisées par le délégataire sur ces biens.

#### 24.1 PLATEFORME DE CONTACT

Le concessionnaire créera une adresse mail où le SMTC et son exploitant déposeront des tickets d'alerte pour demander une intervention dans le délai indiqué à l'article 13.2. Ces alertes ont vocation à compléter le travail de terrain des équipe du concessionnaire, pas à le remplacer. Le concessionnaire confirmera la prise en compte de la demande et le délai de traitement. Le concessionnaire informe de l'avancement du traitement et de la clôture du point.
Un récapitulatif des incidents est produit avant chaque réunion de suivi.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

NB : Les prestations attendues du concessionnaire dans le cadre de ces tickets d'alerte relèvent des missions de l'article 13 « entretien et maintenance » et ne sauraient venir faire l'objet d'une demande particulière du concessionnaire sur la base de l'article 11 « déplacement et dépose des mobiliers » et de l'article 12 « modification à l'initiative de l'autorité concédante ».

### 24.2 Réunion de suivi :

Une réunion de suivi est instaurée tous les 3 mois et réunit le concessionnaire, le SMTC et son exploitant. Le SMTC assure l'animation et le secrétariat de la réunion. Elle vise à faire le point sur les résultats de qualité, les incidents, les points d'actualité.

## ARTICLE 25. RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire remet, annuellement, au plus tard le 31 mai de l'année n+1, à l'autorité concédante un rapport sur l'innovation selon les modalités de l'article 14 et un rapport identifiant pour l'année civile écoulée :

- Les différents mobiliers implantés sur le territoire ;
- Les opérations de maintenance préventive ou curative réalisées ;
- Le compte-rendu de l'exécution de la clause d'insertion de N-1 ;
- Le bilan annuel des consommations des mobiliers conformément à l'article 10.4.1 ;
- Le compte d'exploitation de l'année N-1 précisant le prévisionnel pour l'année N ;
- Les données financières et comptables suivantes :

✓ le compte annuel de résultat de l'exploitation de la Concession qui présente le résultat issu de la différence entre l'ensemble des produits d'exploitation et l'ensemble des charges (d'exploitation, calculées et de structure) après prise en compte du résultat financier. Il est constitué selon la même trame que le compte d'exploitation prévisionnel. Si nécessaire, certaines lignes pourront faire l'objet d'un sous détail. Le compte annuel de résultat rappelle notamment :

- o les données des exercices précédents depuis l'entrée en vigueur du contrat ;
- o les méthodes et les éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- o Une justification de la variation de chacun des postes du compte annuel de résultat de l'exploitation de la Concession par rapport à l'exercice précédent.

✓ Les comptes annuels détaillés (présentant notamment le détail des frais de structure, les flux financiers intra-groupe), les comptes sociaux et une copie de la liasse fiscale et des déclarations sociales de l'entreprise dédiée ;

✓ Les rapports du commissaire aux comptes nommés par le concessionnaire ;

✓ les éléments relatifs à la dotation annuelle d'amortissement, notamment :

- o le montant de la dotation annuelle au titre de l'amortissement des investissements ;

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- le montant des dépenses effectives d'investissement de l'exercice concerné (tous frais généraux exclus) déterminé conformément aux dispositions ci-dessus, en détaillant dépenses effectives « justifiées » et « hors plan » ;
- un état des dotations et des dépenses effectives d'investissement depuis l'entrée en vigueur du contrat ;

✓ les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la Concession de service et nécessaires à la continuité du service ;

✓ les conditions économiques générales de l'année d'exploitation ;

✓ les recettes d'exploitation (notamment les recettes publicitaires) ;

✓ le nombre et le montant global des créances irrécouvrables constatées sur l'année et les mesures prises par le Concessionnaire pour limiter le nombre et le montant global des impayés ;

✓ la liste et le montant des contrats passés avec des tiers, dont le montant dépasse 20 000 euros par an ; les justificatifs de dépenses sur demande de la Collectivité.

L'autorité concédante pourra se voir communiquer tous les documents permettant de justifier des informations communiquées dans le rapport annuel.

Le concessionnaire doit tenir en permanence à la disposition de l'autorité concédante le compte spécifique des recettes liées à la publicité et le cas échéant, aux autres équipements autorisés par l'autorité concédante.

Enfin, le concessionnaire transmet annuellement en même temps que son rapport et ses comptes sociaux un fichier informatique comprenant l'ensemble des informations visées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique, sous un format aisément utilisable.

## ARTICLE 26. OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS APRES ADMISSION

La réception des abris-voyageurs sera prononcée par l'Autorité Concédante sous réserve des essais réalisés par le Concessionnaire et, pour le BHNS, des vérifications techniques et fonctionnelles sous contrôle du M.OE.G. et des bureaux de contrôle.
Le Concessionnaire s'engage à réaliser les essais sur site ayant pour but une mise au point préalable pour la vérification du bon fonctionnement des équipements de la présente concession. Ces essais seront réalisés en particulier sur :
- La bonne fixation des mobiliers,
- Les essais de mise à la terre et d'isolement électrique,
- L'alimentation électrique des appareils d'éclairage et des équipements connexes.

### 26.1 Phase de déploiement

Des contrôles de conformité des installations après travaux seront réalisés par un organisme agréé à la charge du concessionnaire du contrat.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

La vérification technique a pour but de vérifier la qualité des abris-voyageurs et autres équipements ainsi que la conformité de leurs caractéristiques techniques vis-à-vis des prescriptions du présent C.C.T.P.

La vérification fonctionnelle a pour but de vérifier le bon fonctionnement de appareils d'éclairage, des caissons publicitaires, des cadre d'information des voyageurs; le bon fonctionnement des ouvertures et fermetures de ces mobiliers (couvercle, trappes de visite, ...), la bonne évacuation des eaux pluviales.

Si ces vérifications sont satisfaisantes un procès-verbal de validation sera établi par L'Autorité Concédante. Dans le cas contraire le Concessionnaire disposera d'un délai pour opérer les corrections ou modifications nécessaires.

26.2 Réception des travaux d'implantation

Une réception a lieu à la fin des travaux d'installation ou de déplacement du mobilier dans les conditions suivantes :

- Le concessionnaire avise le concédant de la date à laquelle les travaux ont été achevés ou le seront. Le concédant procède alors, après avoir convoqué le concessionnaire, aux opérations préalables à la réception ;
- Si les ouvrages sont achevés conformément aux stipulations du contrat, le concédant procède à la réception des installations et fixe la date de réception des travaux.

La réception ne pourra, toutefois, être prononcée que si :

- l'emplacement des mobiliers a été validé par l'autorité concédante conformément aux stipulations de l'article 10.2 ;
- Le plan de récolement a été préalablement communiqué à l'autorité concédante.

L'autorité concédante dispose d'un délai de 15 jours à compter de la demande formulée par le concessionnaire pour prononcer la réception ou la refuser. Un procès-verbal de réception est établi par l'autorité concédante. Le silence gardé par l'autorité concédante vaut réception tacite des mobiliers.

En cas d'inexécution des prestations prévues au contrat, de malfaçons ou d'imperfections soit la réception sera refusée, soit le concédant prononcera une réception avec réserve. Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la réception avec ou sans réserve. Durant cette période, le concessionnaire doit remédier aux malfaçons ou imperfections dans le délai fixé par le concédant.

Le Concessionnaire devra alors solliciter une nouvelle fois la réception des travaux dès qu'il estime que les conditions sont réunies.

Si les travaux ne sont pas exécutés dans les délais prescrits, le concédant peut les faire exécuter aux frais et risques du concessionnaire.

En l'absence de réception des abris, l'autorité concédante pourra solliciter la dépose définitive ou temporaire ou le déplacement de ces mobiliers. Ces opérations de dépose ou de déplacement n'entrent pas dans les hypothèses prévues aux articles 11.2.2 et 11.3 et seront réalisées aux frais du

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

concessionnaire. Le concessionnaire ne pourra émettre aucune réclamation ou contestation à ce titre ni solliciter aucune compensation ou modification de son contrat.

Le concessionnaire doit procéder aux travaux de reprise ou à la communication des informations nécessaires dans les meilleurs délais.

## ARTICLE 27. PENALITES

Les pénalités seront constatées par l'autorité concédante et notifiées au concessionnaire, après mise en demeure préalable. Cette notification peut être envoyée par fax, courriel ou lettre recommandée avec avis de réception.
Les pénalités ne présentent pas de caractère libératoire pour le concessionnaire et sont cumulables.

### 27.1 Pénalités de retard

Les délais de réalisation des opérations sont fixés soit dans le calendrier de déploiement des mobiliers proposé à l'annexe CCN8 soit par ordre de service, soit dans le présent contrat.

Les pénalités de retard suivantes, calendaires sauf indication contraire, commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, après mise en demeure préalable :

- Retard dans le nettoyage des stations tramway : 200 € par jour de retard (article 13.2) ;
- Retard dans l'installation et/ou la pose des dispositifs (abri-banc-poubelle, écran et cadre d'information etc.: 300 € HT par dispositif et par jour de retard (annexe CCN8) ;
- Retard dans le déplacement d'un dispositif : 100 € HT par dispositif et par jour de retard (article 9.1.3) ;
- Retard dans la remise des documents cités dans le contrat (documents d'études d'exécution pour le B.H.N.S., plan de récolement, certificat de conformité, rapport mensuel et annuel, données sur le personnel en fin de contrat etc.) : 100 € HT par document et par jour de retard ;
- Retard aux réunions de chantier, de synthèse ou de coordination des travaux provoquées par le maître d'œuvre général ou l'équipe-projet de l'opération « InspiRe » : 50 euros par ¼ d'heure de retard ;
- Retard dans le remplacement de mobilier devenu impropre à l'usage : 200 € par jour et par mobilier (article 13.2) ;
- Retard dans l'intervention en cas de dégradation légère ou de panne ou de changement de glace : 200€ par jour et par mobilier (article 13.2) ;
- Retard dans l'intervention en cas de dégradation lourde : 300€ par jour et par mobilier (article 13.2) ;
- Retard dans la dépose des mobiliers à l'expiration de la concession : 1000 € par mobilier et par jour calendaire de retard (article 30);
- Retard pour mise en sécurité électrique : 300 € par jour et par mobilier (article 13.2) ;
- Retard pour la remise en état des sols après travaux : 150 € par mobilier et par jour calendaire de retard ;
- Retard dans la livraison d'un mobilier tel que prévu dans le planning du concessionnaire (article 15.2) : 2 000€ par jour calendaire pour un mobilier tramway, 500€ par jour calendaire pour un mobilier bus et BHNS ;
- Retard dans l'application d'un ordre de service : 300 € HT par dispositif et par jour de retard.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

27.2 Pénalités liées à l'état de propreté, à l'entretien, à la maintenance et à l'état des fonctionnalités

L'état de propreté et de maintenance concerne l'intégralité des composantes des mobiliers, y compris les dispositifs d'éclairage et les équipements électriques et électroniques.

Les annexes SMTC7 et SMTC8 seront nécessairement mises à jour en intégrant les nouveaux dispositifs de confort à évaluer.

Un prestataire réalise des enquêtes qualité en évaluant la propreté des mobiliers voyageurs des lignes A, B, C et des abribus publicitaires. Le taux de conformité est fixé à 85% pour chaque secteur (A, B, C et abribus publicitaires). Ce seuil est relevé de 0,25% chaque année jusqu'au plafond de 90%.

En cas de non-atteinte de ce résultat à la fin de l'année, le concessionnaire est pénalisé de la manière suivante : 2 000€ x écart de points de % entre le résultat et l'objectif.

Il est entendu que le calcul du malus n'entre en compte qu'à partir du moment où l'ensemble des mobiliers de chaque ligne ou des abribus publicitaires est livré (exception pour les mobiliers BHNS qui rentreront dans le calcul à compter de la mise en service du projet « InspiRe »).

27.3 Autres pénalités

Les pénalités de retard suivantes commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, après mise en demeure préalable :

- Défaut d'éclairage d'un mobilier éclairé, 100 € par jour et par mobilier ;
- Horloge de quai pas à l'heure ou hors service : 100€ par jour ;
- Implantation d'un mobilier sans obtenir l'accord formel de l'autorité concédante : 1 000 € par mobilier ;
- Absence aux réunions de chantier, de synthèse ou de coordination des travaux provoquées par le maître d'œuvre général ou l'équipe-projet de l'opération « InspiRe » : 150 euros par absence ;
- Non-respect des injonctions du C.S.P.S. des lignes de B.H.N.S. : 250 euros par infraction constatée ;
- Non affichage des informations institutionnelles sur les sucettes : 500 € par sucettes et par jour calendaire d'indisponibilité ;
- Manquement à la lisibilité des affiches : 100€ par mobilier et par jour calendaire de dysfonctionnement ;
- Non-transmission à J+15 malgré demande du concédant des informations relevant du personnel (qualification, ancienneté, aptitudes, masse salariale) précisée à l'article 7.2 : 1 500€ ;
- Inventaire des biens incomplet ou non adossé au rapport annuel : 100€ par équipement manquant cumulé à 100€ de jour de retard de transmission ;
- Pénalités relatives à l'insertion : lors des contrôles mensuels ou trimestriels de l'action d'insertion, un bilan intermédiaire et/ou final des opérations d'insertion sera dressé.
- La simple constatation par l'autorité concédante de la mauvaise ou non-exécution des conditions du contrat par l'entreprise pourra entraîner une pénalité égale au produit de 2 fois le SMIC horaire brut par le nombre d'heures d'insertion non réalisées ;

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- Non-respect des performances énergétiques des mobiliers fixées au mémoire technique précisées à l'article 9.9 : pénalité correspondant à 3 fois le coût des consommations énergétiques non prévues.
- Non-respect des prescriptions d'un DM, DAA, arrêté de circulation, permission de voirie : 500€ par infraction constatée ;
- Non-respect des prescriptions d'un DM, DAA, arrêté de circulation, permission de voirie : 500€ par infraction constatée.

## 6. Titre VI – Modification et fin du contrat

### ARTICLE 28. MODIFICATION DU CONTRAT

Le présent contrat pourra être modifié par avenant dans toutes les hypothèses et conditions visées à l'article 23.1.

Les parties pourront, ainsi, décider de l'implantation ou du remplacement de certains mobiliers par une nouvelle catégorie de mobilier non prévue par le présent contrat.

De telles modifications peuvent, notamment, intervenir en cas de modification du périmètre du ressort territorial de l'autorité concédante.

**Ces modification de contrat s'inscrivent dans le cadre de clauses de réexamen telles que prévues par l'article R. 3135-1 du code de la commande publique.**

### ARTICLE 29. RESILIATION DU CONTRAT

L'autorité concédante peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du contrat avant l'achèvement de celui-ci pour les motifs suivants :

- Demande du concessionnaire ;
- Motif d'intérêt général ;
- Faute du concessionnaire.
- De plein droit

#### 29.1 Résiliation sur demande du concessionnaire

L'autorité concédante peut mettre fin à l'exécution des prestations objet du contrat sur demande du concessionnaire.

Dans une telle hypothèse, aucune indemnité n'est due au concessionnaire qui assume l'intégralité des conséquences de la fin anticipée du contrat.

#### 29.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'autorité concédante peut mettre fin à l'exécution des prestations du contrat pour motif d'intérêt général. La décision de résiliation est notifiée au concessionnaire. Elle fixe la date de fin du contrat.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le concessionnaire dispose d'un droit à indemnité dans les conditions mentionnées ci-après :

- Indemnité de résiliation correspondant au bénéfice escompté : cette indemnité est calculée par référence au bénéfice moyen réalisé sur les trois années écoulées multiplié par le nombre d'années restant à courir, dans la limite de 4 années. Ce montant est plafonné au bénéfice escompté tel qu'il résulte des chiffres mentionnés dans le compte prévisionnel d'exploitation ;

Le concessionnaire ne sera pas indemnisé de la valeur non amortie des mobiliers dont il reste propriétaire à l'issue du contrat.

29.3 Résiliation pour faute

L'autorité concédante peut mettre fin à l'exécution des prestations du contrat en cas de faute du concessionnaire.

Sans préjudice des pénalités versées à l'autorité concédante, la résiliation de la concession pourra être prononcée dans les cas suivants d'inexécution des clauses substantielles de la convention, notamment:

- pour défaut de paiement à son échéance d'un seul terme de l'intéressement,
- pour inobservation grave ou répétée des clauses de la présente concession.

Le concédant met en demeure le concessionnaire de remplir ses obligations par courrier recommandé avec accusé de réception.

La résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois après une mise en demeure restée sans effet, le délai courant à l'expiration du délai donné au concessionnaire de remplir ses obligations.

Le concessionnaire ne pourra prétendre qu'à l'indemnisation de la valeur nette comptable des mobiliers non encore amortis, dans la limite des montants figurant dans le plan d'amortissement des installations (annexe CCN16). Il sera tenu de remettre en état les lieux dans le délai fixé par le concédant.
Le concessionnaire sera redevable envers l'autorité concédante d'une indemnité qui doit couvrir le préjudice financier et matériel subi par le concédant du fait de cette résiliation anticipée.

29.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit et sans aucune indemnité :

- en cas de dissolution ou de mise en liquidation judiciaire du concessionnaire
- en cas de cession de ses droits et obligations à un tiers dans des conditions non conformes à l'article 6.7 de ce contrat.

La résiliation sera prononcée par décision de l'autorité concédante, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le concédant met également fin au contrat dans les cas suivants :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- si un fait ou un événement présentant les caractéristiques de la force majeure rend impossible l'exécution du contrat dans les termes et conditions essentiels prévus par les parties ;
- si un événement présentant les caractéristiques de l'imprévision bouleverse de manière irrémédiable l'équilibre économique du contrat. .

Le concédant peut dans ce cas prétendre à une indemnité au titre de la valeur nette comptable des mobiliers non encore amortis, dans la limite des montants figurant dans le plan d'amortissement des installations (annexe CCN16).

### ARTICLE 30. SORT DES BIENS

En fin de contrat, quelle qu'en soit la cause (échéance du terme ou résiliation), l'ensemble des biens liés à l'exploitation sont repris par le concessionnaire.

Celui-ci assume l'ensemble des frais liés au démontage des mobiliers urbains implantés sur le territoire et à la remise en état du domaine public. Le concessionnaire devra proposer à l'autorité concédante par lettre recommandée avec accusé de réception postale, un calendrier de dépose, au plus tard six mois avant la date d'expiration du contrat, qui devra ensuite obtenir l'accord de ce dernier.

A défaut, le démontage et la remise en état seront réalisés aux frais et risques du concessionnaire par une entreprise tierce, après mise en demeure restée sans effet.

L'autorité concédante dispose, toutefois, de la faculté de solliciter l'accord du concessionnaire, afin de procéder au rachat de tout ou partie des mobiliers, selon les modalités définies d'un commun accord.

## 7. Titre VII – Dispositions diverses

### ARTICLE 31. REGLEMENT DES LITIGES

Préalablement à la saisine du Tribunal, le concessionnaire est tenu d'adresser à l'autorité concédante, dans un délai de 2 mois suivant le fait générateur du litige, une réclamation.

L'autorité concédante dispose alors d'un délai de 2 mois à compter de la réception pour se prononcer sur la réclamation. Le silence de l'autorité concédante vaut rejet de la réclamation.

Le concessionnaire dispose, alors, d'un délai de 2 mois pour saisir le Tribunal administratif de Clermont Ferrand de la décision explicite ou implicite de rejet total de sa réclamation.

Le non-respect de ces règles et délais est sanctionné par l'irrecevabilité et/ou la forclusion de l'action du concessionnaire. La preuve de la date du fait générateur du litige est apportée par tout moyen.

### ARTICLE 32. DROIT APPLICABLE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

## 8. Titre VIII – Annexes

La présente concession comporte les annexes suivantes :

Annexes remises par le SMTC :

- Annexe SMTC1: Périmètre du contrat - descriptif du mobilier ;
- Annexe SMTC2 : CCTP -Projet « InspiRe »- Lignes de B.H.N.S. B et C ;
- Annexe SMTC3 : charte graphique T2C ;
- Annexe SMTC3A : signalétique abribus ;
- Annexe SMTC3B : signalétique poteau bus ;
- Annexe SMTC3C : signalétique tramway ;
- Annexe SMTC4 : Modèle de DM (Déclaration de Modification) transmise par le SMTC au STRMTG ;
- Annexe SMTC5 : Spécifications techniques des distributeurs de billets ;
- Annexe SMTC6 : Spécifications techniques et localisation des valideurs dans les stations de tramway ;
- Annexe SMTC7 : référentiel de propreté ;
- Annexe SMTC8 : méthodologie d'évaluation de la propreté des arrêts ;
- Annexe SMTC9 : DAA (Demande d'Autorisation d'Activité) ;
- Annexe SMTC10A : Plan du réseau des lignes régulières ;
- Annexe SMTC10B : Plan du réseau des lignes des dimanches et fêtes ;
- Annexe SMTC10C : Plan du réseau des lignes scolaires ;
- Annexe SMTC11 : fréquentation des stations tramway ;
- Annexe SMTC12 : effectif des agents du concessionnaire en place jusqu'en 2022 ;
- Annexe SMTC13 : liste des arrêts de bus publicitaires.

Annexes fournies par le candidat :

- Annexe CCN1: Charte éthique du contenu publicitaire ;
- Annexe CCN2: Bordereau de prix unitaires ;
- Annexe CCN3: Police d'assurances ;
- Annexe CCN4: Garantie ;
- Annexe CCN5: Statuts et composition du capital de la société dédiée ;
- Annexe CCN6 : Modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- Annexe CCN7: Evolution de l'intéressement annuel ;
- Annexe CCN8: planning général d'intervention pour chaque station et arrêt ;
- Annexe CCN9: mémoire technique ;
- Annexe CCN10 : cadre d'affichage en bout de quai pour le tramway ;
- Annexe CCN11 : adaptations génériques pour les stations tramway ;
- Annexe CCN12 : Marquage PMR sur les vitres latérales ;
- Annexe CCN15 : détail technique et financier des items listés au BPU ;
- Annexe CCN16 : cadre financier du contrat ;
- Annexe CCN17 : note relative à la maîtrise des impacts environnementaux ;
- Annexe CCN18 : mémoire financier ;
- Annexe CCN19 : fréquence hebdomadaire de passage pour le vidage des poubelles des stations tramway et BHNS.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

# CONCESSION DE SERVICE

## Concession de service relative à la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains

**Rapport présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat établit conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du CGCT**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# I - RAPPEL DE LA PROCÉDURE

**Objet :**

La consultation lancée par le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC), coordonnateur du groupement d'autorités concédantes entre le SMTC-AC et les communes de Clermont-Ferrand, Chamalières, Royat et Cournon d'Auvergne, ci-après dénommée l'autorité concédante, a pour objet de confier, par contrat de concession, la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains.

**Mode de passation**

Il s'agit d'un contrat de concession de services, tel que défini aux articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du Code de la commande publique.

**Montant prévu à l'acte d'engagement :**

La valeur du contrat de concession est estimée à 45 000 000 € sur 15 ans.

**Délai d'exécution :**

La durée de la concession sera de quinze ans, ou douze ans, en fonction de l'offre retenue (offre de base ou variante) à compter de sa notification au titulaire.

La date prévisionnelle à laquelle le contrat de concession prendra effet est fixée au 01 octobre 2022, ou à la date de sa notification si elle est postérieure.

**Déroulé de la procédure :**

**Par décision en date du 02 décembre 2021, la Commission de concession a décidé à l'unanimité de retenir, et d'autoriser à déposer une offre, les 3 candidats suivants :**

**- CLEAR CHANNEL FRANCE**
**- JC DECAUX**
**- Philippe VEDIAUD PUBLICITE**

La date limite de remise des offres a été fixée au 21/02/2022 à 12h00.
Le délai de validité des offres a été fixé à 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

°°°°°°°°°°°°°°°°

Déroulement de la réunion d'ouverture des plis par l'entité adjudicatrice :

L'unique pli remis a été ouvert par le représentant de l'entité adjudicatrice, M. NICOLAS BONNET le 22/02/2022 à 14h00.
Il s'agit de l'offre du candidat JC DECAUX. Les candidats Philippe VEDIAUD et CLEAR CHANNEL n'ont en revanche pas remis d'offre.

Des demandes de précisions ont été envoyées au candidat JC DECAUX sur son offre initiale respectivement les 08/03/2022, 10/03/2022, 16/03/2022 et 18/03/2022. Le candidat a répondu aux demandes dans les délais impartis.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Après analyse détaillée, la Commission Concession a rendu son avis sur les offres initiales lors de sa séance du 13 avril 2022.

La Commission a constaté :

- que les deux offres de JC DECAUX (base et variante) étaient régulières et appropriées et qu'à ce titre elles pouvaient être analysées et classées. Que les deux offres apparaissaient globalement conformes et de bonne qualité par rapport aux attendus techniques fixés aux projets de contrat ;
- que l'offre de base de JC DECAUX (offre sur 15 ans) constituait, au stade des offres initiales, et sur la base de critères d'analyse prévu par le règlement de la consultation, l'offre économiquement la plus avantageuse.

Elle a par ailleurs recommandé que des négociations soient engagées avec le candidat JC DECAUX afin d'améliorer son offre de base et son offre variante notamment s'agissant du taux de rémunération prévisionnel du soumissionnaire.

Le 15 avril 2022, une invitation à participer à une réunion de négociation le 05/05/2022 était transmise au soumissionnaire.

Une demande de précisions complémentaire lui a été adressée le 03/05/2022. Le candidat a répondu dans les délais impartis.

Suite à la réunion de négociation qui s'est déroulée le 5 mai 2022, et conformément aux précisions qui lui ont été apportées, le candidat a été invité à remettre deux offres finales (base et variante).

La date limite de remise des offres finales a été fixée au 01/06/2022 à 12h00, puis reportée au 03/06/2022 à 12h00.

Les plis remis ont été ouvert par le représentant de l'entité adjudicatrice Monsieur Guillaume ASTAIX, le 03/06/2022 à 14h00.

# II - ANALYSE DES OFFRES FINALES

**Conformité du contenu des dossiers de l'offre finale**

Pièces demandées au titre de l'offre **de base et de la variante obligatoire, seule variante autorisée :**

- Une **fiche de contact ;**
- **Une synthèse de leur offre** en quinze pages maximum, page de garde, sommaire, annexes et documents graphiques éventuels compris ;
- **Projets de contrat complétés aux endroits indiqués et ses annexes (à compléter ou fournir)**
- **Une liste détaillée et justifiée des éléments figurant dans la proposition du soumissionnaire (éléments de l'offre technique, propositions de modification du projet de contrat et de ses annexes, ou autres éléments) que ce dernier considère comme confidentiels** (secret des affaires ou autre motif de

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

confidentialité) et insusceptibles d'être communiqués par l'autorité concédante aux autres soumissionnaires lors de la phase de négociation.

- **Un mémoire technique (annexe CCN9) composé d'un ensemble de chapitres présentant les modalités détaillées que le candidat propose et sur lesquelles il s'engage pour l'exécution de la concession.**
- **Une note relative à la maitrise des impacts environnementaux des mobiliers et de leur exploitation, à leur performance énergétique et au recours aux énergies renouvelables (annexe CCN17) ;**
- **Un mémoire financier (annexe CCN18) présentant la pertinence générale de leur modèle économique.**
- **Charte éthique du contenu publicitaire (annexe CCN1) ;**
- **Garantie financière du soumissionnaire (annexe CCN4) ;**
- **Liste des biens de reprise (annexe CCN13) ;**
- **Liste des biens propres (annexe CCN14) ;**
- **Comptes prévisionnels de la concession, Plan d'amortissement des immobilisations, Plan de financement (annexe CCN16) ;**
- **Une note sur l'intéressement versé à l'autorité concédante ;**
- **Le bordereau de prix unitaire (annexe CCN2) et la commande comparative (DQE), dûment complétés ;**
- **Une maquette en P.V.C. à l'échelle de 2 cm par mètre selon les dispositions géométriques prévues à l'annexe 1 du présent règlement de consultation pour l'offre de base. Traitement en couleurs hyperréalistes pour les abris et autres mobiliers proposés, fond blanc cassé pour le support, animation (quelques personnages et véhicules à l'échelle), capot en plexiglass transparent vissé sur le socle, conditionnement adapté au transport avec indications explicites d'avertissement (haut-bas-fragile).**

**Les offres du soumissionnaire JC DECAUX (offre de base et offre variante) apparaissent régulières et appropriées, de sorte qu'elles peuvent être analysées et classées.**

L'analyse des offres finales a été effectuée sur la base des éléments remis par le soumissionnaire.

**Rappel des critères :**

| Critères | Pondération |
|---|---|
| **1-Valeur technique** | **60.0 % soit 60 points** |
| *1.1-Qualité technique des mobiliers: durabilité, solidité, impact environnemental du mobilier (hors performance énergétique), maintien dans le temps, innovation, design,* | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

| | |
|---|---|
| *jugée sur la base du mémoire technique* | |
| *1.2-Installation matérielle délais et planning de déploiement, qualité du processus de montage, organisation et méthodologie pour la gestion technique du parc de mobiliers (pose, déplacement, dépose), jugée sur la base du mémoire technique,* | |
| *1.3-Modalités d'entretien et de maintenance des mobiliers, jugés sur la base du mémoire technique ;* | |
| *1.4- Démarche « charte éthique » liée au contenu publicitaire, jugée sur la base de la charte éthique du contenu publicitaire.* | |
| *1.5-Performance énergétique du parc de mobiliers, recours aux énergies renouvelables jugé sur la base de la note relative à la maitrise des impacts environnementaux* | |
| *1.6-Proposition pour clause insertion (nombre d'heure, méthodologie de réalisation, formation, qualité des contrats de travail proposés), jugée sur la base du mémoire technique* | |
| **2-Valeur financière** | **40.0 % soit 40 points** |
| *2.1-Intéressement financier : montant HT de la part fixe minimale garantie* | |
| *2.2- Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel* | |
| *2.3 -Intéressement de l'autorité concédante à la performance du contrat* | |
| *2.4- Montant HT du DQE jugé sur la base du montant HT du DQE.* | |

**Méthode de notation :**

**1/ Critère valeur technique**

Le critère valeur technique est apprécié en fonction de la méthode suivante :

La note technique de l'offre sera établie en relation avec le poids respectif de chacun des sous critères techniques (selon l'ordre de priorité sus indiqué : les sous critères sont listés par ordre décroissant d'importance).

**2/ Critère valeur financière**

La note de la valeur financière sera établie en relation avec le poids respectif de chacun des sous critères financiers (selon l'ordre de priorité sus indiqué : les sous critères sont listés par ordre décroissant d'importance).

**Critère 1 : Valeur technique**
**Jugée au regard du mémoire justificatif du candidat (60% soit 60 points) :**

| |
|---|
| **Sous-critère 1.1 :** Qualité technique des mobiliers: durabilité, solidité, impact environnemental du mobilier (hors performance énergétique), maintien dans le temps, innovation, design, jugée sur la base du mémoire technique |
| **Offre de base (idem en offre variante) :** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**a) Durabilité / solidité / maintien dans le temps :**

*S'agissant du mobilier transport en commun :*

Le niveau de résistance des matériaux constituant l'ossature du module élémentaire d'abri-voyageurs (acier épais indéformable et verre trempé feuilleté) et les revêtements anti-corrosion proposés par le candidat satisfont pleinement aux clauses du C.C.T.P. et garantissent une tenue en parfait état des mobiliers sur une durée de 15 ans en terme de résistance aux chocs, aux intempéries, aux U.V. et au vandalisme. Pour le BHNS, le modèle proposé par le candidat est un abri-voyageurs de niveau supérieur dans sa gamme de mobilier et largement éprouvé en termes de durabilité et d'amélioration successives depuis ses premières installations sur le domaine public à l'occasion des Jeux Olympiques de l'an 2000 à Sydney.

Les dispositifs de visite du corps des abris, d'entretien, de récupération des eaux pluviales et de sécurisation des informations destinées aux voyageurs apparaissent comme répondant aux fonctionnalités attendues. Le mémoire technique du candidat ne met pas en évidence la probabilité de problèmes particuliers en termes d'organisation de l'entretien courant et de la maintenance préventive et curative.

Le candidat donne d'ailleurs des garanties sur l'obsolescence des sous-composants.

Les points d'attention : les sucettes des stations tramway sont souhaitées parallèles aux voies mais JC Decaux les prédispose perpendiculaires aux voies pour des raisons commerciales. Ce sujet a été discuté en négociation. L'orientation de l'implantation des sucettes sera traité au cas par cas lors de la mise au point du contrat. Le SMTC-AC entend en effet privilégier la sécurité des voyageurs et des tiers, notamment eu égard à l'accident grave survenu à Bordeaux le 22 février 2019 (choc d'un piéton avec un tramway où un panneau publicitaire perpendiculaire aux voies créait un masque à la visibilité).

L'extension des armoires techniques proposée par JC Decaux, bien que répondant aux attentes du contrat, présente un coût très élevé. Leur nombre pourra donc être diminué en phase de mise au point du contrat.

*S'agissant du mobilier urbain :*

La robustesse et la durée de vie des mobiliers est garantie par un choix sélectif des matériaux (protection anticorrosion). Le candidat indique que les mobiliers durent plus de 30 ans. Les mobiliers proposés sont résistants aux dégradations. Ils bénéficient de mesures de protection assurant la sécurité des usagers, (vitrages, verre trempé). Les mobiliers sont adaptés pour faire face au vandalisme, résister aux intempéries et résister aux agressions en milieu urbain.

A cet égard, des mesures concrètes sont proposées :
- contre les rayures, adhésifs et graffitis : peinture appliquée par thermo laquage,
- prévention contre l'affichage sauvage : revêtement insensible à la colle),
- contre l'urine : acier galvanisé et peinture de haute qualité sans risque de rouille.

**➔ Appréciation globale : très satisfaisant**

**b) Impact environnemental du mobilier (hors performance énergétique)**

Pour le mobilier urbain et le mobilier transport en commun, le reconditionnement du mobilier est le principal levier de responsabilité environnemental de l'offre du candidat.

Par ailleurs, la prise en compte environnementale du candidat fait l'objet d'une approche globale (process de fabrication, consommation d'énergie, flotte de véhicules, gestion des déchets, formation/sensibilisation des agents). L'éco-nettoyage est pratiqué (eau de pluie, limitation des produits chimiques).

Suite aux négociations, JC Decaux propose des panneaux photovoltaïques pour 10 quais de tramway équipés de DAT, 17 abris voyageurs non publicitaires et 10 abris BHNS équipés d'écrans tactiles.

Suite aux négociations, JC Decaux a complété et précisé son argumentaire en matière d'analyse de cycle de vie au sein de ses offres finales.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

➔ **Appréciation globale : assez satisfaisant**

**c) Innovation**

- En conformité vis-à-vis des clauses du C.C.T.P., le candidat propose, sur les stations BHNS les plus chargées, l'intégration d'écrans digitaux tactiles, raccordés en fibre et accessibles aux P.M.R., pour délivrer un contenu applicatif interactif aux usagers sur leur environnement direct, les transports, les équipements de tourisme...

- Le candidat propose d'équiper les abris BHNS et tramway de détecteurs de présence pour diminuer la puissance de l'éclairage sous la zone abritée sans l'éteindre lorsqu'aucune personne n'est détectée sous l'abri. La diminution de la consommation électrique attendue grâce à ce dispositif est de l'ordre de 60%. Cette proposition excède les clauses du C.C.T.P.

- Le candidat propose d'installer des cendriers sur les points d'arrêt du B.H.N.S., d'organiser la collecte grâce à un dispositif d'insertion et le suivi des résultats environnementaux et sociaux (nombre de mégots collectés, nombre de litres d'eau non polluée, nombre d'heures d'insertion créées...). Cette proposition excède les clauses du C.C.T.P.

- Les innovations s'articulent avec les démarches de villes intelligentes :

Le candidat propose un accompagnement dans la structuration et le co-pilotage des démarches d'innovation (ex. Ville du Havre : code QR sur le mobilier pour visionner vidéo de la Ville et optimiser le temps d'attente).

**Appréciation globale : très satisfaisant**

**d) Design :**

BHNS :
Le module élémentaire d'abri-voyageurs proposé par le candidat répond à l'ensemble des clauses du C.C.T.P. en matière de modularité et d'adaptations substantielles ou marginales spécifiques au parc des lignes B & C (modes de groupements, adjonction de composants, intégration des équipements systèmes, intégration de la signalétique transport,...). Les possibilités offertes pour le choix des teintes et textures des revêtements des principaux composants des mobiliers se révèlent conformes aux spécifications du C.C.T.P.
Le candidat propose en outre l'adjonction de panneaux en stratifié à décor bois sur l'ensemble des abris-voyageurs du tronc commun des lignes B & C., en rappel du traitement des abris de la ligne A de tramway. Cette proposition, évaluée comme intéressante du point de vue esthétique, devra être précisée au plan technique (zonage, fiches produits,...).

Tramway :
Les choix de design pour le mobilier tramway répondent aux attentes du CCTP, grâce à une sobriété des mobiliers.

Bus :
Proposition conforme aux attentes. Le mobilier est installé depuis 15 ans, toujours en place et aucune détérioration.

Mobilier urbain :
La description du matériel à livrer est complète : maintien de l'aspect esthétique (finitions haut de gamme).

➔ **Appréciation globale : très satisfaisant**

**Note sous critère 1.1 (base et variante) : 16/20**

**Sous-critère 1.2 :** Installation matérielle délais et planning de déploiement, qualité du processus de montage, organisation et méthodologie pour la gestion technique du parc de mobiliers (pose,

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

déplacement, dépose), jugée sur la base du mémoire technique

**Offre de base (idem en offre variante) :**

BHNS :
- Le candidat a été questionné sur l'organisation des études d'exécution pour l'opération spécifique de construction InspiRe. Il a confirmé en réponse qu'il respectera l'intégralité des clauses de l'article 1.3 de l'annexe SMTC 2, définissant les prestations attendues dans ce cadre.
- Les moyens humains et techniques, ainsi que les méthodes proposées par le candidat pour les campagnes d'installation des mobiliers semblent parfaitement adaptés.

Tramway :
Le planning de traitement du mobilier tramway consacre 2 mois, ce qui est conforme à la demande du CCTP. Le reconditionnement à neuf limite l'indisponibilité de mobilier pour les voyageurs.

Bus :
Nombre de collaborateurs dimensionné pour répondre aux impératifs de planning. Maitrise de la gestion du reconditionnement à neuf. Stockage possible à la direction régionale basée à Clermont-Fd. Le mobilier est préassemblé en atelier pour permettre une pose rapide et éviter une occupation du domaine public. Validation de l'installation du mobilier par un bureau agréé. Délai prévu de 12 semaines conforme aux attentes.

Mobilier urbain :

- Installation matérielle délais et planning de déploiement : les délais demandés par le groupement sont respectés. Le calendrier de déploiement (page 391) respecte le délai fixé au CCTP = 4 mois après démarrage du contrat, il est expliqué le processus de déploiement : cadrage (ou mise au point du contrat), études (conception mécanique), fabrication (et démarches administratives) et installation (scellements et pose).

**Attention :** le respect du planning est conditionné par JCDecaux : il est indiqué dans l'offre :
*« les délais d'approvisionnement pouvant être allongés de façon substantielle en raison de la crise sanitaire (ex. pénurie mondiale sur les composants électroniques). planning de pose sous réserve du respect des démarches administratives par les services concernés et d'obtention des arrêtes de voirie adéquats.*
*« sous réserve d'obtention dans les délais des raccordements au réseau permanent d'électricité ».*

Ces réserves sont classiques et justifiées.

Sur la qualité du processus de montage, le candidat précise les modalités de mise en œuvre du reconditionnement à neuf : à l'issue de la rénovation l'ensemble des mobiliers sont mis en conformité avec les normes en vigueur.
Selon l'origine du mobilier, deux processus de rénovation sont possibles :
- le mobilier rénové est déjà installé dans le cadre du contrat précèdent, il est alors rénové sur site.
- le mobilier provient de la bourse de l'entreprise, il est alors reconditionné en atelier.

**Attention** : d'une façon générale, il est indiqué quel modèle de panneau est reconditionné sur site ou en atelier (page 327). Toutefois l'offre ne précise pas concrètement et individuellement quels mobiliers seront reconditionnés (sur site et en atelier). Il n'est pas précisé si certains seront neufs.

Sur l'organisation et la méthodologie pour la gestion technique du parc de mobiliers, le candidat fait une proposition détaillée :

- une conception optimisée du mobilier qui facilite le montage et le démontage, ainsi qu'un pré-assemblage qui minimise le temps d'installation,
- une chaine logistique de proximité, mutualisant le transport et la pose,
- des processus expliqués dans un environnement sécurisé :
- phase préparatoire : validation de l'emplacement du mobilier, études de sol, déclarations préalables, demande de branchements, etc.,
- réalisation des travaux de génie civil et de raccordements,
- montage,
- reporting: validation de l'installation par un bureau de contrôle agréé et transmission des données pour le système d'information géographique,

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- dépose : remise en état du sol.

➔ **Appréciation globale : très satisfaisant**

**Note sous critère 1.2 (base et variante) : 12/15**

**Sous-critère 1.3 :** Modalités d'entretien et de maintenance des mobiliers, jugés sur la base du mémoire technique

**Offre de base (idem en offre variante) :**

Pour le mobilier transport en commun :

Les intervenants sont polyvalents, donc aptes à assurer des opérations de maintenance lourdes ou légères. La réactivité est mise en avant, notamment grâce à un personnel directement sur place et une plateforme de contact accessible par l'exploitant T2C et le SMTC destinée à relayer des incidents sur le mobilier et requérant une intervention. Les moyens humains et matériels sont en adéquation avec le nombre de mobilier à entretenir. Un découpage sectoriel est retenu pour intervention des équipes : gain de temps, connaissance du secteur, etc...

Pour le mobilier urbain :

S'agissant de l'entretien des mobiliers, le candidat propose une logistique de proximité et une mutualisation des tâches efficaces.
- gestion méthodique (procédure de nettoyage, contrôles multiples) : 14 collaborateurs.
- prévention des risques adaptée : plan d'intervention adapté, des passerelles sécurisées.
- modes de nettoyage rigoureux, traçabilité et contrôle des interventions appropriés
- un procédé de lavage respectueux de l'environnement : l'utilisation d'eau de pluie prélevée en agence et des produits écologiques, conformes CE.
- périodicité des interventions satisfaisante avec une planification adaptée.

S'agissant de la maintenance curative des mobiliers, le candidat dispose d'équipes techniques locales formées, il explique sa méthodologie des interventions, et garantie une disponibilité des pièces détachées
Les mesures prises et délai d'intervention en cas de matériel défaillant en semaine sont bien adaptés : astreinte proposée et intervention d'une équipe dédiée.
Les mesures prises pour la résorption d'un danger sont adaptées : délais maximum de réparation et/ou remplacement du matériel satisfaisants.

➔ **Appréciation globale : très satisfaisant**

**Note sous critère 1.3 (base et variante) : 8/10**

**Sous-critère 1.4 :** Démarche « charte éthique » liée au contenu publicitaire, jugée sur la base de la charte éthique du contenu publicitaire

**Offre de base (idem en offre variante)**

La démarche globale mise en place aux fins d'assurer un contrôle déontologique de l'affichage au niveau national est présentée de manière assez succincte par le candidat.

En synthèse, le Comité de Déontologie de l'Affichage du groupe est saisi pour avis conforme en cas de doute sur un visuel. Ce comité se prononce au regard d'un code de déontologie de l'affichage interne au groupe.

Ce code précise les exigences du groupe en matière de décence, loyauté, véracité, objectivité, non-dénigrement, responsabilité sociale (dont le refus strict de toute discrimination), protection des enfants et adolescents et protection de l'environnement.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

En cas de décision défavorable du comité, la campagne est refusée.

A cet égard, la démarche déontologique du candidat répond aux attentes de l'autorité concédant s'agissant du rejet des publicités cautionnant toute forme de discrimination.

JCDecaux est par ailleurs, membre de l'Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité (A.R.P.P.) en France, organisme d'autorégulation de la publicité.

De plus, le candidat dédit une part importante de ces faces publicitaires aux annonceurs locaux (48% des faces par rapport au volume publicitaire total). Cela répond aux attentes de l'autorité concédante telles que traduites dans le projet de contrat.

Le candidat ne précise toutefois pas quelle sera la proportion réservée aux annonces locales dans le cadre du contrat de concession du groupement Clermontois.

De plus, selon les termes du contrat le concessionnaire doit s'engager à retirer une campagne publicitaire qui pourrait présenter des caractères outrageants, et ce dans un délai de 24 heures après information donnée par l'autorité concédante. Ceci, quels que soient les engagements économiques pris avec les annonceurs.

Le candidat a renforcé de manière satisfaisante au sein de ces offres finales, la participation des élus locaux à démarche Charte éthique en garantissant :

- le retrait d'une campagne publicitaire jugée outrageante par des élus,
• Le jour-même, dans l'après-midi, lorsque l'information a été communiquée par l'autorité concédante dans la matinée.
• Dans un délai maximum de 24 heures après information donnée par l'autorité concédante dans l'après-midi.
- La communication d'un reporting annuel sur les campagnes

Eu égard à ce qui précède, la démarche charte éthique de JC DECAUX est jugée satisfaisante.

➔ **Appréciation globale : satisfaisante**

**Note sous critère 1.4 (base et variante) : 4/7**

**Sous-critère 1.5 :** Performance énergétique du parc de mobiliers, recours aux énergies renouvelables jugé sur la base de la note relative à la maitrise des impacts environnementaux

**Offre de base (idem en offre variante)**

Mobilier transport en commun :

Efficacité énergétique pour l'éclairage des abris :

- Remplacement des tubes fluorescents par des LED (-67% de consommation par rapport à l'ancienne technologie / 349 kWh/an).
- Détecteurs de présence dans les abris-voyageurs,
- Modulation de l'intensité lumineuse proposée en complément de l'utilisation de tubes LED pour l'éclairage des caissons des nouveaux abris-voyageurs,
- Les besoins en énergie des écrans digitaux BHNS en journée peuvent être en partie alimentés directement par des panneaux solaires sans nécessité de stockage dans les batteries.

Mobilier urbain :

S'agissant de la performance énergétique du parc de mobiliers, l'offre indique :

- des mesures prises pour gagner en performance énergétique (optimiser le mobilier),
- des engagements structurants proposés pour garantir l'exécution durable du contrat :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- réduire les consommations énergétiques et les autres impacts environnementaux,
- déployer une politique de santé - sécurité.
- Les mobiliers sont composés de matériaux recyclés, sont équipés de la technologie d'éclairage LED, ils ont des équipements pour moduler l'intensité lumineuse et pour automatiser l'extinction de nuit.
- choix de véhicules à motorisation hybrides ou électriques (peu émetteurs de CO2),
- des tournées optimisées et des formations à l'éco-conduite.
- une utilisation d'eau de pluie (4 cuves de 10 mille litres) et des produits écologiques pour le nettoyage des mobiliers (conformes à la réglementation CE).
- les sites sont équipés de bennes de tri de déchets.
- mise en place de partenariats avec des prestataires agréés pour le recyclage.

Dans l'ensemble, la note relative à la maitrise des impacts environnementaux du candidat se révèle très satisfaisante.

➔ **Appréciation globale : très satisfaisant**

**Note sous critère 1.5 (base et variante) : 4/5**

**Sous-critère 1.6:** Proposition pour clause insertion (nombre d'heure, méthodologie de réalisation, formation, qualité des contrats de travail proposés), jugée sur la base du mémoire technique

**Offre de base (idem en offre variante)**

Le candidat s'engage à respecter le volume d'heures minimum dédiées à l'insertion prévu au projet de contrat soit 4 800 heures annuelles sur une durée de 15 ans (offre de base) ou de 4 667 heures annuelles sur une durée de 12 ans (offre variante) dédiées à l'insertion.

En revanche, le candidat ne formule pas de proposition plus avantageuse comme il y était autorisé.

Le candidat propose de solliciter le groupe associatif Job'agglo et ses structures d'insertion pour réaliser la collecte des bornes de récupération des mégots ainsi que le vidage sélectif et le nettoyage des corbeilles installées sur les abri-voyageurs du tramway et des lignes BHNS.

La méthode de mise en œuvre de la clause proposée par le candidat est convaincante et bien détaillée :

- Personnel dédié à l'exécution de la clause (une référente insertion, interlocutrice des organismes dédiés et le directeur technique régional en qualité de responsable du suivi du respect des engagements en la matière.)
- Participation aux forums organisés par les associations locales et la collectivité en vue de recrutement,
- Partenariat avec le GRETA Auvergne afin de développer les contrats d'alternance ;

Une formation opérationnelle d'une semaine est systématiquement proposée aux agents recrutés en insertion, qui ont vocation à occuper des postes d'agents en charge de l'affichage, de l'entretien et de maintenance légère.

Sur la qualité des contrats de travail proposé, le candidat ne formule pas de proposition ambitieuse. Les contrats proposés seront conclus en CDD afin de pallier à des absences temporaire pendant les congés d'été par exemple. Le candidat explique que la transformation des contrats en CDI pourrait intervenir en fonction des opportunités.

En synthèse, la proposition de JC DECAUX relative à l'insertion apparait peu satisfaisante.

➔ **Appréciation globale : moyen**

**Note sous critère 1.6 (base et variante) : 1,5/3**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

***Tableau récapitulatif – Critère 1: Valeur technique (60 % soit 60 points)***

***Offre de base :***

| *Candidat* | *Sous-critère 1.1* | *Sous-critère 1.2* | *Sous-critère 1.3* | *Sous-critère 1.4* | *Sous-critère 1.5* | *Sous-critère 1.6* | *TOTAL Critère 1* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| JC DECAUX/offre de base | 16/20 | 12/15 | 8/10 | 4/7 | 4/5 | 1,5/3 | 45,5/60 |

***Offre variante :***

| *Candidat* | *Sous-critère 1.1* | *Sous-critère 1.2* | *Sous-critère 1.3* | *Sous-critère 1.4* | *Sous-critère 1.5* | *Sous-critère 1.6* | *TOTAL Critère 1* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| JC DECAUX/offre variante | 16/20 | 12/15 | 8/10 | 4/7 | 4/5 | 1,5/3 | 45,5/60 |

## Critère 2 : Valeur financière des prestations (40% soit 40 points)

***Sous-critère .2.1:*** Intéressement financier : montant HT de la part fixe minimale garantie

**Offre de base :**

Le candidat prévoit un intéressement fixe de **405 000 € par an** à l'exception de la première année du contrat qui n'est pas une année pleine (349 615 €). Il est prévu la répartition suivante (à titre indicatif, non contractuel) :

- SMTC : 106 000 € (sauf la 1ère année : 95 398 €)
- Clermont-Ferrand : 206 800 € (sauf la 1ère année : 180 438 €)
- Chamalières : 71 100 € (sauf la 1ère année : 57 882 €)
- Cournon d'Auvergne : 21 100 € (sauf la 1ère année : 15 897 €)
- Royat : aucun intéressement

**Par rapport à son offre initiale, le niveau d'intéressement est supérieur de + 55 599 € en moyenne/an soit + 16%.** *L'évolution annuelle de l'intéressement, hors 1ère année du contrat, par membre du groupement est la suivante :*

- *SMTC : + 27 800 € soit + 35 % (pour mémoire 78 200 € en offre initiale)*
- *Clermont-Ferrand : + 26 200 € soit + 14,5 % (pour mémoire 180 600 € en offre initiale)*
- *Chamalières : + 16 900 € soit + 31 % (pour mémoire 54 200 € en offre initiale)*
- *Cournon d'Auvergne : - 15 900 € soit - 43 % (pour mémoire 37 000 € en offre initiale)*

*Royat : aucun intéressement*

**Note sous critère 2.1 (base) : 20/20**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**Offre variante :**

Le candidat prévoit un intéressement fixe de **225 000 € par an** à l'exception de la première année du contrat qui n'est pas une année pleine (190 835 €). Il est prévu la répartition suivante (à titre indicatif, non contractuel) :

- SMTC : aucun intéressement
- Clermont-Ferrand : 148 300 € (sauf la 1ère année : 129 395 €)
- Chamalières : 60 200 € (sauf la 1ère année : 49 008 €)
- Cournon d'Auvergne : 16 500 € (sauf la 1ère année : 12 432 €)
- Royat : aucun intéressement

**Par rapport à son offre initiale, le niveau d'intéressement est inchangé.** *Toutefois, la ventilation annuelle de l'intéressement (hors 1ère année) entre les membres du groupement a évolué de la manière suivante :*

- *SMTC : aucun intéressement*
- *Clermont-Ferrand : + 4 000 € soit + 2,8 % (pour mémoire 144 300 € en offre initiale)*
- *Chamalières : + 13 000 € soit + 27,5 % (pour mémoire 47 200 € en offre initiale)*
- *Cournon d'Auvergne : - 17 000 € soit - 50,7 % (pour mémoire 33 500 € en offre initiale)*
- *Royat : aucun intéressement*

**Note sous critère 2.1 (variante) : 11,11/20**

**Sous-critère .2.2:** Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel

1. **Le plan de financement et conditions de financement**

**Pour l'offre de base et l'offre variante,** l'acquisition des investissements se fera en 2022, à l'exception des BHNS et des panneaux photovoltaïques et des pièces de remplacement du mobilier numérique. Les mobiliers BHNS ainsi que les pièces mobiliers numériques seront acquis en 2025/2026. Les panneaux photovoltaïques seront acquis en 2022, 2025 et 2035 pour le remplacement des batteries.

**Offre de base :**

Au global, le montant des investissements est de 10 619 690 € et répartit de la manière suivante :

- SMTC : 7 528 074 € ;
- Clermont-Ferrand : 2 336 332 € ;
- Chamalières : 460 683 € ;
- Cournon d'Auvergne : 196 020 € ;
- Royat : 98 582 €.

**Par rapport à son offre initiale, le montant des investissements est supérieur de + 45 836 € soit + 0,4 %.**

**Offre variante :**

Dans l'offre variante, le montant des investissements est de 9 906 284 €.
**Par rapport à son offre initiale, le montant des investissements est supérieur de 236 417 € soit + 2,4 %.**

**Les conditions de financement pour l'offre de base et l'offre variante sont identiques et restent inchangés par rapport à l'offre initiale.**

2. **Les recettes de la concession**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**Les recettes d'exploitation correspondent en intégralité à la vente d'espaces publicitaires. Elles sont déterminées par le produit entre le nombre de faces commerciales et le prix à la face commerciale.**

Nombre de faces commerciales :

Entre l'année 1 et l'année 5, le nombre de faces progresse significativement du fait de la montée en charge du mobilier BHNS.

En pleine capacité (année 5), les faces commerciales sont au nombre de 1 570. Elles se répartissent de la manière suivante entre les membres du groupement :

| Faces commerciales | SMTC | Clermont-Ferrand | Chamalières | Cournon d'Auvergne | Royat | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Année 1 | 493 | 471 | 72 | 38 | 10 | **1 084** |
| Année 2 | 580 | 537 | 88 | 42 | 11 | **1 258** |
| Année 3 | 603 | 537 | 88 | 42 | 11 | **1 281** |
| Année 4 | 724 | 537 | 88 | 42 | 11 | **1 402** |
| Année 5 et suivantes | 892 | 537 | 88 | 42 | 11 | **1 570** |
| ***Proportion*** | ***57%*** | ***34%*** | ***6%*** | ***3%*** | ***1%*** | ***100%*** |

Le SMTC et Clermont-Ferrand détiennent près de 90% du nombre total des faces d'affichages publicitaires.

**Par rapport à son offre initiale, le parc a été revu conformément aux termes du DCE phase offre finale. En conséquence, le nombre de faces a évolué : 1 570 faces en année 5 contre 1 465 faces dans son offre initiale. Cette hausse du nombre de faces s'explique :**

- **Par le remplacement de 15 mobiliers numériques (1 face commerciale par panneau) par des panneaux d'affichages d'information et publicité 2 m² (2,2 faces commerciales par panneaux) ;**
- **Par l'ajout d'une face publicitaire supplémentaire sur les mobiliers du périmètre de Clermont-Ferrand.**

Le chiffre d'affaires du contrat :

Dans son mémoire financier, le candidat présente la construction de son chiffre d'affaires par format (2m², 4m² et 8m² etc.) et par modes de commercialisation avec de l'affichage temporaire (à la semaine) et long (à l'année).

**Offre de base :**

Le candidat valorise un chiffre d'affaires de 3,9 M€ en moyenne par an (soit 59,9 M€ sur la durée du contrat) qui se répartit ainsi par membre du groupement :

| Produits | Offre finale | |
|---|---|---|
| | Moyenne annuelle | Cumul |
| SMTC | 2 059 255 | 30 888 822 |
| Clermont-Ferrand | 1 524 619 | 22 869 283 |
| Chamalières | 283 519 | 4 252 789 |
| Cournon d'Auvergne | 99 669 | 1 495 033 |
| Royat | 26 588 | 398 814 |
| **Total** | **3 993 649** | **59 904 740** |

**Par rapport à son offre initiale qui prévoyait 4,1 M€ en moyenne par an (soit 61,3 M€ en consolidé), le chiffre d'affaires diminue de - 91 K€ en moyenne par an soit - 2%. Cette diminution s'explique par des hypothèses**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**de recettes par faces en baisse et la modification du périmètre.**

**Offre variante :**

Avec un prix et un nombre de faces publicitaires équivalents à l'offre de base, le candidat valorise un chiffre d'affaires annuel identique dans l'offre variante.
**Avec une durée de 12 ans, le chiffre d'affaires total du contrat est de 47,3 (contre 48,3 M€ en offre initiale).**

### 3. Les charges de la concession

**Offre de base :**

Les charges de la concession comprennent les charges relatives à l'exploitation (maintenance, entretien, fluides), les charges de personnel, les frais généraux (fonctions supports, assurances, impôts), les charges calculées (les dotations au Gros Entretien et Renouvellement et aux amortissements) et les charges d'intéressement.

Le montant des charges est de 3,5 M€ en moyenne par an (soit 52,6 M€ sur la durée du contrat).

**En comparaison à son offre initiale, les charges hors intéressement et amortissements diminuent de – 57 K€ en moyenne/an € soit - 2,3%. Sur la durée du contrat, elles représentent 36 M€ contre 36,9 M€ dans l'offre initiale.**

**Au global, le total des charges augmente de + 1 953 € en moyenne/an soit + 0,1 %, cela s'explique par l'augmentation de l'intéressement versé au groupement (+ 55 599 € en moyenne/an soit + 16%) et des amortissements (charges calculées) (+ 3 056 € en moyenne/an soit + 0,4 %).**

- Charges d'exploitation

Le montant des charges d'exploitation est de 1,2 M€ en moyenne par an (soit 17,6 M€ sur la durée du contrat).
Par rapport à son offre initiale, le total des charges d'exploitation diminue de 54 K€ en moyenne/an, soit – 4,4%.

- Charges de personnel

Le montant des charges de personnel est de 650 k€ en moyenne par an (soit 9,6 M€ sur la durée du contrat).
**Par rapport à l'offre initiale du candidat, les charges diminuent 9 K€ en moyenne/an soit - 1,4 %.** Cette évolution n'est pas expliquée par le candidat. Elle suit néanmoins la baisse du chiffre d'affaires. Les charges de personnel représentent le même poids que dans son offre initiale, entre 14% et 23% des charges totales.

- Frais généraux

Le montant des frais généraux est de 579 k€ en moyenne par an (soit 8,6 M€ sur la durée du contrat).

**Par rapport à l'offre initiale, les charges de structures évoluent de la manière suivante :**

- **Les fonctions supports : - 5 507 € en moyenne/an soit - 2% ; elles représentent 6 % du CA ;**
- **Les charges de direction régionale : - 4 284 € en moyenne/an soit - 1,5 % ; elles représentent 7 % du CA.**

**Ce niveau de charges ressort dans les standards du secteur. Toutefois, les charges sont linéarisées sur la durée totale du contrat ce qui ne retrace pas l'évolution de l'activité.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

- Intéressement

Le niveau d'intéressement est, à l'exception de la première année, de 405 000 € par an.

**L'offre initiale du candidat prévoyait 350 000 € (hors première année). A la suite aux négociations, le niveau de l'intéressement (hors première année) a augmenté de 55 00 € en moyenne/an soit + 16%. Cela se traduit quasi intégralement par la diminution du taux de rentabilité attendu du candidat.**

- Charges calculées

Les dotations correspondent aux charges calculées relatif à l'amortissement de l'investissement. Les charges d'amortissements, correspondant à la valeur de l'investissement divisée par la durée, sont de 708 K€ en moyenne par an.

Le candidat ne valorise pas de charges de Gros Entretien et Renouvellement, ces charges étant comprises dans les charges de maintenance.
**Par rapport à l'offre initiale, qui prévoyait 705 K€ de charges en moyenne par an, la hausse est cohérente avec l'augmentation de l'investissement.**

**Offre variante :**

Le montant des charges est de 3,4 M€ en moyenne par an (soit 41 M€ sur la durée du contrat).

**Il convient de noter que le candidat prévoit une charge de 910 k€ après la fin du contrat, lors de la treizième année, au titre de la dépose définitive des mobiliers.**

En comparaison à son offre initiale, les charges hors intéressement et amortissements diminuent de – 92 K€ en moyenne/an € soit - 3,8%. Sur la durée du contrat, elles représentent 28,2 M€ contre 29,3 M€ dans l'offre initiale.

Au global, le total des charges diminue de - 71 536 € en moyenne/an soit -2 %, cela s'explique par l'augmentation de l'intéressement versé au groupement (+ 1 141 € en moyenne/an soit + 0,5 %) et des amortissements (charges calculées) (+ 19 706 € en moyenne/an soit + 2,4 %).

- Charges d'exploitation

Le montant des charges d'exploitation est de 1,13 M€ en moyenne par an (soit 13,6 M€ sur la durée du contrat).

Les niveaux de charges appliqués sont cohérents au regard des montants appliqués en offre de base. Toutefois, certains postes diminuent sans lien avec la durée du contrat.

**Par rapport à l'offre initiale, le total des charges d'exploitation diminue de - 93 K€ en moyenne/an soit – 7,6 %.**

- Charges de personnel

Le montant des charges de personnel est de 643 k€ en moyenne par an (soit 7,7 M€ sur la durée du contrat).

**Par rapport à l'offre initiale du candidat, les charges augmentent de 10 654 € en moyenne/an soit + 1,7 %. Cette évolution n'est pas expliquée par le candidat. Ces charges de personnel représentent le même poids que dans son offre initiale.**

- Frais généraux

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Le montant des frais généraux est de 574 k€ en moyenne par an (soit 6,9 M€ sur la durée du contrat).

Par rapport à l'offre initiale, les charges de structures évoluent de la manière suivante :

- Les fonctions supports : - 5 K€ en moyenne/an soit - 2% et représentent 6 % du CA ;
- Les charges de direction régionale : - 4 K€ en moyenne/an soit - 1,4 % ; elles représentent 7 % du CA.

Ce niveau de charges ressort dans les standards du secteur. Toutefois, les charges sont linéarisées sur la durée totale du contrat ce qui ne retrace pas l'évolution de l'activité.

- Intéressement

Le niveau d'intéressement est, à l'exception de la première année, de 225 000 € par an. **Au global, le montant de l'offre finale est inchangé par rapport à son offre initiale à l'exception de la première année, 190 835 € contre 177 148 € dans l'offre initiale. Sur la durée du contrat, la hausse de l'intéressement est donc de + 13 686 € soit + 0,5%.**

- Charges calculées

Les dotations correspondent aux charges calculées relatif à l'amortissement de l'investissement. Les charges d'amortissements, correspondant à la valeur de l'investissement divisée par la durée, sont de 845 230 € en moyenne par an.

Comme indiqué dans l'offre de base, le candidat ne valorise pas de charges de GER.

**Par rapport à l'offre initiale, qui prévoyait 825 524 € de charges en moyenne par an, la hausse est de 19 706 € en moyenne/an soit + 2,4%, elle est cohérente avec l'augmentation de l'investissement.**

4. **Rémunération du candidat**

**Offre de base :**
Pris individuellement, chaque compte d'exploitation prévisionnel dégage un bénéfice à l'exception de la Ville de Royat qui présente un résultat négatif.

A la suite des négociations, le candidat affiche un niveau de rémunération à 9,0% après impôts (résultat sur chiffre d'affaires).
En offre initiale, le résultat net prévisionnel après impôts représentait 10,5% du chiffre d'affaires. Cette amélioration du niveau de rentabilité pour le groupement se traduit par une amélioration de l'intéressement de près de 85 K€ par an.

**Offre variante :**
Le niveau de rémunération du candidat est inchangé par rapport à son offre initiale avec un résultat net prévisionnel qui s'établit à 9,9 % du chiffre d'affaires.

On constate que pris individuellement la rentabilité du SMTC, Clermont et Chamalières augmente rapport à l'offre de base. Cela s'explique uniquement par la répartition des charges puisque le chiffre d'affaires annuel n'évolue pas.

**Note sous critère 2.2 (base) : 12/12**

**Note sous critère 2.2 (variante) : 12/12**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

**Sous-critère 2.3:** Intéressement de l'autorité concédante à la performance du contrat

Le projet de contrat prévoit que la Collectivité est intéressée à la performance du contrat.

Cet intéressement prend la forme d'un pourcentage sur la différence, si elle est positive, entre :

- Le chiffre d'affaires constaté dans les comptes transmis par le Concessionnaire ;
- Le chiffre d'affaires prévu au CEP remis dans l'offre.

**Offre de base :**

**Le candidat propose un pourcentage d'intéressement égal à 15 % contre 5 % dans son offre initiale. Ce niveau est satisfaisant au regard de l'équilibre du contrat.**

**Note sous critère 2.3 (base) : 4/5**

**Offre variante :**

Le candidat propose un pourcentage d'intéressement égal à 0 %. Ce niveau est insuffisant au regard de l'équilibre du contrat.

**Note sous critère 2.3 (variante) : 0/5**

**Sous- critère 2.4:** Montant HT du DQE jugé sur la base du montant HT du DQE.

L'autorité concédante peut imposer en cours de contrat des modifications à la consistance et aux modalités d'exploitation du service. Le candidat a valorisé l'impact de l'ajout ou de la diminution du nombre de mobilier sur l'intéressement.

Pour le SMTC :

Pour chaque catégorie (tramway, générique etc) le candidat indique le détail des mobiliers. Sur le tramway, trois mobiliers ont un impact sur l'intéressement :

- 1 distributeur de gel hydroalcoolique :
- 1 récupérateur de mégots
- 1 solution de végétalisation pour abri

Sur les abribus, un mobilier a un impact sur l'intéressement : le distributeur de gel hydroalcoolique .
Sur le BHNS, cinq mobiliers ont un impact sur l'intéressement :

- 1 totem d'information
- 1 adjonction d'assises sur un abri-voyageur
- 1 adjonction d'appuis ischiatiques sur un abri-voyageur
- Fourniture d'une corbeille de propreté en acier
- Installation d'une corbeille de propreté en acier

Pour les communes :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

Les conséquences financières d'une évolution à la hausse du périmètre, à savoir l'ajout d'un mobilier, se traduisent par une **amélioration** de l'intéressement pour les **mobiliers portant de l'affichage publicitaire** et une **réduction** de l'intéressement pour les **mobiliers dédiés à l'affichage public.**

L'amélioration de l'intéressement est **dégressive** dans le temps (palier de 5 années). Cela peut être expliqué par un niveau d'amortissement annuel du mobilier plus élevé en cas d'ajout de ce dernier en fin du contrat (le mobilier est amorti sur une durée plus courte ce qui vient augmenter la charge).
A l'inverse, en cas d'ajout de mobilier d'affichage public, la baisse de l'intéressement reste **linéaire** sur la durée du contrat. **Cela ne traduit pas la réalité économique du contrat en ne faisant pas ressortir le niveau moindre d'amortissement en cas d'ajout en début de contrat.**

Dans le cadre d'une évolution à la baisse du périmètre, à savoir le retrait définitif d'un mobilier, le candidat affiche une **baisse de l'intéressement** concernant les **mobiliers publicitaires et d'affichage** public. La baisse est linéaire et identique sur la durée du contrat. Cela ne traduit pas la réalité économique du contrat en considérant que le mobilier retiré pourra être valorisé sur un autre territoire.
Dans le cas de retrait de **mobiliers spécifiques à l'affichage public**, le candidat n'affiche **pas d'impact sur l'intéressement. Cela ne reflète pas la réalité économique du contrat. Le retrait d'un mobilier conduit mécaniquement à une absence de charge d'entretien, de maintenance, de personnel, d'affichage, d'impression, ..., qui devrait se traduire sur le niveau d'intéressement.**

**Note sous critère 2.4 (offre et variante) : 1/3**

**Tableau récapitulatif – Critère 2 : Valeur financière (40 % soit 40 points)**

**Offre de base :**

| *Candidat* | *Sous-critère 2.1* | *Sous-critère 2.2* | *Sous-critère 2.3* | *Sous-critère 2.4* | *TOTAL Critère 2* |
|---|---|---|---|---|---|
| JC DECAUX | 20/20 | 12/12 | 4/5 | 1/3 | **37/40** |

**Offre variante :**

| *Candidat* | *Sous-critère 2.1* | *Sous-critère 2.2* | *Sous-critère 2.3* | *Sous-critère 2.4* | *TOTAL Critère 2* |
|---|---|---|---|---|---|
| JC DECAUX | 11,11/20 | 12/12 | 0/5 | 1/3 | **24,11/40** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE01-DE

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

## SYNTHÈSE de l'analyse des offres finales :

| Candidat | Critère 1 : Valeur technique Sur 60 points | Critère 2: Prix des prestations Sur 40 points | Note globale sur 100 | Classement |
|---|---|---|---|---|
| JC DECAUX /offre de base 15 ans | 45,5 | 37 | 82,5 | 1 |
| JC DECAUX /offre variante 12 ans | 45,5 | 24,11 | 69,61 | 2 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30,** le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance<br>14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°2

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET : MISE A JOUR DE LA CHARTE DE TELETRAVAIL – VERSEMENT D'UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE TELETRAVAIL**

**Textes de référence :**

- Code de la fonction publique art L 430-1
- Décret 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature
- Accord du 13 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique
- Décret 2021-123 du 26 août 2021 pour la création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats
- Arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret n°2021-1123 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

Par délibération du 17 septembre 2020, le comité syndical adoptait une charte pour la mise en place du télétravail au SMTC-AC, à titre expérimental pour une durée de 18 mois.

En raison de la pandémie, il a été recouru sur plusieurs périodes à un mode de télétravail hors conditions de la charte qui ne permettent pas d'établir un bilan représentatif sur cette période.

Cependant les retours des agents effectués à l'occasion des entretiens professionnels de l'année 2021 sont positifs : équipements et connexions en grande majorité efficiente, pas d'impression de rupture de lien avec le service, mode apprécié si pratique du télétravail sur moins de 3 jours par semaine.

La mise en place dans un contexte particulier a installé cette pratique comme un mode d'organisation pouvant être pérennisé au sein du SMTC-AC.
Ainsi, au 30 juin 2022, 36 agents sur 65 en bénéficient.
Soit pour 15 agents une autorisation d'effectuer un jour de télétravail hebdomadaire et pour 21 agents : 2 jours de télétravail par semaine.

Aussi, il s'avère nécessaire de procéder à une mise à jour de la charte de télétravail du SMTC pour, d'une part, l'adapter et préciser certaines modalités et, d'autre part, la mettre en conformité avec l'accord national du 13 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique.

Le comité technique a émis un avis favorable le 9 juin 2022.

Les principales évolutions concernent :

- Les critères d'éligibilité liés à l'agent (les apprentis et les stagiaires ne sont plus exclus)
- La possibilité de disposer de 25 jours flottants maximum par an, pour les postes dont la nature des activités ne sont pas compatibles avec un mode d'organisation en télétravail de 1 ou 2 jours par semaine,
- Le versement trimestriel à terme échu, d'une allocation forfaitaire de télétravail de 2,50 € par jour télétravaillé dans la limite d'un plafond annuel de 220 € à compter du 1er juillet 2022
- L'instauration de campagnes de recensement
- Le nombre de jours en fonction des quotités de temps travaillés ainsi que la prise en compte des cas particuliers (proche aidant, temps partiel thérapeutique)
- Les règles en matière de sécurité et de protection de la santé
- Le télétravail en cas de circonstances exceptionnelles
- Les mesures de suivi

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

**Le Comité Syndical, sur proposition du Président,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **D'approuver la charte jointe en annexe.**
- **D'autoriser le versement de l'allocation forfaitaire à compter du 1er juillet 2022 (article 5 de la charte) et de prévoir les crédits correspondants.**
- **De confier mandat au Président pour modifier la charte après étude des besoins, afin de permettre des dotations complémentaires sur certains postes.**

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

# Mise à jour et évolution de la
## CHARTE DE TELETRAVAIL
## SMTC-AC
## Suite à la signature de l'accord sur le télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021

---

**PREAMBULE**

La transformation numérique a, en quelques années, bouleversé les modes de vie et produit des effets importants sur le monde du travail. Elle a un impact sur les formes, les conditions et l'organisation du travail et implique de nouveaux modes de production, de collaboration, de méthode de pensée.

En parallèle, l'enjeu de la qualité de vie au travail est croissant (prévention des risques psychosociaux, réduction du stress, attente des agents d'une aide à la conciliation des temps de vie), ainsi que celui du respect de l'environnement.

Le développement du télétravail s'inscrit dans ces dynamiques. Cette modalité de travail repose sur le volontariat et la confiance. Pour l'autorité territoriale, il s'agit d'adapter des modes de management et de construire de nouveaux collectifs centrés sur les résultats.

L'accord du 13 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique constitue le socle commun minimal obligatoire pour toutes les administrations publiques. Compte tenu de l'expérience accumulée depuis 2020, le SMTC –AC a, dans le cadre du dialogue social, choisi de mettre en conformité sa charte du télétravail, adoptée lors du comité syndical du 17 septembre 2020, plutôt que de la réécrire ou d'appliquer strictement l'accord du 13 juillet 2021.

**<u>Définition du télétravail</u>**

Le télétravail est une modalité d'organisation du travail qui est définie dans l'article 2 du Décret n°2016-151 du 11 février 2016 :

**« Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire, en utilisant les technologies de l'information et de la communication. »**

En conséquence, les situations de nomadisme (activités exercées par nature en dehors du site du SMTC-AC), les périodes d'astreinte, le travail en réseau lors des déplacements ne constituent pas du télétravail.

Un agent qui exerce ses fonctions en télétravail ne doit pas être assimilé aux autres agents qui peuvent également être absents du bureau (au titre des congés, d'une autorisation de travail à temps partiel, d'une formation ou encore d'un congé maladie) car, contrairement à lui, ces derniers sont déchargés de toute obligation professionnelle.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

## Art 1. Principes généraux

* **Volontariat :** le télétravail découle d'une démarche volontaire de l'agent matérialisée par une demande écrite de l'agent, un avis de son supérieur hiérarchique et la signature d'une autorisation de télétravail accordée pour une durée d'un an maximum, non reconductible tacitement.
***Réversibilité :** la situation de télétravail est réversible. A tout moment, chacune des parties peut y mettre fin, sous réserve du respect d'un délai de préavis de deux mois et dans les conditions définies à l'article 11 de la présente Charte.
***Autonomie et relation de confiance** : le télétravail est basé sur la capacité de l'agent à exercer son activité de façon autonome et s'inscrit dans une relation de confiance mutuelle avec son encadrant. L'organisation du télétravail, dans la limite du cadre posé par la Charte, relève de la responsabilité du responsable hiérarchique.
***Maintien des droits et obligations** : l'agent qui exerce une activité en Télétravail bénéficie des mêmes droits et reste soumis aux mêmes obligations que les agents travaillant sur site, notamment en matière de déroulement de carrière et de devoir de réserve.

## Art 2. Les critères d'éligibilité

- ***Critères d'éligibilités liés à l'agent***

Le dispositif de télétravail proposé par le SMTC-AC s'applique à l'ensemble des agents fonctionnaires, contractuels (y compris les thésards), apprentis et stagiaires.

Par ailleurs, la capacité à travailler de manière autonome, à rendre compte et à s'inscrire dans une relation hiérarchique fondée sur l'atteinte de résultats constitue un socle de savoirs faire et savoirs - être nécessaires à l'éligibilité d'un agent au télétravail. Ces éléments sont appréciés par le responsable hiérarchique.

- ***Critères d'éligibilité liés aux activités***

L'éligibilité et l'inéligibilité au télétravail s'apprécient en termes d'activités, voire de tâches, et non pas de métier ou de poste.

Toutes les tâches ou activités exercées au SMTC-AC sont éligibles au télétravail à l'exception des :
- activités pour lesquelles une présence physique dans les locaux du SMTC-AC est nécessaire pendant toute la durée du temps de travail (ex : accueil)
- activités se déroulant, par nature, en dehors des locaux du SMTC-AC (ex : suivi de chantier)
- activités se déroulant, par nature, dans un lieu prescrit (ex : instances du SMTC, réunions physiques)
- activités comprenant l'accomplissement de travaux portant sur des documents confidentiels ou des données à caractère sensible, dès lors que le respect de la confidentialité ne peut être assuré en dehors des locaux du SMTC-AC
- activités comprenant l'accomplissement de travaux nécessitant l'utilisation en format papier de dossiers de tous types nécessitant des impressions ou manipulations en grand nombre,
- activités nécessitant des échanges matériels avec d'autres agents de la structure (dossiers papiers, parapheurs, objets...)
- activités de gestion de standard téléphonique
- activités comportant l'accomplissement de travaux nécessitant le fonctionnement optimal de logiciels ou l'usage d'applications dont la sécurité ne peut être garantie en dehors des locaux du SMTC-AC

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

De ce fait, après échange avec l'agent, le responsable hiérarchique définit le volume d'activités télétravaillables et la quotité raisonnable de temps de travail permettant d'atteindre les résultats attendus.

Pour certains postes dont la quotité télétravaillable s'avère difficile à estimer, anticiper ou regrouper, un nombre de jours flottants maximum annuel est déterminé. Une clause de revoyure est prévue dans les 6 mois après la mise en œuvre des dispositions de la présente charte modifiée, en ce qui concerne le nombre de jours flottants maximum.

Les formations CNFPT à distance peuvent être suivies depuis son domicile par l'agent en position de télétravail.

- ***Critères d'éligibilité liés aux lieux de télétravail***

Le télétravail s'exerce de manière privilégiée au domicile de l'agent. Il peut toutefois être autorisé dans des tiers lieux, après accord spécifique de l'encadrant pour des motifs tenant à l'aménagement du territoire, sous réserve que ces lieux de travail remplissent les conditions matérielles techniques requises.

L'agent qui souhaite exercer ses activités en télétravail à son domicile doit s'assurer qu'il pourra le faire dans de bonnes conditions :

- disposer d'un espace dédié si possible ou a minima d'une surface suffisante et adaptée pour installer le matériel informatique mis à disposition ainsi qu'un espace de travail,
- disposer d'une connexion internet adaptée aux besoins professionnels (En cas de problème avec sa connexion internet, le télétravailleur devra contacter son fournisseur d'accès. De manière générale, le télétravailleur est responsable de la sécurité et de la continuité matérielle de son poste de travail au lieu où il télétravaille),
- disposer d'une installation électrique du poste de travail respectant les normes en vigueur (norme C15-100),
- attester de la couverture par une assurance habitation de l'activité professionnelle à domicile.

Le lieu (ou, le cas échéant, les lieux) d'exercice du télétravail est inscrit dans l'arrêté individuel d'autorisation du télétravail. Toute demande, exceptionnelle, d'exercice du télétravail dans un autre lieu doit être préalablement validée par le responsable hiérarchique. L'agent demeure responsable de la conformité de ce lieu exceptionnel aux conditions mentionnées ci-dessus.

## Art 3. Modalités et quotités autorisés

- ***Modalités***

L'autorisation de télétravail ne constitue pas un droit automatique au télétravail : il ne peut pas être évoqué le motif du télétravail en cas de nécessité liée au service ou pour ne pas être présent à une réunion.
L'autorisation individuelle de télétravail est délivrée pour un recours régulier récurrent ou ponctuel au télétravail. Elle prévoit, en règle générale l'attribution de jours de télétravail fixes.
Lorsque les jours télétravaillés ne sont pas fixes, l'agent déclare, a minima 15 jours à l'avance, le planning qu'il envisage, pour une période définie dans chaque direction.
Chaque responsable hiérarchique peut, en fonction de l'organisation de sa direction, fixer certains jours de présence obligatoires afin de permettre la présence de l'équipe au complet.
Au final, toutes les demandes (jours de télétravail fixes ou variables) sont soumises à la validation du supérieur hiérarchique par saisie de l'agent sur l'outil OCTIME.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

- ***Quotités***

La quotité des activités pouvant être exercées sous la forme du télétravail est fixée, pour un temps complet, à **2 journées maximum par semaine.** Pour chaque agent, pour les 3 premiers mois de mise en œuvre du télétravail au SMTC, elle est limitée à 1 jour par semaine.

Cette quotité s'applique, en règle générale, par semaine. Toutefois, au regard de nécessités de service spécifiques et du respect des modalités indiquées supra, une mensualisation, soumise à validation du responsable hiérarchique peut être envisagée. Dans ce cas, la quotité maximale est fixée à 3 jours par semaine (2 pendant les 3 premiers mois de mise en œuvre du télétravail),

A titre exceptionnel, les agents peuvent réduire la journée de télétravail à la demi-journée.

Pour les postes pour lesquels, sans représenter la totalité, les activités ou les tâches non télétravaillables sont réparties sur l'ensemble de la semaine ( cf art 2), une autorisation de télétravail peut être accordée sur la base de **25 jours flottants maximum par an**.
Pour le suivi du nombre de jours télétravaillables, les crédits sont alimentés dans le logiciel de gestion du temps sur la base de 25 jours par année civile. En fonction de la période considérée dans l'arrêté (art 11) , le nombre de jours est proratisé pour l'alimentation des crédits sur le compteur du logiciel de gestion du temps ( OCTIME).
L'organisation est à définir par le responsable hiérarchique qui en fonction du planning, de la répartition des activités et des tâches non télétravaillables pourra valider ou non la demande de jour de télétravail déposée par l'agent sur l'outil OCTIME à minima une semaine à l'avance.

A l'exception des semaines intégralement non travaillées ou intégralement travaillées dans un lieu autre que le SMTC ou le lieu de télétravail (ex : mission, formation), une présence minimale d'une journée par semaine dans les locaux du SMTC-AC est requise.

Pour les agents travaillant en temps partiel, la grille suivante s'applique :

| Temps partiel | Quotité maximale de télétravail **par semaine** | Quotité maximale de télétravail **mensuelle** |
|---|---|---|
| ≥ 80 % et < 100% | 2 jours (1 pendant les 3 premiers mois) | Dans la limite de 8 à 9 jours suivant le mois considéré (3 max par semaine, 2 max par semaine pendant le 3 premiers mois) |
| ≥ 60 % et <80% | 1 jour | Dans la limite de 4 à 5 jours suivant le mois considéré (2 max par semaine, 1 max par semaine pendant les 3 premiers mois) |
| ≥ 50% et <60% | 0 jour | 0 jour |

***Cas particuliers des agents à temps partiel thérapeutique et des proches aidants* :***
**proche aidant cf art L 3 142-16 du code du travail*

Les agents à temps partiel thérapeutique ou le proche aidant ( cf : art L 3 142-16 du code du travail) peuvent demander à bénéficier d'une dérogation à la quotité maximale de télétravail hebdomadaire (le cas échéant mensuelle).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

Dans ce cas, l'agent à temps partiel thérapeutique ou le proche aidant est reçu par le responsable hiérarchique et le responsable des ressources humaines, afin de délimiter les conditions adaptées. Lors de cet entretien sont évoquées les nécessités de service et la manière adaptée d'y répondre ainsi que les risques associés à l'éloignement du collectif de travail et la manière adaptée d'y répondre.
La dérogation est accordée pour une durée de 3 mois, renouvelable après entretien préalable.

## Art 4. Les équipements fournis par le SMTC-AC

Le SMTC-AC met à la disposition du télétravailleur :

- un ordinateur portable
  Seuls les ordinateurs professionnels sont aptes à se connecter à l'ensemble des systèmes informatiques du SMTC-AC. De ce fait, l'utilisation d'un ordinateur personnel est interdite dans le cadre du télétravail. Les imprimantes et périphériques personnels ne sont pas pris en compte et ne peuvent pas être installés pour des raisons techniques et de sécurité ;
- une liaison sécurisée (VPN) permettant l'accès aux ressources informatiques de la collectivité ;
- un téléphone portable ou tout autre moyen permettant d'assurer une communication entre le télétravailleur, ses collègues et sa hiérarchie. Le télétravailleur fera un transfert d'appel de sa ligne professionnelle vers son mobile ou son téléphone fixe au domicile. Ainsi il continue à être joignable sur son numéro professionnel pendant son temps de télétravail ;
- un casque avec microphone.

L'assistance technique informatique pour les télétravailleurs est assurée par le service informatique du SMTC-AC pendant les plages fixes uniquement. L'agent est responsable du matériel mis à sa disposition. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les dommages sur les équipements qui lui sont confiés. Il s'engage à restituer le matériel lié à son activité de télétravail lorsqu'il est mis fin au télétravail.

## Art 4. 1 Indemnisation

Une compensation financière de 50 euros est attribuée au télétravailleur à domicile sur justificatif d'un certificat administratif qui sera produit pour chaque agent télétravailleur.

## Art 5 : Versement d'une allocation forfaitaire de télétravail

A compter du 1er juillet 2022, une allocation forfaitaire de télétravail sera versée trimestriellement à terme échu, pour un montant journalier et un plafond annuel fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de la fonction publique et du budget.
Soit, au 1er juillet 2022 en référence à l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret 2021-1123 un montant de 2.50 euros par jour télétravaillé, avec un plafond annuel de 220 €.
Le « forfait télétravail » est versé sur la base du nombre de jours de télétravail demandé par l'agent et autorisé par l'autorité compétente.
Le cas échéant, il fait l'objet d'une régularisation au regard des jours de télétravail réellement effectués au cours de l'année civile. Cette régularisation intervient à la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

## Art 6. Règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé

- ***Temps de travail***

La durée d'une journée de télétravail est fixée à 7h48, pour un agent à temps plein dont la durée hebdomadaire de travail est fixée à 39h (7h00 pour un agent à temps plein dont la durée hebdomadaire de travail est fixée à 35h). Un forfait de 7h48, pour les agents à 39 h, (7h pour les agents à 35h) sera donc comptabilisé pour chaque journée télétravaillée.
La durée du travail respecte les garanties minimales prévues à l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000, notamment en matière de durée quotidienne du travail maximale (10 heures), repos minimum quotidien (11 heures), amplitude maximale de la journée de travail fixée à 12 heures, travail de nuit...
Pendant les plages fixes définies au SMTC-AC (10h00-12h00 et 14h00-16h00), l'agent est, par principe, disponible et joignable par sa hiérarchie comme par ses collègues. L'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant les plages horaires de présence obligatoire sans autorisation de sa hiérarchie.
L'agent communique à son responsable hiérarchique et à ses relations de travail régulières, ses horaires habituels de travail, ceux-ci veillent à respecter ce cadre informel pour garantir le droit à la déconnexion. Afin de pouvoir réellement exercer son droit à la déconnexion, l'agent est invité, en dehors de ses horaires habituels de travail à éteindre son ordinateur et à couper son téléphone portable. Durant ses horaires de travail, l'agent est à la disposition de son employeur et il se consacre exclusivement à ses activités professionnelles.
Si le télétravailleur se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité, il doit, dans les mêmes conditions qu'un travailleur sur site, en informer sans délai sa hiérarchie.
Le télétravail ne génère pas de crédit d'heures ou d'heures supplémentaires (journée fixée à 7H48 pour une durée hebdomadaire de 39 heures et à 7 heures pour une durée hebdomadaire de 35 heures).

- ***Santé, sécurité au travail***

L'agent en télétravail bénéficie de la même couverture des risques que les autres agents travaillant sur site, dès lors que l'accident ou la maladie professionnelle est imputable au service.

Les agents travaillant à leur domicile sont couverts pour les accidents survenus à l'occasion de l'exécution des tâches confiées par l'employeur. Tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra pas donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service. Le télétravailleur s'engage à déclarer tout accident survenu sur le lieu de télétravail. La procédure classique de traitement des accidents du travail sera ensuite observée.
Les accidents de trajet peuvent être reconnus dans les situations suivantes pour les agents en télétravail :

- Trajet entre domicile et tiers lieu dûment autorisé par l'arrêté individuel d'autorisation de télétravail
- Trajet entre lieu de télétravail et le service en cas de retour exceptionnel temporaire de l'agent sur son service d'affectation un jour de télétravail
- Trajet entre le lieu de télétravail et le lieu de restauration habituel au cours de la journée de travail

L'agent télétravailleur bénéficie de la médecine préventive dans les mêmes conditions que l'ensemble des agents.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

- Le poste du télétravailleur fait l'objet d'une évaluation des risques professionnels au même titre que l'ensemble des postes de travail du service, sur la base des obligations minimales indiquées à l'article 2, relevant de la responsabilité de l'agent et présumées respectées, sauf preuve du contraire, établie, par exemple par l'exercice du droit de visite mentionné à l'article 6.

- **Conditions**

Le télétravail appelle une vigilance particulière des encadrants et des agents sur les risques accentués de dépassement des durées de travail et d'empiètement sur la vie personnelle, ainsi que sur les risques professionnels spécifiques (ex : sédentarité accrue, risques psychosociaux) évalués dans le document unique d'évaluation des risques professionnels au plus tard le 31/12/2022.
Lors de l'entretien initial, puis au cours de chaque entretien annuel, l'encadrant conduit un échange spécifique avec l'agent en télétravail sur les conditions de son activité en télétravail.
Le plan de formation du SMTC-AC intègre, au plus tard le 31/12/2022, pour une durée de 3 ans, un axe spécifique de formation des encadrants et des agents à ces nouvelles modalités de travail (ex : gestion du temps, gestion par objectifs).

## Art 7. Les modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité

Les membres du comité *d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail* peuvent procéder à la visite des lieux de travail. Ils bénéficient pour ce faire d'un droit d'accès aux locaux relevant de leur aire de compétence géographique dans le cadre des missions qui leur sont confiées par ce dernier.
La délégation comprend au moins un représentant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public et au moins un représentant du personnel. Elle peut être assistée d'un médecin du service de médecine préventive, de l'agent chargé d'une fonction d'inspection (ACFI) et de l'assistant ou du conseiller de prévention.
La délégation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut réaliser cette visite sur le lieu d'exercice des fonctions en télétravail.
Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, l'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé, dûment recueilli par écrit.
L'agent qui refuse une visite pourra voir son autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail remise en question.

## Art 8. Le cas particulier du télétravail pour raisons médicales et agents en situations particulières

- **Télétravail pour raisons médicales et grossesse**

Les demandes de télétravail pour raison médicale pourront être traitées tout au long de l'année et doivent être considérées comme un aménagement de poste pour faciliter le maintien dans l'emploi.
Dans ce cas l'exercice du télétravail pourra être autorisé au-delà de 2 jours par semaine, après avis du médecin de prévention et entretien avec l'encadrant qui va examiner la compatibilité des activités. Cette dérogation est accordée pour une durée de 6 mois maximum et renouvelable après avis du médecin de prévention.
Pour les femmes enceintes, l'autorisation peut être donnée sans avis préalable du médecin de prévention.
Les activités non éligibles au télétravail ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation même pour un motif d'ordre médical.
Tout refus devra être motivé.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

Cette autorisation de télétravail pour raison médicale est accordée pour une période de 6 mois reconductible, selon la même procédure.
Ce dispositif n'a pas vocation à se substituer à l'arrêt de maladie et l'agent en situation de télétravail doit être apte à exercer les tâches qui lui sont confiées.

## Art 9 Le télétravail en cas de circonstances exceptionnelles

La mise en œuvre du télétravail repose en principe sur une demande volontaire de l'agent suivie de l'accord de sa hiérarchie.
Toutefois, en cas de force majeure (imprévisible, irrésistible et échappant au contrôle de l'employeur comme du salarié) ou en cas d'état d'urgence sanitaire ou autres états d'urgence, décrété par le gouvernement ou prorogé par le législateur, le télétravail peut être imposé aux agents par l'autorité administrative afin de concilier continuité de service et protection des personnes.
Dans ce cas, dérogatoire au principe du volontariat, les modalités de télétravail sont décidées par le responsable hiérarchique, qui veille à se rapprocher autant que possible, des conditions énoncées dans la présente charte. Le SMTC-AC débute le dialogue social sur les conditions exceptionnelles de télétravail au plus tard 5 jours après la survenue de la force majeure ou le décret d'état d'urgence.
Le plan de continuité de l'activité est établi au plus tard dans les 15 jours après la survenue de la force majeure ou le décret d'état d'urgence, après avoir consulté les représentants du personnel.

## Art 10. Les droits et obligations des télétravailleurs

Le télétravailleur bénéficie des mêmes garanties et droits que tout autre agent :
- Il conserve sa rémunération ;
- L'ensemble des droits liés à son statut (titulaire/contractuel) est maintenu : déroulement de carrière, congés, formation, évaluation, représentation syndicale...
- Il peut prétendre à la participation à la prise en charge de ses repas sur la pause méridienne (ticket restaurant)

## Art 11. La procédure

- **La Demande initiale**

Deux campagnes de recensement annuel sont instaurées :
L'agent adresse une demande de télétravail :

- Avant le 30 novembre de l'année N pour un début potentiel au 1er juin de l'année N+1
- Avant le 30 mai de l'année N pour un début potentiel au 1er janvier de l'année N+1

L'agent dépose sa candidature auprès de sa hiérarchie à l'aide d'un formulaire fourni par le SMTC-AC. Elle sera complétée par l'attestation de conformité du domicile à l'exercice du télétravail et le certificat d'assurance habitation.

Le responsable hiérarchique propose un entretien à l'agent, à l'issue duquel il donne, avant le 31 décembre pour les demandes déposées le 30 novembre, et avant le 30 juin pour les demandes déposées le 30 mai, un avis favorable ou non en s'appuyant sur :
- Les différents aspects de la demande (missions et tâches éligibles au télétravail, autonomie, motivation...) et après vérification des compatibilités techniques indispensables au domicile de

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

l'agent (avec le responsable SI). Un test en continu pourra être effectué sur 2 jours afin de déterminer le débit internet du domicile et d'évaluer la faisabilité du télétravail.

- La prise en compte des nécessités de service.

**Tableau récapitulatif- modalités et conditions d'une première demande de télétravail**
*(pour les primo arrivants ou agent du SMTC ne disposant pas encore d'un arrêté de télétravail)*

| 1ERE DEMANDE | DELAI DE REPONSE | MISE EN ŒUVRE | DUREE DE L'ARRETE | NOMBRE DE JOURS |
|---|---|---|---|---|
| Campagne de novembre ( pour le 30/11) | Avant le 30 /12 | Pour le 1er Juin | 12 mois : du 01/06 au 31/05 de l'année n+1 | Les 3 premiers mois 1 jour maximum puis 2 jours maximum jusqu'à la fin de la période sauf si nouvel arrêté . |
| Campagne de mai (pour le 30 mai) | Avant le 30/06 | Pour le 1er janvier | 17 mois : du 01/01 au 31/05 de l'année n+1 | Les 3 premiers mois 1 jour maximum puis 2 jours maximum jusqu'à la fin de la période, sauf si nouvel arrêté . |

Les demandes pour raison médicale et grossesse ou dans le cas particulier des agents à temps partiel thérapeutique ou des proches aidants peuvent s'effectuer à tout moment. Elles sont examinées dans un délai maximal d'un mois après complétude du dossier de demande. Les arrêtés sont pris pour des durées de 3 mois en ce qui concerne les raisons médicales, les proches aidants et les temps partiel thérapeutique et pour une durée de 6 mois en cas de grossesse.

- **En cas d'acceptation de la demande initiale**

Les modalités pratiques de mise en œuvre des périodes de télétravail sont inscrites dans un **Arrêté individuel d'autorisation de télétravail**. Il précise : le lieu de travail, la durée et les jours définis le cas échéant.

Lors d'une première demande, l'autorisation de télétravail est accordée pour une période de 17 mois ( campagne de mai ) ou 12 mois ( campagne de novembre ).

A l'issue de ce délai une nouvelle demande doit avoir été formulée, dans le cadre de l'entretien professionnel pour la poursuite du télétravail (cf. paragraphe infra reconduction)

Une période d'adaptation de 3 mois maximum est prescrite afin d'évaluer le mode d'organisation prévu. Durant cette période, il peut être mis fin à cette forme d'organisation du travail, par le télétravailleur ou le SMTC-AC dans le respect d'un délai de prévenance de 15 jours.

En dehors de cette période d'adaptation, il peut être mis fin au télétravail, à l'initiative de l'agent ou du SMTC-AC, à tout moment et par écrit, moyennant un délai de prévenance de 2 mois. Ce délai peut être réduit en cas de nécessité de service. L'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration est précédée d'un entretien. La décision d'interruption est susceptible de recours.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

Au plus tard le 15 mars de chaque année, le CODIR procède à une revue des demandes et de leur traitement afin de garantir une harmonisation des pratiques.

- **Reconduction**

Les demandes de reconduction s'effectuent au cours de l'entretien professionnel de l'année N pour l'année N+1.
les arrêtés de reconduction sont pris pour une période d'une année ( du 1er juin au 31 mai).

La reconduite du télétravail n'est pas automatique.

- **En cas de refus d'acceptation de la demande initiale ou de reconduction**

Le refus opposé à la demande initiale d'autorisation de télétravail est motivé. Il est susceptible de recours[1].

Le refus opposé à la demande de reconduction est motivé. Il est susceptible de recours.

- **En cas de changement de poste ou de fonction**

En cas de changement de poste ou de fonction, l'agent doit présenter une nouvelle demande.

[1] *Dans l'ordre, les voies de recours : recours gracieux auprès du N+2 ; saisie de la CAP pour les titulaires ou de la CCP pour les contractuels ; recours contentieux auprès du TA*

## Art 12. Les mesures d'accompagnement et de suivi

Lors de l'entretien professionnel annuel, un temps est consacré au suivi du télétravail.

Sont notamment abordés, outre la demande éventuelle et les conditions de reconduction (nombre de jours, missions...) , les conditions d'activité de l'agent, sa charge de travail, les modalités de suivi de l'activité par le supérieur hiérarchique et le maintien du lien nécessaire avec l'organisme.
Le SMTC-AC propose aux agents et aux encadrants souhaitant bénéficier du télétravail la possibilité de suivre des actions de formation spécifiques inscrites dans le plan de formation du SMTC-AC dans les conditions prévues à l'article 6.
Ce bilan quantitatif et qualitatif porte sur la dimension individuelle et collective du télétravail.

## Art 13. Sécurité et protection des données

Tout agent en télétravail s'engage, comme sur son lieu de travail habituel, à respecter les règles et protocoles en vigueur en matière de protection des données. Il assure la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations qui lui sont confiées et auxquelles il a accès dans le cadre professionnel. Le traitement des données et le maintien de leur intégrité sont réalisées dans un cadre sécurisé, notamment par l'utilisation d'un mot de passe et une sauvegarde des documents sur des ressources partagées.
Concernant l'usage de dossiers professionnels sur un site à distance (domicile) la dématérialisation est recommandée. En tout état de cause, les originaux des documents utilisés en télétravail ne pourront pas quitter le lieu habituel du travail. En particulier, sur le lieu de travail à distance aucune donnée ne doit être stockée sur l'ordinateur ou d'éventuels périphériques de stockage de données mis à disposition (clé USB).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220708-20220630_DE02-DE

L'agent veille à ce que les informations professionnelles qu'il traite à son domicile demeurent confidentielles et ne soient accessibles à des tiers. Il s'interdit d'en faire usage à des fins personnelles.
Il s'engage à réserver l'usage des équipements mis à disposition par le SMTC-AC à un usage strictement professionnel. Le télétravailleur s'engage à ne pas sous-traiter les travaux qui lui sont confiés par son supérieur hiérarchique.

Avis favorable du Comité Technique du 9 juin 2022
Délibération du Comité syndical du 30 juin 2022

Clermont-Ferrand le,

**Le Président du SMTC-AC,**

**François RAGE**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE03-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30,** le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance<br>14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°3

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

## OBJET : GESTION DES EMPLOIS – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

Il est proposé des ajustements au tableau des emplois, afin de prendre en compte les prochains avancements de grade, les résultats des procédures de recrutement et l'évolution des missions.

Le comité technique consulté le 9 juin dernier a émis un avis favorable sur les suppressions/transformations de postes suivantes :

### 1- Suppressions /transformations liées à des avancements de grade

Deux adjoints administratifs principal de 2ème classe remplissent les conditions pour bénéficier d'un avancement au grade d'adjoint administratif principal 1ère classe et sont inscrits sur le tableau annuel d'avancement de grade.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE03-DE

| Art | Grade d'origine à supprimer | Grade d'avancement à créer | Emploi-Groupe RIFSEEP | Direction | Nombre d'agent |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Adjoint administratif principal 2ème classe | Adjoint administratif principal 1ère classe | Assistante de gestion administrative chargée des outils numériques – Groupe C2 | OMT | 1 |
| 2 | adjoint administratif principal 2ème classe | Adjoint administratif principal 1ère classe | Chargée de la commande publique Groupe C2 | MOAGP-pôle achats | 1 |

Date d'effet souhaitée : 1er septembre 2022

**Suppressions /transformations liées aux recrutements**

| Article | Grade à supprimer | Nouveau grade | Emploi-Groupe RIFSEEP | Direction | Nombre | Motif |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | Adjoint administratif principal 1ère classe | Rédacteur principal 2ème classe | Assistant de gestion carrière – paie Groupe B2 | RH | 1 | Poste vacant suite à mobilité interne |
| 4 | Attaché | Attaché principal | Chef de projets et d'études structurantes Groupe A4 | OMT | 1 | Création de l'emploi par délibération du 21 octobre 2021 . Le grade devait être repréciser en fonction du recrutement |
| 5 | Attaché | Ingénieur | Chef de projets développement Groupe A4 | OMT | | Idem supra |

Date d'effet souhaitée : 1er septembre 2022

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE03-DE

**3 – Évolution des missions en fonction des besoins du service - Modification de l'organigramme et de la fiche de poste**

| Art | Missions initiales- Direction- grade – Groupe RIFSEEP | Évolution de l'organigramme au 1er juillet 2022 |
|---|---|---|
| 6 | Chargé de l'accompagnement et du développement des partenariats et expérimentation gratuité<br>Grade : attaché<br>Direction : OMT<br>Groupe A4 | Chargé de mission mobilité pour tous<br>grade : attaché<br>Direction : DG<br>Groupe A4 |
| 7 | Chargé d'études pratiques et besoin de mobilité<br>Grade : attaché<br>Direction : OMT<br>Groupe A5 | Chargé de mission changement des pratiques de mobilité et intermodalité<br>Grade : attaché<br>Direction : OMT<br>Groupe A5 |

Date d'effet souhaitée : 1er juillet 2022.

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **D'approuver ces modifications et de modifier le tableau des emplois en conséquence.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance |
| | 14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°4

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET : COMITE DES USAGERS ET DES PARTENAIRES**
**APPROBATION DES RAPPORTS D'ACTIVITE 2021 DES EXPLOITANTS**

Le Comité des Usagers et des Partenaires créé lors du comité syndical du 10 décembre 2020 a intégré les fonctions de la Commission Consultative des Services Publics Locaux tels que définis à l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Lors de sa réunion du 28 juin 2022, le Comité des usagers et des partenaires réuni en format CCSPL a donné un avis favorable aux rapports annuels d'activité présentés par les prestataires.

Il s'agissait :

- du rapport de gestion 2021 de la régie T2C ;
- du rapport d'activité 2021 du service C. vélo opéré en 2021 par City Bike France,
- du rapport d'activité 2021 du service Moovicité opéré par Kéolis,

Ces rapports ont été soumis aux débats et questions et ensuite, ont été approuvés à l'unanimité.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **De prendre acte de l'approbation de ces rapports d'activité.**

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022

***La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# BILAN D'ACTIVITÉ 2021

CityBike France

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# Sommaire

I. Le service C.vélo ..... 3
1.1 Indicateurs du marché C.vélo ..... 5
1.2 Le service VLS ..... 11
1.3 Les VLD ..... 16
1.4 La C.vélo Box ..... 20
1.5 Les indicateurs complémentaires ..... 23
II. Le rapport d'exploitation ..... 26
2.1 La maintenance ..... 27
2.2 L'organisation ..... 29
III. Le bilan communication ..... 31
3.1. Les grands axes de la communication en 2021 ..... 32
3.2. Mise à jour des supports de communication ..... 33
3.3. Communication digitale ..... 34
3.4. Autres supports de communication ..... 40
3.5. Animations ..... 43
3.6. Publications médias ..... 45
IV. Conclusion et perspectives ..... 47

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# Le service C.vélo

LE S

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 2021 en chiffres clés

## NOMBRE DE STATIONS

01/2021 - 08/2021 » 09/2021 - 12/2021

52 » 57

## NOMBRE DE VLS

01/2021 - 08/2021 » 09/2021 - 12/2021

550 » 700

## NOMBRE D'ABONNÉS

au 31/08/2021 » au 31/12/2021

10 272 » 20 515

## NOMBRE TOTAL DE COURSES

01/2021 - 08/2021 » 09/2021 - 12/2021

382 495 » 335 763

## NOMBRE DE COURSES PAR JOUR

01/2021 - 08/2021 » 09/2021 - 12/2021

~1574 » ~2752

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# Avant-propos

En 2021, l'offre C.vélo s'est renouvelée et complétée, de manière importante, notamment avec l'augmentation à deux reprises du parc de vélos à assistance électrique, le changement d'exploitant en avril et la mise en place des nouveaux vélos en libre-service à la fin du mois d'août. Ces évolutions ont entrainé au sein même du service de nombreux changements comme le déménagement de l'atelier ou aussi de nouvelles méthodes de travail.

Nous ferons dans ce rapport le bilan de la transition VLS et la synthèse de l'adoption des nouveaux VLS. Nous prendrons bien évidemment le temps d'analyser les évolutions de la fréquentation et de l'usage des différents services de C.vélo.

Après une année 2020 qui a clairement modifié les habitudes de chacun dans ses modes de déplacements, l'année 2021 nous confirme ces évolutions et l'intérêt grandissant porté au service C.vélo.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 1.1 Indicateurs du marché C.vélo

| Item | Indicateur VLD | Objectif CCTP | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Cumul | Moy 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Taux de vélos en location à la fin du mois (Vélos en stock depuis plus de 6 mois) | Supérieur à 90% | 89,26% | 88.59% | 91.17 % | 93.07 % | 362.09 | 90.52% |
| 2 | Spécial mise à disposition de nouveaux VAE, mesuré entre 3 et 6 mois après la mise à disposition (au - delà de 6 mois ces nouveaux VAE sont intégrés dans la comptabilisation du taux de stock global - indicateur précédent) : Taux de vélos en location à la fin du mois | Supérieur à 80% | Non dispo | 69.05% | 85.71 % | 92.86% | 247.62 | 82.54% |
| 3 | Taux de vélo immobilisé en maintenance | Inférieur à 5% | 2,00% | 3,00 % | 2,00 % | 1.89% | 8.89 | 2.22% |
| 4 | Taux de rotation des abonnés : Nombre de nouveaux abonnés sur nbre total d'abonnés | Sans | 4.88% | 10.60% | 13,04% | 11,04% | 39.56 | 9.89% |
| 5 | Taux de renouvellement d'abonnement des usagers | Sans | 70,00% | 84.69% | 74,00% | 72.22% | 300.91 | 75.22% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6 | Taux de montée de durée d'abonnement lors des renouvellements (ex: passage de 1 à 3 mois) | Supérieur à 50% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0 | 0% |
| 7 | Nombre de demande de location en attente | Pas de limite | 134 | 158 | 81 | 51 | 424 | 106 |
| 8 | Taux de réclamation sur le service VLD (nb de réclamation /nbre d'abonnements) | Sans | 0% | 0% | 0% | 0,57% | 0.57 | 0.14% |
| 9 | Durée moyenne de maintenance d'un vélo en atelier | Inférieur à 7 jours consécutifs | 3,5 j | 4j | 3j | 3.3j | 14j | 3.4j |
| 10 | Nombre de vélos maintenus en un mois (préventif, curatif) | Sans | Sans | 155 | 115 | 124 | 394 | 98.5 |
| 11 | Coût unitaire d'exploitation d'un VLD/mois | Sans | Sans | 50.27 € | 57.03 € | 50.27 € | 157.57 € | 39,39 € |
| 12 | Coût unitaire de maintenance d'un VLD/mois (pièces) | Sans | Sans | 9.49 € | 9.03 € | 9.65 € | 28,17 € | 7.04 € |
| 13 | Nombre de jours de location VLD/vélo | Sans | 84j | 96j | 107j | 121j | 408j | 102j |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| Item | Indicateur VLS | Objectif CCTP | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Cumul | Moy 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Taux global de disponibilité des VLS (nombre de VLS disponibles sur le réseau/nombre de VLS totaux) | Supérieur à 90% | 98,00% | 97,00% | 97,00% | 97.59% | 389.59 | 97.39% |
| 2 | Taux d'indisponibilité des stations supérieur à 1h00 (station vide ou pleine / de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi hors jour férié) : Nbre mensuel d'évènements/nbre de stations/nbre de jours | Inférieur à 10% | 2.05% | 7.85% | 10.43 % | 5.49 % | 25.82 | 6.45% |
| 3 | Taux d'indisponibilité du réseau (durée en heures d'indisponibilité (durée en heures d'indisponibilité des stations sans report possible/Nbre de stations X nbre d'heures du mois (de 7h à 19h) ;Somme des durées pendant laquelle une station est totalement vide ou occupée et toutes les stations situées à moins de 400m sont indisponibles | Inférieur à 1% | A venir | 2.43 % | 5.78 % | 0,96 % | 9.17 | 2.29% |
| 4 | Taux de rotation moyen/vélo/jour sur 1 mois Sans objectif | Sans | 5.02 | 4.98 | 3.45 | 2,45 | 15.9 | 3.97 |
| 5 | Durée moyenne de maintenance d'un vélo (maintenance en atelier en minutes) | Sans | 66 min | 66 min | 66 min | 66 min | 264 min | 66 min |
| 6 | Nombre de vélos entretenus/réparés en 1 mois (entretien préventif, maintenance curative) | Sans | 289 | 287 | 206 | 204 | 986 | 246.5 |
| 7 | Durée moyenne entre 2 interventions sur un même vélo (entretien préventif, maintenance curative) | Sans | 26 j (3 vls sur la période) | 19 j (4 vls sur la période) | 14 j (3 vls sur la période) | 9 j (8 vls sur la période) | 68 j | 17 j |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | Nombre moyen de vélos déplacés par jour sur un mois (équilibrage de stations) | Sans | 288 | 308 | 271 | 207 | 1074 | 268.5 |
| 9 | Coût unitaire d'exploitation d'un VLS/mois | Sans | 228.47 € | 228.47 € | 238.61 € | 228.47 € | 924.02 € | 231 € |
| 10 | Coût unitaire de maintenance d'un VLS/mois (pièces) | Sans | Vélos neuf | 3.68 € Vélos neuf | 3.01 € | 3.46 € | 10.15 € | 2.53 € |
| 11 | Nombre de réclamations sur le service (hors tarifs, infrastructures cyclables) | Sans | 360 | 313 | 231 | 91 | 995 | 248.75 |
| 12 | Taux de réclamation sur le service VLS (nb de réclamation / nb d'abonnements) | Sans | 0.02% | 1.84% | 1.19% | 0.44% | 3.49% | 0.87% |
| 13 | Taux de renouvellement d'abonnement des usagers Sans objectif (dépend des tarifs) | Sans | Pas encore dispo | Pas encore dispo | Pas encore dispo | Pas dispo | | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| Item | Indicateur C.Velo Box | Objectif CCTP | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Cumul | Moy 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Taux de remplissage moyen sur le mois pendant la première année | Supérieur à 50% | 22,00% | 23.6% | 24,06% | 24,44% | 94.1 | 23.25% |
| 2 | Taux de remplissage moyen sur le mois après 12 mois d'exploitation | Supérieur à 75% | A partir d'avril 2022 | A partir d'avril 2022 | A partir d'avril 2022 | A partir d'avril 2022 | | |
| 3 | Taux de vélos "ventouse" (nbre de vélos en présence continue up à 15j/nbre total de places) | Néant | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

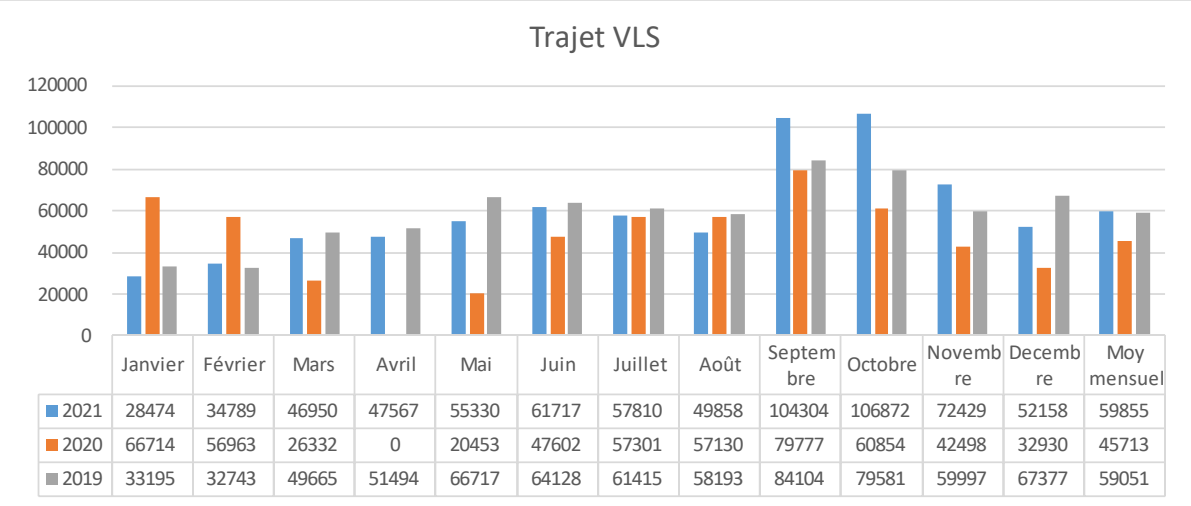
| Item | Indicateur Relations commerciales | Objectif CCTP | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Cumul | Moy 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Taux de réclamations traitées en moins de 15 jours calendaires (hors tarifs, infrastructures cyclables) | Supérieur à 90% | 100% | 100% | 100% | 100% | 400 | 100% |
| 2 | Taux de réclamations total = nombre total de réclamations /nbre de courses VLS+ Nbre de VLD loués X 40 | Inférieur à 1% en année 1 puis à 0,5% les années suivantes | 0.59% | 0,69% | 0.59% | 0.31% | 2.18 | 0.54% |
| 3 | Taux de réclamations avec demande de remboursement pour lesquelles la fiabilité du système VLS est évoquée = nbre de réclamations spécifiques/nbre total de réclamations | Inférieur à 50% en année 1 puis à 5% les années suivantes | A venir | 5.68% | 0 % | 0.57% | 6.25 | 1.56% |
| 4 | Taux de recouvrement des produits | Supérieur à 97% | 90,81% | 92.90% | 93.49% | 97,74% | 374.94 | 93.73% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 1.2 Le service VLS

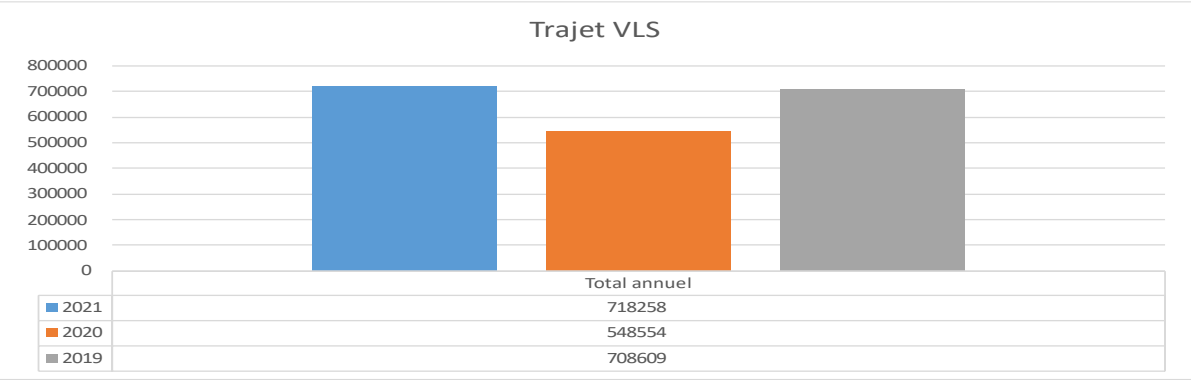
## 1.2.1 La fréquentation du service

L'année 2021 a débuté en recul par rapport à 2020, le couvre -feu, les universités fermées, le télétravail ont pesé lourd sur la fréquentation du service VLS et ceci malgré une météo clémente. Sur le second semestre, le cumul des courses 2021 repasse au-dessus de 2020 pendant presque tout le reste de l'année. Puis, le nombre de courses explose dès septembre en corrélation avec l'arrivée des nouveaux vélos et des nouvelles stations. Ce fut l'occasion de réaliser un nouveau record mensuel de courses en octobre soit 106 872 courses avec un taux d'évolution de 75,62% par rapport à octobre 2020. La fréquentation 2021 est très clairement plus proche de ce que nous avons pu connaitre sur l'année 2019.




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Moy mensuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2021 | 28474 | 34789 | 46950 | 47567 | 55330 | 61717 | 57810 | 49858 | 104304 | 106872 | 72429 | 52158 | 59855 |
| 2020 | 66714 | 56963 | 26332 | 0 | 20453 | 47602 | 57301 | 57130 | 79777 | 60854 | 42498 | 32930 | 45713 |
| 2019 | 33195 | 32743 | 49665 | 51494 | 66717 | 64128 | 61415 | 58193 | 84104 | 79581 | 59997 | 67377 | 59051 |

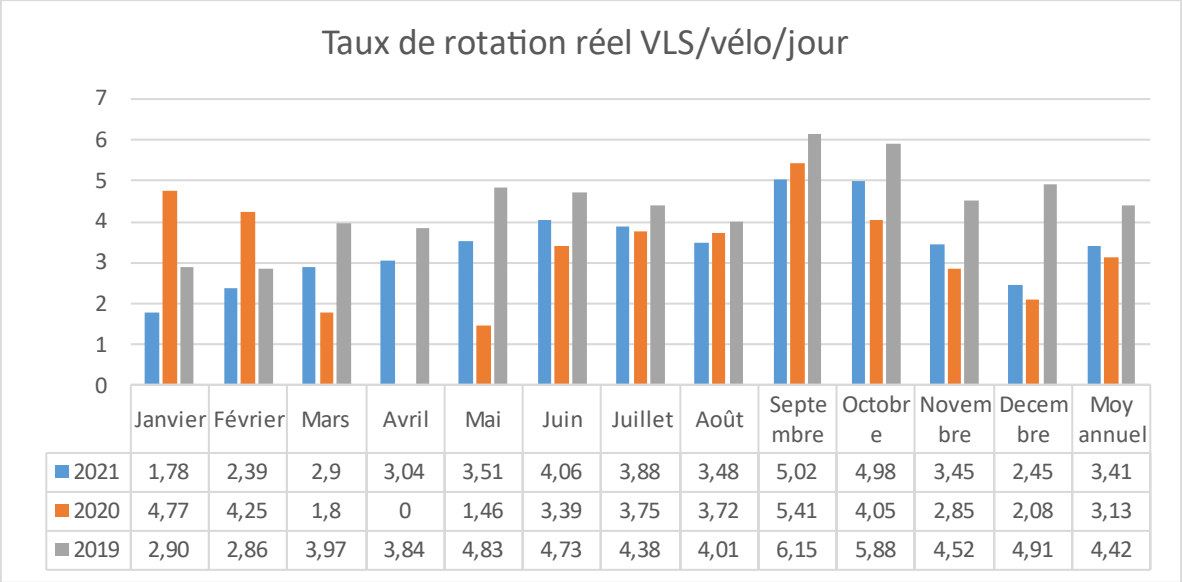
Malgré les mesures sanitaires, un changement du matériel en août (vélos, stations), l'année 2021 reste une très belle année pour le service VLS avec une évolution des courses annuelles




| | Total annuel |
|---|---|
| 2021 | 718258 |
| 2020 | 548554 |
| 2019 | 708609 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

de 30,94% par rapport à 2020 et une légère augmentation de 1.36% par rapport à 2019 année référence.



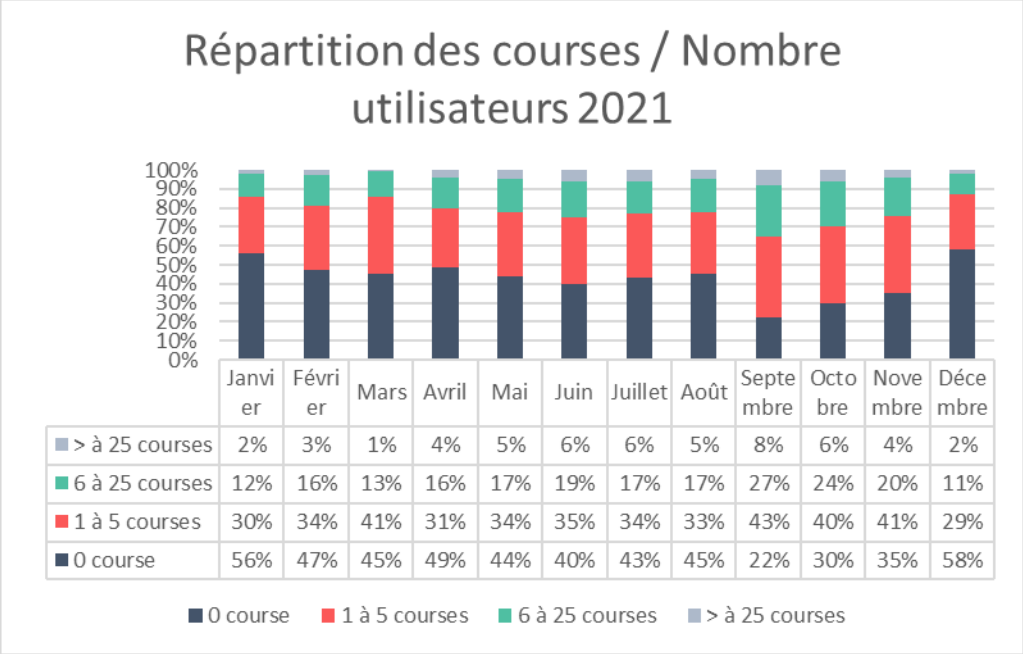

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Moy annuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2021 | 1,78 | 2,39 | 2,9 | 3,04 | 3,51 | 4,06 | 3,88 | 3,48 | 5,02 | 4,98 | 3,45 | 2,45 | 3,41 |
| 2020 | 4,77 | 4,25 | 1,8 | 0 | 1,46 | 3,39 | 3,75 | 3,72 | 5,41 | 4,05 | 2,85 | 2,08 | 3,13 |
| 2019 | 2,90 | 2,86 | 3,97 | 3,84 | 4,83 | 4,73 | 4,38 | 4,01 | 6,15 | 5,88 | 4,52 | 4,91 | 4,42 |

En parallèle avec le nombre de courses effectuées, le taux de rotation au premier trimestre a des difficultés à se hisser au-dessous de la barre des 3 trajets/vélo/jour. Cette résistance est enfin dépassée en mai pour ensuite culminer à 5 trajets/vélo/jour en septembre et en octobre, comme ce que nous avions pu connaitre en 2019.

Par conséquent, la moyenne annuelle du taux de rotation pour l'année 2021 reste supérieure à l'année précédente mais reste inférieure à celle de 2019. Le parc de vélos est plus important qu'en 2019 ce qui impacte forcément le taux de rotation.

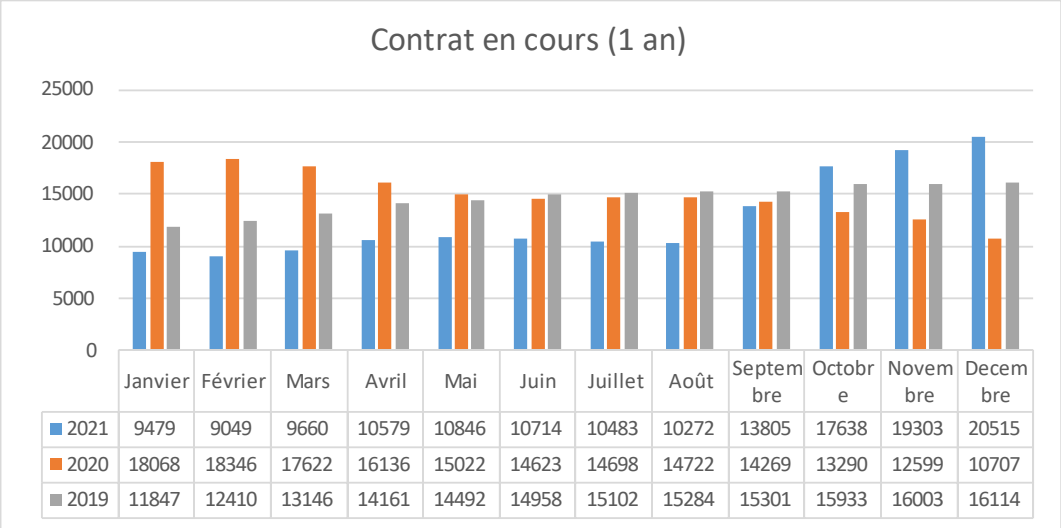
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 1.2.2 Les abonnés et leur utilisation




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| > à 25 courses | 2% | 3% | 1% | 4% | 5% | 6% | 6% | 5% | 8% | 6% | 4% | 2% |
| 6 à 25 courses | 12% | 16% | 13% | 16% | 17% | 19% | 17% | 17% | 27% | 24% | 20% | 11% |
| 1 à 5 courses | 30% | 34% | 41% | 31% | 34% | 35% | 34% | 33% | 43% | 40% | 41% | 29% |
| 0 course | 56% | 47% | 45% | 49% | 44% | 40% | 43% | 45% | 22% | 30% | 35% | 58% |

En début d'année 2021, nous observons très nettement que les abonnés VLS n'utilisent pas leur compte. C'est seulement à partir de mai que cette part diminue pour se restreindre complétement entre septembre et octobre. Malheureusement, les températures hivernales en décembre refont grimper ce pourcentage à un taux de 58%.




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2021 | 9479 | 9049 | 9660 | 10579 | 10846 | 10714 | 10483 | 10272 | 13805 | 17638 | 19303 | 20515 |
| 2020 | 18068 | 18346 | 17622 | 16136 | 15022 | 14623 | 14698 | 14722 | 14269 | 13290 | 12599 | 10707 |
| 2019 | 11847 | 12410 | 13146 | 14161 | 14492 | 14958 | 15102 | 15284 | 15301 | 15933 | 16003 | 16114 |

Durant toute l'année 2020 et sur le premier semestre 2021, nous avons perdu des abonnés VLS, cela s'est stabilisé sur la période de juin, juillet et août. Dès le changement du parc (vélos et stations), le nombre d'abonnés a explosé pour être multiplié par 2 en fin d'année et compter un nombre d'abonnés supérieur à l'issu de l'année 2019.

Sur l'année 2021, la clôture de nombreux comptes de personnes qui utilisaient très rarement le service a été réalisée. Ces abonnements échus cette année ont permis d'assainir notre base de données de ces abonnés « fantômes ».

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## 1.2.3 La fréquentation usager station par station

Pour l'année 2021, les stations les plus utilisées sont Universités, Jaude et Lagarlaye. L'année dernière nous retrouvions sur le podium Universités, Jaude et Delille (second graphique). Pour rappel, en 2019, nous avions Jaude, Universités et Delille.

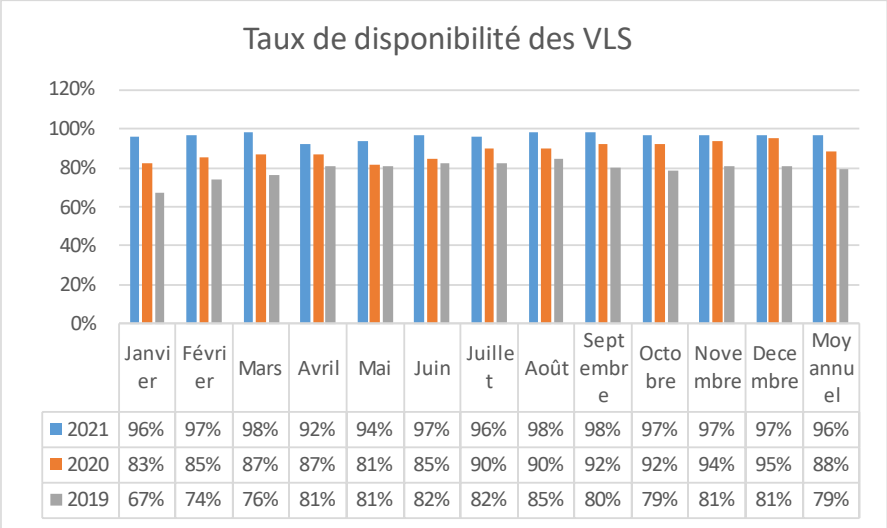
| | DEPART | RETOUR | TOTAL MVT | ECART | % | CLASSMT DEPART | CLASSMT RETOUR | CLASSMT TRAFIC | REPARTITION TRAFIC | 20/80 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 03 - Universités | 41913 | 41486 | 83399 | -427 | 98,98% | 1 | 1 | 1 | 5,81% | 5,81% |
| 01 - Jaude | 21790 | 26838 | 48628 | 5048 | 123,17% | 8 | 6 | 6 | 3,39% | 9,19% |
| 23 - Lagarlaye | 37284 | 39265 | 76549 | 1981 | 105,31% | 2 | 2 | 2 | 5,33% | 14,52% |
| 07 - Delille | 11057 | 9127 | 20184 | -1930 | 82,54% | 26 | 32 | 26 | 1,41% | 15,92% |
| 08 - Gaillard | 35776 | 29170 | 64946 | -6606 | 81,54% | 3 | 4 | 4 | 4,52% | 20,45% |
| 05 - Salins | 20700 | 8660 | 29360 | -12040 | 41,84% | 10 | 35 | 18 | 2,04% | 22,49% |
| 02 - Parvis de la gare | 30972 | 28732 | 59704 | -2240 | 92,77% | 5 | 5 | 5 | 4,16% | 26,65% |
| 21 - CROUS / Dolet | 20985 | 17421 | 38406 | -3564 | 83,02% | 9 | 12 | 10 | 2,67% | 29,32% |
| 11 - Gare - Terminal routier | 17069 | 10927 | 27996 | -6142 | 64,02% | 13 | 25 | 20 | 1,95% | 31,27% |
| 38 - Les Paulines | 9462 | 8098 | 17560 | -1364 | 85,58% | 28 | 38 | 36 | 1,22% | 32,49% |
| 18 - Côte Blatin | 14842 | 19194 | 34036 | 4352 | 129,32% | 17 | 10 | 11 | 2,37% | 34,86% |
| 34 - République | 8474 | 11945 | 20419 | 3471 | 140,96% | 35 | 22 | 25 | 1,42% | 36,28% |
| 31 - Poncillon | 7280 | 9329 | 16609 | 2049 | 128,15% | 38 | 31 | 38 | 1,16% | 37,44% |
| 30 - Coubertin | 14826 | 16849 | 31675 | 2023 | 113,64% | 18 | 13 | 15 | 2,20% | 39,64% |
| 14 - Les Carmes | 8671 | 10599 | 19270 | 1928 | 122,24% | 32 | 26 | 30 | 1,34% | 40,98% |
| 33 - La Fayette | 8982 | 8810 | 17792 | -172 | 98,09% | 30 | 33 | 33 | 1,24% | 42,22% |
| 19 - Amboise | 8560 | 11441 | 20001 | 2881 | 133,66% | 33 | 24 | 28 | 1,39% | 43,61% |
| 06 - CHU G.Montpied | 14429 | 14389 | 28818 | -40 | 99,72% | 20 | 17 | 19 | 2,01% | 45,62% |
| 24 - Dumas | 14571 | 15075 | 29646 | 504 | 103,46% | 19 | 16 | 17 | 2,06% | 47,68% |
| 20 - Pochet Lagaye | 14370 | 12190 | 26560 | -2180 | 84,83% | 21 | 20 | 22 | 1,85% | 49,53% |
| 49 - Galaxie | 23744 | 20574 | 44318 | -3170 | 86,65% | 6 | 9 | 7 | 3,09% | 52,62% |
| 37 - Musée d'art Roger Quilliot | 6765 | 5734 | 12499 | -1031 | 84,76% | 41 | 45 | 44 | 0,87% | 53,49% |
| 47 - Carnot | 34456 | 33201 | 67657 | -1255 | 96,36% | 4 | 3 | 3 | 4,71% | 58,20% |
| 12 - Montferrand | 12827 | 14092 | 26919 | 1265 | 109,86% | 23 | 18 | 21 | 1,87% | 60,07% |
| 04 - Campus | 21957 | 22188 | 44145 | 231 | 101,05% | 7 | 8 | 8 | 3,07% | 63,15% |
| 35 - Cataroux | 6997 | 7820 | 14817 | 823 | 111,76% | 40 | 39 | 41 | 1,03% | 64,18% |
| 17 - Hôpital d'Estaing | 9303 | 8380 | 17683 | -923 | 90,08% | 29 | 36 | 34 | 1,23% | 65,41% |
| 29 - Regensburg | 8955 | 7205 | 16160 | -1750 | 80,46% | 31 | 43 | 39 | 1,12% | 66,53% |
| 09 - Chamalières Mairie | 9977 | 8736 | 18713 | -1241 | 87,56% | 27 | 34 | 31 | 1,30% | 67,84% |
| 41 - Cézeaux Pellez | 16866 | 16559 | 33425 | -307 | 98,18% | 14 | 14 | 14 | 2,33% | 70,16% |
| 15 - Maison des sports | 17371 | 16257 | 33628 | -1114 | 93,59% | 12 | 15 | 13 | 2,34% | 72,50% |
| 16 - Fontgiève | 7058 | 4194 | 11252 | -2864 | 59,42% | 39 | 48 | 46 | 0,78% | 73,29% |
| 27 - Berthelot | 16152 | 14092 | 30244 | -2060 | 87,25% | 15 | 18 | 16 | 2,11% | 75,39% |
| 45 - Trois coquins | 15359 | 18650 | 34009 | 3291 | 121,43% | 16 | 11 | 12 | 2,37% | 77,76% |
| 25 - Apollinaire | 8484 | 11651 | 20135 | 3167 | 137,33% | 34 | 23 | 27 | 1,40% | 79,16% |
| 42 - Les pistes | 4006 | 3971 | 7977 | -35 | 99,13% | 48 | 49 | 49 | 0,56% | 79,72% |
| 10 - Ballainvilliers | 8038 | 10510 | 18548 | 2472 | 130,75% | 37 | 27 | 32 | 1,29% | 81,01% |
| 13 - 1er mai | 20447 | 22291 | 42738 | 1844 | 109,02% | 11 | 7 | 9 | 2,98% | 83,98% |
| 28 - Morel Ladeuil | 6690 | 8312 | 15002 | 1622 | 124,25% | 43 | 37 | 40 | 1,04% | 85,03% |
| 39 - Oradou | 3811 | 5618 | 9429 | 1807 | 147,42% | 49 | 46 | 47 | 0,66% | 85,68% |
| 26 - Clos Notre Dame | 11734 | 7557 | 19291 | -4177 | 64,40% | 25 | 42 | 29 | 1,34% | 87,03% |
| 46 - Musset | 6764 | 10260 | 17024 | 3496 | 151,69% | 42 | 28 | 37 | 1,19% | 88,21% |
| 44 - Braga | 2840 | 4317 | 7157 | 1477 | 152,01% | 51 | 47 | 50 | 0,50% | 88,71% |
| 22 - Jaurès | 5418 | 7677 | 13095 | 2259 | 141,69% | 45 | 40 | 43 | 0,91% | 89,62% |
| 50 - Sabourin | 8053 | 9561 | 17614 | 1508 | 118,73% | 36 | 30 | 35 | 1,23% | 90,85% |
| 32 - Liondards | 5662 | 7581 | 13243 | 1919 | 133,89% | 44 | 41 | 42 | 0,92% | 91,77% |
| 40 - Parking Gare | 12431 | 10201 | 22632 | -2230 | 82,06% | 24 | 29 | 24 | 1,58% | 93,34% |
| 48 - Voltaire | 5255 | 3474 | 8729 | -1781 | 66,11% | 47 | 51 | 48 | 0,61% | 93,95% |
| 36 - Rodade | 13595 | 12130 | 25725 | -1465 | 89,22% | 22 | 21 | 23 | 1,79% | 95,74% |
| 52 - La Glacière | 5326 | 6397 | 11723 | 18120 | 120,11% | 46 | 44 | 45 | 0,82% | 96,56% |
| 43 - Chandiots | 2151 | 1395 | 3546 | -756 | 64,85% | 53 | 54 | 53 | 0,25% | 96,81% |
| 53 - Les Carmes - Barbusse | 2055 | 1349 | 3404 | 4753 | 65,64% | 54 | 55 | 54 | 0,24% | 97,04% |
| 57 - Croix de Neyrat | 2844 | 3585 | 6429 | 10014 | 126,05% | 50 | 50 | 51 | 0,45% | 97,49% |
| 55 - Viviani | 533 | 649 | 1182 | 1831 | 121,76% | 57 | 57 | 57 | 0,08% | 97,57% |
| 51 - Montjuzet | 1286 | 1732 | 3018 | 4750 | 134,68% | 55 | 53 | 55 | 0,21% | 97,78% |
| 56 - Collège Albert Camus | 753 | 936 | 1689 | 2625 | 124,30% | 56 | 56 | 56 | 0,12% | 97,90% |
| 54 - La Plaine | 2770 | 3036 | 5806 | 8842 | 109,60% | 52 | 52 | 52 | 0,40% | 98,30% |
| | 718 258 | 718 258 | **1436516** | | | | | | 100,00% | |

| | DEPART | RETOUR | TOTAL MVT | ECART | % | CLASSMT DEPART | CLASSMT RETOUR | CLASSMT TRAFIC | REPARTITION TRAFIC | 20/80 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 003 Universités | 36794 | 38828 | 75622 | 54 | 105,53% | 1 | 1 | 1 | 6,89% | 6,89% |
| 001 Jaude | 36709 | 36763 | 73472 | 3633 | 100,15% | 2 | 2 | 2 | 6,70% | 6,70% |
| 007 Delille | 27859 | 25424 | 53283 | 2034 | 91,26% | 3 | 3 | 3 | 4,86% | 11,56% |
| 023 Lagarlaye | 24576 | 24286 | 48862 | -1652 | 98,82% | 4 | 4 | 4 | 4,45% | 16,01% |
| 008 Gaillard | 24316 | 21361 | 45677 | -883 | 87,85% | 5 | 5 | 5 | 4,16% | 20,17% |
| 002 Parvis de la gare | 17559 | 21192 | 38751 | -8324 | 120,69% | 9 | 6 | 6 | 3,53% | 23,71% |
| 005 Salins | 19510 | 18627 | 38137 | -2435 | 95,47% | 6 | 8 | 7 | 3,48% | 27,18% |
| 038 Les Paulines | 18024 | 18619 | 36643 | -2955 | 103,30% | 8 | 9 | 8 | 3,34% | 30,52% |
| 021 CROUS / Dolet | 18082 | 16405 | 34487 | -1811 | 90,73% | 7 | 10 | 9 | 3,14% | 33,67% |
| 011 Gare - Terminal routier | 14654 | 19774 | 34428 | -6131 | 134,94% | 10 | 7 | 10 | 3,14% | 36,81% |
| 034 République | 12764 | 15378 | 28142 | 5120 | 120,48% | 14 | 11 | 11 | 2,57% | 39,37% |
| 018 Côte Blatin | 14058 | 13986 | 28044 | 2647 | 99,49% | 12 | 12 | 12 | 2,56% | 41,93% |
| 030 Coubertin | 13613 | 12920 | 26533 | 1641 | 94,91% | 13 | 13 | 13 | 2,42% | 44,35% |
| 033 La Fayette | 12683 | 11557 | 24240 | 874 | 91,12% | 15 | 16 | 14 | 2,21% | 46,56% |
| 014 Les Carmes | 11559 | 12433 | 23992 | 1016 | 107,56% | 17 | 14 | 15 | 2,19% | 48,75% |
| 049 Galaxie | 11795 | 10462 | 22257 | -439 | 88,70% | 16 | 18 | 16 | 2,03% | 50,77% |
| 024 Dumas | 10023 | 11491 | 21514 | 1525 | 114,65% | 20 | 17 | 17 | 1,96% | 52,74% |
| 031 Poncillon | 11002 | 10031 | 21033 | -72 | 91,17% | 18 | 20 | 18 | 1,92% | 54,65% |
| 006 CHU G.Montpied | 14238 | 5914 | 20152 | 139 | 41,54% | 11 | 38 | 19 | 1,84% | 56,49% |
| 035 Cataroux | 8180 | 11799 | 19979 | -1566 | 144,24% | 24 | 15 | 20 | 1,82% | 58,31% |
| 020 Pochet Lagaye | 10643 | 9077 | 19720 | -1677 | 85,29% | 19 | 22 | 21 | 1,80% | 60,11% |
| 037 Musée d'art Roger Quilliot | 7379 | 10421 | 17800 | -728 | 141,23% | 26 | 19 | 22 | 1,62% | 61,73% |
| 047 Carnot | 9038 | 8371 | 17409 | -290 | 92,62% | 22 | 24 | 23 | 1,59% | 63,32% |
| 012 Montferrand | 7317 | 9964 | 17281 | 1468 | 136,18% | 28 | 21 | 24 | 1,58% | 64,89% |
| 009 Chamalières Mairie | 8845 | 7034 | 15879 | 912 | 79,53% | 23 | 28 | 25 | 1,45% | 66,34% |
| 039 Oradou | 7231 | 8268 | 15499 | 497 | 114,34% | 31 | 25 | 26 | 1,41% | 67,76% |
| 015 Maison des sports | 7238 | 8254 | 15492 | -529 | 114,04% | 29 | 26 | 27 | 1,41% | 69,17% |
| 042 Les pistes | 5988 | 8968 | 15018 | -1562 | 149,77% | 37 | 23 | 28 | 1,37% | 70,54% |
| 028 Morel Ladeuil | 7907 | 6345 | 14252 | -712 | 80,25% | 25 | 35 | 29 | 1,30% | 71,84% |
| 027 Berthelot | 7233 | 6704 | 13937 | -693 | 92,69% | 30 | 30 | 30 | 1,27% | 73,11% |
| 016 Fontgiève | 7036 | 6597 | 13633 | -971 | 93,76% | 33 | 31 | 31 | 1,24% | 74,35% |
| 029 Regensburg | 7133 | 6421 | 13554 | -2008 | 90,02% | 32 | 34 | 32 | 1,24% | 75,58% |
| 045 Trois coquins | 6122 | 7176 | 13298 | -1126 | 117,22% | 36 | 27 | 33 | 1,21% | 76,80% |
| 004 Campus | 7358 | 5706 | 13064 | 2614 | 77,55% | 27 | 39 | 34 | 1,19% | 77,99% |
| 019 Amboise | 6393 | 6532 | 12925 | 3619 | 102,17% | 35 | 33 | 35 | 1,18% | 79,17% |
| 010 Ballainvilliers | 9320 | 3189 | 12509 | 146 | 34,22% | 21 | 49 | 36 | 1,14% | 80,31% |
| 017 Hôpital d'Estaing | 5446 | 6971 | 12417 | 3042 | 128,00% | 39 | 29 | 37 | 1,13% | 81,44% |
| 041 Cézeaux Pellez | 6896 | 4543 | 11439 | 595 | 65,88% | 34 | 44 | 38 | 1,04% | 82,48% |
| 013 1er mai | 4896 | 6537 | 11433 | 1037 | 133,52% | 43 | 32 | 39 | 1,04% | 83,52% |
| 025 Apollinaire | 5082 | 5994 | 11076 | 1921 | 117,95% | 41 | 36 | 40 | 1,01% | 84,53% |
| 046 Musset | 4916 | 5987 | 10903 | -2353 | 121,79% | 42 | 37 | 41 | 0,99% | 85,53% |
| 026 Clos Notre Dame | 5094 | 5591 | 10685 | 2918 | 109,76% | 40 | 41 | 42 | 0,97% | 86,50% |
| 044 Braga | 3554 | 5670 | 9224 | 1258 | 159,54% | 47 | 40 | 43 | 0,84% | 87,34% |
| 032 Liondards | 5599 | 3591 | 9190 | 2116 | 64,14% | 38 | 47 | 44 | 0,84% | 88,18% |
| 050 Sabourin | 4033 | 5141 | 9174 | 1054 | 127,47% | 46 | 42 | 45 | 0,84% | 89,02% |
| 022 Jaures | 4585 | 3857 | 8442 | 1071 | 84,12% | 44 | 45 | 46 | 0,77% | 89,79% |
| 040 Parking Gare | 3068 | 4989 | 8057 | -667 | 162,61% | 50 | 43 | 47 | 0,73% | 90,52% |
| 048 Voltaire | 4276 | 3113 | 7389 | -1163 | 72,80% | 45 | 50 | 48 | 0,67% | 91,19% |
| 036 Rodade | 3144 | 3290 | 6434 | -1333 | 104,64% | 49 | 48 | 49 | 0,59% | 91,78% |
| 043 Chandiots | 2347 | 3605 | 5952 | 1108 | 153,60% | 51 | 46 | 50 | 0,54% | 92,32% |
| 052 La Glacière | 3526 | 2123 | 5649 | -835 | 60,21% | 48 | 51 | 51 | 0,51% | 92,84% |
| 051 Montjuzet | 1913 | 1078 | 2991 | -1403 | 56,35% | 52 | 52 | 52 | 0,27% | 93,11% |
| | **548554** | **548357** | **1096911** | 22 | | | | | 100,01% | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

CHU Gabriel Montpied, Ballainvilliers, Cézeaux-Pellez, Gaillard sont les stations avec le plus grand delta entre les retours et les arrivées de vélos. Pour certaines d'entre elles, la répartition naturelle des vélos ne permettrait que 35% des mouvements totaux de la station. Cela met en lumière l'importance de l'équilibrage et d'une infrastructure suffisante en nombre de places sur les stations. La topographie de Clermont-Ferrand n'est évidemment pas un avantage pour l'équilibre naturel du réseau VLS, il est donc essentiel d'avoir une action d'exploitation pour que le réseau ne soit pas saturé de vélos sur certaines zones et vides dans les autres.

### 1.2.4 Le taux de disponibilité




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Moy annuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2021 | 96% | 97% | 98% | 92% | 94% | 97% | 96% | 98% | 98% | 97% | 97% | 97% | 96% |
| 2020 | 83% | 85% | 87% | 87% | 81% | 85% | 90% | 90% | 92% | 92% | 94% | 95% | 88% |
| 2019 | 67% | 74% | 76% | 81% | 81% | 82% | 82% | 85% | 80% | 79% | 81% | 81% | 79% |

Sur l'année 2021, nous avons prolongé de nombreuses actions entreprises en 2019 afin d'améliorer le taux de disponibilité des VLS dans les stations. A l'analyse des résultats, notre travail a porté ces fruits puisque tout au long de l'année nous ne passons pas sous la barre des 90%. Nous avons réussi pendant 7 mois consécutifs à être au-dessus de la barre des 95%.

Le changement total de la flotte fin août et une partie du mois de septembre a permis d'avoir sur l'année 2021 un taux de disponibilité des vls à 96%.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 1.3 Les VLD

## 1.3.1 Les contrats VLD

### a) *Les vélos classiques*

| | 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul | Répartition en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vélos classiques location | Contrats Jour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| | Contrats Semaine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 13,79% |
| | Contrats Mois | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 8 | 27,58% |
| | Contrats 2 Mois | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 5 | 17,24% |
| | Contrats 6 Mois | 0 | 1 | 2 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 8 | 27,58% |
| | Contrats Année | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 4 | 13,79% |
| | Contrats réalisés | 1 | 2 | 5 | 1 | 1 | 3 | 3 | 7 | 0 | 3 | 3 | 0 | 29 | 100% |

Le parc de vélos classiques en 2021est composé de 26 vélos, un total de 29 contrats souscrits par les usagers a été enregistré. La tendance par rapport à l'année 2020 est une parfaite égalité en nombre de contrats réalisés. En revanche en 2019, nous avions réalisé 48 contrats au total. Les vélos classiques continuent à être « boudés » par les usagers pour deux raisons particulières : nous avons constaté un report des demandes sur les vélos à assistance électrique et une baisse des demandes provenant des étudiants qui se reportent sur les vélos en libre-service.

### *b) Les vélos à assistance électrique*

| | 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul | Répartition en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VAE | Contrats Jour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| | Contrats Semain | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 0,24% |
| | Contrats 1 Mois | 2 | 0 | 2 | 2 | 1 | 1 | 3 | 2 | 1 | 4 | 4 | 1 | 23 | 2,81% |
| | Contrats 2 mois | 2 | 3 | 2 | 3 | 4 | 5 | 1 | 5 | 2 | 8 | | 4 | 39 | 4,77% |
| | Contrats 3 mois | 54 | 42 | 41 | 69 | 46 | 39 | 73 | 67 | 45 | 103 | 97 | 77 | 753 | 92,16% |
| | Contrats réalisés | 58 | 45 | 45 | 74 | 51 | 45 | 77 | 74 | 48 | 116 | 102 | 82 | 817 | 100% |

| | 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul | Répartition en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VAE | Contrats Jour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| | Contrats Semain | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| | Contrats 1 Mois | 6 | 4 | 2 | 3 | 3 | 7 | 2 | 2 | 3 | 2 | 4 | 2 | 40 | 5,97% |
| | Contrats 2 mois | 11 | 6 | 2 | 11 | 5 | 4 | 3 | 5 | 4 | 4 | 4 | 5 | 64 | 9,55% |
| | Contrats 3 mois | 74 | 44 | 26 | 59 | 46 | 34 | 65 | 40 | 36 | 59 | 41 | 42 | 566 | 84,47% |
| | Contrats réalisés | 91 | 54 | 30 | 73 | 54 | 45 | 70 | 47 | 43 | 65 | 49 | 49 | 670 | 100% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| | 2019 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Cumul | Répartition en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VAE | Contrats Jour | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0,32% |
| | Contrats Semain | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0,43% |
| | Contrats 1 Mois | 8 | 3 | 7 | 4 | 2 | 4 | 0 | 6 | 7 | 3 | 3 | 5 | 52 | 5,71% |
| | Contrats 2 mois | 71 | 69 | 79 | 59 | 80 | 59 | 81 | 66 | 71 | 73 | 75 | 50 | 833 | 91,53% |
| | Contrats 3 mois | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 18 | 18 | 1,97% |
| | Contrats réalisés | 82 | 72 | 86 | 65 | 82 | 63 | 81 | 72 | 79 | 77 | 78 | 73 | 910 | 100,00% |

En 2021, le parc de Vae a évolué une première fois de 60 nouveaux vélos durant l'été puis en décembre avec 100 autres vélos ce qui porte le nombre de VAE à 450. 817 contrats furent établis cette année, 92.1% furent des contrats 3 mois. Par rapport à l'année dernière, nous avions une part de 84.4% en contrats 3 mois. En 2019, les contrats 3 mois ont été mis en place à partir de décembre mais les contrats les plus longs, dont la durée était de 2 mois, représentaient déjà 91.53%

L'engouement pour ce type de vélo continue à se confirmer et particulièrement par le biais des contrats 3 mois.

### 1.3.2 Les contrats VLD en commune du ressort territorial

| 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Cumul |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nouveaux Contrats 1 jour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 jour renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 1 jour non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 7 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 7 jours renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 7 jours non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 1 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 mois renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 mois non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 2 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 2 mois renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 2 mois non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 3 mois | 2 | 2 | 0 | 9 | 4 | 2 | 18 | 4 | 41 |
| Contrats 3 mois renouvelés | 29 | 8 | 11 | 30 | 10 | 10 | 33 | 11 | 142 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Cumul |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nouveaux Contrats 1 jour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 jour renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 1 jour non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 7 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 7 jours renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 7 jours non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 1 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 mois renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 mois non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 2 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 2 mois renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 2 mois non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 3 mois | 18 | 6 | 6 | 0 | 0 | 3 | 23 | 8 | 6 | 14 | 1 | 2 | 57 |
| Contrats 3 mois renouvelés | 0 | 0 | 2 | 18 | 4 | 8 | 17 | 3 | 8 | 23 | 7 | 9 | 79 |

Depuis décembre 2019, C.vélo distribue des vélos à assistance électrique sur 22 communes maintenant. Jusqu'au mois d'août, nous avions 2 parcs distincts de VAE, le premier pour les usagers en agence et le second pour les usagers en communes. Le SMTC-AC a fait le choix ensuite de rassembler ces 2 parcs de VAE. A partir de septembre, nous réalisons des passages « intermédiaires » dans les communes d'une durée de 2 heures. Cette distribution s'est opérée tout au long de l'année sur 91 rendez-vous dans les communes**.** Nous avons dorénavant centralisé la liste d'attente des VAE dans les communes avec celle des VAE en agence depuis septembre 2021 et sans limite du nombre des inscrits.

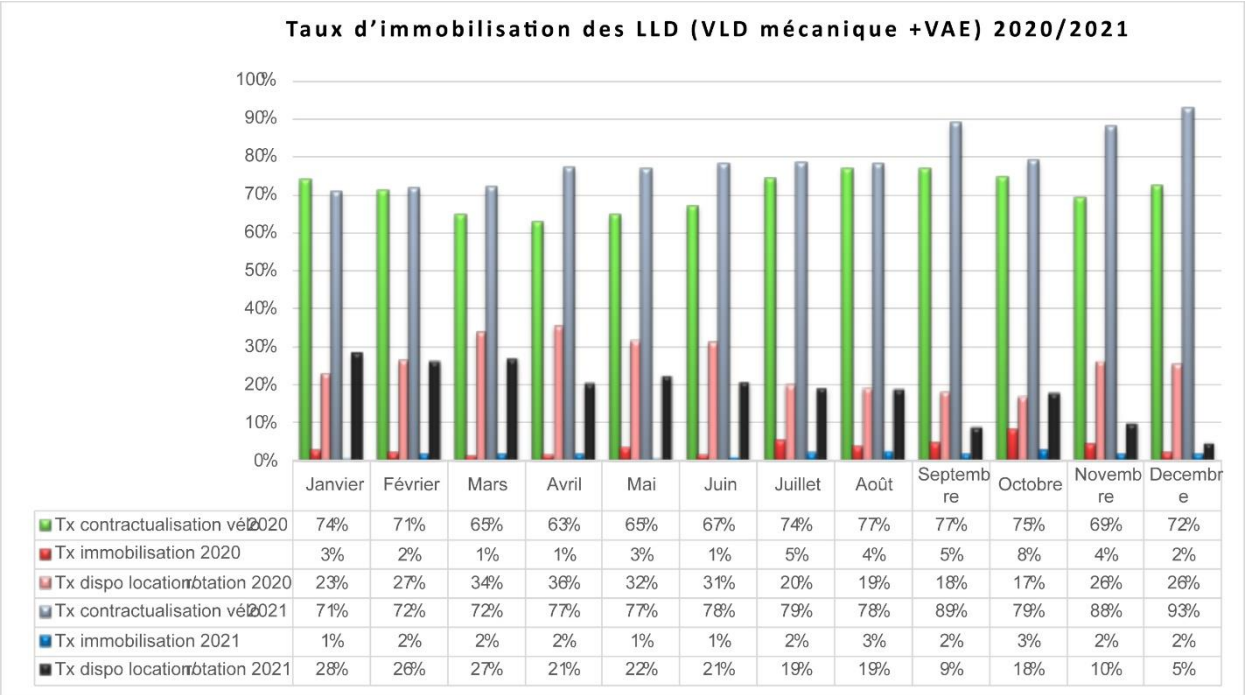
*Le nombre de personnes sur liste d'attente*

| 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agence + communes | 31 | 27 | 39 | 60 | 79 | 91 | 109 | 117 | 134 | 158 | 81 | 51 |

La centralisation des listes d'attente en septembre 2021 a permis par la suite de diminuer ce temps d'attente aux alentours de 3-4 mois, voire plus sur certaines communes, à maximum 2 mois sur des périodes plus denses.

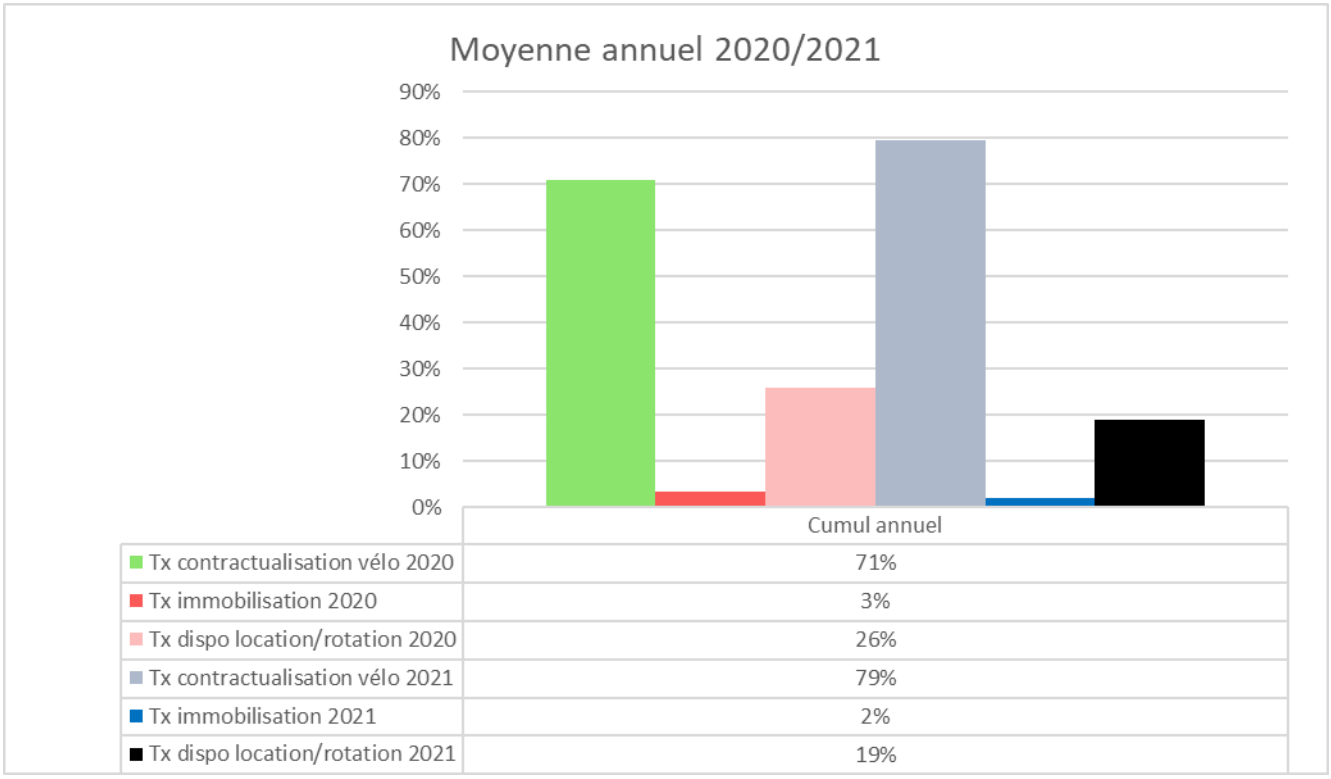
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 1.3.3 Le taux de location et de disponibilité




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tx contractualisation vélo 2020 | 74% | 71% | 65% | 63% | 65% | 67% | 74% | 77% | 77% | 75% | 69% | 72% |
| Tx immobilisation 2020 | 3% | 2% | 1% | 1% | 3% | 1% | 5% | 4% | 5% | 8% | 4% | 2% |
| Tx dispo location/rotation 2020 | 23% | 27% | 34% | 36% | 32% | 31% | 20% | 19% | 18% | 17% | 26% | 26% |
| Tx contractualisation vélo 2021 | 71% | 72% | 72% | 77% | 77% | 78% | 79% | 78% | 89% | 79% | 88% | 93% |
| Tx immobilisation 2021 | 1% | 2% | 2% | 2% | 1% | 1% | 2% | 3% | 2% | 3% | 2% | 2% |
| Tx dispo location/rotation 2021 | 28% | 26% | 27% | 21% | 22% | 21% | 19% | 19% | 9% | 18% | 10% | 5% |

Sur l'année 2021, le taux de contractualisation des VLD reste conséquent. Nous évoluons dans une fourchette entre 70% et 93%. Tout au long de l'année le taux d'immobilisation reste minime, notamment grâce à nos équipes de mécaniciens qui réalisent l'entretien/réparation dans des délais très courts, et à nos différents process.




| | Cumul annuel |
|---|---|
| Tx contractualisation vélo 2020 | 71% |
| Tx immobilisation 2020 | 3% |
| Tx dispo location/rotation 2020 | 26% |
| Tx contractualisation vélo 2021 | 79% |
| Tx immobilisation 2021 | 2% |
| Tx dispo location/rotation 2021 | 19% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 1.4 La C.vélo Box

## 1.4.1 Les contrats C.vélo Box

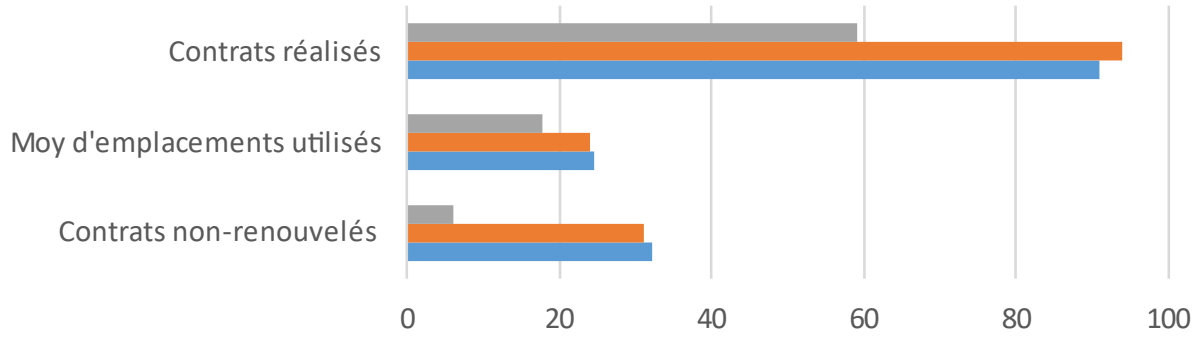
| 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul | Répartition en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrats 1 mois | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5,49% |
| Renouvellement 1 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 | 1 | 1 | 7 | 7,69% |
| Contrats 2 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Renouvellement 2 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Contrats 3 mois | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 6 | 6,59% |
| Renouvellement 3 mois | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1 | 1 | 0 | 1 | 8 | 8,79% |
| Contrats 6 mois | 2 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 3 | 1 | 8 | 5 | 3 | 2 | 30 | 32,98% |
| Renouvellement 6 mois | 4 | 3 | 4 | 1 | 3 | 1 | 5 | 5 | 3 | 5 | 0 | 1 | 35 | 38,46% |
| Contrats réalisés | 8 | 3 | 6 | 5 | 7 | 5 | 10 | 9 | 15 | 14 | 4 | 5 | 91 | 100,00% |
| Nbre d'emplacements utilisés | 38 | 37 | 35 | 31 | 31 | 31 | 30 | 31 | 42 | 48 | 43 | 43 | 440 | |
| Moy d'emplacements utilisés | 25,33% | 24,67% | 23,33% | 20,67% | 20,67% | 20,67% | 20,00% | 20,67% | 28,00% | 32,00% | 28,67% | 28,67% | 293,33 | 24,44% sur l'année |
| Contrats non-renouvelés 2021 | 0 | 1 | 3 | 7 | 3 | 3 | 4 | 1 | 0 | 0 | 8 | 2 | 32 | |

| 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul | Répartition en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrats 1 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 0 | 6 | 6,38% |
| Renouvellement 1 mois | 0 | 0 | 3 | 14 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 26,59% |
| Contrats 2 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1,06% |
| Renouvellement 2 mois | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1,06% |
| Contrats 3 mois | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3,19% |
| Renouvellement 3 mois | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 7 | 7,44% |
| Contrats 6 mois | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 3 | 5 | 2 | 3 | 0 | 19 | 20,21% |
| Renouvellement 6 mois | 2 | 1 | 2 | 0 | 6 | 4 | 1 | 2 | 7 | 1 | 4 | 2 | 32 | 34,04% |
| Contrats réalisés | 6 | 5 | 6 | 14 | 15 | 7 | 2 | 8 | 14 | 7 | 7 | 3 | 94 | 100,00% |
| Nbre d'emplacements utilisés | 40 | 41 | 40 | 40 | 35 | 27 | 26 | 30 | 36 | 40 | 41 | 34 | 430 | |
| Moy d'emplacements utilisés | 26,67% | 27,33% | 26,67% | 26,67% | 23,33% | 18,00% | 17,33% | 20,00% | 24,00% | 26,67% | 27,33% | 22,67% | 286,67 | 23,88% sur l'année |
| Contrats non-renouvelés 2020 | 0 | 1 | 1 | 0 | 5 | 10 | 1 | 2 | 0 | 2 | 2 | 7 | 31 | |

| 2019 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul | Répartition en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrats 1 mois | | | | 0 | 0 | 2 | 1 | 1 | 3 | 0 | 2 | 0 | 9 | 15,25% |
| Renouvellement 1 mois | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 3,38% |
| Contrats 2 mois | | | | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3,38% |
| Renouvellement 2 mois | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Contrats 3 mois | | | | 2 | 1 | 1 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 1 | 9 | 15,25% |
| Renouvellement 3 mois | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 3,38% |
| Contrats 6 mois | | | | 6 | 1 | 1 | 2 | 4 | 4 | 10 | 2 | 0 | 30 | 50,84% |
| Renouvellement 6 mois | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 5 | 8,47% |
| Contrats réalisés | | | | 8 | 2 | 4 | 4 | 8 | 8 | 12 | 10 | 3 | 59 | 100,00% |
| Nbre d'emplacements utilisés | | | | 8 | 10 | 14 | 18 | 26 | 34 | 42 | 44 | 44 | 240 | |
| Moy d'emplacements utilisés | | | | 5,33% | 6,67% | 9,33% | 12,00% | 17,33% | 22,67% | 28,00% | 29,33% | 29,33% | 160,00 | 17,77% sur l'année |
| Contrats non-renouvelés | | | | | | | | | | 3 | 2 | 1 | 6 | |

La C.vélo Box, sur l'année 2021, a continué à souffrir des différentes mesures sanitaires liées au Covid-19. Notamment le développement du télétravail qui a poussé nombreux de nos usagers à stopper leurs abonnements. C'est très largement l'abonnement 6 mois qui remporte les suffrages auprès de nos abonnés C.vélo Box avec 71,44% des contrats souscrits.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




| | Contrats non-renouvelés | Moy d'emplacements utilisés | Contrats réalisés |
|---|---|---|---|
| 2019 | 6 | 17,77 | 59 |
| 2020 | 31 | 23,88 | 94 |
| 2021 | 32 | 24,44 | 91 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 1.4.2 Les communes d'appartenance des usagers

*Contrats en cours au 31/12/2021*

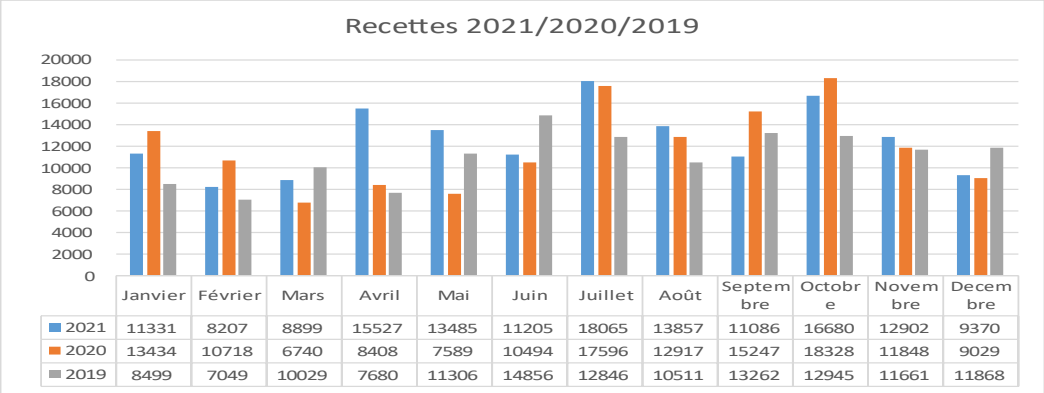
| Commune | Code postal | Total | Part en % |
|---|---|---|---|
| Aulnat | 63500 | 1 | 2,33 |
| Beaumont | 63110 | 1 | 2,33 |
| Beauregard l'évêque | 63116 | 1 | 2,33 |
| Bellerive sur Allier | 03700 | 0 | 0,00 |
| Billom | 63106 | 1 | 2,33 |
| Busset | 03270 | 0 | 0,00 |
| Cébazat | 63118 | 1 | 2,33 |
| Châlons en champagne | 51000 | 1 | 2,33 |
| Chamalières | 63400 | 1 | 2,33 |
| Chambaron sur Morges | 63200 | 0 | 0,00 |
| Chirac Bellevue | 19160 | 0 | 0,00 |
| Clermont-Ferrand | 63000 | 19 | 44,19 |
| Corent | 63730 | 1 | 2,33 |
| Dallet | 63111 | 0 | 0,00 |
| Egliseneuve près Billom | 63160 | 1 | 2,33 |
| Joze | 63350 | 0 | 0,00 |
| Le Cendre | 63670 | 0 | 0,00 |
| Nohanent | 63830 | 0 | 0,00 |
| Orléat | 63190 | 0 | 0,00 |
| Paris | 75000 | 1 | 2,33 |
| Poezat | 03800 | 0 | 0,00 |
| Pont-du-Château | 63430 | 1 | 2,33 |
| Prompsat | 63200 | 0 | 0,00 |
| Randan | 63310 | 0 | 0,00 |
| Riom | 63200 | 4 | 9,30 |
| Romagnat | 63540 | 0 | 0,00 |
| Saint Maurice | 63270 | 1 | 2,33 |
| Saint Mostien | 43260 | 0 | 0,00 |
| Saint-Vallier | 71230 | 1 | 2,33 |
| Salledes | 63270 | 1 | 2,33 |
| Solignat | 63870 | 0 | 0,00 |
| Vic le Comte | 63270 | 2 | 4,65 |
| Vichy | 03200 | 3 | 6,98 |
| Volvic | 63530 | 1 | 2,33 |
| Yronde et Buron | 63270 | 0 | 0,00 |
| **Total** | | **43** | 100 |

La majorité de nos usagers sont Clermontois, ils utilisent la C.vélo Box pour éviter de voyager en train avec leurs vélos pour se rendre sur leur lieu de travail. Nous avons souscrit durant l'année plusieurs contrats avec des personnes provenant de l'Allier.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 1.5 Les indicateurs complémentaires

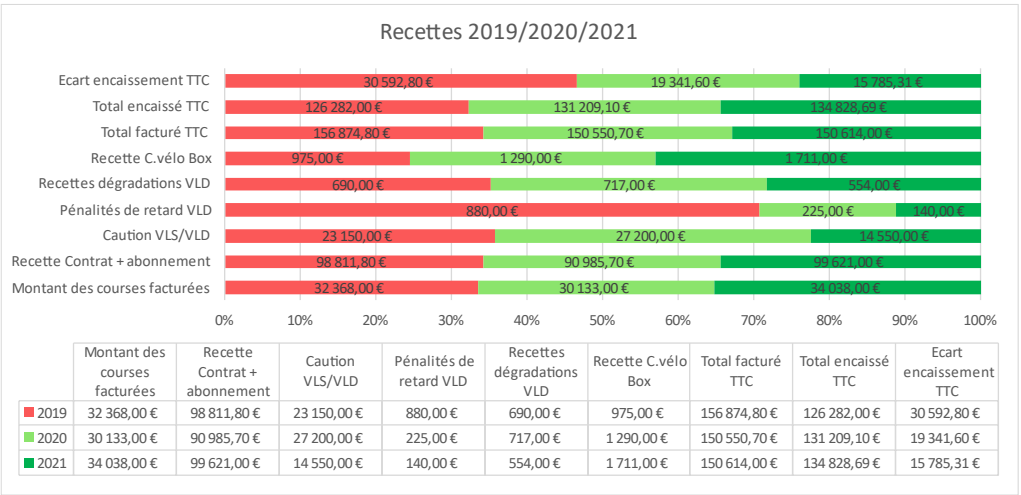
## 1.5.1 Les recettes du service




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2021 | 11331 | 8207 | 8899 | 15527 | 13485 | 11205 | 18065 | 13857 | 11086 | 16680 | 12902 | 9370 |
| 2020 | 13434 | 10718 | 6740 | 8408 | 7589 | 10494 | 17596 | 12917 | 15247 | 18328 | 11848 | 9029 |
| 2019 | 8499 | 7049 | 10029 | 7680 | 11306 | 14856 | 12846 | 10511 | 13262 | 12945 | 11661 | 11868 |

Au niveau des recettes, services VLS, VLD et C.vélo Box cumulés, les sommes perçues sont en majorité plus importantes que l'année dernière sauf pour les deux premiers mois de l'année et sur la rentrée de septembre/octobre. Les pics de recettes en juillet et octobre s'expliquent par l'arrivée de nombreux nouveaux abonnés annuels peu familiers avec le service de VLS et consommant régulièrement des courses payantes au cours de leurs premiers mois d'abonnement mais aussi du nombre important de contrats VAE réalisé.

La recette des contrats continue son évolution notamment grâce à l'agrandissement du parc VAE qui permet une évolution du nombre de contrats.

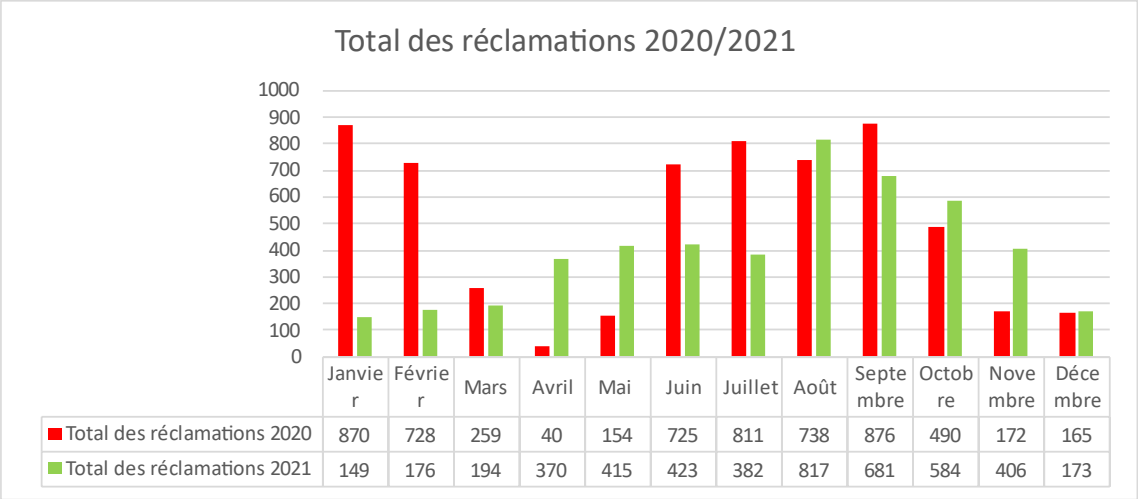



| | Montant des courses facturées | Recette Contrat + abonnement | Caution VLS/VLD | Pénalités de retard VLD | Recettes dégradations VLD | Recette C.vélo Box | Total facturé TTC | Total encaissé TTC | Ecart encaissement TTC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 32 368,00 € | 98 811,80 € | 23 150,00 € | 880,00 € | 690,00 € | 975,00 € | 156 874,80 € | 126 282,00 € | 30 592,80 € |
| 2020 | 30 133,00 € | 90 985,70 € | 27 200,00 € | 225,00 € | 717,00 € | 1 290,00 € | 150 550,70 € | 131 209,10 € | 19 341,60 € |
| 2021 | 34 038,00 € | 99 621,00 € | 14 550,00 € | 140,00 € | 554,00 € | 1 711,00 € | 150 614,00 € | 134 828,69 € | 15 785,31 € |

L'écart entre le total facturé et le total réellement encaissé s'explique par des facturations de courses VLS non-encaissées suite à des cartes bleues expirées ou des comptes non-approvisionnés. À l'issu de ce non-paiement, le compte VLS est automatiquement bloqué. Les cautions VLS non-honorées impactent aussi ce montant. C'est pour cette raison entre 2019 et 2020, l'écart est important, le service VLS a connu beaucoup de courses donc parallèlement de nombreuses courses impayées. En 2021, dès septembre, le système de gestion des vls a changé, bien moins permissif car une facture impayée peut être représentée le mois suivant, a permis de diminuer l'écart d'encaissement par rapport aux années précédentes.

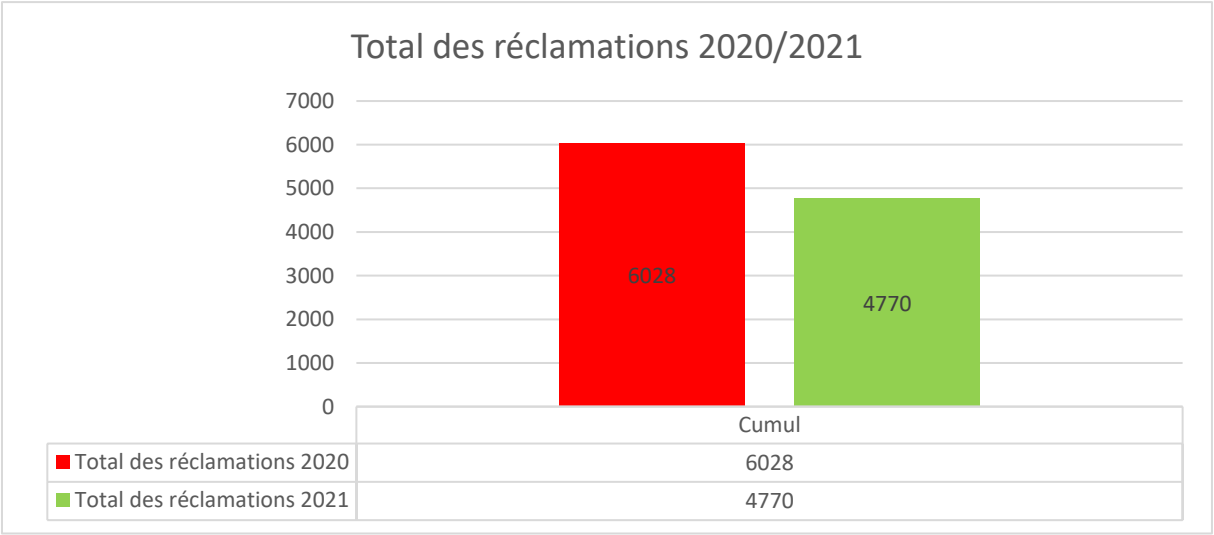
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 1.5.2 Les réclamations




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des réclamations 2020 | 870 | 728 | 259 | 40 | 154 | 725 | 811 | 738 | 876 | 490 | 172 | 165 |
| Total des réclamations 2021 | 149 | 176 | 194 | 370 | 415 | 423 | 382 | 817 | 681 | 584 | 406 | 173 |

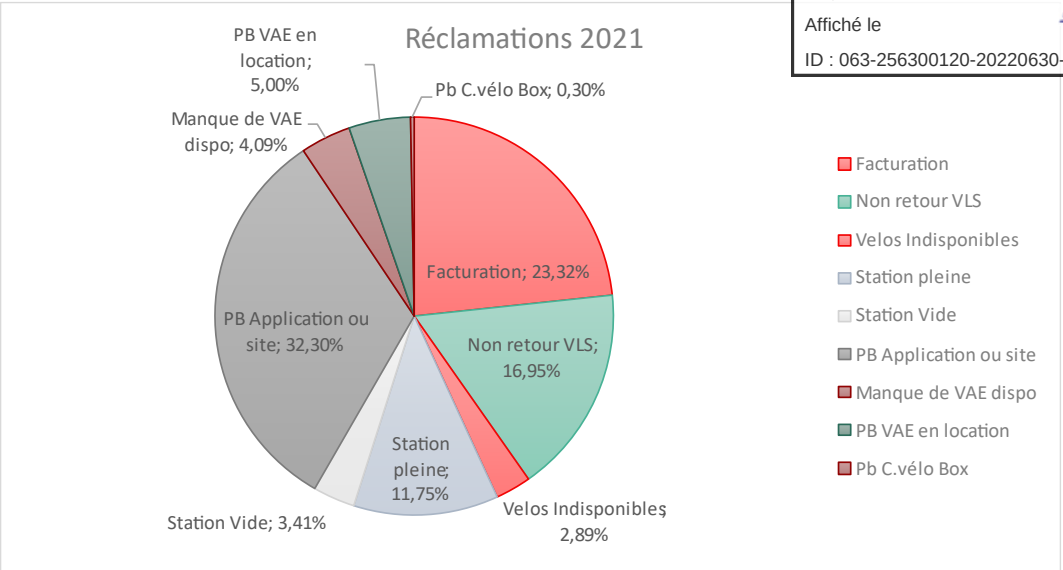
Les réclamations ont atteint un nombre important en août et en septembre. Une très forte pression sur le réseau VLS, avec le changement des vélos et la nouvelle application a logiquement augmenté les retours des usagers.




| | Cumul |
|---|---|
| Total des réclamations 2020 | 6028 |
| Total des réclamations 2021 | 4770 |

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Nbre de réclamations traité par le SMTC | 75 | 79 | 63 |
| Evolution en % N-1 | 92% | 5% | -20% |
| Nbre de remboursements et/ou recrédits | 63 | 60 | 33 |
| Ratio remb/recla VLS | **84%** | **76%** | **52%** |
| Evolution en % | 152% | -5% | -45% |
| Montant remboursé | **11 662,00 €** | **8 979,15 €** | **4 858,02 €** |
| Evolution en % N-1 | 168% | -23% | -46% |
| Montant moyen remboursé par remboursement | 185,11 € | 149,65 € | 147,21 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




Avec la nouvelle application et la migration des comptes VLS, l'agence C.vélo a été très sollicitée sur ces deux sujets. Ensuite, nous retrouvons des questions sur les facturations VLS.

Focus sur le Centre de Relation Client (mis en place depuis le 20 juillet 2022)

C.vélo

| Appels pris | DMC | Durée moyenne d'attente |
|---|---|---|
| 2086 | 00:05:32 | 00:00:06 |

Type de demande

| | |
|---|---|
| Abonnement - Contrat | 190 |
| Assistance | 1253 |
| Assurance | 9 |
| Consignes de livraison | 7 |
| Demande de remboursement | 6 |
| Demande d'information | 252 |
| Etat de l'objet | 1 |
| estion des données personnelles / prof | 6 |
| Paiement | 28 |
| Restitution | 15 |
| Suivi | 1 |
| Tarif | 4 |

Objet de demande

| longue durée | courte durée | parking |
|---|---|---|
| 300 | 1461 | 11 |

Canal de demande

| TEL | MAIL |
|---|---|
| 1618 | 154 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# II.

# Rapport d'exploitation

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 2.1 La maintenance

## 2.1.1 Les indicateurs

| | 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Atelier | Nb Vélos réparés total | 692 | 704 | 585 | 559 | 655 | 623 | 551 | 317 | 420 | 442 | 321 | 328 | 6197 |
| VLS | Tx immobilisation station | 2% | 1% | 1% | 2% | 1% | 1% | 2% | 1% | 1% | 2% | 2% | 1% | 1% |
| | Tx immobilisation atelier | 2% | 2% | 2% | 5% | 5% | 2% | 2% | 1% | 1% | 1% | 1% | 1% | 2% |
| VLD | Tx immobilisation atelier | 1% | 2% | 2% | 2% | 1% | 1% | 2% | 3% | 2% | 3% | 2% | 2% | 2% |
| | 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul annuel |
| Atelier | Nb Vélos réparés total | 564 | 846 | 322 | 0 | 312 | 620 | 776 | 607 | 714 | 633 | 656 | 571 | 6621 |
| VLS | Tx immobilisation station | 5,27% | 4,47% | 6,01% | 8,27% | 11,20% | 7,82% | 4,28% | 5,75% | 4,27% | 3,56% | 3,88% | 2,75% | 6% |
| | Tx immobilisation atelier | 12,15% | 10,06% | 6,75% | 5,15% | 7,57% | 7,32% | 6,14% | 4,36% | 4,42% | 3,94% | 2,22% | 1,71% | 6% |
| VLD | Tx immobilisation atelier | 2,70% | 2,07% | 1,21% | 1,45% | 3,31% | 1,45% | 5,37% | 3,64% | 4,60% | 8,25% | 4,48% | 2,08% | 3% |
| | 2019 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul annuel |
| Atelier | Nb Vélos réparés total | 375 | 325 | 368 | 377 | 467 | 423 | 460 | 442 | 570 | 524 | 544 | 613 | 5488 |
| VLS | Tx immobilisation station | 19,00% | 13,00% | 2,80% | 6,10% | 6,20% | 7,50% | 6,00% | 4,97% | 8,68% | 6,19% | 5,10% | 6,76% | 8% |
| | Tx immobilisation atelier | 14,00% | 12,60% | 21,00% | 13,00% | 13,00% | 10,50% | 12,00% | 10,27% | 11,44% | 15,29% | 14,06% | 12,41% | 13% |
| VLD | Tx immobilisation atelier | 11,00% | 11,00% | 5,60% | 7,00% | 5,70% | 5,00% | 5,00% | 5,00% | 5,00% | 5,00% | 4,12% | 2,10% | 6% |

| | 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Retour atelier roue dégradée | 2 | 2 | 3 | 4 | 2 | 3 | 4 | 1 | 3 | 3 | 1 | 3 | 31 |
| | Retour atelier fourche dégradée | 2 | 1 | 2 | 1 | 0 | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| | Retour atelier vélo détruit | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 8 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 |
| | Nombre de vélo en maintenance en fin de mois | 28 | 16 | 13 | 43 | 6 | 7 | 12 | 0 | 2 | 8 | 4 | 0 | 139 |
| | Tx dispo | 96% | 97% | 98% | 92% | 94% | 97% | 96% | 98% | 98% | 97% | 97% | 98% | 96% |
| | Problème de raccrochage générant un appel usager | 112 | 127 | 153 | 146 | 189 | 206 | 224 | 248 | 125 | 71 | 59 | 47 | 1707 |
| | Dégradations stations: nombre de vélos concernés | 3 | 6 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 |
| | Vol du mois | 1 | 0 | 1 | 7 | 4 | 5 | 2 | 0 | 2 | 0 | 1 | 2 | 25 |

Les indicateurs techniques sur l'année 2021 montrent que le taux moyen annuel d'immobilisation du parc VLS se situe 1.5 % et que celui du parc VLD à 2 %. Le nombre de vélos ayant subi une intervention technique est de 6197 en baisse par rapport à 2020 de 6.40 %. Le changement intégral du réseau VLS ainsi que l'achat de nouveaux VLD entraine naturellement une baisse d'interventions, le matériel étant neuf. Depuis le 1er Avril 2021, nous avons implanté notre Pôle Technique 9 rue de Dunkerque à Clermont-Ferrand dans des locaux plus grands et repensé nos postes de travail. La standardisation de nos actions techniques augmente notre niveau de qualité d'intervention. L'aménagement des postes de travail ainsi que la mise en place d'une dotation outillage de manière nominative nous a permis d'améliorer notre efficience sur des actions de maintenance.

## 2.1.2 Les VLS et leurs stations

Nous avons, sur la première moitié de l'année, continué à exploiter le réseau VLS modèle Smoove. Fin aout nous avons effectué la transition entre le système VLS Smoove en place depuis 2013 et le nouveau système PBSC. C'est bien sur le point fort de notre année 2021 car

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

l'ensemble de notre personnel technique et commercial a participé à ce changement permettant aux utilisateurs du service VLS C.vélo une utilisation sans interruption. C'est la partie du service qui a connue son plus gros changement.

- La transition

Durant l'été nous avons, en partenariat avec l'Entreprise Electrique réceptionné, stocké et assemblé les nouvelles stations VLS. Mi-août la mise en place du nouveau réseau avec dans un premier temps les nouvelles stations aux nombres de 5 et ensuite l'échange station par station du mobilier. Fin août avec l'alimentation progressive des nouveaux VLS nous sommes passés du modèle Smoove au modèle PBSC sur une période de 14 jours. Cette transition permettant aux utilisateurs d'avoir toujours accès au service avec au minimum 50 % de ce dernier opérationnel au plus bas et surtout sans aucune interruption de ce dernier.

- Les points sensibles des nouveaux VLS

Dès les premiers jours d'utilisation des nouveaux VLS nous avons constaté une fragilité sur la manette de dérailleur. Les records du nombre de courses sur les mois de septembre et octobre vont confirmer ce point. Apres analyse technique notre choix s'oriente vers un changement de cette dernière par le modèle de référence sur le marché du cycle urbain, la Shimano Nexus. L'approvisionnement de ce modèle est tendu sur cette fin d'année 2021 comme l'ensemble des ressources en pièces détachées, au fur et à mesure des réceptions nous avons effectué l'échange des manettes les plus impactées soit en fin 2021 55 % du parc VLS. Nous poursuivons en préventif cet échange systématique sur chaque vélo passant par notre Pôle Technique.

Un défaut de pression sur le pneumatique arrière sur la première série de vélos (178) a entrainé une élévation des crevaisons. Nous avons ajusté la pression sur cette série de vélos. En fin 2021 nous avons aussi entamé une réflexion sur la monte des pneumatiques des VLS. Des échanges avec le constructeur Michelin sont en cours pour le test et l'approvisionnement de pneumatique spécifique vélos urbains.

### 2.1.3 Les VLD

Concernant les VLD, l'année 2021 a vu le parc être augmenté une première fois de 60 nouveaux VAE modèle Arcade Vitality à motorisation Bafang, ce modèle est déjà celui proposé aux utilisateurs C.vélo puis une seconde fois de 100 nouveaux VAE en décembre. La mise à la route de la première vague de VAE a été réalisée dès leur arrivée au mois d'août permettant des locations sur le mois de septembre et la seconde dès janvier 2022. A noter que la moitié de ces vélos ont dû subir un échange du contrôleur motorisation pour donner suite à une note technique du constructeur. Cet échange a été effectué au Pôle Technique par nos techniciens avec des contrôleurs fournis en SAV par le constructeur. La décision de mettre à la location les VAE réservés au titre de l'expérimentation communes aux personnes sur la liste d'attente ainsi que l'augmentation du parc a entrainé une augmentation du nombre de VAE passant en

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

révision après location sur les mois de novembre et décembre sans affecter notre taux d'immobilisation sur ces mêmes mois restant stable à 2 %.

En termes de maintenance, nous pouvons constater le vieillissement des batteries sur les premiers VAE Arcade Vitality de 2017. Nous avons 23 batteries de cette génération sur les 82 sont hors service. Nous avons fait un test de recyclage mais ce dernier ne s'est pas avéré suffisamment efficace. La garantie initiale constructeur étant de deux sur ce modèle, il a fallu acheter de nouvelles batteries.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 2.2 L'organisation

L'année 2021 a été pleine de changement pour le service C.vélo avec le changement d'exploitant. De cet élément à découler plusieurs modifications au sein du service. Notamment sur les aspects liés à l'organisation des équipes, des équipements, de notre partenariat avec Job Agglo.

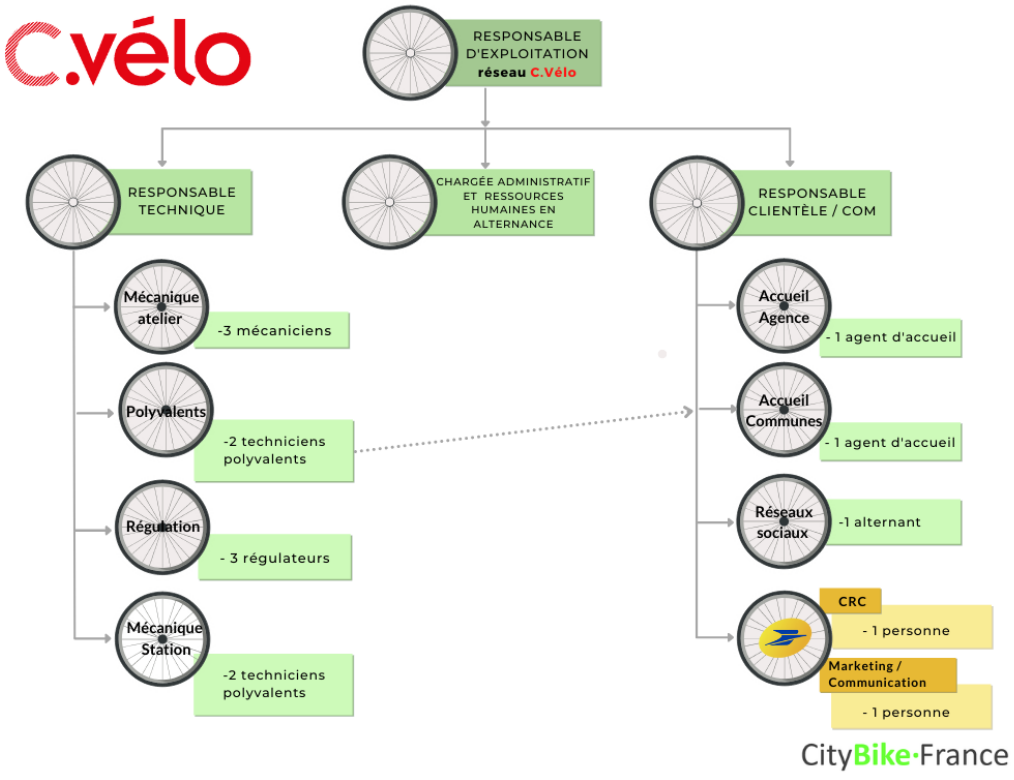
## I. Nos équipes

Ce changement a entrainé une modification de l'organisation des équipes. Auparavant, les équipes techniques étaient composées de 14 mécaniciens cycles encadrés par 2 responsables. Les équipes de l'agence commerciale comprenaient 2 agents d'accueil et un responsable.

Aujourd'hui le service est organisé de manière suivante :

Pour la partie technique, nous avons mis en place une nouvelle organisation par secteur, avec des tâches différentes en fonction des postes. Ce changement permet une simplification de notre organisation et une augmentation des performances des équipes.

En ce qui



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

concerne l'agence, l'organisation a également été revue. Nous avons maintenant parmi les deux agents d'accueil, un qui s'occupe de l'organisation des communes. Cette personne travaille en relation avec un technicien polyvalent qui est présent dans les communes le mardi après-midi, mercredi et jeudi après-midi. Nous avons également renforcé notre équipe de communication avec un alternant community manager

Ce nouvel arrivé porte le nombre d'alternants dans l'entreprise à deux. Chacun dans un secteur différent. La première est dans ressources humaines et de l'administratif et le second dans la communication.

## II. Les équipements

Nous avons également changé de locaux techniques. Anciennement, notre atelier se situait dans la zone du Brezet. Actuellement nous somme situer au 5 rue du Torpilleur Sirocco, avec au rez-de-chaussée une surface de 621m² et à l'étage une salle de réunion de 34m² équipée de matériel de visio-conférence qui sont d'autant plus utiles en raison du covid.

Une autre modification est le changement des véhicules utilisés. Nous avons une flotte 100% propre composée de 3 Nissan électriques, et deux camions au gaz dont l'un des deux est un modèle Iveco mis à disposition par le SMTC-AC.

## III. Le partenariat avec Job Agglo

Notre partenariat avec Job Agglo reste toujours effectif. Nous continuons à assurer la maintenance de leurs vélos ainsi que des remorques fournies par le SMTC-AC.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

III.

# LE BILAN COM’

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

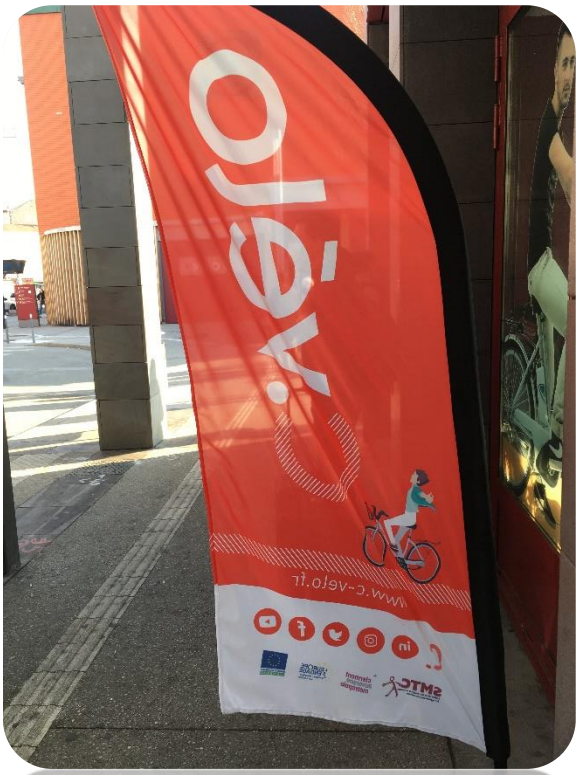
# 3.1 Les grands axes de la communication en 2021

Sur la première partie de l'année 2021, notre objectif était de rassembler et consolider notre communauté sur les réseaux sociaux. Car l'arrivée d'un nouvel exploitant début avril était imminente. Nous pouvions ainsi mieux préparer nos usagers à la transition prévue dans la seconde moitié de l'année concernant les VLS.

La seconde partie de l'année a été consacrée à mettre à jour nos différents supports de communication déjà existants, comme les flyers, les roll-up, le site C.vélo, mais aussi de développer de nouveaux supports à destination de nos usagers.

Présentoir en carton C.vélo

Oriflamme C.vélo



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 3.2 Mise à jour des supports de communication

Nous avons dû mettre à jour nos différents supports de communication déjà existants afin de supprimer la mention Vélogik et qu'ils soient en adéquation avec le nouveau système de vélos en libre-service. Des éléments graphiques ont été ajouté pour créer une vraie identité C.vélo, un fil rouge graphique de tous nos supports.

Flyer, roll-up et affiche A3.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 3.3 Communication digitale

## 1. Réseaux sociaux

Les réseaux sociaux relaient efficacement les événements de la vie du réseau, du service, comme la fermeture et l'ouverture des stations pour cause de panne, d'accidents techniques, de travaux de voirie, les changements d'horaires et les fermetures exceptionnelles de l'agence. Ils permettent aussi de relayer les informations du SMTC.

Notamment cette année, les réseaux sociaux nous ont aidé à préparer les cvélistes sur la transition qui a eu lieu au mois d'août concernant le nouveau système de vélos en libre-service :

- Migration des comptes VLS
- Stations disponibles et indisponibles
- Nouvelle application PBSC
- Nouveau système de décrochage et raccrochage des VLS

Les types de support utilisés sont aussi diversifiés que le contenu : pour chaque post, des photos sont systématiquement choisies. Cette année encore, grâce aux partenariats du SMTC avec des événements culturels incontournables sur le territoire de Clermont-Ferrand, le service C.vélo a pu faire gagner des lots pour :

- Le Festival du Court-Métrage
- Le Festival Europavox

**Toujours par le biais de concours sur nos comptes Twitter, Facebook et Instagram, nous proposons ces animations à notre audience sur ces différentes périodes. A chaque fois ces opérations ont rencontré un franc succès.**

### TWITTER

https://twitter.com/CVeloCF

Les tweets : **De 4 à 11 tweets** par mois, près de **8** en moyenne en 2021. 1050 followers au 31 décembre 2021 (contre 946 au 31 décembre 2020), soit une augmentation de 11%. Les « impressions » par mois varient entre **600** et **20000**. Le tweet le plus vu concerne le record de courses journalier que nous avons atteint le 24 septembre.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# FACEBOOK

https://www.facebook.com/CveloCF/

Les publications : **5 à 10 par mois**, **8** en moyenne. 946 abonnés au 31 décembre 2021 (contre 852 au 31 décembre 2020), soit une augmentation de 11.03%. La publication qui a eu le plus de portée cette année est la suivante :

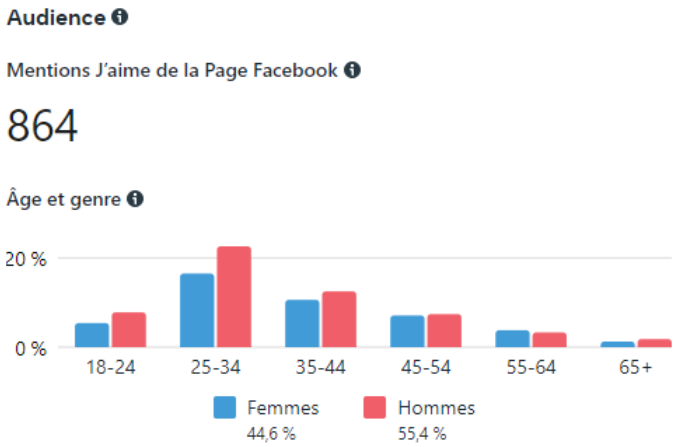
- La présentation des nouveau vélos en libre-service (10 août–): plus de 1080 personnes touchées

**Messages des internautes** : **moins de 48h** de délai pour répondre à une question posée via la boîte de messages privés de C.vélo ou via les commentaires. Les demandes ont été nombreuses et ont porté essentiellement sur les nouveaux vélos en libre-service.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Ceux qui nous suivent sur Facebook :

La majorité de nos abonnés sur Facebook ont entre 25 et 34 ans. Nous sommes en majorité suivi




par des hommes à hauteur de 55,4%.

## Instagram

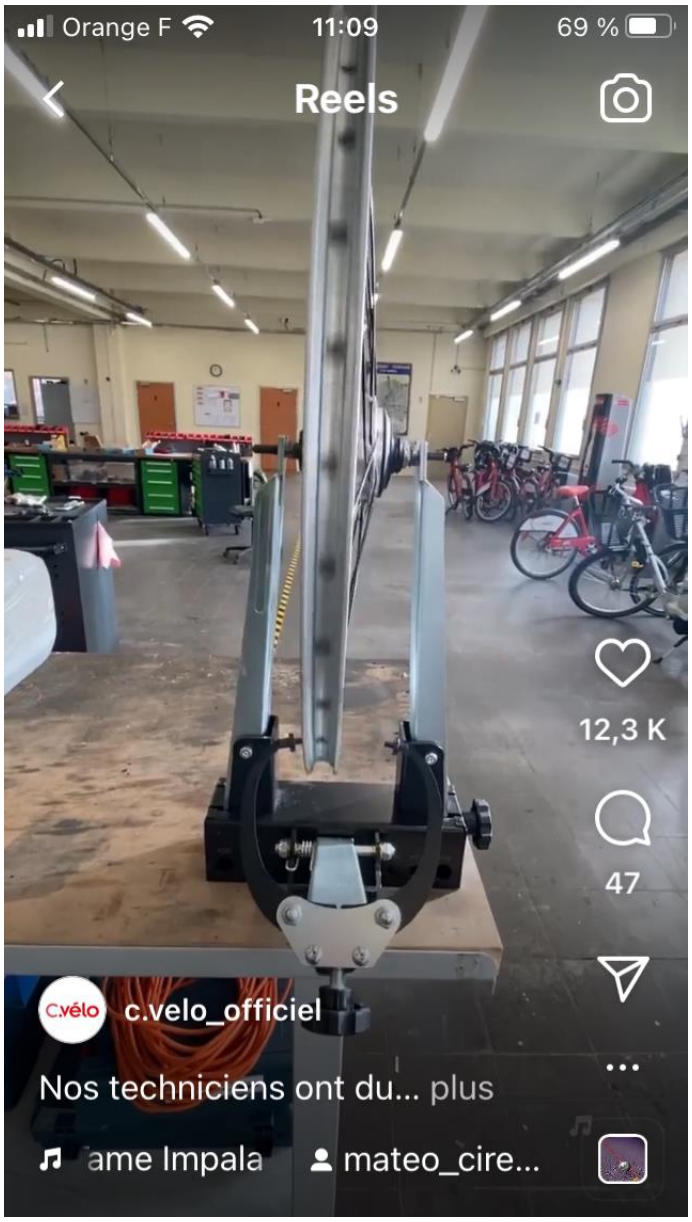
https://www.instagram.com/c.velo_officiel/

Depuis maintenant 2 ans et demi, nous avons créé un compte Instagram. Cela nous permet de toucher de nouvelles cibles et de communiquer sur d'autres axes du service, comme l'envers du décor, la mise en avant du travail des équipiers, les jeux-concours, etc. Nous comptons actuellement 709 abonnés soit une augmentation de 352% sur un an (158 abonnés au 31 décembre 2020).

A partir d'avril et jusqu'en juin, nous avons réalisé une campagne de communication en s'appuyant sur 4 influenceurs lifestyle clermontois en partenariat avec MonBento, cela nous a permis d'agrandir notre communauté en communiquant sur nos offres VLS, LLD et C.vélo Box.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Concernant le choix éditorial de montrer les coulisses du service, en fin d'année nous avons partagé une vidéo de nos techniciens qui réparaient une roue voilée. Elle a comptabilisé 402 000 vues et 12 300 likes.



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## 2. Le site internet

### SITE C.VÉLO

Le site internet C.vélo a dû être migré vers un nouvel hébergeur, par conséquent il fonctionne maintenant avec un nouveau CMS plus puissant et adapté, correspondant mieux aux attentes de création de contenu. Durant l'année 2021, www.c-velo.fr compte presque 150 visites par jour, 61 494 utilisateurs avec 290 615 pages vues en un an. Par rapport à 2020, nous étions sur le même nombre de visites par jour et un nombre d'utilisateurs presque équivalent, 54 897. Le site reste un bon moyen pour relayer dans la catégorie actus les articles de « fond » de la newsletter.

## 3. Newsletters / emailing

### Newsletter C.VÉLO

4 newsletters ont été envoyées en 2021. Pour cette année, le taux d'ouverture est de 26.62%, 38% en 2020. Les 2 newsletters envoyés pendant la période estivale ont malheureusement impacté notre moyenne de taux d'ouverture mais l'actualité a fait que nous devions les envoyer à ce moment-là.

- Juillet : 16,9%
- Transition : 29,62%
- Octobre : 18,41%
- Hiver : 39,9%

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**Les newsletters informent les abonnés des actualités du service C.vélo et du SMTC, des événements en lien avec le vélo, la mobilité ou plus généralement des événements clermontois.**

Depuis juillet 2021, nous utilisons un nouveau service d'emailing, nous permettant d'envoyer à nos usagers des e-mails ciblés sur des sujets précis :

- Changement des vélos en libre-service
- Transfert des compte VLS
- Calendrier des stations disponibles et indisponibles

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



## 4. La communication par les objets

Afin de communiquer sur la sécurité auprès de nos usagers LLD, en agence comme en commune un pack de bienvenu est remis à chacun de nos usagers, nous pouvons trouver dans ce pack :

- Un bracelet réfléchissant

- Un sac à dos avec deux bandes réfléchissantes

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- Un tour de cou

- Un couvre selle

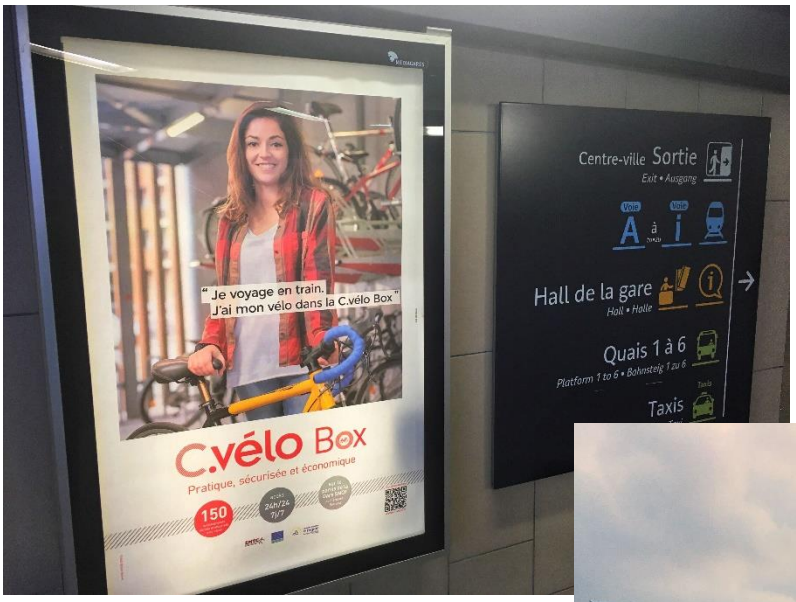
- Le code de la rue et un flyer « Pour votre sécurité n'utilisez pas la voie de tram »

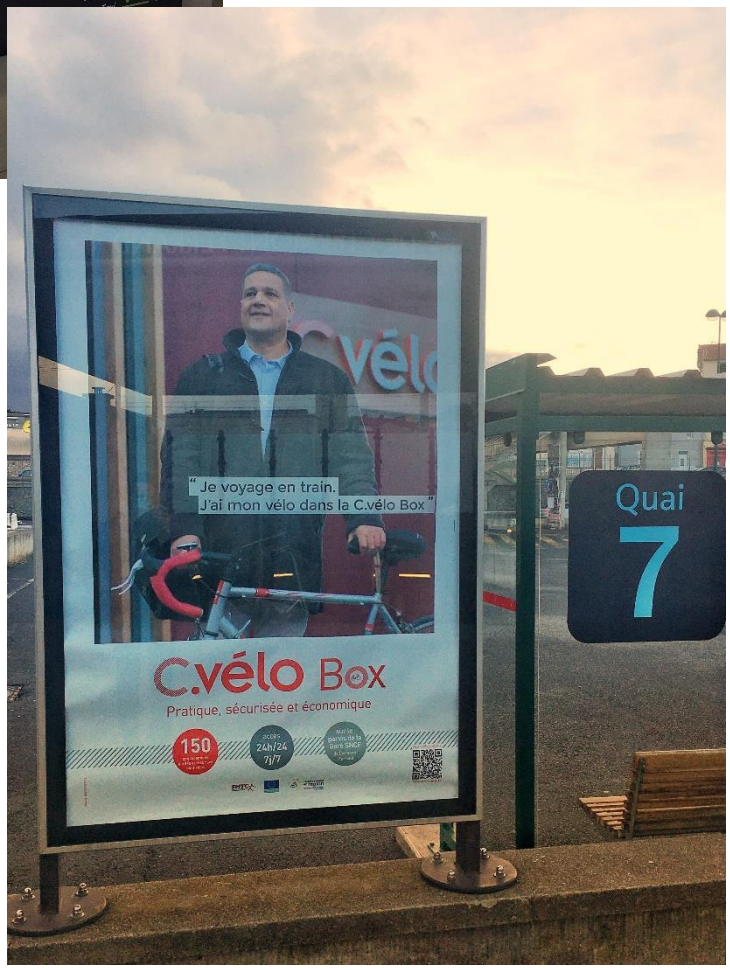
## 5. Réseau d'affichage

Afin de faire la promotion de la C.vélo Box, nous avons réalisé une campagne d'affichage (23 faces) sur le réseau Médiagares pendant 15jours. L'objectif était de toucher les voyageurs de la SNCF qui transitent dans les gares de :

- Clermont-Ferrand
- Montluçon
- Vichy
- Issoire
- Riom
- Thiers

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 3.5 Animations

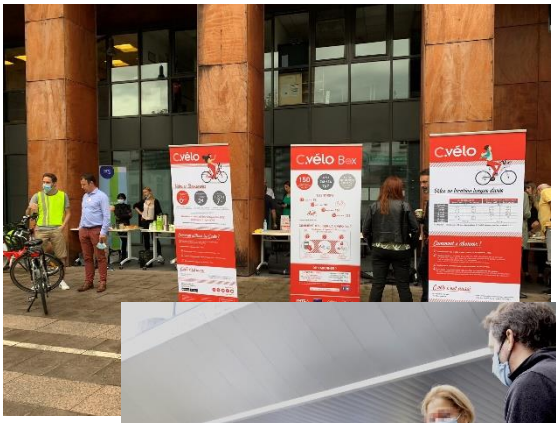
## 6. Pour le grand public

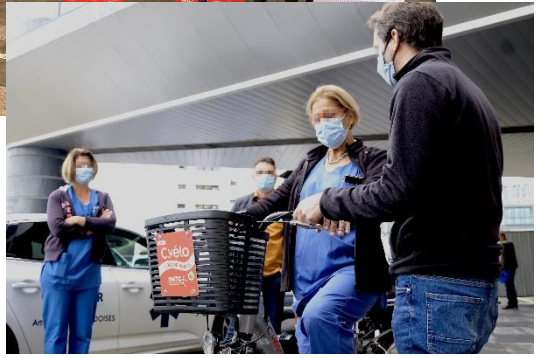
Le service C.vélo a participé plusieurs évènements cette année, notamment à la foire Saint-Loup à Aubière, la foire de Cournon sur le stand de la Métropole, la Journée Sans Voiture et à Orbimob, où nous avons rencontré beaucoup de personnes curieuses de découvrir les nouveaux vélos en libre-service mais aussi essayer les vélos à assistance électrique.

## 7. PdME

En 2021, C.vélo a participé à 15 dates d'animations avec la possibilité à chaque fois d'essayer un VAE, aussi bien pour des organismes publics, des entreprises, ou des établissements d'enseignement. Autant de publics divers qui ont pu découvrir et apprécier les bénéfices du vélo à assistance électrique mais aussi la solution C.vélo Box et les vélos en libre-service !
Les structures qui ont bénéficié de ces animations sont :

- La ville de Clermont-Ferrand
- L'ARS
- La métropole
- INRAE
- CHU Gabriel Montpied et Estaing
- L'UCA
- La DDFIP
- Le rectorat
- La SNCF



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**Toutes ces animations sont une occasion d'échanger avec le public.** Un fort besoin d'informations sur les axes cyclables, les conditions de circulation à vélo, est globalement exprimé par le public rencontré lors de ces journées d'animations.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 3.6 Publications médias

Le service a fait l'objet de nombreux articles relayant principalement les nouveaux vélos en libre-service et la distribution de vélos à assistance électrique dans les communes.

Mobilité
Voici à quoi ressembleront les futurs C.Vélo à Clermont-Ferrand et à travers la métropole

- 23/04/2021 : Voici à quoi ressembleront les futurs C.Vélo à Clermont-Ferrand et à travers la métropole

https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/voici-a-quoi-ressembleront-les-futurs-c-velo-a-clermont-ferrand-et-a-travers-la-metropole_13933866/

Le vélo à assistance électrique se popularise

- 12/05/2021 : Le vélo à assistance électrique se popularise

https://www.lamontagne.fr/ceyrat-63122/actualites/le-velo-a-assistance-electrique-se-popularise_13952280/

Transport
Comment et pourquoi l'offre C.Vélo va-t-elle évoluer à Clermont-Ferrand ?

- 23/06/2021 : Comment et pourquoi l'offre C.Vélo va-t-elle évoluer à Clermont-Ferrand ?

https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/comment-et-pourquoi-l-offre-c-velo-va-t-elle-evoluer-a-clermont-ferrand_13972812/

Mobilité
À Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), de nouvelles stations C.Vélo et de nouveaux modèles à la rentrée

- 16/08/2021 : À Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), de nouvelles stations C.Vélo et de nouveaux modèles à la rentrée

https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/a-clermont-ferrand-puy-de-dome-de-nouvelles-stations-c-velo-et-de-nouveaux-modeles-a-la-rentree_13997509/

Mobilité
Voici à quoi ressemblent les nouveaux C.Vélo, les vélos en libre-service de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

- 26/08/2021 : Voici à quoi ressemblent les nouveaux C.Vélo, les vélos en libre-service de Clermont-Ferrand

https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/voici-a-quoi-ressemblent-les-nouveaux-c-velo-les-velos-en-libre-service-de-clermont-ferrand-puy-de-dome_14002260/

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- 09/09/2021 : On a testé pour vous les nouveaux C.Vélo, les vélos en libre-service de Clermont-Ferrand

https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/on-a-teste-pour-vous-les-nouveaux-c-velo-les-velos-en-libre-service-de-clermont-ferrand_14007636/

- 19/09/2021 : Un record pour C.Vélo à Clermont-Ferrand

https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/un-record-pour-c-velo-a-clermont-ferrand_14014608/

- 17/11/2021 : Adeptes du vélo à assistance électrique

https://www.lamontagne.fr/ceyrat-63122/actualites/adeptes-du-velo-a-assistance-electrique_14045909/

- 22/10/2021 : France Bleu Auvergne : Les coulisses de C.vélo

Il est évident que l'arrivé d'un nouvel exploitant et le changement de la flotte VLS a suscité énormément d'intérêt provenant des médias.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# IV.

# Conclusion et perspectives

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Les usagers des vélos en libre-service se sont très rapidement appropriés les nouveaux vélos en libre-service, la preuve en est avec l'explosion de courses dès le mois de septembre. L'agrandissement du parc de vélos à assistance électrique a permis de répondre aux nombreuses sollicitations des habitants issus du ressort du territoire du SMTC-AC. La C.vélo Box réussit à se stabiliser malgré une année très difficile suite aux nombreuses mesures sanitaires et au développement du télétravail.

Mais aux vues des nouvelles habitudes prises suite au confinement, aux mesures sanitaires, la limitation de la vitesse à 30 km/h dans Clermont-Ferrand, le vélo va prendre inévitablement une part de plus en plus importante dans les déplacements aux quotidiens pour l'année 2022.

CityBike France est heureux d'accompagner le SMTC-AC sur ces nouvelles perspectives et de partager son expertise et ses innovations sur les futurs développements du service C.vélo.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# RAPPORT ANNUEL d'activités

**Année 2021**

13/06/22 - V.4

SMTC Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise
MoovCité
T2C
KEOLIS LOISIRS ET VOYAGES

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 01

# MooviCité
# Activité TPMR

## PREMIÈRE PARTIE

## 1. Bilan 2021

**Comme pour l'année 2020, Keolis Loisirs et Voyages ont mis en place dès le début de la crise des mesures de prévention conséquentes pour l'ensemble du personnel.**

L'organisation des activités PMR et TAD nécessite de fortes adaptations quant à la prévention de l'épidémie de Covid-19.

*Visuel affiché à bord des véhicules*

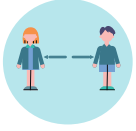
Pour réduire le risque de contamination et assurer la santé et la sécurité des conducteurs et des voyageurs, KEOLIS Loisirs et voyages a fait appliquer le protocole sanitaire aux conducteurs et voyageurs :

Le respect des gestes barrières (distanciation sociale, se laver les mains régulièrement au gel hydro-alcoolique)

Désinfection plusieurs fois par jour des véhicules avec des lingettes désinfectantes et par nébulisation

Le port du masque obligatoire pour les conducteurs et les voyageurs

Aérer régulièrement les véhicules afin d'éviter la stagnation de l'air



La place à côté du conducteur est condamnée, une bâche de protection est présente les véhicules pour protéger le conducteur des voyageurs

Par rapport à l'année 2020, nous avons connu une reprise des voyages depuis Janvier 2021, l'activité a évolué en fonction des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation du Covid-19.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 2. Le périmètre d'action

Ce service de Transport A la Demande spécialisé dans le transport de personnes à mobilité réduite est effectué sur le périmètre qui comporte les 24 communes de l'agglomération clermontoise.

# 3. L'offre de service

Ce service fonctionne du lundi au dimanche toute l'année, y compris les jours fériés, aux horaires suivants :

**7H**
1ère prise en charge

**23H30**
Dernière dépose

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 4. Les moyens humains et matériel

L'exploitation est réalisée au moyen de **9 services conducteurs** du lundi au vendredi et de **5 services conducteurs** du samedi au dimanche.

Voici la liste des ETP mensuels avec retenue maladie en 2021 par poste métier :

**Conducteurs**
**15.23**

**Conseillères**
**4.41**

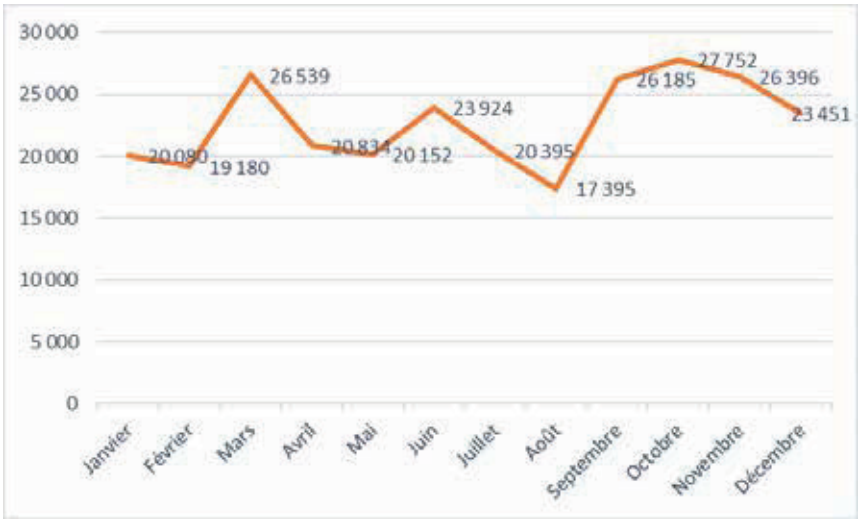
Pour assurer l'ensemble des services, 1 minibus équipés de hayon, 6 véhicules légers de 4 places clients + 1 UFR, propriété du SMTC.

| Immatriculation | Date de 1ère mise en circulation | Marque | Type | Capacité | Propriétaire | Âge | Kms | Billétique |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FQ-352-TM | 23/06/2020 | RENAULT | MODULIS 50 | 6 places assises ou 3 BFR + 3 places ou 5 places assises + 2 BFRE | SMTC | 1,52 | 79 189 | NON |
| ET-374-HP | 12/01/2018 | VOLKSWAGEN | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,97 | 211 960 | NON |
| ET-624-HP | 12/01/2018 | VOLKSWAGEN | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,97 | 158 376 | NON |
| FW-339-NJ | 18/01/2021 | VOLKSWAGEN | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 0,95 | 95 902 | NON |
| FW-689-NJ | 18/01/2021 | VOLKSWAGEN | CADDY | 6 places assises + 1 BFRE ou 4 places assises + 1 BFR | SMTC | 0,95 | 71 570 | NON |
| FH-751-VS | 12/07/2019 | RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFRE | SMTC | 2,47 | 41 393 | NON |
| FK-766-LQ | 12/07/2019 | RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFRE | SMTC | 2,26 | 37 748 | NON |

# 5. La production kilométrique annuelle

Le service totalise en 2021, **272 283 kilomètres parcourus.** Le service TPMR est moins sollicité durant la période de la pandémie mais également au mois d'Août, période de congés annuels pour les usagers abonnés.

**Nous observons une augmentation de 22% du nombre de kilomètres parcourus par rapport à 2020.**



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 6. Les demandes de transport

L'année 2021 totalise **31 129 demandes de transport** dont **26 852 voyages.**

**Nous observons une diminution 2.49% des demandes de transport par rapport à l'année dernière et une augmentation de 21.83% du nombre de voyages.**
**Cette baisse est liée à la crise sanitaire.**

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de voyages demandées** | 2 419 | 2 368 | 2 864 | 2 216 | 2 540 | 3 042 | 2 552 | 1 568 | 2 963 | 3 138 | 2 885 | 2 574 | **31 129** |
| **Nombre de courses réalisées** | 1 502 | 1 485 | 1 846 | 1 471 | 1 532 | 1 843 | 1 578 | 1 114 | 1 877 | 2 005 | 1 827 | 1 600 | **19 680** |
| **Nombre de voyages** | 2 055 | 2 050 | 2 502 | 1 948 | 2 193 | 2 576 | 2 207 | 1 350 | 2 545 | 2 752 | 2 538 | 2 136 | **26 852** |
| **Nombre d'annulation** | 250 | 199 | 255 | 155 | 226 | 312 | 259 | 190 | 293 | 308 | 259 | 363 | **3 069** |
| **Nombre de clients annulés sur place** | 28 | 20 | 23 | 17 | 20 | 37 | 15 | 2 | 4 | 2 | 1 | 4 | **173** |
| **Nombre de refus (en liste d'attente)** | 86 | 99 | 84 | 96 | 101 | 117 | 71 | 26 | 121 | 76 | 87 | 71 | **1 035** |
| **Taux annulation** | 10,33% | 8,40% | 8,90% | 6,99% | 8,90% | 10,26% | 10,15% | 12,12% | 9,89% | 9,82% | 8,98% | 14,10% | |
| **Taux annulation sur place** | 1,36% | 0,98% | 0,92% | 0,87% | 0,91% | 1,44% | 0,68% | 0,15% | 0,16% | 0,07% | 0,04% | 0,19% | |
| **Taux refus clients** | 3,56% | 4,18% | 2,93% | 4,33% | 3,98% | 3,85% | 2,78% | 1,66% | 4,08% | 2,42% | 3,02% | 2,76% | |
| **Taux de résiliation** | 84,95% | 86,57% | 87,36% | 87,91% | 86,34% | 84,68% | 86,48% | 86,10% | 85,89% | 87,70% | 87,97% | 82,98% | |

*(Le nombre d'annulation correspond aux annulations <12h, entre 12h et 2h et 1 à 2 jours)

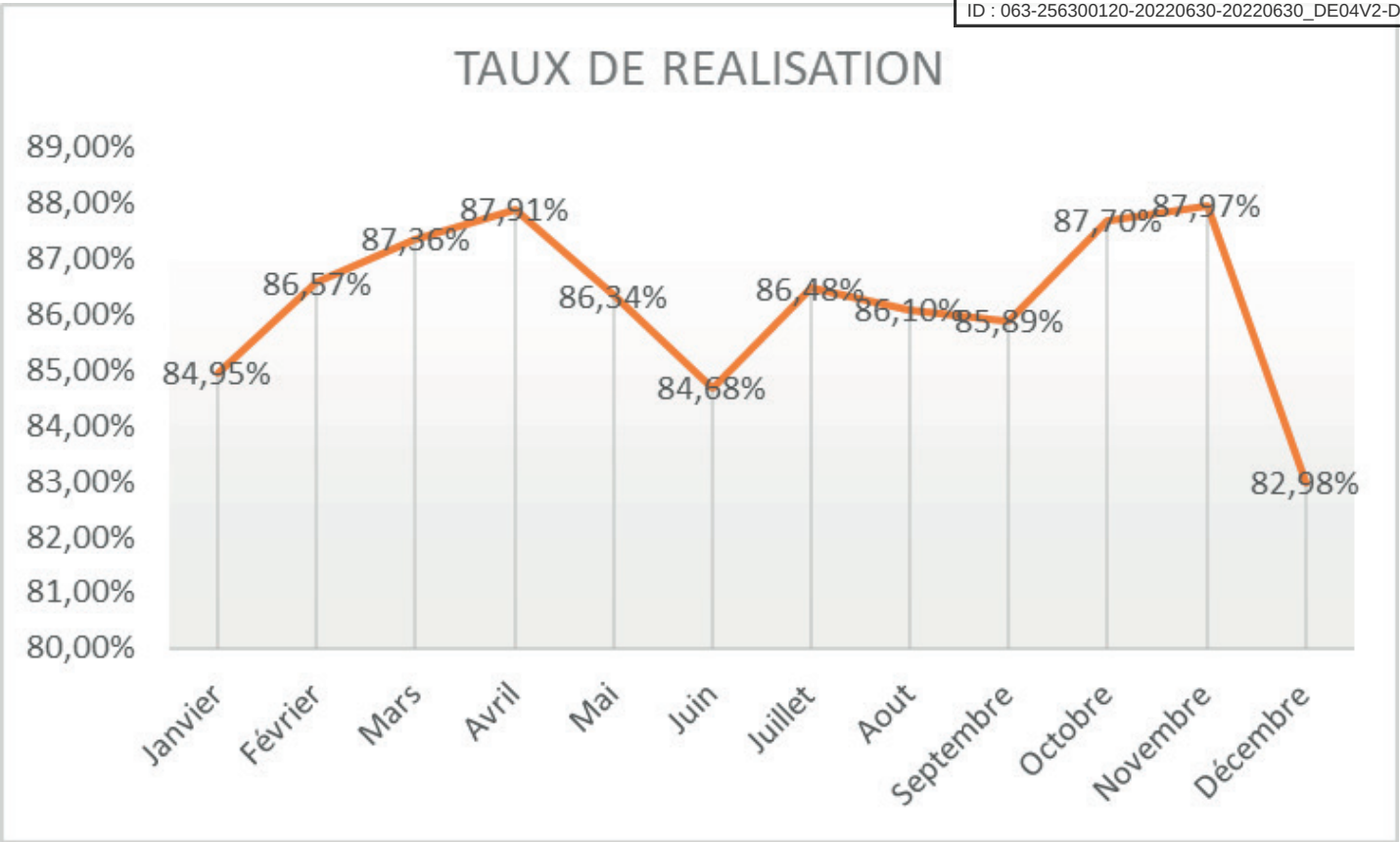
Nous pouvons constater que sur le nombre de réservations demandées en 2021 :

**86,24%** de courses réalisées

**14,10%** de courses annulées

**2,76%** de courses en liste d'attente

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




Le nombre d'annulation sur l'année est de **14 874**.

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **<12h** | 99 | 72 | 106 | 106 | 89 | 138 | 115 | 68 | 116 | 123 | 111 | 168 | **1 311** |
| **12 à 24h** | 67 | 45 | 66 | 49 | 45 | 53 | 50 | 45 | 67 | 76 | 46 | 71 | **680** |
| **1 à 2 jours** | 84 | 82 | 83 | 89 | 92 | 121 | 94 | 77 | 110 | 109 | 102 | 124 | **1 167** |
| **>= 2 jours** | 947 | 908 | 940 | 1 131 | 834 | 872 | 959 | 1 569 | 957 | 716 | 629 | 1 081 | **11 543** |
| **Absence au lieu de rdv** | 28 | 20 | 23 | 17 | 20 | 37 | 15 | 2 | 4 | 2 | 1 | 4 | **173** |
| **TOTAL** | 1 225 | 1 127 | 1 218 | 1 392 | 1 080 | 1 221 | 1 233 | 1 761 | 1 254 | 1 026 | 889 | 1 448 | **14 874** |
| **Taux annulation sur place** | 1,86% | 1,35% | 1,25% | 1,16% | 1,31% | 2,01% | 0,95% | 0,18% | 0,21% | 0,10% | 0,05% | 0,25% | |

On peut constater que nous avons toujours un nombre important d'annulations qui sont demandée le jour même, et qui ne permettent pas de proposer la plage horaire à un client en liste d'attente.

Tous les soirs, avant la clôture, les conseillères appellent les usagers en liste d'attente quand une place se libère.

**Le nombre d'annulation a diminué de 25.79 % par rapport à l'année 2020**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

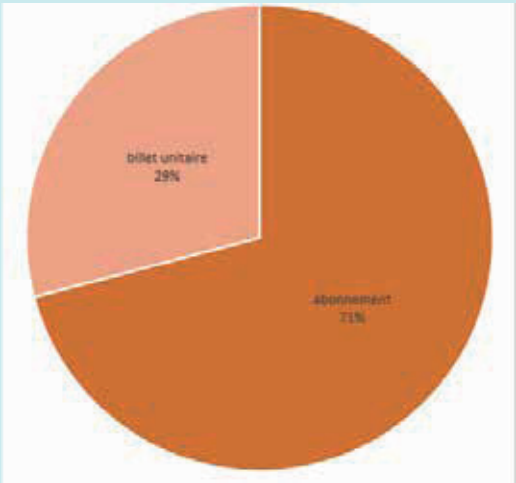
# 7. Les titres de transport

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de titres vendus | 28 | 16 | 13 | 21 | 18 | 26 | 36 | 16 | 19 | 22 | 14 | 21 | 250 |
| Taux de vente | 1,36% | 0,78% | 0,52% | 1,08% | 0,82% | 1,01% | 1,63% | 1,19% | 0,75% | 0,80% | 0,55% | 0,98% | |
| *Abonnement* | 1 481 | 1 522 | 1 773 | 1 366 | 1 533 | 1 703 | 1 569 | 974 | 1 829 | 1 945 | 1 819 | 1 527 | 19 041 |
| *Titre unitaire* | 574 | 528 | 729 | 582 | 660 | 873 | 638 | 376 | 716 | 807 | 719 | 609 | 7 811 |
| TOTAL DE PERSONNES TRANSPORTÉES | 2 055 | 2 050 | 2 502 | 1 948 | 2 193 | 2 576 | 2 207 | 1 350 | 2 545 | 2 752 | 2 538 | 2 136 | 26 852 |

*(Notre logiciel de réservation fait ressortir les titres de transport par le nombre de missions)

**Nous constatons que la majorité des usagers du service TPMR sont des habitués du service avec 71% d'abonnés au réseau T2C et 29% présentent un ticket unitaire.**

**Cependant, n'ayant pas de valideur dans les véhicules il est difficile de vérifier la validité des abonnements.**




# 8. La typologie de clientèle*

| TYPOLOGIE CLIENTÈLE MENSUEL | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En fauteuil | 216 | 199 | 269 | 220 | 279 | 322 | 127 | 176 | 366 | 357 | 269 | 249 | 3 049 | 10,31% |
| Mal Marchands | 727 | 733 | 861 | 695 | 710 | 892 | 744 | 494 | 767 | 814 | 789 | 613 | 8 839 | 29,90% |
| Mal / Non voyants | 458 | 404 | 503 | 441 | 478 | 479 | 535 | 401 | 587 | 652 | 582 | 523 | 6 043 | 20,44% |
| Déficient mental | 580 | 664 | 790 | 561 | 658 | 792 | 659 | 276 | 789 | 881 | 852 | 716 | 8 218 | 27,80% |
| Autres | 84 | 63 | 78 | 34 | 13 | 126 | 156 | 0 | 138 | 144 | 44 | 35 | 915 | 3,09% |
| *Accompagnateur* | 255 | 214 | 248 | 238 | 319 | 190 | 192 | 140 | 115 | 154 | 223 | 212 | 2 500 | 8,46% |
| TOTAL | 2 320 | 2 277 | 2 749 | 2 189 | 2 457 | 2 801 | 2 413 | 1 487 | 2 762 | 3 002 | 2 759 | 2 348 | 29 564 | 100,00% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**30%** de la clientèle présentent des difficultés pour se déplacer

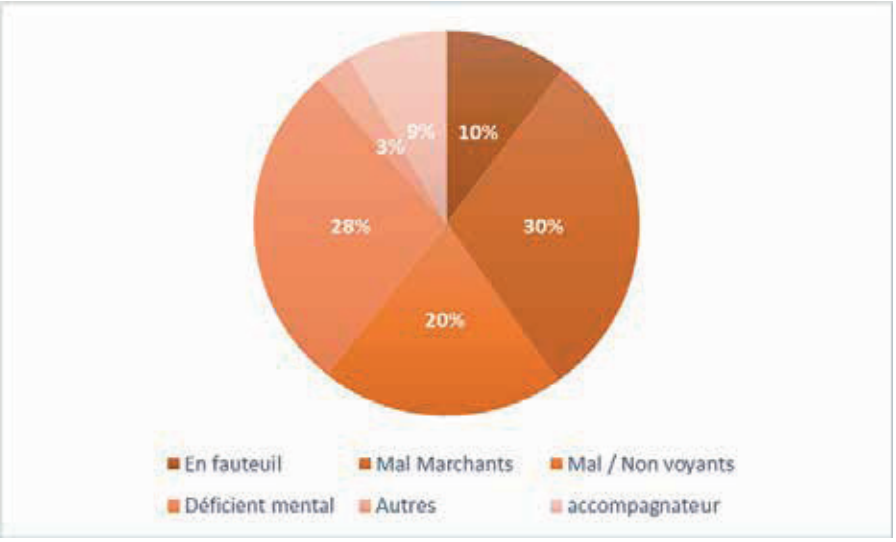
**20%** sont mal ou non voyants

**28%** présentent un handicap mental

**10%** sont en fauteuils roulants

**Nous constatons une augmentation de 18% de la demande. Malgré la pandémie, les usagers ont repris les transports pour se rendre au travail, en ESAT, en activité de jour.**

**Nous constatons une forte demande des foyers pour leurs résidants ayant une déficience intellectuelle pour des trajets loisirs.**




# 9. Origine / Destination

| Commune d'origine | Commune émettrices de voyages | Commune réceptrices de voyages |
|---|---|---|
| AUBIÈRE | 5,43% | 5,11% |
| AULNAT | 0,13% | 0,11% |
| BEAUMONT | 2,29% | 1,69% |
| BLANZAT | 0,06% | 0,08% |
| CÉBAZAT | 2,85% | 3,18% |
| CEYRAT | 0,20% | 0,27% |
| CHAMALIÈRES | 3,31% | 3,34% |
| CHATEAUGAY | 0,06% | 0,04% |
| CLERMONT-FERRAND | 74,97% | 73,73% |
| COURNON | 1,44% | 1,98% |
| DURTOL | 0,19% | 0,17% |
| GERZAT | 1,89% | 2,47% |
| LE CENDRE | 0,41% | 0,40% |
| LEMPDES | 2,10% | 1,40% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| | | |
|---|---|---|
| ORCINES | 0,03% | 0,03% |
| NOHANENT | 0,48% | 1,40% |
| PERIGNAT-LES-SARLIÈVES | 0,37% | 0,38% |
| PÉRIGNAT-SUR-ALLIER | 0,23% | 0,22% |
| PONT-DU-CHÂTEAU | 1,38% | 0,76% |
| ROMAGNAT | 1,07% | 1,63% |
| ROYAT | 0,93% | 1,08% |
| SAINT-GENÈS-CHAMPANELLE | 0,08% | 0,12% |
| MEZEL | 0,07% | 0,05% |
| DALLET | 0,03% | 0,36% |

Avec 74.97% en origine de départ et 73.73% en destination, Clermont Ferrand reste la commune la plus desservie.

On constate une augmentation des trajets sur des communes qui étaient peu fréquentées comme Perignat sur Allier, Pont du Château, Royat, Gerzat et Beaumont.

Cette différence s'explique sur le nombre d'annulations de trajets réguliers qui a permis de placer des trajets de plus longue distance.

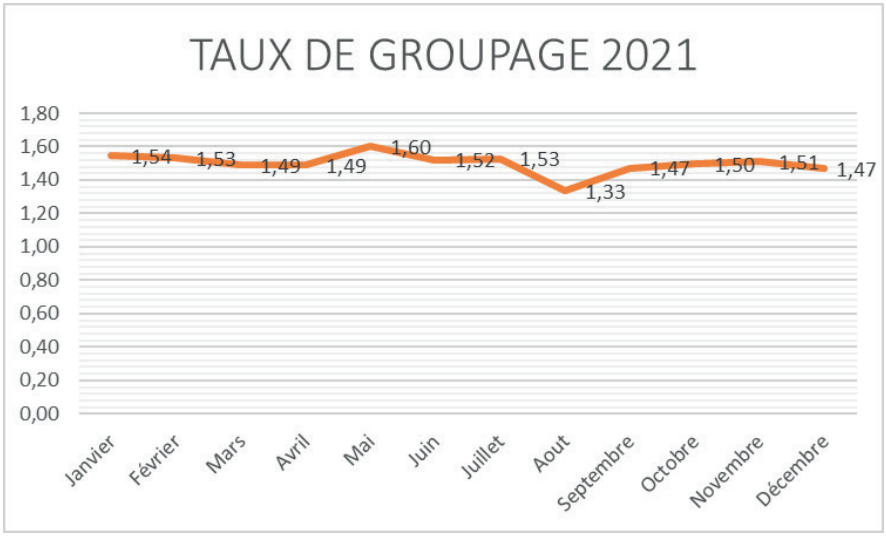
# 10. Taux de mobilité et groupage

Sur l'année 2020, l'indice de groupage est de **1.50.**

Afin d'optimiser l'offre de transport, nous favorisons la planification des trajets en groupage n'affectant pas le temps de transport.

Nous essayons d'intégrer et de favoriser le plus possible le groupage dans les parcours des usagers.

Les activités sportives et/ou loisirs, ESAT sont créés en circuit permettant ainsi de regrouper plusieurs clients.



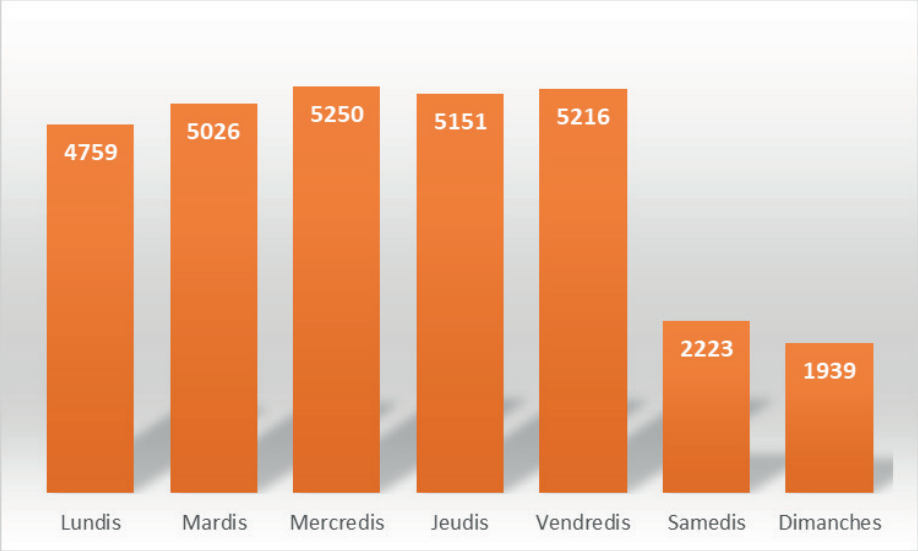
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 11. Répartition temporelle du transport à la demande

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lundis | 374 | 376 | 518 | 256 | 454 | 421 | 393 | 251 | 392 | 480 | 502 | 342 | 4 759 |
| Mardis | 375 | 371 | 513 | 312 | 453 | 530 | 394 | 280 | 409 | 458 | 593 | 338 | 5 026 |
| Mercredis | 387 | 350 | 540 | 365 | 441 | 593 | 323 | 225 | 551 | 486 | 503 | 486 | 5 250 |
| Jeudis | 438 | 430 | 464 | 479 | 358 | 444 | 500 | 201 | 568 | 479 | 361 | 429 | 5 151 |
| Vendredis | 425 | 417 | 445 | 493 | 397 | 434 | 466 | 218 | 451 | 594 | 456 | 420 | 5 216 |
| Samedis | 181 | 177 | 128 | 146 | 168 | 183 | 184 | 147 | 213 | 310 | 205 | 181 | 2 223 |
| Dimanches | 140 | 156 | 141 | 138 | 186 | 196 | 153 | 165 | 178 | 195 | 139 | 152 | 1 939 |
| TOTAL | 2 320 | 2 277 | 2 749 | 2 189 | 2 457 | 2 801 | 2 413 | 1 487 | 2 762 | 3 002 | 2 759 | 2 348 | 29 564 |

Nous pouvons observer une baisse les Samedis et Dimanches mais cela s'explique par une diminution des demandes le week-end et des mesures gouvernementales concernant le confinement. (spectacles et activités annulées)

Depuis le début de la pandémie, nous constatons une forte baisse de la demande les soirs à partir de 21h30 du lundi au dimanche.




# 12. Horaires de fréquentation du transport à la demande

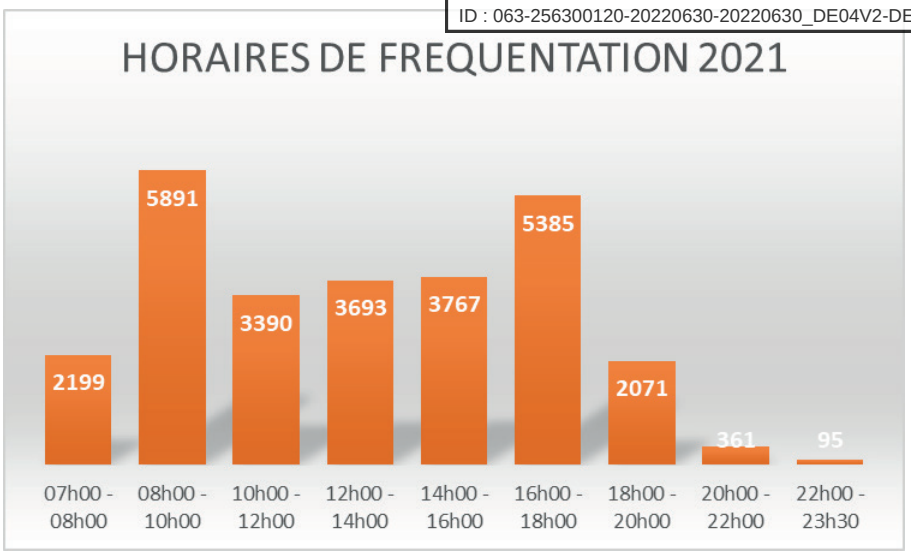
| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 07h00-08h00 | 174 | 183 | 229 | 131 | 249 | 194 | 185 | 87 | 204 | 213 | 186 | 164 | 2 199 |
| 08h00-10h00 | 459 | 500 | 576 | 438 | 429 | 612 | 422 | 271 | 563 | 572 | 584 | 465 | 5 891 |
| 10h00-12h00 | 239 | 246 | 286 | 261 | 256 | 303 | 298 | 234 | 349 | 332 | 288 | 298 | 3 390 |
| 12h00-14h00 | 310 | 268 | 365 | 273 | 303 | 372 | 270 | 200 | 332 | 379 | 338 | 283 | 3 693 |
| 14h00-16h00 | 293 | 295 | 364 | 316 | 341 | 358 | 319 | 179 | 339 | 365 | 345 | 253 | 3 767 |
| 16h00-18h00 | 412 | 439 | 517 | 390 | 434 | 507 | 536 | 250 | 468 | 538 | 483 | 411 | 5 385 |
| 18h00-20h00 | 149 | 109 | 151 | 127 | 167 | 189 | 147 | 118 | 215 | 253 | 248 | 198 | 2 071 |
| 20h00-22h00 | 16 | 9 | 14 | 12 | 14 | 30 | 24 | 10 | 57 | 81 | 48 | 46 | 361 |
| 22h00-23h30 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 6 | 1 | 18 | 19 | 18 | 18 | 95 |
| TOTAL | 2 055 | 2 050 | 2 502 | 1 948 | 2 193 | 2 576 | 2 207 | 1 350 | 2 545 | 2 752 | 2 538 | 2 136 | 26 852 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**Les horaires de travail et/ou scolaire sont fortement demandés.**

**Les horaires après 20h00 sont nettement moins sollicités, surtout durant cette période de pandémie.**

**Une très forte demande et donc une certaine saturation du service de 8h à 10h et de 16h à 18h (Cela s'explique notamment par les déplacements pour les ESAT, Foyers, Actifs pour se rendre au travail).**




# 13. Le parc de véhicules

| Immatriculation | Date de 1ère mise en circulation | Marque | Type | Capacité | Propriétaire | Âge | Kms | Billétique |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FQ-352-TM | 23/06/2020 | RENAULT | MODULIS 50 | 6 places assises ou 3 BFR + 3 places ou 5 places assises + 2 BFRE | SMTC | 1,52 | 79 189 | NON |
| ET-374-HP | 12/01/2018 | VOLKSWAGEN | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,97 | 211 960 | NON |
| ET-624-HP | 12/01/2018 | VOLKSWAGEN | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,97 | 158 376 | NON |
| FW-339-NJ | 18/01/2021 | VOLKSWAGEN | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 0,95 | 95 902 | NON |
| FW-689-NJ | 18/01/2021 | VOLKSWAGEN | CADDY | 6 places assises + 1 BFRE ou 4 places assises + 1 BFR | SMTC | 0,95 | 71 570 | NON |
| FH-751-VS | 12/07/2019 | RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFRE | SMTC | 2,47 | 41 393 | NON |
| FK-766-LQ | 12/07/2019 | RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFRE | SMTC | 2,26 | 37 748 | NON |

L'âge moyen du parc est 2 ans au 31 Décembre 2021.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 14. Animations

Durant l'année 2021, nous avons été sollicités par le SMTC pour participer à plusieurs animations SMTC'PRO :

**Animation forum des mobilités :** CHU Estaing et Montpied

**Animation PDME :** INRA, ARS, Clermont Métropole, Mairie de Clermont Ferrand

# 15. Les moyens humains

En 2021, ADEF et Mon Copilote étaient prestataires pour l'activité Mooviguide.

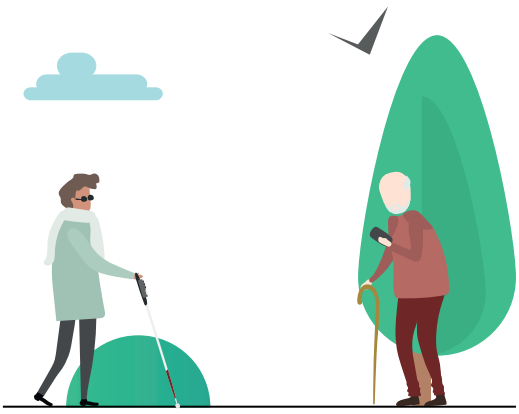
## ADEF

**2 accompagnateurs**

## Mon Copilote

**3 accompagnateurs**
**+ 1 secours**

# 16. Profil utilisateur MOOVIGUIDE

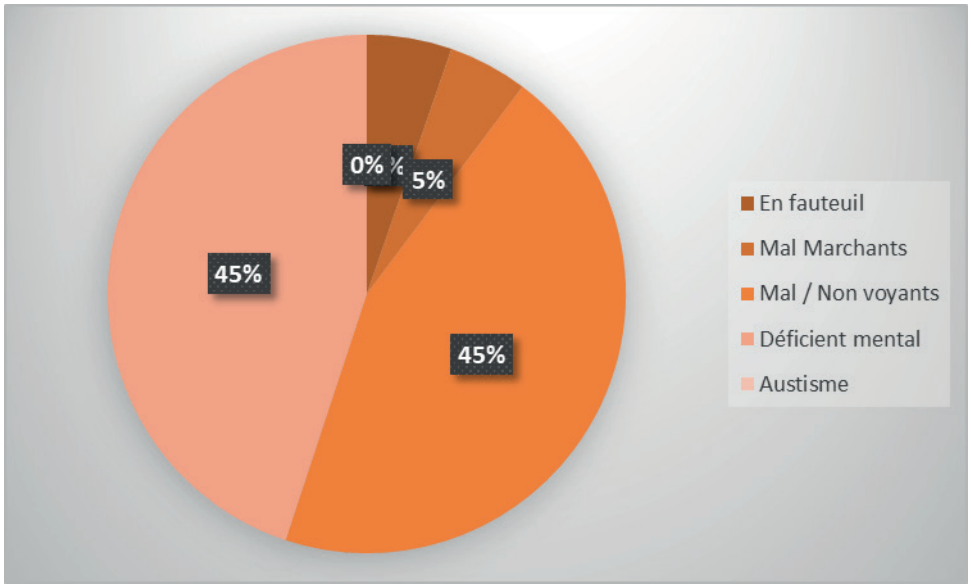


Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En fauteuil | | | | | | | 13 | 12 | 4 | 11 | 7 | | 47 |
| Mal Marchants | | | | | | | | | | | 19 | 25 | 44 |
| Mal / Non Voyants | 47 | 38 | 43 | | 33 | 42 | 36 | 12 | 41 | 37 | 38 | 30 | 397 |
| Déficient Mental | 23 | 26 | 36 | 62 | 45 | 64 | 8 | | 37 | 52 | 28 | 17 | 398 |
| Autisme | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Total (nombre de courses réalisées - nombre de courses) | 70 | 64 | 79 | 62 | 78 | 106 | 57 | 24 | 82 | 100 | 92 | 72 | 886 |

- 45% des usagers MooviGuide sont mal ou non-voyants, 5% sont en fauteuils roulants,
- 45% présentent un handicap mental, 5 % des usagers présentent des difficultés pour se déplacer

**Nous pouvons constater une très forte augmentation des usagers ayant une déficience visuelle (+51%) et des usagers ayant une déficience mental (+66%) cependant une très forte baisse des usagers en fauteuil roulant (-64%), une jeune fille utilisait Mooviguide tous les jours pour se rendre au travail mais avec la pandémie, son employeur lui a proposé du télétravail.**




# 17. Les horaires et période de fréquentation

| Janvier | Nombre de départs |
|---|---|
| 07H00 | 1 |
| 07H45 | 83 |
| 07H52 | 1 |
| 08H00 | 11 |
| 08H05 | 154 |
| 08H07 | 2 |
| 08H10 | 1 |
| 08H38 | 218 |
| 08H40 | 5 |
| 08H43 | 51 |

| | |
|---|---|
| 10H13 | 1 |
| 14H20 | 23 |
| 14H30 | 4 |
| 14H40 | 7 |
| 16H00 | 5 |
| 16H25 | 8 |
| 16H30 | 127 |
| 16H30 | 47 |
| 16H48 | 199 |
| 17H05 | 21 |
| **TOTAL** | **969** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 17. Les origines/destinations les plus courants

| Adresse de départ | Adresse d'arrivée | Nombre de courses |
|---|---|---|
| 132 AC Jean Mermoz CLERMONT FD | 45 rue Diderot CLERMONT FD | 40 |
| 132 AC Jean Mermoz CLERMONT FD | 84 bd Léon Jouhaux CLERMONT FD | 8 |
| 16 rue Delarbre CLERMONT FD | Rue d'Enfer CLERMONT FD / ESAT | 188 |
| 16 rue Toussaint l'Ouverture CLERMONT FD | 31 place Maréchal Fayolle CLERMONT FD | 33 |
| 31 place Maréchal Fayolle CLERMONT FD | 16 rue Toussaint l'Ouverture CLERMONT FD | 23 |
| Foyer Bréchard 45 rue Diderot CLERMONT FD | ESAT Mermoz 132 av Jean Mermoz CLERMONT FD | 49 |
| Rue d'Enfer CLERMONT FD / ESAT | 16 rue Delarbre CLERMONT FD | 182 |
| 11 rue Maurice Weiss CLERMONT FD | 76 bd François Mitterrand CLERMONT FD | 3 |
| 11 rue Maurice Weiss CLERMONT FD | 76 bd François Mitterrand CLERMONT FD | 1 |
| 132 AC Jean Mermoz CLERMONT FD | 45 rue Diderot CLERMONT FD | 110 |
| 132 AC Jean Mermoz CLERMONT FD | 84 bd Léon Jouhaux CLERMONT FD | 15 |
| 132 AC Jean Mermoz CLERMONT FD | 159 rue Abbé Prevost CLERMONT FD | 6 |
| 132 AC Jean Mermoz CLERMONT FD | 159 rue Abbé Prevost CLERMONT FD | 4 |
| 16 rue Delarbre CLERMONT FD | Rue d'Enfer CLERMONT FD / ESAT | 40 |
| 16 rue Toussaint l'Ouverture CLERMONT FD | 31 place Maréchal Fayolle CLERMONT FD | 51 |
| 31 place Maréchal Fayolle CLERMONT FD | 16 rue Toussaint l'Ouverture CLERMONT FD | 7 |
| 31 place Maréchal Fayolle CLERMONT FD | 16 rue Toussaint l'Ouverture CLERMONT FD | 4 |
| 76 bd François Mitterrand CLERMONT FD | 11 rue Maurice Weiss CLERMONT FD | 8 |
| 84 rue Verlaine CLERMONT FD | 2 rue Pélissier CLERMONT FD | 51 |
| Arrêt de bus Parc SNCF rue Anatole France CLERMONT FD | Entreprise Dôme Pharma 3 rue André Citroën PT DU CHATEAU | 12 |
| Entreprise Dôme Pharma 3 rue André Citroën PT DU CHATEAU | Arrêt de bus Parc SNCF rue Anatole France CLERMONT FD | 12 |
| Foyer Bréchard 45 rue Diderot CLERMONT FD | ESAT Mermoz 132 av Jean Mermoz CLERMONT FD | 85 |
| Rue d'Enfer CLERMONT FD / ESAT | 16 rue Delarbre CLERMONT FD | 37 |
| **TOTAL** | | **969** |

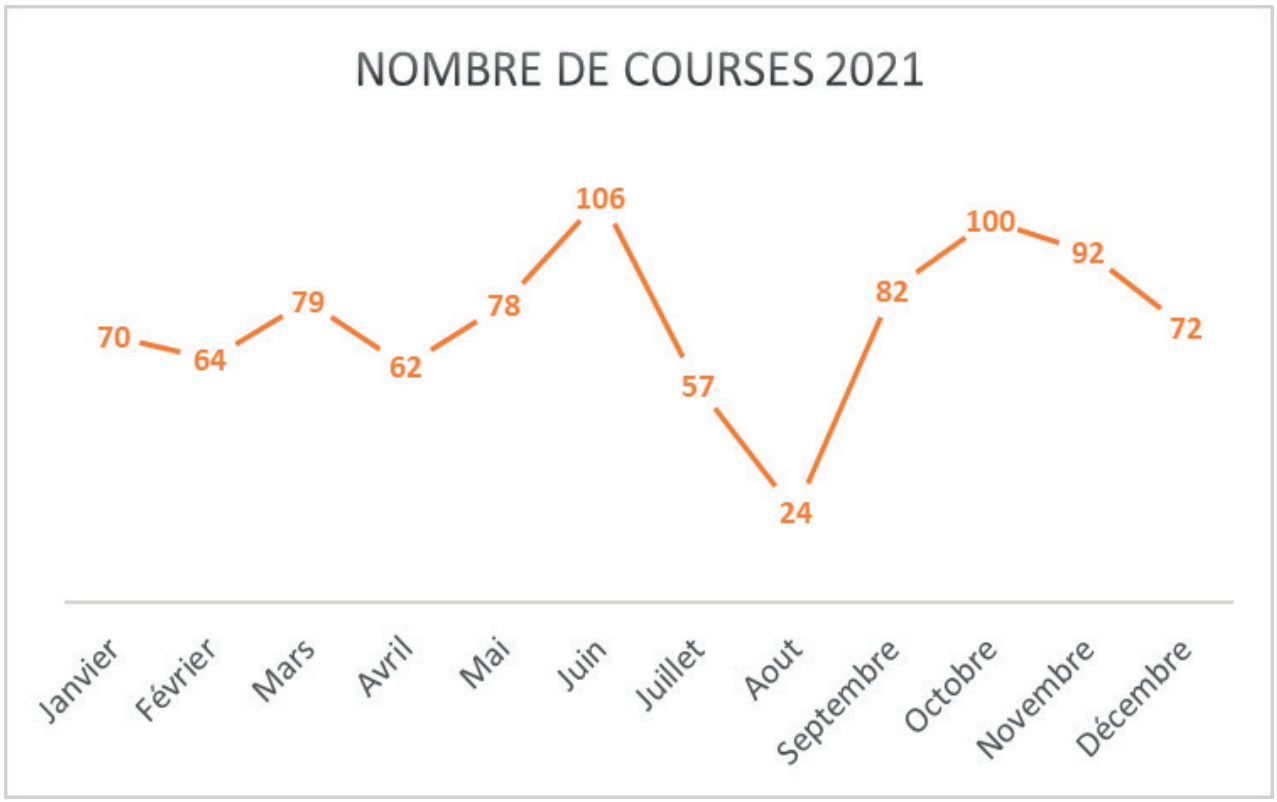
# 18. Gestion de la demande MOOVIGUIDE

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de voyages accompagnateurs demandés** | 85 | 66 | 82 | 68 | 80 | 107 | 57 | 24 | 99 | 107 | 104 | 89 | **969** |
| **Nombre de voyages accompagnateurs** | 70 | 64 | 79 | 62 | 78 | 106 | 57 | 24 | 82 | 100 | 92 | 72 | **886** |
| **Nombre de courses réalisées** | 70 | 64 | 79 | 62 | 78 | 106 | 57 | 24 | 82 | 100 | 92 | 72 | **886** |
| **Nombre d'annulation** | 15 | 2 | 3 | 6 | 2 | 1 | | 0 | 17 | 7 | 12 | 17 | **82** |
| **Anomalie cause Mooviguide** | 0 | 0 | 0 | | | | | | 1 | 0 | 1 | 0 | **2** |
| **Nombre de clients annulés sur place** | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | **0** |
| **Nombre de refus (en liste d'attente)** | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | **0** |
| **Taux d'annulation** | 17,65% | 3,03% | 3,66% | 8,82% | 2,50% | 0,93% | 0,00% | 0,00% | 17,17% | 6,54% | 11,54% | 19,10% | |
| **Taux d'annulation cause MooviGuide** | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 1,22% | 0,00% | 1,09% | 0,00% | |
| **Taux d'annulation sur place** | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | |
| **Taux de refus clients** | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | |
| **Taux de réalisation** | 82,35% | 96,97% | 96,34% | 91,18% | 97,50% | 99,07% | 100,00% | 100,00% | 82,83% | 93,46% | 88,46% | 80,90% | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**Nous constatons que le service MooviGuide a gagné en stabilité sur l'année 2021. Comme pour le service MooviCité, Mooviguide est très peu sollicité sur la période du mois d'Aout. Les usagers prennent régulièrement leurs congés au mois d'Aout.**

**Cela nous a permis de désengorger le service PMR de MooviCité mais également de faire gagner en autonomie plusieurs jeunes ayant une déficience mental dans des foyers comme le Foyer Roger Brechard**



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 02

# MooviCité
# Activité Centrale d'Appel

## DEUXIÈME PARTIE

## 1. Présentation de la Centrale d'Appel

**La centrale d'appel est ouverte du lundi au samedi de 7h à 19h, sauf jours fériés.**
**Un numéro d'astreinte est mis en place pour les urgences en dehors des jours et des heures d'ouverture.**

La centrale d'appel réalise les missions suivantes :

- La réservation de trajets de Transport A la Demande spécialisé pour les Personnes à Mobilité Réduite ainsi que pour tout public pour les communes de Châteaugay, Nohanent, Orcines, Saint-Genès Champanelle, Pérignat Lès Sarlième et Opme.
- L'annulation des déplacements
- La prise et le traitement des réclamations et le réponses aux demandes d'information
- La promotion de nos services et la fidélisation de notre clientèle
- Les inscriptions au service
- L'information voyageurs
- Les informations sur les transports du jour en cas d'urgence

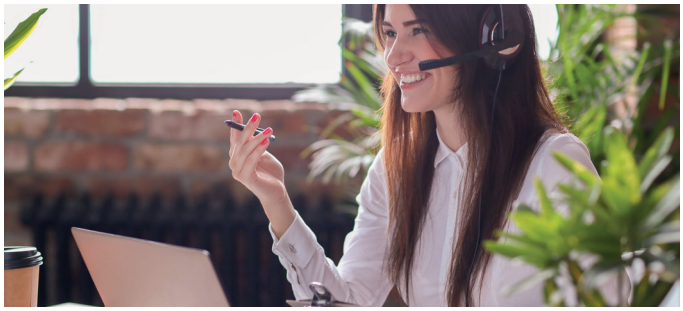
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 2. Le nombre annuel d'appels traités

**48 189** appels ont été comptés sur 2021, dont 34 088 appels entrants et 14 101 appels sortants.

La durée moyenne par appel en minute est de **1 minutes 58 secondes.**

Nous avons reçu **3 023** demandes de réservation ou annulation via notre plateforme de réservation.

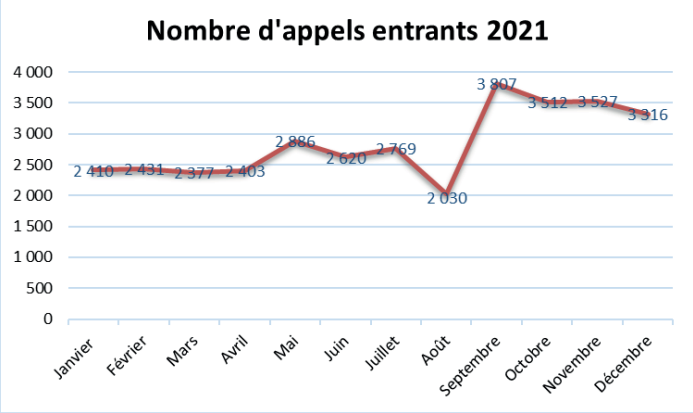


# 3. Étude sur les appels traités

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL APPELS | 3 511 | 3 703 | 3 748 | 3 884 | 4 202 | 3 764 | 4 182 | 2 988 | 5 162 | 4 978 | 4 619 | 4 738 | 49 479 |
| Dont total nombre d'appels entrants | 2 410 | 2 431 | 2 377 | 2 403 | 2 886 | 2 620 | 2 769 | 2 030 | 3 807 | 3 512 | 3 527 | 3 316 | 34 088 |
| Dont total nombre d'appels sortants | 983 | 1 150 | 1 254 | 1 351 | 1 155 | 980 | 1 320 | 929 | 1 277 | 1 357 | 996 | 1 349 | 14 101 |
| Dont total nombre d'appels non aboutis | 118 | 122 | 117 | 130 | 161 | 164 | 93 | 29 | 78 | 109 | 96 | 73 | 1 290 |
| *Taux d'appels non aboutis* | 3,36% | 3,29% | 3,16% | 3,35% | 3,83% | 4,36% | 2,22% | 0,97% | 1,51% | 2,19% | 2,08% | 1,54% | |
| TAUX APPELS SERVIS | 96,64% | 96,71% | 96,88% | 96,65% | 96,17% | 95,64% | 97,78% | 99,03% | 98,49% | 97,81% | 97,92% | 98,46% | |
| Durée moyenne par appel en minute | 1,41 | 1,39 | 1,42 | 1,44 | 1,45 | 1,56 | 1,59 | 2,09 | 1,56 | 1,52 | 1,56 | 2,01 | |

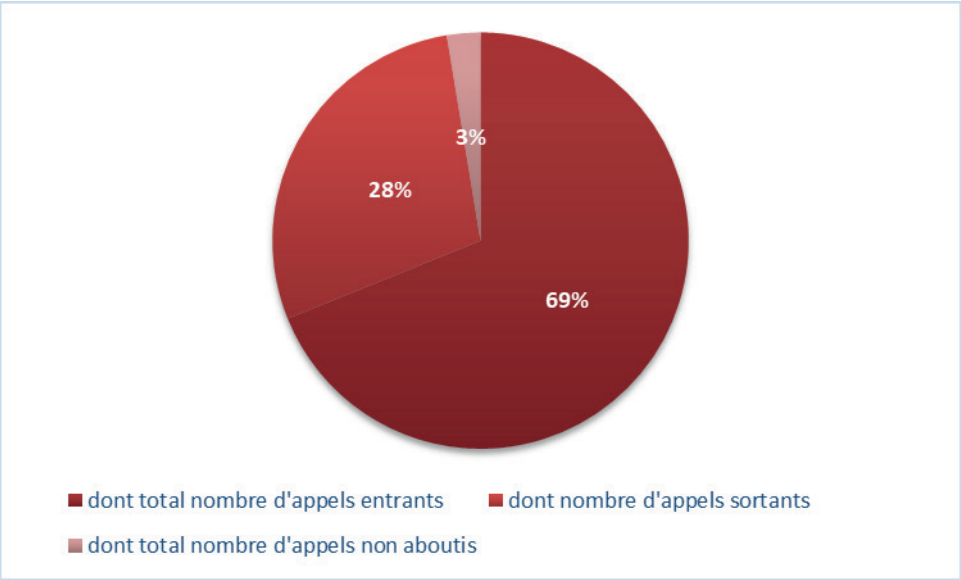
**Nous pouvons constater que le taux d'appels servis sur l'année 2020 représente un pourcentage de 97.35%.**
**La durée moyenne par appel en minute est de 1 minutes 58 secondes.**

# 4. Évolution mensuelle des appels




**On constate une stabilité des appels de Janvier à Aout 2021 puis une forte évolution depuis le mois de Septembre qui s'explique par une demande croissance du transport à la demande.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

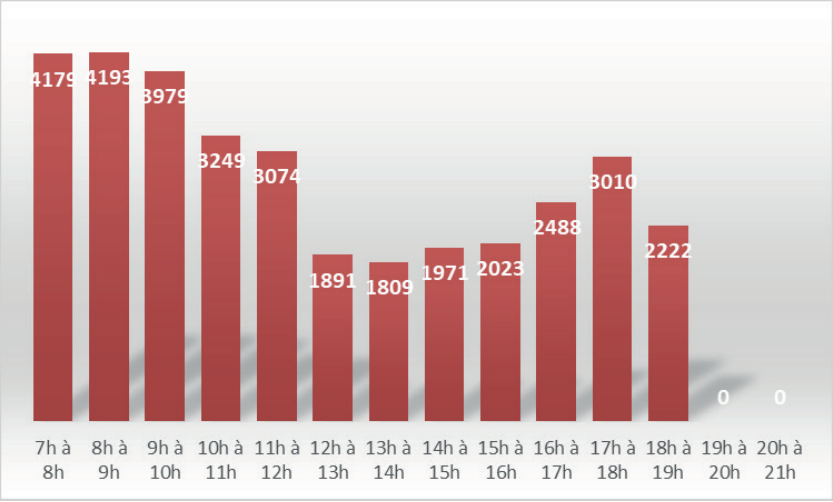



Le graphique nous permet de constater que sur le total d'appels nous avons :

- 69% d'appels entrants
- 28% d'appels sortants
- 3% d'appels non abouti

# 5. Évolution journalière des appels

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 07h00 à 08h00 | 292 | 301 | 361 | 321 | 429 | 323 | 383 | 147 | 413 | 434 | 361 | 414 | 4 179 |
| 08h00 à 9h00 | 282 | 283 | 245 | 261 | 311 | 357 | 367 | 195 | 435 | 412 | 612 | 433 | 4 193 |
| 09h00 à 10h00 | 242 | 246 | 217 | 232 | 339 | 308 | 275 | 238 | 459 | 413 | 463 | 547 | 3 979 |
| 10h00 à 11h00 | 205 | 211 | 203 | 213 | 279 | 306 | 280 | 251 | 401 | 330 | 301 | 269 | 3 249 |
| 11h00 à 12h00 | 237 | 229 | 209 | 199 | 281 | 220 | 240 | 194 | 323 | 338 | 288 | 316 | 3 074 |
| 12h00 à 13h00 | 121 | 118 | 122 | 131 | 141 | 147 | 152 | 125 | 183 | 217 | 284 | 150 | 1 891 |
| 13h00 à 14h00 | 116 | 114 | 126 | 116 | 134 | 164 | 131 | 128 | 203 | 229 | 157 | 191 | 1 809 |
| 14h00 à 15h00 | 144 | 149 | 136 | 128 | 159 | 136 | 186 | 145 | 242 | 214 | 176 | 156 | 1 971 |
| 15h00 à 16h00 | 163 | 168 | 152 | 162 | 150 | 127 | 162 | 149 | 251 | 188 | 180 | 171 | 2 023 |
| 16h00 à 17h00 | 181 | 172 | 182 | 196 | 189 | 178 | 216 | 164 | 268 | 262 | 253 | 227 | 2 488 |
| 17h00 à 18h00 | 255 | 261 | 220 | 245 | 277 | 197 | 200 | 176 | 354 | 275 | 263 | 287 | 3 010 |
| 18h00 à 19h00 | 172 | 179 | 204 | 199 | 197 | 157 | 177 | 118 | 275 | 200 | 189 | 155 | 2 222 |
| 19h00 à 20h00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 20h00 à 21h00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| TOTAL | 2 410 | 2 431 | 2 377 | 2 403 | 2 886 | 2 620 | 2 769 | 2 030 | 3 807 | 3 512 | 3 527 | 3 316 | 34 088 |




**Nous constatons une forte demande des appels le matin entre 7 h à 10h mais également le soir de 16h à 19h.**

**Les usagers prennent le temps d'appeler la centrale d'appels le matin avant de partir au travail et le soir en sortant du travail.**

**Une baisse significative est présente de 12h à 16h.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 6. Réclamations

**7**

**c'est le nombre de réclamations pour l'année 2021**

| Réception | Mode de réception | | Adresse d'arrivée | Réponse |
|---|---|---|---|---|
| 07/01/2022 | Mail T2C | Le conducteur roulait à contre-sens dans une petite rue du centre-ville | Après vérifications, c'était une rue dans le quartier de Fontgième qui venait de passer en sens-unique. Mécanisme du conducteur, il n'a pas fait attention au nouveau panneau. Le conducteur a été convoqué | 07/01/2022 |
| 17/02/2022 | Mail | La conseillère a oublié de noter le trajet retour de la cliente | Après écoute de l'appel, il s'agit d'une erreur de la centrale d'appels. La cliente a quand même été prise en charge puisque la navette était présente à Gaillard | 20/02/2022 |
| 09/06/2022 | Mail | Mécontentement de la cliente qui ne comprend pas pourquoi le trajet retour a été automatiquement supprimé. Elle n'a pas apprécié que la conseillère lui explique les règles de fonctionnement du service | La cliente n'était pas présente à l'aller, le conducteur a attendu 5 min et la centrale a appelé la cliente sans réponse. Sans retour de sa part, le trajet retour a été automatiquement supprimé | 10/06/2022 |
| 21/06/2022 | Mail | La cliente se plaint de bug sur la plateforme de réservation depuis 15 jours | Il a été expliqué à la cliente qu'une MAJ était présente sur la plateforme | 21/06/2022 |
| 05/10/2022 | Mail T2C | La cliente souhaite être prise en charge devant sa porte d'entrée et souhaite avoir une dérogation pour passer à l'avant du véhicule | Vu avec T2C et SMTC | |
| 08/11/2022 | Mail | Un usager se plaint qu'un véhicule Moovicité est stationné dans la rue où il réside et que cela prive un résident d'une place pour se garer | Il a été demandé à M. F d'envoyer une photo. Après vérification, le conducteur était stationné aussi devant chez lui et prenait une place de parking sans dépasser. C'est un conducteur titulaire de la ligne qui garde le véhicule toute la semaine | 08/11/2022 |
| 23/11/2022 | Mail | Une cliente en fauteuil roulant attendait aux portes de l'entré principale du cinédome. Le conducteur avait un Master et ne pouvait pas rentrer dans l'enceinte privée car la barre bloquait la hauteur de passage du véhicule | Il s'agit d'un dysfonctionnement du Cinédome qui avait oublié d'ouvrir le passage par l'arrière PMR du bâtiment. La cliente a quand même été prise en charge, un échange avec un technicien a eu lieu, il s'est excusé pour le désagrément | 24/11/2022 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 03

# MooviCité
# Activité TAD Tout Public

## TROISIÈME PARTIE

## 1. Le périmètre d'action

Les services de transport à la demande tout public MooviCité interviennent sur 6 lignes zonales et 1 ligne virtuelle, en rabattement sur le réseau T2C.

**Ligne TAD ST Genès-Champanelle – Orcines > Royat (arrêt Place Allard)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne B du réseau T2C

**Ligne TAD ST Genès-Champanelle > Clermont-Ferrand (arrêt Henri Dunant)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

**Ligne TAD Orcines > Clermont-Ferrand (arrêt Place Gaillard)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

**Ligne TAD Pérignat les Sarliève > Aubière (arrêt Quartier Chambon et Margeride)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A et des lignes 12, 13 et 21 du réseau T2C

**Ligne TAD Opme > Beaumont (arrêt Place d'Armes)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne 8 du réseau T2C

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**Ligne TAD Châteaugay > Clermont-Ferrand (arrêt Neyrat)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

**Ligne TAD Nohanent > Clermont-Ferrand (arrêt Place Gaillard)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

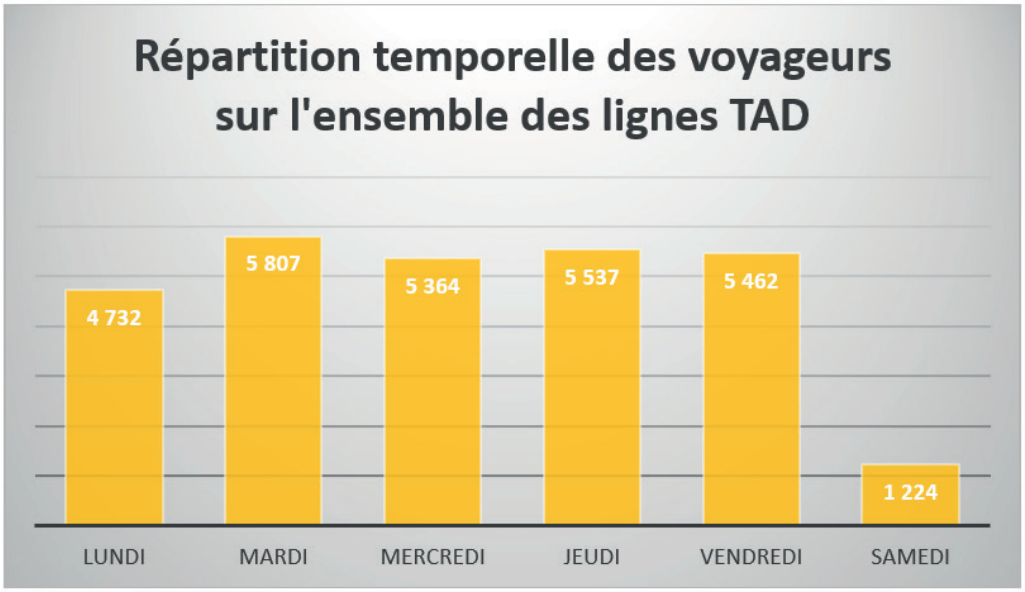
## 2. Les chiffres clés 2021

**13 162**
courses réalisées

**28 996**
personnes transportées

**28 126**
voyages

## 3. L'offre de service

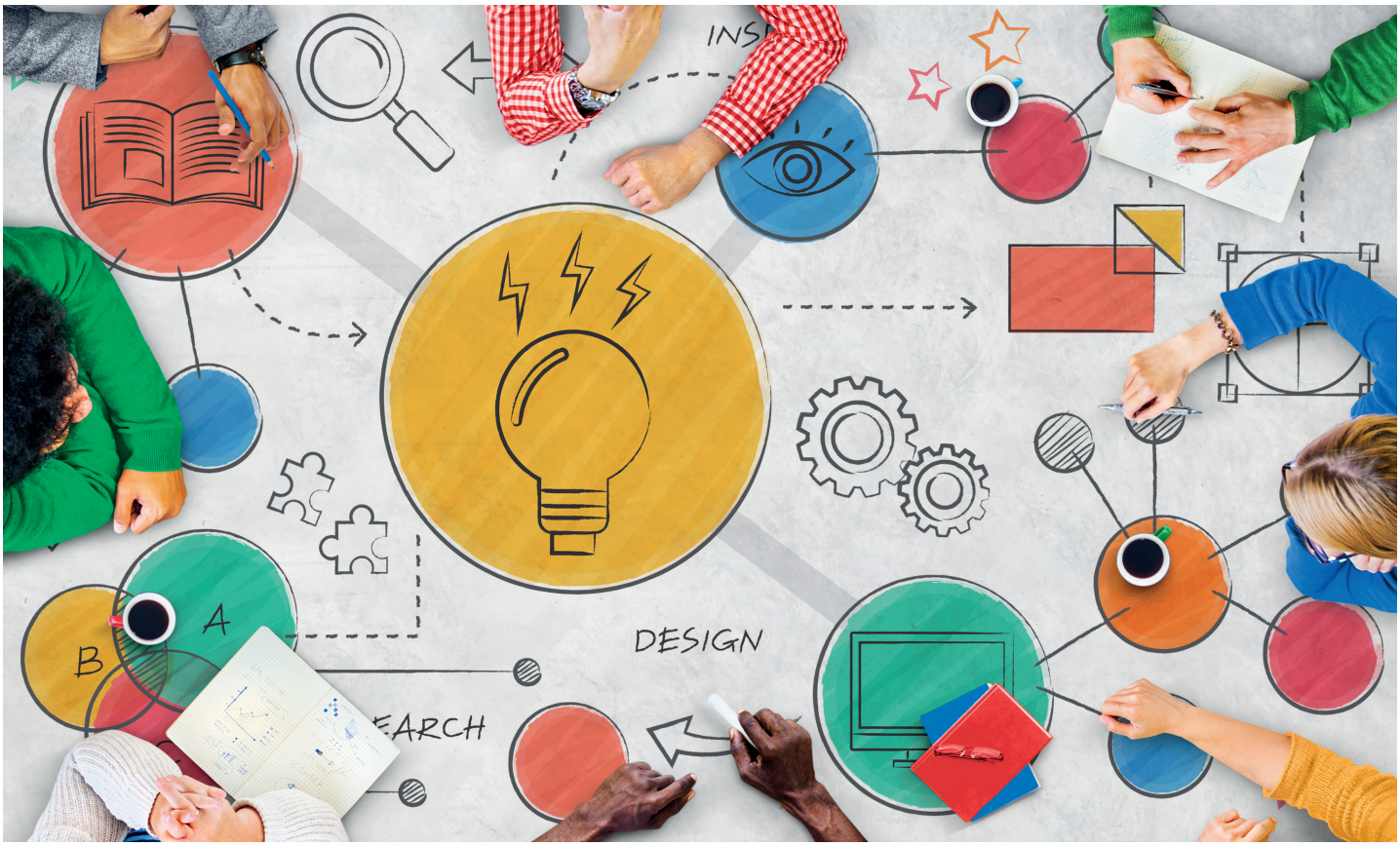



**L'ensemble des lignes TAD est beaucoup moins sollicité le samedi à la suite du COVID, cependant, depuis Septembre, nous constatons une très forte augmentation de la demande.**

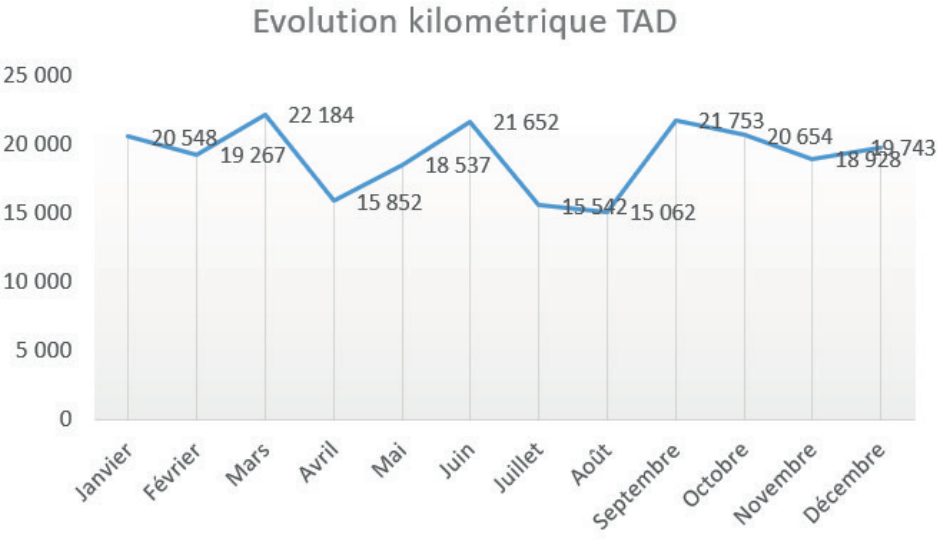
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 4. Les moyens humains et matériel

L'exploitation est réalisée au moyen de **6 services conducteurs** du lundi au samedi.
Pour assurer l'ensemble des services, **5 minibus de 22 places, 1 master de 6 places assises + 1 UFR, 1 véhicules légers de 4 places clients + 1 UFR**, propriété de KEOLIS.




# 5. La production kilométrique annuelle

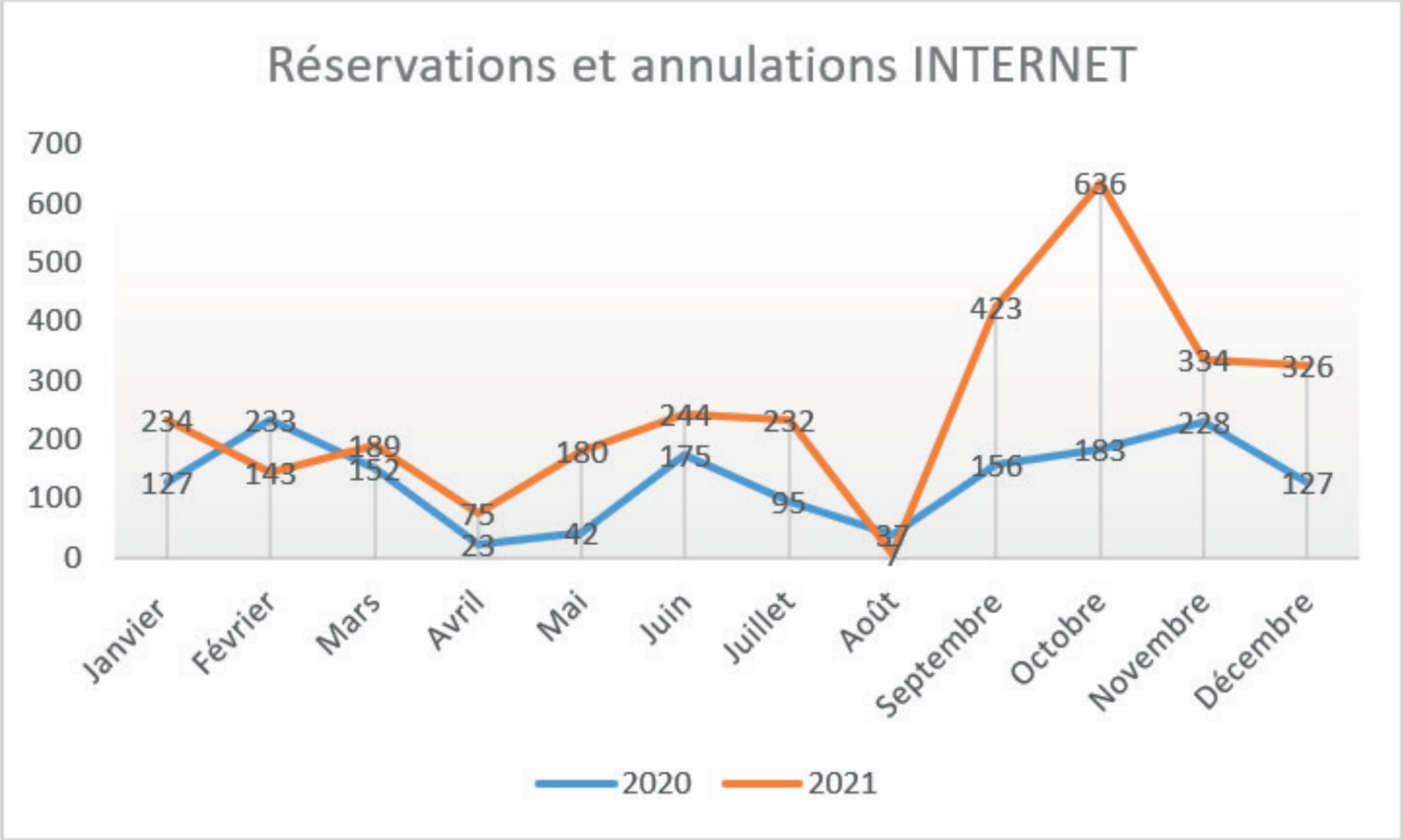



**Le service totalise en 2021, 229 722 kilomètres parcourus.**

**Nous constatons une augmentation de 6.18% par rapport à 2020. Le service TAD est moins sollicité au mois d'Août, période de congés annuels pour les usagers abonnés mais également durant la période de la pandémie.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 6. Gestion de la demande

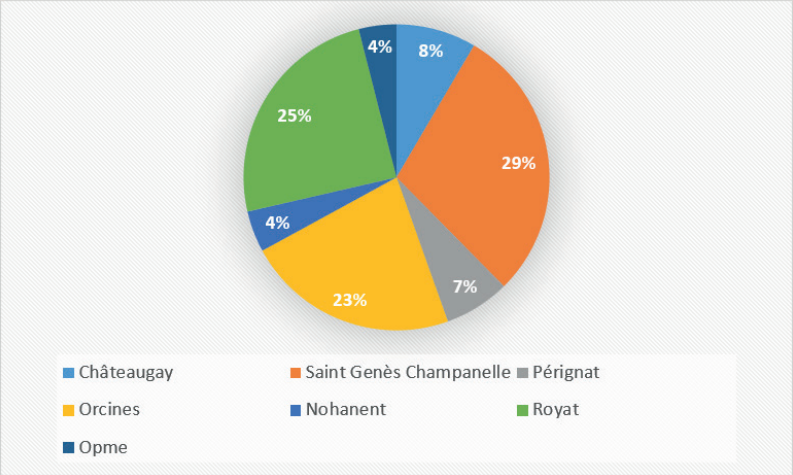



**Nous constatons une augmentation de 91.57% par rapport à 2020. Les usagers réservent ou annulent de plus en plus via la plateforme en ligne de notre site internet.**

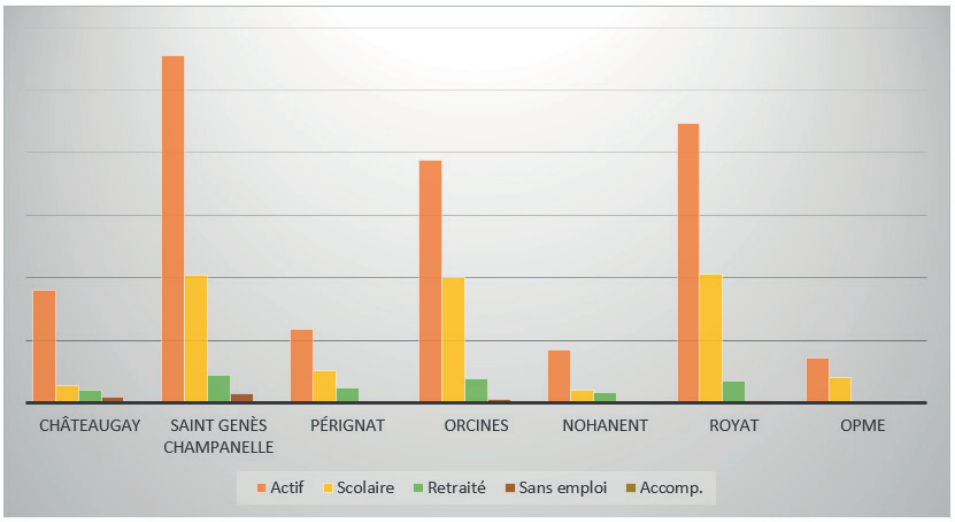
# 7. Nombre de missions par ligne

| Profil | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Châteaugay | 305 | 483 | 472 | 437 | 576 | 108 | **2 381** |
| Saint Genès Champanelle | 1 263 | 1 716 | 1 671 | 1 558 | 1 517 | 473 | **8 198** |
| Pérignat | 352 | 329 | 326 | 404 | 449 | 92 | **1 952** |
| Orcines | 1 230 | 1 422 | 1 069 | 1 274 | 1 163 | 168 | **6 326** |
| Nohanent | 160 | 209 | 362 | 192 | 200 | 103 | **1 226** |
| Royat | 1 203 | 1 386 | 1 295 | 1 410 | 1 349 | 280 | **6 923** |
| OPME | 219 | 262 | 169 | 262 | 208 | 0 | **1 120** |
| **TOTAL** | **4 732** | **5 807** | **5 364** | **5 537** | **5 462** | **1 224** | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

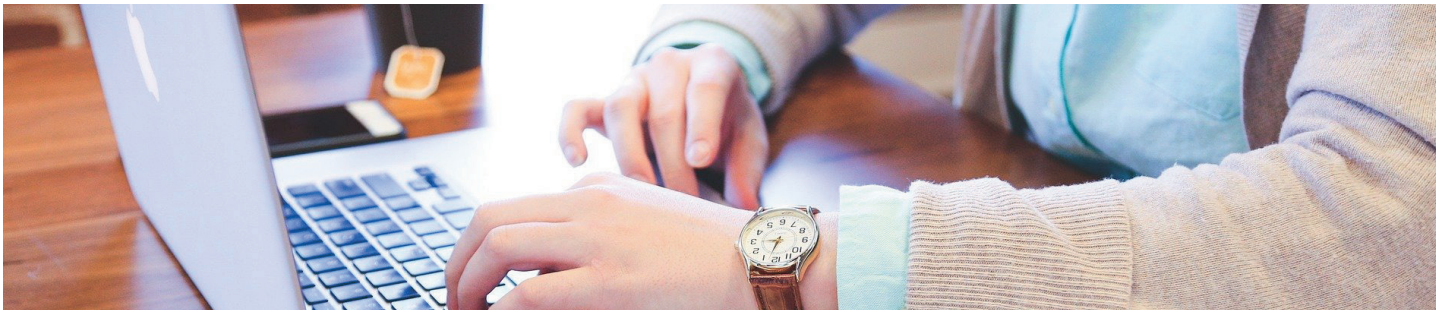



**On peut constater que 29% de notre activité TAD est représenté essentiellement par les usagers de la commune de Saint Genès Champanelle, 23% par les usagers de la commune d'Orcines et 25% par les usagers de la commune de Royat.**
**Ces lignes sont très appréciées par les usagers ACTIF résidant sur les communes, nous faisons en sorte qu'ils arrivent toujours à l'heure pour prendre leurs correspondances.**




**On peut constater essentiellement des actifs et des scolaires sur l'ensemble des lignes TAD.**

| NOMBRE DE VOYAGES TAD TOUT PUBLIC | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Profil** | **Janvier** | **Février** | **Mars** | **Avril** | **Mai** | **Juin** | **Juillet** | **Août** | **Septembre** | **Octobre** | **Novembre** | **Décembre** | **TOTAL** |
| **Châteaugay** | 232 | 192 | 298 | 162 | 226 | 314 | 142 | 90 | 279 | 284 | 241 | 250 | **2 710** |
| **Saint Genès Champanelle** | 752 | 614 | 880 | 498 | 728 | 707 | 464 | 361 | 859 | 921 | 823 | 879 | **8 486** |
| **Pérignat** | 224 | 150 | 252 | 114 | 194 | 228 | 72 | 75 | 188 | 174 | 173 | 150 | **1 994** |
| **Orcines** | 691 | 444 | 789 | 238 | 628 | 693 | 284 | 150 | 698 | 652 | 617 | 639 | **6 523** |
| **Nohanent** | 137 | 99 | 133 | 96 | 101 | 109 | 89 | 39 | 148 | 117 | 116 | 114 | **1 298** |
| **Royat** | 820 | 636 | 869 | 310 | 498 | 571 | 294 | 182 | 735 | 736 | 789 | 675 | **7 115** |
| **OPME** | 197 | 80 | 155 | 31 | 147 | 116 | 30 | 10 | 122 | 95 | 98 | 89 | **1 170** |
| **TOTAUX** | **3 053** | **2 215** | **3 376** | **1 449** | **2 522** | **2 738** | **1 375** | **907** | **3 029** | **2 979** | **2 857** | **2 796** | **29 296** |



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 8. Origine / Destination par ligne TAD

## PÉRIGNAT

| | ORIGINE | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Quartier Chambon** | **Joliot Curie** | **Marge-ride** | **Gamay** | **Pérignat Bonneval** | **Eglise de Pérignat** | **Pérignat Pommeraie** | **Sounely Gravins** | **Pérignat les Horts** | **Lycée Lafayette** | **Répu-blique** | **TOTAL** |
| **Quartier Chambon** | | | | | 23 | 38 | 9 | 55 | 1 | | | **126** |
| **Joliot Curie** | | | | | 142 | 91 | 10 | 142 | 3 | | | **388** |
| **Margeride** | | | | | 24 | 36 | 225 | 17 | 3 | | | **301** |
| **Gamay** | | 1 | | | | | | | | | | **1** |
| **Pérignat Bonneval** | 20 | 214 | 36 | | | | | | | | | **270** |
| **Eglise de Pérignat** | 30 | 252 | 29 | | | | | | | 3 | | **314** |
| **Pérignat Pommeraie** | 4 | 22 | 222 | | | | | | | | | **248** |
| **Sounely Gravins** | 6 | 159 | 11 | | | | | | | | | **176** |
| **Lycée Lafayette** | | | | | | 1 | | | | | | **1** |
| **Pérignat les Horts** | | 82 | 1 | | | | | | | | | **83** |
| **République** | | 40 | | | | | | | | | | **40** |
| **TOTAL** | **60** | **770** | **299** | **0** | **185** | **166** | **244** | **214** | **7** | **3** | **0** | **1 952** |

## NOHANENT

| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Tamaris** | **Chambre de commerce** | **Gaillard** | **Places de Frages** | **Champcourt** | **Bouys** | **La Cheyre** | **La Grave** | **TOTAL** |
| **Tamaris** | | | | 8 | 1 | | | | **9** |
| **Chambre de commerce** | | | | 15 | 3 | 10 | 1 | | **29** |
| **Gaillard** | | | | 423 | 143 | 1 | 26 | | **593** |
| **Places de Frages** | 57 | 22 | 381 | | | | | | **460** |
| **Champcourt** | 12 | | 64 | | | | 1 | 1 | **78** |
| **La Cheyre** | | | 46 | 1 | | | | | **47** |
| **La Grave** | | | | | 1 | | | | **1** |
| **Sayat Bel Air** | | | | | | | | | **0** |
| **Docteur Jay** | | | | | | | | | **0** |
| **Les Littes** | | | | | | | | | **0** |
| **Roche Demie** | | | | | | | | | **0** |
| **Letrade** | | | | | | | | | **0** |
| **Eglise d'Argnat** | | | | | | | | | **0** |
| **Bouys** | | 10 | | | | | | | **10** |
| **Pierre Combe** | | | | | | | | | **0** |
| **TOTAL** | **69** | **32** | **491** | **447** | **148** | **11** | **28** | **1** | **1 226** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# CHÂTEAUGAY

| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **CHR Nord** | **Le Châlard** | **Chavaroche** | **Clémentel** | **Croix de Neyrat** | **Croix Forte** | **La Comman-dante** | **Le Maillot** | **Les Chamberys** |
| Champ de l'Allée | 1 | | | | 191 | | | | |
| Champ de la Baume | | | | | | | | | |
| Chavaroche | | | | | 2 | | | | |
| CHR Nord | | 11 | | | | | 1 | | |
| Clémentel | | | | | | | | | |
| Croix de Neyrat | | 137 | | | | | 10 | 3 | 20 |
| Croix Forte | | | | | | | | | |
| La Commandante | | | | | 11 | | | | |
| Le Châlard | 4 | | | | 168 | | | | |
| Le Maillot | | | | | 19 | | | | |
| Les Chamberys | | | | | 40 | | | | |
| Les Mauvaises | | 26 | | | 97 | | | | |
| ZAC Les Graviers | | | | | 2 | | | | |
| Mairie Châteaugay | | | | | 302 | 11 | | | |
| Malalittes | | | | | 102 | | | | |
| Montquérier | | 3 | | | 158 | | | | |
| Pl Rougeyron | 28 | | | | 18 | | | | |
| Les Graviers | | | | | | | | | |
| **TOTAL** | **33** | **177** | **0** | **0** | **1 110** | **11** | **11** | **3** | **20** |

| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Les Mauvaises** | **Les Roses** | **Mairie Châteaugay** | **Malalittes** | **Montquérier** | **Pl Rougey-ron** | **ZAC Les Graviers** | **Champ de l'Allée** | **TOTAL** |
| Champ de l'Allée | | | | | | | | | 192 |
| Champ de la Baume | | | | | | | | | 0 |
| Chavaroche | | | | | | | | | 2 |
| CHR Nord | 1 | | 7 | | 2 | 32 | | | 54 |
| Clémentel | | | | | | | | | 0 |
| Croix de Neyrat | 189 | | 92 | 59 | 501 | 17 | 1 | 88 | 1 117 |
| Croix Forte | | | | | | | | | 0 |
| La Commandante | | | | | | | | | 11 |
| Le Châlard | 26 | | | | | | | | 198 |
| Le Maillot | | | | | | | | | 19 |
| Les Chamberys | | | | | | | | | 40 |
| Les Mauvaises | | | | | | | | | 123 |
| ZAC Les Graviers | | | | | | | | | 2 |
| Mairie Châteaugay | | | | | | | | | 313 |
| Malalittes | | | | | | | | | 102 |
| Montquérier | | | | | | | | 1 | 162 |
| Pl Rougeyron | | | | | | | | | 46 |
| Les Graviers | | | | | | | | | 0 |
| **TOTAL** | **216** | **0** | **99** | **59** | **503** | **49** | **1** | **89** | **2 381** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



| | ORIGINE | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Henri Dunant** | **Saulzet Fontaine** | **Theix Centre** | **Theix Grand Champ** | **Chatrat Centre** | **Chatrat St François** | **13 Vents** | **La Côte Rouge** | **Pardon le Four** | **Thèdes** | **Champeaux** |
| **Henri Dunant** | | | 703 | 73 | | 24 | 119 | 58 | 41 | 95 | |
| **Saulzet Fontaine** | | | | | | | | | | | |
| **Saulzet Ecole** | | | | | | | | | | | |
| **Theix Centre** | 890 | | | | | | | | | | |
| **Theix Grand Champ** | 195 | | | | | | | | | | |
| **Chatrat St François** | 33 | | | | | | | | | | |
| **Chatrat Centre** | | | | | | | | | | | |
| **13 Vents** | 166 | | | | | | | | | | |
| **La Côte Rouge** | 29 | | | | | | | | | | |
| **Thèdes** | 157 | | | | | | | | | | |
| **Champeaux** | | | | | | | | | | | |
| **Nadaillat Bourg** | 625 | | | | | | | | | | |
| **Nadaillat** | 153 | | | | | | | | | | |
| **St Genès Centre** | 532 | | | 10 | | | | | | | |
| **Berzet St Georges** | 73 | | 1 | | | | | | | | |
| **Berzet Champ d'Issart** | 150 | | | | | | | | | | |
| **Berzet Les Moulèdes** | 67 | | | | | | | | | | |
| **Berzet Chapelle** | 121 | | | | | | | | | | |
| **INRA** | 245 | | | | | | | | | | |
| **Fronfreyde sous le bois** | 85 | | | | | | | | | | |
| **Pardon le Four** | 14 | | | | | | | | | | |
| **Fonfreyde bascule** | 972 | | | | | | | | | | |
| **TOTAL** | **4 507** | **0** | **704** | **83** | **0** | **24** | **119** | **58** | **41** | **95** | **0** |

| **DESTINATION** | **Nadaillat Bourg** | **Berzet St Georges** | **Nadaillat** | **St Genès Centre** | **Berzet Les Moulèdes** | **Berzet Champ Issart** | **Berzet Chapelle** | **INRA** | **Fonfeyde sous bois** | **Fonfreyde Bascule** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Henri Dunant** | 515 | 34 | 40 | 426 | 50 | 163 | 163 | 137 | 121 | 537 | **3 299** |
| **Saulzet Fontaine** | | | | | | | | | | | **0** |
| **Saulzet Ecole** | | | | | | | | | | | **0** |
| **Theix Centre** | | | | | | | | | | | **890** |
| **Theix Grand Champ** | | | | 10 | | | | | | | **205** |
| **Chatrat St François** | | | | | | | | | | | **33** |
| **Chatrat Centre** | | | | | | | | | | | **0** |
| **13 Vents** | | | | | | | | | | | **166** |
| **La Côte Rouge** | | | | | | | | | | | **29** |
| **Thèdes** | | | | | | | | | | | **157** |
| **Champeaux** | | | | | | | | | | | **0** |
| **Nadaillat Bourg** | | | | | | | | | | | **625** |
| **Nadaillat** | | | | | | | | | | | **153** |
| **St Genès Centre** | 27 | | | | | | | | | 175 | **744** |
| **Berzet St Georges** | | | | | | | | | | | **74** |
| **Berzet Champ d'Issart** | | | | | | | | | | | **150** |
| **Berzet Les Moulèdes** | | | | | | | | | | | **67** |
| **Berzet Chapelle** | | | | | | | | | | | **121** |
| **INRA** | | | | | | | | | | | **245** |
| **Fronfreyde sous le bois** | | | | | | | | | | | **85** |
| **Pardon le Four** | | | | | | | | | | | **14** |
| **Fonfreyde bascule** | | | | 169 | | | | | | | **1 141** |
| **TOTAL** | **542** | **34** | **40** | **605** | **50** | **163** | **163** | **137** | **121** | **712** | **8 198** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ROYAT

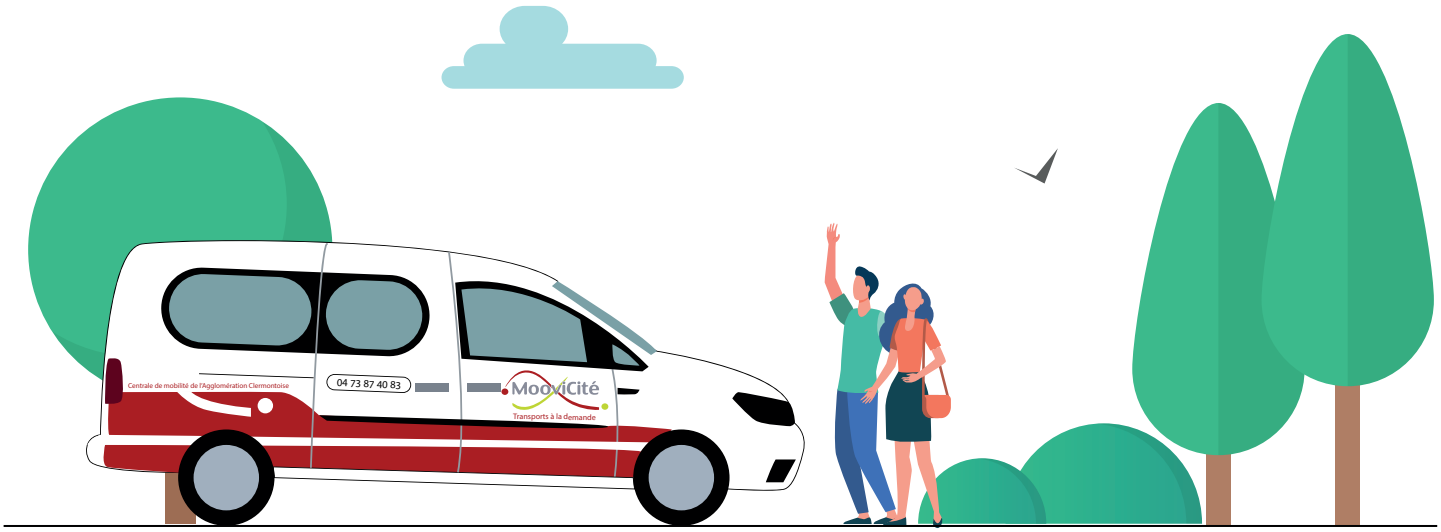
| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Rte de Montrodeix** | **La Font de l'Arbre** | **Montrodeix** | **Solagnat** | **Fontanas** | **Solagnat les Jardets** | **Enval** | **Charade** | **Manson Centre** |
| **Rte de Montrodeix** | | | | | | | | | |
| **La Font de l'Arbre** | | | | | | | | | |
| **La Font de l'Arbre - rtd de Montrodeix** | | | | | | | | | |
| **Montrodeix** | | | | | | | | | |
| **Fontanas** | | | | | | | | | |
| **Solagnat** | | | | | | | | | |
| **Solagnat les Jardets** | | | | | | | | | |
| **Enval** | | | | | | | | | |
| **Champlong** | | | | | | | | | |
| **Beaune le Chaud** | | | | | | | | | |
| **Charade** | | | | | | | | | |
| **Manson Centre** | | | | | | | | | |
| **Manson Eglise** | | | | | | | | | |
| **Manson Four** | | | | | | | | | |
| **Laschamps Eglise** | | | | | | | | | |
| **Laschamps Moreno** | | | | | | | | | |
| **Buzageix** | | | | | | | | | |
| **Champeaux** | | | | | | | | | |
| **Av de Royat** | 64 | 213 | 121 | 696 | 39 | | 10 | 545 | 64 |
| **TOTAL** | **64** | **213** | **121** | **696** | **39** | **0** | **10** | **545** | **64** |

| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Rte de Montrodeix** | **La Font de l'Arbre** | **Montrodeix** | **Solagnat** | **Fontanas** | **Solagnat les Jardets** | **Enval** | **Charade** | **TOTAL** |
| **Rte de Montrodeix** | | | | | | | | | **0** |
| **La Font de l'Arbre** | | | | | | | | 242 | **242** |
| **La Font de l'Arbre - rtd de Montrodeix** | | | | | | | | 50 | **50** |
| **Montrodeix** | | | | | | | | 131 | **131** |
| **Fontanas** | | | | | | | | 64 | **64** |
| **Solagnat** | | | | | | | | 611 | **611** |
| **Solagnat les Jardets** | | | | | | | | 1 | **1** |
| **Enval** | | | | | | | | 9 | **9** |
| **Champlong** | | | | | | | | | **0** |
| **Beaune le Chaud** | | | | | | | | 454 | **454** |
| **Charade** | | | | | | | | 830 | **830** |
| **Manson Centre** | | | | | | | | 63 | **63** |
| **Manson Eglise** | | | | | | | | 425 | **425** |
| **Manson Four** | | | | | | | | 117 | **117** |
| **Laschamps Eglise** | | | | | | | | 729 | **729** |
| **Laschamps Moreno** | | | | | | | | 23 | **23** |
| **Buzageix** | | | | | | | | 38 | **38** |
| **Champeaux** | | | | | | | | 13 | **13** |
| **Av de Royat** | 167 | 144 | 598 | 23 | 66 | 28 | 345 | | **3 123** |
| **TOTAL** | **167** | **144** | **598** | **23** | **66** | **28** | **345** | **3 800** | **6 923** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ORCINES

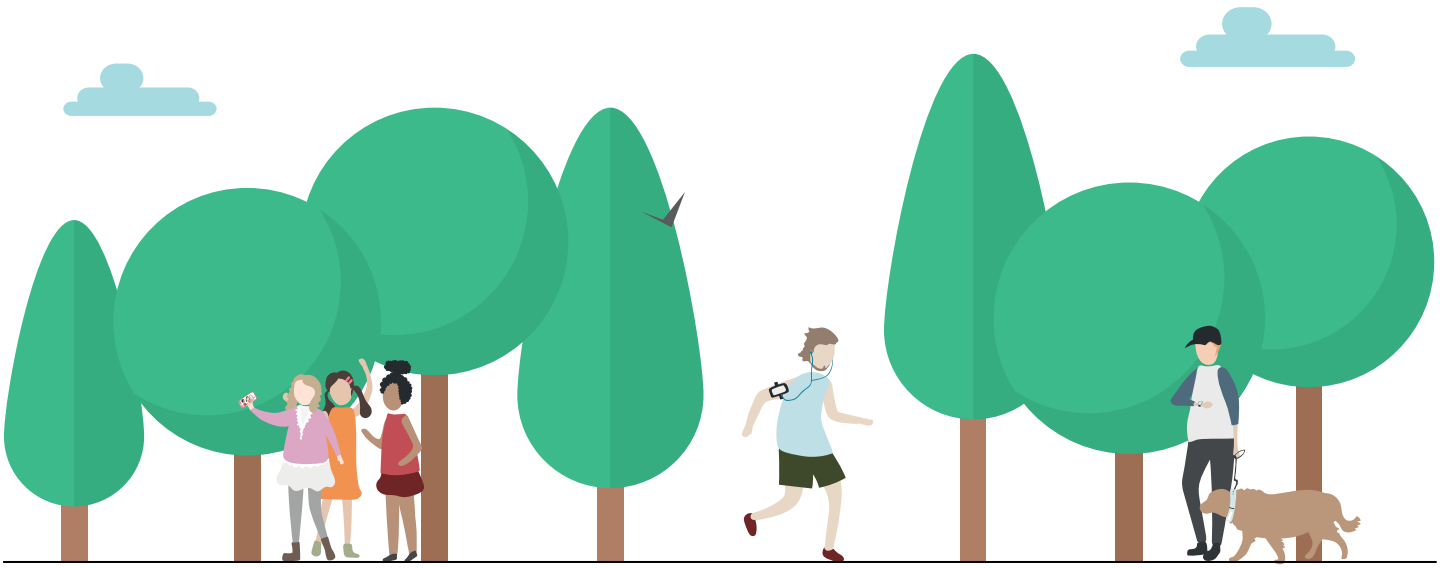
| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Gaillard** | **Tamaris** | **Chambre de Commerce** | **Villard RN** | **Orcines bourg** | **La Baraque** | **Gressigny** | **Gressigny Micoline** | **Collège St Anne** |
| **Gaillard** | | | | 1 | 113 | 100 | 122 | 6 | 291 |
| **Tamaris** | | | | | 193 | 5 | | | 212 |
| **Chambre de Commerce** | | | | | 13 | 1 | 2 | | 95 |
| **Quatre Vents** | 35 | | 12 | | | | | | |
| **Villard RN** | 2 | | | | | | | | |
| **Orcines Bourg** | 120 | | 10 | | | | | | |
| **La Baraque** | 191 | 4 | 29 | | | | | | |
| **Gressigny** | 157 | | 27 | | | | | | |
| **Gressigny Micoline** | 4 | | 3 | | | | | | |
| **Collège St Anne** | 550 | 193 | 95 | | | | | 1 | |
| **Bonnabry** | | | | | | | | | |
| **Le Cheix** | 2 | | 8 | | | | | | |
| **Le Chaix Bourg** | 104 | | | | | | | | |
| **Chez Vasson** | 26 | | | | | | | | |
| **Fontaine du Berger** | 6 | | 1 | | | | | | |
| **Route de Limoges** | 395 | 31 | 8 | | | | | | |
| **Place de la Pierre Levée** | | | | | | | | | |
| **Ternant Place du village** | 378 | 37 | 11 | | | | | | |
| **Ternant rte d'Orcines** | 14 | | | | | | | | |
| **Ternant rte Font du Berger** | 41 | 12 | 37 | | 3 | | | | |
| **Ternant rte des Puys** | | | | | | | | | |
| **Sarcenat** | 245 | 7 | 11 | | 2 | | | | |
| **Enval** | | | | | | | | | |
| **Sagnola** | 10 | | 2 | | | | | | |
| **Bournazet** | 118 | | | | | | | | 88 |
| **Etoilerie** | 104 | | | | | | | | |
| **Pignol** | 55 | 1 | | | | 1 | | | |
| **TOTAL** | **2 557** | **285** | **254** | **1** | **324** | **107** | **124** | **7** | **686** |



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ORCINES (2)

| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Route de Limoges** | **Bonnabry** | **Le Cheix** | **Le Cheix Bourg** | **Quatre Vents** | **Place de la Pierre Levée** | **Ternant Place du Village** | **Ternant rte d'Orcines** | **Ternant rte Font du Berger** |
| **Gaillard** | 393 | 2 | 2 | 124 | 35 | 1 | 453 | 10 | 52 |
| **Tamaris** | 2 | | | 4 | | | 24 | | 7 |
| **Chambre de Commerce** | 17 | | 1 | 3 | 53 | | 19 | | 25 |
| **Quatre Vents** | | | | | | | | | |
| **Villard RN** | | | | | 9 | | | | |
| **Orcines Bourg** | | | | | | | | | 3 |
| **La Baraque** | | | | | | | | | |
| **Gressigny** | | | | | | | | | |
| **Gressigny Micoline** | | | | | | | | | |
| **Collège St Anne** | | | | | | | | | |
| **Bonnabry** | | | | | | | | | |
| **Le Cheix** | | | | | | | | | |
| **Le Chaix Bourg** | | | | | | | | | |
| **Chez Vasson** | | | | | | | | | |
| **Fontaine du Berger** | | | | | | | | | |
| **Route de Limoges** | | | | | | | | | |
| **Place de la Pierre Levée** | | | | | | | | | |
| **Ternant Place du village** | | | | | | | | | |
| **Ternant rte d'Orcines** | | | | | | | | | |
| **Ternant rte Font du Berger** | | | | | | | | | |
| **Ternant rte des Puys** | | | | | | | | | |
| **Sarcenat** | | | | | | | | | |
| **Enval** | | | | | | | | | |
| **Sagnola** | | | | | | | | | |
| **Bournazet** | | | | | | | | | |
| **Etoilerie** | | | | | | | | | |
| **Pignol** | | | | | | | | | |
| **TOTAL** | **412** | **2** | **3** | **131** | **97** | **1** | **496** | **10** | **87** |



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## ORCINES (3)

| | ORIGINE | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Sarcenat** | **Pignol** | **Fontaine du Berger** | **Sagnola** | **Chez Vasson** | **Bournazet** | **Étoilerie** | **TOTAL** |
| **Gaillard** | 255 | 76 | 5 | 16 | 14 | 58 | 20 | **2 149** |
| **Tamaris** | 6 | | | | | | 14 | **467** |
| **Chambre de Commerce** | 10 | | 1 | | | 14 | | **254** |
| **Quatre Vents** | | | | | | | | **47** |
| **Villard RN** | | 9 | | | | | | **20** |
| **Orcines Bourg** | 3 | | | | | | | **136** |
| **La Baraque** | | | | | | | | **224** |
| **Gressigny** | | | | | | | | **184** |
| **Gressigny Micoline** | | | | | | | | **7** |
| **Collège St Anne** | | | | | | | 239 | **1 078** |
| **Bonnabry** | | | | | | | | **0** |
| **Le Cheix** | | | | | | | | **10** |
| **Le Chaix Bourg** | | | | | | | | **104** |
| **Chez Vasson** | | | | | | | | **26** |
| **Fontaine du Berger** | | | | | | | | **7** |
| **Route de Limoges** | | | | | | | | **434** |
| **Place de la Pierre Levée** | | | | | | | | **0** |
| **Ternant Place du village** | | | | | | | | **426** |
| **Ternant rte d'Orcines** | | | | | | | | **14** |
| **Ternant rte Font du Berger** | | | | | | | | **93** |
| **Ternant rte des Puys** | | | | | | | | **0** |
| **Sarcenat** | | 1 | | | | | | **266** |
| **Enval** | | | | | | | | **0** |
| **Sagnola** | | | | | | | | **12** |
| **Bournazet** | | | | | | | | **118** |
| **Etoilerie** | | | | | | | | **192** |
| **Pignol** | 1 | | | | | | | **58** |
| **TOTAL** | **275** | **86** | **6** | **16** | **14** | **72** | **273** | **6 326** |

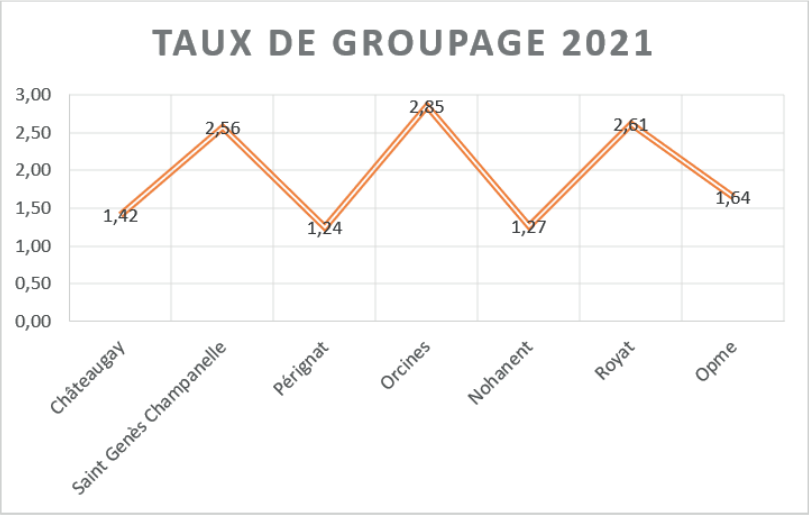
## OPME

| | ORIGINE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DESTINATION** | **Château d'OPME** | **Maison pour tous** | **Saulzet Bourg** | **Saulzet École** | **Place d'Armes** | **Gergovia** | **Grand Bois** | **CHU Gab Montpied** | **TOTAL** |
| **Château d'OPME** | | | | | 292 | 3 | | 63 | **358** |
| **CHU Gab Montpied** | 112 | 39 | | | | | | | **151** |
| **Maison pour tous** | | | | | | | | 39 | **39** |
| **Saulzet Bourg** | | | | | | | | | **0** |
| **Saulzet école** | | | | | | | | 12 | **12** |
| **Gergovia** | 32 | 168 | | | | | 12 | | **212** |
| **Grand Bois** | | | | | 78 | | | | **78** |
| **Place d'Armes** | 104 | 1 | | | | | 165 | | **270** |
| **TOTAL** | **248** | **208** | **0** | **0** | **370** | **3** | **177** | **114** | **1 120** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 8. Taux de groupage

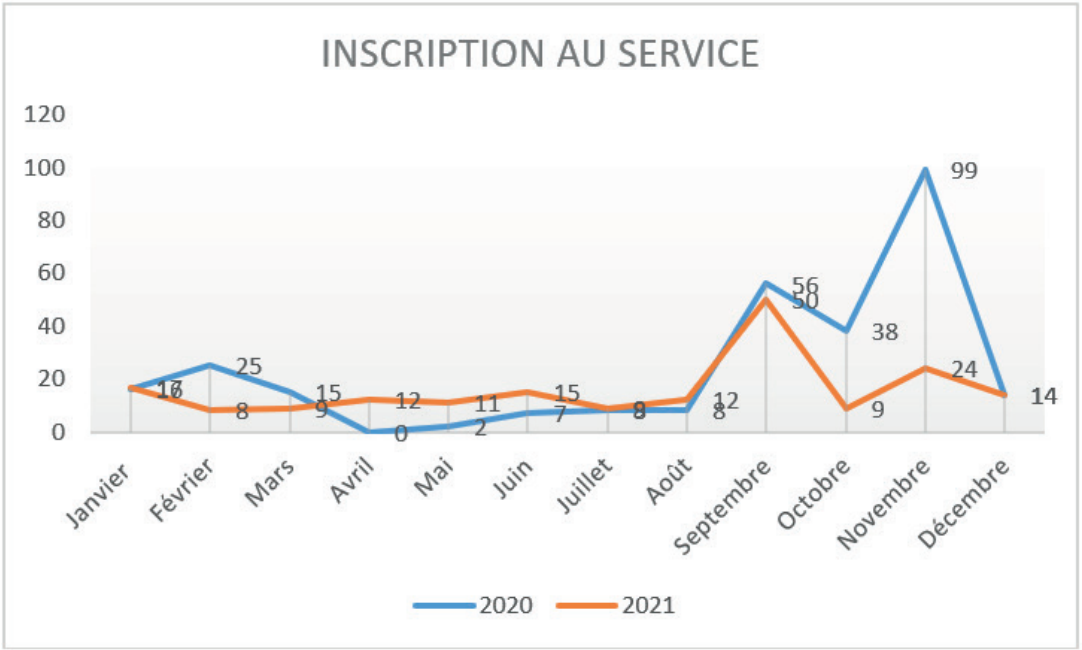
| | GROUPAGE | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne annuelle |
| Châteaugay | 1,37 | 1,29 | 1,50 | 1,37 | 1,46 | 1,36 | 1,25 | 1,17 | 1,56 | 1,58 | 1,51 | 1,58 | 1,42 |
| Saint Genès Champanelle | 2,55 | 2,59 | 2,72 | 1,80 | 2,76 | 2,29 | 1,87 | 1,62 | 3,07 | 3,18 | 3,24 | 3,10 | 2,56 |
| Pérignat | 1,38 | 1,34 | 1,26 | 1,00 | 1,00 | 1,08 | 1,13 | 1,08 | 1,41 | 1,36 | 1,38 | 1,51 | 1,24 |
| Orcines | 3,66 | 2,86 | 3,83 | 1,95 | 3,78 | 3,22 | 1,75 | 1,30 | 2,79 | 2,80 | 3,00 | 3,26 | 285 |
| Nohanent | 1,29 | 1,22 | 1,19 | 1,19 | 1,29 | 1,24 | 1,24 | 1,03 | 1,37 | 1,38 | 1,35 | 1,43 | 1,27 |
| Royat | 3,36 | 2,85 | 3,28 | 1,61 | 2,78 | 2,34 | 1,61 | 1,31 | 3,20 | 3,11 | 3,00 | 2,86 | 2,61 |
| OPME | 2,21 | 1,67 | 1,68 | 1,19 | 1,81 | 1,47 | 1,15 | 1,00 | 1,82 | 1,79 | 1,96 | 1,93 | 1,64 |




Malgré la pandémie, le taux de groupage sur les lignes de Saint Genès Champanelle, Orcines et Royat est important puisqu'il est supérieur à 2 sur la période 2021.

# 9. Inscription au service TAD

**On constate une forte augmentation d'inscription au service TAD de Septembre à Novembre. De nouveaux arrivants actifs et scolaires utilisent le TAD.**



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 10. Écart 2020-2021

**Nous pouvons constater une augmentation de 12% du nombre de courses TAD :**

| NOMBRE DE COURSES | | | |
|---|---|---|---|
| | **2021** | **2020** | **Écart / N-1** |
| Châteaugay | 1 889 | 1 555 | 21% |
| Saint Genès Champanelle | 3 284 | 2 832 | 16% |
| Pérignat | 1 456 | 1 297 | 12% |
| Orcines | 2 215 | 2 093 | 6% |
| Nohanent | 1 015 | 975 | 4% |
| Royat | 2 636 | 2 387 | 10% |
| OPME | 667 | 694 | - 4% |
| **TOTAL** | **13 162** | **11 833** | **11%** |

**Nous pouvons constater une augmentation de 8% du nombre de personnes transportées :**

| NOMBRE DE PERSONNES TRANSPORTÉES | | | |
|---|---|---|---|
| | **2021** | **2020** | **Écart / N-1** |
| Châteaugay | 2 710 | 2 077 | 30% |
| Saint Genès Champanelle | 8 486 | 7 178 | 18% |
| Pérignat | 1 994 | 1 694 | 18% |
| Orcines | 6 523 | 6 832 | - 5% |
| Nohanent | 1 298 | 1 233 | 5% |
| Royat | 7 115 | 6 269 | 13% |
| OPME | 1 170 | 1 558 | - 25% |
| **TOTAL** | **29 296** | **26 841** | **9%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Cependant, nous constatons toujours une forte population sur les lignes :

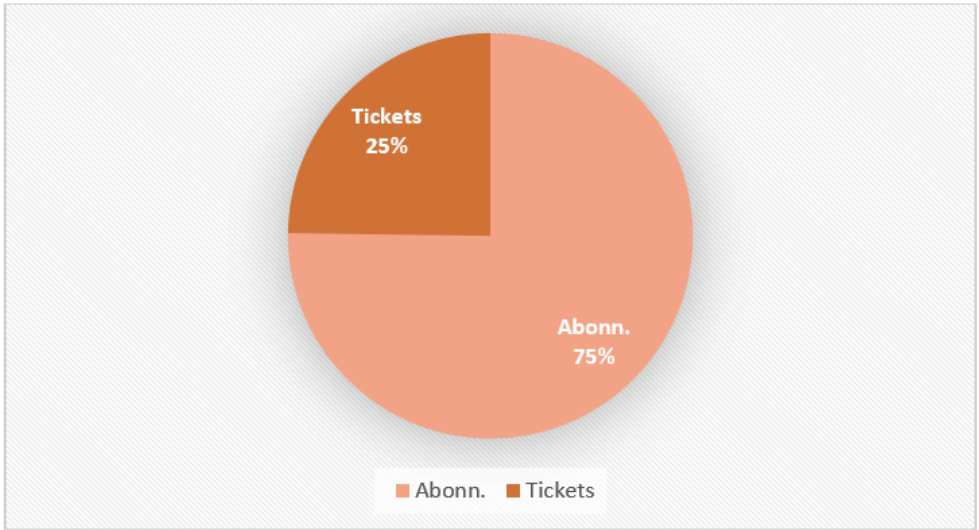
Royat

Orcines

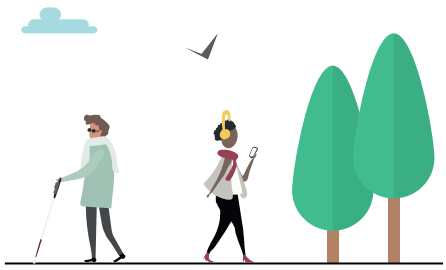
Saint Genès Champanelle

# 11. Les titres de transport

| Profil | Abonnements | Tickets | TOTAL |
|---|---|---|---|
| Châteaugay | 1 874 | 507 | 2 381 |
| Saint Genès Champanelle | 5 344 | 2 854 | 8 198 |
| Pérignat | 1 928 | 24 | 1 952 |
| Orcines | 4 463 | 1 863 | 6 326 |
| Nohanent | 1 099 | 127 | 1 226 |
| Royat | 5 741 | 1 182 | 6 923 |
| OPME | 707 | 413 | 1 120 |




**Les usagers sont principalement des abonnés du réseau T2C à 75%. Les conducteurs vendent très peu de ticket unitaire.**



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

2021

# Régie T2C
# Rapport de gestion 2021

## Contrat de service public 2018 - 2022

Présentation et analyse des résultats de l'année 2021

T2C
30/04/2022

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# RAPPORT ANNUEL DE GESTION - EXERCICE 2021 - REGIE T2C

## Sommaire

**PREAMBULE : vie du contrat de service public** 5

**1. L'OFFRE** 7

**1.1. Le service offert en marche courante** 7

**1.2. Les principales évolutions de l'année 2021** 7

***1.2.1. Régie – offre d'hiver 2020 – 2021*** ... 7

***1.2.2. Régie – offre d'été 2021*** ... 8

***1.2.3. Régie – offre d'hiver 2021 – 2022*** ... 8

***1.2.4. Services affrétés*** ... 9

**1.3. Analyse de l'offre kilométrique réalisée en 2021.** 14

**2. LE CLIENT** 16

**2.1. Tarification** 16

**2.1.1. Une augmentation des tarifs applicables dès le 1er janvier 2021** ... 16

**2.1.2. Expérimentation de la gratuité du réseau T2C, les week-ends** ... 17

**2.2. Les actions commerciales menées** 19

**2.2.2. Actions et animations commerciales** ... 20

**2.3. Analyse des évolutions de la fréquentation et des recettes commerciales** 22

**2.3.1. La fréquentation globale en 2021** ... 24

**2.3.2. La crise sanitaire, un impact durable ?** ... 28

**2.3.3. Enquête de non-validation** ... 29

**2.3.4. Les résultats de recettes en 2021.** ... 30

**2.4. Sollicitations de la clientèle – gestion des réclamations clients** 33

**2.4.1. Les demandes d'informations et autres demandes :** ... 33

**2.4.2. Les réclamations** ... 34

**2.4.3. Enquête de satisfaction clientèle** ... 35

**3. LA QUALITE DE SERVICE ET LA SECURITE DU RESEAU** 40

**3.1. Analyse des résultats qualité de l'année 2021** 40

***3.1.1. Résultats qualité 2021 T2C*** ... 40

***3.1.2. Information sur les critères qualité T2C*** ... 40

***3.1.3. Les Certifications et de la démarche qualité de service T2C*** ... 43

***3.1.4. Qualité de service sur le périmètre des services affrétés*** ... 44

**3.2. Les incidents, faits d'incivilité et agressions en 2021** 46

**3.3. Le contrôle** 47

**3.4. Les accidents** 48

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

**3.5. Sureté de Fonctionnement Tramway (SFT)** 49

**4. LA MAINTENANCE DES VEHICULES ET DES EQUIPEMENTS** 50

**4.1. Maintenance : politique suivie** 50

**4.2. Maintenance bus** 52

**4.3. Maintenance tramway** 54

**4.4. Maintenance *Installations fixes et courants faibles*** 56

***4.4.1. Maintenance courants faibles*** ..... 56

***4.4.2. Maintenance installations fixes*** ..... 57

**4.5. *Grande révision à mi-vie des rames de tramway*** 58

***4.5.1. Rappel du phasage*** ..... 59

***4.5.2. Phase de consultation du marché industriel*** ..... 60

***4.5.3. Réalisation du marché industriel*** ..... 60

**4.6. Service Remisage et Nettoyage** 61

**4.7. Maintenance des points d'arrêts** 62

**4.7.1. *Actions 2021*** ..... 62

**4.7.2. Les interventions sur les mobiliers en 2021** ..... 63

**5. L'ORGANISATION ET LA GESTION DE LA REGIE** 64

**5.1. Organisation générale de la Régie pour la gestion du réseau** 64

**5.2. Gestion du personnel** 64

***5.2.1. Effectifs*** ..... 64

***5.2.2. Formation*** ..... 64

**5.3. Climat social** 65

**5.4. Gestion environnementale** 66

***5.4.1. Actions de réduction des émissions de GES*** ..... 66

***5.4.2. Tri des déchets*** ..... 67

***5.4.3. Réglementaire – Gaz à effet de serre*** ..... 67

***5.4.4. Sensibilisation*** ..... 67

**5.5. Santé et sécurité au travail** 68

***5.5.1. La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19*** ..... 68

***5.5.2. Les formations sécurité réglementaires*** ..... 69

***5.5.3. Les actions de sensibilisation*** ..... 69

***5.5.4. Les accidents du travail*** ..... 69

***5.5.5. Les analyses au poste de travail*** ..... 70

***5.5.6. Lutte contre l'incendie*** ..... 70

***5.5.7. Plans de prévention*** ..... 70

***5.5.8. Des partenariats*** ..... 71

**5.6. Maintenance et évolution du système d'information de la Régie T2C** 71

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

*5.6.1. Rappel du périmètre du système d'information* ..... 71
*5.6.2. Maintenance du système d'information* ..... 72
*5.6.3. Traitement de l'obsolescence du système d'information* ..... 72
*5.6.4. Projets structurants pour T2C* ..... 72
*5.6.5. Evolution du système d'information* ..... 74
**5.7. Commande Publique** 76
**5.8. Gestion des investissements et des immobilisations** 76
**6. LES DONNEES FINANCIERES** 77
**6.1. Recettes commerciales** 77
**6.2. Compte administratif 2021** 78
**6.3. Compte d'exploitation 2021** 81
*6.3.1. La prestation de service transport 2021 et le compte d'exploitation analytique 2021* ..... 81
*6.3.2. Les dépenses de personnel* ..... 83
*6.3.3. Les charges d'énergie du matériel roulant* ..... 86
*6.3.4. Les charges de maintenance* ..... 87
**6.4. Détail de la prestation de service facturée au SMTC** 89
**6.5. Coûts directs kilométriques** 90
**6.6. Tableau de bord d'activité** 91

## ANNEXES 1 à 17 :

1- Production
2- Vitesse commerciale
3- Parc, données de production et de consommation
4- Places-Kilomètres offerts (PKO)
5- Maintenance
6- Contrôle
7- Sécurité
8- Stocks
9- Ventes, tarifs, recettes et fréquentation
10- Compte d'exploitation analytique
11- Coûts directs kilométrique
12- Prestation de service et indices formule de révision
13- Tableau de bord d'activité
14- Eléments de Bilan Social
15- Organigramme Régie T2C
16- Synthèse du compte administratif 2021
17- Détail des immobilisations 2021

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## PREAMBULE : vie du contrat de service public

L'année 2021 représente la quatrième et avant-dernière année du contrat de service public liant la Régie T2C au SMTC. Elle a été largement impactée par une crise sanitaire qui perdure et dont l'issue est encore très incertaine. L'avenir nous le confirmera, mais l'exercice 2021 semble toutefois s'afficher en année charnière et ce à plusieurs titres :

- La crise a fortement modifié l'environnement socio-économique des transports urbains :
  - Baisse de la fréquentation (entre -30% et -40% selon les réseaux de transport urbain en France jusqu'à mi 2021, de l'ordre de -15% à -20% sur la fin d'année 2021)
  - Baisse des recettes commerciales
  - Modification des habitudes de déplacement avec le développement du télétravail et des modes doux (vélo, trottinette, …)

- Le SMTC a décidé de maintenir le niveau élevé d'investissement prévu sur le développement du réseau, à travers notamment le projet Inspire. En conséquence, l'équilibre entre besoins de financement et ressources financières devient particulièrement tendu pour le SMTC et engage, encore plus que précédemment, la Régie T2C à une maîtrise des coûts et une efficience de gestion.

- Une nouvelle direction est à l'œuvre depuis le printemps 2021 engageant la Régie T2C dans un régime de transparence, de responsabilisation et d'efficience afin d'accompagner, de la façon la plus pertinente et la plus efficace possible, les politiques de mobilité sur le territoire, dans un esprit de coordination sociale.

- Au-delà du projet Inspire pour lequel l'année 2021 aura vu se matérialiser les esquisses du futur dépôt, les propositions de matériel roulant électrique et une version avancée du futur réseau, les autres projets liés au système transport se sont clairement concrétisés sur cette année 2021 que ce soit le fruit de décisions politiques (Ville à 30 km/h, accès aux transports gratuit les week-end) ou la traduction technique des démarches de renouvellement des systèmes d'exploitation (graphicage-habillage, commande de services, système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs, billettique, système RH).

Très concrètement, pour cette année 2021, compte tenu d'une crise sanitaire qui perdure engendrant une baisse de la fréquentation, le SMTC a demandé à T2C de mettre en place une offre réduite de 5% sur la période de plein trafic en semaine. Cette nouvelle offre est entrée en vigueur fin janvier 2021 et a perduré durant toute l'année 2021 amenant, par rapport à l'offre de service théorique, une réduction kilométrique de -265 600 kms commerciaux représentant une économie de l'ordre de -1 400 000 €.

Au-delà de cet ajustement d'offre, le nouveau confinement du mois d'avril 2021 a nécessité à nouveau la mise en place d'une offre adaptée (du mardi 6 avril jusqu'au dimanche 2 mai) basée sur un niveau de 55% de l'offre nominale de semaine sur le bus et 80% sur le tramway et un niveau de 30% le samedi, les services affrétés étant également ajustés. Au total, ce sont 177 000 kilomètres commerciaux qui n'ont pas été réalisés sur cette période. Ces modifications sont retracées dans l'avenant n°3 au contrat de service public pour un montant total de -505 445 €.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Bien évidemment, en conformité avec les protocoles sanitaires, tout au long de l'année 2021, les mesures de protection (masques, gel, désinfection) ont été poursuivies.

En termes financiers, le résultat 2021 de la section de fonctionnement affiche un déficit de -730 K€ qui représente 1% de la prestation de service prévue. Ce déficit apparaît logique dans la mesure où l'exercice supporte l'impact financier du second confinement de novembre 2020 et d'une révision de prix moins favorable.
La section d'investissement dégage également sur 2021 un déficit qui s'élève à -143 K€. Le report de l'année 2020 de 993 K€ permet d'en assurer le financement ainsi que celui lié aux dépenses en restes à réaliser de l'année 2021 dont le montant s'établit à 520 K€.

Enfin, l'année 2021 a vu la mise en place d'une clause de revoyure du contrat de service public signée par les deux parties, SMTC et T2C. Cette clause de revoyure a principalement pour objet :

- De modifier la rédaction de certains articles du contrat de service public de façon à lever toute ambiguïté juridique (remarque CRC sur la Régie de recettes) ou à préciser les rôles respectifs de chacune des parties.
- De définir les règles et procédures dans le cadre des opérations d'investissement engageant les deux parties, qu'elles soient menées ou non, dans le cadre de la convention de mandat d'investissement.
- De définir une enveloppe financière forfaitaire pour l'année 2022 non soumise à révision.
- D'intégrer les éléments juridiques relatifs au règlement général de protection des données (RGPD).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 1. L'OFFRE

## 1.1. Le service offert en marche courante

L'offre d'hiver plein trafic des lignes régulières définie, pour les lundi – mardi – jeudi en plein trafic (PT), constitue la structure de référence des services offerts à partir de laquelle se déduisent :

- L'offre du mercredi : les renforts et les courses spéciales scolaires de l'après-midi sont avancées pour assurer les sorties de midi des établissements scolaires.
- L'offre du vendredi : les sorties du soir de l'Institut des Métiers sont avancées à midi et une offre de soirée est ajoutée sur la ligne C entre Lycée Lafayette et Cournon Toulaits.
- L'offre du samedi : suppression des courses spéciales scolaires et étudiantes et des renforts de capacité se traduisant par une augmentation des intervalles entre courses en cohérence avec la baisse de fréquentation.
- L'offre des petites vacances scolaires : suppression des renforts et des courses spéciales scolaires pour le bus ; baisse de la fréquence sur le Tram aux heures de pointe.
- L'offre d'été : suppression des renforts de capacité et des courses spéciales scolaires et étudiantes, ajustement des intervalles à la baisse de fréquentation.

*Les offres avec des cadencements qui leur sont spécifiques :*

- ✓ *Le transport à la demande qui dessert les secteurs diffus avec des règles adaptées par secteur,*
- ✓ *Le transport à la demande des PMR dans des véhicules adaptés,*
- ✓ *Saisonnières pour desservir des zones de loisir comme la navette du Panoramique des Dômes,*
- ✓ *Limitées en jours et périodes de circulation comme les navettes Le Prat, Cournon – Lempdes et Montjuzet,*
- ✓ *Saisonnières et limitées en jours de circulation comme BEN.*

## 1.2. Les principales évolutions de l'année 2021

### *1.2.1. Régie – offre d'hiver 2020 – 2021*

Les offres « hiver » de janvier à juillet 2021 ont été perturbées et modifiées pour les adapter aux besoins de la période de pandémie selon le calendrier des différents niveaux de confinement. Offres selon le cas, à amplitude réduite ou non, avec ou sans service scolaire, …

➲ **Offre Tramway :**

Plusieurs offres sont mises en place de janvier à juin 2021 en raison de l'adaptation de l'offre à la fréquentation prévue dans une situation normale d'une part et suite aux contraintes imposées par la pandémie COVID d'autre part.

- En sortie des vacances de Noël et jusqu'aux vacances de février, l'offre est diminué d'un service.
- Conformément à la demande du SMTC, une offre à 21 rames a été mise en place à compter de la rentrée suivant les Petites Vacances Scolaires de février.
- Le 6 avril, début de la mise en place d'une offre adaptée au contexte pandémie avec une offre tram type PVS et amplitude réduite sur le Lundi à Vendredi (LàV) et une offre à 30% sur les week-ends.
- Le 26 avril, retour à l'offre à 21 rames.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

➲ **Lignes de bus :**

Sur le principe, l'offre de l'hiver 2020-2021 a été poursuivie jusqu'au 24 janvier 2021.
Suite à la demande du SMTC, l'offre bus a été diminuée d'environ 5% sur la période plein trafic en semaine du lundi au vendredi représentant un impact de -13 services conducteurs.
Du 6 au 25 avril, une offre adaptée au contexte pandémique a été mise en place avec une offre bus à 50% et sans services scolaires.
Pour le reste, le réseau est resté globalement stable avec quelques déviations durables à noter :

- La ligne 4 reste déviée de l'avenue de Clermont et emprunte l'avenue de l'Artière,
- Les lignes B, 3 et 4 ont été perturbées par les travaux du réseau de chaleur dans le quartier 1er mai et Gare SNCF amenant de nombreux kilomètres perdus.

### *1.2.2. Régie – offre d'été 2021*

Suite à la demande du SMTC, l'offre Eté a aussi été diminuée d'environ 3% (-45 courses sur le LàV été et -39 courses sur le samedi).

➲ **Offre Tramway :**

- Année sans substitution (en journée) pour le tramway et avec peu de travaux en soirée.
- Amélioration de la desserte du CHU Louise Michel comme en service hiver pour assurer la rentrée de 6h00 comme validé et financé par le SMTC. Départs de 4h22 Champratel et 5h03 CHU, respectivement avancés à 4h14 et 4h55. Cela entraine l'ouverture du PCC 8 minutes plus tôt comme en Hiver.

➲ **Lignes de bus :**

- Poursuite de la prise en compte du système de priorité des bus aux feux en particulier sur la ligne C.
- Peu d'évolution des temps de parcours sur les autres lignes.

### *1.2.3. Régie – offre d'hiver 2021 – 2022*

Reconduction de l'offre basée sur la demande du SMTC. En raison d'un pic épidémique fin 2021, baisse temporaire de l'offre à partir du 27/12/2021.

➲ **Offre Tramway :**

- Prise en compte de l'optimisation des feux et de l'augmentation de la vitesse sur les temps de parcours (-52 min sur le LàV).
- Accident à Campus et mise en place d'une substitution partielle entre La Pardieu Gare et CHU du 02/09 au 03/10/2021.

➲ **Lignes de bus :**

- Réduction des temps de parcours de la ligne B grâce au système de priorité des bus aux feux.
- Ligne 26 : modification de l'itinéraire pour la desserte du quartier de la Beaumière.
- Ligne 27 : prolongement des courses à Esplanade (nouveau terminus).
- Mise en place de la ville à 30km/h sur la commune de Clermont-Ferrand le 1er décembre et de la gratuité dans les transports le 4 décembre.
- Changement d'itinéraire de la navette de Montjuzet et nouveau terminus au niveau de la Place Royale.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### *1.2.4. Services affrétés*

L'année 2021 s'est concentré sur une difficile recherche de stabilité tant économique que social pour l'ensemble des transporteurs affrétés sur le périmètre T2C. Les équipes se sont mobilisées pour assurer au mieux qualitativement les services sans pouvoir assurer le 100% en raison de la pandémie COVID-19 mais aussi pour la première fois des mouvements sociaux impactant les services T2C.

#### *1.2.4.1. Evolutions de l'offre nominale affrétée*

Les modifications d'offres en 2021 peuvent être considérées comme mineures comparativement à l'année 2020. Les éléments de ce paragraphe décrivent la situation nominale prévue et mentionnent les impacts contrats.

➲ **Appels d'offres 2021**

L'année 2021 n'est pas une année forte en termes de volume d'appels d'offres mais les trois marchés reconduits pèsent toutefois près de **2,7 millions d'Euros HT / par an** (par estimation DQE).

Les marchés suivants ont été notifiés en 2021 comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| **2021/051** | **Services de transport de personnes - Exploitation de la ligne régulière 26** | NENOT INTERTOURISME |
| **2021/070** | **Centrale de mobilité MOOVICITE, transport à la demande tout public et adaptée, et accompagnement MOOVIGUIDE** | KEOLIS LOISIRS ET VOYAGES |
| **2021/014** | **Exploitation d'une navette entre la Place du 1er Mai à Clermont-Ferrand et la gare du panoramique du Puy-de-Dôme** | FREE DOME EVASION |

- **Ligne Panoramique des Dômes**
  Le marché de la Navette Panoramique des Dômes est notifié le 10 février 2021 au transporteur Free Dôme Evasion. La phase de lancement pour partie en coordination avec les équipes du SMTC (en ce qui concerne le « covring » Bus) peut être qualifiée de « facile ».

- **Ligne 26 entre Céyrat et Royat Place Allard, modification d'itinéraire**
  Une nouvelle consultation a été lancée avec le nouvel itinéraire, desservant notamment le quartier de la Beaumière à Ceyrat.
  Le marché a été notifié le 10 juin 2021, avec un nouvel itinéraire au transporteur Nenot Intertourisme.

- **Moovicité : nouvelle consultation pour un marché de 2 ans entre le 01er janvier 2022 et le 31 décembre 2024**
  La consultation a nécessité de réfléchir aux optimisations possibles et aux moyens d'encourager les candidats à proposer des évolutions techniques et organisationnelles, sans augmentation d'enveloppe budgétaire et en maîtrisant les différents postes de coûts (mécanique des unités Prix couplé à des contraintes au CCTP …).
  L'enjeu était donc de challenger les candidats pour améliorer le service rendu en termes de solutions de voyages notamment aux personnes à mobilité réduite et aux usagers en zones diffuses

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

via le transport à la demande. Davantage de voyages possibles et qualitatifs pour des coûts maîtrisés.

Il était nécessaire d'atteindre un juste équilibre entre maîtrise économique, augmentation des possibilités de voyages, et innovations permettant notamment un report de voyages adaptés sur le réseau T2C. Les résultats issus des propositions techniques et organisationnelles seront mesurables à +1 an voire +2 ans et sont conditionnés en partie aussi à la mise en délibération des règlements d'exploitations spécifiques à Moovicité. En effet, les conditions d'accès aux transports à la demande doivent être davantage contraintes pour les publics pour éviter la non-concurrence d'offres.

Le marché MooviCité a été notifié le 25 octobre 2021, pour un démarrage au 1er janvier 2022, à l'exploitant Kéolis Loisirs et Voyages.

### ➲ Modifications des marchés existants en 2021

S'adapter aux modifications d'offres pour des raisons d'évolution des besoins ou de répartition des voyageurs par véhicule nécessite de l'agilité, pas toujours évidente dans les délais impartis. Toutefois, les transporteurs restent mobilisés pour satisfaire la demande.

- **Ligne 35-36 : offres dimanches et jours fériés**

  La variante N°3 du marché de la ligne régulière 35-36 est déclenchée au 30 août 2021.

  L'offre Dimanche et Jours Fériés avec possibilité de prise en charge de vélos à certains arrêts est mise en place le 30 août 2021, avec 4 courses Pont-du-Château – Clermont-Ferrand et 5 courses Clermont-Ferrand – Pont-du-Château.

  Au-delà de permettre une offre de Loisirs les dimanche et jours fériés, cette offre complémentaire est prévue pour assurer les correspondances pour des internes des lycées notamment en gare SNCF de Clermont-Ferrand sur les deux dernières courses.

- **Navette Montjuzet**

  Le marché de la Navette Montjuzet a été modifié pour améliorer la lisibilité de l'offre et la desserte Voyageurs. Ainsi, l'itinéraire est prolongé entre Place Royale et Varennes à partir du 5 juillet 2021, initialement pour une période expérimentale d'une année. Le nouvel itinéraire permet :

  - la desserte du plateau central Cathédrale avec des correspondances possibles à pied avec les lignes 3,4, 8, 12 et 13
  - La desserte de Jaude avec des correspondances possibles avec le tram, les lignes B, C, 9 et 10.

  Par ailleurs, pour marquer le changement et renforcer la visibilité de la navette, le covring du véhicule est renouvelé sur proposition et prise en charge financière du SMTC, sur inspirations de celui de de la Navette du Puy-de-Dôme.

  Comme pour la navette Panoramique des Dômes, la fréquentation de la navette Montjuzet est sensible aux conditions météorologiques. Le nouvel itinéraire a quand même renforcé en 2021 la fréquentation moyenne par course.

- **Ligne 35-36 : renfort de moyens sur la course de 06h50 Pont-du-Château – Clermont-Ferrand en périodes scolaires**

  La course de 06h50 de Pont-du-Château sur la ligne 35-36 a donné lieu à une quinzaine de réclamations. Grâce à ces réclamations il a pu être détecté des erreurs d'informations voyageurs sur le guide horaire et aux arrêts.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Pour autant après analyse et plusieurs constats sur place, il s'est avéré que tous les véhicules prévus sur la tranche horaire circulaient. Par contre, la course de 06h50 au départ de Pont-du-Château passant à 06h58 à Croix Blanche circulait avec plus d'une douzaine de personnes debout dès l'arrêt Croix Blanche. Outre le fait que le véhicule était en surcharge, il ne pouvait pas prendre en prendre en charge les voyageurs aux arrêts suivants et circulait donc portes fermées.
Par conséquent, une solution exceptionnelle a été recherchée par devis auprès de plusieurs transporteurs et par commande à l'unité pour palier le problème. Un véhicule de renfort opéré par le transporteur Fontanon a été mis en place à 06h51 au départ de Pont-du-Château en périodes **scolaires à partir du 8 novembre 2021**.

- **Services Scolaires, évolutions :**

  - **Anatole France, gestion de la sur-occupation**
    Différents relevés réalisés en septembre et octobre 2021 ont mis en évidence des capacités véhicules insuffisantes sur les courses suivantes : retour à 16h39 les lundi, mardi, jeudi et vendredi puis le mercredi à 12h07, entre le collège Anatole France et Blanzat les Mauvaises.
    Les modifications suivantes sont apportées **à partir du 14 octobre 2021** :
    - Les lundi, mardi, jeudi et vendredi, l'arrêt Place des Communes n'est plus desservi par le service Affrété mais pris en charge par un bus spécifique scolaire de la Régie.
    - Le mercredi le service affrété stoppe sa course à Place des Communes au lieu de Cladenas, la régie mettant en place un second service.

  - **Pont-du-Château, écoles élémentaires**
    La Mairie de Pont du Château avait modifié les horaires de sortie de ses écoles pour la rentrée 2020. En date du 7 juin 2021, le Maire de Pont-du-Château demande une nouvelle modification d'horaires de sorties pour les écoles Cassin, Alix, Aubrac et Brossolette. Cette demande a été validée par l'Inspection de l'Education Nationale en date du 14 juin 2021. Cette demande nécessite de recréer une nouvelle course de sortie de 6,4 km les lundi, mardi, jeudi et vendredi (course qui avait été groupée en 2020 avec celle du collège Mortaix), **à partir du 2 septembre 2021**.

  - **Pont-du-Château, collège Mortaix**
    Le collège Mortaix modifie la demande de transport pour que les retours du mercredi soient effectués après la cantine à partir de la rentrée 2021.
    - La course de 13h05 pour Docteur Royet est supprimée pour -4.1 km tous les mercredis
    - La course au départ du collège Mortaix à 13h05 pour Lamartine assure également la desserte de la Quarte, des Plantades, et de Docteur Royet.

  - **Ecoles de Saint-Genès-Champanelle**
    Suite à la demande de l'école de Saint-Genès-Champanelle de revenir sur un rythme scolaire à 4 jours par semaine, validée par l'Education Nationale en date du 7 mai 2021, le marché scolaire comprenant 3 circuits aller-retour par jour sur la commune de Saint-Genès est modifié. Les 3 aller-retours des mercredi sont supprimés **à partir du 2 septembre 2021**.

  - **Fermeture de l'internat de l'Artenium à Ceyrat**
    Suite au fait que l'internat Sport Etudes situé au niveau de l'Artenium à Ceyrat ferme à l'été 2021, les marchés dédiés aux services scolaires sont modifiés ou supprimés.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- Le marché 2020/036 attribué à Free Dôme Evasions pour l'exploitation du service 82 Berzet – Berthelot est modifié pour ne plus effectuer les détours par l'Artenium les lundi, mercredi et vendredi (-1 km par course commerciale en période scolaire)
- Le marché suivant attribué au Transporteur Cellier-Chevanet d'un montant annuel estimé à 57 000 € HT est résilié sans indemnité le 6 juillet 2021.

| | | |
|---|---|---|
| **2020/035** | **Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires**<br>Lot n°1 : Desserte de l'Arténium de Ceyrat | CELLIER CHEVANET |

*1.2.4.2. Offres « évènementielles » affrétés*

Naturellement, les services affrétés T2C doivent s'inscrire dans la dynamique du territoire et notamment favoriser la mobilité des voyageurs lors des évènements. En 2021, des services affrétés ont fait l'objet de commandes complémentaires :

- **Evènements du 14 juillet 2022** : 8 courses supplémentaires en soirée ont été commandées pour 170 € HT. En raison des mauvaises conditions météorologiques, les feux d'artifices ont été tirées le **27 août 2021** à l'occasion de "la Libération de Clermont-Ferrand". La navette Montjuzet a été victime de son succès. Pour cause de surcharge passagers, le véhicule a été stoppé le jour de l'évènement.

- **Concert des Négresses Vertes au Puy-de-Dôme le 25 septembre 2021** : des renforts sur la navette Panoramique des Dômes ont été mis en place en correspondance à Royat Place Allard pour répondre à une éventuelle affluence. Une cinquantaine de voyages ont été enregistrés sur les renforts, voyages qui auraient tout à fait pu être réalisés sur l'offre nominale. D'ailleurs, il a été convenu le jour-même avec le transporteur qu'un retour de renfort était supprimé, pour éviter une circulation à vide.
  L'offre complémentaire ciblée pour les amateurs des Négresses Vertes a manqué de communication. Par ailleurs, la météo était peu favorable.

- **Commandes de groupes Navettes du Puy-de-Dôme** : en 2021, la navette a déclenché 30 courses complémentaires pour répondre aux besoins de groupes (essentiellement pour les établissements scolaires (écoles, collèges, lycées), organismes de formation Adultes (GRETA, CFA, FRAT …) et des associations de randonnée, Secours Catholique …) pour un montant de 3 420 € HT.

L'année 2021 a enregistré quelques lacunes sur ces services notamment en termes de communication ou dimensionnement des véhicules. Toutefois, à fin 2021, des réflexions sont en cours pour améliorer :

- Le partage des dates d'évènements pour mieux anticiper.
- Les possibilités d'adaptation de l'offre évènementielle, notamment en intégrant des leviers contractuels agiles.
- La communication des offres complémentaires suffisamment en amont et avec visibilité.

*1.2.4.3. Gestion de la pandémie COVID-19*

Suite aux annonces présidentielles du 31 mars 2021 et en fonction des mesures prises pour le réseau T2C,

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- **Les services scolaires sont suspendus** du 6 au 25 avril 2021, en réalité **du 6 au 11 avril 2022**, puisque les vacances étaient programmées du 12 au 5 avril 2021.
- L'offre de la ligne 35-36 fonctionne en **offre type Samedi du 6 avril au 2 mai 2021.**

Suspensions et modifications d'offres liées à la pandémie de la COVID-19 donnent lieu à avenant de compensation financière sur la base des négociations 2020.

#### *1.2.4.4. Climat social*

En 2021, dans un contexte national post-crise / crise, ce qui était historiquement accepté par les équipes en entreprises interurbaines ne l'est plus. Historiquement aucun mouvement d'entreprises interurbaines n'avait à priori affecté les services T2C.
Aujourd'hui, les revendications des salariés sont portées par leurs instances représentatives, notamment via les Unions Locales (UL).

En 2021, deux mouvements sociaux avec interruption de services ont été enregistrés sur le réseau :

- Cheze et Fils les 15 et 16 novembre 2021, impactant la ligne 35-36 et des services scolaires
- Keolis Loisirs et Voyages le lundi 13 décembre 2021, impactant les lignes 31, [32,33], 34 et des services scolaires

Les deux entreprises ont communiqué leur service minimum détaillé 48 heures à l'avance pour le premier jour de grève et la veille pour le second. A quelques courses près, les services minimums ont pu être respectés.
Les principales revendications 2021 portées par les UL et les instances représentatives au sein des entreprises ont été les suivantes :

- **Des revalorisations salariales** : avec la pénurie de main d'œuvre en conduite, la profession fait face à des demandes de garanties de vacations et de rémunérations sans précédent, au niveau national. Au niveau local, la crise COVID-19 a pressé ces attentes.

- **L'organisation du travail :** la force économique des sociétés interurbaines en termes de maîtrise des coûts de masses salariales reste l'organisation du travail des équipes de conduite avec la recherche permanente d'optimisation notamment par équilibrage des temps de travail dans les roulements.

- **L'accès à des toilettes pendant le service** : à ce titre, il a été nécessaire de mettre en place en juillet 2021, des toilettes au Parc de Montjuzet, suite au fait que les conductrices notamment ne pouvaient pas se rendre aux toilettes au terminus.
  A Pont-du-Château, une demande de rénovation des toilettes bout-de-ligne a été demandée. L'entretien est assuré par le transporteur titulaire de la ligne 35-36 tacitement.
  Il serait nécessaire de prévoir pour les conducteurs « interurbains » des toilettes bout de ligne au même titre que pour les autres conducteurs, peut-être par la mise en place de doubles toilettes dès lors que le terminus est commun et que ce sont de nouveaux toilettes.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

*1.2.4.5. Evolution règlements d'exploitation*

Jusqu'en 2021, hors Moovicité, un seul règlement d'exploitation définit le fonctionnement du réseau d'un point de vue voyageur pour tous les services, sans prendre en compte de spécificités liées aux services affrétés.
En 2021, différents groupes de travail ont œuvré à l'actualisation du Règlement d'exploitation :

- Groupe de travail T2C / SMTC : le règlement d'exploitation du réseau T2C a été actualisé. Des contributions propres aux services affrétés par cars ont été intégrés pour la première fois, permettant de combler quelques lacunes. Le règlement a été délibéré le 20 décembre 2021 par le Conseil Syndical des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise.
- Groupe de travail T2C / SMTC / Transporteurs affrétés : plusieurs réunions de travail ont été organisées en 2021 avec à chaque fois 2 ou 3 transporteurs titulaires de marchés affrétés pour co-construire une proposition de règlement d'exploitation spécifiques aux services scolaires par car. Tous les transporteurs ont participé. Une proposition a été transmise le 13/01/2022.

## 1.3. Analyse de l'offre kilométrique réalisée en 2021.

Les kilomètres réalisés en exploitation sont inférieurs de -5,2% à la prévision (-3% hors affrétés) et en hausse de +14% par rapport à 2020. Les kilomètres commerciaux, quant à eux, affichent un retrait de -5,9% par rapport à la prévision (-4% hors affrétés) et une hausse de +11,3% par rapport à 2020.
La réduction de l'offre de service, conséquence des périodes de confinement, représente un total de 177 000 kilomètres commerciaux soit 2,4% de l'offre prévue.

| Offre kilométrique : exploitation | 2020 | BP 2021 | 2021 | 2021 vs Budget 2021 | | 2021 vs 2020 | | Avenant 2 | Avenant 3 | Avenant 2+3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | | | |
| Kms exploitation bus T2C | 5 191 761 | 6 209 009 | **6 064 583** | -144 426 | -2,3% | 872 822 | 16,8% | -260 090 | -190 606 | -450 696 |
| Kms exploitation tram T2C | 1 183 592 | 1 395 903 | **1 309 368** | -86 535 | **-6,2%** | 125 776 | **10,6%** | -30 440 | -14 381 | -44 821 |
| **Total km exploitation T2C** | **6 375 353** | **7 604 912** | **7 373 951** | **-230 961** | **-3,0%** | **998 598** | **15,7%** | **-290 530** | **-204 987** | **-495 517** |
| Kms exploitation bus affrétes | 1 421 834 | 1 772 976 | **1 512 608** | -260 368 | **-14,7%** | 90 774 | **6,4%** | -11 240 | -22 539 | -33 779 |
| **Total kms exploitation** | **7 797 187** | **9 377 888** | **8 886 559** | **-491 329** | **-5,2%** | **1 089 372** | **14,0%** | **-301 770** | **-227 526** | **-529 296** |

| Offre kilométrique : commercial | 2020 | BP 2021 | 2021 | 2021 vs Budget 2021 | | 2021 vs 2020 | | Avenant 2 | Avenant 3 | Avenant 2+3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | | | |
| Kms commerciaux autres lg T2C | 4 089 642 | 4 813 273 | **4 640 631** | -172 642 | -3,6% | 550 989 | 13,5% | -190 241 | -146 991 | -337 232 |
| Kms commerciaux ligne A T2C | 1 138 144 | 1 299 613 | **1 226 844** | -72 769 | -5,6% | 88 700 | 7,8% | -27 214 | -10 404 | -37 618 |
| **Total km commerciaux Régie T2C** | **5 227 786** | **6 112 886** | **5 867 475** | **-245 411** | **-4,0%** | **639 690** | **12,2%** | **-217 455** | **-157 395** | **-374 850** |
| Km commerciaux bus affrétes | 1 106 733 | 1 377 900 | **1 181 874** | -196 026 | -14,2% | 75 141 | 6,8% | -9 775 | -19 471 | -29 246 |
| **Total km commerciaux** | **6 334 519** | **7 490 786** | **7 049 349** | **-441 436** | **-5,9%** | **714 831** | **11,3%** | **-227 230** | **-176 866** | **-404 096** |

Le total des kilomètres perdus sur l'année 2021 s'établit à 250 300 kms. Cela représente au global 3,3% de l'offre prévue, ce qui signifie que, hors impact crise sanitaire, les kilomètres perdus représentent un peu moins de 1% du total théorique.

*Nota : les kilomètres commerciaux et d'exploitation du transport à la demande ont été retraités depuis 2018 dans le cadre du travail d'analyse des kilomètres produits réalisé à la demande du SMTC dans la perspective du prochain contrat de service public. En effet, nous comptabilisions, jusqu'alors un nombre forfaitaire de kilomètres pour le TAD PMR transmis par le SMTC au moment du transfert des marchés correspondant au maximum de courses intégrées au marché. Les données ont été ainsi ajustées sur la base des kilomètres totaux réellement réalisés.*

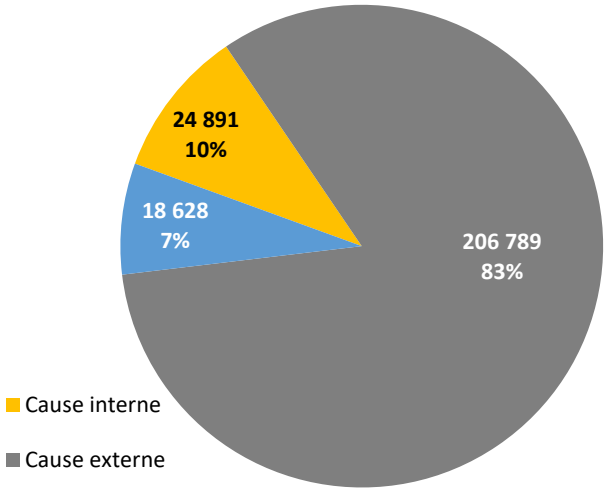
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Les kilomètres commerciaux perdus pour cause interne s'établissent à 24 891 kms et 0,33% de l'offre. Les deux-tiers de ces kms perdus concernent des pannes avec un impact significatif de l'accident de la rame T02 le 1er septembre 2021 qui a engendré la perte de 8 200 kms commerciaux.

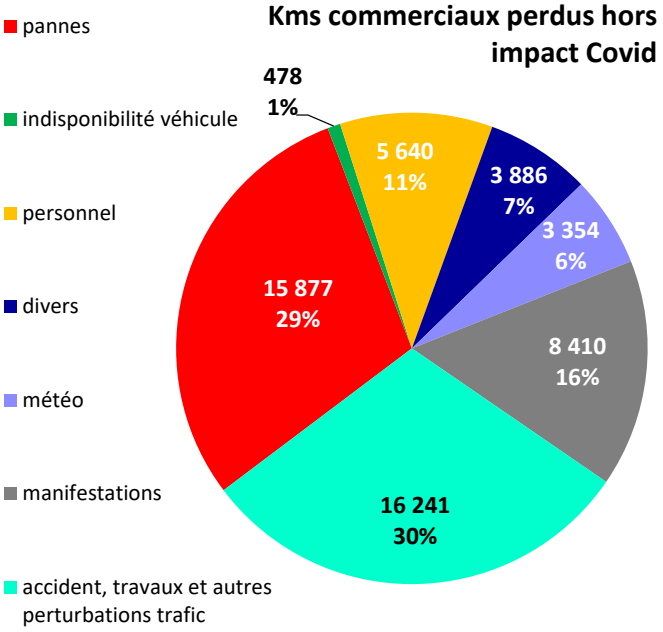
Les kilomètres commerciaux perdus pour cause externe, hors impact crise sanitaire, s'élèvent à 28 996 kms soit 0,38% de l'offre en dessous du seuil contractuel de 0,40% au-delà duquel une réfaction est calculée.

**Kms commerciaux perdus**

**Cause externe : impact crise sanitaire = 177 794 kms**




**Kms commerciaux perdus hors impact Covid**




Les kilomètres supplémentaires représentent un total de 6 550 kilomètres commerciaux dont les deux tiers concernent les renforts d'offre des week-end de fin d'année.

A ces kilomètres, il faut rajouter 5 140 kilomètres réalisés pour dans le cadre de demandes liées à l'évènementiel (Europavox, Clermont fête ses étudiants, Matchs de foot) dont les renforts pour l'accès au stade Gabriel Montpied représentent 84%.

***Références chapitre 1 - L'OFFRE :***

***Annexe 1 : production kilométrique***

***Annexe 1bis : détail des kilomètres commerciaux supplémentaires***

***Annexe 2 : vitesses commerciales***

***Annexe 3 : parc et données de production et de consommation***

***Annexe 4 : places-kilomètres offertes (PKO)***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## 2. LE CLIENT

### ➲ Synthèse

L'activité marketing, notamment, a été à nouveau très fortement contrainte en 2021 par les conséquences du contexte sanitaire sur la relation client.
L'offre de service a dû de nombreuses fois être ajustée aux effets de forte diminution de la mobilité et a, à ce titre, très fortement mobilisé les équipes T2C (exploitation, marketing, techniques et RH principalement).

La crainte de la contamination, malgré les mesures prises par la Régie, a également continué à jouer un rôle dans la baisse d'usage des services.

Au final, il s'en est suivie une forte baisse de la fréquentation, en retrait, progressivement décroissant de moins 15% en fin d'année par rapport à 2019 (contre près de -40% sur ces mêmes périodes entre 2020 et 2019). Ces tendances observées localement sont comparables avec celles observées dans la profession.

Dans un parallélisme cohérent, les recettes affichent également un retrait du même ordre, de -20,4 % pour l'ensemble de l'année par rapport à 2019.
La gratuité des week-end, en décembre, contribue également, mais de manière choisie et assumée, à ce résultat.

Dans ce contexte cependant, le lien commercial a été maintenu avec la clientèle, deux importants projets ont pu être menés et accompagnés par la Régie T2C : la gratuité le week-end et la baisse de la vitesse limite de circulation à 30 km/h sur l'essentiel des voies de la ville de Clermont-Ferrand et un nouveau service a pu être mis en œuvre.

Enfin, dans le périmètre marketing, la mobilisation importante des équipes concernées s'est poursuivie, tant au regard du projet de renouvellement et modernisation du système billettique que du projet InspiRe.

## 2.1. Tarification

### 2.1.1. Une augmentation des tarifs applicables dès le 1er janvier 2021

Dans le contexte de la pandémie et de ses impacts, la hausse des tarifs initialement prévue au 1er juillet 2020 et votée par le Comité Syndical du 4 avril 2019, a été reportée au 1er janvier 2021 par le SMTC.

Elle intègre une évolution moyenne pondérée des tarifs de **+3,22%,** dont les effets sur les principaux titres sont les suivants :

- **Le ticket unité :** **1,60 €** inchangé.
- **Le carnet de 10 tickets :** **14,40 €** Inchangé.
- **Le ticket 24h solo :** **5,30 €** soit +0,20 € (+3.92%).
- **L'abonnement mensuel Tout Public** **54,80 €** soit +2,60 € (+4.98%).
- **L'abonnement annuel Tout Public** **555,60 €** soit +2,10 € par mois (+4,75%).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

La structure de la grille tarifaire n'est pas modifiée, en conservant une gamme simplifiée, avec le maintien d'une gamme d'abonnements mensuels dits Solidaires dont le taux de réduction, appliqué à l'abonnement Tout Public, continue de varier selon trois tranches de ressources qui restent inchangées (basées sur le niveau de Quotient Familial ou de l'échelon de bourse du CROUS).

| TARIFS | 01/01/2021 | |
|---|---|---|
| Ticket unité | 1,60 € | |
| Carnet de 10 tickets | 14,40 € | |
| Ticket 24 heures Solo | **5,30 €** | +0,20 cts |
| Ticket 24 heures Tribu | **13,20 €** | +0,40 cts |
| Ticket 24 heures Groupe | **21,90 €** | +0,60 cts |
| Pass 72 heures | **3,60 €** | +0,10 cts |
| Ticket congrès | **2,50 €** | +0,10 cts |
| Ticket parking relais | 6,00 € | |
| **Abonnements mensuels** | | |
| Tout Public | **54,80 €** | +2,60 € |
| PdME | **46,50 €** | +2,20 € |
| -26 ans | **28,80 €** | +1,80 € |
| **Abonnements mensuels solidaires** | | |
| -92% | **4,30 €** | +0,20 cts |
| -80% | **10,90 €** | +0,50 cts |
| -60% | **21,90 €** | +1,10 € |
| **Abonnements annuels** | | |
| Tout Public | **555,60 €** | +2.10 € / mois |
| PdME | **471,60 €** | +1,80 €/ mois |
| -26 ans | **261,60 €** | +1,30 €/ mois |
| Au porteur | **570,00 €** | +20,00 € |
| **Combinés mensuels TER+T2C** | | |
| Tout Public | **38,30 €** | +1,80 € |
| Jeunes | **20,10 €** | +1,20 € |
| | | |
| Carte modePass | 2,00 € | |

### 2.1.2. Expérimentation de la gratuité du réseau T2C, les week-ends

#### *2.1.2.1. Contexte général*

La gratuité d'accès au réseau de transport en commun était une promesse de campagne de l'équipe élue de la Ville de Clermont-Ferrand. Elle était un sujet déjà abordé au précédent mandat dans le cadre des Rencontres Citoyennes de la Mobilité à l'échelle métropolitaine, son expérimentation en constituait la 22ème mesure.

La décision de sa mise en œuvre, le week-end (samedi et dimanche), dans le cadre d'une expérimentation sur 2 ans, a été délibérée au début du 4ème trimestre 2021 par chacune des trois collectivités territoriales qui s'en partagent le financement[1] : la Métropole, le SMTC, la Ville de Clermont-Ferrand.

[1] Le coût est évalué à 700 000 € / an pour chaque collectivité territoriale.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Elle fait suite à de nombreuses décisions analogues dans plusieurs agglomérations même si les modalités varient : Aubagne, Dunkerque, Nancy, Montpellier, Nantes …

**Cette expérimentation est instaurée sur le réseau T2C, depuis le samedi 4 décembre 2021.**

*2.1.2.2. Objectifs*

Les objectifs poursuivis sont nombreux :

- **Reporter l'usage de la voiture vers les transports en commun :**
  - En incitant à recourir aux transports en commun sans contraintes de coût (ni de modalités d'accès),
  - En enclenchant une dynamique d'usage des transports en commun en semaine pour de nouveaux usagers du week-end. Il s'agit là de s'appuyer sur la gratuité le week-end pour développer les usages toutes périodes confondues.

- **Favoriser par la liberté d'accès aux transports en commun le week-end, l'usage de ces services pour des motifs « achats » notamment, pour :**
  - Renforcer l'attractivité et le dynamisme du centre de l'agglomération grâce à un accès simple et gratuit,
  - Soutenir l'activité économique des commerçants et activités ouverts le week-end.

- **Améliorer la cadre de vie en ville :**
  - Apaiser la ville,
  - Améliorer la qualité de l'air,
  - Réduire la pollution (sonore) générée par le trafic routier.

*2.1.2.3. Modalités de mise en œuvre*

L'expérimentation de la gratuité du réseau T2C est convenue pour une durée de 2 ans, à compter du samedi 4 décembre 2022.
Cette gratuité est applicable exclusivement les Week-End (samedi et dimanche), du 1er service le samedi (4 h 14) au dernier service le dimanche (au sens de la journée d'exploitation) soit à 1 h 26.
L'accès au réseau T2C est possible pour tous les voyageurs, sans aucune restriction, et sans nécessité d'avoir un titre de transport, ni de valider à la montée dans un véhicule.
L'ensemble des services T2C sont concernés : bus, tram, Transports A la Demande (TAD), y compris les services affrétés par T2C et les navettes (parc Montjuzet, Puy-de-Dôme et parc Vulcania).

L'accès aux Parcs relais Henri Dunant et Les Pistes est gratuit les Week-end.

A ce stade, l'offre de service proposée par T2C n'a pas été renforcée, considérant que l'offre actuelle est suffisante les samedi et dimanche pour accueillir la fréquentation supplémentaire envisagée, dans un contexte où la fréquentation n'a pas encore retrouvé son niveau nominal d'avant COVID19 (la tendance étant à environ -15% en fin d'année 2021).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

*2.1.2.4. Plan de communication*

Un plan de communication important a été défini et co-construit avec le SMTC pour promouvoir cette nouvelle proposition auprès du public.

Il s'est accompagné d'un plan de communication interne intense associant et mobilisant l'ensemble des professionnels de la Régie en contact avec le public.

Notamment, les deux premiers week-ends de décembre, l'ensemble de l'encadrement de la régie T2C s'est mobilisé, sur le terrain, pour accompagner personnels et usagers dans la mise en œuvre de la gratuité du week-end.

## 2.2. Les actions commerciales menées

### 2.2.1. Geste commercial COVID19 (suite et fin)

Suite à l'instauration par le SMTC d'une gratuité totale du réseau T2C durant le 2nd trimestre 2020, en lien avec le confinement de la population décidé par le gouvernement, près de 7 000 abonnés ont bénéficié d'un coupon de réduction, contre remise duquel à l'Espace T2C ils pouvaient obtenir une remise tarifaire sur l'abonnement de leur choix (dans la limite de compatibilité avec leur profil client).

Ces coupons de réduction devaient être utilisés avant le 19 juin 2021.

A cette date, près de 40% des coupons émis n'avaient pas encore été utilisés. Dans ces conditions, **il a été convenu avec le SMTC de prolonger la validité de ces coupons de réduction, jusqu'au 31 décembre 2021.**

Le principe général décidé par le SMTC ne prévoyait pas de rembourser les avoirs aux clients, dans une volonté de fidéliser la clientèle avec le renouvellement de l'abonnement.

Cependant, et comme c'était déjà le cas en 2020, les ayants droit ont pu bénéficier d'un remboursement exceptionnel, sous condition de justifier leur demande de remboursement (mutation, déménagement, fin d'année universitaire, etc…).

**Au final, la Régie T2C aura encaissé 230 652 € de coupons, contre 370 500 € édités (soit près de 63% de la valeur émise).**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 2.2.2. Actions et animations commerciales

2.2.2.1. Communication rentrée 2021

➲ **Objectifs :** développer les ventes d'abonnements et réduire les files d'attente à l'Espace T2C durant la rentrée.

➲ **Moyens :**

➔ Des actions générales d'information communication :

- **Une campagne générale d'incitation à anticiper le renouvellement des abonnements annuels de septembre, dès le 20 juin 2021** a été menée selon la déclinaison suivante :
  - Affichage stations tram, véhicules, Espace T2C,
  - Site internet,
  - Notification Appli mobile.
  - Phonie dans les véhicules et information sur Bornes d'Informations Voyageurs (BIV).

  Cette communication a été accentuée sur le réseau T2C par la mise à disposition de flyers commerciaux dans les véhicules.

- **Un courrier spécifique, à destination des abonnés des communes de Mur-sur-Allier et Pérignat-es-Allier**, pour les informer de l'organisation de 2 permanences de ventes d'abonnements en mairie de Mezel (les 6 et 7 juillet 2021 avec présence d'un agent commercial de l'Antenne Régionale des transports du Puy-de-Dôme).

- **Des ventes délocalisées** ont été organisées sur les communes de Cébazat (26 août 2021), Cournon (27 août 2021) et Lempdes (28 août 2021).

➔ Des actions ciblées sur la clientèle « -26 ans »

- **Campagne par SMS** courant juin, auprès de 8 200 abonnés -26 ans, afin de les inciter à anticiper le renouvellement de leur abonnement annuel, à compter du 21 juin 2021, avec renvoi vers www.t2c.fr pour les modalités pratiques. Un double envoi de SMS a été effectué (en semaine 24 puis semaine 25, soit 16 400 SMS envoyés).

- **Envoi d'un courrier papier personnalisé** auprès des 6 700 abonnés -26 ans pour lesquels nous disposons d'une adresse postale à jour dans notre base de données**.** La distribution dans les boîtes aux lettres a été effectuée entre le 14 et le 18 juin 2021.

- **Cette communication a été élargie à l'ensemble des étudiants de la Métropole** afin de communiquer sur les produits tarifaires T2C destinés aux étudiants, via :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- **Un encart publicitaire sur la 4ème de couverture du guide Info CROUS édition 2021,** distribué à 20 000 exemplaires et relayé sur le site internet du CROUS.
- **Un e-mail transmis à l'ensemble des étudiants** déjà inscrits dans un établissement de la Métropole, durant l'année universitaire 2020-2021, leur détaillant les modalités pour acquérir (ou renouveler) leur abonnement aux transports urbains

➔ Des actions d'accompagnement

- **Reconduction de la vente par correspondance des abonnements pour les nouveaux abonnés**

Le protocole sanitaire instauré à l'Espace T2C pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 a entraîné une diminution de la capacité d'accueil, avec seulement 8 guichets en activité durant l'été 2021 (contre 11 habituellement).

Dans ces conditions, et dans l'objectif de limiter les files d'attente à l'agence commerciale, il a été proposé aux **nouveaux abonnés de souscrire un abonnement annuel de rentrée (valable à compter du 1er septembre 2021) par correspondance**.

L'information a été communiquée aux nouveaux abonnés via :

- Le courrier d'information « j'entre en 6ème », destiné aux parents des enfants actuellement scolarisés en CM2 dans les écoles primaires du Ressort Territorial, les informant des modalités de souscription d'un abonnement aux transports urbains par correspondance, sans attendre la rentrée**.**
- Une information spécifique sur www.t2c.fr (événement Rentrée 2021).

Les nouveaux abonnés ont pu remplir un formulaire de demande d'abonnement annuel par correspondance, (à retourner avec les pièces justificatives correspondantes à *Espace T2C, Vente par correspondance, 24 Bd Charles de Gaulle, 63000 CLERMONT-FERRAND)*.

Les cartes créées et chargées par des agents T2C en back-office, ont été retournées directement aux clients par courrier.

- **Un dispositif de gestion des files d'attente** à l'Espace T2C a été mis en œuvre durant la rentrée, en parallèle du doublement de l'équipe sur la période la plus chargée de la rentrée.

Ce dispositif est double :

- Sécuritaire : le public est « filtré » de telle sorte que les flux entrée – accueil au guichet – sortie s'effectuent de manière fluide et sans risque de conflits, avec respect du proctocole sanitaire en place,
- Commercial : un à deux agent(s) T2C est(sont) présent(s) dans la file d'attente pour préparer de manière personnalisée avec le client son accueil au guichet en fonction de son besoin.

Afin de limiter l'attente, et compte tenu du contexte sanitaire, les nouveaux abonnés qui le souhaitaient ont pu simplement déposer leur dossier auprès des agents T2C présents dans la file

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

d'attente pour traitement en backoffice immédiat, ou retour par courrier de leur carte modePass, en cas de trop forte affluence.

*2.2.2.2. Mise en place d'animations commerciales « sur site »*

➲ **Objectifs :** promouvoir l'abonnement (ou le réabonnement) aux transports urbains.

T2C assure chaque année, par stand d'information ou son équivalent, de la présence informative, promotionnelle et prospective sur site.

Le contexte sanitaire 2021, en lien avec la crise de la Covid-19, a cependant empêché de reconduire dans une même ampleur que les années précédentes les actions menées et donc limité les interventions externes des équipes T2C.

Certaines actions ont pu cependant être maintenues à compter de la rentrée 2021 :

| Date | Libellé action | Ville |
|---|---|---|
| 9 septembre 2021 | Agence Régionale de Santé | Clermont-Ferrand |
| 13 septembre 2021 | Clermont Auvergne Métropole | Clermont-Ferrand |
| 14 septembre 2021 | INRAE sites de Crouel et des Cézeaux | Clermont-Ferrand |
| 15 septembre 2021 | Pôle Santé République | Clermont-Ferrand |
| 16 septembre 2021 | Services de l'Etat | Clermont-Ferrand |
| 17 septembre 2021 | Clermont Auvergne Métropole | Clermont-Ferrand |
| 20 septembre 2021 | CHU Gabriel Montpied et Estaing | Clermont-Ferrand |
| 21 septembre 2021 | Université Clermont Auvergne | Clermont-Ferrand |
| 28 septembre 2021 | Services de l'Etat | Lempdes |
| 12 octobre 2021 | Services de l'Etat | Clermont-Ferrand |
| 14 octobre 2021 | SNCF | Clermont-Ferrand |
| 28 et 29 octobre 2021 | Portes ouvertes JB DE LA SALLE | Clermont-Ferrand |

## 2.3. Analyse des évolutions de la fréquentation et des recettes commerciales

➲ **Rappel des différentes phases des mesures sanitaires et de l'offre de service en 2021**

La pandémie s'est traduite par des mesures de confinements plus ou moins strictes de la population, variables selon les périodes, par différents couvre-feux spécifiques et par la fermeture de certains établissements (scolaires, de restauration, de loisirs...) eux aussi variables selon les périodes :

- Du 1er au 15 janvier : couvre-feu de 21h à 5h
- Du 16 janvier au 19 mars : couvre-feu de 18h à 6h
- Du 20 mars au 18 mai : couvre-feu de 19h à 6h
- Du 3 avril au 3 mai : 3ème confinement de la population (plus souple qu'en 2020)
- A partir du 3 avril : fermeture des crèches, écoles, collèges et lycées
- Du 12 avril au 3 mai : vacances de printemps pour tous les scolaires (pas de distinction par zones, tous les scolaires sont concernés)
- Du 19 mai au 8 juin : couvre-feu de 21h à 6h

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- A partir du 19 mai : couvre-feu retardé de 19h à 21h, les musées, cinémas, théâtres, monuments rouvrent ainsi que les terrasses des bars et des restaurants
- Du 9 au 29 juin : couvre-feu de 23h à 6h
- A partir du 9 juin : les bars et les restaurants peuvent à nouveau accueillir du public en intérieur, et les salles de sport rouvrent également avec une entrée conditionnée à un « passe sanitaire ». Les salons et les foires peuvent également reprendre leur activité, avec une limite de 5 000 personnes et l'accès conditionné à un passe sanitaire
- À partir du 17 juin : le port du masque n'est plus obligatoire en extérieur sauf dans les situations de regroupements de personnes
- A partir du 30 juin : fin du couvre-feu et les évènements de plus de 1 000 personnes sont à nouveau autorisés en intérieur comme en extérieur, avec une entrée conditionnée à un passe sanitaire.
- A partir du 21 juillet : la présentation d'un passe sanitaire est obligatoire pour les plus de 18 ans qui souhaitent accéder aux « lieux de loisirs et culture » rassemblant plus de 50 personnes
- 9 août : extension de l'utilisation du passe sanitaire à l'intérieur et à l'extérieur, sans notion de jauge, de certains lieux, établissements, services ou événements
- 15 septembre : la vaccination devient obligatoire pour les personnels des hôpitaux, cliniques, Ehpad et maisons de retraite, les sapeurs-pompiers, certains militaires, ainsi que les professionnels et bénévoles auprès des personnes âgées, y compris à domicile
- 27 novembre : la dose de rappel vaccinal est proposée à toute la population majeure

En accompagnement de ces différentes situations, l'offre sur le réseau T2C a dû s'adapter à chaque étape. Les différentes phases d'offre en 2021 ont été les suivantes (référence lundi au vendredi) :

- 25 janvier : baisse de l'offre de -5% sur l'ensemble du réseau
- 22 février : baisse de l'offre tram avec 21 rames
- Du 6 avril au 2 mai : baisse de l'offre avec 80% tram et 60% bus en circulation
- Du 27 novembre au 19 décembre : renfort d'offre sur le tram pour les fêtes de Noël
- Du 27 au 31 décembre : offre PVS tram et PVS bus moins 8 services bus (personnel absent lié à la recrudescence du covid)

Ces modifications d'offre ont été opérées en lien avec les baisses de fréquentation attendues et/ou constatées.

De plus, du 1er septembre au 6 octobre inclus, une substitution tramway entre les arrêts La Pardieu Gare et CHU Gabriel Montpied a été réalisée en bus, suite à l'accident d'une rame de tramway *(Cf. chapitre 1.2.3 Régie – offre d'hiver 2021 – 2022).*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 2.3.1. La fréquentation globale en 2021

**R*appel méthodologique :***

***En 2020*** *: au niveau local, du 25 mars au 30 juin 2020 (3 mois et 5 jours) le réseau était d'accès gratuit.*
*Pendant cette période, aucune remontée de validations n'a été possible et ce sont donc des estimations par ligne qui ont dû être effectuées.*
*Ces estimations ont été réalisées grâce à des comptages aux points d'arrêts de plus fortes montées des différentes lignes du réseau, comparés à l'enquête OD (Origine-Destination) de 2016, et ainsi nous avons pu reconstituer une fréquentation moyenne, par type de jour et par ligne.*

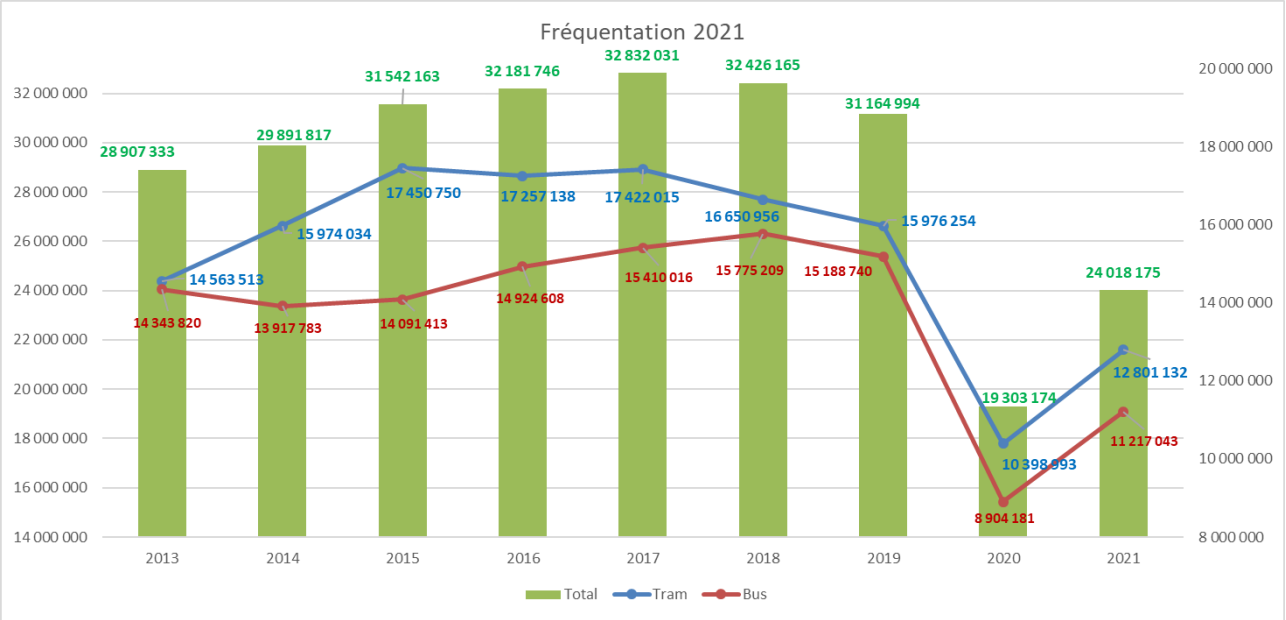
***En 2021*** *: à partir d'octobre 2021, la fréquentation a été évaluée grâce aux clés de mobilité et aux ventes des différents titres sur le mois et non plus par les remontées de validations.*
*En effet, avec le lancement de la nouvelle billettique sur l'ensemble du réseau T2C, les validations de cartes sans contact sur valideurs VIX ont progressivement été remplacées par leur validation sur les valideurs Flowbird. En revanche, des valideurs VIX dits « mixtes » ont été conservés pour la validation des titres occasionnels (ou « tickets papiers ») mais sans pouvoir en effectuer les remontées de validations. Ainsi, les remontées sur les nouveaux valideurs ne permettent pas d'avoir des résultats exhaustifs, sur les occasionnels principalement, et la fréquentation des deniers mois de 2021 a donc été calculée grâce aux ventes.*
*Le test de robustesse de cette nouvelle méthode a été effectué au mois de septembre afin de voir si la méthode était valable et de pouvoir confronter ces résultats aux remontées de validations : le résultat a été concluant puisque les remontées de validations ont permis d'enregistrer 2 744 452 voyages et la méthode des clés de mobilité 2 726 753 voyages (soit un écart de 0,6%).*

Au global, dans le cadre décrit et à ces motifs, le résultat de fréquentation 2021 s'établit à 24,02 millions de voyages réalisés. Il est en recul de -22,93% par rapport à 2019 soit -7 146 819 voyages, et en progression de +24,4% par rapport à 2020, soit + 4 715 001 voyages.

Ces données sont malgré tout sans doute minorées et la fréquentation légèrement supérieure à celle indiquée, si on se réfère à certaines remontées terrains faisant état de fortes charges à bord des véhicules.

Toutes les mesures évoquées préalablement ont entrainé de fortes baisses de fréquentation sur l'ensemble du réseau.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




La fréquentation de la ligne A est en baisse de -19,9% par rapport à 2019 (soit -3 175 122 voyages) et en hausse de + 23,1% (soit +2 402 139 voyages) par rapport à 2020.

Cette baisse par rapport à 2019 représente 44% de la baisse totale du réseau et 51% de la hausse par rapport à 2020. Ces évolutions sont fortement liées aux événements cités plus haut (confinements, couvre-feux, fermetures des établissements scolaires, incitation au télétravail…), mais aussi du fait de la substitution tramway mise en place en septembre, en raison de l'accident d'une rame le 1er septembre 2021.

Le mode bus diminue de -26,1% par rapport à 2019 (soit -3 971 697 voyages) et augmente de +26% par rapport à 2020 (soit +2 312 862 voyages).
La décrue supérieure du bus par rapport au tram entre 2019 et 2021 est cohérente avec les évolutions relatives en 2020 : -35% sur la ligne A entre 2019 et 2020, -42% sur les lignes de bus.

Ce phénomène est sans doute lié au fait que certaines lignes de bus ont une fréquentation portée majoritairement par les scolaires et les étudiants, et que, du fait des cours à distance, des parents qui emmènent leurs enfants en voiture au lieu d'utiliser les bus, la fréquentation de ces derniers a diminué bien plus fortement que sur le tram qui a une clientèle plus diversifiée.

La fréquentation de la ligne B :

- En baisse de -33,6% (-929 670 voyages) par rapport à 2019 et en hausse de +7,3% (+125 483 voyages) par rapport à 2020

La fréquentation de la ligne C :

- En baisse de -9,3% (-234 938 voyages) par rapport à 2019 et en hausse de +42,4% (+683 852 voyages) par rapport à 2020
  Les voyageurs de la ligne C sont plus vite revenus sur cette ligne que sur les autres lignes fortes du réseau.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Le tableau suivant détaille les évolutions moyennes par lignes et par trimestre, un jour type Lundi à Vendredi, entre 2019 et 2021.

| Nombre de voyages moyens quotidiens LAV | 2019 | | | | 2020 | | | | 2021 | | | | Evolution % (2019/2021) | | | | Evolution % (2020/2021) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ligne** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** |
| **A** | 65 080 | 55 471 | 45 794 | 62 130 | 47 364 | 14 585 | 40 117 | 40 907 | 40 141 | 38 446 | 39 480 | 64 790 | -38% | -31% | -14% | 4% | -15% | 164% | -2% | 58% |
| **B** | 10 703 | 10 204 | 7 206 | 9 975 | 7 688 | 3 562 | 6 004 | 6 254 | 4 841 | 2 779 | 3 562 | 9 113 | -55% | -73% | -51% | -9% | -37% | -22% | -41% | 46% |
| **C** | 10 385 | 9 697 | 5 486 | 9 571 | 7 999 | 1 887 | 5 787 | 6 661 | 2 481 | 1 202 | 1 251 | 3 942 | -76% | -88% | -77% | -59% | -69% | -36% | -78% | -41% |
| **3** | 6 699 | 6 096 | 4 195 | 5 857 | 4 353 | 2 141 | 2 663 | 3 166 | 2 259 | 981 | 1 331 | 3 645 | -66% | -84% | -68% | -38% | -48% | -54% | -50% | 15% |
| **4** | 6 563 | 5 906 | 2 527 | 5 326 | 4 026 | 2 227 | 2 567 | 3 327 | 482 | 186 | 430 | 824 | -93% | -97% | -83% | -85% | -88% | -92% | -83% | -75% |
| **5** | 1 526 | 1 486 | 470 | 1 241 | 801 | 544 | 690 | 902 | 29 | 0 | 0 | 64 | -98% | -100% | -100% | -95% | -96% | -100% | -100% | -93% |
| **7** | 152 | 106 | 735 | 90 | 79 | 61 | 44 | 76 | 910 | 0 | 625 | 1 612 | 500% | -100% | -15% | 1692% | 1056% | -100% | 1306% | 2016% |
| **8** | 2 660 | 2 354 | 2 282 | 2 187 | 1 661 | 884 | 1 046 | 1 310 | 1 412 | 599 | 886 | 1 958 | -47% | -75% | -61% | -10% | -15% | -32% | -15% | 49% |
| **9** | 3 591 | 3 239 | 2 735 | 3 153 | 2 231 | 648 | 1 536 | 1 710 | 1 956 | 0 | 1 083 | 2 315 | -46% | -100% | -60% | -27% | -12% | -100% | -29% | 35% |
| **10** | 4 354 | 4 130 | 1 984 | 3 472 | 2 748 | 1 541 | 1 907 | 2 311 | 843 | 407 | 463 | 1 270 | -81% | -90% | -77% | -63% | -69% | -74% | -76% | -45% |
| **12** | 1 696 | 1 626 | 1 594 | 1 728 | 1 308 | 853 | 847 | 1 165 | 1 135 | 87 | 566 | 2 756 | -33% | -95% | -64% | 60% | -13% | -90% | -33% | 137% |
| **13** | 3 893 | 3 231 | 2 059 | 2 932 | 2 231 | 1 217 | 1 497 | 2 037 | 1 111 | 529 | 679 | 1 658 | -71% | -84% | -67% | -43% | -50% | -57% | -55% | -19% |
| **20** | 2 541 | 2 390 | 1 955 | 2 251 | 1 692 | 659 | 1 142 | 1 555 | 1 554 | 0 | 1 031 | 2 165 | -39% | -100% | -47% | -4% | -8% | -100% | -10% | 39% |
| **21** | 3 519 | 3 265 | 1 182 | 2 728 | 2 094 | 1 341 | 1 555 | 1 975 | 128 | 0 | 95 | 202 | -96% | -100% | -92% | -93% | -94% | -100% | -94% | -90% |
| **22** | 417 | 384 | 179 | 331 | 276 | 156 | 192 | 229 | 56 | 0 | 17 | 62 | -87% | -100% | -90% | -81% | -80% | -100% | -91% | -73% |
| **23** | 94 | 87 | 401 | 66 | 66 | 17 | 46 | 51 | 322 | 243 | 208 | 660 | 243% | 179% | -48% | 903% | 387% | 1351% | 353% | 1194% |
| **24** | 1 090 | 995 | 370 | 924 | 665 | 323 | 419 | 561 | 49 | 0 | 34 | 37 | -96% | -100% | -91% | -96% | -93% | -100% | -92% | -93% |
| **25** | 89 | 65 | 27 | 54 | 52 | 16 | 50 | 24 | 1 | 0 | 0 | 3 | -99% | -100% | -100% | -95% | -98% | -100% | -100% | -89% |
| **26** | 12 | 8 | 10 | 9 | 6 | 2 | 2 | 3 | 2 | 0 | 0 | 141 | -79% | -100% | -100% | 1501% | -62% | -100% | -100% | 4264% |
| **27** | 188 | 157 | 0 | 195 | 138 | 21 | 69 | 175 | 38 | 0 | 0 | 32 | -80% | -100% | #DIV/0! | -84% | -73% | -100% | -100% | -82% |
| **Total** | **125 513** | **111 031** | **81 275** | **114 371** | **87 550** | **32 686** | **68 295** | **74 474** | **116 534** | **69 192** | **89 131** | **181 159** | **-7%** | **-38%** | **10%** | **58%** | **33%** | **112%** | **31%** | **143%** |

*Pour mémoire : trim. 1 Janvier à Mars ; trim. 2 Avril à Juin ; trim. 3 Juillet à Septembre ; trim. 4 Octobre à Décembre*

Ce tableau fait clairement apparaître les très fortes hausses aux trimestre 2 et 4 en 2021 (fréquentation entre 2 et 3 fois supérieure à celle de 2020), phénomènes liés aux confinements sur ces 2 périodes l'année précédente.

Par rapport à 2019, les 2 premiers trimestres de 2021 enregistrent une fréquentation en baisse, compte tenu des mesures de confinement et de couvre-feu mises en place. La fréquentation des 2 derniers trimestres de 2021 est en hausse par rapport à 2019, où des grèves et les manifestations dites « des gilets jaunes » avaient fortement perturbé le réseau cette année-là.

Les graphiques suivants représentent l'évolution de la fréquentation mois par mois entre 2019 et 2021 par grand type de lignes.
Les grandes tendances sont identiques quel que soit le type de ligne concerné en 2021 :

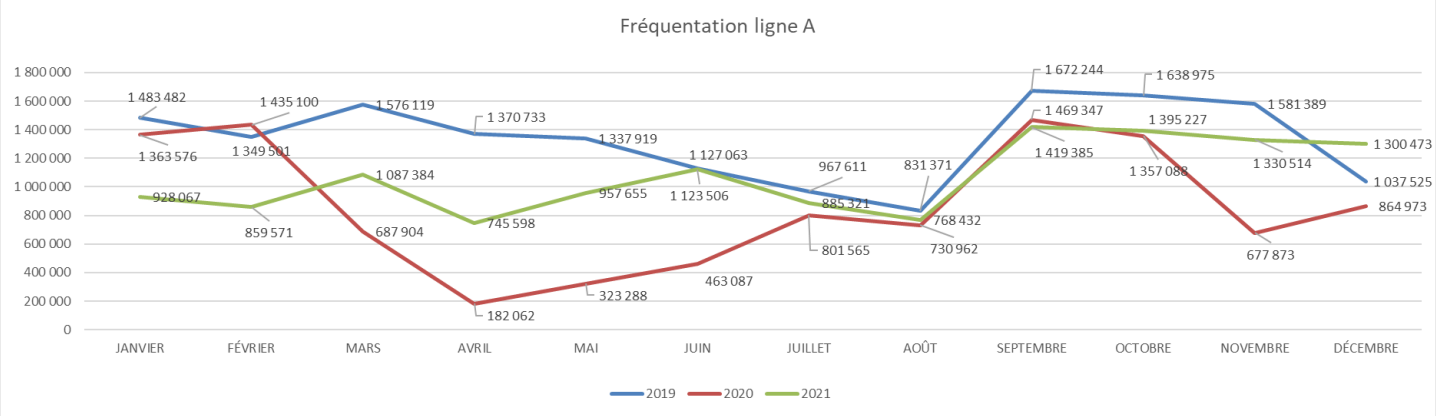
- Une baisse de la fréquentation entre janvier et février
- Une hausse entre avril et juin
- Une baisse entre septembre et décembre
- Une fréquentation supérieure en décembre 2021 vs 2019 (crise des gilets jaunes ayant très fortement perturbée le réseau en 2019)

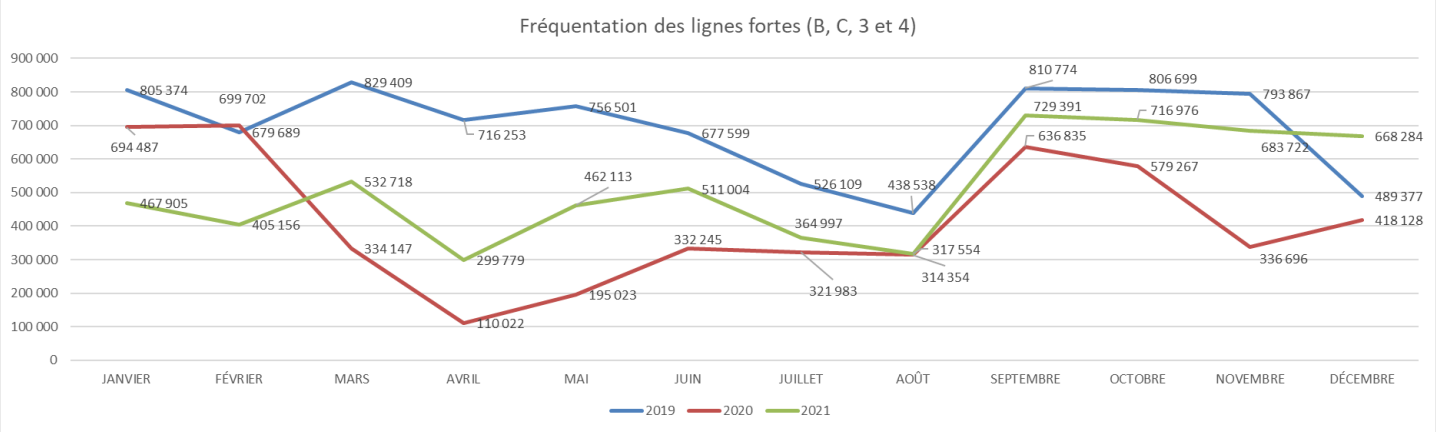
Selon des chiffres de l'UTP, la fréquentation sur le réseau RATP a atteint 77% de son niveau de 2019, la fréquentation sur le réseau Transilien 71%, tandis que le transport public urbain de province et les TER ont retrouvé 78% et 80% de leur fréquentation de 2019. La fréquentation à Clermont-Ferrand, en baisse d'environ 22% est donc dans la moyenne nationale des transports urbains de province.

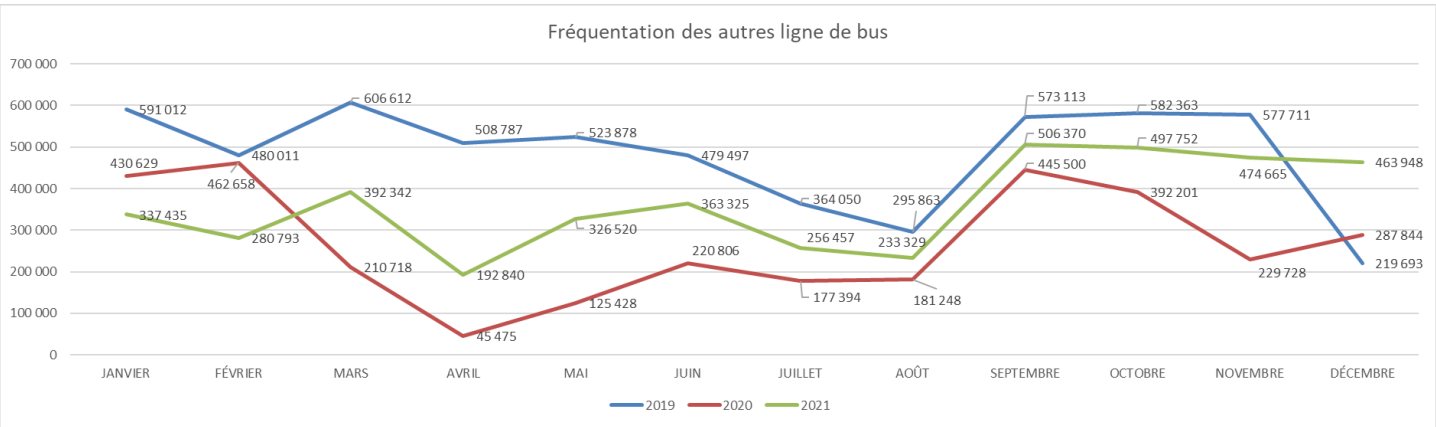
AGIR a également suivi la fréquentation de plusieurs grands réseaux urbains (Angers, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Dunkerque, Grenoble, Lens, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Perpignan, Reims, Rennes, Saint-Etienne, Toulon, Toulouse, Tours, Valence, Valenciennes) en analysant les remontées par type de jour (semaine, samedi et dimanche) : de manière générale, le réseau T2C a moins souffert que ces autres

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

réseaux avec des chiffres supérieurs à ces différentes moyennes calculées. La variation locale des impacts de la pandémie peut expliquer cette situation.




Comme évoqué dans le paragraphe 2.1.2 Gratuité du réseau T2C, depuis le 4 décembre 2021, l'ensemble du réseau T2C est gratuit du samedi matin (4h15) au dimanche soir (dernier service dans la nuit de dimanche à lundi à 1h30).

Cette mesure a pour objectif principal de reporter l'usage de la voiture individuelle le week-end vers le transport public, et donc d'augmenter la fréquentation à bord des transports en commun, ainsi que d'espérer un transfert de ces usagers également la semaine.

Si les remontées terrain font remarquer que la fréquentation a été en hausse les deniers week-end de décembre (gratuité et offre supplémentaire pour les achats de Noël), cette augmentation n'est pas mesurée pour le moment et reste donc très subjective.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

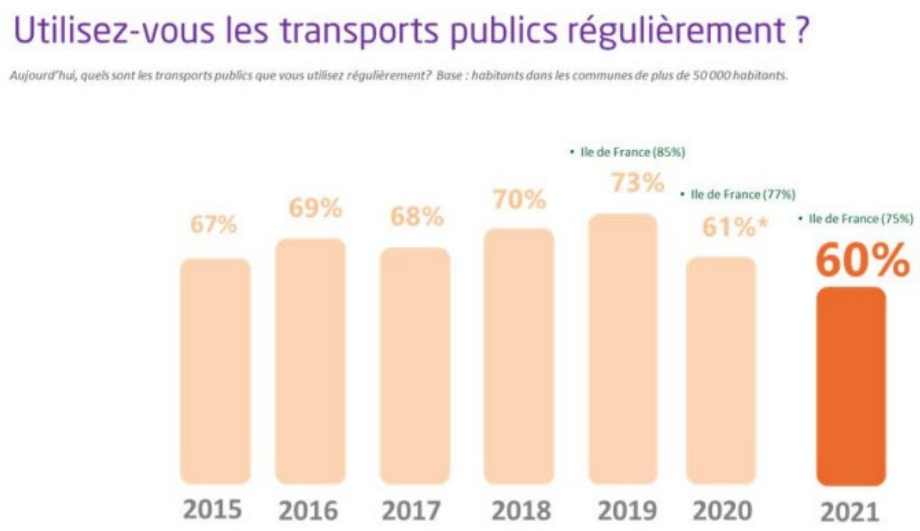
Afin de prendre en compte cette hausse, des estimations avaient été préalablement réalisées en se basant sur la fréquentation des week-end de 2019, bien supérieure à celle de 2021, et qui nous permettait de déterminer en fonction du nombre de samedis et dimanches dans le mois, la fréquentation associée.

### 2.3.2. La crise sanitaire, un impact durable ?

Sur le réseau T2C, on peut voir qu'en 2021 les voyageurs sont revenus sur le réseau plus fortement qu'en 2020 après les périodes de confinement et couvre-feux. Malgré tout la fréquentation reste en deçà de celle de 2019. Les mesures sanitaires prises en 2021 ont eu des effets négatifs sur la fréquentation et sur les déplacements des voyageurs de manière générale.

Dans l'Observatoire de la mobilité 2021, publié par l'UTP en novembre 2021[2], on remarque que la baisse de l'utilisation des transports à Clermont est une tendance que l'on retrouve sur l'ensemble des réseaux.

Tout d'abord, les français utilisent moins les transports que les années précédentes :



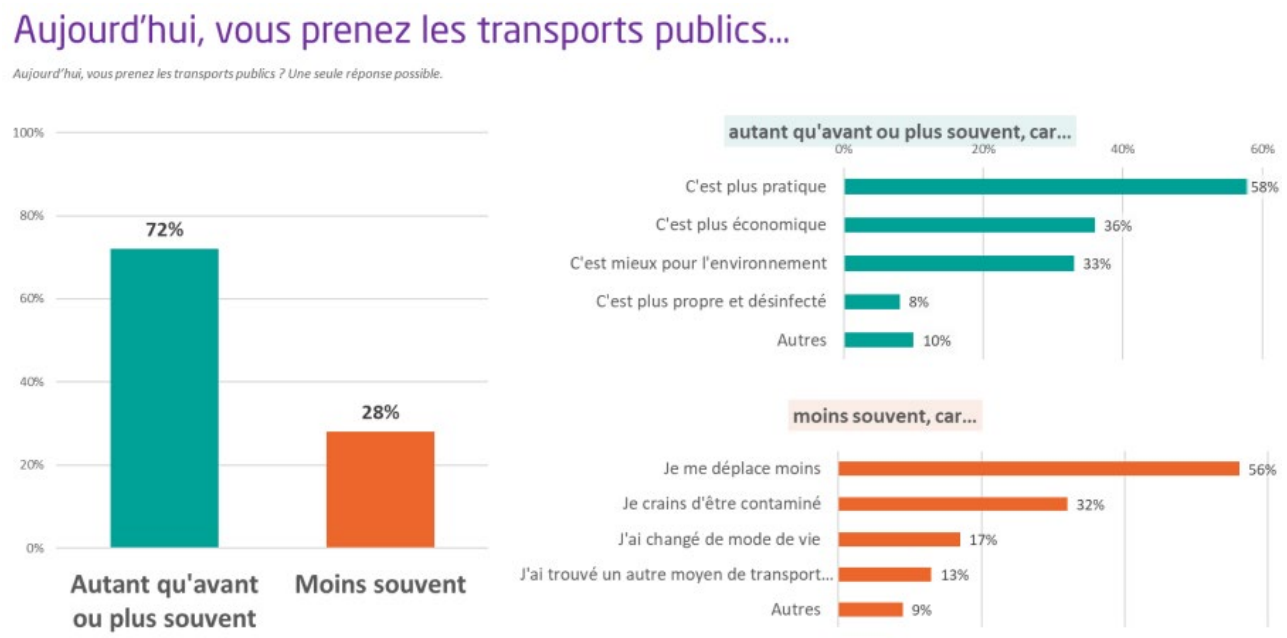

Le chiffre de 2021 est même inférieur à celui de 2020 à l'échelle nationale, soit moins de 2 français sur 3 qui utilisent les transports publics contre près de 3 sur 4 en 2019. La tendance sur Clermont-Ferrand semble donc meilleure avec une reprise de l'utilisation des TC en 2021 par rapport à 2020.

Par ailleurs, 28% des utilisateurs disent moins utiliser les transports avec pour principales raisons : moins de déplacements (56%) et la peur d'être contaminé du fait de la promiscuité avec les autres voyageurs (32%).

De plus, quand on demande aux personnes interrogées quels lieux présentent le plus de risque d'être contaminés, les transports publics arrivent en tête : 58% pour les utilisateurs des TC, contre 70% pour les non utilisateurs. Viennent ensuite les bars, les repas de famille et les salles de sports, avec moins de 50%.

[2] Le sondage a été réalisé par l'IFOP en septembre 2021 auprès d'un échantillon de 1 500 individus âgés de 18 ans et plus, vivant dans une agglomération de 50 000 habitants ou plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie d'agglomération, région, catégorie socioprofessionnelle).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




Les Français, comme les utilisateurs de transport public, considèrent que le risque de contamination est moins grand dans les lieux qu'ils ont choisis de partager avec d'autres : les bars, les repas de famille, les salles de sport. Dans les transports publics, les « autres » ne sont pas choisis, ce qui augmente la perception du risque de contamination, surtout lorsque le voyageur ne peut pas faire autrement pour se déplacer.

Cette perception de risque accru est en contradiction avec de nombreuses études (Institut Pasteur, Santé Publique France ainsi que des instituts étrangers) qui ont démontré que les transports n'ont jamais dépassé 1% des clusters recensés. Ce sont des endroits où le port du masque est plus respecté qu'ailleurs, la durée des contacts avec d'autres personnes est brève, les véhicules sont nettoyés et désinfectés régulièrement et ce sont aussi des endroits où les gens communiquent peu, ce qui limite les émissions de gouttelettes respiratoires et donc d'être contaminé.

Faire revenir les voyageurs dans les transports publics ne sera pas aisé. Néanmoins la reprise semble s'amorcée en fin d'année 2021 sur le réseau T2C, comme sur les autres réseaux. La vaccination et la normalisation des gestes barrières, la baisse du télétravail et la reprise d'une vie « normale » incitent les gens à se déplacer plus fréquemment en TC.

### 2.3.3. Enquête de non-validation

En 2021, comme en 2020, du fait de la pandémie et des baisses de fréquentation constatées, il n'y a pas eu de nouvelle enquête non-validation sur le réseau T2C. Les taux de redressement appliqués en 2021 sont donc les mêmes que ceux issus de l'enquête d'octobre 2019.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| | 2014 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 – 2020 - 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Taux de redressement** | **Déc.** | **Sept.** | **Sept.** | **Oct.** | **Oct.** |
| **Bus** | 1.3178 | 1.1602 | 1.1618 | 1.2670 | 1.2143 |
| **BHNS** | 1.4473 | 1.4885 | 1.4289 | 1.4289 | 1.5816 |
| **Tram** | 2.1349 | 2.0731 | 2.1180 | 1.9383 | 2.1273 |
| **Global** | **1.6934** | **1.6174** | **1.6067** | **1.5881** | **1.6825** |

| | 2014 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 – 2020 - 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Taux de voyages hors validation** | | | | | |
| **Bus** | 24.12% | 13.81% | 13.92% | 21.07% | 17.65% |
| **BHNS** | 30.90% | 32.82% | 30.02% | 30.02% | 36.77% |
| **Tram** | 53.16% | 51.76% | 52.79% | 48.33% | 52.99% |
| **Global** | **40.95%** | **38.17%** | **37.76%** | **37.03%** | **40.56%** |

On peut penser qu'une hausse du taux de non-validation (fraude incluse) est probable sur le réseau en 2021. Cette hausse est liée à plusieurs facteurs :

- L'installation de nouveaux valideurs Flowbird où seules les personnes avec une carte ModePass peuvent valider ; les autres personnes (tickets) devant utiliser les anciens valideurs Vix. Le fait de devoir choisir sur quel valideur valider son titre peut être contraignant et les voyageurs ne sont pas tous prêts à faire l'effort de valider au bon endroit
- Ne pas vouloir être proche des autres voyageurs et donc de venir valider son titre si des personnes sont devant le valideur (crainte Covid)
- Un taux de contrôle inférieur aux objectifs et inférieur aux années précédentes : 0.93% en 2021 (total réseau T2C) vs objectif à 1% (pour rappel : taux de contrôle de 1.26% réalisé en 2019), en raison notamment de la pandémie. *(Cf. chapitre 3.3 Contrôle)*
- Un taux de fraude qui augmente très fortement : 14.6% en 2021 contre 10% en 2019

Avec l'instauration de la gratuité, et donc de la non-validation le week-end, le risque de voir la tendance de non-validation se propager à la semaine est grand, ce qui minorera d'autant plus les validations enregistrées. Il sera important d'effectuer une nouvelle enquête dès la billettique en place (en novembre par exemple) pour corriger les calculs et mettre en place des mesures correctives.

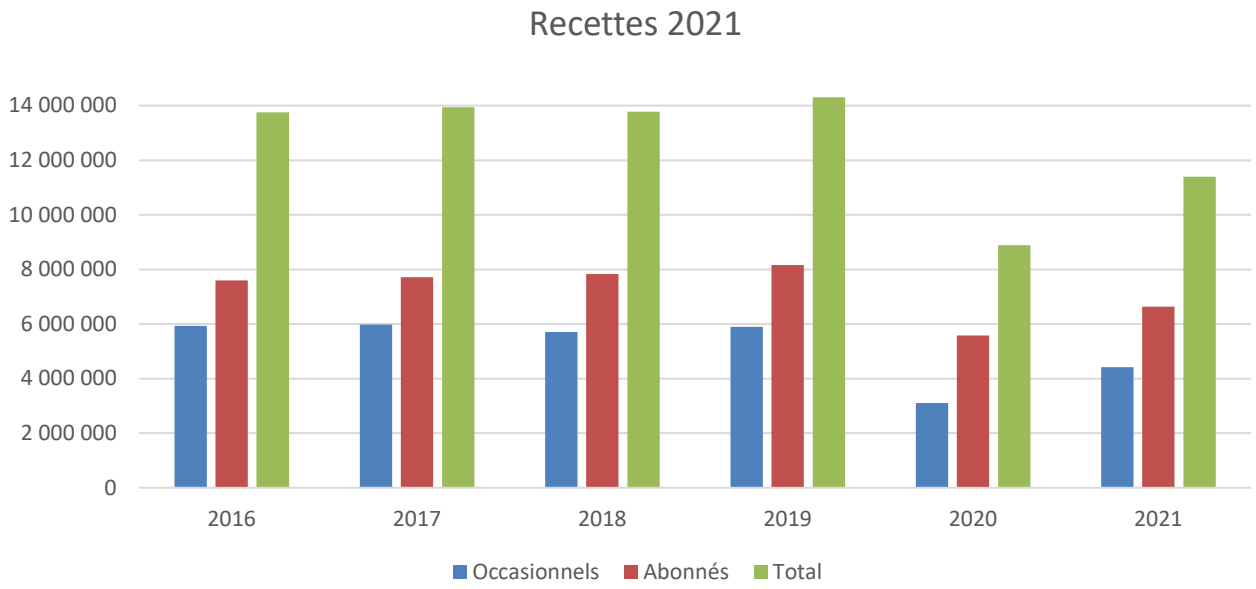
### 2.3.4. Les résultats de recettes en 2021.

**L'exercice 2021 aboutit à une recette de 11 393 422 €.**

Dans les conditions décrites préalablement, ce résultat est inférieur au prévisionnel 2021 fixé à 12 146 211 €, soit un écart de -6,2%. Cependant, il reste supérieur à la recette réalisée en 2020 de +28,2%, soit une hausse de + 2 508 592 €. Mais l'année 2020 ne doit pas être utilisée comme année de référence au regard des effets de la crise sanitaire COVID19 constatés sur l'activité T2C. Il est préférable de faire référence à l'année 2019 qui reste la dernière année dite comparable.

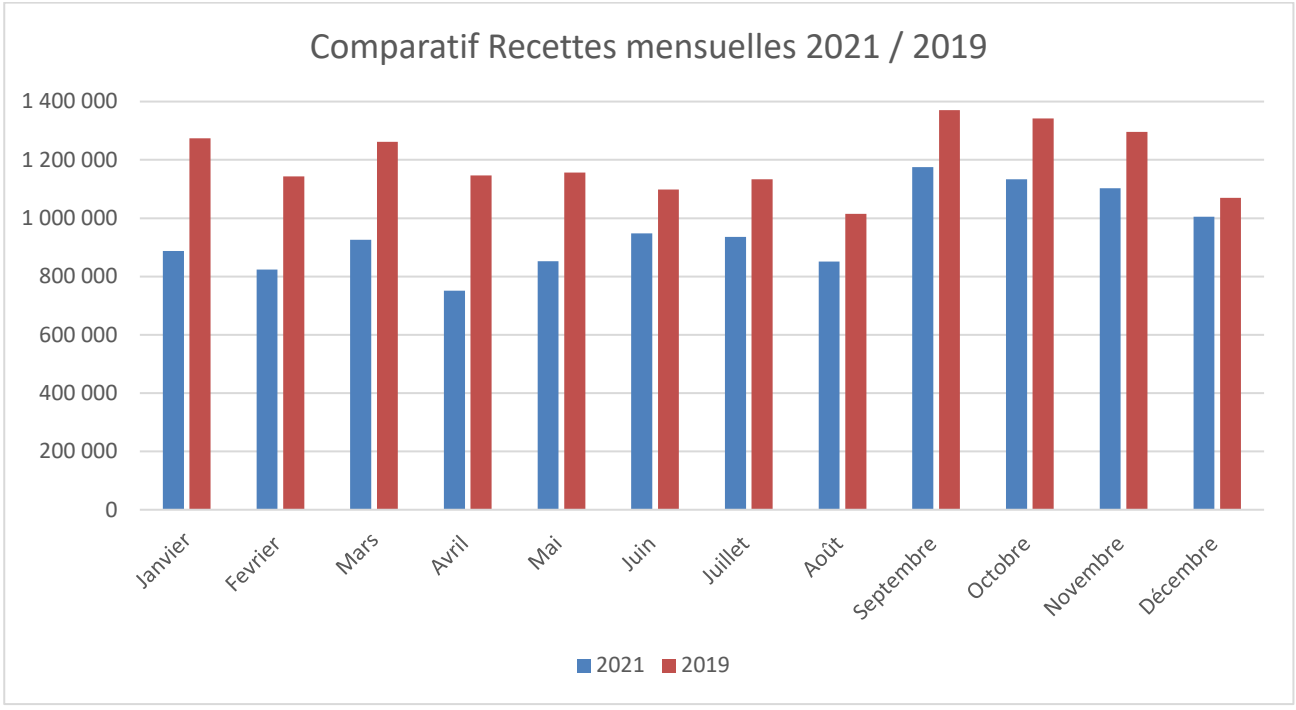
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Ainsi, en comparaison avec 2019, le résultat de 2021 est inférieur de -20,36%, ce qui correspond à une perte de recettes de -2 913 244 €.




Ce résultat s'explique principalement par les raisons suivantes :

- La continuité des effets de la crise sanitaire sur l'année 2021, qui a encore impacté fortement à la baisse la fréquentation du réseau T2C et les recettes correspondantes,
- La décision du SMTC de réduire durablement l'offre de service sur le réseau T2C (-5%), à compter du 25 janvier 2021,
- La mise en place de l'expérimentation (sur 2 ans) de la gratuité les week-ends, depuis le 4 décembre 2021.




Bien que dépendante de la décision du SMTC de réduire l'offre de service sur le réseau T2C (-5%) depuis le 25 janvier 2021, la recette du 1er trimestre 2021 a surtout été impactée par la décision du gouvernement

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

d'appliquer un couvre feu en soirée (à partir de 18h) et de limiter ainsi fortement les déplacements de la population.
De surcroît, ce couvre feu a été renforcé par l'instauration d'un confinement partiel de la population, à compter du 3 avril 2021 et sur une durée de 4 semaines, qui a fortement ralenti l'activité des transports urbains, en lien avec une offre de services réduite durant tout cette période (jusqu'au 3 mai 2021), entrainant ainsi un retard de -480 597 € sur la prévision de recettes à fin mai 2021 (soit -10.2%).

Les résultats sont ensuite restés proche de la prévision sur les mois de juin à août 2021, mais avec une recette en décalage de -15,7% par rapport à l'activité 2019, qui s'explique toujours par la crainte des voyageurs à utiliser les transports urbains, malgré le protocole sanitaire mis en place dans les véhicules par la Régie T2C conformément aux directives gouvernementales.

Enfin, les mois de septembre à décembre 2021 sont en décalage avec la prévision (de l'ordre de -5,5%), en raison de l'impact de la crise sanitaire sur les voyages occasionnels et de l'instauration de la gratuité des week-ends à compter du 4 décembre 2021. En parallèle, près de 6% des abonnés annuels n'ont pas renouvelé leur abonnement sur cette période, ce qui tend à fragiliser le résultat de recette (compte tenu de l'amortissement sur 12 mois).

**A fin d'année 2021, le retard sur la prévision annuelle est de -752 789 € soit un écart de -6,2%.**

En comparaison avec 2019, la répartition de la recette par catégorie de clientèle est la suivante:

| | **2019** | **2021** |
|---|---|---|
| Clients Occasionnels | 41,17% | 38,74% |
| Abonnés | 57,00% | 58,74% |
| *Produits exceptionnels* | *1,82%* | *2,52%* |
| **Total** | **100,00%** | **100,00%** |

**Ces résultats traduisent l'impact toujours réel de la crise sanitaire sur les ventes de billetterie occasionnelle**, dont les ventes ont globalement diminué de -17,6% en comparaison avec 2019.

Ainsi, les ventes de tickets unités ont baissé de -14,4% sur l'année 2021, en comparaison avec 2019. De manière plus significative, les ventes de carnets de 10 tickets ont chuté de -33,8% par rapport à 2019, avec notamment une activité des dépositaires qui a été réduite d'1/3.
Les plus mauvais résultats sont enregistrés auprès des parcs relais, dont la très forte baisse d'activité a occasionné la perte de la moitié des ventes habituellement réalisées dans le cadre d'une activité dite normale.

**La perte de recettes enregistrée sur la billetterie occasionnelle est de -1 480 000 € par rapport à l'activité 2019, soit un écart de -5,8% sur la recette prévisionnelle 2021.**

**Nous comptabilisons par ailleurs près de 37 130 abonnés à fin d'année 2021, soit la perte de près de 5 220 abonnés en comparaison avec l'exercice 2019 (environ -12,3%).**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Les ventes d'abonnements solidaires ont baissé de -17,2% par rapport à 2019, soit un décalage de -6,2% par rapport à la prévision 2021.

L'exercice 2021 aura aussi été marqué par une baisse importante du nombre des abonnés commerciaux, dont les ventes d'abonnements sont en très fort décalage avec la prévision 2021 (-6,2% pour les mensuels et -5% pour les annuels), alors que cette dernière tenait compte des effets, alors envisagés, de la crise sanitaire COVID19 ; effets qui se seront avérés plus importants que ceux escomptés.

A fin décembre 2021, la Régie T2C a perdu près de 3 000 abonnés annuels en comparaison avec 2019 (-16.5%), ce qui fragilise fortement la recette commerciale.

De manière générale, les ventes d'abonnements dits « Actifs » (Tout Public, PdME) ont été très marquées par la crise sanitaire en 2021 (-33.6% par rapport à 2019).

Les ventes d'abonnements TER+T2C ont baissé de moitié en 2021, comparativement à l'activité 2019.

Cet effet à la baisse est moindre pour la clientèle -26 ans (-5,8% par rapport à 2019) car plus dépendante des transports urbains dans le cadre de ses déplacements. Nous rencontrons cependant des difficultés à fidéliser cette clientèle -26 ans ; ainsi, les ventes d'abonnements annuels ont baissé de -5,8% depuis la rentrée 2021, et nous avons perdu près de 1 750 abonnés annuels -26 ans sur ces 2 dernières années (soit -12,6%).

**La perte de recette enregistrée sur la clientèle abonnée à fin d'année 2021 est d'environ -1 450 000 € par rapport à l'activité 2019, soit un écart de -5,9% sur la recette prévisionnelle 2021.**

## 2.4. Sollicitations de la clientèle – gestion des réclamations clients

Le total des sollicitations de la clientèle est en baisse de près de 15% en 2021 (2 812) comparé à 2020 (3 317), année fortement impactée par les sollicitations en lien avec le contexte sanitaire.

Ces sollicitations se répartissent en trois grandes catégories :

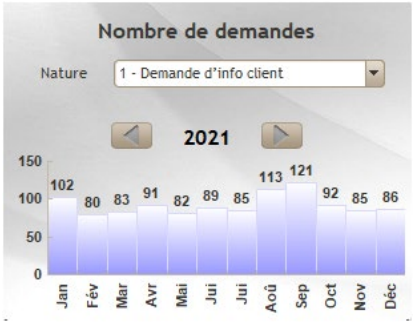
- Les demandes d'information client (horaires, tarifs …)
- Les autres demandes (demande de justificatifs ou de résiliations, de stage…)
- Les réclamations

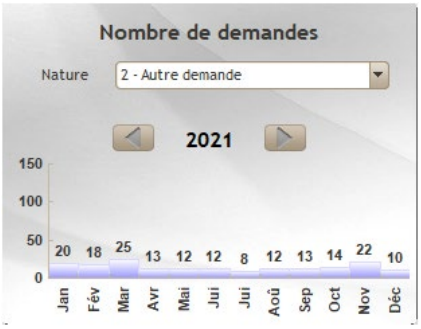
### 2.4.1. Les demandes d'informations et autres demandes :

Leur nombre est en baisse de plus de 30% entre 2020 et 2021 avec 1 288 demandes reçues en 2021 contre 1 596 en 2020.

Dans le détail, les demandes d'information pour 2021 sont de 1 109 pour 1 320 en 2020 ; les « autres demandes » sont au nombre de 179 pour 276 en 2020.

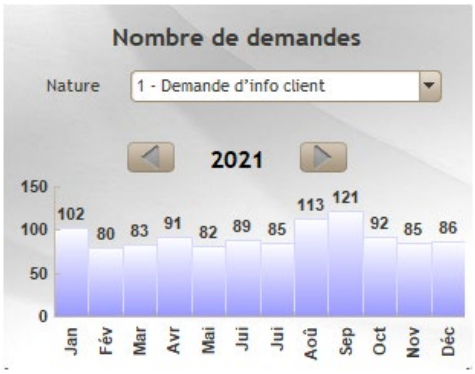
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




### 2.4.2. Les réclamations

En 2021, T2C a répondu à 1 524 réclamations clients, soit une moyenne mensuelle de près de 127 réclamations répondues. Elles l'ont été pour 62% d'entre elles par courriel sur l'adresse mail (948) accessible à partir du site internet, proportion en baisse de 14 points par rapport à 2020 (1 313).




Les « réclamations » représentent 54,2 % du total des sollicitations en 2021 (1 524 sur un total de 2 812), une proportion en augmentation par rapport à 2020 (+ 3 points) : 1 721 sur un total de 3 317.

2021 est surtout marquée par une forte hausse des réclamations à partir de septembre en lien avec la rentrée scolaire et la reprise des déplacements (baisse du télétravail, reprise en présentielle des cours pour les élèves).

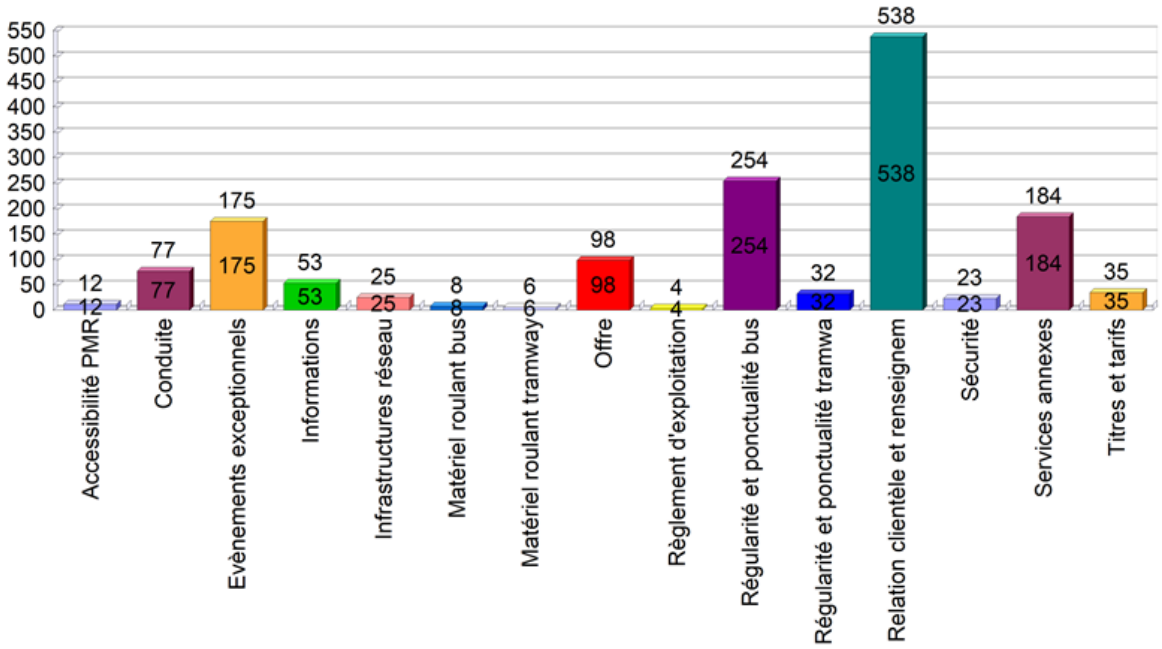
130 réclamations ont concerné la pandémie de Covid-19 sur l'année 2021, nombre toujours assez élevé.

Le logiciel des réclamations et demandes d'informations permet le classement des sollicitations par thématique et par équipe en charge du traitement de ces sujets au sein de T2C. Ce classement permet une analyse plus fine et un traitement plus rapide et plus efficace, une identification plus pertinente des thèmes les plus récurrents.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Ainsi, sur cette base, les 5 principaux thèmes pour 2021, par ordre **décroissant** d'importance (en volume) sont :

- Les attitudes et comportements,
- Les horaires,
- Les services affrétés,
- Les événements exceptionnels (Covid essentiellement),
- Les dessertes.




Ces catégories représentent plus de 82% des réclamations pour lesquelles les réclamations pour attitudes et comportements pèsent pour 35 %.

### 2.4.3. Enquête de satisfaction clientèle

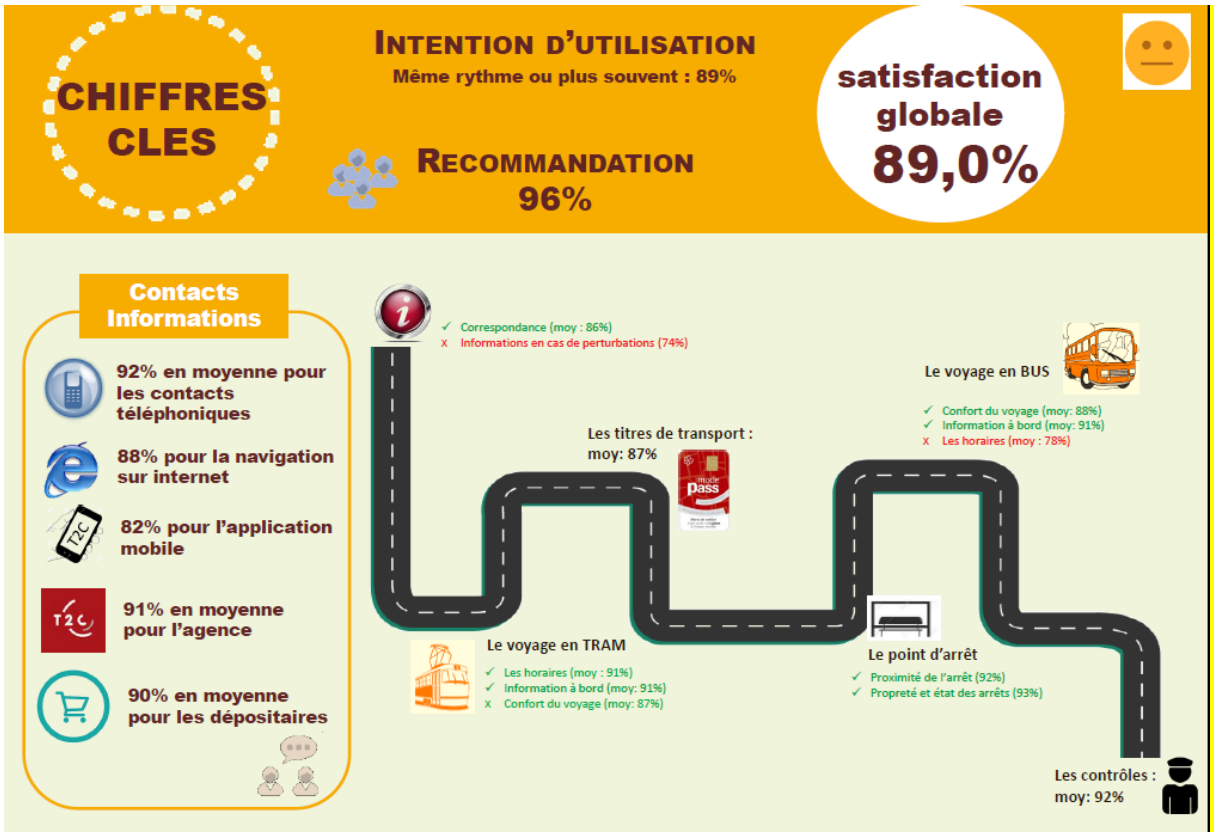
En novembre 2021, nous avons réalisé l'enquête de satisfaction clientèle et une réunion de partage des résultats a été organisée début 2022, en présence du SMTC.
Cette enquête a été diligentée par TRYOM, mesurant la satisfaction globale sur le réseau. L'enquête portait également sur les non-clients, pour identifier leurs freins et motivations. Elle s'est déroulée par téléphone, sur un échantillon de 1 051 personnes, dont 250 non-clients.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Les thématiques interrogées ont porté sur :

- La satisfaction générale et l'indice de fidélité
- Les thèmes transversaux
- Les tarifs
- Les points d'arrêt : état et confort, et information
- L'offre (fréquence, amplitude)
- La ponctualité
- L'accessibilité
- L'accueil du conducteur (lignes de bus)
- L'état et le confort du véhicule
- Les équipements et l'information à bord
- Le sentiment de sécurité
- L'accueil des équipes de T2C, leur capacité à renseigner, leur professionnalisme (Agence, Contrôle, Renseignements, Médiation)
- Les dépositaires
- Le site internet et l'application mobile
- Le service C.Vélos

Ci-dessous la synthèse des résultats :



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# Ce qu'il faut retenir des points de fragilité

## Evolution des comportements

Il est difficile de mesurer l'impact de la crise sanitaire sur la fréquentation du réseau puisque l'enquête s'intéresse à la même cible, à savoir un % d'abonnés et de non abonnés, sans donc pouvoir mesurer réellement les pertes de clients et les transformations d'abonnement. Toutefois, quelques indices sont intéressants et montrent des changements de comportement :

- La part des usagers présents depuis 1 à 5 ans baisse au profit des « + de 5 ans »
- Les voyages sont moins intensifs : 56% « tous les jours ou presque » contre 60% habituellement
- Une fréquentation plus forte sur les heures creuses, et qui entraîne, notamment l'après-midi, des voyages effectués à tout moment (14h-19h), autant pour les abonnés que les non abonnés.
- Les motifs de déplacements contraints concernent moins de la moitié des usagers, contre 70% en 2019. De plus, sur les déplacements professionnels, on rencontre autant les abonnés que les non-abonnés.

Toutefois, malgré le contexte défavorable, le taux de fidélité continue de progresser.

A noter que la part de marché du tram a augmenté par rapport aux années précédentes, au détriment des usages mixtes. Ce phénomène est assez rare dans les enquêtes menées sur d'autres réseaux où on constate que la pandémie a freiné l'utilisation des modes lourds, souvent sources d'affluence et manque de respect des gestes barrières.

## Une satisfaction globale à relever avec 4 leviers

Le réseau conserve son niveau de satisfaction de 2019 mais cela constitue, avec un taux de 89%, un positionnement inférieur aux réseaux à modes lourds (91%) et inférieur à ce que T2C peut prétendre au regard des années antérieures (au moins à 92%). Deux cibles sont plus réfractaires : les actifs (84% satisfaction) et les non abonnés (86,5%). Si le tram sort une moyenne honorable (91%), les transports en bus tirent la moyenne vers le bas (86%).

Les leviers peuvent porter sur :

- La fiabilité des déplacements en bus, accompagnée d'une bonne information en cas de perturbations
- La fréquence de passage qui peut être un souhait important car les usagers mettent en avant le poids des correspondances. Ainsi, 18% des clients reprochent le temps d'attente en cas de correspondance.
- Les outils d'informations tels que le site internet et l'application (-5 points par rapport à 2018, et l'application se situe bien en dessous du benchmark). Toutefois, les quelques utilisateurs de l'outil de suivi en temps réel sont très satisfaits de ce service. Il conviendrait donc de mieux communiquer sur l'existence de cet outil.
- L'intensification des contrôles, avec une meilleure acceptation du rôle des médiateurs. Ceci est d'autant plus important en période de pandémie.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# Ce qu'il faut retenir des points forts

## Les contacts directs sont moins importants mais gagnent en qualité

L'accueil téléphonique recueille un niveau de satisfaction très élevé autant pour la facilité à obtenir le service (forte évolution avec un taux de 86% en situation perturbée, bien au-dessus du benchmark), que pour le professionnalisme des agents.
Il en est de même pour l'accueil en agence avec des taux supérieurs à 95% pour les agents, l'information et l'infrastructure. 40% des visiteurs sont insatisfaits du temps d'attente en période de rentrée mais c'est une courbe toujours en progression chaque année.
Et rien à redire sur les dépositaires.

## Le réseau est particulièrement appréciable pour son état

La propreté des arrêts est mise en avant (93%) à un niveau bien supérieur de ce qu'on peut voir sur d'autres réseaux, et globalement aucune lacune aux points d'arrêts (information et sécurité conviennent). Cela a sans nul doute un effet positif sur les exigences habituelles en termes de fréquence de passage.
La propreté est aussi remarquable à bord, ce qui engendre une satisfaction sur le confort du voyage.

## Les horaires ne constituent plus le point faible du réseau

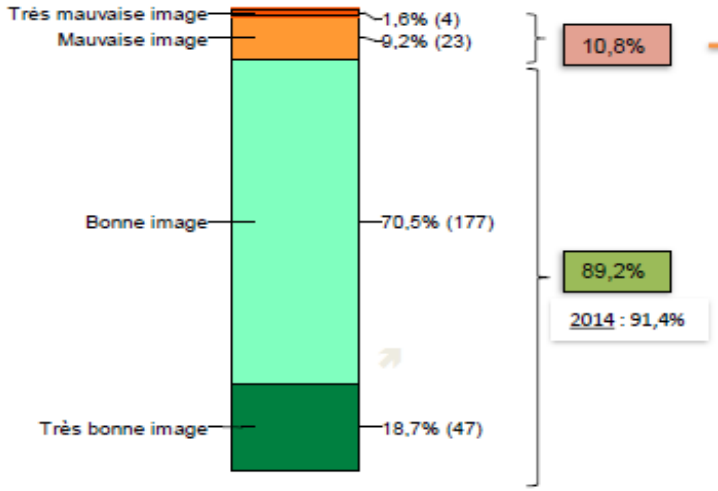
Le respect des horaires de passage des bus est souvent un point de fragilité dans les réseaux, et T2C peut se féliciter de son niveau de satisfaction : 82%.
D'ailleurs en termes d'horaires, on note aussi une bonne évolution du critère « amplitude du bus » (80% soit +8 pts), ce qui permet de s'aligner sur le benchmark.
Pour le tramway, c'est une grande satisfaction sur les horaires, même si les effets ne se constatent pas sur le trop d'affluence à bord (64% de satisfaction).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

⇨ **Pour les non-clients :**

## Image globale deT2C

*« Globalement, quelle image avez-vous de T2C ? »*




Les avis sont partagés sur **la fiabilité des déplacements** en transports en commun et sur **les horaires**, qui apparaissent à la fois dans les lacunes du réseau mais aussi parmi les critiques.

Etat du matériel et conception du réseau bénéficient d'une bonne image, alors que tarifs, rapidité des trajets, confort et surtout fréquence de passage sont davantage perçus négativement.

| Motifs d'image négative | Effectifs | % |
|---|---|---|
| Manque de fréquence | 10 | 40,0% |
| Manque de fiabilité | 6 | 24,0% |
| Réseau pas assez étendu, manque de lignes | 4 | 16,0% |
| Déplacements pas assez rapides | 3 | 12,0% |
| Manque d'organisation | 3 | 12,0% |
| Trop cher | 2 | 8,0% |
| Insécurité | 2 | 8,0% |
| Trop d'arrêts | 1 | 4,0% |
| Désaccord avec le programme InspiRe | 1 | 4,0% |
| Toujours prélevé d'un ancien abonnement | 1 | 4,0% |
| Horaires non adaptés | 1 | 4,0% |
| Total réponses | 25 | 100,0% |

Les non-clients ont une bonne image du réseau T2C et une représentation « assez juste » du réseau puisque l'image positive est au même niveau que le taux de satisfaction globale donné par les clients (89%). De plus, on retrouve les mêmes lacunes citées : manque de fréquence et de fiabilité.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 3. LA QUALITE DE SERVICE ET LA SECURITE DU RESEAU

## 3.1. Analyse des résultats qualité de l'année 2021

### 3.1.1. *Résultats qualité 2021 T2C*

Les résultats de l'année 2021 sont présentés dans le tableau ci-dessous. Un point de vigilance doit être porté à la comparaison avec l'année 2020 en raison des périodes de suspension d'enquêtes pendant les confinements de mars et novembre, liées au contexte sanitaire.
Par ailleurs le résultat du critère de ponctualité ne porte que sur le premier semestre 2021, les résultats du second semestre sont en attente de calcul de la part du SMTC. Le résultat de la ponctualité étant partiel, le résultat global de 90% l'est tout autant.
Enfin la comparaison avec le résultat de la ponctualité 2019 n'est pas judicieux. En effet sur 2020, le calcul de la ponctualité a été modifié pour le second semestre. Jusqu'alors la ponctualité était mesurée à partir des observations des enquêteurs mystères lors des enquêtes menées sur les lignes. A partir de juillet 2020 la ponctualité est calculée par le SMTC à partir des données extraites du SAE sur le réalisé des courses. Ce modèle repose sur une ponctualité tram calculée sur une trentaine de jours par semestre prenant en compte les périodes à fréquence et à horaires, ainsi que sur une ponctualité bus calculée sur l'ensemble des courses, des lignes et des jours de la période. La ponctualité globale est une moyenne de la ponctualité bus et de la ponctualité tram, pondérée par le nombre de courses, dans une approche de suivi d'exploitation. L'objectif s'établissait pour 2020 à 74%.

| Critère qualité | Objectif 21 | 2019 | 2020 | 2021 | Ecart vs 2020 | Ecart vs 2019 | Ecart vs Obj. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ponctualité | 72,00% | 93,63% | 76,80% | 73,60% | -4,17% | - | 2,22% |
| Information | 98,00% | 99,64% | 99,35% | 99,36% | 0,01% | -0,28% | 1,39% |
| Disponibilité | 99,00% | 98,30% | 96,44% | 97,58% | 1,18% | -0,73% | -1,43% |
| Conduite | 97,00% | 96,80% | 97,79% | 98,95% | 1,19% | 2,22% | 2,01% |
| Accueil | 98,00% | 99,20% | 98,95% | 99,32% | 0,37% | 0,12% | 1,35% |
| Propreté | 92,00% | 96,35% | 91,74% | 98,13% | 6,97% | 1,85% | 6,66% |
| **Résultat global** | 88,34% | **96,56%** | **89,96%** | **90,00%** | 0,04% | -6,79% | 1,88% |

Sur l'année 2021, seul l'indicateur « Disponibilité des équipements » n'atteint pas l'objectif. Ce résultat s'explique par des dysfonctionnements sur les valideurs, des écrans TFT ainsi que des Bornes d'Information Voyageurs (BIV) et écrans TFT.
Les autres indicateurs sont supérieurs à leur propre objectif.

### 3.1.2. *Information sur les critères qualité T2C*

#### 3.1.3.1 Etat et propreté

Concernant la propreté des points d'arrêts, nous avons un point de rencontre trimestriel avec JC DECAUX pour partager les résultats des critères qualité mesurées par T2C sur les lignes A, B et C ainsi que sur les autres abribus du réseau. Les points d'arrêt des lignes A, B et C sont contrôlées une fois par mois. Tout signalement constaté, en particulier en termes de dégradation, est transmis le jour même à l'équipe ayant en charge la maintenance des installations fixes commerciales.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Sur 2020, nous avons rencontré des difficultés pour les stations tram et les abribus publicitaires en particulier sur les lignes B et C, avec des vitres sales et des dégradations de type tag ou affichage sauvages qui ne sont pas traitées malgré nos signalements. Seuls les signalements engageant la sécurité, comme des bris de vitres, donnent lieu à une intervention rapide. Durant la crise sanitaire de 2020 leur mode opératoire de nettoyage avait été revu à la baisse, passant d'un lavage intégral à un nettoyage plus ciblé sur les parties identifiées comme les plus sales. Sur 2021, nous avons constaté une amélioration de l'état des points d'arrêts, avec la reprise de l'organisation nominale. Seules les vitres posent problème. Nous rencontrons également des problèmes d'affichage sauvage et de tags.

Par ailleurs un point régulier avec le prestataire SERVANET, ayant en charge le nettoyage des points d'arrêt non publicitaires, ainsi que le sol, les poubelles et autres bancs et miséricordes des stations tram, est réalisé par l'équipe commerciale.
Lors des audits NF Service menés par l'AFNOR, les auditeurs constatent généralement une bonne maîtrise de l'état et la propreté des installations.

#### 3.1.3.2 La disponibilité

La disponibilité des équipements (bandeau lumineux, annonces sonores, écran TFT, valideurs, bouton de demande d'arrêt, y compris le bouton PMR) est vérifiée lors des contrôles qualité réalisés sur les véhicules, à hauteur d'une centaine de véhicules par mois, ainsi que sur les équipements aux points d'arrêt. Les points d'arrêt des lignes A, B et C sont contrôlés 1 fois par mois, et chacune des autres lignes est contrôlée au moins deux fois par an pour les lignes les plus fréquentées du réseau T2C et au moins une fois par an pour les autres lignes, dont les lignes affrétées. Les signalements sont ensuite transmis dans la journée aux différentes équipes de maintenance.

Concernant les rampes d'accès, l'organisation des contrôles et vérifications est identique et n'a pas été modifiée. Des vérifications sont réalisées lors des contrôles qualité internes qui se déroulent sur le réseau. Par ailleurs la maintenance préventive des palettes est réalisée tous les 10 000 kms ; elle consiste au contrôle du bon fonctionnement, à la vérification des sécurités ainsi qu'en opération de graissage. Rappelons que le mode opératoire pour utiliser la palette est à disposition du conducteur dans chaque véhicule, car il varie en fonction du modèle de véhicule.

Le personnel est par ailleurs sensibilisé à l'utilisation de la palette, lors des contrôles qualité, et lors de la présence d'un responsable de ligne à bord d'un véhicule équipé et roulant sur une ligne accessible.

#### 3.1.3.3 La conduite

S'agissant de la qualité de service attendue d'un conducteur, tout nouveau conducteur suit une formation complète, qui comprend un module « Qualité de service » dispensé par le service Qualité. Un mémo qualité reprenant les thèmes abordés et mesurés, lui est remis. Un module sur le confort de conduite lui est également dispensé à l'aide d'un véhicule équipé de capteurs permettant d'objectiver la qualité des accélérations et freinages, le but recherché étant d'amener les conducteurs à adopter une conduite souple, et, de plus, économique en carburant. Cet aspect sur le confort de conduite est repris tous les 5 ans lors du recyclage FCO (Formation Continue Obligatoire).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

D'autre part, chaque mois, le service Qualité partage avec les responsables d'équipe (RE) les résultats des quelques 70 enquêtes mystères réalisées sur le réseau bus et tramway. C'est l'occasion d'analyser dans le détail les informations recueillies et pour le responsable de sensibiliser son équipe sur des éventuels écarts. Sur 2021, un point d'attention a été portée sur la qualité de l'information délivrée par les conducteurs, en leur rappelant, via les chefs d'équipe et les écrans en prise de service, qu'ils peuvent rediriger le client vers le service de renseignements téléphoniques quand ils ont un doute sur la réponse à apporter.

#### 3.1.3.4 L'accueil

L'équipe Qualité intervient systématiquement dans les formations initiales du personnel en contact avec la clientèle, afin de les informer sur les exigences de la démarche de certification NF Service et ISO 9001, d'insister sur l'importance de la qualité du service rendu au client, et des attentes de la Collectivité sur ce sujet, exprimée à travers un objectif Qualité inscrit dans le contrat de service public. Ces actions concernent les conducteurs, les remiseurs (pour la propreté des véhicules), les médiateurs, les contrôleurs et vérificateurs, ainsi que les agents de l'Espace Commercial et de l'équipe des Renseignements à distance, comprenant également le personnel polyvalent qui intervient ponctuellement sur ces deux équipes. Notons que l'équipe Qualité a élargi cette sensibilisation Qualité à tout nouveau salarié de T2C. Cette démarche fait partie du parcours d'intégration de tout nouveau salarié.

Pour les sites opérationnels (Espace commercial, service du Contrôle et les Renseignements à distance), tout comme pour les lignes, les résultats des enquêtes mystère (environ une cinquantaine de mesures mensuelles pour ces trois équipes) sont analysés chaque mois conjointement avec les responsables des équipes concernées, ce qui permet d'attirer l'attention sur les points de vigilance, en particulier la précision des réponses apportées au client. Par ailleurs, une fois par an, le service qualité organise une réunion de bilan avec les équipes, pour présenter les résultats des indicateurs qualité, des audits AFNOR, et échanger sur les améliorations attendues. On notera que la formation du personnel de l'Espace commercial à la gestion des conflits se poursuit annuellement.

#### 3.1.3.5 L'accessibilité

Nous poursuivions les actions de sensibilisation du personnel à la prise en charge sur le réseau des personnes à mobilité réduite, en collaboration avec le CDIPH et la CSSCT de T2C. Une réunion annuelle permet de faire le bilan des actions de l'année. En raison de la crise sanitaire, et de l'absence d'embauche de nouveaux conducteurs, il n'y a pas eu de sessions de sensibilisation sur 2021.
Dans la formation initiale des conducteurs une demi-journée est consacrée à l'accessibilité. Le contenu est construit pour partie sur une présentation du guide (les différents types de handicap, l'attitude à adopter lors de la prise en charge d'une personne à mobilité réduite), puis sur des mises en situation lors d'un parcours avec un bus de formation. Des membres des associations, représentant les handicaps physiques et sensoriels, participent à cette formation en intervenant avec des retours d'expérience de déplacement sur le réseau. Ils animent ensuite les mises en situation, en jouant le rôle du client. La session est animée pour T2C par les formateurs bus et le service QSE.
Ces sessions devraient reprendre sur 2022.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Nous réfléchissons également avec les encadrants des médiateurs et le CDIPH, à une démarche de sensibilisation de l'équipe de la médiation vis-à-vis de l'accessibilité. Cette réflexion devrait conduire à l'élaboration d'un support de formation destiné aux médiateurs, qui sera présenté aux médiateurs et animé avec le CDIPH. Ce projet est en cours, et devrait se réaliser dès que nous pourrons à nouveau co-animer des sessions avec les membres du CDIPH.

Nous avons travaillé en interne avec les équipes du service commercial, des services techniques et de l'exploitation, sur le déploiement des annonces sonores embarquées sur d'autres lignes de bus que les lignes B et C. Les personnes à mobilité réduite le demandent, les annonces sonores à l'intérieur des véhicules constituent un élément de repère et rassurent la clientèle, en particulier la clientèle fragile.
Nous avons déployé les annonces sonores sur les lignes accessibles courant 2021. Mi 2022, l'ensemble des lignes urbaines bénéficieront des annonces sonores.

En parallèle de cette réflexion et prenant en compte l'équipement intégral du parc bus en rampe d'accès début 2021, nous avons réfléchi à la notion d'accessibilité au déplacement, avec le questionnement autour de l'origine-destination accessibles et non plus uniquement autour de la ligne accessible. Cette notion de déplacement permet plus de trajets accessibles aux personnes utilisatrices d'un fauteuil roulant. Il nous faudra alors adapter le contenu de l'information autour de l'accessibilité pour permettre, outre la ligne accessible de questionner l'accessibilité du déplacement, avec les arrêts de montée et de descente. Cette réflexion a été portée avec le SMTC et le CDIPH. Fin novembre, lors d'une réunion avec le SMTC, un plan d'actions a été élaboré pour un déploiement pour la rentrée 2022.

### 3.1.3. *Les Certifications et de la démarche qualité de service T2C*

Depuis 2020, nous avons mutualisé, avec l'accord de l'AFNOR, les audits NF Service et ISO 9001. La démarche ISO9001 a donc intégré les activités du contrôle, de l'information auprès de la clientèle et de la maintenance bus. Cette convergence des deux démarches prend tout son sens, l'ISO 9001 s'attachant à l'efficacité de l'organisation de nos activités à travers une notion de client/prestataire, et la NF Service mesurant le niveau de service délivré à la clientèle du réseau, donc la performance des processus ISO 9001.

A l'issue de l'audit mutualisé réalisé de février 2021, l'AFNOR a renouvelé la certification ISO 9001 et la certification NF service. Rappelons que le périmètre de certification ISO comprend l'ensemble du réseau urbain. Le périmètre de la certification NF Service comprend les 3 lignes majeures A, B et C ainsi que les sites d'exploitation que sont l'agence commerciale, le contrôle/contentieux et les renseignements à distance.

Sur 2021, nous avons élargi la démarche qualité à la Médiation. Après avoir élaboré sur 2019 un guide de la médiation, décrivant l'activité des médiateurs, ce guide a été présenté et distribué début 2020 à chaque médiateur, dans le cadre d'une réunion d'information présentant l'intérêt d'une démarche qualité, tournée vers l'évaluation et l'amélioration du service rendu à la clientèle. Sur 2021, nous avons élaboré avec les responsables de la Médiation le référentiel qualité décrivant les attendus du service délivré à la clientèle. Sur la base de ce référentiel, nous avons réalisé les premières enquêtes mystère sur le second semestre 2021. La critère qualité « Médiation » a donc intégré notre recueil d'engagement de service, en tant que critère complémentaire. L'objectif n'est pas encore défini, ce critère reste en suivi sans objectif sur 2022. La démarche d'animation auprès des équipes est en cours.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Après le référentiel des lignes affrétés, sur 2021, nous avons élaboré le référentiel des services Moovicité. Ce référentiel validé par le SMTC, a été transmis au prestataire. Il sert par ailleurs de référentiel de mesures pour les enquêtes mystère diligentées par SCAT.

Une à deux fois par an, est réuni à travers un Comité de pilotage Qualité, l'ensemble des responsables de T2C pour échanger sur les résultats qualité et faire un point sur les plans d'actions engagés.
Par ailleurs la revue de Direction, instance obligatoire dans la certification ISO9001, permet de réunir la Direction, les responsables, les pilotes de processus, pour partager les évolutions de la Régie, les résultats des indicateurs, des différents audits et les plans d'actions, autour des activités du périmètre de certification.

Enfin une fois par an, nous réunissons le Comité tripartite, composé du SMTC, d'une association d'usagers du transport AUTA et de T2C afin d'échanger sur les résultats des audits de certification, des indicateurs de la NF Service, des plans d'actions. C'est l'occasion également de valider les évolutions du recueil des engagements de service, référentiel de la certification NF Service.
Sur 2021, le comité tripartite s'est réuni en juin.

### 3.1.4. *Qualité de service sur le périmètre des services affrétés*

Depuis janvier 2020 pour les lignes 31 et 34 et depuis le 23 août 2020 pour la ligne 35-36, les systèmes d'intéressement sont calculés uniquement sur la base des services réguliers. Seuls les marchés des lignes 31, [32, 33], 34 et 35-36 sont intéressées par un système de bonus / malus, compris entre +5% et -5% du chiffre d'affaires annuel de l'année concernée.
Les indicateurs de ponctualité sont calculés via le SAEIV affrété sur les horaires de passage aux arrêts tous arrêts confondus. En complément pour l'affrètement, un taux de disponibilité de l'information temps réel au profit des voyageurs est mis en place, dans l'objectif de rendre disponible un maximum d'information Voyageurs en temps réels.
Il est à noter que les résultats 2021 ne sont pas totalement comparables aux résultats 2020, année pour laquelle il y a eu un report de résultats 2019.
Par ailleurs, les modalités de calcul de la ponctualité ont été modifiées, mesurant la ponctualité à tous les arrêts. Les transporteurs étant tributaires des grilles horaires transmises par la régie, l'enjeu est de prendre en compte les nécessaires réajustements de temps de parcours sur les services affrétés et de re-graphiquer les lignes pendant les périodes de travaux importants.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## ➲ Résultats Qualité 2021 lignes régulières affrétées

### TABLEAU DE SYNTHÈSE SUR L'ANNÉE

| INDICATEUR | Pondération 2021 | Objectif 2021 | 1er Trim. 2021 | 2ème Trim. 2021 | 3ème Trim. 2021 | 4ème Trim. 2021 | Année 2021 | Rappel N-1 : 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GLOBAL | - | - | 96,13% | 96,63% | 97,17% | 97,81% | 96,94% | 97,15% |
| PONCTUALITE* | - | - | 77,47% | 80,09% | 79,44% | 77,67% | 78,67% | 83,10% |
| INFORMATION | - | - | 92,72% | 96,62% | 97,40% | 98,87% | 96,41% | 93,44% |
| INFO TEMPS REEL* | - | - | 82,58% | 89,91% | 88,91% | 92,53% | 87,61% | - |
| DISPO EQUIPEMENTS | A titre informatif | - | 93,98% | 92,12% | 93,38% | 94,39% | 93,63% | 97,47% |
| CONDUITE | - | - | 98,61% | 99,44% | 99,44% | 99,44% | 99,23% | 98,59% |
| ACCUEIL | - | - | 98,60% | 98,06% | 99,44% | 98,89% | 98,75% | 98,89% |
| PROPRETE | - | - | 100,00% | 99,23% | 99,23% | 99,87% | 99,58% | 99,13% |

** données transmises par le SMTC depuis le 1er janvier 2021*

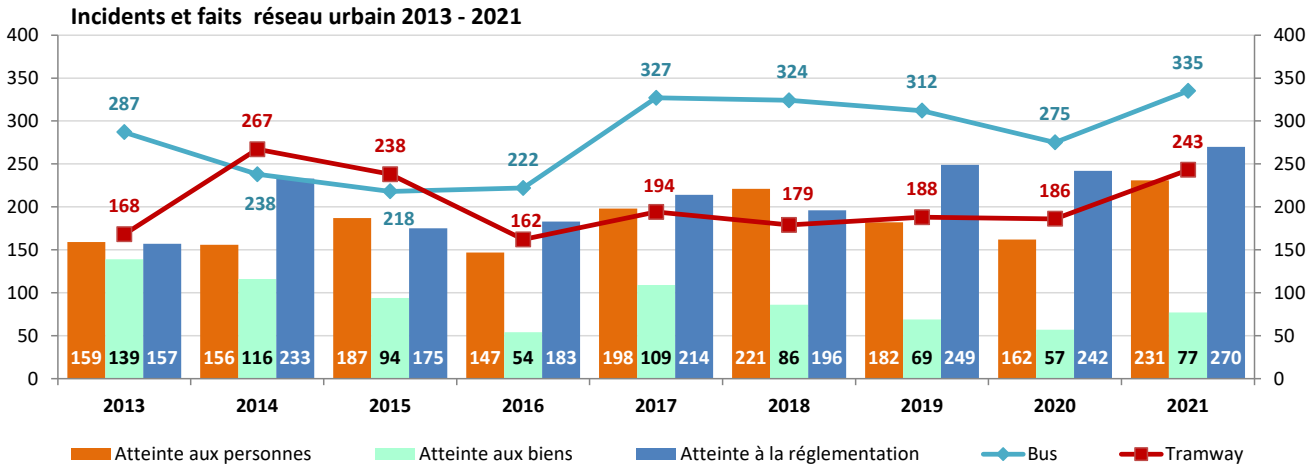
## ➲ Résultats Qualité 2021 Moovicité

| INDICATEUR | Pondération 2021 | Objectif 2021 | 1er Trim. 2021 | 2ème Trim. 2021 | 3ème Trim. 2021 | 4ème Trim. 2021 | Année 2021 | Rappel N-1 : 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GLOBAL | 12,0 | 92,42% | 97,62% | 98,63% | 94,62% | 98,07% | 96,99% | 97,72% |
| PONCTUALITE | 1,0 | 80,00% | 100,00% | 100,00% | 84,62% | 90,63% | 93,80% | 100,00% |
| INFORMATION | 2,0 | 86,00% | 93,47% | 96,14% | 97,35% | 96,99% | 94,03% | 96,25% |
| DISPO EQUIPEMENTS | A titre informatif | - | 60,83% | 61,21% | 87,50% | 91,50% | 88,78% | 76,62% |
| CONDUITE | 4,0 | 95,00% | 97,92% | 98,75% | 90,26% | 98,16% | 96,52% | 98,08% |
| ACCUEIL | 4,0 | 95,50% | 98,20% | 99,19% | 99,38% | 100,00% | 99,13% | 97,08% |
| PROPRETE | 1,0 | 95,00% | 100,00% | 99,55% | 97,59% | 99,65% | 99,45% | 99,52% |

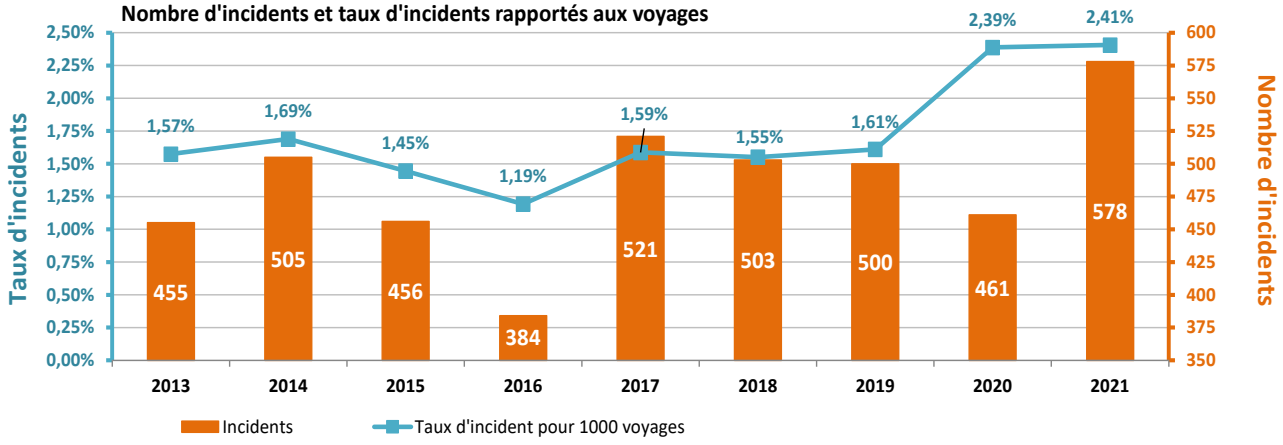
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 3.2. Les incidents, faits d'incivilité et agressions en 2021

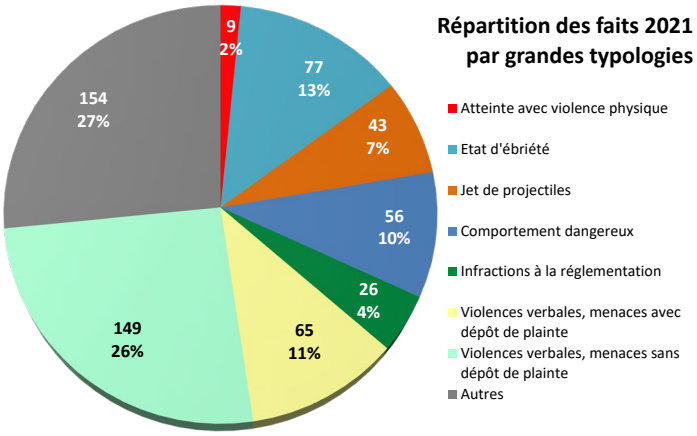
Le nombre d'incidents répertoriés est en augmentation de +25,4 % sur l'ensemble de l'année 2021 par rapport à 2020 avec un total de 578 faits. C'est également une augmentation de +15,6 % par rapport à 2019.




Le nombre d'incidents rapporté à la fréquentation montre clairement, depuis le début de la crise sanitaire, une recrudescence du nombre de faits par rapport au nombre de voyages. Ainsi, pour 1000 voyages, entre 2019 et 2021, le nombre d'incidents a augmenté de 0,8 point.




On peut observer une augmentation notable de la part des actes contre les personnes dans le total des incidents. Ainsi, ces actes, représentés principalement par les violences verbales et physiques s'élèvent en 2021 à 231 faits contre 162 en 2020 soit une augmentation de 42,6% plus forte que l'augmentation totale des incidents.



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

On note également le développement de l'incivilité routière : rodéos, violence verbale contre nos conducteurs suite à des litiges de circulation, non-respect du code de la route.

Le nombre de rixes entre voyageurs à bord des véhicules est également en augmentation et ceci en grande partie dû aux états d'ivresse et non-respect du port du masque.

Le nombre de dépôts de plainte effectués en 2021 s'établit à 89 pour T2C ou ses agents contre 80 en 2020 et 77 en 2019. La période estivale a été particulièrement affectée avec pas moins de 50 dépôts de plainte de juin à septembre 2021.

### 3.3. Le contrôle

Sur cette année 2021 et en particulier sur le second semestre, les équipes du contrôle ont été fortement mobilisées pour assurer une présence terrain de « sécurisation » et de maintien de l'exploitation dans des conditions acceptables pour nos usagers. Ce fût ainsi le cas pendant 33 samedis consécutifs pour assurer la continuité d'exploitation et la sécurisation du réseau lors des manifestations « Anti passe sanitaire ». Ce fût également le cas lors des matchs de foot en ligue 1 à partir du mois d'août. Ce fût encore le cas pour assurer une substitution de la ligne A dans les meilleures conditions possibles à CHU suite à l'accident de la rame 2. L'activité de contrôle a en outre été rendu difficile en raison du contexte sanitaire avec un nombre de cas positifs important dans l'équipe contrôle sur le second semestre 2021.

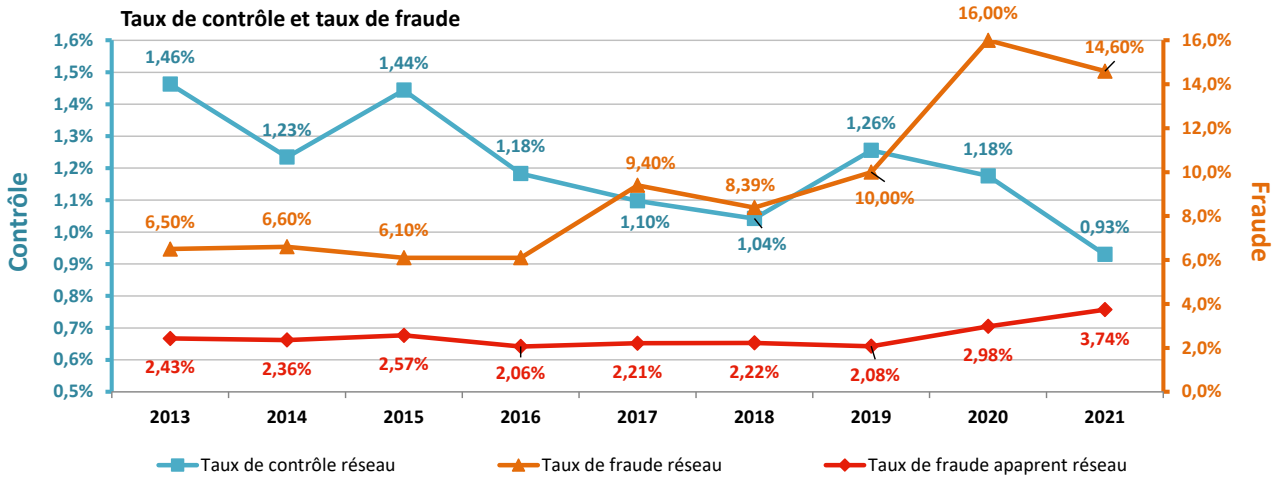
En conséquence, sur l'année 2021, le taux de contrôle affiche un résultat à 0,93% inférieur à l'objectif de 1%. Le taux de contrôle de la ligne A (0,91%) est également en baisse par rapport à 2020.

| | Contrôle | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rubriques | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Ecart vs 2020 | % | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
| **TRAMWAY** | | | | | | | | | | |
| **Taux de contrôle** | **0,89%** | **1,25%** | **1,22%** | **0,91%** | **-0,31** | | **-0,35** | | **0,01** | |
| Nombre de PV | 2 552 | 3 873 | 3 198 | 3 586 | 388 | 12,1% | -287 | -7,4% | 1 034 | 40,5% |
| **Taux de fraude apparent** | **1,72%** | **1,93%** | **2,77%** | **3,09%** | **0,32** | | **1,15** | | **1,37** | |
| **BUS** | | | | | | | | | | |
| **Taux de contrôle** | **1,20%** | **1,26%** | **1,12%** | **0,96%** | **-0,16** | | **-0,30** | | **-0,25** | |
| Nombre de PV | 4 842 | 4 108 | 2 739 | 4 492 | 1 753 | 64,0% | 384 | 9,3% | -350 | -7,2% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,64%** | **2,23%** | **3,27%** | **4,49%** | **1,22** | | **2,26** | | **1,85** | |
| **TOTAL** | | | | | | | | | | |
| **Taux de contrôle** | **1,04%** | **1,26%** | **1,18%** | **0,93%** | **-0,25** | | **-0,33** | | **-0,11** | |
| Nombre de PV | 7 394 | 7 981 | 5 937 | 8 078 | 2 141 | 36,1% | 97 | 1,2% | 684 | 9,3% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,22%** | **2,08%** | **2,98%** | **3,74%** | **0,76** | | **1,66** | | **1,51** | |

D'autre part, malgré le renforcement des opérations de contrôle conjointes avec les forces de Police Nationale et Polices Municipales de la métropole (plus de 150 opérations de contrôle ont été réalisées dans ce cadre en 2021) nous constatons une augmentation sensible de la fraude qui se traduit par :

- Un nombre de procès-verbaux en augmentation de +36% par rapport à 2020.
- Un taux de fraude apparent en hausse de +0,8 point vs 2020 et de +1,7 point vs 2019.
- Un taux de fraude mesuré par enquête (enquête SMTC) de 14,6% en hausse de 4,6 point par rapport à 2019 (le résultat de 2020 était partiel et peu représentatif).

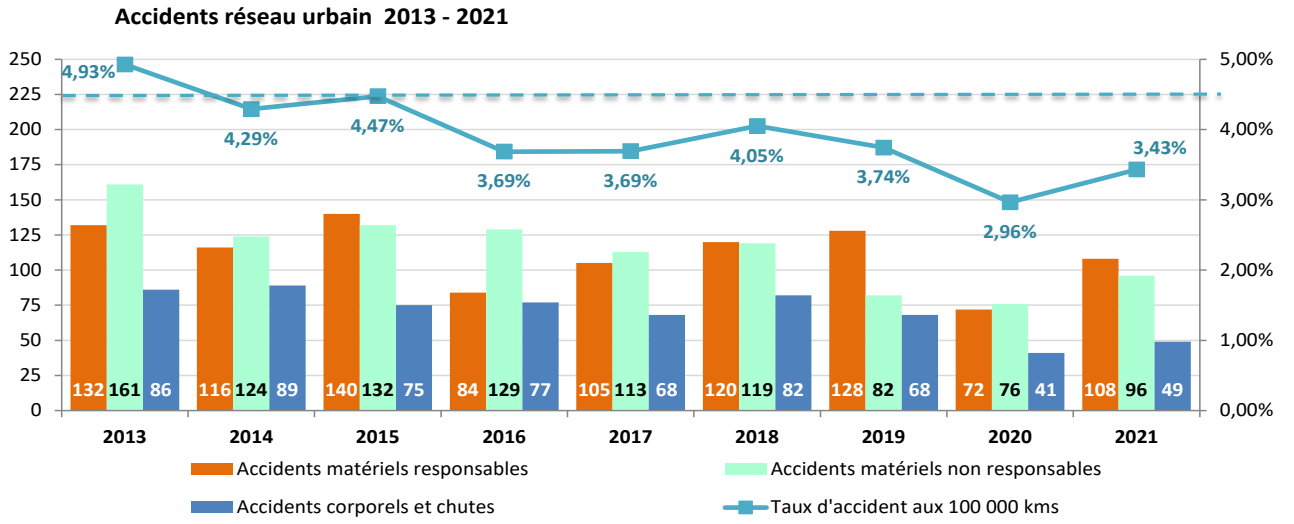
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




## 3.4. Les accidents

Le nombre d'accidents constaté en 2021 est en hausse par rapport à 2020 (+64 accidents soit +34%). Ces résultats s'expliquent par l'amélioration de la situation sanitaire avec une production kilométrique d'exploitation ainsi qu'une fréquentation plus importantes qui se sont accompagnées de conditions de circulation plus denses par rapport à l'année 2020.
De ce fait, les accidents matériels responsables sont en hausse de 50% et les accidents corporels et chutes, de 20%. En conséquence, le taux de responsabilité (accidents responsables, corporels et chutes) est en hausse de 4% points par rapport à 2020.
Par rapport à 2019, le nombre d'accidents est en baisse de 25 unités et le taux de responsabilité est en baisse de 12%.

Le taux d'accident aux 100 000 kms reste toutefois inférieur à l'objectif contractuel de 4,50 avec un résultat de 3,43 et en deçà du taux d'accident des périodes précédant la crise sanitaire.



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### 3.5. Sureté de Fonctionnement Tramway (SFT)

L'activité de la sécurité de fonctionnement tramway pour l'année 2021 est décrite dans le rapport annuel qui sera remis au SMTC courant juin 2022.
Sur 2021, suite à une mobilité interne de la chargée de SFT, le technicien SFT en place a été promu chargé de SFT, et nous avons recruté en interne un technicien SFT, pour 60% de son temps. Les 40% restant du temps de cette personne ont été affectés à la formation Santé Sécurité au Travail.

***Références chapitre 3 - LA QUALITE DE SERVICE ET LA SECURITE DU RESEAU :***
***Annexe 6 : contrôle***
***Annexe 7 : sécurité***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 4. LA MAINTENANCE DES VEHICULES ET DES EQUIPEMENTS

## 4.1. Maintenance : politique suivie

La politique de maintenance veille à garantir l'optimisation des ressources humaines et des moyens matériels pour la réalisation de l'entretien préventif et curatif des matériels roulants, installations et équipements dans les meilleurs délais et au moindre coût.

La Régie T2C s'est engagée dans une démarche de certification ISO 9001. La certification ISO 9001 a été notifiée en 2017 suite à l'audit de certification et a été renouvelée en 2019 et 2022.

La maintenance, dans l'esprit de la norme, vise principalement à réaliser les activités destinées à maintenir ou à rétablir le patrimoine géré par la Régie T2C (dans le cadre de son contrat de service public) en l'état ou dans des conditions de sûreté de fonctionnement, pour accomplir une fonction requise.

L'objet de notre politique de maintenance est de trouver et mettre en œuvre une organisation du travail qui maintienne l'équilibre entre plusieurs objectifs :

- Garantir la fiabilité, disponibilité et sécurité des véhicules et installations ;
- Trouver la meilleure efficience en termes de coûts de maintenance et productivité ;
- Minimiser la gêne aux usagers dans la réalisation des opérations de maintenance ;
- Garantir et optimiser la durée de vie du patrimoine confié par le SMTC ;
- S'inscrire dans une démarche volontariste de responsabilité de l'entreprise.

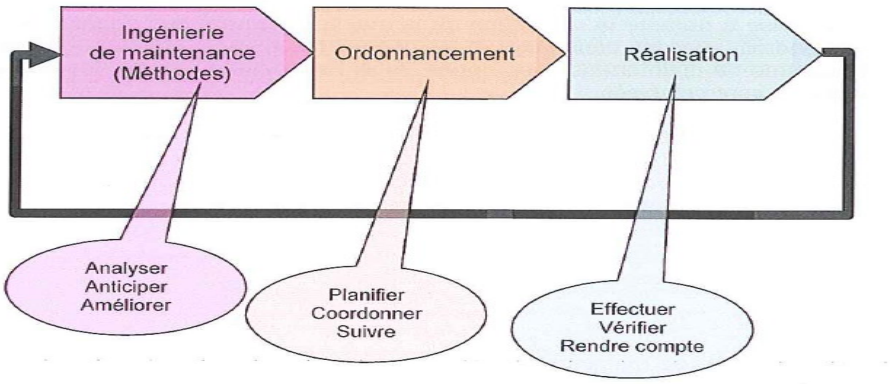
La maintenance préventive, étant l'approche qui permet de mieux combiner l'ensemble de ces objectifs, est donc privilégiée. Le principe étant par conséquent, autant que possible, que pour chaque équipement ou véhicule, un plan de maintenance soit établi et enregistré, couvrant la vie bien concerné.

Les matériels dont la Régie T2C doit assurer la maintenance sont de type, et de technologie très différents qui amènent à les classer en trois catégories, et à dédier une organisation spécifique et adaptée aux particularités de chaque type autour d'un service :

- Matériel roulant bus,
- Matériel roulant tramway,
- Installations fixes et courants faibles.

Ainsi, trois processus de maintenance sont en place et font l'objet d'un pilotage spécifique dans le cadre de la politique qualité de la Régie T2C.

Il est attendu de chaque processus de s'inscrire dans la démarche d'organisation suivante :



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

L'année 2021, quatrième année du contrat de service public, a été une année de réalisation importante du programme d'investissement, de démarrage du marché industriel de la révision mi-vie des rames de tramway, d'exécution en marche courante du contrat de services T3SA du système Translohr, de réflexion concernant le traitement des corrosions des châssis des bus HEULIEZ et enfin d'accompagnement en assistance technique et d'exploitation du projet InspiRe de création de 2 Lignes de BHNS et du nouveau dépôt et de renouvellement des systèmes d'exploitation (billettique, SAEIV, Radio, GTC…) très structurant pour le réseau de transport en commun et la Régie T2C.

Cette année 2021 a été marquée par :

- Le contexte sanitaire de pandémie COVID ;
- Le démarrage difficile du marché industriel de grande révision mi-vie des matériels roulants tramway ;
- La finalisation des études d'amélioration des rames de tramway en lien avec la fiabilité, la sécurité, le traitement de l'obsolescence, l'ergonomie de maintenance, le re-design et la phase de prototypage des solutions retenues ;
- Le renouvellement ou l'évolution de nos équipements industriels majeurs (passerelle Bus, pont à fûts de levage des bus, chaufferie…) et le maintien en état fonctionnel et l'entretien du patrimoine ;
- La gestion de l'obsolescence des équipements embarqués dans les rames de tramway (Boitiers ECAS, EBS, pompes TCU, IVTM…) ;
- La phase de conception générale et de consultation des marchés industriels et de construction du projet InspiRe (MR-Système de charge, Dépôt, SAE-IV-Radio…) ;
- L'accident de la rame CF02 sur la zone de manœuvre de Campus.

Les équipes ont été mobilisées tout au long de l'année et elles ont principalement contribué à la :

- Consolidation de nos indicateurs qualité ISO ;
- Réalisation des études préliminaires (MR/Système de charge, SAEIV/Radio, nouveau dépôt, billettique) du projet INSPIRE ;
- Phase de démarrage du marché industriel mi-vie : approvisionnement pièces, accompagnement méthodes-qualité, Inspection premiers articles, expertises techniques et CND ;
- L'exécution du contrat de services T3SA avec nos partenaires NTL/ALSTOM en appui du SMTC sur le traitement de l'obsolescence des rames ;
- Réalisation du programme d'investissement 2021 ;
- Suivi des garanties des bus GNV MAN et des Midibus ;
- Remise en état des BHNS IVECO suite aux nouveaux désordres rencontrés sur les moteurs, les boîtes de vitesse et les ponts malgré le plan d'actions engagé par le constructeur IVECO ;
- Consolidation de notre processus de réparation des cartes électroniques des rames de Tramway ;
- Apport méthodologique aux équipes de maintenance bus dans le cadre de la certification ISO de la maintenance et du remisage des bus ;
- Mise à jour de l'état d'obsolescence de nos systèmes CFA et Installations Fixes et assistance à la programmation de leur traitement ;
- Préparation des nouvelles gammes de maintenance des rames de deuxième génération THR2 (gamme 120 000 km).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## 4.2. Maintenance bus

L'année 2021 a été marquée par les évènements principaux suivants :

- Renouvellement/acquisition équipements industriels et/ou aménagement poste de travail :
  - Plusieurs équipements industriels ont été remplacés au cours de cette année, tels que les ponts à fûts à l'atelier Pardieu et des opérations de sécurisation du travail en hauteur ont été engagées avec notamment la mise en place de la passerelle clim… ;
  - Remplacement des cuves à huiles usagées (mise au norme environnementale) ;
  - Des jauges connectées ont été installées sur les cuves à huiles afin de suivre l'état des stocks en temps réels et d'alerter en cas d'atteinte du seuil minimum afin de déclencher le réapprovisionnement ;
  - La définition et l'implantation d'une cabine de traitement des châssis.

- Evolution du plan de maintenance préventive :
  Une mise à jour de l'intégralité des plans de maintenance de l'ensemble des véhicules a été réalisée. Les pas de maintenance de certaines opérations ont été ajustés :
  - GX 337, GX 437 et Créalis : la vidange moteur est passée de 40 000 à 30 000 km en adéquation avec les heures de fonctionnement moteur ;
  - Boites de vitesses Créalis : la vidange passe de 80 000 à 60 000 km selon les prescriptions du constructeur ;
  - La mise en place d'un contrôle semestriel sur les véhicules de service en complément des plans de maintenance constructeur.

- Curatif lié aux désordres récurrents sur BHNS IVECO :
  - Poursuite des remises en état technique des BHNS Créalis (remise à niveau des moteurs et des ponts suite casses) ;
  - Nouveaux désordres rencontrés sur les boites de vitesses entrainant une nouvelle remise en état des boites.

- Garantie/SAV :
  Un suivi est fait chaque mois avec les différents constructeurs (MAN/HEULIEZ-IVECO) afin d'assurer le bon fonctionnement du matériel roulant sous garantie.

- Renouvellement des marchés (processus achat) :
  Un grand nombre de marchés structurants pour la maintenance Bus ont été renouvelés lors de cette année 2021, tels que les marchés de :
  - Fourniture et livraison d'huiles et graisses ;
  - Fourniture et livraison de peintures, produits chimiques et accessoires carrosserie ;
  - Fourniture et livraison de gazole pour le parc de véhicules de la Régie T2C ;
  - Fourniture de pièces détachées pour les matériels roulants bus de la Régie T2C ;
  - Fourniture et maintenance des pneumatiques bus et tramway ;
  - Fourniture de pièces détachées pour les matériels roulants tramway de la Régie T2C.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- Contribution au projet INSPIRE : MR – Système de charge / Dépôt
  Ces contributions se sont traduites par la participation active des Responsables Atelier et Méthodes Bus à l'analyse des offres MR – Système de charge ainsi qu'aux nombreuses réunions lors du dialogue compétitif avec les différents constructeurs.
  Des essais de démonstration de bus électriques pour les 4 candidats ont été organisés avec les personnels de la Régie (exploitation et maintenance).
  Participation à l'expression des besoins fonctionnels et à la définition du programme concernant l'aménagement du nouveau dépôt.

- L'apport de Méthodes à l'atelier Bus :
  Avec la mise en place et le suivi d'essais (exemple : Essais de batteries nouvelles générations), la mise en place de réunions bimensuelles de gestion d'interfaces entre « Atelier – Magasin – Méthodes » ayant pour but de :
  - Anticiper les approvisionnements - éviter les ruptures ;
  - Préparer les interventions préventives ;
  - Echanger sur les difficultés rencontrées en interface entre l'atelier et le magasin ;
  - Echanger sur le planning préventif mensuel à venir ;
  - Echanger sur les interventions correctives programmées à venir ;
  - Faire le point sur les commandes en cours (délai de livraison) ;
  - De faire un retour technique sur les pièces fournisseurs (problème qualité, fiabilité…).

### ➲ Détail des pannes et problèmes rencontrés sur les véhicules du parc :

Des pannes et immobilisations non prévisibles sont de nouveau intervenues sur nos bus BHNS Créalis néo. Ces derniers avaient été frappés par 3 avaries répétitives occasionnant des indisponibilités impactant lourdement le plan de charge de l'atelier et la disponibilité des véhicules :

- Casse des boîtes de vitesse ;
- Casse moteurs suite à des surchauffes importantes ;
- Casse des ponts ;

Malgré les remises à niveau techniques de nos BHNS réalisées par le constructeurs IVECO et ZF et la surveillance renforcée mise en place par les équipes de maintenance, de nouveaux désordres surviennent toujours en nombre (ponts et boites de vitesse-BV). Les opérations de réparation se sont poursuivies en 2021 et ont été réalisées par la Régie T2C et à sa charge.
La Régie T2C avait déjà alerté sur le faible impact du plan d'actions constructeur sur la fiabilité des équipements.
S'agissant des désordres sur les boites de vitesse et sur les ponts, au-delà des opérations curatives nécessaires, nous avons été amenés à revoir notre plan de maintenance et réduire la périodicité de nos pas de vidanges générant ainsi des surcoûts au niveau de nos consommations d'huile de vidange.
Nos analyses d'huile (BV) présentent des traces de limailles et de « brulé » et l'état des filtres n'est pas satisfaisant.
Nous retrouvons toujours des dentelures d'engrenage (couples coniques) dans notre huile de vidange des ponts.
Il faut savoir qu'à ce jour, le budget nécessaire à la réparation des BHNS Néo Créalis IVECO représente un tiers de notre budget de maintenance corrective.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Concernant la livraison et la mise à la route des 26 bus standards GNV MAN qui s'est faite avec beaucoup de retard et de difficultés, il faut noter que 2 désordres majeurs persistent encore aujourd'hui :

- Défaut Catalyseur n°1421 : ce défaut rencontré dès le mois de mars 2020 n'est toujours pas solutionné à la date d'aujourd'hui.
  T2C s'est inquiété du remplacement prématuré des catalyseurs et a demandé à MAN de faire des recherches sur l'origine de cette panne [Mise à jour du tableau récapitulatif concernant les remplacements catalyseurs déjà effectués en garantie]. Des mesures conservatoires ont été prises sur l'ensemble du parc avec un impact fort sur l'exploitation et la disponibilité des matériels roulants. Nous sommes toujours en attente du retour d'expertise de MAN. La Régie T2C transmet mensuellement l'état des défauts sur chaque bus, pouvant dépasser les 40 pannes sur la totalité du parc sur 1 mois.

  Il faut savoir que 13 catalyseurs ont à nouveau été changés. De la même façon, MAN s'est engagé à remplacer les sondes Lambda lors des prochaines interventions sur les catalyseurs.

- Fuite d'huile au niveau des carters moteur : un état du parc a été fait par T2C. L'ensemble du parc est concerné. A la suite de l'état du parc, MAN a resserré l'ensemble des carters. Les joints de carter ont été remplacés en 2020 et 2021 par MAN. 22 bus ont ainsi été « retrofités ».
  Depuis, T2C a constaté une nouvelle fuite moteur sur un bus remis à niveau.

  T2C est dans l'attente d'une note d'intervention MAN (siège) qui sera applicable sur l'ensemble des séries 1, 2, 3, 4 et 5.

  L'étanchéité des moteurs sera reprise en 2022 par le remplacement des vis du carter. T2C déplore une nouvelle fois le temps de prise de charge entre le signalement et la réparation du véhicule.

  Un Point FMP (remontée des pannes récurrentes) MAN N° 205634 a été créé, une note TI devrait être éditée prochainement.

Enfin, nos équipes techniques de la carrosserie ont constaté en décembre 2020 sur le bus 718 du parc des désordres structurels importants en sous caisse dont l'origine provient d'une corrosion importante type lamellaire du châssis en partie avant et arrière.
Les séries de bus livrés en 2010, 2011 et 2012 sont concernés (40 bus). Ces bus sont encore sous garantie particulière de 10 ans concernant la corrosion. Des échanges ont été engagés entre le SMTC et le constructeur pour définir un plan d'actions de reprise de ces désordres : 3 concessionnaires ont été validés par le constructeur.

### 4.3. Maintenance tramway

Les objectifs de 2021 en termes de maintenance des matériels roulants tramway ont visé
à assurer principalement :

- L'organisation et la gestion des interfaces du projet Mi-Vie avec l'activité de maintenance de T2C, se traduisant par :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- Des phases d'immersion des équipes techniques de l'industriel chez T2C ;
- Des réunions d'informations aux équipes sur le déroulement du projet ;
- De l'accompagnement des équipes ACCM pour la réalisation des procédures d'essais ;
- Des réunions de préparation sur les Inspections de Premier Article avec l'équipe Mi-Vie et les opérateurs de maintenance.

Mais aussi l'anticipation et la préparation des travaux liés la charge supplémentaire ramenée dans l'atelier suite au glissement du planning de la révision Mi-Vie avec la programmation et l'organisation de l'ensemble des opérations à intégrer dans le taux de charges atelier telles que les essieux, les vérins de toiture, les rotules d'articulation, les gammes K, les arbres de transmission et à partir de 2022 les guidages. Cette nouvelle charge nous a amené à intégrer, en fin d'année 2021, dans nos effectifs deux agents supplémentaires.

- La tenue de l'objectif de disponibilité des rames supérieur à 99 % sur l'année 2021 ;
- La pérennisation du travail engagé sur la gestion de nos réparations avec les premiers retours des rapports de réparation amenant à des améliorations techniques pour fiabiliser les rames ;
- Le suivi du contrat de services T3SA conclu avec ALSTOM et NTL afin de garantir le traitement de l'obsolescence des rames, la disponibilité des pièces captives et une assistance technique sur la durée de vie restante du matériel roulant. Ce contrat prévoit aussi un suivi et une mise à jour documentaire ainsi que la gestion déléguée des réparations des cartes et équipements électroniques ;
- La sortie de garantie des rames THR2 de deuxième génération ainsi que la levée des réserves des 5 rames toujours en cours à ce jour.

Les principales actions mises en œuvre ont ainsi été les suivantes :

- Poursuite des améliorations apportées sur le plan de maintenance préventive du constructeur ;
- Validation de l'efficacité du déploiement du nouveau plan de maintenance spécifique sur les équipements de climatisation suite aux problèmes rencontrés lors de la période caniculaire afin d'améliorer la disponibilité des rames ;
- Suivi des études techniques pour la révision mi vie des rames Translohr de première génération (THR1) ;
- Formation des équipes de maintenance sur la maintenance des rames THR2 avec les premières gammes lourdes (60000 km). Complément d'achat des outillages spécifiques THR2 et mise à niveau de la documentation THR2 liée à ces gammes de maintenance ;
- Constitution et instruction d'un Dossier de modification selon les prescriptions du STRMTG concernant le contrôle dynamique des performances de freinage (Ae/te) ;
- Projet de sécurisation des passerelles Tramway, de modification du circuit d'air de l'atelier MR Tramway et d'évolution des infrastructures de consignation des voies atelier finalisé en 2021 ;
- Amélioration du processus de planification de la maintenance au travers de la mise en place de réunions de coordination interservices (Méthodes/MR/Magasin), et consolidation et pérennisation de l'outil taux de charges permettant de croiser la charge atelier avec les ressources et les infrastructures disponibles : amélioration de l'outil de suivi de la planification trimestrielle et du processus de programmation des activités.

Concernant le parc tramway THR1, certains équipements ont été mis sous surveillance, suite à des désordres constatés, afin de répondre aux recommandations des services de sécurité de l'Etat : chariots de portes et cadre MI. Les chariots de porte suite fissuration ont été remplacés et les cadres MI fissurés restent encore sous surveillance jusqu'à leur réparation en mi-vie.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

De nombreux équipements sont frappés d'obsolescence : EBS, boitier ECAS, boitier IVTM, platine DCU des portes, pneumatiques, pompe TCU sur lesquels des solutions techniques sont à l'étude ou en cours de validation ou en attente de déploiement sur l'année 2022 ;
Nous rencontrons, par ailleurs, de plus en plus de pannes électroniques difficiles à piéger dont l'origine provient de problèmes filaires ou d'étanchéité des faisceaux et des connecteurs. Pour aider au diagnostic, des enregistreurs ont été installés, à titre expérimental, sur le réseau embarqué du véhicule sur l'année 2021 pour un déploiement 2022. Ces enregistrements permettront après analyse de NTL de déterminer à l'instant « t » l'état de la rame et de préciser le diagnostic.

Concernant le parc THR2, la mise à jour et la reprise de la documentation de maintenance livrée par NTL (type « RATP ») restent toujours chronophages pour nos équipes Méthodes.
Certains points techniques rencontrés depuis la mise en exploitation des rames ont été levés comme le déchargement WIFI des données du BSMA (boite noire) et d'autres ne sont toujours pas résolus par le constructeur NTL notamment l'amélioration du fonctionnel du circuit pneumatique qui ne permet pas le maintien en air des rames, ou encore le fonctionnel de la poignée d'alarme en écart par rapport au TRH1 et non conforme à notre cahier des charges. Pour finir, les problèmes rencontrés sur les essieux moteur TEXELIS de nouvelle génération, obligeant à réduire considérablement le pas de vidange, ne sont pas réglés.

Nous restons en attente encore à ce jour d'un plan d'actions NTL pour clôturer ces points encore ouverts à la date de départ du SAV du constructeur en juin 2021.

Le taux de défaillance enregistré au 10000 km en 2021 reste inférieur à l'objectif avec des pannes qui concernent majoritairement les sous-ensembles suivants :

- Ensemble électrique chaine de traction/freinage,
- Guidage (malgré notre maintenance à 240 000 km),
- Organes de roulement.

Le taux de disponibilité (maintenance) des rames de tramway est de 99,93 % pour l'année 2021 pour un objectif à 99%.

## 4.4. Maintenance *Installations fixes et courants faibles*

### *4.4.1. Maintenance courants faibles*

- **Traitement obsolescence embarqué Tramway :**
  De nombreuses alertes obsolescence des équipements embarqués ont été transmises par NTL concernant tant les rames THR1 que THR2 : système vidéo et de rétro vision (écran TFT, caméras et enregistreurs), girouettes frontales et latérales et bornes d'information voyageurs embarquées dans le tramway.

- **Traitement de l'obsolescence du système radio TETRA :**
  Il est prévu de finaliser le traitement de l'obsolescence du système radio TETRA dans le cadre du renouvellement du SAE (projet Inspire des Lignes B&C).

- **Traitement de l'obsolescence du système billettique**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Le renouvellement du système billettique est en cours, le déploiement du nouveau système a été effectué pour sa première phase à l'été 2021 dans les bus et les tramways et la mise en service du système billettique est prévu en octobre 2022. La seconde phase de déploiement dans les véhicules débutera juste après la mise en service.

- **Traitement de l'obsolescence du système SAE-IV et du RMS**
  Le renouvellement du système SAE-IV et du RMS est prévu dans le cadre du projet des Lignes BHNS B&C. La Régie T2C participe à la définition du programme avec l'AMO technique du SMTC. L'appel d'offre sous la forme d'un dialogue compétitif a été engagé en fin d'année 2021. Le marché devrait être notifié à l'été 2022

### *4.4.2. Maintenance installations fixes*

L'équipe de maintenance des installations fixes a mené plusieurs opérations importantes au cours de l'année 2021. Parmi elles, on peut citer :

- **Les flasques des appareils de dilatation (AD)** du Viaduc Saint-Jacques ont été remplacés par nos équipes de maintenance lors d'une campagne réalisée l'été 2021. Une dernière campagne de remplacement de flasques est prévue durant l'été 2022 pour traiter les 8 derniers AD.

- **Réglage Paulvé appareil de voie (« système d'aiguillage » - ADV)** : suite aux difficultés de réglage des Paulvés et de la tenue dans le temps des réglages, le constructeur VOSSLOH a modifié son contrôleur Paulvé. La phase d'expérimentation initiée en 2019 et qui s'est achevée en 2020 a remis en cause les choix techniques de l'industriel pour des raisons d'industrialisation.
  VOSSLOH a repris ses études et a mis à disposition de T2C deux nouveaux contrôleurs pour test sur le dépôt.
  Nous avons mis en place 2 nouveaux contrôleurs sur des appareils de voie du dépôt et VOSSLOH a travaillé à la mise en production de son produit modifié. Nous avons mis sous surveillance in situ ces 2 ADV afin de vérifier l'efficacité de la dernière évolution du constructeur.
  Cette nouvelle période d'observation a permis de valider la solution avant déploiement sur l'ensemble des ADV de la ligne et du dépôt prévu en 2022.
  Le dossier de modification est en cours d'instruction au STRMTG. L'ensemble des paulvés des ADV de la ligne seront retrofités dans un premier temps en 2022. Pour cela, le SMTC commandera une prestation de fourniture et pose à VCSA dès l'avis favorable des services instructeurs.

- **Absence d'alarme sur franchissement de SAP :**
  Suite au déploiement du logiciel en version modifiée par Cegelec-Mobility en semaine 12-2018, deux cas de remontée d'alarme de franchissement de signaux en contre-sens ont été constatés en avril 2018. Cegelec a rapidement cerné les causes de ce dysfonctionnement et a travaillé à la mise au point d'une solution supprimant ces effets de bord. Ces solutions ont été déployées et ont générées de nouveaux disfonctionnements. Cegelec a indiqué ne pas avoir de solution et nous demande de choisir l'une ou l'autre des 2 configurations logicielles proposée avant un nouveau déploiement terrain sur l'ensemble des zones de manœuvre. De nouvelles investigations ont été réalisées en 2020 en instrumentant certaines zones de manœuvre, sans résultat probant.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Le choix a été fait de revenir à la version logicielle précédente. Il a été demandé à CEGELEC Mobility de proposer une solution technique permettant de supprimer les rebonds sur les boucles, principale cause d'apparition de zones fictives et donc de fermeture de SAP qui par conséquence augmente la probabilité de franchissement de SAP au rouge.

- **Traitement de l'obsolescence des autres systèmes :**
  Le périmètre de l'obsolescence des autres systèmes a été arrêté par la Régie T2C. Nous restons en attente de la prise en compte de ces alertes « obsolescence » dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement à définir par le SMTC.

- **Sécurisation des sites :**
  Un programme a été arrêté par la Régie T2C. Il couvre le traitement de l'obsolescence des systèmes en exploitation et aussi les nouveaux besoins en matière de sécurisation des sites.
  La Régie T2C a participé à la phase d'étude de conception générale aux côtés du SMTC. Le périmètre des marchés de travaux ayant été arrêté, le SMTC a lancé la phase de consultation du marché industriel et du marché de maîtrise d'œuvre. Le marché a été attribué à l'Entreprise électrique. Les travaux seront réalisés sur le second semestre 2022

  Un programme d'entretien maintenance de l'infrastructure système tramway a été défini suite aux dernières campagnes de mesure de la voie et de la plateforme ainsi qu'un plan d'actions de la Ligne Aérienne de Contact qui seront engagés en période estivale en 2021 et 2022 : rechargement du rail, reprise de la couche de roulement de la plateforme, traitement des désordres sur les ouvrages d'art, reprise des tendeurs et des boucles isolantes LAC, remplacement de la résine de scellement du rail… A l'été 2021, une quarantaine de soudures a été rechargée. Le 2ème acte du plan d'actions associé au remplacement des tendeurs de diamètre 10 a été réalisé durant l'été 2021. La dernière phase sera réalisée à l'été 2022.
  Le plan d'actions spécifique aux boucles isolantes nécessite d'engager une procédure d'appel d'offres travaux par le SMTC pour la fourniture et remplacement des boucles isolantes. Celui-ci a été lancé à l'automne 2021. La notification sera soumise à la validation par le STRMTG de la solution technique proposée par l'industriel (en cours).

### 4.5. ***Grande révision à mi-vie des rames de tramway***

La révision mi-vie des matériels roulants tramway STE4 Translohr de première génération (THR1) est une prescription du plan de maintenance constructeur et doit être réalisée à 15 ans ou 900 000 km (premier des deux termes échus) soit dans notre cas à 15 ans. Les rames auront alors parcouru 720 000 km.

Cette « grosse opération de maintenance à mi-vie » sera réalisée pour la première fois à Clermont-Ferrand et sera unique et devra permettre d'assurer la pérennité du système sur sa deuxième partie de vie jusqu'en 2036, après 30 années d'exploitation du système.

Le SMTC a décidé de confier par mandat, à la Régie T2C, forte de son expertise technique et de son retour d'expérience du système tramway, le pilotage de la phase d'audit du système et de définition du programme, d'études et du marché industriel de cette opération stratégique de révision mi-vie du matériel roulant Tramway.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### *4.5.1. Rappel du phasage*

Les 20 premières rames de Clermont-Ferrand ont été mises en exploitation commerciale en octobre 2006 et 6 rames supplémentaires ont été mises en service en fin d'année 2008. Il a été décidé de réaliser la révision mi-vie des 25 rames de tramway en continu (2021-2023).
En préparation de l'opération de maintenance à mi-vie de ce matériel roulant (butée technique à 15 ans ou 900 000 kms), le SMTC-AC, représenté par la régie T2C, agissant au nom et pour le compte du SMTC-AC, a lancé en 2018 une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la définition du programme de maintenance à mi-vie du Tramway de Clermont-Ferrand – **phase 1**.

Cette mission d'assistance technique a porté sur les étapes suivantes :

- Réalisation d'un diagnostic complet et d'un état des lieux de la maintenance de nos matériels roulants et élaboration et suivi d'un plan d'expertise et plan d'échantillonnage ;
- Définition du programme de maintenance à mi-vie ;

La Régie T2C, forte de son retour d'expérience, a souhaité, en accord avec le SMTC, saisir l'opportunité de cette grande révision mi-vie pour fiabiliser, améliorer la maintenabilité et traiter l'obsolescence des rames.
Ainsi, dans le prolongement de cette phase 1, le SMTC et la Régie T2C ont engagé une phase d'études et de définitions techniques sur le périmètre arrêté conjointement et ont lancé en 2019 une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage générale portant sur le suivi et la coordination de la phase d'industrialisation sur toute la durée de l'opération – **phase 2**.
La réalisation des études techniques et des prestations d'ingénierie techniques confiée à l'entreprise SAFRA a porté sur :

- Lot d'étude 1 :
  - Traitement des évolutions et modifications techniques dans le cadre de la fiabilisation des rames,
  - Ergonomie de maintenance, amélioration des conditions de réalisation de l'activité de maintenance,
  - Traitement de l'obsolescence des rames de première génération THR1.

- Lot d'étude 2 : re-design des rames et de l'aménagement intérieur avec l'objectif de :
  - Augmenter la capacité d'emport total des voyageurs assis et debout ;
  - Faciliter les circulations dans la rame (flux dans le tram, ergonomie du couloir) ;
  - Améliorer l'attractivité des intercirculations (au niveau des soufflets) car les usagers hésitent à s'éloigner des portes.

Le périmètre des évolutions techniques retenues a été arrêté après arbitrage du SMTC et a été intégré au Dossier de Consultation des Entreprises comme suit :

- PSE Ergonomie : visant à diminuer la pénibilité au travail des opérateurs et réduire le risque d'apparition de pathologies et d'accidents,
- PSE Fiabilité : devant permettre d'améliorer le taux moyen de bon fonctionnement des rames au 10 000 km et le taux de pannes en ligne,
- PSE re-design (aménagements intérieurs) : améliorant l'attractivité des modules intermédiaires.

Les évolutions liées à la sécurité et au traitement d'obsolescence ont été intégrées en Tranche Ferme à la consistance de maintenance mi-vie.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Trois tranches optionnelles ont complété le périmètre des prestations attendues dans le cadre du marché industriel :

- TO1 : augmentation de la capacité d'emport (nouveau diagramme de sièges),
- TO2 : réparation des cadres MI,
- TO3 : maintenance des systèmes de climatisation.

A la suite de discussions entre SMTC / T2C et le Titulaire du Marché industriel, il a été décidé d'abandonner certaines PSE et la tranche optionnelle 1.

La **phase 3** de l'opération concerne le marché industriel visant à la mise en production du programme de révision mi-vie :

- Organisation et méthodes de production : définition du processus industriel ;
- Approvisionnement en pièces non captives ;
- Réalisation de la rame de présérie ;
- Mise en production série ;
- Réception ;
- Essais ;
- Remise en exploitation des rames.

En accompagnement de l'opération (phases 2 et 3), un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage générale a été confié à la société d'ingénierie ferroviaire PROSE.

### *4.5.2. Phase de consultation du marché industriel*

L'année 2020 a été consacrée à la finalisation des études et des prototypes de la phase 2 et à la consultation du marché industriel (31 janvier 2020 au 23 février 2021), comportant une phase de candidature et une phase d'offres.
Cette phase de consultation se résume comme suit :

- Candidatures : 2 groupements se sont portés candidats ;
- Un audit des sites industriels a été réalisé (sur chaque site industriel proposé) ;
- Des visites techniques ont été organisées dans nos ateliers et sur nos rames ;
- Offres : des négociations ont permis de préciser et mettre en conformité les offres des candidats (4 offres par groupement) ;

Le marché industriel a été notifié au groupement ACCM-SAFRA le 23 février 2021 après une phase de mise au point du marché.

### *4.5.3. Réalisation du marché industriel*

La première rame, la rame CF08, a été transférée dans les ateliers de ACCM à Clermont-Ferrand le 10 mai 2021.
Les études industrielles et méthodes sont en cours par les équipes ACCM-SAFRA afin de consolider le schéma industriel de traitement des rames en mi-vie. Dans le process de réalisation de ces opérations il est prévu un traitement de deux rames en simultané dans les ateliers ACCM. En phase de réalisation « série »

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

le temps de traitement de chaque rame est évalué à 2.5 mois. La deuxième rame devrait être envoyée courant juin 2021.
La phase de démarrage s'est avérée plus longue que prévu pour le groupement ACCM-SAFRA compte tenu notamment de difficultés dans l'achat et l'approvisionnement des pièces détachées.
La remise en service de la première rame est prévue pour fin d'année 2022.

Ces difficultés rencontrées au démarrage conduisent à un allongement de la durée du marché de plusieurs mois par rapport au planning initial et induit des impacts sur les organisations T2C où de nombreuses opérations de maintenance (gammes 720 000km, gammes révision guidage, essieux…), prévues d'être réalisées lors de l'opération mi-vie, se retrouvent en butée de maintenance et doivent donc être anticipées en avance de phase de l'opération mi-vie, dans les ateliers T2C, par les équipes T2C. Une vigilance est apportée afin de garder une adéquation charge – capacité bonne et ne pas générer de saturation de l'atelier notamment pour les rames en dépannage.

Sur la partie technique, les modules de la rame 08 ont tous été désaccouplés, ce qui a permis aux équipes ACCM-SAFRA de réaliser les expertises et contrôles sur les structures châssis et caisses. Il n'a pas été constaté, sur cette première rame, de fissures ou de défauts de fatigue. Les révisions des principaux organes et sous-ensembles ont été effectuées et la phase de remontage de la rame est en cours.
Sur la partie Qualité, les équipes Projet T2C assurent une vigilance dans la réalisation de ces opérations auprès de ACCM et de ses sous-traitants.

Dans notre organisation nous procédons pour chaque opération à ce que l'on appelle des IPA qui signifie Inspection premier article. Très concrètement ces IPA ont pour objectif de permettre de vérifier lors des premières révisions ou des premiers montages de sous ensemble que le process de réalisation est sous contrôle et permet le lancement en série des opérations.
Tous les aspects documentaire, procédures, outillages sont étudiés et les échanges techniques entre nos équipes sont favorisés.
T2C réalise un suivi des développements par des jalons de Revue de Conception.

S'agissant du volet sureté de fonctionnement, le SMTC a obtenu des services de l'Etat un décalage de la butée de maintenance 15 ans à 17ans afin de couvrir le passage en opération mi-vie des rames.
Un avis favorable à la détente des butées kilométriques des systèmes Portes, Essieux moteurs et Moteur de traction a également été émis par le STRMG.

L'élaboration du dossier de sécurité, qui devra couvrir l'ensemble des travaux de l'opération mi-vie, est en cours par le groupement ACCM-SAFRA. Ce dossier de sécurité devra permettre de justifier auprès des services de sécurité de l'Etat de la non-régression du niveau de sécurité global.

### 4.6. Service Remisage et Nettoyage

En janvier 2021, 15 nouveaux emplacements de recharge gaz ont été mis en service à Pardieu, ce qui a entrainé un nouveau plan de stationnement des bus sur le dépôt de Pardieu et une nouvelle organisation des parkings, avec la mise en place d'une nouvelle signalétique bus dans le remisage extérieur.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Nous avons renforcé notre suivi qualité pour répondre aux exigences de l'AFNOR : les agents de maîtrise du remisage assurent un contrôle en systématique de la qualité des nettoyages des programmes semestriels et annuels. Les nettoyages tous les 12 jours sont vérifiés périodiquement par échantillonnage.

L'exhaustivité de nos programmes de nettoyage est intégrée en GMAO.

Le service du nettoyage a été renforcé (+1ETP) pour satisfaire à nos exigences qualité et répondre à tous nos besoins.

## 4.7. Maintenance des points d'arrêts

**Rappel du périmètre et des méthodes**

Le mobilier urbain est réparti en 4 catégories :

| | |
|---|---|
| • Stations tram : | 68 quais (à raison d'1 par station et par sens) |
| • Abribus publicitaires : | 225 |
| • Abribus non publicitaires : | 436 |
| • Poteaux d'arrêts : | 610 |
| Total | 1 339 |

Il peut être noté ici le fort taux d'équipement des arrêts du réseau en abribus avec une proportion de près de 50 %.
L'année 2021 a, à nouveau, été marquée par une augmentation du nombre d'abris non publicitaires (+19), sur les communes de Clermont-Fd, Le Cendre, Chamalières, Gerzat, Cournon ou St Genès Champanelle, en remplacement d'abribus accidentés, de poteaux d'arrêts ou d'abribus vétustes, et surtout pour accompagner la mise en accessibilité des lignes 8 et 20.

### 4.7.1. *Actions 2021*

**➲ Stations tram**

La Régie T2C a en charge les missions d'entretien et de maintenance suivantes :

- Les BIV (Bornes d'Information Voyageurs) et les DTT (Distributeurs de Titres de Transport), soit en direct par T2C, soit par le biais d'un prestataire.
- Les bancs, sols, corbeilles de propreté (y compris vidage), barrières et miséricordes, soit en direct par T2C pour la petite maintenance et nettoyage curatif, soit par le biais de prestataires.

T2C effectue le nettoyage curatif, après signalement (tags ou affichages sauvages) sur tous les équipements dont elle a la charge, ainsi que la maintenance de la signalétique et de l'information affichée.
La fréquence de nettoyage des stations tram est de 1 à 3 fois par semaine selon la fréquentation des stations.
En raison des mesures sanitaires, le nettoyage sur les stations tram a encore été perturbé sur le 1er semestre 2021 : la prestation du prestataire du SMTC sur les châssis et vitres n'a pas été réalisée avec la même fréquence et la même méthodologie qu'habituellement.
Par ailleurs, la réfection des stations tram s'est poursuivie : remplacement et pose de nouvelles poubelles et repose de câbles anti-traversées.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

➲ **Poteaux d'arrêt**

Concernant les poteaux d'arrêt, le processus d'équipement progressif en cadres d'information double se poursuit ; ce processus étant destiné à améliorer la qualité de l'information au point d'arrêt, notamment lors de situations conjoncturelles (déviations ….). Aujourd'hui près des deux tiers du parc de poteaux est équipée en cadre double, ce processus se poursuivra dans les années à venir.

### 4.7.2. Les interventions sur les mobiliers en 2021

1 887 interventions ont été effectuées sur le réseau en 2021 (-5.4% par rapport à 2020) et réparties de la façon suivante :

- Interventions mineures
  *(Tags, affichage sauvage…) .....391 (552 en 2020)*
- Interventions intermédiaires
  *(Rajustement de vitres, pose de l'information ou de signalétique…) ..... 1 343 (1 313 en 2020)*
- Interventions majeures
  *(Réparations suite à accident ou vandalisme) .....153 (130 en 2020)*

L'ensemble des interventions concerne 713 arrêts sur les 1 339 que compte le réseau.

La baisse du nombre d'interventions par rapport à 2020 s'explique :

- En grande partie par le contexte sanitaire (confinement en avril et baisse de la fréquentation globale sur le réseau),
- Par une dégradation moindre.

Toutefois, les opérations habituelles se sont poursuivies :

- Par la mise en place de l'information et la signalétique suite à la pose de nouveaux abribus (suite notamment à la mise en accessibilité des lignes 8 et 20) ou le remplacement d'abribus vétustes par le SMTC,
- Par la pose de l'information sur l'ensemble des arrêts, suite aux évolutions d'offre en lien avec la crise sanitaire,
- Par l'entretien de la signalétique en braille et MyBus sur les DTT (Distributeur de Titre de Transport),
- Par la pose de signalétique sur les abribus dans le cadre de l'annonce de la nouvelle billettique (QRCode),
- Par l'entretien et maintenance des stations tram,
- Par la poursuite des interventions sur les cadres horaires des poteaux d'arrêts pour la mise en place de doubles cadres.

***Références chapitre 4 - LA MAINTENANCE DES VEHICULES ET DES EQUIPEMENTS :***
***Annexe 3 : parc, production et données de consommation***
***Annexe 5 : maintenance***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 5. L'ORGANISATION ET LA GESTION DE LA REGIE

## 5.1. Organisation générale de la Régie pour la gestion du réseau

La nécessité d'accompagner le SMTC sur des aspects techniques pour la mise en œuvre de ses projets de développement et de pérennisation du système transport a conduit la Régie T2C à mobiliser des ressources conséquentes en assistance à maîtrise d'ouvrage.
L'estimation du temps passé en appui technique auprès du SMTC, représente ainsi sur l'ensemble de l'année 2020 près de 9 équivalents temps plein sur des postes à fortes compétences.

Par ailleurs, la crise sanitaire a nécessité la poursuite des nombreuses adaptations de l'organisation du fonctionnement de la Régie que ce soit avec l'activité partielle (chapitre 5.2.4), la concrétisation d'un accord d'entreprise sur le télétravail, ou pour l'activité Santé et Sécurité au travail (chapitre 5.6.1).

L'organigramme de la Régie T2C est présenté en annexe 15.

## 5.2. Gestion du personnel

### *5.2.1. Effectifs*

L'effectif moyen annuel équivalent temps plein de l'année 2021 s'établit à 849,83. Il diminue de -0,5% par rapport à 2020 soit -4,4 ETP. Cette évolution s'explique essentiellement par l'évolution des effectifs de conduite qui diminuent de 12 ETP en référence à une offre réduite à partir de début 2021 et le gel des embauches qui l'a accompagnée (cf. paragraphe 6.3.2).

| Effectifs annuels moyens équivalent temps plein | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Ecart | % écart |
| Conducteurs | 488,77 | **477,12** | -11,65 | -2,38% |
| Remiseurs et nettoyage | 31,24 | **30,88** | -0,36 | -1,15% |
| Maîtrises exploitation | 81,93 | **84,78** | 2,85 | 3,47% |
| Employés exploitation | 46,53 | **46,00** | -0,53 | -1,14% |
| Opérateurs technique | 77,94 | **77,83** | -0,11 | -0,15% |
| Maîtrises technique | 36,35 | **37,60** | 1,25 | 3,43% |
| Employés administratif | 49,61 | **49,18** | -0,43 | -0,86% |
| Maîtrises administratif | 16,30 | **21,08** | 4,78 | 29,33% |
| Cadres et direction | 25,59 | **25,36** | -0,23 | -0,88% |
| **Effectif annuel moyen ETP** | **854,26** | **849,83** | **-4,43** | **-0,52%** |
| **Effectif hors conduite et remisage** | **343,25** | **350,91** | **7,66** | **2,23%** |
| **Effectif conduite et remisage** | **511,01** | **498,92** | **-12,09** | **-2,37%** |

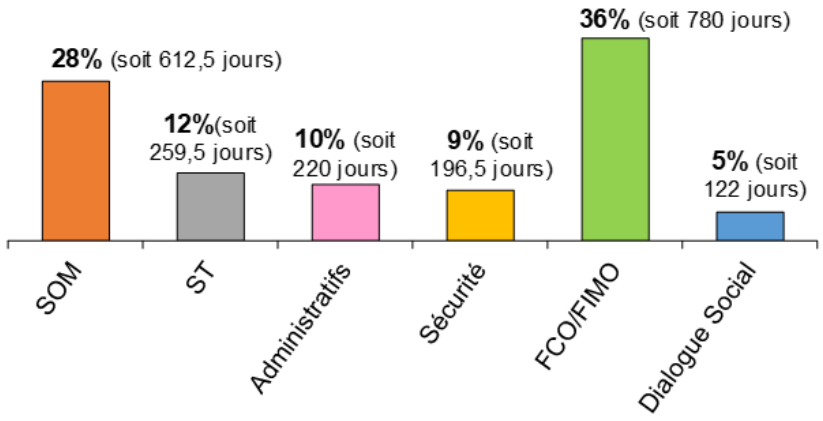
### *5.2.2. Formation*

Le bilan des actions de formation de l'année 2021 s'établit à 2 190,5 jours de formation soit un plan de formation représentant 2,06% de la masse salariale. Cela équivaut à une augmentation de près de 14% du nombre de jours de formation par rapport à 2020. L'évolution principale entre les deux années est principalement dû à la reprise des formations suite à la crise sanitaire de 2020. L'année 2021 a malgré tout

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

continué d'être impactée par la crise sanitaire qui a contraint l'organisation de certaines sessions de formation.

Répartition du nombre de jours de formation sur 2021 :




### 5.3. Climat social

La vie sociale de l'établissement s'est organisée au cours de cette année 2020 autour de la gestion de la crise sanitaire, l'accord NAO et les renouvellements des appels d'offres sur les contrat santé et prévoyance et la conclusion d'un accord d'entreprise sur le télétravail.

**Accord d'intéressement du 24 juin 2021 couvrant les exercices annuels de 2021 et 2022**

**Accord d'Entreprise NAO du 8 juillet 2021**

Évolution de la valeur du point de 1,10 % en niveau.
Dispositions concernant notamment la professionnalisation des métiers d'exploitation, la gestion des projets impactant l'organisation du travail, les formations métiers, les déroulés de carrières, et d'autres mesures concernant les services techniques et le SOM.

➲ **Les mouvements sociaux :**

Deux préavis de grève ont été déposés en 2021 par les organisations syndicales CGT et SATUC-UNSA.

- **Deux préavis de grève :**

  - **CGT du 4 février 2021 au 31 décembre 2021**

Le préavis déposé par la CGT contient pour partie des points dont la résolution ne relève pas du champ d'intervention de la Direction de l'établissement (mise en place d'un plan de soutien de l'activité du transport de voyageurs par des mécanismes nationaux de compensations des pertes des recettes et du versement mobilité en contrepartie du maintien de l'offre, des emplois actuels et des salaires, la suspension des appels d'offre en cours et intégration de clauses sociales dans les cahiers des charges pour maintenir les statuts sociaux des salariés des réseaux mis en concurrence, ….) D'autre points concernaient

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

la mise en place de solutions pérennes aux problèmes récurrents d'insécurité : agressions, incivilités, respect des infrastructures bus et tram, aménagements de voierie diminuant les risques de conflits, problématiques liées au COVID19, etc….

- **SATUC- UNSA du 25 février 2021 au 31 décembre 2021**

Le préavis déposé par SATUC-UNSA porte sur les conflits, agressions et incivilités de plus en plus accentués et fréquents sur le réseau, avec la demande de mise en place de moyens humains pour T2C conjointement avec la police nationale et la police municipale.

- **Mouvements de grève :**
  - Journée du 4 février 2021
  - Journée du 5 octobre 2021

## 5.4. Gestion environnementale

### *5.4.1. Actions de réduction des émissions de GES*

Sur 2021, nous avons poursuivi les actions engagées les années précédentes :

- **Limiter les fuites de fluides frigorigènes**
  - Maintenance préventive sur les blocs de climatisation des véhicules bus et tramway, par du personnel habilité. Ce préventif permet un suivi précis de la consommation des fluides.

- **Réduire la consommation électrique**
  - Au fur et à mesure du remplacement de l'éclairage industriel, les blocs à ballast électronique et les tubes à haute efficacité, ayant un meilleur rendement d'un point de vue consommation, sont généralisés.
  - Pour l'éclairage extérieur, en fonction du remplacement des lampes il est installé progressivement des lampes à haute efficacité (10 000 lumens pour 100W). Certains éclairages sont également remplacés par un éclairage à LED

- **Réduire la consommation gazole**
  - La formation à l'éco-conduite est dispensée tous les 5 ans à l'ensemble des conducteurs dans le cadre de la FCO, Formation Continue Obligatoire. Cette sensibilisation à l'éco-conduite comprend l'utilisation d'un véhicule équipé de capteurs qui objective la consommation de carburant en fonction du type de conduite.
  - Une animation est par ailleurs réalisée sur le terrain lors des suivis de conduite par la maîtrise d'encadrement auprès des conducteurs.
  - Des campagnes de sensibilisation sont effectuées régulièrement auprès des conducteurs pour limiter l'utilisation des moteurs en terminus tout en préservant un minimum de confort pour la clientèle (chauffage / climatisation).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### *5.4.2. Tri des déchets*

Le tri systématique des déchets sur l'ensemble des sites de T2C est toujours en place. Une poubelle compartimentée est installée à chaque poste de travail, permettant de trier le papier des déchets ultimes. Dans les ateliers, des bennes dédiées permettent le tri des déchets industriels. Régulièrement, en lien avec le prestataire, les magasins et les équipes nous revoyons le type de bennes nécessaires et leur emplacement sur nos sites, afin de répondre au mieux aux exigences réglementaires ainsi qu'aux besoins des utilisateurs.

### *5.4.3. Réglementaire – Gaz à effet de serre*

Chaque année nous calculons les gaz à effet de serre (CO2 équivalent) émis lors d'un déplacement sur le réseau. Ces informations sont communiquées auprès de la clientèle : sur notre site Internet, à l'Espace T2C, dans les véhicules sur le voussoir Tarifs, aux arrêts de bus et stations tram sur le document « S'informer », chez les dépositaires sur l'affiche Tarifs, ainsi que dans nos documents commerciaux Guide horaire et dépliant Tarifs.
Ci-dessus les résultats des 3 dernières années :

**TABLEAU GLOBAL**

| 2- Les émissions par voyage ou voyageur.kilomètre | ANNEE 2019 (données 2018) | | ANNEE 2020 (données 2019) | | ANNEE 2021 (données 2020) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Emissions par voyage g CO2e/passager | Emissions par voy.km | Emissions par voyage g CO2e/passager | Emissions par voy.km | Emissions par voyage g CO2e/passager | Emissions par voy.km |
| Gazole ARTICULE (T2C) | 438,06 | 85,89 | 454,10 | 89,04 | 539,44 | 105,77 |
| Gazole STANDARD (T2C) | 743,50 | 145,78 | 775,68 | 152,09 | 1116,86 | 218,99 |
| GNV (T2C) | 736,88 | 144,49 | 709,91 | 139,20 | 1057,04 | 207,26 |
| AUTRES SERVICES AFFRETES T2C/SMTC (L. 26-27-28, interurbaines dont L.32-33, navette PDD, navette Montjuzet, BEN, TàD, TàD PMR) | 1497,95 | 293,72 | 1351,72 | 265,04 | 1381,05 | 270,79 |
| Traction électrique (Tramway) | 19,39 | 3,80 | 19,79 | 3,88 | 26,55 | 5,21 |
| TOTAL T2C/SMTC | 371,65 | 72,87 | 341,52 | 66,96 | 422,38 | 82,82 |

En 2018, les travaux sur la plateforme du tram ont pour conséquence une moindre utilisation du tramway et une augmentation de l'utilisation de bus articulés gazole, avec la mise en place de la ligne de substitution Bus A.
En 2019, année sans suspension de la ligne de tramway, nous constatons une baisse de l'émission des gaz à effet de serre, par voyageur et par kilomètre effectué.
En 2020, le résultat en augmentation est expliqué par une baisse importante de la fréquentation due à la crise sanitaire, donc une moindre efficacité ramenée au voyageur transporté.
Nous sommes dans l'attente des données 2021 des affrétés pour le calcul des émissions de 2021. Dès calcul, nous transmettrons le bilan des émissions GES au SMTC.

### *5.4.4. Sensibilisation*

Tout marché de fourniture intègre des clauses environnementales sur le type de fourniture, leur conditionnement et leur livraison.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Tout salarié de T2C a reçu un livret QSE, qui rappelle les bons gestes et les comportements à tenir en matière de sécurité et d'environnement.
Tout nouvel embauché à T2C reçoit du formateur Santé et Sécurité au Travail une formation à la sécurité, dans laquelle est abordée la partie environnementale. Le livret QSE lui est alors remis

## 5.5. Santé et sécurité au travail

Cette activité se base sur la prévention, l'objectif étant de réduire le nombre d'accidents du travail, et de maladie professionnelle, en travaillant sur la réduction des différents risques identifiés dans le document unique, comprenant également les risques liés à la pénibilité.
Le Document Unique, document obligatoire, regroupe par activité les risques professionnels identifiés et évalués selon une grille comprenant le niveau de gravité, d'exposition ainsi que la fréquence. La mise à jour de ce document unique est réalisée annuellement et partagé avec la CSSCT. Il donne lieu à un plan d'actions annuel.

### *5.5.1. La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19*

La crise sanitaire s'est poursuivi sur 2021, avec deux périodes de confinement. Les dispositions décrites ci-après ont perduré sur 2021 :

- Un référent Covid-19 désigné en 2020, pour référencer et analyser en lien avec le service RH les différents décrets et protocoles sanitaires, afin de les décliner au sein de notre organisation, et intervenir en appui des équipes pour l'application des textes et consignes et la mise en place de protocole sanitaire
- Le guide des consignes sanitaires a été mis à jour suivant l'évolution de la pandémie, pour mise à disposition de l'ensemble du personnel. Il est par ailleurs remis à tout nouvel arrivant dont des stagiaires, CDD… Il décline les gestes barrières et autres consignes selon les activités de T2C, comprenant les protocoles spécifiques pour les réfectoires et autres lieux communs (port du masque, mise à disposition de gel et lingettes, sens de circulation, jauges des salles de réunion/repos/réfectoires, utilisation des réfectoires et coin-pause, sens de circulation, bureaux individuels/partagés, ateliers, activités externes, vestiaires, utilisation des VL…)
- Des notes d'information ainsi que des campagnes d'affichage basées sur les documents nationaux et relayées sur une rubrique COVID-19 de notre Intranet IRIS, ont continué à être déployées s'agissant des gestes barrières, des mesures d'organisation, des procédures de cas-contact/cas positif...
- Le protocole de désinfection de la flotte de véhicules, ainsi que des espaces communs et bureaux partagés, est toujours en vigueur
- La procédure de prise en charge du personnel dans le cas d'une suspicion de contamination à la Covid-19 a été mise à jour et déclinée en fiches réflexes diffusées et publiées sur notre Intranet. Elle décrit la marche à suivre en fonction des différentes situations et activités que l'on connait à T2C : une personne présentant des symptômes, cas contact, au bureau, à l'atelier, sur le réseau…
- Le télétravail a été rendu obligatoire, si l'activité s'y prêtait, plusieurs jours par semaine lors des différentes vagues épidémiques et selon les protocoles gouvernementaux
- Le document unique a été adapté prenant en compte ce nouveau risque professionnel lié à la contamination et décrivant les moyens collectifs et individuels mis en place pour le maîtriser

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- Une information régulière a été portée par la Direction générale et les Ressources humaines auprès de la CSSCT et du CSE

### *5.5.2. Les formations sécurité réglementaires*

Tout nouveau salarié suit une séance de formation à la sécurité, que ce soit sur les sites de T2C ou sur le réseau. On lui remet alors un livret QSE rappelant les consignes de sécurité. Le contenu de la séance est adapté selon l'activité (activité de maintenance dans les ateliers, activité administrative).

Suite au départ à la retraite du formateur Santé-Sécurité au Travail, un nouveau formateur SST a été nommé en interne pour 40% de son temps, formé et habilité à dispenser les formations sécurité obligatoires, qu'elles soient initiales ou de recyclage.
Les activités concernées par les formations réglementaires dispensées en interne concernent les chariots élévateurs, les ponts roulants, les plateformes élévatrices, les balayeuses, les engins de déneigement, le travail et le secours en hauteur. Les habilitations électriques, quant à elles, sont dispensées par un organisme externe.
Sur 2021, nous avons organisé 27 sessions de formation internes pour 113 personnes à former ou à recycler.
Nous avons par ailleurs environ 80 personnes formées sauveteurs secouristes du travail (SST), réparties sur l'ensemble de nos trois sites. Ces personnes sont recyclées 1 jour tous les 2 ans, par le formateur interne SST.

### *5.5.3. Les actions de sensibilisation*

En raison du contexte sanitaire, nous avons limité les *causeries* sécurité.

Fin 2021, nous avons organisé sur chacun des sites de Pardieu et Champratel, une journée de sensibilisation sur la Santé au travail a été organisée en collaboration avec la CSSCT. Nous avons fait appel à des organismes pour animer des stands :

- L'AIST (la médecine du travail) : la sédentarité, la nutrition, l'hypovigilance
- Le Centre de coordination Auvergne Rhône-Alpes Dépistage des cancers / CHU : prévention du cancer et dépistage
- La MAS (Mutuelle d'Action Sociale de T2C) : présentation de leurs activités
- L'EIPAS sur les risques psychosociaux et la Qualité de vie au travail a animé un atelier portant sur « la gestion des émotions face à l'agressivité des usagers »

145 personnes sont passées sur les stands et 65 personnes ont suivi l'atelier animé par les psychologues de l'EIPAS.

### *5.5.4. Les accidents du travail*

Conçu avec le service RH, un document dénommé « Recueil de faits » permet de recueillir les éléments de contexte des accidents du travail. Sur la base de ce document, il peut être décidé de mener une analyse de l'accident, construite avec l'outil méthodologique qu'est l'arbre des causes. Cette analyse réalisée conjointement avec la CSSCT permet d'identifier les facteurs déclencheurs, et de prendre des mesures

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

correctives, voire amélioratrices. En général, un plan d'actions est établi, avec un flash sécurité qui permet de communiquer et de sensibiliser les équipes autour de l'accident.
Sur 2021, nous avons réalisé 6 analyses d'accident du travail, qui ont conduit à des plans d'action et/ou des flashs sécurité, rappelant les consignes de sécurité.

Depuis 2020, nous disposons d'un local de premier secours sur l'atelier de Pardieu afin de traiter les accidents bénins, non caractérisés comme des accidents du travail. Ce local répond aux critères requis (présence de l'armoire à pharmacie, d'un lit, d'un point d'eau, d'électricité, accès d'un brancard, accès pour les secours). Il a été validé par la CARSAT et la médecine du travail. Suite à quoi, la CARSAT nous a transmis un registre que nous complétons afin de référencer ces accidents bénins. Ce registre est à la disposition des services de santé, CARSAT et Inspection du travail. Il est prévu sur 2022 de mettre en place un même local sur Champratel.

### *5.5.5. Les analyses au poste de travail*

Dans le cadre du plan d'actions annuel, ou à la demande de la CSSCT, ou dans la suite d'accidents AT, il est procédé à des analyses de poste de travail, sous l'angle de la sécurité : analyse de l'environnement de travail (bruit, …), des outillages utilisés, des postures, des équipements de protection individuelle ou collective… Les tâches de la mission analysées sont décomposées en une série d'étapes afin d'identifier les risques éventuels. Un plan d'actions est alors établi permettant de prendre des mesures préventives.

### *5.5.6. Lutte contre l'incendie*

S'agissant des moyens de lutte contre l'incendie, une visite annuelle des installations concourant à lutter contre l'incendie est réalisée par le responsable et le formateur SST. Elle consiste à vérifier la présence et l'accessibilité des dispositifs comme les extincteurs, les RIA (robinet d'incendie armé), les blocs autonomes d'éclairage de secours …
Par ailleurs nous avons formé environ 45 équipiers d'évacuation ou équipiers incendie (formés à l'utilisation des extincteurs), basé sur le volontariat. Tout nouveau salarié, lors de sa formation sécurité, apprend par ailleurs à utiliser un extincteur. Ces personnes sont recyclées une fois par an, par le formateur interne de T2C.
Enfin, il est réalisé une fois par an des exercices d'évacuation sur l'ensemble de nos sites pour tester l'efficacité des procédures en place.

### *5.5.7. Plans de prévention*

Il est établi systématiquement des **plans de prévention** avec l'ensemble des entreprises extérieures intervenant sur les sites de l'EPIC T2C et si besoin des **protocoles de sécurité** avec les transporteurs. Cette démarche obligatoire a pour objet de prévenir les risques liés à la co-activité dus aux interférences entre les activités, les installations et les matériels des différentes équipes présentes sur un même lieu de travail.
Sur 2021 nous avons établi 34 de plans de prévention.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### *5.5.8. Des partenariats*

Des partenariats ont été établis par le service RH, avec certains organismes extérieurs afin de faire appel à des spécialistes dans des domaines précis, où peut intervenir le responsable SST :

- EIPAS pour la gestion des risques psychosociaux (RPS)
- ANPAA pour la prévention des addictions.

### *5.5.9. Lutte contre les agissements sexistes et le harcèlement sexuel*

La loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a renforcé le cadre juridique contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail. Conformément à cette loi, deux référentes contre les agissements sexistes et le harcèlement sexuel ont été nommées à T2C en 2020, une référente pour la Direction et une référente pour le CSE. Les référentes ont suivi une formation puis élaboré un flyer présentant le contenu de la loi et définissant les deux faits : l'agissement sexiste et le harcèlement sexuel. Ce flyer identifie également les personnes ou organisme qui peuvent être saisis par le personnel. Ce flyer a été distribué à chaque salarié, il est remis à tout nouveau salarié. Il est disponible sur l'intranet IRIS et présent sur l'affichage obligatoire et réglementaire.
Par ailleurs début 2021, une procédure de traitement des signalements a été élaborée par les référentes, et partagée avec le CSE.
Sur le second semestre 2021, un travail sur le contenu d'un module de formation de l'ensemble des encadrants de la Régie a été réalisé en lien avec le CDIFF63 (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et de la Famille). Le contenu a été validé et les sessions planifiées sur le premier trimestre 2022.

## 5.6. Maintenance et évolution du système d'information de la Régie T2C

### *5.6.1. Rappel du périmètre du système d'information*

Le système d'information est composé des éléments suivants :

- 400 postes de travail
- 535 tablettes tactiles
- 200 serveurs
- Plus de 100 éléments actifs composant le cœur du réseau 10 Gb informatique
- 2 salles serveurs distantes de plus de 10 km
- 1 plateforme de virtualisation
- 1 plateforme de stockage sécurisé des données
- 2 autocoms téléphoniques
- Plusieurs éléments garantissant la sécurité informatique (2 firewalls et une plateforme antispam pour protéger la messagerie d'entreprise)

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### *5.6.2. Maintenance du système d'information*

La maintenance du système d'information regroupe un grand nombre de missions. Parmi les principales, nous retrouvons au quotidien :

- Assistance aux utilisateurs
- Gestion des anomalies, des incidents et des pannes sur l'intégralité du système d'information
- Gestion des comptes utilisateurs, des accès aux données et des connexions aux réseaux
- Mise en place des configurations appropriées
- Mise en place des protections et systèmes de sécurité nécessaires
- Déploiement des mises à jour des systèmes et des correctifs de sécurité

### *5.6.3. Traitement de l'obsolescence du système d'information*

La prise en compte et l'anticipation de l'obsolescence informatique sont réalisées au travers et dans le cadre d'un schéma directeur informatique à 7 ans.
Parmi les actions de traitement d'obsolescence réalisées en 2021, nous pouvons retrouver :

- **Migration Panorama**
  L'objectif de ce projet a été de migrer Panorama en dernière version de manière à maintenir notre contrat de maintenance et gérer l'obsolescence logicielle de la GTC. C'est en effet ce système qui permet la supervision de toute l'infrastructure liée au système Tramway (liaisons radio, énergie, serveurs, BIV info voyageur, bornes, vidéosurveillance en ligne, réseaux, etc.).

- **Migration du serveur de fichiers**
  Ce projet a permis de traiter l'obsolescence du serveur de fichiers existant au travers de matériel et de licences déjà existantes au sein de la Régie T2C.

### *5.6.4. Projets structurants pour T2C*

La mission du service informatique implique également de répondre aux demandes spécifiques et de s'adapter en permanence aux évolutions et besoins de la Régie T2C.
Parmi les principaux projets informatiques structurants démarrés, menés ou développés en interne en 2021, nous pouvons citer :

- **Renouvellement du système Billettique**
  Dans le cadre de ce projet, le service informatique a apporté son expertise technique lors du déploiement du nouveau système. Les principales réalisations ont été les suivantes :
  - Accompagnement technique de l'équipe projet fonctionnelle
  - Rédaction et validation des différentes spécifications techniques et fonctionnelles
  - Création et paramétrage des 4 serveurs de la plateforme de tests
  - Création et paramétrage de 33 serveurs pour la billettique
  - Développement de l'outil de migration des données entre l'ancienne et la nouvelle billettique

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- **Renouvellement des outils Commande de service et Graphicage / Habillage**
  Dans le cadre de ce projet, le service informatique a apporté son expertise sur les périmètres de l'infrastructure serveurs nécessaire ainsi que celui des interfaces entre outils métiers lors des différentes étapes de sélection du titulaire du marché (du CCTP au rapport d'analyse pour la CAO du SMTC).

- **Renouvellement du SAE et de l'info voyageurs**
  Dans le cadre de ce projet, le service informatique a apporté son expertise sur les périmètres de l'infrastructure serveurs nécessaire ainsi que celui des interfaces entre outils métiers. Il a par ailleurs assisté le SMTC lors du dialogue compétitif avec les différents candidats.

- **Renouvellement du logiciel RH**
  Dans le cadre de ce projet, le service informatique a apporté son expertise sur les périmètres de l'infrastructure serveurs nécessaire ainsi que celui des interfaces entre outils métiers lors des différentes étapes de sélection du titulaire du marché (du CCTP au rapport d'analyse pour la CAO du SMTC).

- **Renouvellement de marchés publics structurants pour le SI**
  L'année 2021 a été l'occasion de renouveler un certain nombre de marchés publics structurants. Parmi les plus importants, on peut retrouver :
  - Maintenance de la plateforme de virtualisation
  - Maintenance du système de sauvegarde des données
  - Maintenance de 3 outils liés à la sécurité du système d'informations
  - 3 accords cadre d'achat de petits matériels et pièces détachées, de licences et de toner
  - 2 accords cadre liés aux SMS commerciaux et aux SMS d'horaires aux arrêts.

- **Audit cybersécurité**
  Ce projet a été lancé dans l'objectif d'améliorer la maîtrise des risques potentiels liés à la sécurité du système d'information. Il a été réalisé au travers d'un audit combiné (Architecture, Intrusion et Configuration) de manière à obtenir une évaluation du niveau de sécurité des actifs sensibles du SI au regard des normes et des standards de sécurité. Parmi les tests qui ont pu être réalisés, on peut retrouver :
  - Tests d'intrusion depuis Internet
  - Tests d'intrusion depuis le réseau interne
  - Test d'intrusion depuis les réseaux Wifi
  - Tests offensifs sur les serveurs critiques garantissant la sécurité des accès
  - Evaluation des actifs publiés sur internet
  - Audit du code source des logiciels développés sur tablette pour les agents de maîtrise et les conducteurs

- **RGPD**
  Concernant ce projet, l'année 2021 a été axée principalement à la finalisation du registre des traitements avec le recensement de plus de 370 traitements distincts.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

### *5.6.5. Evolution du système d'information*

La mission du service informatique implique également de répondre aux demandes spécifiques et de s'adapter en permanence aux évolutions et besoins de la Régie T2C. Parmi les principaux projets d'évolution démarrés, menés ou développés en interne en 2021, nous pouvons citer :

- **Tablettes conducteurs**
  Ce projet, démarré en 2020, a été finalisé début 2021 avec la distribution des tablettes tactiles auprès des conducteurs receveurs et la mise en service des outils métiers développés en interne sur 2020 (tableaux de services, plans de lignes, notes de déviations, documents de prise et fin de service, grilles de roulements et notes de service). Cette opération a ainsi permis de lancer la dématérialisation des documents d'exploitation dans le but de les rendre accessible depuis n'importe où, de les lier directement au planning des conducteurs, et d'améliorer les connaissances terrain pour répondre au mieux aux question des clients.

- **Intégration de l'agence commerciale au cœur de réseau 10 Gb**
  Ce projet est l'aboutissement de la mise en service d'un nouveau cœur de réseau 10 Gb entre les sites de Pardieu et Champratel. Il a été réalisé dans le but d'optimiser le transit des flux réseaux bureautiques de l'agence commerciale en s'affranchissant du réseau multi-services (RMS). Cette nouvelle connexion a ainsi permis les améliorations suivantes :
  - Décharger le RMS en termes de transit de données
  - Améliorer les temps d'accès aux données

- **Logiciel BMA format THR2**
  L'objectif de ce projet a été de faire évoluer le logiciel d'analyse des fichiers BMA développé en 2010 de manière à pouvoir aussi prendre en compte le nouveau format BMA des nouvelles rames THR2. Chaque rame dispose en effet d'un boitier BMA qui est relié au SAE embarqué et qui enregistre tous les événements qui surviennent au cours de l'exploitation. Parmi les principales fonctionnalités de ce logiciel, on peut retrouver :
  - Visualisation des écarts de vitesse en déterminant la zone dans laquelle se trouve la rame, et en comparant la vitesse limite autorisée dans cette zone
  - Génération suivant les données d'une rame d'un graphique de type "Accidentologie", basé sur une période de 5 mn, qui synthétise la vitesse, les limitations de vitesse, l'accélération, l'allumage des phares, le klaxon, la clochette, l'usage des freins UCD et TCU. Le graphique produit peut être séquentiel, proportionnel au temps ou bien proportionnel à la distance.

- **Logiciel Observation conduite**
  Ce logiciel permet d'effectuer des observations de conduite en ligne des conducteurs. Ces observations sont effectuées par les responsables d'équipes en fonction du besoin de suivi (Suivi Bus, Suivi Tram, Préparation rame). Il permet un suivi individuel de l'évolution des différentes observations de conduite effectuées et permet également une synthèse générale par période et par catégories (suivi bus et suivi tram). Le logiciel donne la possibilité de générer un document dématérialisé signé électroniquement par les 2 parties (observateurs, observés) et de le mettre automatiquement à disposition du conducteur dans sa tablette tactile.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- **Mise en accessibilité du livret conducteur**
  L'objectif de ce projet a été de mettre à disposition du service Exploitation un module de gestion de documents permettant de diffuser sur les tablettes tactiles des conducteurs différents documents relatifs à leur métier, de manière ordonnée et accessible.

- **Gestion des rapports des caméras individuelles**
  Depuis l'équipement des agents du contrôle en caméras individuelles, ces derniers doivent rédiger un rapport à chaque déclenchement de la caméra.
  C'est donc dans le but de faciliter la saisie et d'harmoniser les rapports transmis que ce logiciel a été développé, il permet ainsi de :
  - Saisir un rapport type et de le soumettre à son responsable
  - Valider le rapport et saisir des informations complémentaires (responsable de service)
  - Générer un rapport sur une période donnée, qui recense l'ensemble des statistiques demandées par les services de l'état
  - Proposer un sondage aux agents pour recueillir leur retour sur l'utilisation de la caméra individuelle

- **Consultation des fiches C1**
  Dans le but d'optimiser le travail des gestionnaires, il a été développé et mis en service un module de génération et d'envoi aux conducteurs de l'état de leurs compteurs de suivi, sur une période donnée.

- **Logiciel Qualité commercial V2**
  Le logiciel Qualité commercial est une application qualité mobile qui permet un gain de temps et de fiabilité dans les contrôles Qualité, tout en rendant la tâche plus aisée pour les contrôleurs. Les contrôles permettent d'évaluer les critères de propreté, d'information ou bien encore de disponibilité des équipements.
  L'évolution majeure développée cette année a eu pour but de :
  - Ajouter un module d'analyse et d'éditions
  - Générer automatiquement les indicateurs qualité adaptés à chaque type de contrôle

- **Logiciel Réclamations V2**
  Le logiciel réclamation permet de recueillir et gérer les réclamations clientes. L'évolution majeure développée cette année a eu pour but de :
  - Faciliter la saisie et le suivi des réclamations, ainsi que leur classification (domaine, services, agents concernés, etc.)
  - Générer mensuellement et automatiquement un rapport permettant de mettre à disposition les statistiques complètes relatives aux réclamations

- **Logiciel d'analyse de la Dette Repos-Congés**
  Ce projet a été réalisé dans le but de mettre à disposition de la Direction un outil d'analyse et de comparaison de l'évolution de la dette repos-congés des services d'une année sur l'autre. Cet outil récupère automatiquement les soldes et produit un tableau de bord intégrant de nombreux états d'impression

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- **Interface Nouvelle billettique vers outil de gestion des ventes (GDV)**
  Ce projet a été réalisé dans le but de faire transiter les données de vente de la nouvelle billettique vers l'outil de recette GDV. Il permet ainsi de rendre compatible les données entre les 2 systèmes, mais également la centralisation, la visualisation, et la vérification des données de vente.

### 5.7. Commande Publique

Le Pôle Commande Publique (PCP) a traité 48 procédures d'adjudication en 2021 :

- 28 en procédures adaptées (inférieures aux seuils),
- 10 en procédures formalisées (supérieures aux seuils),
- 10 procédures négociées sans publicité.

A cette occasion, le PCP a reçu et traité 181 offres dématérialisées. La Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) s'est réunie 6 fois.

Le PCP a également traité 8 dossiers, dans le cadre du mandat confié par le SMTC :

- 4 procédures lancées,
- 2 procédures attribuées (Logiciel RH / Logiciel GH-CDS-PDS) par la CAO du SMTC,
- 2 procédures sans suites (travaux Champratel).

L'année 2021 a été marquée par plusieurs évolutions et dossiers :

- Des perturbations dans l'exécution des marchés publics du fait de la crise sanitaire entraînant dans certains cas une augmentation des prix,
- La prise en charge par voie d'avenants des conséquences de la crise pour les affrétés (indemnités)
- Le rapport de la Chambre Régionale des Comptes : ce rapport n'a pas formulé de remarques spécifiques ou de recommandations sur l'activité des marchés publics de la Régie.

### 5.8. Gestion des investissements et des immobilisations

Le processus investissement s'est considérablement étoffé avec la possibilité donnée à la Régie de réaliser des investissements s'inscrivant dans le cadre de l'inventaire B et financés par une subvention d'équipement du SMTC de 1 000 000 €.

La gestion des investissements inclut le suivi de la subvention d'investissement. La synthèse de ce suivi est présentée au chapitre 6.2.

Le bilan au 31 décembre 2021 des immobilisations mises à disposition de T2C par le SMTC mais également celles acquises directement par T2C (inventaire B) est disponible en annexe 17.

***Références chapitre 5 - L'ORGANISATION ET LA GESTION DE LA REGIE :***
***Annexe 14a/b/c/d : éléments de Bilan Social***
***Annexe 15 : organigramme***
***Annexe 17 : immobilisations***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# 6. LES DONNEES FINANCIERES

## 6.1. Recettes commerciales

La recette commerciale 2021 s'établit à 11 393 422 € soit un rebond de +28% par rapport à 2020 (+2,5 M€) mais en retrait de -6,2% par rapport à l'objectif (-753 K€) et de -20% par rapport à la recette commerciale de 2019.

Ces éléments permettent de mesurer l'impact encore très présent de la crise sanitaire sur les recettes commerciales. Rappelons ainsi que la fréquentation des transports en commun était inférieure à celle de 2019 de l'ordre de -40% en début d'année 2021 et de l'ordre de -15% sur le second semestre 2021.

A noter également la mise en place de l'expérimentation (sur 2 ans) de la gratuité les week-ends, à partir du 4 décembre 2021 non prise en compte dans la prévision annuelle des ventes et recettes 2021.

| Recettes | 2019 | 2020 | Objectif 2021 | 2021 | 2021 vs Obj. 2021 Ecart | 2021 vs Obj. 2021 % écart | 2021 vs 2019 Ecart | 2021 vs 2019 % écart | 2019 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abonnés mensuels | 3 647 256 | 2 066 345 | 2 844 768 | 2 579 125 | -265 643 | -9,3% | -1 068 131 | -29,3% | 45,2% | 38,9% |
| Abonnés annuels | 4 430 684 | 3 459 335 | 4 265 073 | 4 050 035 | -215 038 | -5,0% | -380 649 | -8,6% | 54,8% | 61,1% |
| **Clients abonnés** | **8 077 939** | **5 525 680** | **7 109 841** | **6 629 159** | **-480 682** | **-6,8%** | **-1 448 780** | **-17,9%** | **100,0%** | **100,0%** |
| Tickets unités | 2 382 926 | 1 270 372 | 1 900 679 | 2 040 263 | 139 584 | 7,3% | -342 663 | -14,4% | 39,9% | 45,6% |
| Carnets de 10 tickets | 3 283 031 | 1 732 398 | 2 657 837 | 2 253 479 | -404 358 | -15,2% | -1 029 552 | -31,4% | 55,0% | 50,3% |
| Autres titres occasionnels | 301 788 | 161 778 | 198 174 | 183 966 | -14 208 | -7,2% | -117 822 | -39,0% | 5,1% | 4,1% |
| **Clients occasionnels** | **5 967 745** | **3 164 548** | **4 756 690** | **4 477 708** | **-278 982** | **-5,9%** | **-1 490 037** | **-25,0%** | **100,0%** | **100,0%** |
| Produits annexes nets | 260 981 | 194 602 | 279 680 | 286 555 | 6 875 | 2,5% | 25 574 | 9,8% | | |
| **Total régie de recettes** | **14 306 666** | **8 884 830** | **12 146 211** | **11 393 422** | **-752 789** | **-6,2%** | **-2 913 244** | **-20,4%** | | |

La part des recettes issue des titres occasionnels évolue de 36,2% en 2020 à 39,3% en 2021 mais reste encore inférieure au niveau de 2019 (41,7%). On peut ainsi signaler, la bonne tenue des ventes de tickets unités qui s'affichent à un niveau supérieur à la prévision (+7,3%) avec une part non négligeable de tickets vendus par SMS (25%). Toutefois, en comparaison avec 2019, les ventes de tickets unités sont en recul de -14% sur l'année, soit une perte de recette proche de -340 000 €.

Les ventes de carnets s'établissent pour 2021 en décalage avec la prévision, et ce de manière assez significative, de l'ordre de -15%. En comparaison avec 2019, cela correspond à une baisse des ventes de l'ordre de -34%, soit une perte de recette proche de -1 030 000 €.

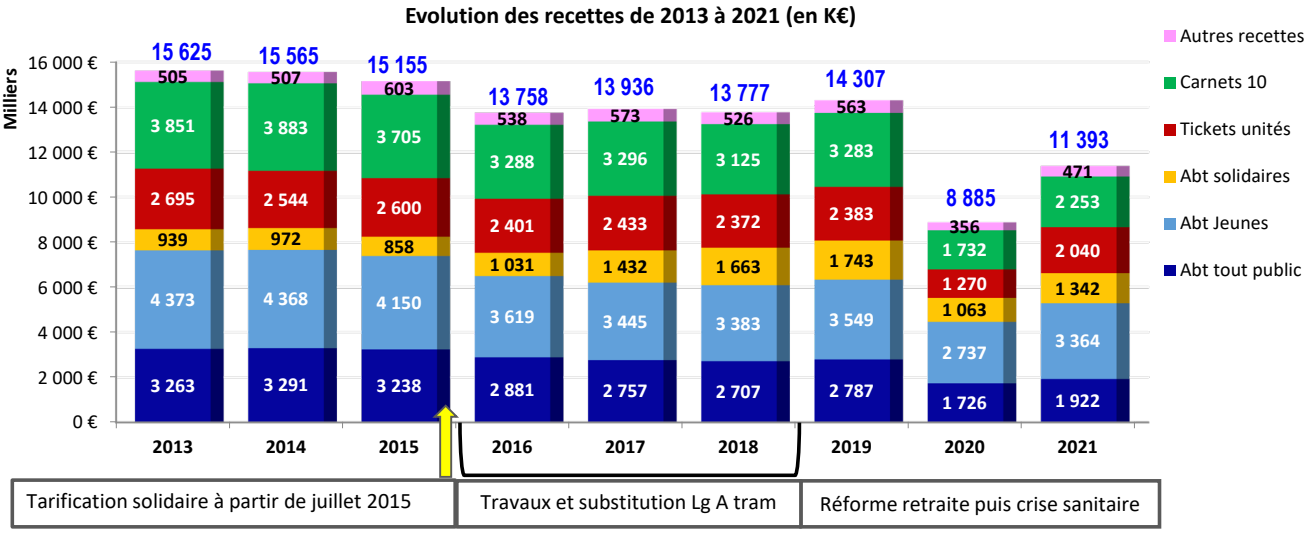
| Recettes | 2019 | 2020 | Objectif 2021 | 2021 | 2021 vs Obj. 2021 Ecart | 2021 vs Obj. 2021 % écart | 2021 vs 2019 Ecart | 2021 vs 2019 % écart | 2019 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Clients abonnés | 8 077 939 | 5 525 680 | 7 109 841 | 6 629 159 | -480 682 | -6,8% | -1 448 780 | -17,9% | 56,5% | 58,2% |
| Clients occasionnels | 5 967 745 | 3 164 548 | 4 756 690 | 4 477 708 | -278 982 | -5,9% | -1 490 037 | -25,0% | 41,7% | 39,3% |
| Produits annexes nets | 260 981 | 194 602 | 279 680 | 286 555 | 6 875 | 2,5% | 25 574 | 9,8% | 1,8% | 2,5% |
| **Total régie de recettes** | **14 306 666** | **8 884 830** | **12 146 211** | **11 393 422** | **-752 789** | **-6,2%** | **-2 913 244** | **-20,4%** | **100,0%** | **100,0%** |

| Recettes abonnés par segment de clientèle | 2019 | 2020 | Objectif 2021 | 2021 | 2021 vs Obj. 2021 Ecart | 2021 vs Obj. 2021 % écart | 2021 vs 2019 Ecart | 2021 vs 2019 % écart | 2019 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Scolaires et jeunes | 3 548 601 | 2 736 963 | 3 512 155 | 3 364 485 | -147 670 | -4,2% | -184 116 | -5,2% | 43,9% | 50,8% |
| Tous publics | 2 786 679 | 1 725 746 | 2 074 072 | 1 922 359 | -151 713 | -7,3% | -864 320 | -31,0% | 34,5% | 29,0% |
| Solidaires | 1 742 660 | 1 062 970 | 1 523 614 | 1 342 315 | -181 299 | -11,9% | -400 345 | -23,0% | 21,6% | 20,2% |
| **Total recettes abonnés** | **8 077 939** | **5 525 680** | **7 109 841** | **6 629 159** | **-480 682** | **-6,8%** | **-1 448 780** | **-17,9%** | **100,0%** | **100,0%** |

Au global de l'année 2021, la perte de recette des abonnés est d'environ -1 450 000 € en comparaison avec l'activité 2019.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

L'exercice 2021 aura ainsi été marqué par une baisse du nombre de nos abonnés commerciaux. Les ventes d'abonnements sont ainsi en décalage avec la prévision (-6,2% pour les mensuels et -5% pour les annuels), alors que cette dernière prenait en compte des hypothèses d'impact de la crise sanitaire.
De manière générale, les ventes d'abonnements dits « Actifs » (Tout Public, PdME) ont été très marquées par la crise sanitaire en 2021 (-33,6% par rapport à 2019).
Les ventes d'abonnements TER+T2C ont baissé de moitié cette année, comparativement à l'activité 2019.
Cet effet à la baisse est moindre pour la clientèle -26 ans (-5,8% par rapport à 2019) car plus dépendante des transports urbains dans le cadre de ses déplacements.
En ce qui concerne les abonnements solidaires, on note un décalage important avec la prévision pour les tranches -60% et -80%, contrairement à la tranche -92% dont le volume des ventes reste calé sur le prévisionnel. En comparaison avec 2019, les ventes de l'année 2021 ont baissé de -17,2%, ce qui correspond à une perte de recette proche de -400 000 €. Ce résultat est en décalage avec la prévision annuelle des ventes 2021 (-6,2%).




## 6.2. Compte administratif 2021

Le compte administratif 2021 présente un solde positif de 2 964 023,22 € intégrant les titres et mandats émis, les restes à réaliser 2021 et les reports de l'année 2020.
Le résultat net de l'exercice hors restes à réaliser 2021 et hors reports 2020 présente un déficit de -872 951,16€ dont un déficit de -729 934,20 € pour la section de fonctionnement et de -143 016,96 € pour la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| Exécution du budget | Mandats émis | Titres émis | Solde d'exécution |
|---|---|---|---|
| Section exploitation | 80 119 602,64 | 79 389 668,44 | -729 934,20 |
| Section investissement | 1 541 141,89 | 1 398 124,93 | -143 016,96 |
| **TOTAL** | **81 660 744,53** | **80 787 793,37** | **-872 951,16** |

| Report de l'exercice précédent | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|
| Section exploitation (002) | 0,00 | 3 363 385,48 |
| Section investissement (001) | 0,00 | 993 394,77 |
| **TOTAL** | **0,00** | **4 356 780,25** |

| Réalisations de l'exercice (réalisations + report | Mandats émis | Titres émis | Solde d'exécution |
|---|---|---|---|
| Section exploitation | 80 119 602,64 | 82 753 053,92 | 2 633 451,28 |
| Section investissement | 1 541 141,89 | 2 391 519,70 | 850 377,81 |
| **TOTAL (réalisations + reports)** | **81 660 744,53** | **85 144 573,62** | **3 483 829,09** |

| Restes à réaliser de l'exercice | Dépenses | Recettes | Solde avec restes à réaliser |
|---|---|---|---|
| Section exploitation | 0,00 | 0,00 | 2 633 451,28 |
| Section investissement | 519 805,87 | 0,00 | 330 571,94 |
| **TOTAL** | **519 805,87** | **0,00** | **2 964 023,22** |

| Exécution du budget 2021 | Mandats émis | Titres émis | Reports 2020 | Solde d'exécution |
|---|---|---|---|---|
| Section exploitation | 80 119 602,64 | 79 389 668,44 | 3 363 385,48 | 2 633 451,28 |
| Section investissement | 1 541 141,89 | 1 398 124,93 | 993 394,77 | 850 377,81 |
| **TOTAL** | **81 660 744,53** | **80 787 793,37** | **4 356 780,25** | **3 483 829,09** |

Le taux d'exécution budgétaire exprime le rapport des dépenses (hors résultat) et recettes réalisées sur les dépenses et recettes budgétées.

| Taux d'exécution budgétaire | Prévisions budgétaires | Réalisations | Taux d'exécution |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | | | |
| Section de fonctionnement | 81 289 840,00 | 79 389 668,44 | 97,7% |
| Section d'investissement | 1 420 700,00 | 1 398 124,93 | 98,4% |
| **Total des sections** | **82 710 540,00** | **80 787 793,37** | **97,7%** |
| **Dépenses** | | | |
| Section de fonctionnement | 81 289 840,00 | 80 119 602,64 | 98,6% |
| Section d'investissement | 1 420 700,00 | 1 541 141,89 | 108,5% |
| **Total des sections** | **82 710 540,00** | **81 660 744,53** | **98,7%** |
| **Total recettes + dépenses** | | | |
| Section de fonctionnement | 162 579 680,00 | 159 509 271,08 | 98,1% |
| Section d'investissement | 2 841 400,00 | 2 939 266,82 | 103,4% |
| **Total des sections** | **165 421 080,00** | **162 448 537,90** | **98,2%** |

Le taux d'exécution budgétaire s'établit à 98,2% pour l'année 2021 soit en très légère baisse de 0,7 points par rapport à 2020. Comme pour l'an dernier, on peut souligner le résultat sur la section d'investissement. Pour rappel, le SMTC a mis à disposition de T2C sous forme de subvention d'équipement une enveloppe de 1 000 000 € pour l'exercice 2021 afin de procéder à des investissements de premier ordre (matériels, mobiliers, machines-outils, équipements industriels, aménagements).

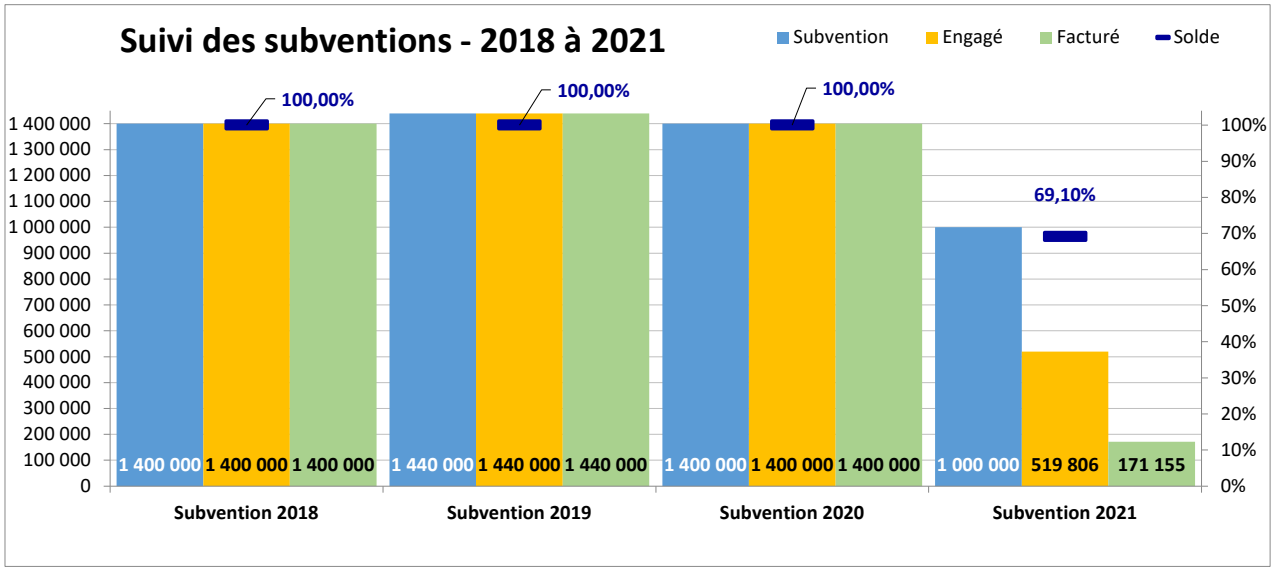
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Sur ce montant théorique de 1 000 K€, on peut noter que 492 K€ ont été mandatés en 2021 soit 49% et 490 K€ ont été engagés et inscrits en reste à réaliser soit également 49 % ce qui représente un total cumulé mandatés + engagés de 98% (cf. chapitre dépenses d'investissement).

On peut observer que la structure des soldes de gestion a évolué par rapport à celle de l'an dernier consécutivement au classement en provision pour risques et charges de la dette liée aux jours de congés inscrits sur le Compte Epargne Temps (CET), conformément à la recommandation de la CRC. Ainsi, la part de la valeur ajoutée apparaît en hausse de plus de 1 point par rapport à 2020 (75,2%). Ce n'est toutefois pas suffisant pour absorber l'ensemble des dépenses d'exploitation, dette CET incluse.
Sur 2021, le résultat d'exploitation est ainsi en déficit et donc largement inférieur à celui de 2020. Il faut rappeler que la prise en compte sur l'exercice 2021 de l'impact du second confinement de novembre 2020 et d'une révision plus faible que prévue pénalisent le résultat final.

Pour ce qui concerne la section d'investissement, le résultat de l'exercice s'établit à -143 016,96 € hors reports de l'année 2020.

L'analyse des consommations des subventions de 2018 à 2021, compte tenu des reports d'une année sur l'autre, révèle une situation un peu différente. Ainsi, le graphique ci-dessous montre que, à fin 2021, l'intégralité des subventions de 2018 à 2020 est bien consommée. La subvention de 2021 dont le montant n'est plus complété à l'instar des trois premières années, quant à elle, est engagée à hauteur de 69%.




Parmi les réalisations principales de l'exercice 2021, nous pouvons citer :

- Des opérations liées aux bâtiments et installations industrielles pour 634 K€ dont :
  - Le renouvellement des chaudières pour 42 K€ (report 2020)
  - Le renouvellement des onduleurs des sous-stations électriques pour 83 K€
  - Le renouvellement des ponts à fûts pour 172 K€ (report 2020).
- Des opérations liées aux matériels et système informatique pour 185 K€ dont 63 K€ pour la migration du logiciel Panorama qui gère la Gestion Technique Centralisée (GTC).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- L'acquisition d'outillages et de machines outil pour un total de 197 K€ dont 96 K€ pour des outillages spécifiques de maintenance Tramway.

L'acquisition de véhicules légers et utilitaires pour un total de 74 K€.

## 6.3. Compte d'exploitation 2021

### *6.3.1. La prestation de service transport 2021 et le compte d'exploitation analytique 2021*

#### La prestation de service 2021

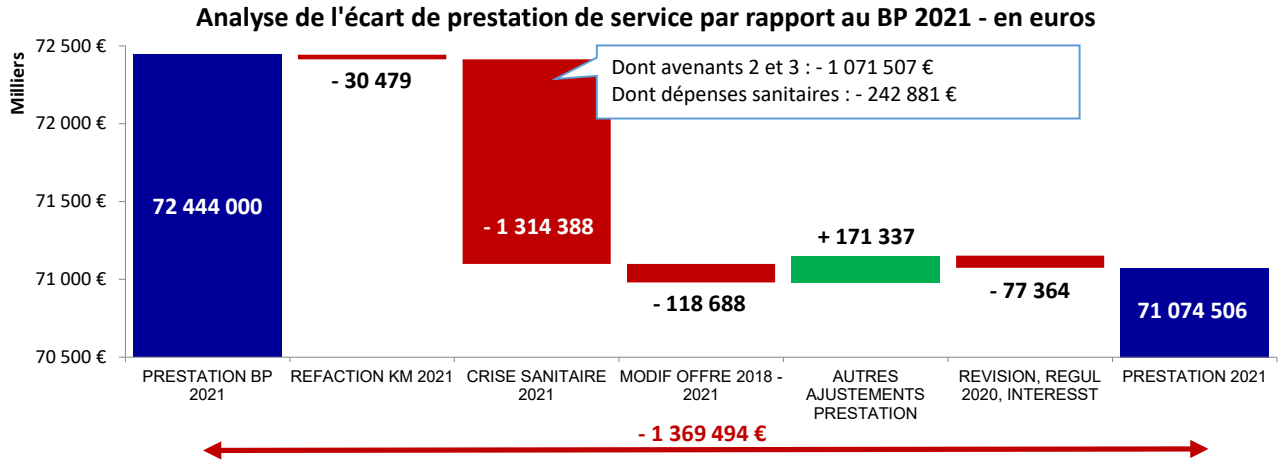
La prestation 2021 s'établit à 71 074 506 € soit un niveau de prestation de service pour 2021 de 71 096 549 € auquel est déduit le montant de la régularisation de la prestation 2020 après clôture 2020 de -32 885 € et auquel s'ajoutent, pour 10 842 €, les recettes liées au bus de communication InspiRe.

On observe, que l'essentiel de l'écart de prestation trouve son origine dans les éléments liés à la crise sanitaire avec :

- L'impact de l'avenant n°2 au contrat de service public portant sur la période de confinement de novembre 2020 pour un montant de -566 K€
- L'impact de l'avenant n°3 au contrat de service public portant sur la période de confinement d'avril 2021 pour un montant de -505 K€
- La prise en charge par le SMTC des dépenses sanitaires dont le montant réel s'avère inférieur de -243 K€ à celui prévu au budget.

Il faut noter par ailleurs que la révision du contrat pour 2021 affiche un niveau inférieur à celui prévu initialement avec un manque à gagner de -146 K€. Celui-ci aurait pu être plus significatif encore sans le retour de l'inflation en fin d'année 2021 portée notamment par les prix de l'énergie.
A contrario, la prestation 2021 enregistrée dans les comptes inclut une provision d'intéressement de 90 600 € qui n'était pas prévu au budget.

Les différents éléments d'évolution de la prestation de service (hors CET) sont présentés ci-dessous par rapport au budget primitif 2021.

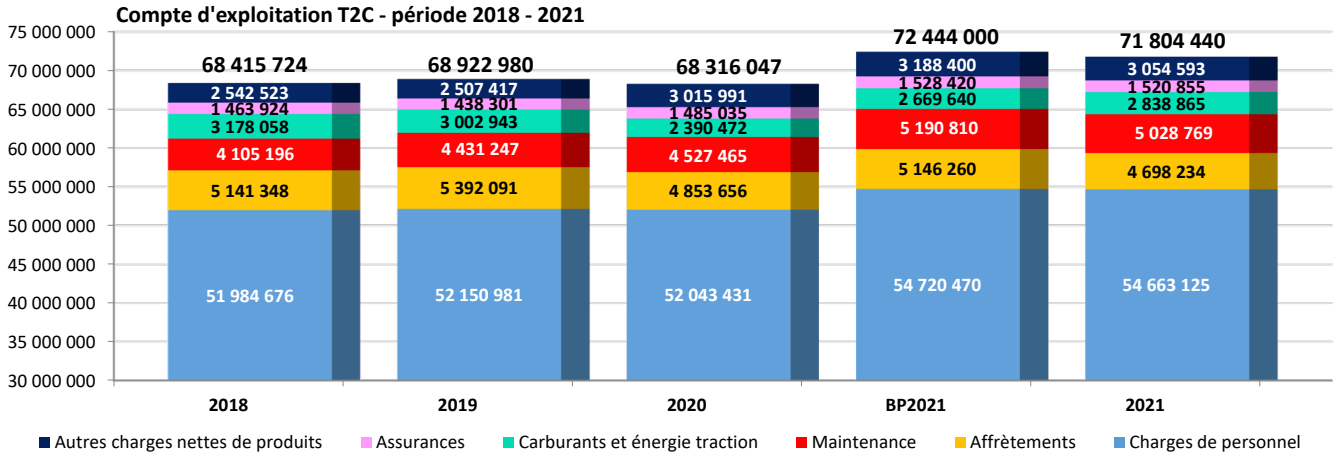


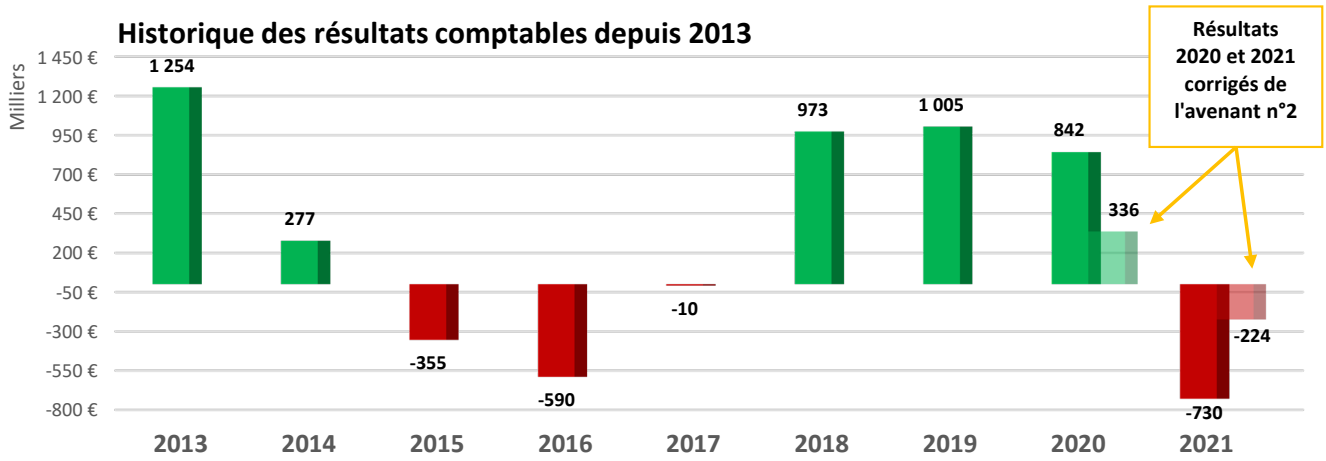
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## Le compte d'exploitation analytique et le résultat 2021

Le niveau de charge nette de la Régie T2C s'établit pour 2021 à 71 804 440 € hors Contribution Economique Territoriale (CET). Compte tenu d'une prestation à 71 074 506 €, l'exercice comptable 2021 est ainsi en déficit de -729 934 €. Nous avions annoncé ce résultat au moment du compte administratif 2020 compte tenu du décalage de la prise en compte de l'avenant n°2 (concernant le confinement de novembre 2020) sur l'exercice 2021 et d'une révision attendue plus faible.

- Le décalage de la prise en compte de l'avenant n°2 concernant la réduction d'activité de novembre 2020 impacte le résultat à hauteur de 566 K€
- L'écart de révision par rapport aux hypothèses de construction budgétaire est évalué à -146 K€




Le graphique précédent relatif aux postes principaux du compte d'exploitation montre un écart au budget de -640 K€. Cet écart s'explique par les principaux postes suivants. Nous détaillerons dans la suite du document, pour les frais de personnel, l'énergie et la maintenance, les éléments constitutifs.

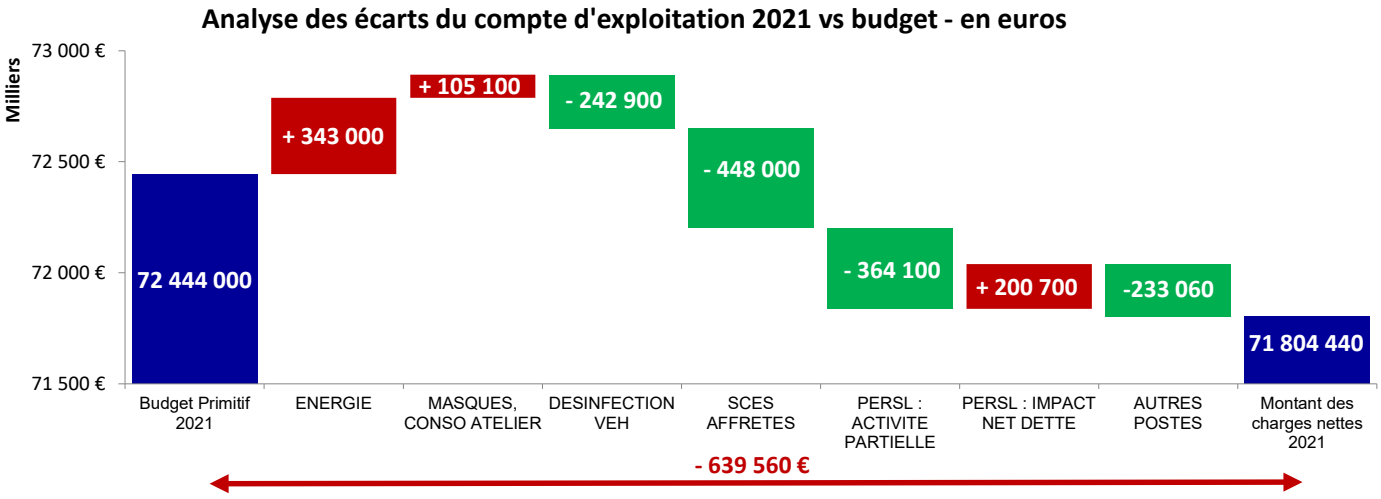
- La hausse continue du prix du gazole depuis la rentrée 2020 a produit des effets au-delà de ce qui était prévu au budget pour un écart significatif de +313 K€.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

- Pour les dépenses sanitaires, si les prestations de désinfection des véhicules sont largement inférieures à celles prévues (-244 K€), les consommations de masques et autres consommables atelier sont en dépassement (+105 K€, une partie des consommations de masques résulte d'une mise au rebut pour non-conformité et n'a pas été refacturée au SMTC).

- Les dépenses d'exploitation affrétés sont nettement inférieures à celle prévues au budget pour -448 K€. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs :
  - Une activité TAD tout public en retrait (-70 K€)
  - L'impact du confinement d'avril 2021(-40 K€)
  - L'impact des modifications d'offre de la rentrée 2021 (-55 K€)
  - Des reprises de provision de l'exercice 2020 liées à l'indexation ou à l'intéressement (-167 K€)
  - Des provisions budgétaires non réalisées (- 110 K€)

- L'activité partielle liée au confinement d'avril 2021 représente une minoration des frais de personnel de -364 K€. Elle est compensée en partie par un surcoût sur la dette repos congés que l'on peut mettre en lien avec un absentéisme encore très fort sur cette exercice.

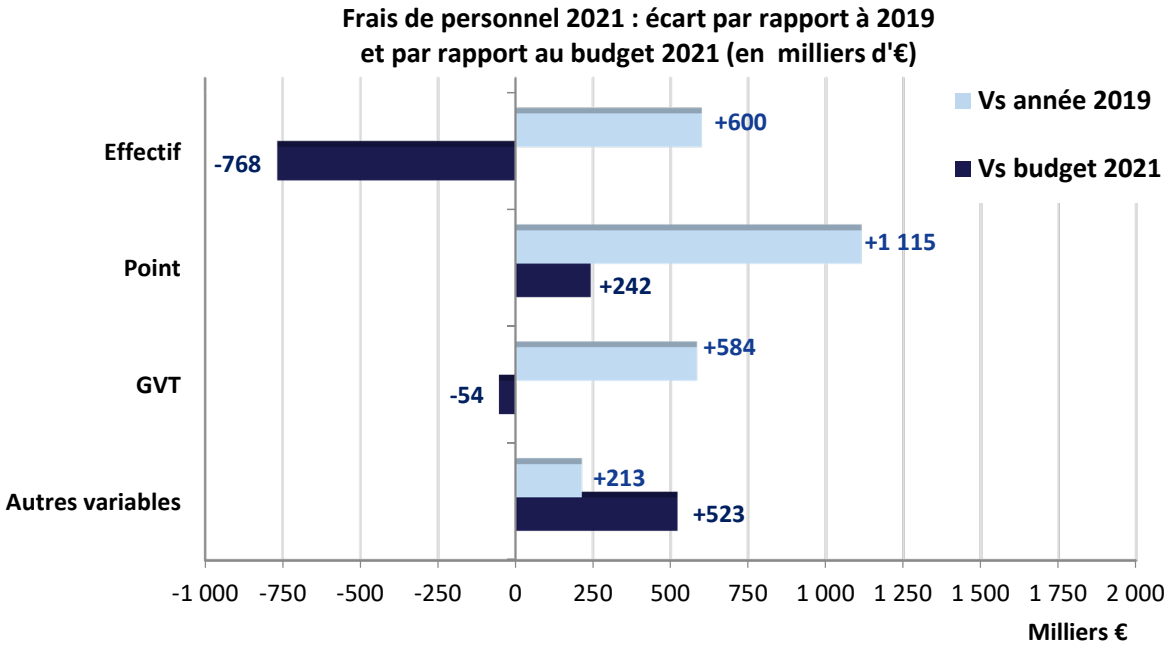



### *6.3.2. Les dépenses de personnel*

Les charges de personnel s'établissent en 2021 à un niveau similaire à celui du budget 2021. La comparaison avec l'année 2020 fait apparaître un écart de +5% largement expliqué par l'impact de la crise sanitaire traduit dans les deux premiers avenants.

| Frais de personnel | 2019 | 2020 | BP 2021 | 2021 | 2021 vs Budget 2021 | | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | Ecart | % écart |
| **Frais de personnel** | **52 150 981** | **52 043 431** | **54 720 470** | **54 663 125** | **-57 345** | **-0,10%** | **2 619 694** | **5,03%** | **2 512 144** | **4,82%** |
| ***Effectif*** | | | | | -767 997 | -1,40% | -268 310 | -0,51% | 599 803 | 1,15% |
| ***Point*** | | | | | 242 074 | 0,44% | 543 457 | 1,04% | 1 115 038 | 2,14% |
| ***GVT*** | | | | | -53 929 | -0,10% | 442 468 | 0,85% | 584 267 | 1,12% |
| ***Primes et taux de charges sociales*** | | | | | 130 803 | 0,24% | -520 274 | -1,00% | 429 486 | 0,82% |
| ***Autres variables (dont variation dette repos congés)*** | | | | | 391 704 | 0,72% | 2 422 353 | 4,64% | -216 450 | -0,42% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




On trouvera ci-après une analyse des principaux paramètres constitutifs des dépenses de personnel.

➲ **Effectif :**

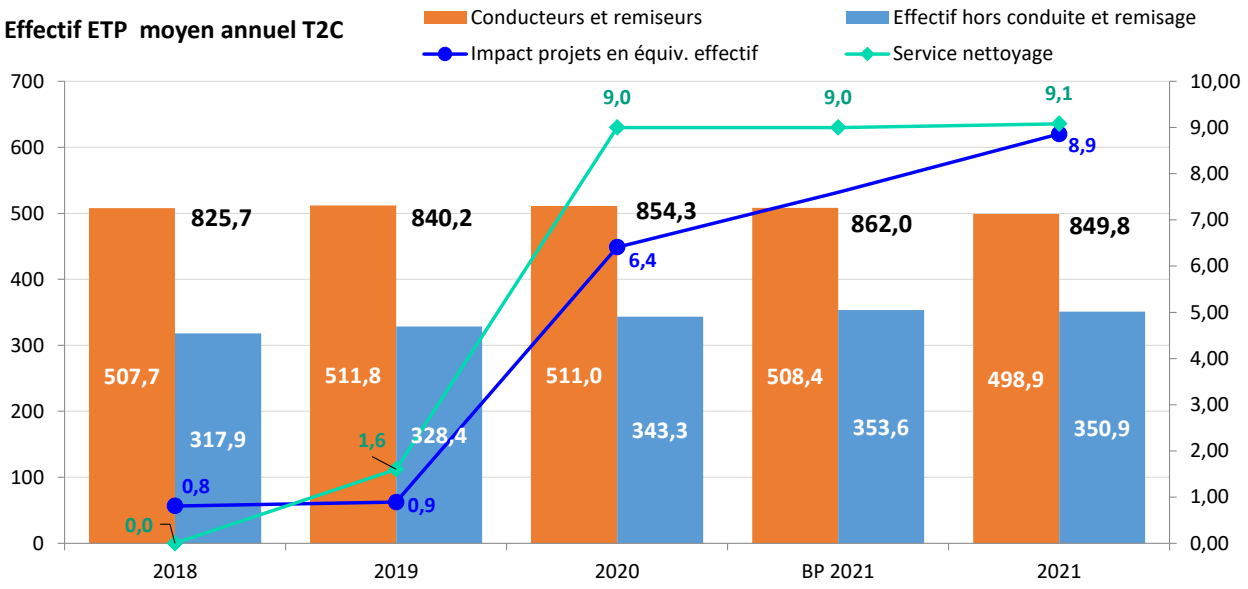
L'effectif moyen annuel équivalent temps plein (ETP) de l'année 2021 s'établit à 849,8 en retrait de -12,1 ETP par rapport au budget (-1,4%) et de 4,4 ETP par rapport à 2020 (-0,5%).

| Effectifs annuels moyens équivalent temps plein | 2019 | 2020 | BP 2021 | 2021 | 2021 vs Budget 2021 | | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | Ecart | % écart |
| Conducteurs | 491,23 | 488,77 | 482,58 | **477,12** | -5,46 | -1,13% | -11,65 | -2,38% | -14,11 | -2,87% |
| Remiseurs et nettoyage | 22,17 | 31,24 | 34,78 | **30,88** | -3,90 | -11,22% | -0,36 | -1,15% | 8,71 | 39,26% |
| Maîtrises exploitation | 79,58 | 81,93 | 84,38 | **84,78** | 0,40 | 0,47% | 2,85 | 3,47% | 5,20 | 6,53% |
| Employés exploitation | 43,81 | 46,53 | 47,67 | **46,00** | -1,67 | -3,50% | -0,53 | -1,14% | 2,19 | 5,00% |
| Opérateurs technique | 79,04 | 77,94 | 80,33 | **77,83** | -2,50 | -3,11% | -0,11 | -0,15% | -1,21 | -1,53% |
| Maîtrises technique | 33,25 | 36,35 | 37,50 | **37,60** | 0,10 | 0,27% | 1,25 | 3,43% | 4,35 | 13,08% |
| Employés administratif | 49,57 | 49,61 | 52,06 | **49,18** | -2,88 | -5,53% | -0,43 | -0,86% | -0,39 | -0,79% |
| Maîtrises administratif | 16,40 | 16,30 | 16,60 | **21,08** | 4,48 | 26,99% | 4,78 | 29,33% | 4,68 | 28,54% |
| Cadres et direction | 25,15 | 25,59 | 26,05 | **25,36** | -0,69 | -2,65% | -0,23 | -0,88% | 0,21 | 0,85% |
| **Effectif annuel moyen ETP** | **840,20** | **854,26** | **861,96** | **849,83** | **-12,13** | -1,41% | **-4,43** | **-0,52%** | **9,63** | **1,15%** |
| **Effectif hors conduite et remisage** | **328,40** | **343,25** | **353,59** | **350,91** | **-2,68** | -0,76% | **7,66** | **2,23%** | **22,51** | **6,86%** |
| **Effectif conduite et remisage** | **511,80** | **511,01** | **508,37** | **498,92** | **-9,45** | -1,86% | **-12,09** | **-2,37%** | **-12,88** | **-2,52%** |
| **Impact projets en équiv. effectif** | **0,89** | **6,41** | **7,60** | **8,86** | | | | | | |
| **Service nettoyage** | **1,60** | **9,00** | **9,00** | **9,08** | | | | | | |

On peut ainsi remarquer que les équipes de conduite (conducteurs et remiseurs) sont en net retrait par rapport à 2020 (-12 ETP) et 2019 (-13 ETP), traduisant l'adaptation des effectifs de production à la baisse de l'offre de service.

Dans le même temps, on observe que l'effectif non roulant évolue de +22,5 ETP entre 2019 et 2021.
Il faut rappeler que, sur la période, la Régie a enregistré l'intégration de l'équipe nettoyage représentant un total de 9 ETP.
Il faut aussi noter que la mobilisation de nos encadrants sur les projets en cours est forte sur la période : l'évaluation en effectif des heures déclarées pour les projets s'établit ainsi à près de 9 ETP.
Au-delà, on peut également rappeler que le renforcement de l'équipe du contrôle suite à la réorganisation des équipes fin 2019 entre intervention et contrôle représente une évolution de +4,5 ETP.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

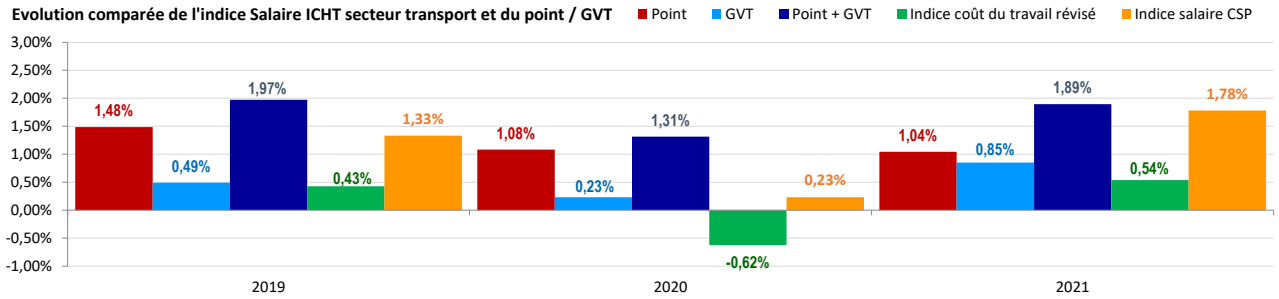



➲ **Point et GVT :**

L'évolution en masse du point T2C affiche une progression de +1,04% par rapport à 2020.

L'évolution du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est positive avec une hausse assez nette de +0,89% par rapport à 2020 soit au niveau de ce qui était attendu au budget (-0,1 points).

En synthèse, l'évolution combinée du point et du GVT s'établit à +1,93% ; elle se situe à 0,1 point au-dessus de celle de l'indice des salaires du contrat de service public tel qu'il est construit dans la formule de révision basé sur l'indice du coût du travail. L'année 2021 sera la dernière année de prise en compte de la révision telle que définie initialement dans le CSP. La clause de revoyure a remis en cause ce principe et défini pour 2022 des masses forfaitaires.

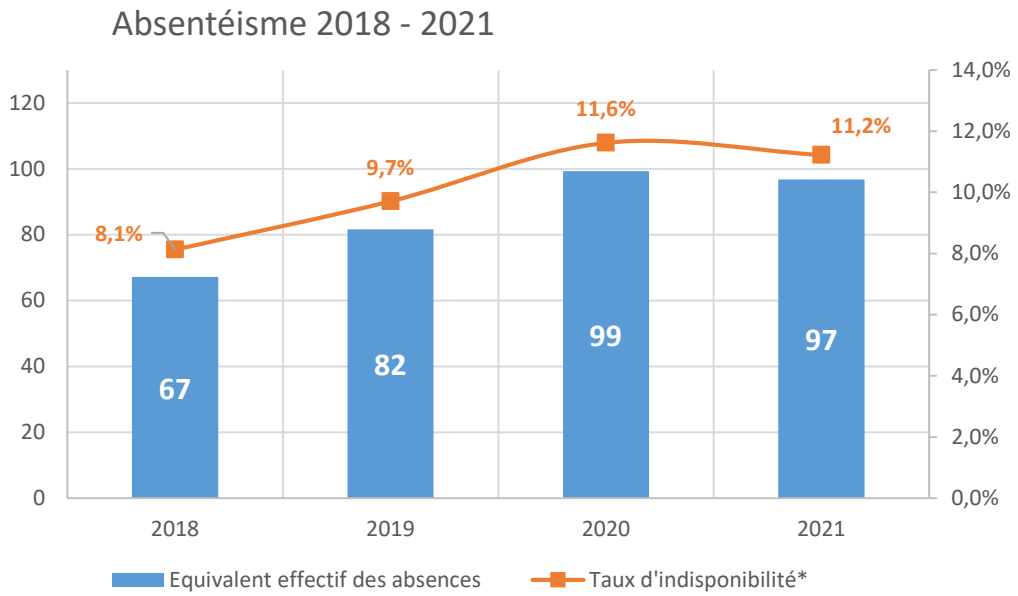



➲ **Autres éléments de rémunérations dont absentéisme et dette repos – congés :**

L'impact de la crise sanitaire joue pleinement sur ce poste avec la réactivation de l'activité partielle en avril 2021 et un absentéisme encore important apportant des minorations de salaires mais également de réelles difficultés de fonctionnement notamment au niveau de l'exploitation.

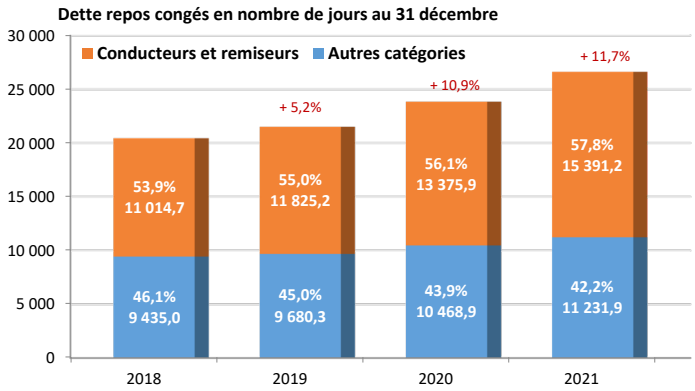
Ces économies sont minorées par le complément de maladie versé aux salariés en cas d'absence maladie ou accident du travail mais également par le complément de salaire versé aux salariés en activité partielle.

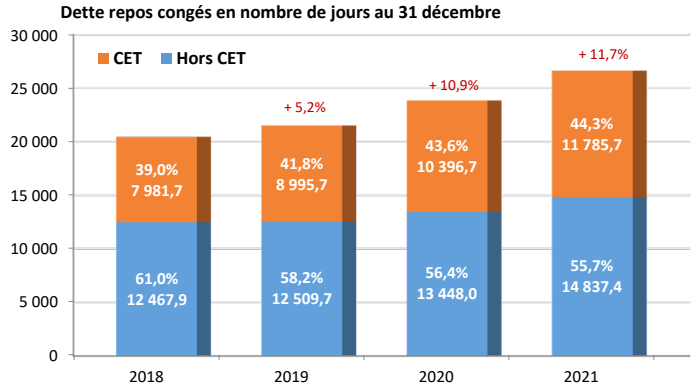
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE




** Indisponibilité : total des absences pour maladie, AT, maternité/paternité, évènements familiaux, congés parental et sans solde*

La combinaison d'un effectif contraint et d'un absentéisme élevé pèse sur le résultat de dette repos – congés. Nous constatons sur 2021 une augmentation du niveau de dette repos – congés aggravée par la nécessité de mettre en place 15 services supplémentaires par jour (base semaine du lundi au vendredi) du 1er septembre au 6 octobre 2021 suite à l'accident de la rame T02.



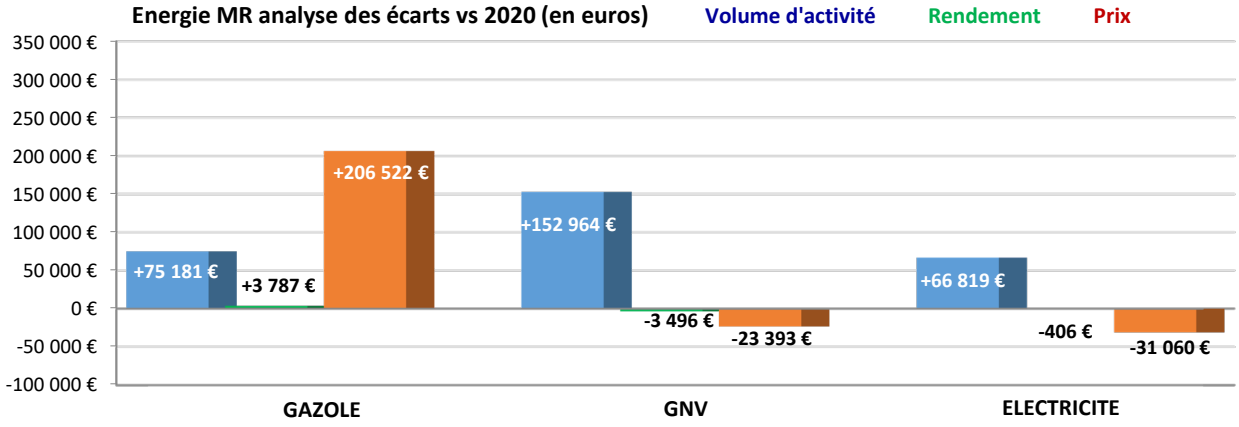

### *6.3.3. Les charges d'énergie du matériel roulant*

Les charges d'énergie du matériel roulant sont en hausse de +448 K€ par rapport à 2020 et de +169 K€ par rapport au budget 2021.

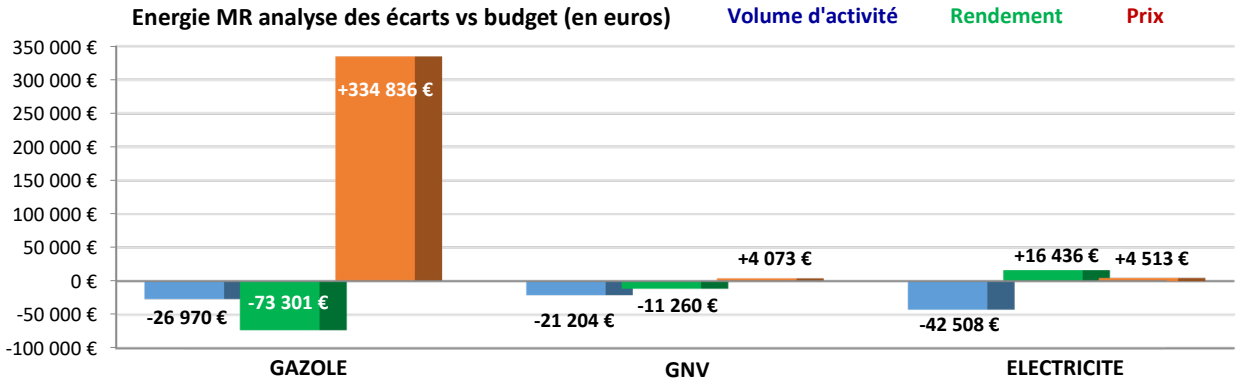
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| Energie matériel roulant | 2020 | BP 2021 | 2021 | 2021 vs Budget 21 Ecart | 2021 vs Budget 21 % écart | 2021 vs 2020 Ecart | 2021 vs 2020 % écart | Avenant 2 | Avenant 3 | Avenant 2+3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Gazole | 1 266 575 | 1 317 500 | **1 552 065** | 234 565 | 17,8% | 285 490 | 22,5% | **-71 873** | **-42 913** | **-114 786** |
| GNV | 473 634 | 628 100 | **599 709** | -28 391 | -4,5% | 126 075 | 26,6% | **-14 614** | **-14 300** | **-28 914** |
| Electricité traction | 628 788 | 685 700 | **664 141** | -21 559 | -3,1% | 35 353 | 5,6% | **-15 982** | **-4 854** | **-20 835** |
| Divers | 21 475 | 38 340 | **22 950** | -15 390 | -40,1% | 1 475 | 6,9% | | | |
| **Total énergie** | **2 390 472** | **2 669 640** | **2 838 865** | **169 225** | **6,3%** | **448 393** | **18,8%** | **-102 468** | **-62 067** | **-164 535** |

Par rapport à 2020, on identifie bien évidemment un effet volume d'activité qui représente les deux tiers de l'écart total de 448 K€ soit un peu moins de 300 K€.
Au-delà, la hausse continue du prix du gazole à partir de la toute fin d'année 2020 explique la hausse du niveau de dépense restant (+153 K€ dont + 207 K€ pour le gazole).




Par rapport au budget, le principal écart résulte d'un écart de prix sur le gazole consécutif à la hausse continue constatée sur toute l'année 2021. C'est un impact financier évalué à +335 K€ légèrement minoré par le volume d'activité plus faible que prévu (activité partielle, kms perdus, grèves) et par un rendement en baisse notamment sur les véhicules gazole.




### *6.3.4. Les charges de maintenance*

Les charges de maintenance sont en hausse de l'ordre de 500 K€ par rapport à 2020 (+600 K€ vs 2019) mais elles sont inférieures de l'ordre de 160 K€ par rapport au budget 2021.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Par rapport à 2019 et 2020, on peut observer un niveau de produits (remboursement assurance, facturations constructeurs) en retrait de l'ordre de 200 K€ qui renchérit le coût global par rapport à ces deux années.

| Maintenance matériel roulant | 2019 | 2020 | BP 2021 | 2021 | 2021 vs Budget 21 | | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | Ecart | % écart |
| Lubrifiants | 68 634 | 46 563 | 68 020 | **72 589** | 4 569 | 6,7% | 26 026 | 55,9% | 3 955 | 5,8% |
| Pièces maintenance MR | 2 046 897 | 2 141 646 | 1 954 590 | **2 010 624** | 56 034 | 2,9% | -131 022 | -6,1% | -36 274 | -1,8% |
| Pièces maintenance IF | 129 856 | 161 774 | 155 170 | **221 098** | 65 928 | 42,5% | 59 324 | 36,7% | 91 242 | 70,3% |
| S/traitance maintenance MR | 966 758 | 1 209 903 | 1 373 750 | **1 195 336** | -178 414 | -13,0% | -14 567 | -1,2% | 228 578 | 23,6% |
| Maintenance IF & matériel | 1 072 096 | 794 439 | 1 192 100 | **1 146 809** | -45 291 | -3,8% | 352 370 | 44,4% | 74 713 | 7,0% |
| Maintenance info et divers | 549 387 | 619 747 | 647 180 | **598 864** | -48 316 | -7,5% | -20 883 | -3,4% | 49 477 | 9,0% |
| **Maintenance hors produits** | **4 833 628** | **4 974 072** | **5 390 810** | **5 245 319** | **-145 491** | **-2,7%** | **271 247** | **5,5%** | **411 691** | **8,5%** |
| Produits* | -402 380 | -446 608 | -200 000 | -216 550 | -16 550 | 8,3% | 230 058 | -51,5% | 185 830 | -46,2% |
| **Total maintenance** | **4 431 248** | **4 527 464** | **5 190 810** | **5 028 769** | **-162 041** | **-3,1%** | **501 305** | **11,1%** | **597 521** | **13,5%** |

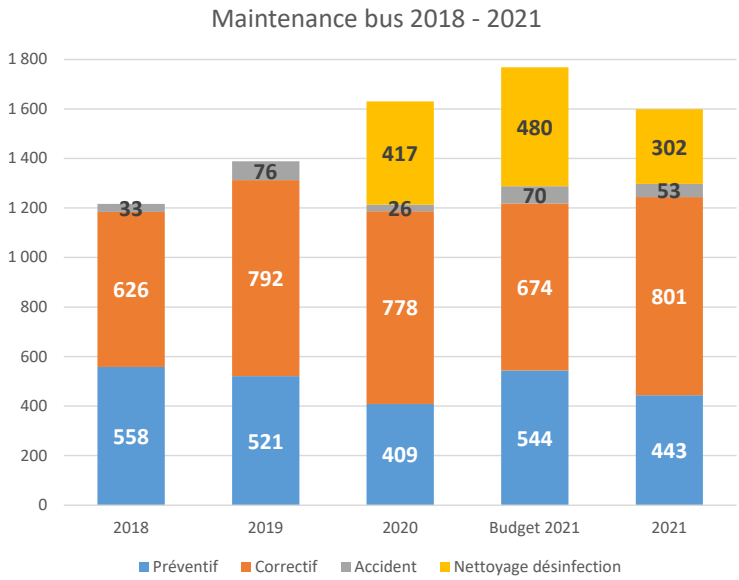
** remboursements assurance et facturation constructeurs*

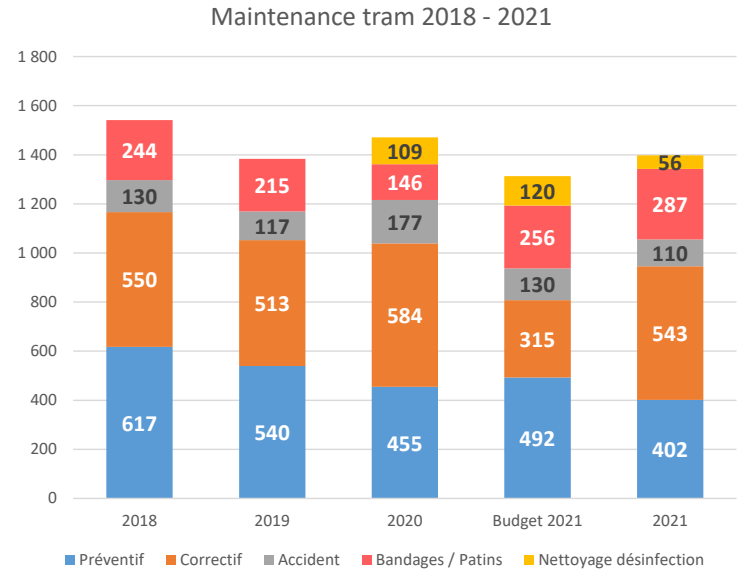
Par rapport à 2020, les prestations de désinfection des véhicules et des locaux sont en baisse (-80 K€) malgré une année pleine de prise en compte (mise en place à partir du mois de mai en 2020) et ce grâce à l'optimisation de nos achats. Elles représentent en 2020 de l'ordre de 550 K€ soit la presque totalité de l'écart constaté en dépenses de maintenance par rapport à 2019. Elles sont en retrait de -260 K€ par rapport au budget 2021.

Sur l'activité de maintenance matériel roulant, on observe que le préventif est en retrait de la prévision de 18% mais à un niveau similaire à celui de 2020.

A contrario, le niveau du correctif est en dépassement par rapport à la prévision (+35%).

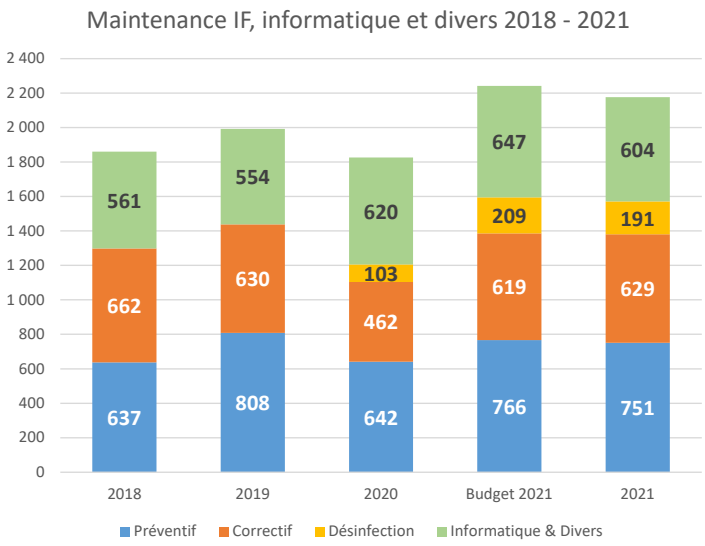
Si l'équilibre global pour la maintenance bus est respecté par rapport au budget entre correctif et préventif, il n'en va pas de même pour la maintenance tramway qui reste sur un niveau de correctif important en lien avec le décalage du planning mi-vie. Ce point est renforcé par une consommation de bandages et patins plus forte sur l'année 2021 que les années précédentes en valeur absolue et rapportée au kilomètre.



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

Pour la partie maintenance installations fixes, courants faibles et informatique, hormis pour l'année 2020 qui restera une année atypique, nous observons une certaine stabilité des charges de maintenance préventive et de maintenance corrective sur la période du contrat, hors prestations de désinfection.




Toutefois, on peut souligner qu'à partir de 2020, une partie des charges de nettoyage auparavant sous-traitées (que l'on peut évaluer à 100 K€) ne sont plus présentes sur ce poste car désormais réalisées en interne. Nous constatons donc une charge supplémentaire compensée par cette modification de périmètre. L'analyse du poste permet ainsi de remarquer que l'exercice 2021 supporte une charge significative liée à la réfection des fermetures industrielles automatiques et à la maintenance de la voie tramway et ligne aérienne de contact (au-delà du correctif relatif à l'accident de la rame T02).

On peut également noter un niveau de charge en maintenance informatique en hausse de l'ordre de +50 K€ par rapport au début du contrat, lié à la révision des contrats, à l'introduction de nouveaux contrats de maintenance tels celui du SAE affrétés Hub'Up et à l'augmentation du nombre de licences informatiques.

### 6.4. Détail de la prestation de service facturée au SMTC

La prestation transport révisée et actualisée de l'année 2021 s'établit à 71 038 866,08 € HT.
Le coefficient de révision définitif pour 2021 s'établit à 1,0575 soit une révision de +2,23% portée notamment par l'envolée des prix de l'énergie sur le second semestre 2021.
Un produit constaté d'avance de 500 000 € est enregistré dans les comptes 2021 : il concerne la rémunération du surcoût de maintenance tramway lié au décalage du planning de la maintenance à mi-vie du tramway réalisée par ACC-M.
Les acomptes versés par le SMTC à T2C représentent un montant de 71 872 493,00 € HT.
En conséquence, un avoir de régularisation est attendu à hauteur de 333 626,92 € HT.

Un montant d'intéressement est prévu à hauteur de 135 000 € issu des bons résultats sur la qualité de service, le taux d'accident et la vitesse commerciale de la ligne C.

La refacturation de la CET s'élève quant à elle à 605 751,92 € HT soit une diminution de -335 K€ (-35%) par rapport à celle de 2020, conséquence des dispositions gouvernementales sur le sujet.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

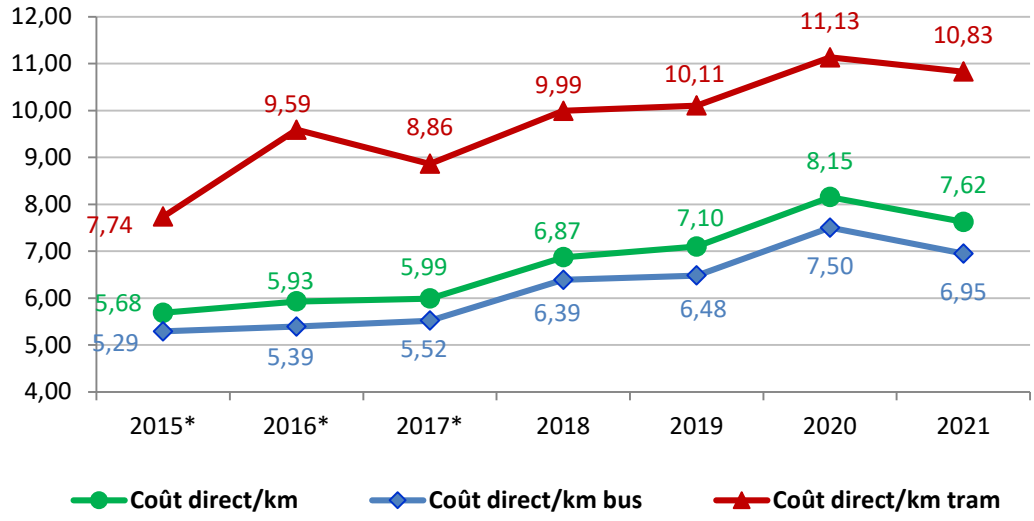
***Nota** : la prestation transport enregistrée dans les comptes au 31/12/2021 s'élève à 71 063 663,98 € (hors prestation bus communication InspiRe). Elle inclut un intéressement de 90 600 €.*
*L'écart entre la prestation enregistrée dans les comptes 2021 et celle présentée dans le rapport de gestion est donc de -65 802,10 € (soit 71 038 866,08 – (71 063 663,98 – 90 600,00)).*
*Celui-ci s'explique par une régularisation de la prestation de l'année 2020 de -32 885,02 €, auquel s'ajoute un ajustement des indices de la formule de révision non encore disponibles à la date de clôture comptable pour -53 276,77 € et un ajustement des calculs de réfaction kilométrique pour +20 359,69 €.*

### 6.5. Coûts directs kilométriques

Le cout direct au kilomètre commercial diminue de -6,5% par rapport à l'année 2020 (Annexe 11). Cette baisse est plus prononcée sur le mode bus avec une variation négative du coût direct de -7,4% alors que celui du mode tramway ne diminue que de -2,7%. La part fixe des charges directes de maintenance tramway apparaît ainsi plus élevée en lien notamment avec les prestations T3SA (mises en œuvre courant 2019) et le traitement des organes de sécurité tramway avant prise en charge dans le cadre de la maintenance à mi-vie.

Par rapport à 2019, le coût direct au kilomètre commercial progresse de +7,4% intégrant les coûts forfaitaires du contrat T3SA et les prestations de désinfection des véhicules.

**Ratios de coûts directs au kilomètre commercial**



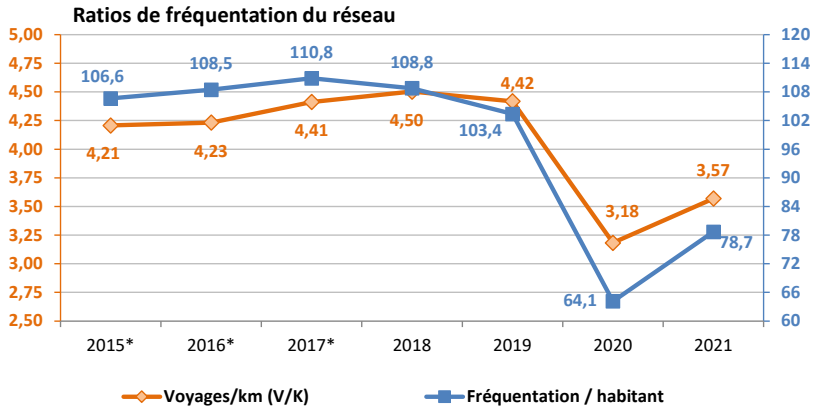

***Nota*** : le classement en provision pour risque des montants de Compte Epargne Temps (CET) selon la recommandation de la CRC, apporte un biais dans la comparaison avec les années précédentes poste par poste. En effet, le montant global du CET, pour l'année 2021, est déduit des charges de personnel pour s'imputer sur les autres charges externes directes.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

## 6.6. Tableau de bord d'activité

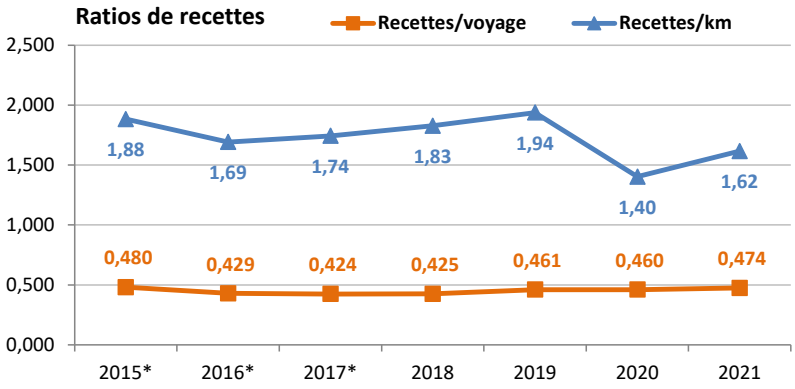
Le tableau de bord d'activité (annexe 13) présente en synthèse les données essentielles du réseau pour l'année 2021 qui porte encore les conséquences de la crise sanitaires bien que l'impact soit quelque peu atténué par rapport à 2020.

Reflet de la crise sanitaire, de l'activité réduite au printemps, des changements d'habitude de déplacement, les ratios de fréquentation rapportés aux kilomètres et aux habitants restent inférieurs de 20% à 25% à ceux d'avant crise et ce malgré un rebond par rapport à l'an dernier.




On peut également noter, avec la mise en œuvre de la nouvelle billettique et la mise en place de la gratuité les week-ends, dans cette période transitoire, la difficulté d'établir un chiffrage solide de la fréquentation, qui paraît légèrement sous-évaluée, si l'on se réfère à certaines remontées terrains faisant état de fortes charges à bord des véhicules.

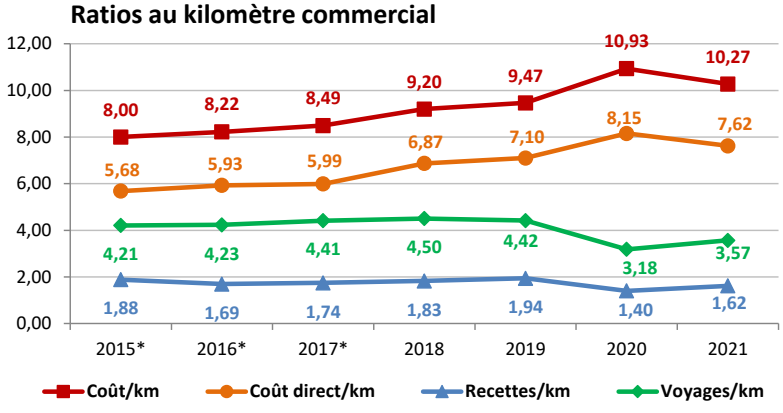
Comme présenté dans ce rapport, les recettes commerciales 2021 subissent l'impact de la crise sanitaire avec un écart de -20% par rapport à 2019 en données brutes. Le ratio recettes commerciales sur kilomètres commerciaux affiche un recul de -16,8% par rapport à 2019.




On peut toutefois noter que le ratio recettes sur voyages progresse légèrement entre 2019 et 2021 de +2,8%.

Cette hausse est à relier avec l'augmentation tarifaire au 1er janvier 2021 dont l'impact en moyenne pondérée était estimé à +3,2%.

En comparaison avec ces éléments de recettes et de voyages, on observe que le coût au kilomètre commercial, que ce soit le coût direct ou le coût total, diminue de plus de 5% par rapport à 2020 mais progresse de +8,4% (+7,1% pour le coût direct) par rapport à 2019.




La comparaison avec 2019 doit faire l'objet de plusieurs remarques pour comprendre cette évolution.

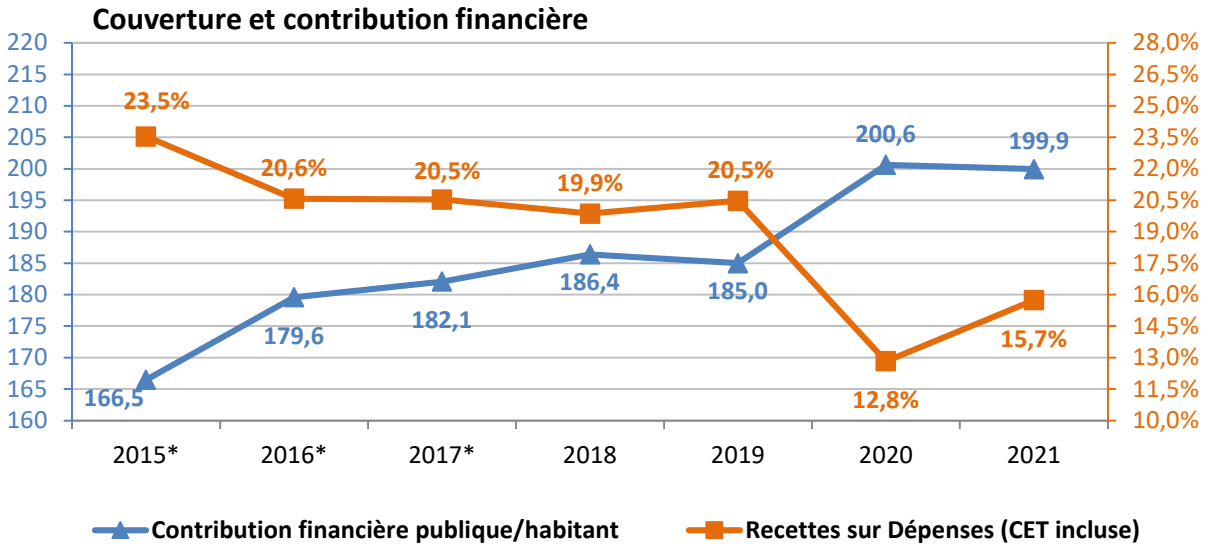
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

En effet, par rapport à 2019, le coût au kilomètres 2021 intègre de façon supplémentaire :

- Les dépenses sanitaires liées à la désinfection des véhicules et des locaux et aux fournitures de protection individuelle.
- La charge liée à l'intégration du service nettoyage (hors désinfection)

En outre, compte tenu de la réduction de l'activité kilométrique, (confinement d'avril, réduction de l'offre en début d'année) les coûts fixes ne sont plus amortis sur la base kilométrique d'une activité nominale. En conséquence, le ratio de coût au kilomètre commercial augmente d'un niveau équivalent à la baisse de l'offre.

En synthèse, ces résultats induisent une amélioration des ratios de couverture et de contribution financière par habitant par rapport à 2020 comme présenté dans les graphiques ci-dessous.




***Références chapitre 6 - LES DONNEES FINANCIERES :***

***Annexe 10 : compte d'exploitation analytique***

***Annexe 11 : coûts directs kilométriques***

***Annexe 12 : prestation de service et indices formule de révision***

***Annexe 13 : tableau de bord d'activité***

***Annexe 14a/d : données de bilan social : effectifs, absentéisme, dette repos-congés***

***Annexe 16 : synthèse du compte administratif 2021***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

2021

# Régie T2C
# Rapport de gestion 2021

## Contrat de service public 2018 - 2022

## ANNEXES

**1-** Production
**2-** Vitesse commerciale
**3-** Parc, données de production et de consommation
**4-** Places-Kilomètres offerts (PKO)
**5-** Maintenance
**6-** Contrôle
**7-** Sécurité
**8-** Stocks
**9-** Ventes, tarifs, recettes et fréquentation
**10-** Compte d'exploitation analytique
**11-** Coûts directs kilométrique
**12-** Prestation de service et indices formule de révision
**13-** Tableau de bord d'activité
**14-** Eléments de Bilan Social
**15-** Organigramme Régie T2C
**16-** Synthèse du compte administratif 2021
**17-** Détail des immobilisations 2021

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

2021

# Régie T2C
# Rapport de gestion 2021

## Contrat de service public 2018 - 2022

## ANNEXES

**1-** Production
**2-** Vitesse commerciale
**3-** Parc, données de production et de consommation
**4-** Places-Kilomètres offerts (PKO)
**5-** Maintenance
**6-** Contrôle
**7-** Sécurité
**8-** Stocks
**9-** Ventes, tarifs, recettes et fréquentation
**10-** Compte d'exploitation analytique
**11-** Coûts directs kilométrique
**12-** Prestation de service et indices formule de révision
**13-** Tableau de bord d'activité
**14-** Eléments de Bilan Social
**15-** Organigramme Régie T2C
**16-** Synthèse du compte administratif 2021
**17-** Détail des immobilisations 2021

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 1 — PRODUCTION KILOMETRIQUE

## KMS COMMERCIAUX

| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021 | 2021 | 2021 vs Contrat 2021 | | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | | 2021 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 1 315 754 | 1 258 292 | 1 138 144 | 1 316 061 | 1 269 258 | -46 803 | -3,6% | 131 115 | 11,5% | 10 966 | 0,9% | -46 496 | -3,53% |
| Ligne B | 320 600 | 309 588 | 263 748 | 305 954 | 273 695 | -32 259 | -10,5% | 9 947 | 3,8% | -35 893 | -11,6% | -46 905 | -14,63% |
| Ligne C | 652 464 | 632 000 | 553 600 | 635 549 | 623 021 | -12 528 | -2,0% | 69 421 | 12,5% | -8 979 | -1,4% | -29 443 | -4,51% |
| Ligne 3 | 574 374 | 560 662 | 470 644 | 577 698 | 526 565 | -51 133 | -8,9% | 55 921 | 11,9% | -34 097 | -6,1% | -47 808 | -8,32% |
| Ligne 4 | 512 265 | 488 497 | 428 083 | 486 962 | 462 474 | -24 487 | -5,0% | 34 391 | 8,0% | -26 022 | -5,3% | -49 790 | -9,72% |
| Ligne 5 | 170 995 | 157 636 | 140 771 | 153 775 | 146 253 | -7 522 | -4,9% | 5 482 | 3,9% | -11 383 | -7,2% | -24 743 | -14,47% |
| Ligne 7 | 21 062 | 16 135 | 14 013 | 16 013 | 15 703 | -309 | -1,9% | 1 690 | 12,1% | -432 | -2,7% | -5 358 | -25,44% |
| Ligne 8 | 271 098 | 253 203 | 202 691 | 258 698 | 243 208 | -15 490 | -6,0% | 40 517 | 20,0% | -9 995 | -3,9% | -27 890 | -10,29% |
| Ligne 9 | 274 274 | 267 907 | 225 144 | 273 192 | 254 233 | -18 959 | -6,9% | 29 089 | 12,9% | -13 675 | -5,1% | -20 041 | -7,31% |
| Ligne 10 | 405 705 | 377 584 | 305 427 | 392 724 | 367 440 | -25 283 | -6,4% | 62 013 | 20,3% | -10 143 | -2,7% | -38 264 | -9,43% |
| Ligne 12 | 278 138 | 244 391 | 219 730 | 246 961 | 232 385 | -14 576 | -5,9% | 12 655 | 5,8% | -12 007 | -4,9% | -45 754 | -16,45% |
| Ligne 13 | 304 662 | 278 595 | 237 309 | 294 287 | 281 856 | -12 431 | -4,2% | 44 547 | 18,8% | 3 262 | 1,2% | -22 806 | -7,49% |
| Ligne 20 | 375 346 | 371 699 | 330 285 | 382 233 | 359 583 | -22 651 | -5,9% | 29 297 | 8,9% | -12 116 | -3,3% | -15 764 | -4,20% |
| Ligne 21 | 363 806 | 335 551 | 271 361 | 349 121 | 328 903 | -20 218 | -5,8% | 57 542 | 21,2% | -6 649 | -2,0% | -34 903 | -9,59% |
| Ligne 22 | 145 706 | 134 777 | 109 916 | 136 619 | 130 877 | -5 743 | -4,2% | 20 961 | 19,1% | -3 900 | -2,9% | -14 829 | -10,18% |
| Ligne 23 | 30 498 | 29 059 | 23 949 | 28 812 | 28 807 | -5 | 0,0% | 4 858 | 20,3% | -252 | -0,9% | -1 691 | -5,54% |
| Ligne 24 | 192 997 | 188 452 | 169 613 | 188 759 | 184 674 | -4 085 | -2,2% | 15 061 | 8,9% | -3 779 | -2,0% | -8 323 | -4,31% |
| Ligne 25 | 23 077 | 23 179 | 17 377 | 22 980 | 19 917 | -3 063 | -13,3% | 2 541 | 14,6% | -3 262 | -14,1% | -3 159 | -13,69% |
| Ligne 26 en régie | 1 080 | 3 967 | 3 669 | 1 104 | 1 214 | 109 | 9,9% | -2 455 | -66,9% | -2 753 | -69,4% | 134 | 12,41% |
| Ligne 27 en régie | 18 543 | 15 396 | 12 678 | 15 851 | 15 747 | -104 | -0,7% | 3 069 | 24,2% | 351 | 2,3% | -2 796 | -15,08% |
| Ligne 28 | 7 824 | 8 268 | 7 798 | 1 298 | 9 575 | 8 277 | 637,5% | 1 777 | 22,8% | 1 307 | 15,8% | 1 752 | 22,39% |
| Divers et Evènementiels | 104 233 | 102 544 | 81 837 | 11 000 | 92 087 | 81 087 | 737,2% | 10 250 | 12,5% | -10 457 | -10,2% | -12 146 | -11,65% |
| **Total Régie** | **6 364 498** | **6 057 380** | **5 227 786** | **6 095 651** | **5 867 475** | **-228 176** | **-3,7%** | **639 689** | **12,2%** | **-189 906** | **-3,1%** | **-497 024** | **-7,81%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 55 096 | 62 186 | 53 108 | 52 895 | 55 109 | 2 214 | 4,2% | 2 001 | 3,8% | -7 077 | -11,4% | 13 | 0,02% |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | 1 994 | 0 | 0 | 0 | - | -1 994 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 75 455 | 74 993 | 74 492 | 71 939 | 63 484 | -8 455 | -11,8% | -11 008 | -14,8% | -11 510 | -15,3% | -11 971 | -15,87% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 57 260 | 55 190 | 62 617 | 59 678 | 55 586 | -4 092 | -6,9% | -7 031 | -11,2% | 395 | 0,7% | -1 675 | -2,92% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 419 978 | 419 437 | 394 733 | 455 567 | 432 259 | -23 308 | -5,1% | 37 526 | 9,5% | 12 822 | 3,1% | 12 282 | 2,92% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 10 551 | 12 429 | 14 421 | 17 842 | 14 261 | -3 582 | -20,1% | -160 | -1,1% | 1 832 | 14,7% | 3 709 | 35,16% |
| PDD (ligne régulière) | 27 850 | 27 900 | 22 965 | 32 601 | 26 851 | -5 750 | -17,6% | 3 887 | 16,9% | -1 049 | -3,8% | -999 | -3,59% |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | | 8 496 | 7 690 | 10 210 | 10 586 | 376 | 3,7% | 2 896 | 37,7% | 2 090 | 24,6% | 10 586 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 1 790 | 4 023 | 1 763 | 4 865 | 1 672 | -3 193 | -65,6% | -90 | -5,1% | -2 350 | -58,4% | -118 | -6,59% |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | 292 923 | 307 636 | 203 000 | 321 659 | 201 451 | -120 208 | -37,4% | -1 550 | -0,8% | -106 186 | -34,5% | -91 473 | -31,23% |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **940 904** | **972 291** | **836 783** | **1 027 256** | **861 259** | **-165 997** | **-16,2%** | **24 476** | **2,9%** | **-111 032** | **-11,4%** | **-79 646** | **-8,46%** |
| TAD PMR | 203 338 | 206 103 | 148 593 | 310 233 | 181 529 | -128 704 | -41,5% | 32 935 | 22,2% | -24 574 | -11,9% | -21 809 | -10,73% |
| TAD Tout Public | 133 699 | 146 850 | 121 356 | 258 265 | 139 086 | -119 178 | -46,1% | 17 730 | 14,6% | -7 764 | -5,3% | 5 387 | 4,03% |
| **Total TAD** | **337 037** | **352 953** | **269 950** | **568 498** | **320 615** | **-247 883** | **-43,6%** | **50 665** | **18,8%** | **-32 338** | **-9,2%** | **-16 422** | **-4,87%** |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **7 642 439** | **7 382 624** | **6 334 518** | **7 691 404** | **7 049 348** | **-642 056** | **-8,3%** | **714 830** | **11,3%** | **-333 276** | **-4,5%** | **-593 091** | **-7,76%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - PRODUCTION KILOMETRIQUE

| KMS EXPLOITATION | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EQUIPEMENTS | 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021 | 2021 | 2021 vs Contrat 2021 | | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | | 2021 vs 2018 | |
| | | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Tramway | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 405 | 1 395 903 | 1 309 368 | -86 535 | -6,2% | 125 963 | 10,6% | 3 582 | 0,3% | 252 126 | 23,8% |
| Bus (yc navettes) | 6 868 244 | 6 123 130 | 5 191 761 | 6 209 010 | 6 064 583 | -144 427 | -2,3% | 872 822 | 16,8% | -58 547 | -1,0% | -803 661 | -11,7% |
| **Total exploitation Régie** | 7 925 486 | 7 428 916 | 6 375 166 | 7 604 912 | 7 373 951 | -230 961 | -3,0% | 998 785 | 15,7% | -54 965 | -0,7% | -551 535 | -7,0% |
| Divers et intervention | 418 693 | 437 757 | 471 667 | 480 000 | 452 026 | -27 974 | -5,8% | -19 641 | -4,2% | 14 269 | 3,3% | 33 333 | 8,0% |
| **Total kms Régie** | **8 344 179** | **7 866 673** | **6 846 833** | **8 084 912** | **7 825 977** | **-258 935** | **-3,2%** | **979 144** | **14,3%** | **-40 696** | **-0,5%** | **-518 202** | **-6,2%** |
| Affrétés (hors TAD) | 1 111 332 | 1 148 898 | 982 600 | 1 213 510 | 1 010 593 | -202 917 | -16,7% | 27 993 | 2,8% | -138 305 | -12,0% | -100 739 | -9,1% |
| TAD | 521 744 | 578 419 | 439 234 | 852 747 | 502 015 | -350 732 | -41,1% | 62 781 | 14,3% | -76 404 | -13,2% | -19 729 | -3,8% |
| **Total exploitation affrétés** | **1 633 076** | **1 727 317** | **1 421 834** | **2 066 257** | **1 512 608** | **-553 649** | **-26,8%** | **90 774** | **6,4%** | **-214 709** | **-12,4%** | **-120 468** | **-7,4%** |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **9 977 255** | **9 593 990** | **8 268 667** | **10 151 169** | **9 338 585** | **-812 584** | **-8,0%** | **1 069 918** | **12,9%** | **-255 405** | **-2,7%** | **-638 670** | **-6,4%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - PRODUCTION KILOMETRIQUE

## KMS COMMERCIAUX PERDUS

| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 Ecart | 2021 vs 2020 % | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % | 2020 vs 2018 Ecart | 2020 vs 2018 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne A | 19 569 | 67 365 | 211 343 | 33 497 | -177 847 | -84,2% | -33 868 | -50,3% | 13 928 | 71,2% |
| Ligne B | 4 292 | 24 907 | 53 410 | 24 832 | -28 579 | -53,5% | -75 | -0,3% | 20 539 | 478,5% |
| Ligne C | 7 329 | 26 761 | 108 187 | 23 650 | -84 537 | -78,1% | -3 111 | -11,6% | 16 321 | 222,7% |
| Ligne 3 | 8 606 | 18 052 | 113 840 | 21 102 | -92 738 | -81,5% | 3 050 | 16,9% | 12 496 | 145,2% |
| Ligne 4 | 5 353 | 8 076 | 78 197 | 14 582 | -63 615 | -81,4% | 6 506 | 80,6% | 9 228 | 172,4% |
| Ligne 5 | 1 916 | 2 583 | 22 884 | 4 811 | -18 073 | -79,0% | 2 228 | 86,2% | 2 895 | 151,1% |
| Ligne 7 | 282 | 17 471 | 3 736 | 320 | -3 416 | -91,4% | -17 151 | -98,2% | 38 | 13,5% |
| Ligne 8 | 4 748 | 12 577 | 67 729 | 11 303 | -56 426 | -83,3% | -1 275 | -10,1% | 6 555 | 138,1% |
| Ligne 9 | 3 290 | 28 920 | 46 941 | 11 142 | -35 799 | -76,3% | -17 778 | -61,5% | 7 853 | 238,7% |
| Ligne 10 | 7 198 | 11 062 | 103 823 | 18 443 | -85 380 | -82,2% | 7 382 | 66,7% | 11 246 | 156,2% |
| Ligne 12 | 2 877 | 22 850 | 35 169 | 9 185 | -25 984 | -73,9% | -13 665 | -59,8% | 6 308 | 219,3% |
| Ligne 13 | 5 629 | 12 371 | 70 522 | 11 216 | -59 306 | -84,1% | -1 155 | -9,3% | 5 587 | 99,2% |
| Ligne 20 | 4 054 | 26 506 | 61 619 | 15 161 | -46 458 | -75,4% | -11 345 | -42,8% | 11 107 | 274,0% |
| Ligne 21 | 7 635 | 12 634 | 91 829 | 13 977 | -77 852 | -84,8% | 1 343 | 10,6% | 6 342 | 83,1% |
| Ligne 22 | 2 627 | 3 063 | 35 419 | 5 703 | -29 715 | -83,9% | 2 640 | 86,2% | 3 076 | 117,1% |
| Ligne 23 | 550 | 5 895 | 7 331 | 1 036 | -6 295 | -85,9% | -4 859 | -82,4% | 486 | 88,3% |
| Ligne 24 | 1 993 | 2 691 | 25 947 | 6 665 | -19 282 | -74,3% | 3 974 | 147,6% | 4 672 | 234,4% |
| Ligne 25 | 445 | 1 387 | 7 731 | 1 877 | -5 854 | -75,7% | 490 | 35,3% | 1 432 | 321,4% |
| Ligne 26 en régie | 5 | 978 | 1 282 | 186 | -1 096 | -85,5% | -792 | -81,0% | 181 | 3515,7% |
| Ligne 27 en régie | 159 | 723 | 3 765 | 750 | -3 015 | -80,1% | 27 | 3,7% | 591 | 371,8% |
| Ligne 28 | 109 | 7 | 1 942 | 388 | -1 553 | -80,0% | 381 | 5491,3% | 279 | 256,8% |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total Régie** | **88 666** | **315 946** | **1 152 645** | **229 826** | **-922 819** | **-80,1%** | **-86 120** | **-27,3%** | **141 160** | **159,2%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 173 | 471 | 0 | -471 | -100,0% | -173 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | -235 | 0 | 235 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 32 | 506 | 26 | 521 | 496 | 1930,3% | 15 | 3,0% | 489 | 1519,0% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 5 | 99 | 0 | 453 | 452 | 90792,0% | 354 | 357,6% | 448 | 9538,2% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 518 | 982 | 33 488 | 9 554 | -23 933 | -71,5% | 8 573 | 873,4% | 9 036 | 1743,0% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 0 | 0 | 1 163 | 0 | -1 163 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 5 778 | 0 | -5 778 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 113 | 2 396 | 0 | -2 396 | -100,0% | -113 | -100,0% | 0 | - |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | 1 322 | 1 563 | 63 555 | 9 953 | -53 601 | -84,3% | 8 390 | 536,8% | 8 631 | 652,9% |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **1 877** | **3 435** | **106 642** | **20 482** | **-86 160** | **-80,8%** | **17 047** | **496,2%** | **18 605** | **991,1%** |
| TAD PMR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **TOTAL GENERAL** | **90 543** | **319 381** | **1 259 287** | **250 308** | **-1 008 979** | **-80,1%** | **-69 073** | **-21,6%** | **159 765** | **176,5%** |

## Kms perdus

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 Ecart | 2021 vs 2020 % | 2021 vs 2019 Ecart | 2021 vs 2019 % | 2021 vs 2018 Ecart | 2021 vs 2018 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 922 | 13 167 | 7 563 | 14 657 | 7 094 | 48,4% | 1 490 | 11,3% | 5 735 | 64,3% |
| 778 | 707 | 714 | 538 | -177 | -32,9% | -169 | -23,9% | -241 | -30,9% |
| 869 | 1 126 | 1 433 | 823 | -610 | -74,2% | -304 | -27,0% | -46 | -5,3% |
| 866 | 1 045 | 1 400 | 810 | -590 | -72,9% | -235 | -22,5% | -57 | -6,5% |
| 770 | 626 | 1 265 | 499 | -766 | -153,3% | -127 | -20,2% | -271 | -35,2% |
| 451 | 774 | 316 | 359 | 43 | 11,9% | -416 | -53,7% | -92 | -20,4% |
| 47 | 57 | 77 | 11 | -67 | -617,2% | -46 | -81,0% | -37 | -77,3% |
| 404 | 934 | 610 | 516 | -93 | -18,1% | -418 | -44,7% | 113 | 27,9% |
| 325 | 933 | 402 | 475 | 73 | 15,4% | -458 | -49,1% | 150 | 46,1% |
| 491 | 1 349 | 694 | 526 | -167 | -31,8% | -823 | -61,0% | 35 | 7,2% |
| 343 | 745 | 432 | 361 | -71 | -19,8% | -384 | -51,5% | 18 | 5,2% |
| 481 | 562 | 579 | 523 | -56 | -10,7% | -39 | -6,9% | 42 | 8,7% |
| 574 | 718 | 780 | 484 | -296 | -61,2% | -234 | -32,6% | -90 | -15,7% |
| 603 | 1 062 | 771 | 503 | -268 | -53,3% | -559 | -52,6% | -99 | -16,5% |
| 217 | 416 | 286 | 254 | -32 | -12,5% | -161 | -38,8% | 37 | 17,2% |
| 26 | 79 | 39 | 56 | 16 | 29,5% | -23 | -29,4% | 30 | 114,0% |
| 320 | 300 | 499 | 360 | -139 | -38,5% | 61 | 20,2% | 40 | 12,4% |
| 37 | 65 | 25 | 38 | 12 | 32,4% | -27 | -41,9% | 1 | 1,8% |
| 5 | 30 | 7 | 5 | -2 | -35,9% | -25 | -82,7% | 0 | 0,0% |
| 16 | 46 | 0 | 2 | 2 | 100,0% | -45 | -96,5% | -14 | -89,8% |
| 7 | 7 | 13 | 0 | -13 | - | -7 | -100,0% | -7 | -100,0% |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **16 553** | **24 746** | **17 905** | **21 798** | **3 893** | **17,9%** | **-2 947** | **-11,9%** | **5 245** | **31,7%** |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 32 | 14 | 26 | 521 | 496 | 95,1% | 507 | 3545,5% | 489 | 1519,0% |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 5 | 8 | 0 | 453 | 453 | 100,0% | 445 | 5634,1% | 448 | 9538,2% |
| 192 | 81 | 7 | 1 231 | 1 224 | 99,4% | 1 150 | 1423,2% | 1 038 | 539,9% |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 68 | 0 | 0 | 0 | - | -68 | -100,0% | 0 | - |
| 1 322 | 294 | 8 | 887 | 880 | 99,1% | 594 | 202,1% | -435 | -32,9% |
| **1 551** | **465** | **40** | **3 092** | **3 052** | **98,7%** | **2 628** | **565,8%** | **1 541** | **99,4%** |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | | | | | | |
| **18 104** | **25 210** | **17 945** | **24 891** | **0** | **0,0%** | **-320** | **-1,3%** | **6 787** | **37,5%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - PRODUCTION KILOMETRIQUE

## Kms perdus - Causes externes

| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 Ecart | 2021 vs 2020 % | 2021 vs 2019 Ecart | 2021 vs 2019 % | 2021 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne A | 8 234 | 13 481 | 184 826 | 14 106 | -170 720 | -92,4% | 625 | 4,6% | 5 871 | 71,3% |
| Ligne B | 2 104 | 1 301 | 47 464 | 23 554 | -23 910 | -50,4% | 22 253 | 1710,3% | 21 450 | 1019,4% |
| Ligne C | 3 245 | 2 244 | 94 897 | 20 663 | -74 233 | -78,2% | 18 420 | 820,9% | 17 418 | 536,8% |
| Ligne 3 | 3 882 | 2 611 | 102 170 | 18 670 | -83 500 | -81,7% | 16 059 | 615,0% | 14 788 | 380,9% |
| Ligne 4 | 2 521 | 2 416 | 67 978 | 12 826 | -55 152 | -81,1% | 10 410 | 430,8% | 10 305 | 408,8% |
| Ligne 5 | 815 | 584 | 20 060 | 4 095 | -15 965 | -79,6% | 3 511 | 601,2% | 3 280 | 402,3% |
| Ligne 7 | 17 | 73 | 3 265 | 283 | -2 982 | -91,3% | 210 | 288,0% | 266 | 1575,4% |
| Ligne 8 | 1 521 | 1 388 | 60 997 | 10 073 | -50 924 | -83,5% | 8 685 | 625,7% | 8 552 | 562,3% |
| Ligne 9 | 1 443 | 1 431 | 41 986 | 9 854 | -32 132 | -76,5% | 8 424 | 588,9% | 8 412 | 583,1% |
| Ligne 10 | 2 437 | 1 840 | 92 330 | 16 635 | -75 695 | -82,0% | 14 794 | 803,9% | 14 198 | 582,7% |
| Ligne 12 | 1 265 | 1 324 | 31 861 | 8 099 | -23 762 | -74,6% | 6 775 | 511,6% | 6 834 | 540,3% |
| Ligne 13 | 1 824 | 1 281 | 63 769 | 9 867 | -53 903 | -84,5% | 8 586 | 670,3% | 8 043 | 440,9% |
| Ligne 20 | 1 978 | 1 566 | 55 273 | 13 413 | -41 860 | -75,7% | 11 847 | 756,6% | 11 434 | 577,9% |
| Ligne 21 | 3 068 | 1 777 | 81 805 | 12 517 | -69 287 | -84,7% | 10 740 | 604,2% | 9 449 | 307,9% |
| Ligne 22 | 828 | 585 | 32 130 | 5 075 | -27 056 | -84,2% | 4 490 | 767,4% | 4 247 | 512,9% |
| Ligne 23 | 190 | 133 | 6 662 | 911 | -5 750 | -86,3% | 779 | 586,5% | 721 | 379,4% |
| Ligne 24 | 904 | 797 | 22 782 | 5 777 | -17 006 | -74,6% | 4 979 | 624,4% | 4 872 | 538,9% |
| Ligne 25 | 165 | 92 | 7 109 | 1 713 | -5 396 | -75,9% | 1 621 | 1765,5% | 1 549 | 940,1% |
| Ligne 26 en régie | 0 | 5 | 698 | 181 | -518 | -74,1% | 176 | 3441,2% | 181 | - |
| Ligne 27 en régie | 28 | 63 | 3 461 | 710 | -2 751 | -79,5% | 647 | 1027,1% | 681 | 2392,3% |
| Ligne 28 | 1 | 0 | 1 717 | 379 | -1 338 | -77,9% | 379 | - | 378 | 75638,2% |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total Régie** | **36 470** | **34 993** | **1 023 239** | **189 400** | **-833 839** | **-81,5%** | **154 407** | **441,3%** | **152 929** | **419,3%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 173 | 471 | 0 | -471 | -100,0% | -173 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | -235 | 0 | 235 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 0 | 492 | 0 | 0 | 0 | - | -492 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 0 | 91 | 0 | 0 | 0 | -100,0% | -91 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 326 | 901 | 33 481 | 8 324 | -25 157 | -75,1% | 7 423 | 824,1% | 7 998 | 2452,7% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 0 | 0 | 1 163 | 0 | -1 163 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 5 778 | 0 | -5 778 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 45 | 2 396 | 0 | -2 396 | -100,0% | -45 | -100,0% | 0 | - |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | 0 | 1 269 | 63 547 | 9 066 | -54 481 | -85,7% | 7 797 | 614,2% | 9 066 | - |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **326** | **2 971** | **106 601** | **17 390** | **-89 212** | **-83,7%** | **14 419** | **485,3%** | **17 064** | **5233,0%** |
| TAD PMR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **36 796** | **37 963** | **1 129 840** | **206 789** | **-923 051** | **-81,7%** | **168 826** | **444,7%** | **169 993** | **462,0%** |

## Kms perdus - Mouv

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 Ecart | 2021 vs 2020 % | 2021 vs 2019 Ecart | 2021 vs 2019 % | 2021 vs 2018 Ecart | 2021 vs 2018 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 412 | 40 718 | 18 955 | 4 734 | -14 221 | -75,0% | -35 984 | -88,4% | 2 322 | 96,2% |
| 1 410 | 22 899 | 5 232 | 740 | -4 492 | -85,9% | -22 159 | -96,8% | -670 | -47,5% |
| 3 214 | 23 391 | 11 857 | 2 164 | -9 693 | -81,8% | -21 227 | -90,7% | -1 050 | -32,7% |
| 3 857 | 14 396 | 10 270 | 1 622 | -8 648 | -84,2% | -12 773 | -88,7% | -2 235 | -57,9% |
| 2 062 | 5 033 | 8 954 | 1 256 | -7 697 | -86,0% | -3 777 | -75,0% | -806 | -39,1% |
| 650 | 1 225 | 2 508 | 357 | -2 150 | -85,8% | -868 | -70,8% | -293 | -45,0% |
| 218 | 17 341 | 394 | 26 | -368 | -93,4% | -17 315 | -99,9% | -192 | -88,1% |
| 2 823 | 10 255 | 6 122 | 713 | -5 408 | -88,3% | -9 542 | -93,0% | -2 110 | -74,7% |
| 1 522 | 26 557 | 4 554 | 813 | -3 740 | -82,1% | -25 744 | -96,9% | -709 | -46,6% |
| 4 271 | 7 872 | 10 800 | 1 283 | -9 517 | -88,1% | -6 589 | -83,7% | -2 988 | -70,0% |
| 1 269 | 20 782 | 2 876 | 726 | -2 151 | -74,8% | -20 056 | -96,5% | -543 | -42,8% |
| 3 324 | 10 528 | 6 173 | 826 | -5 347 | -86,6% | -9 702 | -92,2% | -2 498 | -75,1% |
| 1 502 | 24 222 | 5 566 | 1 264 | -4 302 | -77,3% | -22 958 | -94,8% | -238 | -15,8% |
| 3 964 | 9 794 | 9 253 | 956 | -8 297 | -89,7% | -8 838 | -90,2% | -3 008 | -75,9% |
| 1 582 | 2 063 | 3 002 | 375 | -2 628 | -87,5% | -1 688 | -81,8% | -1 208 | -76,3% |
| 334 | 5 683 | 630 | 69 | -561 | -89,0% | -5 614 | -98,8% | -265 | -79,3% |
| 768 | 1 595 | 2 666 | 529 | -2 138 | -80,2% | -1 066 | -66,9% | -240 | -31,2% |
| 244 | 1 231 | 596 | 126 | -470 | -78,8% | -1 104 | -89,7% | -118 | -48,2% |
| 0 | 943 | 577 | 0 | -577 | -100,0% | -943 | -100,0% | 0 | - |
| 115 | 614 | 304 | 39 | -265 | -87,2% | -575 | -93,7% | -76 | -66,1% |
| 101 | 0 | 212 | 9 | -202 | -95,6% | 9 | - | -92 | -90,7% |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **35 643** | **256 207** | **111 501** | **18 628** | **-92 874** | **-83,3%** | **-237 579** | **-92,7%** | **-17 015** | **-47,7%** |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | | | | | 0 | - |
| **35 643** | **256 207** | **111 501** | **18 628** | **-92 874** | **-83,3%** | **-237 579** | **-92,7%** | **-17 015** | **-47,7%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - PRODUCTION KILOMETRIQUE

## KMS COMMERCIAUX PERDUS 2021

| LIGNES | Causes INTERNES | | | | | | Causes EXTERNES | | | | | | | | Autres causes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Panne | Autre probl. Technique | Indispo. véhicule | Indispo. agent | Autre évènement | Mouvt social interne | Accident | Manifestation | Travaux | Autre perturbation trafic | Météo | Incident et probl. client | COVID-19 | Mise en sécurité | Droit de retrait | Mouvt social national |
| Ligne A | 13 717 | 95 | 418 | 425 | 2 | 0 | 160 | 2 873 | -87 | 444 | 0 | 48 | 10 434 | 234 | 0 | 4 734 |
| Ligne B | 277 | 0 | 3 | 257 | 0 | 0 | 42 | 206 | 13 808 | 402 | 0 | 14 | 9 051 | 31 | 0 | 740 |
| Ligne C | 352 | 0 | 0 | 470 | 0 | 0 | 69 | 776 | 2 | 82 | 206 | 69 | 19 386 | 73 | 0 | 2 164 |
| Ligne 3 | 214 | 8 | 0 | 585 | 3 | 0 | 80 | 628 | 0 | 126 | 430 | 44 | 17 323 | 39 | 0 | 1 622 |
| Ligne 4 | 150 | 0 | 13 | 337 | 0 | 0 | 77 | 480 | 4 | 114 | 419 | 34 | 11 617 | 81 | 0 | 1 256 |
| Ligne 5 | 72 | 0 | 8 | 278 | 0 | 0 | 29 | 187 | 0 | 26 | 72 | 6 | 3 774 | 0 | 0 | 357 |
| Ligne 7 | 5 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 27 | 0 | 250 | 0 | 0 | 26 |
| Ligne 8 | 153 | 0 | 5 | 359 | 0 | 0 | 30 | 322 | 6 | 10 | 189 | 6 | 9 498 | 11 | 0 | 713 |
| Ligne 9 | 92 | 0 | 0 | 383 | 0 | 0 | 70 | 326 | 0 | 0 | 360 | 19 | 9 051 | 29 | 0 | 813 |
| Ligne 10 | 144 | 7 | 4 | 329 | 41 | 0 | 102 | 530 | 0 | 65 | 379 | 39 | 15 498 | 21 | 0 | 1 283 |
| Ligne 12 | 99 | 0 | 0 | 262 | 0 | 0 | 75 | 279 | 0 | 27 | 53 | 31 | 7 602 | 32 | 0 | 726 |
| Ligne 13 | 136 | 0 | 12 | 376 | 0 | 0 | 54 | 382 | 0 | 42 | 188 | 0 | 9 189 | 13 | 0 | 826 |
| Ligne 20 | 165 | 0 | 0 | 319 | 0 | 0 | 99 | 421 | 0 | 48 | 241 | 14 | 12 582 | 8 | 0 | 1 264 |
| Ligne 21 | 132 | 6 | 0 | 363 | 2 | 0 | 33 | 450 | 0 | 98 | 197 | 41 | 11 665 | 35 | 0 | 956 |
| Ligne 22 | 24 | 0 | 11 | 219 | 0 | 0 | 22 | 100 | 0 | 20 | 180 | 0 | 4 752 | 0 | 0 | 375 |
| Ligne 23 | 0 | 0 | 4 | 52 | 0 | 0 | 0 | 19 | 0 | 4 | 20 | 0 | 869 | 0 | 0 | 69 |
| Ligne 24 | 132 | 0 | 0 | 228 | 0 | 0 | 4 | 165 | 0 | 45 | 127 | 4 | 5 418 | 13 | 0 | 529 |
| Ligne 25 | 8 | 0 | 0 | 29 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 3 | 1 | 0 | 1 694 | 3 | 0 | 126 |
| Ligne 26 en régie | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 175 | 0 | 0 | 5 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 27 en régie | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 23 | 0 | 0 | 65 | 0 | 622 | 0 | 0 | 39 |
| Ligne 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 196 | 0 | 127 | 0 | 0 | 9 |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total Régie** | **15 877** | **116** | **478** | **5 279** | **48** | **0** | **946** | **8 410** | **13 734** | **1 561** | **3 354** | **368** | **160 404** | **624** | **0** | **18 628** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 35 | 0 | 487 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 453 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 0 | 18 | 0 | 274 | 7 | 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 324 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | 0 | 0 | 0 | 52 | 602 | 234 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 066 | 0 | 0 | 0 |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **0** | **18** | **0** | **361** | **608** | **2 105** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **17 390** | **0** | **0** | **0** |
| TAD PMR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **15 877** | **134** | **478** | **5 640** | **657** | **2 105** | **946** | **8 410** | **13 734** | **1 561** | **3 354** | **368** | **177 794** | **624** | **0** | **18 628** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - PRODUCTION KILOMETRIQUE

## KMS COMMERCIAUX SUPPLEMENTAIRES

| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 Ecart | 2021 vs 2020 % | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % | 2020 vs 2018 Ecart | 2020 vs 2018 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne A | 9 026 | 8 826 | 5 551 | 11 362 | 5 811 | 104,7% | 2 536 | 28,7% | 2 336 | 25,9% |
| Ligne B | 5 | 0 | 244 | 0 | -244 | -100,0% | 0 | - | -5 | -100,0% |
| Ligne C | 285 | 0 | 515 | 0 | -515 | -100,0% | 0 | - | -285 | -100,0% |
| Ligne 3 | 0 | 220 | 53 | 0 | -53 | -100,0% | -220 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 4 | 0 | 70 | 70 | 0 | -70 | -100,0% | -70 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 5 | 0 | 41 | 41 | 0 | -41 | -100,0% | -41 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 8 | 0 | 80 | 23 | 0 | -23 | -100,0% | -80 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 10 | 0 | 175 | 134 | 0 | -134 | -100,0% | -175 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 13 | 0 | 56 | 112 | 0 | -112 | -100,0% | -56 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 20 | 0 | 22 | 20 | 0 | -20 | -100,0% | -22 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 22 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 26 en régie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 27 en régie | 0 | 87 | 175 | 0 | -175 | -100,0% | -87 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total Régie** | **9 317** | **9 578** | **6 940** | **11 362** | **4 422** | **63,7%** | **1 784** | **18,6%** | **2 045** | **22,0%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 7 984 | 2 232 | 0 | -2 232 | -100,0% | -7 984 | -100,0% | 0 | - |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 261 | 203 | 0 | 0 | 0 | - | -203 | -100,0% | -261 | -100,0% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 594 | 0 | 946 | 0 | -946 | -100,0% | 0 | - | -594 | -100,0% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 715 | 1 567 | 0 | 327 | 327 | - | -1 240 | -79,1% | -388 | -54,3% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 1 | 563 | 166 | 0 | -166 | -100,0% | -563 | -100,0% | -1 | -100,0% |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **1 571** | **10 316** | **3 344** | **327** | **-3 017** | **-90,2%** | **-9 989** | **-96,8%** | **-1 244** | **-79,2%** |
| TAD PMR | 0 | 0 | | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | | | - | | - | | - |
| **TOTAL GENERAL** | **10 887** | **19 893** | **10 284** | **11 689** | **1 405** | **13,7%** | **-8 205** | **-41,2%** | **801** | **7,4%** |

## KMS COMMERCIAUX SUPPLE

| Offre | Renfort exploit. | Affluence | Festival | Foire | Evt sportif / culturel | Rugby / Foot | Divers |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 516 | 29 | 4 429 | 712 | 0 | 521 | 5 063 | 91 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 1 bis — DETAIL 2021 DES KILOMETRES COMMERCIAUX SUPPLEMENTAIRES

## KILOMETRES SUPPLEMENTAIRES ANNEE 2021 - BORDEREAU DES PRIX N°1

| | | | | | | | | | Répartition de la ligne | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mois | Trimestre | Date | Evénement | Commentaires | Ligne | Saison | Jour / Nuit | KMS | Tramway | Articulé | Stand GO | Stand GNV | Midibus | Valeur € 2017 |
| janvier | Trimestre 1 | samedi 23 janvier 2021 | Renfort lancement des soldes d'hiver | Affluence | A | Hiver | Jour | 360,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 2 025,1 € |
| mai | Trimestre 2 | mercredi 12 mai 2021 | Rame "Europe" | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | 9,2 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 50,3 € |
| septembre | Trimestre 3 | samedi 18 septembre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Eté | Jour | 71,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 388,0 € |
| septembre | Trimestre 3 | samedi 18 septembre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Eté | Nuit | 71,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 468,5 € |
| septembre | Trimestre 3 | dimanche 19 septembre 2021 | Offre supplémentaire Clermont sans voitures | Offre | A | Eté | Jour | 516,3 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 2 820,7 € |
| octobre | Trimestre 4 | dimanche 3 octobre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Eté | Jour | 71,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 388,0 € |
| octobre | Trimestre 4 | dimanche 3 octobre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Eté | Nuit | 71,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 468,5 € |
| octobre | Trimestre 4 | dimanche 10 octobre 2021 | Clermont En Rose | Evènement sportif/culturel | A | Eté | Nuit | 520,6 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 3 434,3 € |
| octobre | Trimestre 4 | samedi 23 octobre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Eté | Jour | 130,4 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 712,4 € |
| novembre | Trimestre 4 | dimanche 7 novembre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Jour | 86,3 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 485,2 € |
| novembre | Trimestre 4 | dimanche 7 novembre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Nuit | 97,5 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 659,1 € |
| novembre | Trimestre 4 | jeudi 11 novembre 2021 | Cérémonie du 11 novembre 2021 | Renfort exploitation | A | Hiver | Jour | 19,4 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 109,2 € |
| novembre | Trimestre 4 | samedi 27 novembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 360,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 2 025,1 € |
| novembre | Trimestre 4 | dimanche 28 novembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 657,3 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 3 697,7 € |
| novembre | Trimestre 4 | novembre-21 | Doublage course de 0650 PDC - Delille - nécessité de renfort (capacité insuff | Affluence | 35/36 | Hiver | Jour | 169,4 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 3 040,0 € |
| décembre | Trimestre 4 | décembre-21 | Doublage course de 0650 PDC - Delille - nécessité de renfort (capacité insuff | Affluence | 35/36 | Hiver | Jour | 157,3 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 2 470,0 € |
| décembre | Trimestre 4 | samedi 4 décembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 360,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 2 025,1 € |
| décembre | Trimestre 4 | dimanche 5 décembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 657,3 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 3 697,7 € |
| décembre | Trimestre 4 | samedi 11 décembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 360,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 2 025,1 € |
| décembre | Trimestre 4 | dimanche 12 décembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 657,3 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 3 697,7 € |
| décembre | Trimestre 4 | samedi 18 décembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 360,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 2 025,1 € |
| décembre | Trimestre 4 | dimanche 19 décembre 2021 | Fêtes de fin d'année - affluence week end | Affluence | A | Hiver | Jour | 657,3 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 3 697,7 € |
| décembre | Trimestre 4 | samedi 11 décembre 2021 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Jour | 130,4 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 733,6 € |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | 6 550,4 | | | | | | 41 144,2 € |

## KILOMETRES SUPPLEMENTAIRES ANNEE 2021 - BORDEREAU DES PRIX N°2

| | | | | | | | | | Répartition de la ligne | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mois | Trimestre | Date | Evénement | Commentaires | Ligne | Saison | Jour / Nuit | KMS | Tramway | Articulé | Stand GO | Stand GNV | Midibus | Valeur € 2017 |
| juin | Trimestre 2 | mardi 1 juin 2021 | Festival Europavox - tramway | | A | Eté | Nuit | 712,5 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 19 083,7 € |
| octobre | Trimestre 4 | vendredi 1 octobre 2021 | Clermont fête ses étudiants - tramway | | A | Eté | Nuit | 91,2 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 2 243,3 € |
| août | Trimestre 3 | dimanche 1 août 2021 | Matchs Clermont-Foot - tramway | | A | Eté | Nuit | 1 171,5 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 20 038,6 € |
| septembre | Trimestre 3 | mercredi 1 septembre 2021 | Matchs Clermont-Foot - tramway | | A | Eté | Nuit | 1 171,5 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 20 038,6 € |
| octobre | Trimestre 4 | vendredi 1 octobre 2021 | Matchs Clermont-Foot - tramway | | A | Eté | Nuit | 820,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 13 877,6 € |
| novembre | Trimestre 4 | lundi 1 novembre 2021 | Matchs Clermont-Foot - tramway | | A | Eté | Nuit | 410,0 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 7 004,1 € |
| décembre | Trimestre 4 | mercredi 1 décembre 2021 | Matchs Clermont-Foot - tramway | | A | Eté | Nuit | 761,5 | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 13 117,5 € |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | 5 138,2 | | | | | | 95 403,4 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 2 VITESSES COMMERCIALES

| | Vitesses commerciales | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | sept-21 | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | | 2021 vs 2018 | |
| | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 16,65 | 16,57 | 16,56 | 16,62 | 0,06 | 0,3% | 0,05 | 0,3% | -0,03 | -0,2% |
| Ligne B | 13,80 | 13,58 | 13,54 | 13,96 | 0,42 | 3,1% | 0,38 | 2,8% | 0,16 | 1,2% |
| Ligne C | 18,93 | 18,57 | 18,82 | 19,46 | 0,64 | 3,4% | 0,89 | 4,8% | 0,53 | 2,8% |
| Ligne 3 | 16,04 | 15,89 | 15,81 | 15,85 | 0,04 | 0,2% | -0,04 | -0,2% | -0,19 | -1,2% |
| Ligne 4 | 16,07 | 15,86 | 15,83 | 15,89 | 0,06 | 0,4% | 0,03 | 0,2% | -0,18 | -1,1% |
| Ligne 5 | 17,55 | 17,45 | 17,37 | 17,33 | -0,04 | -0,2% | -0,12 | -0,7% | -0,22 | -1,2% |
| Ligne 7 | 13,93 | 13,56 | 13,05 | 12,83 | -0,22 | -1,7% | -0,73 | -5,4% | -1,10 | -7,9% |
| Ligne 8 | 14,13 | 14,06 | 14,05 | 14,12 | 0,07 | 0,5% | 0,06 | 0,4% | -0,01 | 0,0% |
| Ligne 9 | 16,08 | 15,71 | 15,57 | 15,63 | 0,06 | 0,4% | -0,08 | -0,5% | -0,45 | -2,8% |
| Ligne 10 | 18,53 | 17,99 | 17,89 | 17,86 | -0,03 | -0,2% | -0,13 | -0,7% | -0,67 | -3,6% |
| Ligne 12 | 18,20 | 18,12 | 18,16 | 18,09 | -0,07 | -0,4% | -0,03 | -0,2% | -0,11 | -0,6% |
| Ligne 13 | 15,60 | 15,52 | 15,54 | 15,55 | 0,02 | 0,1% | 0,03 | 0,2% | -0,05 | -0,3% |
| Ligne 20 | 22,82 | 22,60 | 22,55 | 22,55 | 0,00 | 0,0% | -0,05 | -0,2% | -0,27 | -1,2% |
| Ligne 21 | 18,26 | 17,58 | 17,60 | 17,67 | 0,08 | 0,4% | 0,09 | 0,5% | -0,59 | -3,2% |
| Ligne 22 | 26,37 | 25,94 | 25,81 | 25,89 | 0,08 | 0,3% | -0,05 | -0,2% | -0,48 | -1,8% |
| Ligne 23 | 28,69 | 28,33 | 28,57 | 28,61 | 0,04 | 0,1% | 0,28 | 1,0% | -0,08 | -0,3% |
| Ligne 24 | 21,49 | 21,73 | 21,73 | 21,77 | 0,04 | 0,2% | 0,04 | 0,2% | 0,28 | 1,3% |
| Ligne 25 | 25,64 | 25,55 | 25,47 | 25,50 | 0,03 | 0,1% | -0,05 | -0,2% | -0,14 | -0,5% |
| Ligne 26 en régie | 22,02 | 22,02 | 22,02 | 22,51 | 0,49 | 2,2% | 0,49 | 2,2% | 0,49 | 2,2% |
| Ligne 27 en régie | 19,23 | 19,38 | 19,38 | 19,25 | -0,13 | -0,6% | -0,13 | -0,6% | 0,02 | 0,1% |
| Ligne 28 | 25,75 | 21,69 | 21,73 | 22,91 | 1,18 | 5,4% | 1,23 | 5,6% | -2,84 | -11,0% |
| **TOTAL RESEAU URBAIN** | **17,22** | **17,01** | **16,99** | **17,11** | **0,12** | **0,7%** | **0,10** | **0,6%** | **-0,11** | **-0,7%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

## Tramway

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N/A | - | Parc utilisé | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 30 | 220 |
| | | Parc au 31/12/N | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 30 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 | 12,47 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 150 231 | 1 109 507 | 1 123 454 | 1 049 027 | 1 344 073 | 1 340 830 | 1 076 541 | 1 166 929 | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 405 | 1 309 368 | |
| | | Consommation (kW/h) | 6 519 911 | 6 041 526 | 6 457 978 | 6 100 253 | 6 880 122 | 6 848 042 | 6 112 706 | 6 259 255 | 5 783 173 | 6 583 246 | 6 409 986 | 7 086 823 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 46 009 | 44 380 | 44 938 | 41 961 | 53 763 | 53 633 | 43 062 | 46 677 | 42 290 | 43 526 | 39 447 | 43 646 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 566,835 | 544,523 | 574,832 | 581,515 | 511,886 | 510,732 | 567,810 | 536,387 | 547,006 | 504,160 | 541,656 | 541,240 | |

## Autobus articulés

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AG300 | 2 | Parc utilisé | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 29 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 18 779 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 5 983 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 62,779 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| AGORA | 2 | Parc utilisé | 8 | 8 | 8 | 8 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 0 | 0 | 0 | 152 |
| | | Parc au 31/12/N | 8 | 8 | 8 | 8 | 4 | 7 | 4 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 9,87 | 10,87 | 11,87 | 12,87 | 13,87 | 14,97 | 15,87 | 16,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 210 080 | 217 171 | 223 796 | 178 858 | 40 559 | 41 246 | 102 700 | 28 073 | 29 433 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 147 257 | 147 847 | 148 694 | 109 998 | 26 330 | 27 725 | 76 272 | 20 373 | 20 065 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 26 260 | 27 146 | 27 975 | 22 357 | 5 794 | 5 892 | 14 671 | 4 010 | 4 205 | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 70,096 | 68,079 | 66,442 | 61,500 | 64,918 | 67,219 | 74,267 | 72,572 | 68,172 | - | - | - | |
| AGORA LEO | 2 | Parc utilisé | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 2 | 2 | 0 | 168 |
| | | Parc au 31/12/N | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 2 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 9,85 | 10,85 | 11,85 | 12,85 | 13,85 | 14,85 | 15,86 | 16,86 | 17,80 | 18,80 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 217 876 | 218 716 | 218 816 | 202 104 | 49 910 | 42 096 | 82 460 | 43 516 | 51 717 | 2 573 | 8 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 154 697 | 150 316 | 149 194 | 123 919 | 37 647 | 29 095 | 70 995 | 31 059 | 36 005 | 1 956 | 92 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 36 313 | 36 453 | 36 469 | 33 684 | 8 318 | 7 016 | 13 743 | 7 253 | 8 620 | 1 287 | 4 | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 71,002 | 68,727 | 68,182 | 61,314 | 75,429 | 69,117 | 86,097 | 71,374 | 69,619 | 76,029 | 1145,375 | - | |
| CREALIS | 5 | Parc utilisé | 0 | 0 | 12 | 19 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 159 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 12 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,13 | 0,68 | 1,68 | 2,68 | 3,68 | 4,68 | 5,68 | 6,68 | 7,68 | 8,68 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 33 772 | 475 248 | 1 057 452 | 1 074 224 | 1 096 733 | 1 041 309 | 1 033 349 | 966 512 | 782 632 | 931 604 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 22 139 | 313 701 | 608 117 | 616 283 | 657 382 | 654 151 | 644 957 | 616 353 | 475 823 | 549 798 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | 2 814 | 25 013 | 42 298 | 42 969 | 43 869 | 41 652 | 41 334 | 38 660 | 31 305 | 37 264 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | 65,554 | 66,008 | 57,508 | 57,370 | 59,940 | 62,820 | 62,414 | 63,771 | 60,798 | 59,016 | |
| GX417 | 2 | Parc utilisé | 13 | 13 | 13 | 13 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 168 |
| | | Parc au 31/12/N | 13 | 13 | 13 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 12,44 | 13,44 | 14,45 | 17,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 453 692 | 406 373 | 430 245 | 214 010 | 3 430 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 272 196 | 247 830 | 252 197 | 124 813 | 1 643 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 34 899 | 31 259 | 33 096 | 16 462 | 858 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 59,996 | 60,986 | 58,617 | 58,321 | 47,914 | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX427 | 5 | Parc utilisé | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 166 |
| | | Parc au 31/12/N | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,44 | 1,44 | 2,45 | 3,45 | 4,45 | 5,45 | 6,45 | 7,45 | 8,45 | 9,45 | 10,45 | 11,45 | |
| | | Kms Parc parcourus | 77 972 | 220 542 | 225 780 | 238 700 | 68 986 | 70 000 | 87 358 | 61 545 | 73 212 | 45 034 | 21 822 | 39 934 | |
| | | Consommation (L.) | 43 519 | 122 240 | 118 907 | 123 336 | 32 792 | 39 293 | 52 437 | 37 516 | 42 785 | 27 715 | 13 205 | 24 305 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 19 493 | 55 136 | 56 445 | 59 675 | 17 247 | 17 500 | 21 840 | 15 386 | 18 303 | 11 259 | 5 456 | 9 984 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 55,814 | 55,427 | 52,665 | 51,670 | 47,534 | 56,133 | 60,025 | 60,957 | 58,439 | 61,543 | 60,510 | 60,863 | |
| GX437 inclus GX437 BHNS | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 160 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,09 | 0,84 | 1,84 | 2,84 | 3,84 | 4,84 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 280 622 | 390 263 | 252 137 | 198 647 | 232 122 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 159 827 | 218 885 | 145 902 | 112 537 | 128 749 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | 23 385 | 32 522 | 21 011 | 16 554 | 19 344 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | 56,954 | 56,087 | 57,866 | 56,652 | 55,466 | |
| PR118 | 1 | Parc utilisé | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 157 |
| | | Parc au 31/12/N | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 15,83 | 16,83 | 17,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 51 313 | 20 394 | 15 400 | 3 379 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 28 258 | 12 195 | 9 734 | 1 949 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 25 657 | 10 197 | 7 700 | 1 690 | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 55,070 | 59,797 | 63,208 | 57,680 | - | - | - | - | - | - | - | - | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

## Autobus articulés

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PR180.2 | 0 | Parc utilisé | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 155 |
| | | Parc au 31/12/N | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 18,01 | 19,01 | 20,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 21 842 | 8 185 | 4 949 | 1 325 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 13 625 | 6 003 | 3 674 | 1 018 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 21 842 | 8 185 | 4 949 | 1 325 | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 62,382 | 73,341 | 74,237 | 76,851 | - | - | - | - | - | - | - | - | |

## Autobus standards

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A500 | 0 | Parc utilisé | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 18,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 95 660 | 4 141 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 42 814 | 1 801 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 15 943 | 4 141 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 44,756 | 43,496 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| A500 | 1 | Parc utilisé | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 17,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 61 497 | 15 569 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 27 248 | 6 963 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 20 499 | 5 190 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 44,308 | 44,723 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| A500 | 2 | Parc utilisé | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 112 |
| | | Parc au 31/12/N | 4 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 15,18 | 15,54 | 16,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 89 179 | 62 377 | 36 917 | 17 606 | 1 224 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 34 909 | 24 687 | 14 770 | 7 016 | 341 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 22 295 | 15 594 | 12 306 | 5 869 | 408 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 39,145 | 39,577 | 40,009 | 39,850 | 27,866 | - | - | - | - | - | - | - | |
| A600 | 0 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| A600 | 1 | Parc utilisé | 8 | 8 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 112 |
| | | Parc au 31/12/N | 8 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 15,98 | 16,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 109 648 | 102 597 | 29 313 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 45 644 | 43 741 | 12 888 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 13 706 | 12 825 | 4 886 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 41,628 | 42,634 | 43,967 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX107 | 0 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 102 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX107 | 1 | Parc utilisé | 15 | 11 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 102 |
| | | Parc au 31/12/N | 12 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 16,64 | 17,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 371 123 | 123 403 | 41 246 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 161 741 | 55 309 | 19 631 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 24 742 | 11 218 | 10 312 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 43,582 | 44,820 | 47,595 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX107 | 2 | Parc utilisé | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 102 |
| | | Parc au 31/12/N | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 14,99 | 15,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 132 014 | 114 480 | 45 475 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 58 030 | 51 572 | 20 848 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 26 403 | 22 896 | 9 095 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 43,957 | 45,049 | 45,845 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

**Autobus standards**

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GX217 | 2 | Parc utilisé | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 115 |
| | | Parc au 31/12/N | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 12,82 | 13,82 | 14,83 | 15,83 | 16,83 | 17,83 | 20,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 477 293 | 450 666 | 443 943 | 380 191 | 333 457 | 235 837 | 188 884 | 16 605 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 220 152 | 206 288 | 202 197 | 176 059 | 157 293 | 111 680 | 89 253 | 8 117 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 31 820 | 30 044 | 29 596 | 25 346 | 22 230 | 15 722 | 12 592 | 8 303 | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 46,125 | 45,774 | 45,546 | 46,308 | 47,171 | 47,355 | 47,253 | 48,881 | - | - | - | - | |
| GX327 | 3 | Parc utilisé | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 13 | 10 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 10 | 10 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 4,59 | 5,59 | 6,59 | 7,59 | 8,59 | 9,59 | 10,60 | 11,60 | 12,60 | 13,60 | 14,60 | 15,60 | |
| | | Kms Parc parcourus | 853 267 | 835 139 | 783 362 | 811 385 | 681 757 | 564 806 | 465 687 | 424 064 | 428 127 | 403 613 | 197 069 | 218 563 | |
| | | Consommation (L.) | 348 426 | 340 934 | 323 708 | 335 375 | 293 602 | 237 052 | 208 633 | 188 445 | 191 935 | 184 146 | 87 860 | 72 866 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 60 948 | 59 653 | 55 954 | 57 956 | 48 697 | 40 343 | 33 263 | 30 290 | 30 581 | 28 830 | 15 159 | 21 856 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 40,834 | 40,824 | 41,323 | 41,334 | 43,066 | 41,971 | 44,801 | 44,438 | 44,831 | 45,624 | 44,583 | 33,339 | |
| GX327 | 5 | Parc utilisé | 7 | 19 | 36 | 36 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 7 | 19 | 36 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,44 | 1,10 | 1,45 | 2,16 | 3,16 | 4,16 | 5,16 | 6,16 | 7,16 | 8,16 | 9,16 | 10,16 | |
| | | Kms Parc parcourus | 136 959 | 931 893 | 1 610 807 | 1 937 635 | 1 906 191 | 1 915 355 | 1 815 155 | 1 745 233 | 1 563 526 | 1 234 682 | 1 009 469 | 896 106 | |
| | | Consommation (L.) | 54 449 | 392 651 | 639 874 | 741 230 | 728 134 | 790 278 | 754 425 | 729 394 | 636 056 | 537 044 | 429 967 | 411 686 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 19 566 | 49 047 | 44 745 | 53 823 | 46 492 | 46 716 | 44 272 | 42 567 | 38 135 | 30 114 | 24 621 | 21 856 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 39,756 | 42,135 | 39,724 | 38,254 | 38,198 | 41,260 | 41,563 | 41,793 | 40,681 | 43,497 | 42,593 | 45,942 | |
| GX337 | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 14 | 14 | 14 | 16 | 18 | 18 | 107 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 14 | 14 | 14 | 18 | 18 | 18 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,50 | 1,51 | 2,51 | 3,51 | 3,55 | 4,55 | 5,55 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 273 517 | 749 001 | 722 509 | 677 167 | 627 928 | 725 371 | 732 655 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 113 603 | 309 485 | 285 234 | 259 064 | 245 086 | 279 664 | 287 860 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | 19 537 | 53 500 | 51 608 | 48 369 | 39 246 | 40 298 | 40 703 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | 41,534 | 41,320 | 39,478 | 38,257 | 39,031 | 38,555 | 39,290 | |
| GX217 GNV | 2 | Parc utilisé | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 97 |
| | | Parc au 31/12/N | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 12,72 | 13,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 23 583 | 10 355 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (Nm³) | 13 771 | 6 238 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 23 583 | 10 355 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX317 GNV | 2 | Parc utilisé | 15 | 15 | 15 | 15 | 13 | 9 | 9 | 9 | 3 | 0 | 0 | 0 | 108 |
| | | Parc au 31/12/N | 15 | 15 | 15 | 9 | 9 | 9 | 9 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 9,38 | 10,38 | 11,38 | 12,19 | 13,19 | 14,19 | 15,19 | 16,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 517 133 | 420 387 | 375 613 | 306 498 | 207 056 | 167 716 | 177 034 | 90 679 | 9 546 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (Nm³) | 301 981 | 253 237 | 228 698 | 186 264 | 119 247 | 95 347 | 104 124 | 53 255 | 5 605 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 34 476 | 28 026 | 25 041 | 20 433 | 15 927 | 18 635 | 19 670 | 10 075 | 3 182 | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | - | - | - | |
| GX317 GNV | 3 | Parc utilisé | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 15 | 15 | 13 | 106 |
| | | Parc au 31/12/N | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 15 | 15 | 15 | 4 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,95 | 7,95 | 8,95 | 9,95 | 10,95 | 11,95 | 12,95 | 13,95 | 14,53 | 15,53 | 16,53 | 17,26 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 428 730 | 1 295 658 | 1 251 012 | 1 133 008 | 973 963 | 1 025 083 | 1 029 717 | 912 933 | 601 907 | 249 156 | 156 376 | 60 183 | |
| | | Consommation (Nm³) | 834 310 | 780 492 | 761 697 | 688 549 | 560 921 | 582 764 | 605 636 | 536 160 | 353 417 | 150 180 | 92 633 | 35 444 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 39 687 | 35 991 | 34 750 | 31 472 | 27 055 | 28 475 | 28 603 | 25 359 | 16 720 | 16 610 | 10 425 | 4 629 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | 58,894 | |
| GX327 GNV | 3 | Parc utilisé | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 107 |
| | | Parc au 31/12/N | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 4,43 | 5,43 | 6,44 | 7,44 | 8,44 | 9,44 | 10,44 | 11,44 | 12,44 | 13,44 | 14,44 | 15,44 | |
| | | Kms Parc parcourus | 295 364 | 259 769 | 248 616 | 242 278 | 203 528 | 188 639 | 188 440 | 172 590 | 186 959 | 151 741 | 129 536 | 126 293 | |
| | | Consommation (Nm³) | 172 478 | 156 482 | 151 374 | 147 237 | 117 215 | 107 242 | 110 832 | 101 361 | 109 775 | 91 463 | 76 734 | 74 379 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 49 227 | 43 295 | 41 436 | 40 380 | 33 921 | 31 440 | 31 407 | 28 765 | 31 160 | 25 290 | 21 589 | 21 049 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | 58,894 | |
| GX327 GNV | 5 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 106 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,06 | 2,06 | 3,06 | 4,06 | 5,06 | 6,06 | 7,06 | 8,06 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 353 934 | 394 082 | 376 593 | 331 226 | 284 363 | 243 732 | 219 947 | 147 342 | |
| | | Consommation (Nm³) | 0 | 0 | 0 | 0 | 203 836 | 224 037 | 221 496 | 194 527 | 166 967 | 146 911 | 130 291 | 86 776 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | 50 562 | 56 297 | 53 799 | 47 318 | 40 623 | 34 819 | 31 421 | 21 049 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | 58,894 | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

## Autobus standards

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MANA21 GNV | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 35 | | | | |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 35 | 35 | 55 | 61 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,78 | 0,96 | 1,90 | 1,90 | 2,70 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 284 674 | 1 063 717 | 1 531 097 | 1 454 721 | 2 259 949 | 96 |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 167 187 | 624 575 | 922 877 | 861 742 | 1 330 980 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | 31 630 | 30 392 | 43 746 | 41 563 | 37 048 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | 58,894 | |
| PR100.2 | 0 | Parc utilisé | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 46 187 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | | Consommation (L.) | 20 444 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 9 237 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 44,264 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | | | | | | | | 130 | 130 | 132 | 136 | 152 | | |

## Midibus

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GX117 | 3 | Parc utilisé | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 3 | |
| | | Parc au 31/12/N | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 2 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,07 | 7,07 | 8,07 | 9,07 | 10,07 | 11,07 | 12,07 | 13,07 | 14,07 | 15,07 | 16,07 | 15,77 | |
| | | Kms Parc parcourus | 282 326 | 275 582 | 289 154 | 290 173 | 285 851 | 294 294 | 295 621 | 289 937 | 281 974 | 243 822 | 172 579 | 20 734 | 69 |
| | | Consommation (L.) | 119 358 | 115 241 | 121 316 | 119 665 | 122 532 | 120 787 | 126 404 | 120 482 | 116 452 | 103 950 | 74 341 | 9 013 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 28 233 | 27 558 | 28 915 | 29 017 | 28 585 | 29 429 | 29 562 | 28 994 | 28 197 | 24 382 | 17 258 | 6 911 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,277 | 41,817 | 41,955 | 41,239 | 42,866 | 41,043 | 42,759 | 41,555 | 41,299 | 42,634 | 43,077 | 43,470 | |
| GX137 | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 8 | |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 8 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,21 | 1,21 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 525 | 212 547 | 65 |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 206 | 81 533 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 789 | 26 568 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 39,933 | 38,360 | |

## Autocars

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 815CL | 1 | Parc utilisé | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Parc au 31/12/N | 2 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 16,79 | 17,79 | 18,79 | 19,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 28 343 | 22 359 | 16 382 | 14 573 | 1 050 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 69 |
| | | Consommation (L.) | 12 015 | 9 620 | 6 862 | 6 005 | 263 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 14 172 | 11 180 | 8 191 | 14 573 | 1 050 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,391 | 43,025 | 41,887 | 41,209 | 25,042 | - | - | - | - | - | - | - | |
| 815CL | 2 | Parc utilisé | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Parc au 31/12/N | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 14,73 | 15,73 | 16,73 | 17,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 19 317 | 17 920 | 15 686 | 7 230 | 1 131 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 69 |
| | | Consommation (L.) | 7 794 | 7 086 | 6 972 | 6 967 | 438 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 19 317 | 17 920 | 15 686 | 7 230 | 1 131 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 40,348 | 39,542 | 44,447 | 96,364 | 38,705 | - | - | - | - | - | - | - | |

## Minibus & divers

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Navette et véhicules divers | - | Parc utilisé | 54 | 52 | 52 | 53 | 55 | 59 | 61 | 56 | 67 | 67 | 68 | 68 | |
| | | Parc au 31/12/N | 54 | 54 | 54 | 54 | 55 | 54 | 54 | 58 | 64 | 67 | 69 | 66 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,68 | 6,89 | 8,00 | 8,89 | 9,83 | 9,30 | 8,79 | 8,85 | 7,97 | 9,60 | 8,52 | 8,36 | |
| | | Kms Parc parcourus | 635 290 | 622 003 | 675 998 | 651 228 | 608 610 | 557 565 | 565 612 | 535 816 | 611 677 | 608 860 | 589 726 | 638 577 | - |
| | | Consommation (L.) | 50 824 | 43 718 | 44 655 | 48 732 | 55 905 | 38 199 | 36 906 | 36 841 | 37 645 | 41 678 | 48 166 | 52 453 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 11 765 | 11 962 | 13 000 | 12 287 | 11 066 | 9 450 | 9 272 | 9 568 | 9 130 | 9 087 | 8 672 | 9 391 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 8,000 | 7,029 | 6,606 | 7,483 | 9,186 | 6,851 | 6,525 | 6,876 | 6,154 | 6,845 | 8,167 | 8,214 | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Total par catégorie de véhicule |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tramway | | Parc utilisé | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 30 | 220,0 |
| | | Parc au 31/12N | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 30 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 | 12,47 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 150 231 | 1 109 507 | 1 123 454 | 1 049 027 | 1 344 073 | 1 340 830 | 1 076 541 | 1 166 929 | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 405 | 1 309 368 | |
| | | Consommation (kW/h) | 6 519 911 | 6 041 526 | 6 457 978 | 6 100 253 | 6 880 122 | 6 848 042 | 6 112 706 | 6 259 255 | 5 783 173 | 6 583 246 | 6 409 986 | 7 086 823 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 46 009 | 44 380 | 44 938 | 41 961 | 53 763 | 53 633 | 43 062 | 46 677 | 42 290 | 43 526 | 39 447 | 43 646 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 566,835 | 544,523 | 574,832 | 581,515 | 511,886 | 510,732 | 567,810 | 536,387 | 547,006 | 504,160 | 541,656 | 541,240 | |
| Autobus Gazole Articulés | | Parc utilisé | 39 | 34 | 46 | 53 | 46 | 42 | 42 | 54 | 54 | 43 | 43 | 41 | 160,0 |
| | | Parc au 31/12N | 34 | 34 | 46 | 48 | 39 | 42 | 45 | 54 | 43 | 41 | 41 | 41 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 10,33 | 11,33 | 9,15 | 6,20 | 5,09 | 6,73 | 6,16 | 6,98 | 5,43 | 5,83 | 6,83 | 7,83 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 062 688 | 1 091 381 | 1 152 758 | 1 313 624 | 1 220 337 | 1 227 566 | 1 369 251 | 1 455 065 | 1 577 974 | 1 266 256 | 1 003 109 | 1 203 660 | |
| | | Consommation (L) | 678 331 | 686 431 | 704 539 | 798 734 | 706 528 | 712 396 | 857 086 | 902 926 | 962 696 | 791 926 | 601 657 | 702 852 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 27 248 | 32 099 | 25 060 | 24 785 | 26 529 | 29 228 | 32 601 | 26 946 | 29 222 | 29 448 | 23 328 | 29 358 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 63,832 | 62,896 | 61,118 | 60,804 | 57,896 | 58,033 | 62,595 | 62,054 | 61,008 | 62,541 | 59,979 | 58,393 | |
| Autobus Gazole standards | | Parc utilisé | 82 | 80 | 83 | 68 | 73 | 84 | 84 | 71 | 69 | 71 | 72 | 69 | 108,5 |
| | | Parc au 31/12N | 71 | 66 | 68 | 70 | 70 | 84 | 72 | 69 | 69 | 73 | 69 | 69 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 11,67 | 9,15 | 6,12 | 6,17 | 7,17 | 6,90 | 6,14 | 6,52 | 7,52 | 8,07 | 8,75 | 9,75 | |
| | | Kms Parc parcourus | 2 372 827 | 2 640 265 | 2 991 063 | 3 146 817 | 2 922 629 | 2 989 515 | 3 218 727 | 2 908 411 | 2 668 820 | 2 266 223 | 1 931 909 | 1 847 324 | |
| | | Consommation (L) | 1 013 857 | 1 123 946 | 1 233 916 | 1 259 680 | 1 179 371 | 1 252 614 | 1 361 796 | 1 211 190 | 1 087 055 | 966 276 | 797 490 | 772 412 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 28 937 | 33 003 | 36 037 | 46 277 | 40 036 | 35 589 | 38 318 | 40 964 | 38 679 | 31 919 | 26 832 | 26 773 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,728 | 42,569 | 41,253 | 40,030 | 40,353 | 41,900 | 42,309 | 41,644 | 40,732 | 42,638 | 41,280 | 41,812 | |
| Autobus GNV | | Parc utilisé | 58 | 58 | 57 | 57 | 62 | 58 | 58 | 67 | 87 | 63 | 63 | 87 | 99,1 |
| | | Parc au 31/12N | 58 | 58 | 57 | 51 | 58 | 58 | 58 | 61 | 63 | 63 | 83 | 78 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 7,41 | 8,41 | 9,32 | 10,05 | 9,84 | 10,84 | 11,85 | 10,74 | 5,74 | 6,70 | 5,88 | 4,91 | |
| | | Kms Parc parcourus | 2 264 810 | 1 986 169 | 1 875 241 | 1 681 784 | 1 738 481 | 1 775 520 | 1 771 784 | 1 792 102 | 2 146 492 | 2 175 726 | 1 960 580 | 2 593 767 | |
| | | Consommation (Nm3) | 1 322 541 | 1 196 450 | 1 141 769 | 1 022 050 | 1 001 220 | 1 009 390 | 1 042 088 | 1 052 490 | 1 260 340 | 1 311 430 | 1 161 401 | 1 527 580 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 39 048 | 34 244 | 32 899 | 29 505 | 28 040 | 30 612 | 30 548 | 26 748 | 24 672 | 34 535 | 31 120 | 29 813 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | 58,894 | |
| Autocar | | Parc utilisé | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| | | Parc au 31/12N | 3 | 3 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 16,10 | 17,10 | 17,76 | 18,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 47 660 | 40 279 | 32 068 | 21 803 | 2 181 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L) | 19 809 | 16 706 | 13 834 | 12 972 | 701 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 15 887 | 13 426 | 10 689 | 10 902 | 1 091 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 41,563 | 41,476 | 43,139 | 59,499 | 32,127 | - | - | - | - | - | - | - | |
| Midibus | | Parc utilisé | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 17 | 11 | 66,1 |
| | | Parc au 31/12N | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 18 | 10 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,07 | 7,07 | 8,07 | 9,07 | 10,07 | 11,07 | 12,07 | 13,07 | 14,07 | 15,07 | 9,02 | 4,12 | |
| | | Kms Parc parcourus | 282 326 | 275 582 | 289 154 | 290 173 | 285 851 | 294 294 | 295 621 | 289 937 | 281 974 | 243 822 | 178 104 | 233 281 | |
| | | Consommation (L) | 119 358 | 115 241 | 121 316 | 119 665 | 122 532 | 120 787 | 126 404 | 120 482 | 116 452 | 103 950 | 76 548 | 90 546 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 28 233 | 27 558 | 28 915 | 29 017 | 28 585 | 29 429 | 29 562 | 28 994 | 28 197 | 24 382 | 10 477 | 21 207 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,277 | 41,817 | 41,955 | 41,239 | 42,866 | 41,043 | 42,759 | 41,555 | 41,299 | 42,634 | 42,979 | 38,814 | |
| Autre | | Parc utilisé | 54 | 52 | 52 | 53 | 55 | 59 | 61 | 56 | 67 | 67 | 68 | 68 | - |
| | | Parc au 31/12N | 54 | 54 | 54 | 54 | 55 | 54 | 54 | 58 | 64 | 67 | 69 | 66 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,68 | 6,89 | 8,00 | 8,89 | 9,83 | 9,30 | 8,79 | 8,85 | 7,97 | 9,60 | 8,52 | 8,36 | |
| | | Kms Parc parcourus | 635 290 | 622 003 | 675 998 | 651 228 | 608 610 | 557 565 | 565 612 | 535 816 | 611 677 | 608 860 | 589 726 | 638 577 | |
| | | Consommation (L) | 50 824 | 43 718 | 44 655 | 48 732 | 55 905 | 38 199 | 36 906 | 36 841 | 37 645 | 41 678 | 48 166 | 52 453 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 11 765 | 11 962 | 13 000 | 12 287 | 11 066 | 9 450 | 9 272 | 9 568 | 9 130 | 9 087 | 8 672 | 9 391 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 8,000 | 7,029 | 6,606 | 7,483 | 9,186 | 6,851 | 6,525 | 6,876 | 6,154 | 6,845 | 8,167 | 8,214 | |

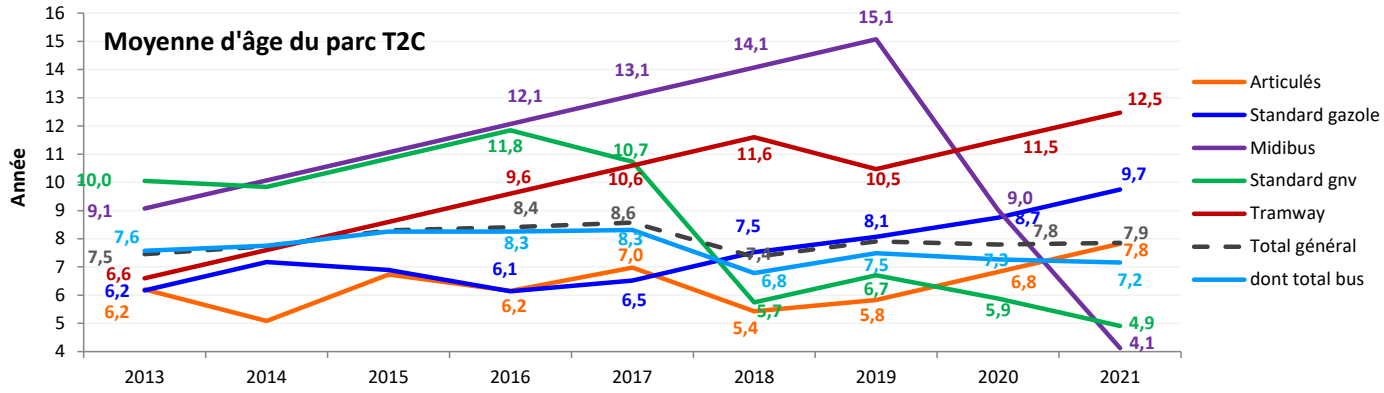
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

## TOTAL GENERAL

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Parc utilisé | | Tramway | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 30 | 220 |
| Parc utilisé | | Bus | 192 | 185 | 199 | 190 | 193 | 194 | 194 | 202 | 220 | 187 | 195 | 208 | 112 |
| Parc utilisé | | Autres | 54 | 52 | 52 | 53 | 55 | 59 | 61 | 56 | 67 | 67 | 68 | 68 | - |
| Parc au 31/12N | | Tramway | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 30 | |
| Parc au 31/12N | | Bus | 176 | 171 | 183 | 181 | 177 | 194 | 185 | 194 | 185 | 187 | 211 | 198 | |
| Parc au 31/12N | | Autres | 54 | 54 | 54 | 54 | 55 | 54 | 54 | 58 | 64 | 67 | 69 | 66 | |
| Moyenne d'âge au 31/12N | | Tramway | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 | 12,47 | |
| Moyenne d'âge au 31/12N | | Bus | 9,76 | 9,35 | 8,11 | 7,57 | 7,75 | 8,26 | 8,25 | 8,31 | 6,78 | 7,49 | 7,27 | 7,16 | |
| Moyenne d'âge au 31/12N | | Autres | 6,68 | 6,89 | 8,00 | 8,89 | 9,83 | 9,30 | 8,79 | 8,85 | 7,97 | 9,60 | 8,52 | 8,36 | |
| Kms parcourus | | Tramway | 1 150 231 | 1 109 507 | 1 123 454 | 1 049 027 | 1 344 073 | 1 340 830 | 1 076 541 | 1 166 929 | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 405 | 1 309 368 | |
| Kms parcourus | | Bus | 6 030 311 | 6 033 676 | 6 340 284 | 6 454 201 | 6 169 479 | 6 286 895 | 6 655 383 | 6 445 515 | 6 675 260 | 5 952 027 | 5 073 702 | 5 878 032 | |
| Kms parcourus | | Autres | 635 290 | 622 003 | 675 998 | 651 228 | 608 610 | 557 565 | 565 612 | 535 816 | 611 677 | 608 860 | 589 726 | 638 577 | |
| Consommation (kWh) | | Tramway | 6 519 911 | 6 041 526 | 6 457 978 | 6 100 253 | 6 880 122 | 6 848 042 | 6 112 706 | 6 259 255 | 5 783 173 | 6 583 246 | 6 409 986 | 7 086 823 | |
| Consommation (L) | | Bus Gazole | 1 831 355 | 1 942 324 | 2 073 605 | 2 191 052 | 2 009 131 | 2 085 797 | 2 345 286 | 2 234 599 | 2 166 203 | 1 862 153 | 1 475 694 | 1 565 810 | |
| Consommation (Nm3) | | Bus Gnv | 1 322 541 | 1 196 450 | 1 141 769 | 1 022 050 | 1 001 220 | 1 009 390 | 1 042 088 | 1 052 490 | 1 260 340 | 1 311 430 | 1 161 401 | 1 527 580 | |
| Consommation (L) | | Autres (Gazole) | 50 824 | 43 718 | 44 655 | 48 732 | 55 905 | 38 199 | 36 906 | 36 841 | 37 645 | 41 678 | 48 166 | 52 453 | |
| Moy. Kms parcourus | | Tramway | 46 009 | 44 380 | 44 938 | 41 961 | 53 763 | 53 633 | 43 062 | 46 677 | 42 290 | 43 526 | 39 447 | 43 646 | |
| Moy. Kms parcourus | | Bus | 31 408 | 32 614 | 31 861 | 33 969 | 31 966 | 32 407 | 34 306 | 31 908 | 30 342 | 31 829 | 26 019 | 28 260 | |
| Moy. Kms parcourus | | Autres | 11 765 | 11 962 | 13 000 | 12 287 | 11 066 | 9 450 | 9 272 | 9 568 | 9 130 | 9 087 | 8 672 | 9 391 | |
| Conso moy. / 100 kms (kWh) | | Tramway | 566,835 | 544,523 | 574,832 | 581,515 | 511,886 | 510,732 | 567,810 | 536,387 | 547,006 | 504,160 | 541,656 | 541,240 | |
| Conso moy. / 100 kms (L) | | Bus Gazole | 48,635 | 47,988 | 46,441 | 45,911 | 45,343 | 46,234 | 48,024 | 48,021 | 47,832 | 49,312 | 47,402 | 47,676 | |
| Conso moy. / 100 kms (Nm3) | | Bus Gnv | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | 58,894 | |
| Conso moy. / 100 kms (L) | | Autres (Gazole) | 8,000 | 7,029 | 6,606 | 7,483 | 9,186 | 6,851 | 6,525 | 6,876 | 6,154 | 6,845 | 8,167 | 8,214 | |

| Moyenne d'âge | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Articulés | 10,33 | 11,33 | 9,15 | 6,20 | 5,09 | 6,73 | 6,16 | 6,98 | 5,43 | 5,83 | 6,83 | 7,83 |
| Standard gazole | 11,67 | 9,15 | 6,12 | 6,17 | 7,17 | 6,90 | 6,14 | 6,52 | 7,52 | 8,07 | 8,75 | 9,75 |
| Midibus | 6,07 | 7,07 | 8,07 | 9,07 | 10,07 | 11,07 | 12,07 | 13,07 | 14,07 | 15,07 | 9,02 | 4,12 |
| Standard gnv | 7,41 | 8,41 | 9,32 | 10,05 | 9,84 | 10,84 | 11,85 | 10,74 | 5,74 | 6,70 | 5,88 | 4,91 |
| Tramway | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 | 12,47 |
| **Total général** | **9,00** | **8,75** | **7,81** | **7,45** | **7,73** | **8,29** | **8,41** | **8,57** | **7,36** | **7,90** | **7,79** | **7,86** |
| **dont total bus** | **9,76** | **9,35** | **8,11** | **7,57** | **7,75** | **8,26** | **8,25** | **8,31** | **6,78** | **7,49** | **7,27** | **7,16** |



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 4 — PLACES - KILOMETRES OFFERTES (PKO)

| LIGNES | Places kilomètres commerciaux offertes (PKO) | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | | 2021 vs 2018 | |
| | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 271 460 947 | 276 824 284 | 250 391 614 | 279 236 826 | 28 845 212 | 11,5% | 2 412 542 | 0,9% | 7 775 879 | 2,9% |
| Ligne B | 51 242 567 | 49 642 012 | 42 327 284 | 43 784 525 | 1 457 241 | 3,4% | -5 857 487 | -11,8% | -7 458 042 | -14,6% |
| Ligne C | 101 255 182 | 101 183 946 | 88 705 728 | 99 514 183 | 10 808 455 | 12,2% | -1 669 762 | -1,7% | -1 740 998 | -1,7% |
| Ligne 3 | 63 516 190 | 61 997 861 | 51 933 703 | 58 084 554 | 6 150 851 | 11,8% | -3 913 306 | -6,3% | -5 431 636 | -8,6% |
| Ligne 4 | 55 382 297 | 51 923 770 | 46 545 520 | 49 927 703 | 3 382 184 | 7,3% | -1 996 067 | -3,8% | -5 454 594 | -9,8% |
| Ligne 5 | 11 969 678 | 11 768 001 | 10 213 347 | 10 410 404 | 197 057 | 1,9% | -1 357 598 | -11,5% | -1 559 274 | -13,0% |
| Ligne 7 | 1 654 073 | 1 129 471 | 947 959 | 1 037 839 | 89 880 | 9,5% | -91 632 | -8,1% | -616 234 | -37,3% |
| Ligne 8 | 28 095 634 | 25 576 477 | 20 960 230 | 24 974 387 | 4 014 157 | 19,2% | -602 090 | -2,4% | -3 121 247 | -11,1% |
| Ligne 9 | 29 014 533 | 27 061 816 | 23 282 068 | 26 106 515 | 2 824 448 | 12,1% | -955 300 | -3,5% | -2 908 018 | -10,0% |
| Ligne 10 | 41 871 359 | 38 140 399 | 31 584 110 | 37 731 489 | 6 147 379 | 19,5% | -408 910 | -1,1% | -4 139 870 | -9,9% |
| Ligne 12 | 28 705 685 | 24 686 391 | 22 722 207 | 23 862 970 | 1 140 763 | 5,0% | -823 421 | -3,3% | -4 842 715 | -16,9% |
| Ligne 13 | 31 467 553 | 28 285 032 | 24 663 365 | 29 088 158 | 4 424 793 | 17,9% | 803 126 | 2,8% | -2 379 395 | -7,6% |
| Ligne 20 | 39 076 808 | 38 009 890 | 34 570 003 | 37 372 488 | 2 802 485 | 8,1% | -637 403 | -1,7% | -1 704 320 | -4,4% |
| Ligne 21 | 38 407 641 | 33 894 650 | 28 061 313 | 33 774 153 | 5 712 840 | 20,4% | -120 497 | -0,4% | -4 633 488 | -12,1% |
| Ligne 22 | 14 818 478 | 13 614 051 | 11 366 331 | 13 439 367 | 2 073 036 | 18,2% | -174 683 | -1,3% | -1 379 110 | -9,3% |
| Ligne 23 | 3 101 644 | 2 935 303 | 2 476 508 | 2 958 085 | 481 577 | 19,4% | 22 782 | 0,8% | -143 559 | -4,6% |
| Ligne 24 | 20 997 514 | 20 498 843 | 18 407 686 | 20 038 403 | 1 630 717 | 8,9% | -460 441 | -2,2% | -959 111 | -4,6% |
| Ligne 25 | 2 436 258 | 2 341 383 | 1 796 899 | 2 045 266 | 248 367 | 13,8% | -296 117 | -12,6% | -390 992 | -16,0% |
| Ligne 26 en régie | 75 579 | 389 159 | 356 940 | 117 538 | -239 402 | -67,1% | -271 622 | -69,8% | 41 959 | 55,5% |
| Ligne 27 en régie | 2 017 457 | 1 674 651 | 1 375 879 | 1 708 670 | 332 791 | 24,2% | 34 019 | 2,0% | -308 787 | -15,3% |
| Ligne 28 | 851 185 | 899 349 | 846 297 | 1 038 987 | 192 689 | 22,8% | 139 638 | 15,5% | 187 802 | 22,1% |
| **TOTAL REGIE** | **837 418 262** | **812 476 739** | **713 534 990** | **796 252 510** | **82 717 520** | **11,6%** | **-16 224 229** | **-2,0%** | **-41 165 752** | **-4,9%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 5 MAINTENANCE

## Maintenance BUS - Pannes

| Nombre de pannes et taux de pannes | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Ecart vs 2020 | % | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ARTICULES** | **Pannes** | **86** | **69** | **119** | **126** | **7** | **5,9%** | **57** | **82,6%** | **40** | **31,7%** |
| | **Kilomètres** | **1 577 974** | **1 266 256** | **1 003 109** | **1 203 660** | **200 551** | **20,0%** | **-62 596** | **-4,9%** | **-374 314** | **-31,1%** |
| | **Taux de pannes** | **0,55%** | **0,54%** | **1,19%** | **1,05%** | **-0,14** | | **0,50** | | **0,50** | |
| **AGORA** | **Pannes** | 9 | 1 | 0 | 0 | 0 | ns | -1 | ns | -9 | ns |
| | **Kilomètres** | 81 150 | 2 573 | 8 | 0 | -8 | -100,0% | -2 573 | ns | -81 150 | ns |
| | **Taux de pannes** | 1,11% | 3,89% | 0,00% | 0,00% | 0,00 | | -0,04 | | -0,01 | |
| **GX437** | **Pannes** | 3 | 1 | 2 | 4 | 2 | 100,0% | 3 | 300,0% | 1 | 25,0% |
| | **Kilomètres** | 73 212 | 45 034 | 21 822 | 39 934 | 18 112 | 83,0% | -5 100 | -11,3% | -33 278 | -83,3% |
| | **Taux de pannes** | 0,41% | 0,22% | 0,92% | 1,00% | 0,00 | | 0,01 | | 0,01 | |
| **GX427** | **Pannes** | 14 | 17 | 31 | 31 | 0 | 0,0% | 14 | 82,4% | 17 | 54,8% |
| | **Kilomètres** | 390 263 | 252 137 | 198 647 | 232 122 | 33 475 | 16,9% | -20 015 | -7,9% | -158 141 | -68,1% |
| | **Taux de pannes** | 0,36% | 0,67% | 1,56% | 1,34% | 0,00 | | 0,01 | | 0,01 | |
| **CREALIS** | **Pannes** | 60 | 50 | 86 | 91 | 5 | 5,8% | 41 | 82,0% | 31 | 34,1% |
| | **Kilomètres** | 1 033 349 | 966 512 | 782 632 | 931 604 | 148 972 | 19,0% | -34 908 | -3,6% | -101 745 | -10,9% |
| | **Taux de pannes** | 0,58% | 0,52% | 1,10% | 0,98% | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | |
| | | | | | | | | | | | |
| **STAND GO** | **Pannes** | **70** | **61** | **80** | **103** | **23** | **28,8%** | **42** | **68,9%** | **33** | **32,0%** |
| | **Kilomètres** | **2 668 820** | **2 266 223** | **1 931 909** | **1 847 324** | **-84 585** | **-4,4%** | **-418 899** | **-18,5%** | **-821 496** | **-44,5%** |
| | **Taux de pannes** | **0,26%** | **0,27%** | **0,41%** | **0,56%** | **0,00** | | **0,00** | | **0,00** | |
| **GX217** | **Pannes** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ns | 0 | ns | 0 | ns |
| | **Kilomètres** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ns | 0 | ns | 0 | ns |
| | **Taux de pannes** | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | |
| **GX327** | **Pannes** | 63 | 53 | 65 | 80 | 15 | 23,1% | 27 | 50,9% | 17 | 21,3% |
| | **Kilomètres** | 1 991 653 | 1 638 295 | 1 206 538 | 1 114 669 | -91 869 | -7,6% | -523 626 | -32,0% | -876 984 | -78,7% |
| | **Taux de pannes** | 0,32% | 0,32% | 0,54% | 0,72% | 0,18 | | 0,39 | | 0,40 | |
| **GX337** | **Pannes** | 7 | 8 | 15 | 23 | 8 | 53,3% | 15 | 187,5% | 16 | 69,6% |
| | **Kilomètres** | 677 167 | 627 928 | 725 371 | 732 655 | 7 284 | 1,0% | 104 727 | 16,7% | 55 488 | 7,6% |
| | **Taux de pannes** | 0,10% | 0,13% | 0,21% | 0,31% | 0,11 | | 0,19 | | 0,21 | |
| | | | | | | | | | | | |
| **STANDARD GNV** | **Pannes** | **138** | **92** | **108** | **137** | **29** | **26,9%** | **45** | **48,9%** | **-1** | **-0,7%** |
| | **Kilomètres** | **2 146 492** | **2 175 726** | **1 960 580** | **2 593 767** | **633 187** | **32,3%** | **418 041** | **19,2%** | **447 275** | **17,2%** |
| | **Taux de pannes** | **0,64%** | **0,42%** | **0,55%** | **0,53%** | **-0,02** | **-0,02** | **0,11** | | **-0,11** | |
| **GX317GNV** | **Pannes** | 58 | 33 | 16 | 19 | 3 | 18,8% | -14 | -42,4% | -39 | -205,3% |
| | **Kilomètres** | 611 453 | 249 156 | 156 376 | 60 183 | -96 193 | -61,5% | -188 973 | -75,8% | -551 270 | -916,0% |
| | **Taux de pannes** | 0,95% | 1,32% | 1,02% | 3,16% | 2,13 | | 1,83 | | 2,21 | |
| **GX327GNV** | **Pannes** | 30 | 23 | 27 | 30 | 3 | 11,1% | 7 | 30,4% | 0 | 0,0% |
| | **Kilomètres** | 471 322 | 395 473 | 349 483 | 273 635 | -75 848 | -22% | -121 838 | -31% | -197 687 | -72% |
| | **Taux de pannes** | 0,64% | 0,58% | 0,77% | 1,10% | 0,32 | 0,32 | 0,51 | | 0,46 | |
| **MANA21GNV** | **Pannes** | 50 | 36 | 65 | 88 | 23 | 35,4% | 52 | 144,4% | 38 | 43,2% |
| | **Kilomètres** | 1 063 717 | 1 531 097 | 1 454 721 | 2 259 949 | 805 228 | 55% | 728 852 | 48% | 1 196 232 | 53% |
| | **Taux de pannes** | 0,47% | 0,24% | 0,45% | 0,39% | -0,06 | -0,06 | 0,15 | | -0,08 | |
| | | | | | | | | | | | |
| **MIDIBUS** | **Pannes** | **22** | **9** | **21** | **12** | **-9** | **-42,9%** | **3** | **33,3%** | **-10** | **-83,3%** |
| | **Kilomètres** | **281 974** | **243 822** | **178 104** | **233 281** | **55 177** | **31,0%** | **-10 541** | **-4,3%** | **-48 693** | **-20,9%** |
| | **Taux de pannes** | **0,78%** | **0,37%** | **1,18%** | **0,51%** | **0,15** | | **0,00** | | **0,51** | |
| | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL BUS** | **Pannes** | **316** | **231** | **328** | **378** | **50** | **15,2%** | **147** | **63,6%** | **62** | **16,4%** |
| | **Kilomètres** | **6 675 260** | **5 952 027** | **5 073 702** | **5 878 032** | **804 330** | **15,9%** | **-73 995** | **-1,2%** | **-797 228** | **-13,6%** |
| | **Taux de pannes** | **0,47%** | **0,39%** | **0,65%** | **0,64%** | **0,25** | **0,00** | **0,00** | **0,25** | **0,98** | **-98,3%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

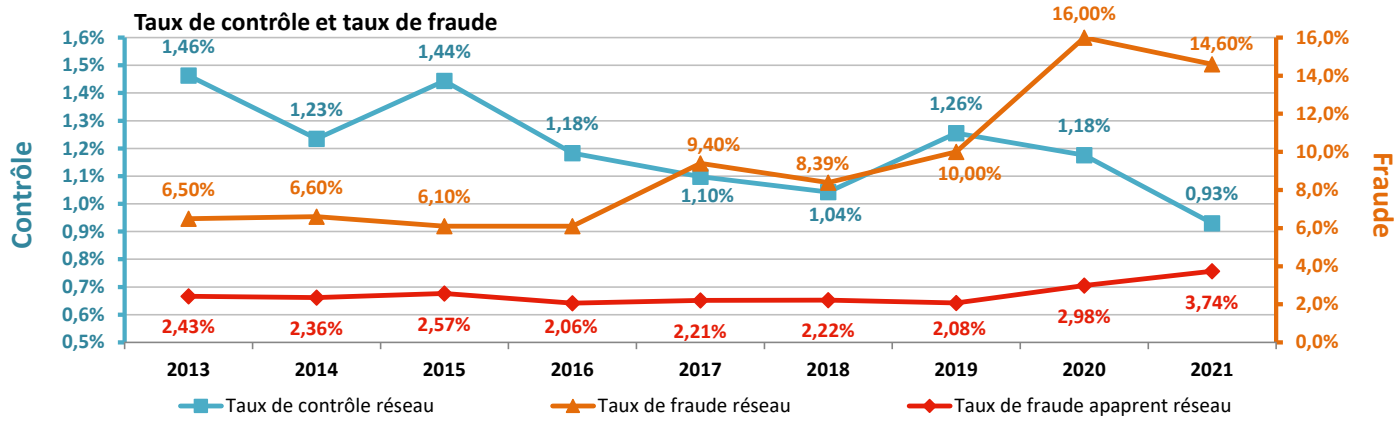
# ANNEXE 5 MAINTENANCE

| | Maintenance TRAMWAY | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Pannes et consommables** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **Ecart vs 2020** | **%** | **Ecart vs 2019** | **%** | **Ecart vs 2018** | **%** |
| Kilomètres | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 405 | 122 487 | -1 060 918 | 90,63% | -1 183 299 | -90,62% | -934 755 | -88,41% |
| Pannes impact exploitation | 155 | 187 | 163 | 9 | -154 | 87,17% | -178 | -95,19% | -146 | -94,19% |
| Taux de pannes exploitation | 1,47% | 1,43% | 1,38% | 0,73% | -0,64 | 96,18% | -0,70 | -48,69% | -0,73 | -4988,18% |
| Taux de disponibilité | 99,74% | 99,42% | 99,95% | 99,92% | 0,03 | 100,53% | -0,50 | -0,50% | -0,18 | -18,50% |
| Nbre pannes rouges/bloquantes | 1 287 | 1 684 | 1 390 | 103 | -1 287 | 82,54% | -1 581 | -93,88% | -1 184 | -92,00% |
| Taux de défaillance | 7,17% | 6,81% | 6,90% | 7,43% | 0,53 | 101,29% | 0,62 | 9,12% | 0,26 | 367,33% |
| Taux de disponibilité atelier | 99,32% | 98,48% | 99,87% | 99,87% | 0,00 | 101,42% | -1,39 | -1,41% | -0,55 | -55,57% |
| Bandages consommés | 1 130 | 1 148 | 792 | 257 | -535 | 68,99% | -891 | -77,61% | -873 | -77,26% |
| Patins consommés | 251 | 153 | 86 | 84 | -2 | 56,21% | -69 | -45,10% | -167 | -66,53% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 6 CONTRÔLE

| Rubriques | Contrôle | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Ecart vs 2020 | % | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
| **TRAMWAY** | | | | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 16 650 956 | 15 976 254 | 9 459 256 | 12 801 132 | 3 341 876 | 35,3% | -3 175 122 | -19,9% | -3 849 824 | -23,1% |
| Nombre de titres controlés | 148 802 | 200 242 | 115 462 | 116 091 | 629 | 0,5% | -84 151 | -42,0% | -32 711 | -22,0% |
| **Taux de contrôle** | **0,89%** | **1,25%** | **1,22%** | **0,91%** | **-0,31** | | **-0,35** | | **0,01** | |
| Nombre de PV | 2 552 | 3 873 | 3 198 | 3 586 | 388 | 12,1% | -287 | -7,4% | 1 034 | 40,5% |
| **Taux de fraude apparent** | **1,72%** | **1,93%** | **2,77%** | **3,09%** | **0,32** | | **1,15** | | **1,37** | |
| **BUS** | | | | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 15 251 505 | 14 646 851 | 7 485 916 | 10 443 582 | 2 957 666 | 39,5% | -4 203 270 | -28,7% | -4 807 924 | -31,5% |
| Nombre de titres controlés | 183 696 | 184 280 | 83 757 | 100 071 | 16 314 | 19,5% | -84 209 | -45,7% | -83 625 | -45,5% |
| **Taux de contrôle** | **1,20%** | **1,26%** | **1,12%** | **0,96%** | **-0,16** | | **-0,30** | | **-0,25** | |
| Nombre de PV | 4 842 | 4 108 | 2 739 | 4 492 | 1 753 | 64,0% | 384 | 9,3% | -350 | -7,2% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,64%** | **2,23%** | **3,27%** | **4,49%** | **1,22** | | **2,26** | | **1,85** | |
| **dont BUS LIGNE B** | | | | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 2 994 950 | 2 762 927 | 1 477 411 | 1 833 257 | 355 846 | 24,1% | -929 670 | -33,6% | -1 161 693 | -38,8% |
| Nombre de titres controlés | 31 934 | 35 978 | 15 180 | 14 590 | -590 | -3,9% | -21 388 | -59,4% | -17 344 | -54,3% |
| **Taux de contrôle** | **1,07%** | **1,30%** | **1,03%** | **0,80%** | **-0,23** | | **-0,51** | | **-0,27** | |
| Nombre de PV | 1 101 | 930 | 527 | 782 | 255 | 48,4% | -148 | -15,9% | -319 | -29,0% |
| **Taux de fraude apparent** | **3,45%** | **2,58%** | **3,47%** | **5,36%** | **1,89** | | **2,77** | | **1,91** | |
| **dont BUS LIGNE C** | | | | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 2 658 911 | 2 531 852 | 1 478 414 | 2 296 914 | 818 500 | 55,4% | -234 938 | -9,3% | -361 997 | -13,6% |
| Nombre de titres controlés | 27 445 | 39 599 | 21 527 | 18 248 | -3 279 | -15,2% | -21 351 | -53,9% | -9 197 | -33,5% |
| **Taux de contrôle** | **1,03%** | **1,56%** | **1,46%** | **0,79%** | **-0,66** | | **-0,77** | | **-0,24** | |
| Nombre de PV | 787 | 1 117 | 790 | 836 | 46 | 5,8% | -281 | -25,2% | 49 | 6,2% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,87%** | **2,82%** | **3,67%** | **4,58%** | **0,91** | | **1,76** | | **1,71** | |
| **TOTAL** | | | | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 31 902 462 | 30 623 105 | 16 945 172 | 23 244 714 | 6 299 542 | 37,2% | -7 378 392 | -24,1% | -8 657 748 | -27,1% |
| Nombre de titres controlés | 332 498 | 384 522 | 199 219 | 216 162 | 16 943 | 8,5% | -168 360 | -43,8% | -116 336 | -35,0% |
| **Taux de contrôle** | **1,04%** | **1,26%** | **1,18%** | **0,93%** | **-0,25** | | **-0,33** | | **-0,11** | |
| Nombre de PV | 7 394 | 7 981 | 5 937 | 8 078 | 2 141 | 36,1% | 97 | 1,2% | 684 | 9,3% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,22%** | **2,08%** | **2,98%** | **3,74%** | **0,76** | | **1,66** | | **1,51** | |

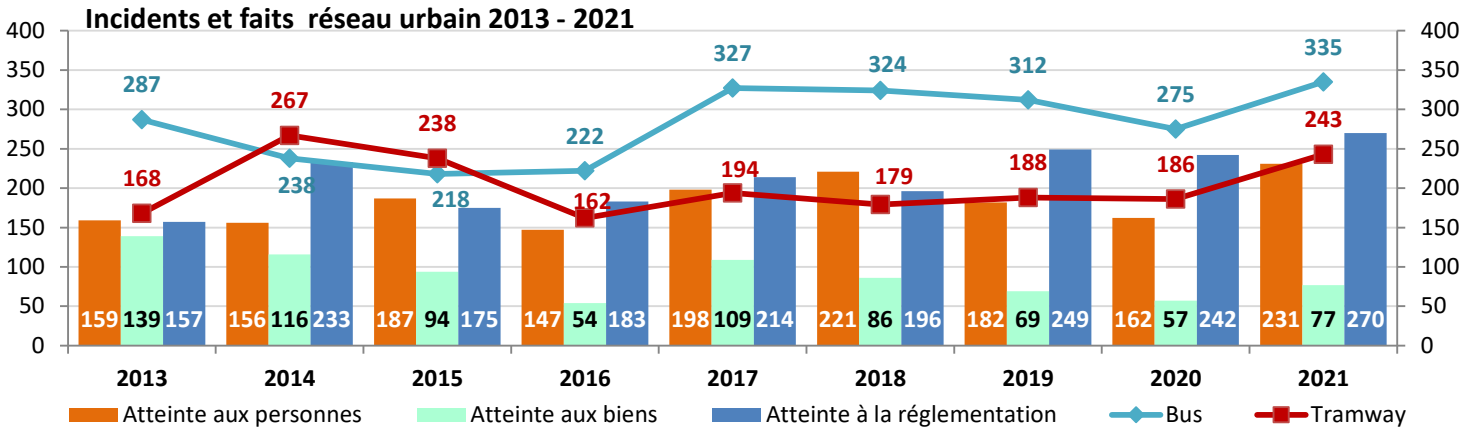


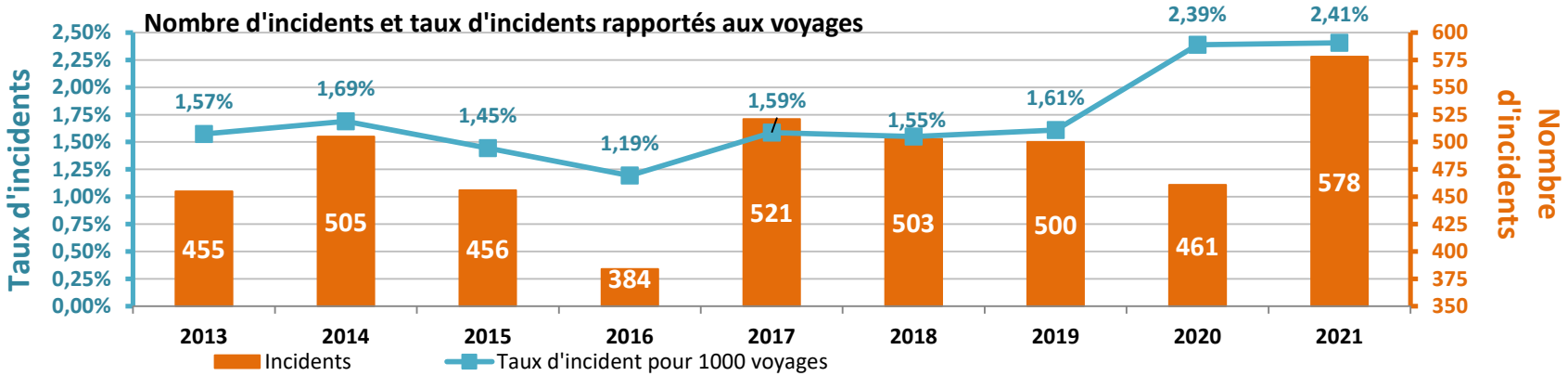
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 7 SECURITE

## Sécurité sur le réseau : incidents et faits

| Rubriques | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Ecart vs 2020 | % | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Présentation des incidents et faits par mode** | | | | | | | | | | |
| Mode bus | 324 | 312 | 275 | 335 | 60 | 21,8% | 23 | 7,4% | 11 | 3,4% |
| Mode tramway | 179 | 188 | 186 | 243 | 57 | 30,6% | 55 | 29,3% | 64 | 35,8% |
| **TOTAL** | **503** | **500** | **461** | **578** | **117** | **25,4%** | **78** | **15,6%** | **75** | **14,9%** |
| **Présentation des incidents et faits par typologie** | | | | | | | | | | |
| Atteinte aux personnes | 221 | 182 | 162 | 231 | 69 | 42,6% | 49 | 26,9% | 10 | 4,5% |
| Atteinte aux biens | 86 | 69 | 57 | 77 | 20 | 35,1% | 8 | 11,6% | -9 | -10,5% |
| Atteinte à la réglementation | 196 | 249 | 242 | 270 | 28 | 11,6% | 21 | 8,4% | 74 | 37,8% |
| **TOTAL** | **503** | **500** | **461** | **578** | **117** | **25,4%** | **78** | **15,6%** | **75** | **14,9%** |

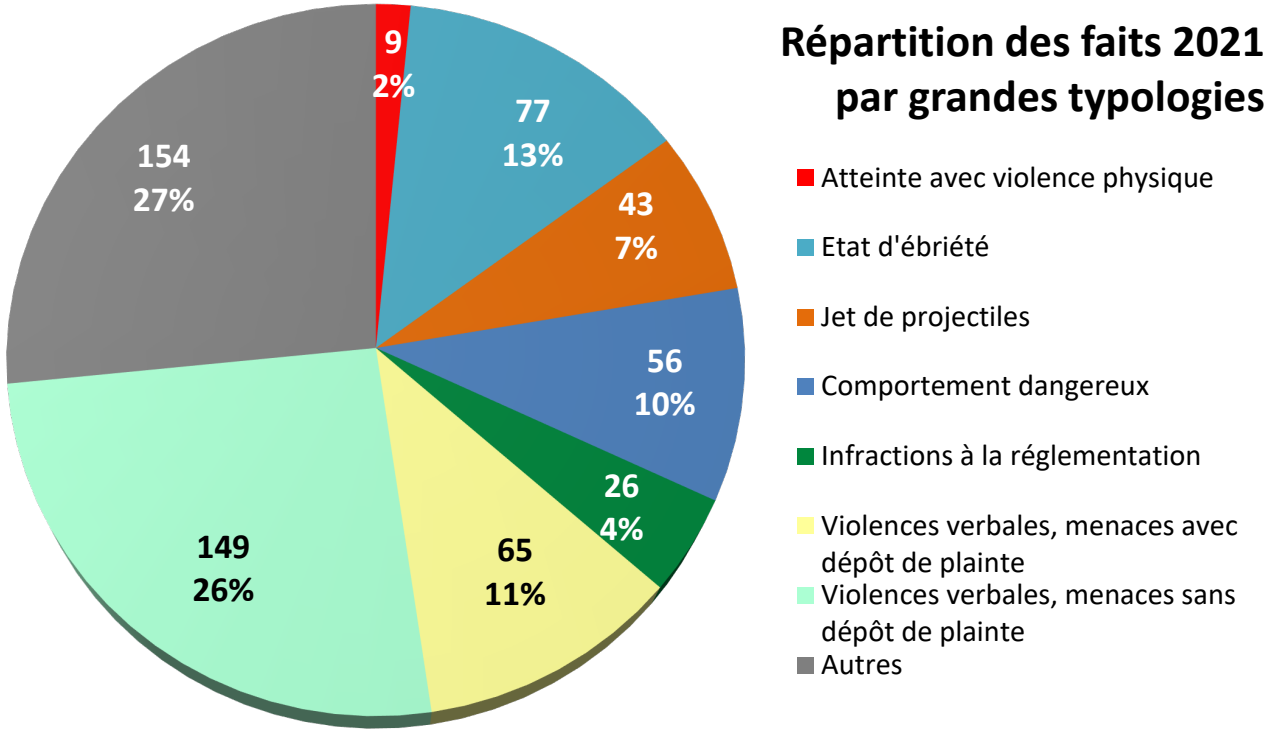


Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 7 SECURITE

| Type de faits et incidents | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | % 2018 | % 2019 | % 2020 | 2021% |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Atteinte avec violence physique | 14 | 8 | 4 | 9 | 2,8% | 1,6% | 0,9% | 2,8% |
| Etat d'ébriété | 35 | 39 | 46 | 77 | 7,0% | 7,8% | 10,0% | 7,0% |
| Jet de projectiles | 49 | 42 | 30 | 43 | 9,7% | 8,4% | 6,5% | 9,7% |
| Comportement dangereux | 38 | 44 | 60 | 56 | 7,6% | 8,8% | 13,0% | 7,6% |
| Infractions à la réglementation | 44 | 62 | 44 | 26 | 8,7% | 12,4% | 9,5% | 8,7% |
| Violences verbales, menaces avec dépôt de plainte | 91 | 81 | 68 | 65 | 18,1% | 16,2% | 14,8% | 18,1% |
| Violences verbales, menaces sans dépôt de plainte | 115 | 91 | 82 | 149 | 22,9% | 18,2% | 17,8% | 22,9% |
| Autres | 117 | 133 | 127 | 154 | 23,3% | 26,6% | 27,5% | 23,3% |
| | 503 | 500 | 461 | 579 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |



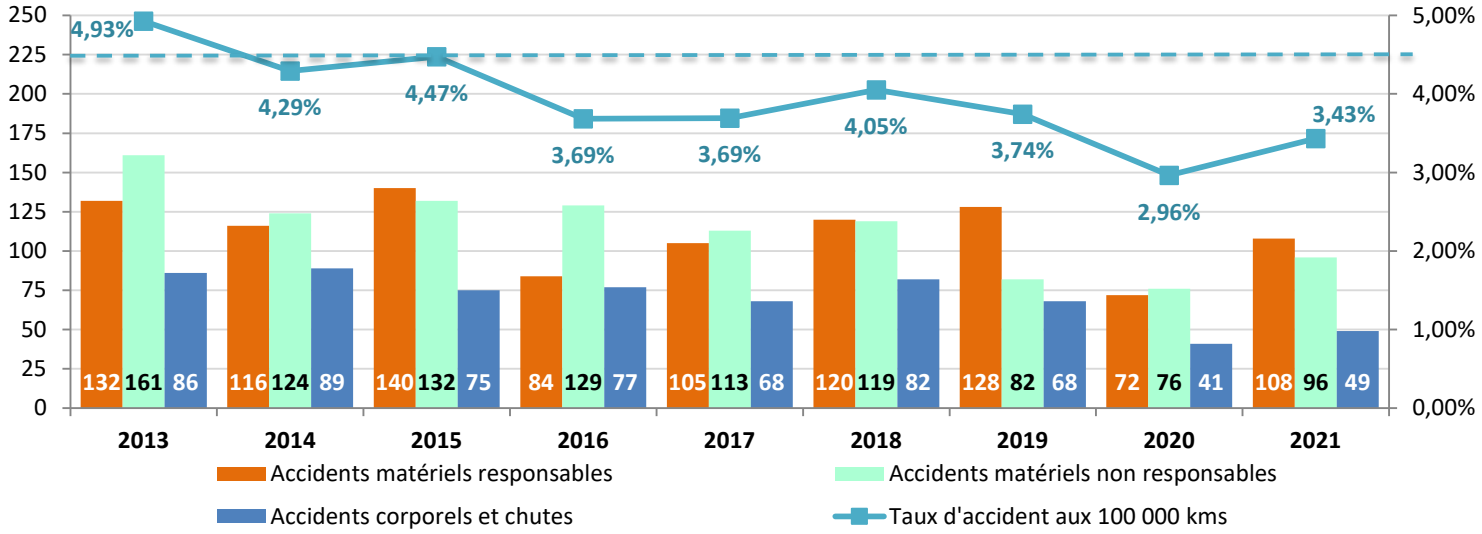
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 7 SECURITE

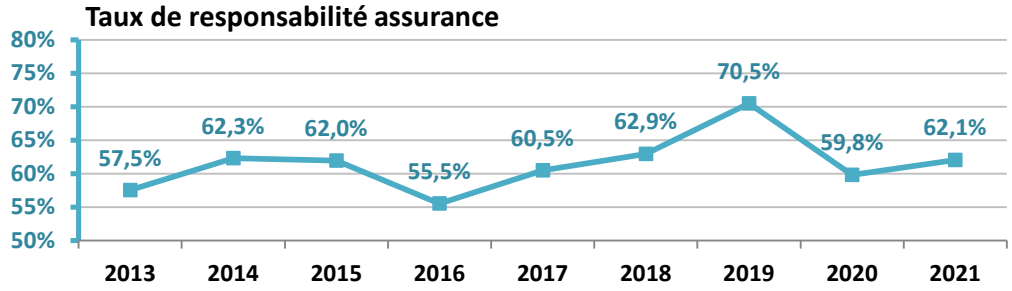
## Sécurité sur le réseau : accidents

| Rubriques | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Ecart vs 2020 | % | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Accidents matériels responsables | 120 | 128 | 72 | 108 | 36 | 50,0% | -20 | -15,6% | -12 | -10,0% |
| Accidents matériels non responsables | 119 | 82 | 76 | 96 | 20 | 26,3% | 14 | 17,1% | -23 | -19,3% |
| Accidents corporels et chutes | 82 | 68 | 41 | 49 | 8 | 19,5% | -19 | -27,9% | -33 | -40,2% |
| **TOTAL** | **321** | **278** | **189** | **253** | **64** | **33,9%** | **-25** | **-9,0%** | **-68** | **-21,2%** |
| Taux d'accident au 100 000 kms | 4,05 | 3,74 | 2,96 | 3,43 | 0,47 | 15,7% | -0,31 | -8,3% | -0,62 | -15,3% |

### Accidents réseau urbain 2013 - 2021




### Taux de responsabilité assurance



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 8 STOCKS 2021

## SITUATION DES STOCKS AU 31 DECEMBRE 2021

| Famille | Compte | Libellé famille | STOCK INITIAL au 01/01/2021 | ENTREES ANNEE 2021 | SORTIES ANNEE 2021 | STOCK FINAL au 31/12/2021 | Variation de stock 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Pièces de rechange** | | | | | | | |
| **A** | 602151 | Electricité | **815 039,51** | 452 025,40 | 384 117,79 | **882 947,12** | **67 907,61** |
| **B** | 602152 | Carrosserie | **647 393,59** | 194 508,34 | 114 423,19 | **727 478,74** | **80 085,15** |
| **D** | 602153 | Mécanique | **1 168 666,35** | 1 538 070,09 | 1 098 976,83 | **1 607 759,61** | **439 093,26** |
| **E** | 602150 | Electronique | **399 124,87** | 70 657,41 | 74 356,31 | **395 425,97** | **-3 698,90** |
| **H** | 602155 | Quincaillerie | **30 224,73** | 18 122,04 | 15 494,55 | **32 852,22** | **2 627,49** |
| **J** | 602154 | Metaux soudure | **1 526,08** | 866,28 | 540,67 | **1 851,69** | **325,61** |
| **K** | 602230 | Produits chimiques | **41 266,14** | 85 798,11 | 88 292,45 | **38 771,80** | **-2 494,34** |
| **Sous-total pièces de rechange** | | | **3 103 241,27** | **2 360 047,67** | **1 776 201,79** | **3 687 087,15** | **583 845,88** |
| **Carburants** | | | | | | | |
| **N1** | 602111 | Gazole | **321 496,03** | 1 983 217,62 | 2 036 926,61 | **267 787,04** | **-53 708,99** |
| **N2** | 602112 | Additif gazole | **4 701,20** | 21 092,42 | 22 830,70 | **2 962,92** | **-1 738,28** |
| **N3** | 602113 | Super | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **N4** | 602114 | GPL | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **N5** | 602115 | GNV | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **Sous-total carburants** | | | **326 197,23** | **2 004 310,04** | **2 059 757,31** | **270 749,96** | **-55 447,27** |
| **Autres produits de maintenance** | | | | | | | |
| **P1** | 602131 | Huiles et graisse | **77 136,84** | 71 891,91 | 72 479,45 | **76 549,30** | **-587,54** |
| **P2** | 602132 | Liquide de refroidissement | **4 756,83** | 0,00 | 0,00 | **4 756,83** | **0,00** |
| **L** | 602221 | Produits d'entretien | **75 912,31** | 30 752,66 | 44 376,41 | **62 288,56** | **-13 623,75** |
| **Q** | 602211 | Fuel | **256,06** | 0,00 | 0,00 | **256,06** | **0,00** |
| | 602231 | Outillages stockés | **11 632,83** | 12 955,25 | 9 389,63 | **15 198,45** | **3 565,62** |
| | 602232 | Consommables atelier stockés | **19 448,50** | 33 588,81 | 34 999,40 | **18 037,91** | **-1 410,59** |
| | 602233 | Equipements de sécurité stockés | **280 066,35** | 32 298,47 | 266 133,40 | **46 231,42** | **-233 834,93** |
| | 602234 | Matériel bât. et install. fixes stockés | **391 799,87** | 115 056,68 | 129 170,26 | **377 686,29** | **-14 113,58** |
| **Sous-total autres produits maintenance** | | | **861 009,59** | **296 543,78** | **556 548,55** | **601 004,82** | **-260 004,77** |
| **Billetterie** | | | | | | | |
| **BILU** | 602270 | Billetterie tickets unité | **11 815,83** | 0,00 | 3 596,05 | **8 219,78** | **-3 596,05** |
| **BILC** | 602271 | Billetterie carnets | **10 915,30** | 5 174,00 | 13 030,42 | **3 058,88** | **-7 856,42** |
| **BILM** | 602272 | Billetterie mensuelle | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **BILO** | 602273 | Billetterie occasionnelle | **2 540,59** | 0,00 | 241,66 | **2 298,93** | **-241,66** |
| **BILB** | 602274 | Billetterie badges | **9 087,34** | 14 040,00 | 17 228,08 | **5 899,26** | **-3 188,08** |
| **BILA** | 602275 | Billetterie annuel | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **Sous-total billetterie** | | | **34 359,06** | **19 214,00** | **34 096,21** | **19 476,85** | **-14 882,21** |
| **fournitures, imprimés et papier** | | | | | | | |
| **MAG** | 602250 | Fournitures administratives | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **SAF** | 602251 | Imprimés | **2 102,12** | 8 991,25 | 10 783,62 | **9 102,61** | **7 000,49** |
| **SCP** | 602251 | Papier | **4 120,59** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **-4 120,59** |
| **Sous-total imprimés et papier** | | | **6 222,71** | **8 991,25** | **10 783,62** | **9 102,61** | **2 879,90** |
| **TOTAL GENERAL** | | | **4 331 029,86** | **4 689 106,74** | **4 437 387,48** | **4 587 421,39** | **256 391,53** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## Ventes de titres

| TITRES | Tarif du 01/07/2021 | 2018 | 2019 | 2020 | Objectif 2021 | 2021 | 2021 vs obj. 2021 | % vs objectif | 2021 vs 2020 | % vs 2020 | 2021 vs 2019 | % vs 2019 | 2021 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ticket unité | **1,60 €** | 1 683 808 | 1 638 254 | 762 415 | 1 046 586 | 1 046 039 | -547 | -0,1% | 283 624 | 37,2% | -592 215 | -36,1% | -637 769 | -37,9% |
| Ticket unité par SMS | **1,60 €** | 0 | 0 | 110 941 | 260 131 | 356 627 | 96 496 | 37,1% | 245 686 | 221,5% | 356 627 | - | 356 627 | - |
| **Total Titres unités** | | **1 683 808** | **1 638 254** | **873 356** | **1 306 717** | **1 402 666** | **95 949** | **7,3%** | **529 310** | **60,6%** | **-235 588** | **-14,4%** | **-281 142** | **-16,7%** |
| Carnet de 10 tickets TN | **14,40 €** | 254 624 | 257 744 | 128 465 | 199 210 | 169 615 | -29 595 | -14,9% | 41 150 | 32,0% | -88 129 | -34,2% | -85 009 | -33,4% |
| Carnet de 10 tickets TR | **13,00 €** | 0 | 2 500 | 4 300 | 4 230 | 2 800 | -1 430 | -33,8% | -1 500 | -34,9% | 300 | 12,0% | 2 800 | - |
| **Total carnet de 10 tickets** | | **254 624** | **260 244** | **132 765** | **203 440** | **172 415** | **-31 025** | **-15,3%** | **39 650** | **29,9%** | **-87 829** | **-33,7%** | **-82 209** | **-32,3%** |
| Ticket 24 heures | **5,30 €** | 8 735 | 8 289 | 4 701 | 5 959 | 5 422 | -537 | -9,0% | 721 | 15,3% | -2 867 | -34,6% | -3 313 | -37,9% |
| Ticket 24 heures tribu | **13,20 €** | 1 840 | 2 016 | 1 302 | 1 793 | 1 183 | -610 | -34,0% | -119 | -9,1% | -833 | -41,3% | -657 | -35,7% |
| Ticket 24 heures groupe | **21,90 €** | 3 691 | 4 178 | 2 123 | 1 824 | 1 657 | -167 | -9,2% | -466 | -22,0% | -2 521 | -60,3% | -2 034 | -55,1% |
| Pass 72 heures | **3,60 €** | 250 | 300 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | -300 | -100,0% | -250 | -100,0% |
| Billet congrés | **2,50 €** | 13 870 | 8 116 | 13 457 | 2 786 | 10 570 | 7 784 | 279,4% | -2 887 | -21,5% | 2 454 | 30,2% | -3 300 | -23,8% |
| Ticket parking relais | **6,00 €** | 39 926 | 34 672 | 8 849 | 14 877 | 17 320 | 2 443 | 16,4% | 8 471 | 95,7% | -17 352 | -50,0% | -22 606 | -56,6% |
| **Total titres occasionnels** | | **68 312** | **57 571** | **30 432** | **27 239** | **36 152** | **8 913** | **32,7%** | **5 720** | **18,8%** | **-21 419** | **-37,2%** | **-32 160** | **-47,1%** |
| **Total non abonnés** | | **2 006 744** | **1 956 069** | **1 036 553** | **1 537 397** | **1 611 233** | **73 836** | **4,8%** | **574 680** | **55,4%** | **-344 836** | **-17,6%** | **-395 511** | **-19,7%** |
| Abonnement hebdomadaire tandem | **-** | 1 261 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | -1 261 | -100,0% |
| **Total abonnement hedomadaire** | | **1 261** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** | **-1 261** | **-100,0%** |
| Abonnement mensuel tout public | **54,80 €** | 17 394 | 16 922 | 8 643 | 10 642 | 9 573 | -1 069 | -10,0% | 930 | 10,8% | -7 349 | -43,4% | -7 821 | -45,0% |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | **38,30 €** | 6 814 | 7 712 | 2 750 | 4 300 | 3 699 | -601 | -14,0% | 949 | 34,5% | -4 013 | -52,0% | -3 115 | -45,7% |
| Abonnement mensuel PDM | **46,50 €** | 4 609 | 4 971 | 2 475 | 2 637 | 2 900 | 263 | 10,0% | 425 | 17,2% | -2 071 | -41,7% | -1 709 | -37,1% |
| **Total mensuel actif** | | **28 817** | **29 605** | **13 868** | **17 579** | **16 172** | **-1 407** | **-8,0%** | **2 304** | **16,6%** | **-13 433** | **-45,4%** | **-12 645** | **-43,9%** |
| Abonnement mensuel - 26 ans | **28,80 €** | 25 518 | 25 481 | 15 462 | 18 762 | 18 167 | -595 | -3,2% | 2 705 | 17,5% | -7 314 | -28,7% | -7 351 | -28,8% |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | **20,10 €** | 2 918 | 3 623 | 1 343 | 2 111 | 1 799 | -312 | -14,8% | 456 | 34,0% | -1 824 | -50,3% | -1 119 | -38,3% |
| **Total mensuel Jeune** | | **28 436** | **29 104** | **16 805** | **20 873** | **19 966** | **-907** | **-4,3%** | **3 161** | **18,8%** | **-9 138** | **-31,4%** | **-8 470** | **-29,8%** |
| Abonnement mensuel -60% | **21,90 €** | 39 202 | 36 834 | 19 897 | 26 420 | 21 531 | -4 889 | -18,5% | 1 634 | 8,2% | -15 303 | -41,5% | -17 671 | -45,1% |
| Abonnement mensuel -80% | **10,90 €** | 55 396 | 55 225 | 35 128 | 40 104 | 33 852 | -6 252 | -15,6% | -1 276 | -3,6% | -21 373 | -38,7% | -21 544 | -38,9% |
| Abonnement mensuel -92% | **4,30 €** | 141 001 | 157 291 | 117 456 | 153 544 | 151 044 | -2 500 | -1,6% | 33 588 | 28,6% | -6 247 | -4,0% | 10 043 | 7,1% |
| **Total mensuel tarification solidaire** | | **235 599** | **249 350** | **172 481** | **220 068** | **206 427** | **-13 641** | **-6,2%** | **33 946** | **19,7%** | **-42 923** | **-17,2%** | **-29 172** | **-12,4%** |
| **Total abonnement mensuel illimité** | | **292 852** | **308 059** | **203 154** | **258 520** | **242 565** | **-15 955** | **-6,2%** | **39 411** | **19,4%** | **-65 494** | **-21,3%** | **-50 287** | **-17,2%** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **293 167** | **308 059** | **203 154** | **258 520** | **242 565** | **-15 955** | **-6,2%** | **39 411** | **19,4%** | **-65 494** | **-21,3%** | **-50 602** | **-17,3%** |
| Abonnement annuel tout public | **555,60 €** | 24 630 | 23 674 | 21 444 | 19 066 | 17 167 | -1 899 | -10,0% | -4 277 | -19,9% | -6 507 | -27,5% | -7 463 | -30,3% |
| Abonnement annuel PDM | **471,60 €** | 20 569 | 20 304 | 17 829 | 15 062 | 13 969 | -1 093 | -7,3% | -3 860 | -21,7% | -6 335 | -31,2% | -6 600 | -32,1% |
| Abonnement annuel au porteur | **570,00 €** | 219 | 249 | 256 | 227 | 301 | 74 | 32,7% | 45 | 17,6% | 52 | 20,9% | 82 | 37,4% |
| Abonnement annuel non voyant | **0,00 €** | 782 | 420 | 129 | 0 | 47 | 47 | - | -82 | -63,6% | -373 | -88,8% | -735 | -94,0% |
| **Total annuel actif** | | **46 200** | **44 647** | **39 658** | **34 354** | **31 484** | **-2 870** | **-8,4%** | **-8 174** | **-20,6%** | **-13 163** | **-29,5%** | **-14 716** | **-31,9%** |
| Abonnement annuel - 26 ans | **261,60 €** | 148 151 | 153 531 | 162 177 | 157 015 | 150 387 | -6 628 | -4,2% | -11 790 | -7,3% | -3 144 | -2,0% | 2 236 | 1,5% |
| **Total annuel Jeune** | | **148 151** | **153 531** | **162 177** | **157 015** | **150 387** | **-6 628** | **-4,2%** | **-11 790** | **-7,3%** | **-3 144** | **-2,0%** | **2 236** | **1,5%** |
| **Total annuel illimité** | | **194 351** | **198 178** | **201 835** | **191 369** | **181 871** | **-9 498** | **-5,0%** | **-19 964** | **-9,9%** | **-16 307** | **-8,2%** | **-12 480** | **-6,4%** |
| **Titres cartes à puce** | **2,00 €** | **26 535** | **26 168** | **19 356** | **24 305** | **21 615** | **-2 690** | **-11,1%** | **2 259** | **11,7%** | **-4 553** | **-17,4%** | **-4 920** | **-18,5%** |
| **Total abonnés toute période équiv/mens** | | **487 518** | **506 237** | **404 989** | **449 889** | **424 436** | **-25 453** | **-5,7%** | **19 447** | **4,8%** | **-81 801** | **-16,2%** | **-63 082** | **-12,9%** |

| Total par profil d'abonnés | | 2018 | 2019 | 2020 | Objectif 2021 | 2021 | 2021 vs obj. 2021 | % vs objectif | 2021 vs 2020 | % vs 2020 | 2021 vs 2019 | % vs 2019 | 2021 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total abonnement tout public | | 42 243 | 40 845 | 30 343 | 29 935 | 27 041 | -2 894 | -9,7% | -3 302 | -10,9% | -13 804 | -33,8% | -15 202 | -36,0% |
| Total abonnement PDM | | 25 178 | 25 275 | 20 304 | 17 699 | 16 869 | -830 | -4,7% | -3 435 | -16,9% | -8 406 | -33,3% | -8 309 | -33,0% |
| Total abonnement - 26 ans | | 173 669 | 179 012 | 177 639 | 175 777 | 168 554 | -7 223 | -4,1% | -9 085 | -5,1% | -10 458 | -5,8% | -5 115 | -2,9% |
| Total abonnement Tandem | | 10 047 | 11 335 | 4 093 | 6 411 | 5 498 | -913 | -14,2% | 1 405 | 34,3% | -5 837 | -51,5% | -4 549 | -45,3% |
| Total abonnement solidaire | | 235 599 | 249 350 | 172 481 | 220 068 | 206 427 | -13 641 | -6,2% | 33 946 | 19,7% | -42 923 | -17,2% | -29 172 | -12,4% |
| Total abonnement non-voyant | | 782 | 420 | 129 | 0 | 47 | 47 | - | -82 | -63,6% | -373 | -88,8% | -735 | -94,0% |
| **Total abonnés toute période équiv/mens** | | **487 518** | **506 237** | **404 989** | **449 889** | **424 436** | **-25 453** | **-5,7%** | **19 447** | **4,8%** | **-81 801** | **-16,2%** | **-63 082** | **-12,9%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - VENTES, RECETTES, FREQUENTATION ET TARIFS 2021

## Recettes commerciales HT

| TITRES | Tarif du 01/07/2021 | 2018 | 2019 | 2020 | Objectif 2021 | 2021 | 2021 vs obj. 2021 | % vs objectif | 2021 vs 2020 | % vs 2020 | 2021 vs 2019 | % vs 2019 | 2021 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ticket unité | **1,60 €** | 2 372 481 | 2 382 926 | 1 109 004 | 1 522 306 | 1 521 533 | -773 | -0,1% | 412 529 | 37,2% | -861 393 | -36,1% | -850 948 | -35,9% |
| Ticket unité par SMS | **1,60 €** | 0 | 0 | 161 369 | 378 373 | 518 730 | 140 358 | 37,1% | 357 361 | 221,5% | 518 730 | - | 518 730 | - |
| **Total Titres unités** | | **2 372 481** | **2 382 926** | **1 270 372** | **1 900 679** | **2 040 263** | **139 584** | **7,3%** | **769 891** | **60,6%** | **-342 663** | **-14,4%** | **-332 218** | **-14,0%** |
| Carnet de 10 tickets TN | **14,40 €** | 3 124 588 | 3 253 486 | 1 681 580 | 2 607 846 | 2 220 388 | -387 457 | -14,9% | 538 809 | 32,0% | -1 033 097 | -31,8% | -904 200 | -28,9% |
| Carnet de 10 tickets TR | **13,00 €** | 0 | 29 545 | 50 818 | 49 991 | 33 091 | -16 900 | -33,8% | -17 727 | -34,9% | 3 545 | 12,0% | 33 091 | - |
| **Total carnet de 10 tickets** | | **3 124 588** | **3 283 031** | **1 732 398** | **2 657 837** | **2 253 479** | **-404 357** | **-15,2%** | **521 081** | **30,1%** | **-1 029 552** | **-31,4%** | **-871 109** | **-27,9%** |
| Ticket 24 heures | **5,30 €** | 39 268 | 38 076 | 21 809 | 28 713 | 25 643 | -3 071 | -10,7% | 3 834 | 17,6% | -12 434 | -32,7% | -13 625 | -34,7% |
| Ticket 24 heures tribu | **13,20 €** | 19 187 | 22 734 | 15 151 | 21 514 | 14 196 | -7 318 | -34,0% | -955 | -6,3% | -8 538 | -37,6% | -4 991 | -26,0% |
| Ticket 24 heures groupe | **21,90 €** | 66 714 | 78 164 | 41 109 | 36 322 | 30 740 | -5 582 | -15,4% | -10 369 | -25,2% | -47 424 | -60,7% | -35 973 | -53,9% |
| Pass 72 heures | **3,60 €** | 773 | 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | -941 | -100,0% | -773 | -100,0% |
| Billet congrés | **2,50 €** | 9 936 | 7 580 | 2 443 | 3 166 | 4 697 | 1 532 | 48,4% | 2 255 | 92,3% | -2 882 | -38,0% | -5 239 | -52,7% |
| Ticket parking relais | **6,00 €** | 74 118 | 77 217 | 25 631 | 39 634 | 44 727 | 5 093 | 12,9% | 19 096 | 74,5% | -32 489 | -42,1% | -29 391 | -39,7% |
| **Total titres occasionnels** | | **209 995** | **224 712** | **106 142** | **129 348** | **120 003** | **-9 345** | **-7,2%** | **13 862** | **13,1%** | **-104 708** | **-46,6%** | **-89 992** | **-42,9%** |
| **Total non abonnés** | | **5 707 065** | **5 890 669** | **3 108 912** | **4 687 863** | **4 413 746** | **-274 118** | **-5,8%** | **1 304 834** | **42,0%** | **-1 476 923** | **-25,1%** | **-1 293 319** | **-22,7%** |
| Abonnement hebdomadaire tandem | **-** | 12 037 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | -12 037 | -100,0% |
| **Total abonnement hedomadaire** | | **12 037** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **-** | **-12 037** | **-100,0%** |
| Abonnement mensuel tout public | **54,80 €** | 762 300 | 776 927 | 409 912 | 530 159 | 476 909 | -53 249 | -10,0% | 66 997 | 16,3% | -300 017 | -38,6% | -285 391 | -37,4% |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | **38,30 €** | 208 836 | 246 654 | 91 250 | 149 714 | 128 792 | -20 922 | -14,0% | 37 542 | 41,1% | -117 862 | -47,8% | -80 043 | -38,3% |
| Abonnement mensuel PDM | **46,50 €** | 171 674 | 193 303 | 99 640 | 111 488 | 122 591 | 11 103 | 10,0% | 22 951 | 23,0% | -70 712 | -36,6% | -49 084 | -28,6% |
| **Total mensuel actif ¬** | | **1 142 810** | **1 216 884** | **600 802** | **791 361** | **728 293** | **-63 068** | **-8,0%** | **127 491** | **21,2%** | **-488 592** | **-40,2%** | **-414 518** | **-36,3%** |
| Abonnement mensuel - 26 ans | **28,80 €** | 618 313 | 625 462 | 379 497 | 491 216 | 475 645 | -15 571 | -3,2% | 96 148 | 25,3% | -149 817 | -24,0% | -142 668 | -23,1% |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | **20,10 €** | 49 666 | 62 250 | 23 075 | 38 577 | 32 872 | -5 706 | -14,8% | 9 796 | 42,5% | -29 378 | -47,2% | -16 795 | -33,8% |
| **Total mensuel Jeune** | | **667 979** | **687 711** | **402 572** | **529 793** | **508 517** | **-21 276** | **-4,0%** | **105 944** | **26,3%** | **-179 195** | **-26,1%** | **-159 462** | **-23,9%** |
| Abonnement mensuel -60% | **21,90 €** | 685 439 | 668 627 | 346 365 | 526 006 | 424 707 | -101 299 | -19,3% | 78 342 | 22,6% | -243 920 | -36,5% | -260 732 | -38,0% |
| Abonnement mensuel -80% | **10,90 €** | 484 798 | 503 738 | 298 729 | 397 390 | 331 829 | -65 562 | -16,5% | 33 100 | 11,1% | -171 910 | -34,1% | -152 969 | -31,6% |
| Abonnement mensuel -92% | **4,30 €** | 492 916 | 570 295 | 417 876 | 600 217 | 585 780 | -14 438 | -2,4% | 167 903 | 40,2% | 15 485 | 2,7% | 92 864 | 18,8% |
| **Total mensuel tarification solidaire** | | **1 663 153** | **1 742 660** | **1 062 970** | **1 523 614** | **1 342 315** | **-181 299** | **-11,9%** | **279 345** | **26,3%** | **-400 345** | **-23,0%** | **-320 838** | **-19,3%** |
| **Total abonnement mensuel illimité ¬** | | **3 473 943** | **3 647 256** | **2 066 345** | **2 844 768** | **2 579 125** | **-265 643** | **-9,3%** | **512 780** | **24,8%** | **-1 068 131** | **-29,3%** | **-894 818** | **-25,8%** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **3 485 979** | **3 647 256** | **2 066 345** | **2 844 768** | **2 579 125** | **-265 643** | **-9,3%** | **512 780** | **24,8%** | **-1 068 131** | **-29,3%** | **-906 855** | **-26,0%** |
| Abonnement annuel tout public | **555,60 €** | 903 973 | 903 918 | 656 226 | 762 652 | 698 572 | -64 080 | -8,4% | 42 346 | 6,5% | -205 346 | -22,7% | -205 401 | -22,7% |
| Abonnement annuel PDM | **471,60 €** | 640 243 | 656 460 | 460 259 | 510 492 | 483 240 | -27 252 | -5,3% | 22 981 | 5,0% | -173 220 | -26,4% | -157 003 | -24,5% |
| Abonnement annuel au porteur | **570,00 €** | 8 213 | 9 417 | 8 459 | 9 567 | 12 255 | 2 688 | 28,1% | 3 796 | 44,9% | 2 838 | 30,1% | 4 042 | 49,2% |
| Abonnement annuel non voyant | **0,00 €** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total annuel actif** | | **1 552 429** | **1 569 794** | **1 124 944** | **1 282 711** | **1 194 066** | **-88 644** | **-6,9%** | **69 122** | **6,1%** | **-375 728** | **-23,9%** | **-358 362** | **-23,1%** |
| Abonnement annuel - 26 ans | **261,60 €** | 2 714 775 | 2 860 889 | 2 334 391 | 2 982 362 | 2 855 968 | -126 394 | -4,2% | 521 577 | 22,3% | -4 921 | -0,2% | 141 193 | 5,2% |
| **Total annuel Jeune** | | **2 714 775** | **2 860 889** | **2 334 391** | **2 982 362** | **2 855 968** | **-126 394** | **-4,2%** | **521 577** | **22,3%** | **-4 921** | **-0,2%** | **141 193** | **5,2%** |
| **Total annuel illimité** | | **4 267 203** | **4 430 684** | **3 459 335** | **4 265 073** | **4 050 035** | **-215 039** | **-5,0%** | **590 699** | **17,1%** | **-380 649** | **-8,6%** | **-217 169** | **-5,1%** |
| **Titres cartes à puce** | **2,00 €** | **76 749** | **77 076** | **55 636** | **68 826** | **63 962** | **-4 864** | **-7,1%** | **8 325** | **15,0%** | **-13 115** | **-17,0%** | **-12 787** | **-16,7%** |
| **Total abonnés toute période** | | **7 753 183** | **8 077 939** | **5 525 680** | **7 109 841** | **6 629 159** | **-480 682** | **-6,8%** | **1 103 479** | **20,0%** | **-1 448 780** | **-17,9%** | **-1 124 023** | **-14,5%** |
| **TOTAL VENTES DE TITRES** | | **13 536 997** | **14 045 684** | **8 690 228** | **11 866 531** | **11 106 867** | **-759 664** | **-6,4%** | **2 416 639** | **27,8%** | **-2 938 818** | **-20,9%** | **-2 430 130** | **-18,0%** |
| **Produits à tarification spéciale** | | **58 797** | **58 459** | **38 033** | **38 033** | **61 289** | **23 256** | **61,1%** | **23 256** | **61,1%** | **2 829** | **4,8%** | **2 492** | **4,2%** |
| **Produits d'activités annexes** | | **180 829** | **202 522** | **156 570** | **156 570** | **225 266** | **68 697** | **43,9%** | **68 697** | **43,9%** | **22 744** | **11,2%** | **44 437** | **24,6%** |
| **TOTAL GENERAL** | | **13 776 623** | **14 306 666** | **8 884 830** | **12 061 133** | **11 393 422** | **-667 711** | **-5,5%** | **2 508 592** | **28,2%** | **-2 913 244** | **-20,4%** | **-2 383 201** | **-17,3%** |

| Total par profil d'abonnés | 2018 | 2019 | 2020 | Objectif 2021 | 2021 | 2021 vs Objectif 2021 | % vs Objectif 2021 | 2021 vs 2020 | % vs 2020 | 2021 vs 2019 | % vs 2019 | 2021 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total abonnement tout public | 1 674 485 | 1 690 261 | 1 074 598 | 1 302 378 | 1 187 736 | -114 642 | -8,8% | 113 138 | 10,5% | -502 526 | -29,7% | -486 749 | -29,1% |
| Total abonnement PDM | 811 918 | 849 763 | 559 899 | 621 980 | 605 831 | -16 149 | -2,6% | 45 932 | 8,2% | -243 932 | -28,7% | -206 087 | -25,4% |
| Total abonnement - 26 ans | 3 333 088 | 3 486 351 | 2 713 888 | 3 473 578 | 3 331 613 | -141 965 | -4,1% | 617 725 | 22,8% | -154 738 | -4,4% | -1 474 | 0,0% |
| Total abonnement Tandem | 270 539 | 308 904 | 114 325 | 188 291 | 161 664 | -26 627 | -14,1% | 47 339 | 41,4% | -147 240 | -47,7% | -108 875 | -40,2% |
| Total abonnement solidaire | 1 663 153 | 1 742 660 | 1 062 970 | 1 523 614 | 1 342 315 | -181 299 | -11,9% | 279 345 | 26,3% | -400 345 | -23,0% | -320 838 | -19,3% |
| Total abonnement non-voyant | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total abonnés toute période** | **7 753 183** | **8 077 939** | **5 525 680** | **7 109 841** | **6 629 159** | **-480 682** | **-6,8%** | **1 103 479** | **20,0%** | **-1 448 780** | **-17,9%** | **-1 124 023** | **-14,5%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - VENTES, RECETTES, FREQUENTATION ET TARIFS 2021

## Recettes commerciales HT par point de vente

| POINTS DE VENTE | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 | % vs 2020 | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Conducteurs-Receveurs (DAC) | 1 205 132 | 981 964 | 230 909 | 440 000 | 209 091 | 90,6% | -541 964 | -55,2% | -765 132 | -63,5% |
| Distributeurs de titres de transport | 4 543 772 | 5 067 018 | 2 960 064 | 3 677 447 | 717 383 | 24,2% | -1 389 571 | -27,4% | -866 325 | -19,1% |
| Espace Commercial Lagarlaye | 5 594 553 | 5 761 567 | 4 167 016 | 4 997 696 | 830 680 | 19,9% | -763 871 | -13,3% | -596 857 | -10,7% |
| Caisse Pardieu | 119 935 | 176 163 | 308 977 | 653 259 | 344 281 | 111,4% | 477 096 | 270,8% | 533 323 | 444,7% |
| Dépositaires | 1 652 923 | 1 597 805 | 864 113 | 1 112 882 | 248 769 | 28,8% | -484 924 | -30,3% | -540 042 | -32,7% |
| Transporteurs | 71 729 | 72 364 | 17 818 | 17 818 | 0 | 0,0% | -54 545 | -75,4% | -53 910 | -75,2% |
| Parking relais | 78 414 | 79 900 | 27 005 | 46 102 | 19 096 | 70,7% | -33 799 | -42,3% | -32 312 | -41,2% |
| SNCF - intermodalité | 270 539 | 308 904 | 114 325 | 161 664 | 47 339 | 41,4% | -147 240 | -47,7% | -108 875 | -40,2% |
| **TOTAL GENERAL** | **13 536 997** | **14 045 684** | **8 690 228** | **11 106 867** | **2 416 639** | **27,8%** | **-2 938 818** | **-20,9%** | **-2 430 130** | **-18,0%** |

## Tarifs 2021

| TITRES | 01/07/2017 | 01/07/2018 | 01/07/2019 | 01/07/2020 | 01/07/2021 | Evolution 2019 / 2018 | Evolution 2019 / 2017 | Evolution 2021/2019 | Evolution 2021/ 2018 | Evolution 2021/2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TICKETS** | | | | | | | | | | |
| Ticket unité | 1,50 | **1,60** | **1,60** | | **1,60** | 0,00% | 6,67% | 0,00% | 0,00% | 6,67% |
| Carnet de 10 tickets TN | 13,50 | **13,50** | **14,40** | | **14,40** | 6,67% | 6,67% | 0,00% | 6,67% | 6,67% |
| Carnet de 10 tickets TR | - | **-** | **13,00** | | **13,00** | - | - | - | - | |
| Ticket 24 heures | 4,90 | **5,00** | **5,10** | | **5,30** | 2,00% | 4,08% | 3,92% | 6,00% | 8,16% |
| Ticket 24 heures tribu | 12,30 | **12,60** | **12,80** | | **13,20** | 1,59% | 4,07% | 3,12% | 4,76% | 7,32% |
| Ticket 24 heures groupe | 20,50 | **21,00** | **21,30** | | **21,90** | 1,43% | 3,90% | 2,82% | 4,29% | 6,83% |
| Pass 72 heures | 3,40 | **3,40** | **3,50** | | **3,60** | 2,94% | 2,94% | 2,86% | 5,88% | 5,88% |
| Billet congrés | 2,20 | **2,30** | **2,40** | | **2,50** | 4,35% | 9,09% | 4,17% | 8,70% | 13,64% |
| Ticket parking relais | 3,70 | **3,80** | **6,00** | | **6,00** | 57,89% | 62,16% | 0,00% | 57,89% | 62,16% |
| **ABONNEMENTS** | | | | | | | | | | |
| Abonnement hebdomadaire tandem | 10,50 | **10,5 € - suppr** | **-** | Tarifs identiques aux tarifs du 01/07/2019, augmentation reportée au 01/01/2021 | **-** | - | - | - | - | - |
| Abonnement mensuel tout public | 47,50 | **49,00** | **52,20** | | **54,80** | 6,53% | 9,89% | 4,98% | 11,84% | 15,37% |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | 33,20 | **34,30** | **36,50** | | **38,30** | 6,41% | 9,94% | 4,93% | 11,66% | 15,36% |
| Abonnement mensuel PDM | 40,30 | **41,60** | **44,30** | | **46,50** | 6,49% | 9,93% | 4,97% | 11,78% | 15,38% |
| Abonnement mensuel - 26 ans | 26,30 | **27,00** | **27,00** | | **28,80** | 0,00% | 2,66% | 6,67% | 6,67% | 9,51% |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | 18,40 | **18,90** | **18,90** | | **20,10** | 0,00% | 2,72% | 6,35% | 6,35% | 9,24% |
| Abonnement mensuel -60% | 19,00 | **19,60** | **20,80** | | **21,90** | 6,12% | 9,47% | 5,29% | 11,73% | 15,26% |
| Abonnement mensuel -80% | 9,50 | **9,80** | **10,40** | | **10,90** | 6,12% | 9,47% | 4,81% | 11,22% | 14,74% |
| Abonnement mensuel -92% | 3,80 | **3,90** | **4,10** | | **4,30** | 5,13% | 7,89% | 4,88% | 10,26% | 13,16% |
| Abonnement annuel tout public | 482,40 | **498,00** | **530,40** | | **555,60** | 6,51% | 9,95% | 4,75% | 11,57% | 15,17% |
| Abonnement annuel PDM | 409,20 | **422,40** | **450,00** | | **471,60** | 6,53% | 9,97% | 4,80% | 11,65% | 15,25% |
| Abonnement annuel au porteur | 495,00 | **495,00** | **550,00** | | **570,00** | 11,11% | 11,11% | 3,64% | 15,15% | 15,15% |
| Abonnement annuel non voyant | 0,00 | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | - | - | - | - | - |
| Abonnement annuel - 26 ans | 240,00 | **246,00** | **246,00** | | **261,60** | 0,00% | 2,50% | 6,34% | 6,34% | 9,00% |
| Titres cartes à puce | 2,00 | **2,00** | **2,00** | | **2,00** | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - VENTES, RECETTES, FREQUENTATION ET TARIFS 2021

## RECETTES COMMERCIALES HT 2021 PAR TITRE

| TITRES | Tarif au 01/07/2021 | 01/2021 | 02/2021 | 03/2021 | 04/2021 | 05/2021 | 06/2021 | 07/2021 | 08/2021 | 09/2021 | 10/2021 | 11/2021 | 12/2021 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ticket unité | 1,60 € | 103 741 | 98 563 | 118 781 | 76 881 | 110 472 | 136 660 | 142 670 | 143 880 | 171 548 | 153 612 | 142 237 | 122 488 | 1 521 533 |
| Ticket unité par SMS | 1,60 € | 34 230 | 33 453 | 40 124 | 26 627 | 38 051 | 48 425 | 39 293 | 37 479 | 60 746 | 57 130 | 54 285 | 48 887 | 518 730 |
| **Total Titres unités** | | **137 971** | **132 016** | **158 905** | **103 508** | **148 523** | **185 085** | **181 963** | **181 359** | **232 294** | **210 742** | **196 522** | **171 375** | **2 040 263** |
| Carnet de 10 tickets TN | 14,40 € | 174 240 | 138 436 | 174 934 | 119 062 | 137 743 | 174 279 | 198 759 | 160 141 | 275 695 | 244 577 | 220 399 | 202 124 | 2 220 388 |
| Carnet de 10 tickets TR | 13,00 € | 0 | 0 | 13 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 091 | 5 909 | 5 909 | 1 182 | 33 091 |
| **Total carnet de 10 tickets** | | **174 240** | **138 436** | **187 934** | **119 062** | **137 743** | **174 279** | **198 759** | **160 141** | **282 785** | **250 487** | **226 308** | **203 305** | **2 253 479** |
| Ticket 24 heures | 5,30 € | 1 229 | 1 156 | 1 311 | 559 | 1 585 | 2 134 | 2 674 | 3 777 | 3 729 | 3 175 | 2 684 | 1 629 | 25 643 |
| Ticket 24 heures tribu | 13,20 € | 648 | 612 | 1 176 | 84 | 864 | 528 | 1 632 | 2 508 | 2 160 | 1 644 | 960 | 1 380 | 14 196 |
| Ticket 24 heures groupe | 21,90 € | 378 | 358 | 737 | 259 | 956 | 956 | 11 149 | 3 823 | 3 504 | 3 803 | 2 449 | 2 369 | 30 740 |
| Pass 72 heures | 3,60 € | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Billet congrés | 2,50 € | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 880 | 0 | 643 | 1 675 | 499 | 0 | 4 697 |
| Ticket parking relais | 6,00 € | 0 | 0 | 0 | 2 727 | 0 | 2 727 | 8 727 | 3 273 | 3 273 | 0 | 19 636 | 4 364 | 44 727 |
| **Total titres occasionnels** | | **2 255** | **2 127** | **3 224** | **3 629** | **3 405** | **6 345** | **26 062** | **13 381** | **13 309** | **10 297** | **26 228** | **9 741** | **120 003** |
| **Total non abonnés** | | **314 466** | **272 579** | **350 062** | **226 199** | **289 670** | **365 710** | **406 785** | **354 881** | **528 389** | **471 525** | **449 058** | **384 422** | **4 413 746** |
| Abonnement mensuel tout public | 54,80 € | 36 915 | 35 321 | 38 211 | 32 432 | 33 827 | 38 808 | 37 563 | 29 492 | 46 929 | 51 113 | 49 420 | 46 879 | 476 909 |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | 38,30 € | 12 639 | 7 073 | 9 157 | 7 451 | 8 147 | 14 972 | 8 043 | 3 969 | 12 291 | 20 190 | 14 450 | 10 411 | 128 792 |
| Abonnement mensuel PDM | 46,50 € | 7 482 | 7 271 | 7 947 | 6 383 | 6 595 | 7 694 | 7 313 | 5 495 | 12 428 | 17 543 | 18 769 | 17 670 | 122 591 |
| **Total mensuel actif ¬** | | **57 037** | **49 665** | **55 315** | **46 266** | **48 569** | **61 474** | **52 919** | **38 957** | **71 648** | **88 846** | **82 638** | **74 960** | **728 293** |
| Abonnement mensuel - 26 ans | 28,80 € | 32 884 | 27 072 | 37 885 | 22 228 | 30 973 | 30 214 | 19 296 | 14 374 | 72 628 | 73 571 | 64 957 | 49 562 | 475 645 |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | 20,10 € | 2 266 | 1 573 | 1 955 | 914 | 1 846 | 1 590 | 694 | 1 645 | 5 317 | 5 955 | 4 879 | 4 239 | 32 872 |
| **Total mensuel Jeune** | | **35 150** | **28 645** | **39 840** | **23 142** | **32 819** | **31 804** | **19 990** | **16 018** | **77 946** | **79 526** | **69 836** | **53 801** | **508 517** |
| Abonnement mensuel -60% | 21,90 € | 36 890 | 32 586 | 37 396 | 29 034 | 35 152 | 34 654 | 27 737 | 23 570 | 43 185 | 42 864 | 41 764 | 39 875 | 424 707 |
| Abonnement mensuel -80% | 10,90 € | 28 315 | 26 798 | 29 004 | 24 601 | 27 281 | 27 501 | 23 709 | 20 966 | 31 193 | 31 510 | 31 205 | 29 747 | 331 829 |
| Abonnement mensuel -92% | 4,30 € | 46 892 | 47 325 | 49 408 | 45 186 | 47 906 | 49 624 | 45 043 | 41 101 | 52 458 | 53 177 | 54 343 | 53 316 | 585 780 |
| **Total mensuel tarification solidaire** | | **112 097** | **106 709** | **115 808** | **98 821** | **110 339** | **111 779** | **96 489** | **85 636** | **126 836** | **127 551** | **127 312** | **122 938** | **1 342 315** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **204 284** | **185 018** | **210 963** | **168 228** | **191 726** | **205 056** | **169 399** | **140 612** | **276 430** | **295 923** | **279 786** | **251 699** | **2 579 125** |
| Abonnement annuel tout public | 555,60 € | 59 721 | 58 314 | 57 437 | 58 792 | 58 737 | 60 256 | 57 946 | 57 268 | 56 922 | 57 009 | 57 959 | 58 212 | 698 572 |
| Abonnement annuel PDM | 471,60 € | 40 703 | 39 613 | 39 293 | 40 036 | 40 252 | 40 588 | 40 237 | 39 848 | 39 676 | 39 933 | 41 011 | 42 051 | 483 240 |
| Abonnement annuel au porteur | 570,00 € | 875 | 792 | 464 | 964 | 1 310 | 1 310 | 1 192 | 1 192 | 1 109 | 1 152 | 1 030 | 864 | 12 255 |
| Abonnement annuel non voyant | 0,00 € | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total annuel actif** | | **101 298** | **98 718** | **97 194** | **99 792** | **100 298** | **102 153** | **99 375** | **98 309** | **97 707** | **98 094** | **100 001** | **101 126** | **1 194 066** |
| Abonnement annuel - 26 ans | 261,60 € | 237 632 | 237 911 | 238 083 | 238 615 | 238 284 | 238 397 | 237 059 | 234 741 | 236 838 | 238 110 | 240 119 | 240 178 | 2 855 968 |
| **Total annuel Jeune** | | **237 632** | **237 911** | **238 083** | **238 615** | **238 284** | **238 397** | **237 059** | **234 741** | **236 838** | **238 110** | **240 119** | **240 178** | **2 855 968** |
| **Total annuel illimité** | | **338 930** | **336 630** | **335 277** | **338 407** | **338 581** | **340 551** | **336 434** | **333 050** | **334 545** | **336 205** | **340 120** | **341 305** | **4 050 035** |
| Titres cartes à puce | 2,00 € | 3 647 | 3 122 | 3 791 | 2 211 | 3 124 | 4 293 | 4 925 | 10 544 | 12 713 | 6 147 | 5 435 | 4 011 | 63 962 |
| **Total abonnés toute période** | | **543 214** | **521 648** | **546 241** | **506 636** | **530 307** | **545 607** | **505 833** | **473 662** | **610 975** | **632 128** | **619 906** | **593 003** | **6 629 159** |
| **TOTAL VENTES DE TITRES** | | **861 327** | **797 349** | **900 094** | **735 046** | **823 101** | **915 610** | **917 543** | **839 086** | **1 152 076** | **1 109 800** | **1 074 399** | **981 436** | **11 106 867** |
| **Produits à tarification spéciale** | | **6 919** | **5 189** | **7 875** | **2 184** | **6 146** | **7 557** | **1 793** | **638** | **7 557** | **5 508** | **6 146** | **3 778** | **61 289** |
| **Produits d'activités annexes** | | **19 596** | **21 611** | **18 150** | **14 437** | **23 248** | **24 807** | **16 344** | **11 530** | **15 887** | **17 908** | **22 120** | **19 629** | **225 266** |
| **TOTAL GENERAL** | | **887 842** | **824 149** | **926 120** | **751 666** | **852 495** | **947 973** | **935 681** | **851 254** | **1 175 519** | **1 133 216** | **1 102 665** | **1 004 843** | **11 393 422** |

| Total par profil d'abonnés | | 01/2021 | 02/2021 | 03/2021 | 04/2021 | 05/2021 | 06/2021 | 07/2021 | 08/2021 | 09/2021 | 10/2021 | 11/2021 | 12/2021 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total abonnement pour Tous et Senior | | 97 511 | 94 427 | 96 112 | 92 188 | 93 873 | 100 374 | 96 701 | 87 953 | 104 959 | 109 275 | 108 410 | 105 954 | 1 187 736 |
| Total abonnement PDM | | 48 185 | 46 883 | 47 241 | 46 419 | 46 846 | 48 281 | 47 550 | 45 344 | 52 104 | 57 476 | 59 780 | 59 721 | 605 831 |
| Total abonnement Jeune | | 270 516 | 264 983 | 275 968 | 260 844 | 269 257 | 268 611 | 256 355 | 249 115 | 309 467 | 311 681 | 305 076 | 289 740 | 3 331 613 |
| Total abonnement Tandem | | 14 905 | 8 646 | 11 112 | 8 365 | 9 993 | 16 562 | 8 737 | 5 614 | 17 608 | 26 144 | 19 328 | 14 650 | 161 664 |
| Total abonnement solidaire | | 112 097 | 106 709 | 115 808 | 98 821 | 110 339 | 111 779 | 96 489 | 85 636 | 126 836 | 127 551 | 127 312 | 122 938 | 1 342 315 |
| **Total abonnés toute période** | | **543 214** | **521 648** | **546 241** | **506 636** | **530 307** | **545 607** | **505 833** | **473 662** | **610 975** | **632 128** | **619 906** | **593 003** | **6 629 159** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - VENTES, RECETTES, FREQUENTATION ET TARIFS 2021

## FREQUENTATION PAR LIGNE

| FREQUENTATION PAR LIGNE A PARTIR DES VALIDATIONS REDRESSEES | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 | % 2021 vs 2020 | 2021 vs 2019 | % vs 2019 | 2021 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ligne A** | **TRAMWAY** | **16 650 956** | **15 884 075** | **10 398 993** | **12 801 132** | **2 402 139** | **23,1%** | **-3 082 943** | **-19,4%** | **-3 849 824** | **-23,1%** |
| Ligne B | | 2 994 950 | 2 746 049 | 1 707 774 | 1 833 257 | 125 483 | 7,3% | -912 791 | -33,2% | -1 161 693 | -38,8% |
| Ligne C | | 2 658 911 | 2 516 457 | 1 613 062 | 2 296 914 | 683 852 | 42,4% | -219 543 | -8,7% | -361 997 | -13,6% |
| Ligne 3 | | 1 569 467 | 1 587 205 | 864 215 | 1 031 664 | 167 449 | 19,4% | -555 542 | -35,0% | -537 804 | -34,3% |
| Ligne 4 | | 1 427 125 | 1 454 934 | 822 219 | 997 765 | 175 546 | 21,4% | -457 169 | -31,4% | -429 360 | -30,1% |
| Ligne 5 | | 373 971 | 362 043 | 206 417 | 236 925 | 30 508 | 14,8% | -125 117 | -34,6% | -137 045 | -36,6% |
| Ligne 7 | | 27 556 | 21 991 | 13 291 | 14 435 | 1 143 | 8,6% | -7 556 | -34,4% | -13 121 | -47,6% |
| Ligne 8 | | 569 704 | 561 122 | 300 536 | 407 631 | 107 095 | 35,6% | -153 491 | -27,4% | -162 073 | -28,4% |
| Ligne 9 | | 843 654 | 855 492 | 434 943 | 582 862 | 147 918 | 34,0% | -272 630 | -31,9% | -260 792 | -30,9% |
| Ligne 10 | | 1 070 108 | 993 850 | 538 686 | 685 823 | 147 137 | 27,3% | -308 027 | -31,0% | -384 286 | -35,9% |
| Ligne 12 | | 447 425 | 414 760 | 277 553 | 357 298 | 79 746 | 28,7% | -57 462 | -13,9% | -90 127 | -20,1% |
| Ligne 13 | | 779 100 | 761 736 | 421 120 | 621 404 | 200 284 | 47,6% | -140 332 | -18,4% | -157 696 | -20,2% |
| Ligne 20 | | 586 103 | 602 107 | 345 669 | 462 410 | 116 740 | 33,8% | -139 697 | -23,2% | -123 693 | -21,1% |
| Ligne 21 | | 818 043 | 764 829 | 435 542 | 603 255 | 167 713 | 38,5% | -161 574 | -21,1% | -214 788 | -26,3% |
| Ligne 22 | | 88 053 | 88 172 | 52 045 | 62 135 | 10 089 | 19,4% | -26 037 | -29,5% | -25 918 | -29,4% |
| Ligne 23 | | 23 897 | 24 040 | 13 471 | 18 748 | 5 277 | 39,2% | -5 291 | -22,0% | -5 149 | -21,5% |
| Ligne 24 | | 224 251 | 245 370 | 125 466 | 174 488 | 49 022 | 39,1% | -70 881 | -28,9% | -49 762 | -22,2% |
| Ligne 25 | | 21 056 | 21 084 | 10 580 | 11 384 | 804 | 7,6% | -9 700 | -46,0% | -9 673 | -45,9% |
| Ligne 26 | | 1 259 | 1 646 | 684 | 587 | -97 | -14,2% | -1 060 | -64,4% | -673 | -53,4% |
| Ligne 27 | | 35 681 | 31 790 | 20 791 | 33 570 | 12 779 | 61,5% | 1 780 | 5,6% | -2 111 | -5,9% |
| Ligne 28 | | 12 258 | 17 183 | 8 756 | 11 027 | 2 271 | 25,9% | -6 156 | -35,8% | -1 231 | -10,0% |
| Courses spéciales | | 93 958 | 38 224 | 17 949 | 41 794 | 23 845 | 132,8% | 3 571 | 9,3% | -52 164 | -55,5% |
| **BUS** | | **14 666 530** | **14 110 083** | **8 230 770** | **10 485 376** | **2 254 606** | **27,4%** | **-3 624 707** | **-25,7%** | **-4 181 155** | **-28,5%** |
| **TOTAL RESEAU URBAIN** | **BUS + TRAM** | **31 317 486** | **29 994 158** | **18 629 763** | **23 286 508** | **4 656 745** | **25,0%** | **-6 707 650** | **-22,4%** | **-8 030 979** | **-25,6%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | | 33 962 | 39 022 | 16 790 | 21 605 | 4 815 | 28,7% | -17 417 | -44,6% | -12 357 | -36,4% |
| Ligne 27 (ligne régulière) | | 2 363 | 2 047 | 3 400 | 4 235 | 835 | 24,6% | 2 188 | 106,9% | 1 872 | 79,2% |
| Ligne 31 (ligne régulière) | | 41 488 | 41 700 | 20 814 | 17 727 | -3 087 | -14,8% | -23 973 | -57,5% | -23 761 | -57,3% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | | 110 433 | 79 282 | 57 625 | 33 188 | -24 437 | -42,4% | -46 094 | -58,1% | -77 245 | -69,9% |
| Ligne 33 (ligne régulière) | | 20 342 | 7 746 | 6 104 | 5 503 | -601 | -9,8% | -2 243 | -29,0% | -14 839 | -72,9% |
| Ligne 34 (ligne régulière) | | 29 202 | 15 371 | 11 707 | 11 883 | 176 | 1,5% | -3 488 | -22,7% | -17 319 | -59,3% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | | 421 967 | 414 559 | 234 151 | 238 338 | 4 187 | 1,8% | -176 221 | -42,5% | -183 629 | -43,5% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | | 1 377 | 2 384 | 1 509 | 15 694 | 14 185 | 940,0% | 13 310 | 558,3% | 14 316 | 1039,3% |
| PDD (ligne régulière) | | 23 171 | 21 037 | 6 942 | 10 929 | 3 987 | 57,4% | -10 108 | -48,0% | -12 242 | -52,8% |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | | 0 | 1 832 | 2 329 | 2 883 | 554 | 23,8% | 1 051 | 57,4% | 2 883 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | | | 26 890 | 3 418 | 2 289 | -1 129 | -33,0% | -24 601 | -91,5% | 2 289 | - |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | | 424 371 | 410 611 | 308 511 | 362 974 | 54 463 | 17,7% | -47 637 | -11,6% | -61 398 | -14,5% |
| **INTERURBAIN** | | **1 108 679** | **1 062 481** | **673 300** | **727 248** | **53 948** | **8,0%** | **-335 234** | **-31,6%** | **-381 431** | **-34,4%** |
| **TOTAL RESEAU** | | **32 426 165** | **31 056 639** | **19 303 063** | **24 013 755** | **4 710 692** | **24,4%** | **-7 042 884** | **-22,7%** | **-8 412 410** | **-25,9%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - VENTES, RECETTES, FREQUENTATION ET TARIFS 2021

## FREQUENTATION PAR TITRES

| TITRES | Clé de mobilité | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 vs 2020 | % vs 2020 | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Titres unités** | **1,27** | **2 145 656** | **2 087 136** | **1 112 656** | **1 786 996** | **674 340** | **60,6%** | **-300 140** | **-14,4%** | **-358 660** | **-16,7%** |
| **Carnet de 10 tickets** | **1,27** | **3 244 643** | **3 315 509** | **1 691 426** | **2 196 568** | **505 142** | **29,9%** | **-1 118 941** | **-33,7%** | **-1 048 075** | **-32,3%** |
| Ticket 24 heures | **6,00** | 52 410 | 49 734 | 28 206 | 32 532 | 4 326 | 15,3% | -17 202 | -34,6% | -19 878 | -37,9% |
| Ticket 24 heures famille | **6,00** | 11 040 | 12 096 | 7 812 | 7 098 | -714 | -9,1% | -4 998 | -41,3% | -3 942 | -35,7% |
| Ticket 24 heures groupe | **12,00** | 44 292 | 50 136 | 25 476 | 19 884 | -5 592 | -22,0% | -30 252 | -60,3% | -24 408 | -55,1% |
| Pass 72 heures | **12,00** | 6 000 | 3 600 | 0 | 3 600 | 3 600 | - | 0 | 0,0% | -2 400 | -40,0% |
| Billet congrés | **9,33** | 134 960 | 75 749 | 125 599 | 98 654 | -26 945 | -21,5% | 22 905 | 30,2% | -36 306 | -26,9% |
| Ticket parking relais | **2,00** | 79 852 | 69 344 | 17 698 | 34 640 | 16 942 | 95,7% | -34 704 | -50,0% | -45 212 | -56,6% |
| **Total titres occasionnels** | | **328 554** | **260 659** | **204 791** | **196 408** | **-8 383** | **-4,1%** | **-64 251** | **-24,6%** | **-132 146** | **-40,2%** |
| **Total titres oblitérables** | | **5 718 853** | **5 663 303** | **3 008 872** | **4 179 972** | **1 171 100** | **38,9%** | **-1 483 331** | **-26,2%** | **-1 538 881** | **-26,9%** |
| **Hebdomadaire** | | **14 541** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **-14 541** | **-100,0%** |
| **Mensuel actif** | | **2 028 369** | **1 552 824** | **754 997** | **952 728** | **197 731** | **26,2%** | **-600 096** | **-38,6%** | **-1 075 641** | **-53,0%** |
| **Mensuel Jeune-Etudiant-Scolaire** | | **1 646 653** | **1 431 357** | **793 430** | **1 162 982** | **369 552** | **46,6%** | **-268 375** | **-18,7%** | **-483 671** | **-29,4%** |
| **Mensuel solidaire -50% / -60%** | | **2 306 909** | **2 023 498** | **1 139 189** | **1 423 742** | **284 553** | **25,0%** | **-599 756** | **-29,6%** | **-883 167** | **-38,3%** |
| **Mensuel solidaire -80%** | | **3 280 145** | **2 969 590** | **1 552 479** | **1 742 786** | **190 307** | **12,3%** | **-1 226 804** | **-41,3%** | **-1 537 359** | **-46,9%** |
| **Mensuel solidaire -92%** | | **9 303 198** | **9 612 712** | **5 930 756** | **8 420 032** | **2 489 276** | **42,0%** | **-1 192 680** | **-12,4%** | **-883 166** | **-9,5%** |
| **Total abonnement mensuel illimité** | | **18 565 274** | **17 589 981** | **10 170 851** | **13 702 270** | **3 531 419** | **34,7%** | **-3 887 711** | **-22,1%** | **-4 863 004** | **-26,2%** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **18 579 815** | **17 589 981** | **10 170 851** | **13 702 270** | **3 531 419** | **34,7%** | **-3 887 711** | **-22,1%** | **-4 877 545** | **-26,3%** |
| **Total annuel actif** | | **2 682 429** | **2 721 335** | **2 112 735** | **1 341 438** | **-771 297** | **-36,5%** | **-1 379 897** | **-50,7%** | **-1 340 991** | **-50,0%** |
| **Total annuel Jeune-Scolaire** | | **5 265 190** | **4 925 470** | **3 863 918** | **4 278 029** | **414 111** | **10,7%** | **-647 441** | **-13,1%** | **-987 161** | **-18,7%** |
| **Total annuel illimité** | | **7 947 620** | **7 646 804** | **5 976 653** | **5 619 467** | **-357 186** | **-6,0%** | **-2 027 337** | **-26,5%** | **-2 328 153** | **-29,3%** |
| Libre circulation | | 167 704 | 150 328 | 145 343 | 128 542 | -16 801 | -11,6% | -21 786 | -14,5% | -39 162 | -23,4% |
| Non voyants et invalides | | 12 173 | 6 222 | 1 454 | 122 | -1 332 | -91,6% | -6 100 | -98,0% | -12 051 | -99,0% |
| **Total abonnés toute période** | | **26 707 312** | **25 393 335** | **16 294 191** | **19 833 783** | **3 539 593** | **21,7%** | **-5 559 552** | **-21,9%** | **-6 873 528** | **-25,7%** |
| **Total voyages sur titres** | | **32 426 165** | **31 056 639** | **19 303 063** | **24 013 755** | **4 710 692** | **24,4%** | **-7 042 884** | **-22,7%** | **-8 412 410** | **-25,9%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# REGIE T2C - RAPPORT ANNUEL 2021 - VENTES, RECETTES, FREQUENTATION ET TARIFS 2021

## FREQUENTATION 2021 PAR LIGNE

| FREQUENTATION PAR LIGNE A PARTIR DES VALIDATIONS REDRESSEES | | 01/2021 | 02/2021 | 03/2021 | 04/2021 | 05/2021 | 06/2021 | 07/2021 | 08/2021 | 09/2021 | 10/2021 | 11/2021 | 12/2021 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ligne A** | **TRAMWAY** | **928 067** | **859 571** | **1 087 384** | **745 598** | **957 655** | **1 123 506** | **885 321** | **768 432** | **1 419 385** | **1 395 227** | **1 330 514** | **1 300 473** | **12 801 132** |
| Ligne B | | 150 940 | 132 031 | 157 272 | 93 854 | 144 181 | 162 591 | 115 506 | 105 770 | 200 989 | 197 568 | 188 404 | 184 151 | **1 833 257** |
| Ligne C | | 163 161 | 140 018 | 189 662 | 102 139 | 161 123 | 184 695 | 140 014 | 109 838 | 288 346 | 283 438 | 270 292 | 264 189 | **2 296 914** |
| Ligne 3 | | 76 444 | 68 833 | 95 180 | 53 647 | 76 911 | 78 987 | 53 725 | 49 443 | 124 718 | 122 596 | 116 910 | 114 270 | **1 031 664** |
| Ligne 4 | | 77 361 | 64 274 | 90 604 | 50 139 | 79 898 | 84 731 | 55 752 | 52 503 | 115 337 | 113 374 | 108 116 | 105 675 | **997 765** |
| Ligne 5 | | 19 071 | 15 201 | 22 914 | 9 986 | 19 086 | 21 337 | 14 796 | 14 494 | 26 076 | 25 632 | 24 443 | 23 891 | **236 925** |
| Ligne 7 | | 1 479 | 904 | 1 397 | 363 | 1 085 | 847 | 324 | 276 | 2 022 | 1 988 | 1 896 | 1 853 | **14 435** |
| Ligne 8 | | 31 390 | 25 565 | 36 075 | 15 610 | 27 937 | 31 221 | 22 135 | 21 973 | 51 015 | 50 147 | 47 821 | 46 741 | **407 631** |
| Ligne 9 | | 44 211 | 37 766 | 52 828 | 30 220 | 48 381 | 54 999 | 41 024 | 35 782 | 61 943 | 60 888 | 58 064 | 56 753 | **582 862** |
| Ligne 10 | | 56 455 | 47 820 | 62 192 | 32 009 | 53 539 | 64 674 | 48 643 | 39 435 | 73 256 | 72 010 | 68 670 | 67 119 | **685 823** |
| Ligne 12 | | 27 754 | 23 509 | 33 209 | 19 571 | 27 117 | 30 589 | 22 052 | 19 341 | 40 180 | 39 496 | 37 665 | 36 814 | **357 298** |
| Ligne 13 | | 44 102 | 34 183 | 53 023 | 21 870 | 41 596 | 43 161 | 25 223 | 23 647 | 87 213 | 85 728 | 81 752 | 79 906 | **621 404** |
| Ligne 20 | | 38 633 | 32 494 | 44 753 | 20 842 | 36 112 | 37 731 | 26 087 | 24 497 | 52 458 | 51 565 | 49 174 | 48 063 | **462 410** |
| Ligne 21 | | 48 781 | 40 262 | 53 849 | 27 944 | 45 246 | 50 073 | 38 580 | 35 635 | 68 520 | 67 354 | 64 230 | 62 780 | **603 255** |
| Ligne 22 | | 5 140 | 4 229 | 6 399 | 2 935 | 5 267 | 5 717 | 4 104 | 3 837 | 6 388 | 6 279 | 5 988 | 5 853 | **62 135** |
| Ligne 23 | | 1 194 | 1 031 | 1 412 | 1 143 | 1 422 | 1 826 | 1 579 | 1 655 | 1 951 | 1 918 | 1 829 | 1 788 | **18 748** |
| Ligne 24 | | 12 583 | 11 028 | 16 583 | 7 955 | 13 682 | 14 557 | 9 109 | 8 854 | 20 888 | 20 532 | 19 580 | 19 138 | **174 488** |
| Ligne 25 | | 990 | 699 | 826 | 60 | 812 | 1 089 | 953 | 1 497 | 1 162 | 1 142 | 1 089 | 1 065 | **11 384** |
| Ligne 26 | | 27 | 37 | 88 | 9 | 58 | 40 | 1 | 1 | 85 | 83 | 80 | 78 | **587** |
| Ligne 27 | | 3 225 | 2 161 | 4 450 | 435 | 3 266 | 2 680 | 179 | 112 | 4 447 | 4 371 | 4 169 | 4 075 | **33 570** |
| Ligne 28 | | 510 | 700 | 991 | 872 | 918 | 1 472 | 1 073 | 655 | 1 000 | 983 | 938 | 916 | **11 027** |
| Spécial | | 1 891 | 3 203 | 1 354 | 1 016 | 993 | 1 311 | 595 | 1 640 | 7 765 | 7 633 | 7 279 | 7 114 | **41 794** |
| | **BUS** | **805 340** | **685 949** | **925 060** | **492 618** | **788 634** | **874 330** | **621 454** | **550 883** | **1 235 761** | **1 214 728** | **1 158 387** | **1 132 232** | **10 485 376** |
| **TOTAL RESEAU URBAIN** | **BUS + TRAM** | **1 733 407** | **1 545 520** | **2 012 444** | **1 238 216** | **1 746 289** | **1 997 835** | **1 506 775** | **1 319 316** | **2 655 146** | **2 609 955** | **2 488 901** | **2 432 705** | **23 286 508** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | | 1 425 | 2 108 | 3 179 | 1 242 | 1 152 | 1 826 | 1 258 | 1 059 | 2 552 | 2 064 | 1 936 | 1 804 | **21 605** |
| Ligne 27(ligne régulière) | | 475 | 375 | 425 | 50 | 450 | 475 | 75 | 0 | 500 | 470 | 475 | 465 | **4 235** |
| Ligne 31 (ligne régulière) | | 2 570 | 1 610 | 2 962 | 805 | 5 | 1 639 | 698 | 480 | 2 811 | 1 918 | 1 101 | 1 128 | **17 727** |
| Ligne 32 (ligne régulière) | | 5 233 | 2 854 | 2 944 | 2 325 | 2 147 | 2 609 | 1 574 | 814 | 4 329 | 2 956 | 3 214 | 2 189 | **33 188** |
| Ligne 33 (ligne régulière) | | 601 | 320 | 475 | 250 | 2 645 | 328 | 230 | 380 | 103 | 140 | 10 | 21 | **5 503** |
| Ligne 34 (ligne régulière) | | 1 344 | 1 162 | 1 518 | 750 | 455 | 1 132 | 479 | 504 | 1 378 | 1 306 | 928 | 927 | **11 883** |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | | 23 463 | 16 452 | 27 508 | 9 920 | 2 597 | 21 202 | 13 408 | 9 829 | 31 853 | 29 476 | 26 976 | 25 654 | **238 338** |
| Ligne 37 (ligne régulière) | | 233 | 100 | 126 | 18 | 13 566 | 136 | 57 | 20 | 234 | 217 | 527 | 460 | **15 694** |
| PDD (ligne régulière) | | | | | | 151 | 2 | 3 289 | 4 409 | | 2 699 | 379 | | **10 929** |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | | 150 | 186 | 134 | 186 | 256 | 202 | 413 | 404 | 253 | 293 | 216 | 190 | **2 883** |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | | | | | | | | | | 1 558 | | 497 | 234 | **2 289** |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | | 41 547 | 32 570 | 37 071 | 4 335 | 39 178 | 41 313 | 7 036 | 1 102 | 43 632 | 41 131 | 41 379 | 32 680 | **362 974** |
| | **INTERURBAIN** | **77 041** | **57 737** | **76 342** | **19 881** | **62 602** | **70 864** | **28 517** | **19 001** | **89 203** | **82 670** | **77 638** | **65 752** | **727 248** |
| **TOTAL RESEAU** | | **1 810 448** | **1 603 256** | **2 088 785** | **1 258 098** | **1 808 891** | **2 068 699** | **1 535 292** | **1 338 317** | **2 744 349** | **2 692 624** | **2 566 539** | **2 498 457** | **24 013 755** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 10 — Données financières - compte analytique (hors CET)

| FONCTIONS | NATURE DE CHARGE | Compte analytique 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021 | 2021 | 2021 vs Contrat 2021 Ecart | 2021 vs Contrat 2021 % | 2021 vs 2020 Ecart | 2021 vs 2020 % | 2021 vs 2019 Ecart | 2021 vs 2019 % | 2021 vs 2018 Ecart | 2021 vs 2018 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Exploitation tramway | *Effectif ETP* | 119,79 | 146,39 | 151,28 | 146,21 | 148,12 | 1,91 | 1,3% | -3,16 | -2,1% | 1,74 | 1,2% | 28,33 | 23,6% |
| Exploitation tramway | *Achats* | 987 562 | 1 149 772 | 1 053 644 | 1 252 489 | 1 548 759 | 296 270 | 19,1% | 495 115 | 47,0% | 398 987 | 34,7% | 561 197 | 56,8% |
| Exploitation tramway | *Charges de personnel* | 6 725 231 | 8 716 318 | 8 712 520 | 9 170 548 | 8 631 673 | -538 875 | -6,2% | -80 847 | -0,9% | -84 645 | -1,0% | 1 906 442 | 28,3% |
| **Total exploitation tramway** | **Total hors effectif** | **7 712 793** | **9 866 090** | **9 766 164** | **10 423 037** | **10 180 432** | **-242 605** | **-2,4%** | **414 268** | **4,2%** | **314 342** | **3,2%** | **2 467 639** | **32,0%** |
| Exploitation bus | *Effectif ETP* | 439,46 | 420,40 | 417,10 | 414,24 | 409,35 | -4,89 | -1,2% | -7,75 | -1,9% | -11,05 | -2,6% | -30,11 | -6,9% |
| Exploitation bus | *Achats* | 8 881 733 | 8 703 797 | 7 703 425 | 9 379 951 | 9 286 208 | -93 743 | -1,0% | 1 582 782 | 20,5% | 582 410 | 6,7% | 404 474 | 4,6% |
| Exploitation bus | *Charges de personnel* | 27 228 304 | 24 381 745 | 23 942 986 | 24 959 729 | 23 896 913 | -1 062 816 | -4,4% | -46 073 | -0,2% | -484 832 | -2,0% | -3 331 391 | -12,2% |
| **Total exploitation bus** | **Total hors effectif** | **36 110 038** | **33 085 543** | **31 646 411** | **34 339 680** | **33 183 121** | **-1 156 559** | **-3,5%** | **1 536 710** | **4,9%** | **97 578** | **0,3%** | **-2 926 917** | **-8,1%** |
| Exploitation support | *Effectif ETP* | 21,99 | 22,99 | 22,01 | 19,95 | 23,95 | 4,00 | 16,7% | 1,93 | 8,8% | 0,96 | 4,2% | 1,96 | 8,9% |
| Exploitation support | *Achats* | 43 039 | -23 436 | 27 105 | 27 743 | 247 780 | 220 037 | 88,8% | 220 676 | 814,2% | 271 216 | -1157,3% | 204 741 | 475,7% |
| Exploitation support | *Charges de personnel* | 1 862 492 | 1 938 979 | 1 930 271 | 1 594 555 | 1 916 829 | 322 274 | 16,8% | -13 442 | -0,7% | -22 151 | -1,1% | 54 337 | 2,9% |
| **Total exploitation support** | **Total hors effectif** | **1 905 531** | **1 915 543** | **1 957 375** | **1 622 298** | **2 164 609** | **542 311** | **25,1%** | **207 234** | **10,6%** | **249 065** | **13,0%** | **259 078** | **13,6%** |
| Contrôle des titres | *Effectif ETP* | 20,11 | 21,54 | 22,02 | 18,00 | 21,48 | 3,48 | 16,2% | -0,54 | -2,4% | -0,06 | -0,3% | 1,36 | 6,8% |
| Contrôle des titres | *Achats* | 11 323 | 13 089 | 22 611 | 10 748 | 75 676 | 64 928 | 85,8% | 53 065 | 234,7% | 62 587 | 478,2% | 64 353 | 568,3% |
| Contrôle des titres | *Charges de personnel* | 1 270 231 | 1 614 430 | 1 167 597 | 1 243 653 | 1 150 828 | -92 825 | -8,1% | -16 769 | -1,4% | -463 602 | -28,7% | -119 403 | -9,4% |
| **Total contrôle des titres** | **Total hors effectif** | **1 281 554** | **1 627 519** | **1 190 207** | **1 254 401** | **1 226 504** | **-27 897** | **-2,3%** | **36 296** | **3,0%** | **-401 015** | **-24,6%** | **-55 050** | **-4,3%** |
| Maintenance tramway | *Effectif ETP* | 21,42 | 21,18 | 20,21 | 23,60 | 20,63 | -2,97 | -14,4% | 0,42 | 2,1% | -0,55 | -2,6% | -0,79 | -3,7% |
| Maintenance tramway | *Achats* | 1 073 347 | 1 354 723 | 1 511 997 | 1 947 835 | 1 647 777 | -300 058 | -18,2% | 135 780 | 9,0% | 293 054 | 21,6% | 574 430 | 53,5% |
| Maintenance tramway | *Charges de personnel* | 1 372 291 | 1 471 413 | 1 373 679 | 1 739 391 | 1 458 303 | -281 089 | -19,3% | 84 624 | 6,2% | -13 110 | -0,9% | 86 012 | 6,3% |
| **Total maintenance tramway** | **Total hors effectif** | **2 445 638** | **2 826 136** | **2 885 676** | **3 687 226** | **3 106 080** | **-2 350 646** | **-75,7%** | **4 609 410** | **159,7%** | **799 876** | **28,3%** | **149 944** | **6,1%** |
| Maintenance bus | *Effectif ETP* | 85,83 | 91,07 | 99,47 | 74,34 | 96,87 | 22,53 | 23,3% | -2,60 | -2,6% | 5,80 | 6,4% | 11,04 | 12,9% |
| Maintenance bus | *Achats* | 1 324 123 | 1 471 594 | 1 732 227 | 1 986 891 | 1 725 062 | -261 829 | -15,2% | -7 165 | -0,4% | 253 468 | 17,2% | 400 939 | 30,3% |
| Maintenance bus | *Charges de personnel* | 4 899 673 | 5 149 724 | 5 617 502 | 5 089 758 | 5 559 734 | 469 975 | 8,5% | -57 768 | -1,0% | 410 010 | 8,0% | 660 061 | 13,5% |
| **Total maintenance bus** | **Total hors effectif** | **6 223 796** | **6 621 318** | **7 349 729** | **7 076 649** | **7 284 796** | **208 146** | **2,9%** | **-64 933** | **-0,9%** | **663 477** | **10,0%** | **1 061 000** | **17,0%** |
| Maintenance support | *Effectif ETP* | 41,76 | 39,93 | 45,68 | 44,24 | 48,53 | 4,29 | 8,8% | 2,85 | 6,2% | 8,60 | 21,5% | 6,77 | 16,2% |
| Maintenance support | *Achats* | 1 500 222 | 1 672 356 | 1 872 829 | 2 190 712 | 2 256 394 | 65 682 | 2,9% | 383 564 | 20,5% | 584 038 | 34,9% | 756 172 | 50,4% |
| Maintenance support | *Charges de personnel* | 3 143 526 | 3 202 336 | 3 519 735 | 3 223 786 | 3 669 343 | 445 556 | 12,1% | 149 607 | 4,3% | 467 007 | 14,6% | 525 817 | 16,7% |
| **Total maintenance support** | **Total hors effectif** | **4 643 748** | **4 874 691** | **5 392 565** | **5 414 498** | **5 925 736** | **511 238** | **8,6%** | **533 172** | **9,9%** | **1 051 045** | **21,6%** | **1 281 989** | **27,6%** |
| Commercial et marketing | *Effectif ETP* | 35,87 | 35,96 | 36,65 | 31,65 | 36,87 | 5,22 | 14,2% | 0,22 | 0,6% | 0,91 | 2,5% | 1,01 | 2,8% |
| Commercial et marketing | *Achats* | 669 528 | 599 723 | 502 611 | 866 712 | 830 477 | 1 438 802 | 173,3% | 936 477 | 186,3% | 3 429 060 | 571,8% | 4 685 996 | 699,9% |
| Commercial et marketing | *Charges de personnel* | 2 291 516 | 2 295 579 | 2 351 322 | 2 190 782 | 2 330 780 | 139 998 | 6,0% | -20 542 | -0,9% | 35 200 | 1,5% | 39 264 | 1,7% |
| **Total commercial et marketing** | **Total hors effectif** | **2 961 044** | **2 895 302** | **2 853 933** | **3 057 494** | **3 161 257** | **103 763** | **3,3%** | **307 324** | **10,8%** | **265 954** | **9,2%** | **200 212** | **6,8%** |
| Qualité environnement sécurité | *Effectif ETP* | 8,60 | 9,41 | 8,53 | 7,80 | 10,06 | 2,26 | 22,5% | 1,53 | 17,9% | 0,65 | 6,9% | 1,45 | 16,9% |
| Qualité environnement sécurité | *Achats* | 93 852 | 84 900 | 69 038 | 184 659 | 146 100 | -38 559 | -26,4% | 77 063 | 111,6% | 61 201 | 72,1% | 52 248 | 55,7% |
| Qualité environnement sécurité | *Charges de personnel* | 728 773 | 767 475 | 689 342 | 656 441 | 661 769 | 5 328 | 0,8% | -27 572 | -4,0% | -105 706 | -13,8% | -67 003 | -9,2% |
| **Total qualité environnement sécurité** | **Total hors effectif** | **822 625** | **852 375** | **758 379** | **841 100** | **807 870** | **-33 231** | **-4,1%** | **49 490** | **6,5%** | **-44 505** | **-5,2%** | **-14 755** | **-1,8%** |
| Informatique | *Effectif ETP* | 7,00 | 7,00 | 7,00 | 7,00 | 7,68 | 0,68 | 8,8% | 0,68 | 9,7% | 0,68 | 9,7% | 0,68 | 9,7% |
| Informatique | *Achats* | 670 624 | 634 638 | 707 925 | 835 706 | 691 592 | -144 114 | -20,8% | -16 334 | -2,3% | 56 954 | 9,0% | 20 967 | 3,1% |
| Informatique | *Charges de personnel* | 535 665 | 542 468 | 544 674 | 526 333 | 592 401 | 66 069 | 11,2% | 47 727 | 8,8% | 49 934 | 9,2% | 56 737 | 10,6% |
| **Total informatique** | **Total hors effectif** | **1 206 289** | **1 177 105** | **1 252 600** | **1 362 039** | **1 283 993** | **-78 046** | **-6,1%** | **31 394** | **2,5%** | **106 888** | **9,1%** | **77 704** | **6,4%** |
| Ressources humaines | *Effectif ETP* | 11,47 | 12,12 | 12,10 | 10,60 | 13,90 | 3,29 | 23,7% | 1,80 | 14,8% | 1,78 | 14,7% | 2,43 | 21,2% |
| Ressources humaines | *Achats* | 319 011 | 296 613 | 303 107 | 389 326 | 509 281 | 119 955 | 23,6% | 206 174 | 68,0% | 212 667 | 71,7% | 190 269 | 59,6% |
| Ressources humaines | *Charges de personnel* | 933 373 | 999 291 | 1 085 619 | 953 025 | 984 223 | 31 198 | 3,2% | -101 396 | -9,3% | -15 068 | -1,5% | 50 850 | 5,4% |
| **Total ressources humaines** | **Total hors effectif** | **1 252 384** | **1 295 905** | **1 388 726** | **1 342 351** | **1 493 504** | **151 153** | **10,1%** | **104 778** | **7,5%** | **197 599** | **15,2%** | **241 119** | **19,3%** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 10 — Données financières - compte analytique (hors CET)

## Compte analytique

| FONCTIONS | NATURE DE CHARGE | 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021 | 2021 | 2021 vs Contrat 2021 | | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | | 2021 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Finances | *Effectif ETP* | 6,84 | 6,20 | 7,20 | 7,16 | 7,47 | 0,31 | 4,1% | 0,27 | 3,7% | 1,27 | 20,5% | 0,63 | 9,2% |
| Finances | *Achats* | 113 837 | 48 179 | 86 127 | 166 814 | 65 284 | -101 530 | -155,5% | -20 843 | -24,2% | 17 106 | 35,5% | -48 553 | -42,7% |
| Finances | *Charges de personnel* | 562 291 | 575 569 | 580 748 | 764 813 | 608 052 | -156 761 | -25,8% | 27 304 | 4,7% | 32 483 | 5,6% | 45 761 | 8,1% |
| **Total finances** | **Total hors effectif** | **676 129** | **623 748** | **666 875** | **931 628** | **673 336** | **-258 291** | **-38,4%** | **6 461** | **1,0%** | **49 588** | **8,0%** | **-2 793** | **-0,4%** |
| Autres fonctions | *Effectif ETP* | 5,50 | 6,00 | 5,00 | 5,00 | 4,92 | -0,08 | -1,7% | -0,08 | -1,7% | -1,08 | -18,1% | -0,58 | -10,6% |
| Autres fonctions | *Achats* | 682 374 | 749 174 | 679 933 | 808 071 | 753 637 | -54 434 | -7,2% | 73 704 | 10,8% | 4 463 | 0,6% | 71 262 | 10,4% |
| Autres fonctions | *Charges de personnel* | 491 782 | 512 531 | 527 474 | 283 529 | 559 461 | -491 257 | -87,8% | 457 953 | 86,8% | 623 606 | 121,7% | 673 818 | 137,0% |
| **Total autres fonctions** | **Total hors effectif** | **1 174 157** | **1 261 705** | **1 207 407** | **1 091 600** | **1 313 098** | **221 498** | **16,9%** | **105 691** | **8,8%** | **51 393** | **4,1%** | **138 941** | **11,8%** |
| TOTAL GENERAL | *Effectif ETP* | 825,65 | 840,19 | 854,27 | 809,80 | 849,82 | 40,03 | 4,7% | -4,44 | -0,5% | 9,63 | 1,1% | 24,18 | 2,9% |
| **TOTAL GENERAL** | ***Achats*** | **16 370 576** | **16 755 121** | **16 272 579** | **20 047 657** | **19 784 026** | **-263 631** | **-1,3%** | **3 511 447** | **21,6%** | **3 028 904** | **18,1%** | **3 413 449** | **20,9%** |
| **TOTAL GENERAL** | ***Charges de personnel*** | **52 045 148** | **52 167 858** | **52 043 469** | **52 396 343** | **52 020 309** | **-376 035** | **-0,7%** | **-23 160** | **0,0%** | **-147 550** | **-0,3%** | **-24 839** | **0,0%** |
| **TOTAL GENERAL** | **Total hors effectif** | **68 415 724** | **68 922 980** | **68 316 047** | **72 444 000** | **71 804 334** | **-639 666** | **-0,9%** | **3 488 287** | **5,1%** | **2 881 355** | **4,2%** | **3 388 610** | **5,0%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2021 sont exprimées en euros 2021 avec le coefficient de révision de 1,0589 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2021 base du bouclage annuel de la prestation.**

## Compte analytique - détail des produits

| PRODUITS | | 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021 | 2021 | 2021 vs Contrat 2021 | | 2021 vs 2020 | | 2021 vs 2019 | | 2021 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Prestation de service facturée | | 70 400 599 | 69 782 009 | 69 157 608 | 72 444 000 | 71 063 664 | -1 380 336 | -1,9% | 1 906 056 | 2,8% | 1 281 655 | 1,8% | 663 065 | 0,9% |
| Produits financiers | | 0 | 25 198 | 0 | -8 804 | 0 | 8 804 | - | 0 | - | -25 198 | -100,0% | 0 | - |
| Produits exceptionnels | | 12 907 | 113 170 | 300 568 | 285 727 | 0 | -285 727 | - | -300 568 | -100,0% | -113 170 | -100,0% | -12 907 | -100,0% |
| Transferts de charges | | 837 628 | 608 974 | 457 416 | -22 351 | 478 874 | 501 225 | 104,7% | 21 458 | 4,7% | -130 099 | -21,4% | -358 754 | -42,8% |
| **TOTAL PRODUITS** | | **71 251 134** | **70 529 351** | **69 915 592** | **72 698 572** | **71 542 538** | **-1 156 033** | **-1,6%** | **1 626 947** | **2,3%** | **1 013 188** | **1,4%** | **291 404** | **0,4%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2021 sont exprimées en euros 2021 avec le coefficient de révision de 1,0589 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2021 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 11 COÛTS DIRECTS AU KILOMETRE

| Montants HT en €uros courants | 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021* | 2021 | 2018 | | 2019 | | 2020 | | Contrat 2021 * | | 2021 | | Ecart vs Contrat 2021 | | Ecart vs 2020 | | Ecart vs 2019 | | Ecart vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REALISE | TRAMWAY + BUS | | | | | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total |
| Kilomètres | | | | | | 7 642 439 | 9 558 562 | 7 382 624 | 9 156 233 | 6 334 518 | 7 797 000 | 7 691 404 | 9 671 169 | 7 049 348 | 8 886 559 | -642 056 | -784 610 | 714 830 | 1 089 559 | -333 276 | -269 674 | -593 091 | -672 003 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | -8,3% | -8,1% | 11,3% | 14,0% | -4,5% | -2,9% | -7,8% | -7,0% |
| **Charges variables exploitation et maintenance véhicules (hors personnel)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Energie | 3 251 221 | 2 942 564 | 2 340 324 | 2 980 431 | 2 839 989 | 0,4254 | 0,3401 | 0,3986 | 0,3214 | 0,3695 | 0,3002 | 0,3875 | 0,3082 | 0,4029 | 0,3196 | 4,0% | 3,7% | 9,0% | 6,5% | 1,1% | -0,6% | -5,3% | -6,0% |
| Lubrifiants | 60 336 | 66 086 | 43 284 | 59 368 | 70 847 | 0,0079 | 0,0063 | 0,0090 | 0,0072 | 0,0068 | 0,0056 | 0,0077 | 0,0061 | 0,0101 | 0,0080 | 30,2% | 29,9% | 47,1% | 43,6% | 12,3% | 10,5% | 27,3% | 26,3% |
| Pièces détachées variables | 1 096 318 | 1 142 271 | 1 196 452 | 1 148 315 | 927 640 | 0,1435 | 0,1147 | 0,1547 | 0,1248 | 0,1889 | 0,1535 | 0,1493 | 0,1187 | 0,1316 | 0,1044 | -11,9% | -12,1% | -30,3% | -32,0% | -15,0% | -16,3% | -8,3% | -9,0% |
| Pneumatiques | 281 626 | 292 185 | 270 915 | 379 433 | 304 125 | 0,0369 | 0,0295 | 0,0396 | 0,0319 | 0,0428 | 0,0347 | 0,0493 | 0,0392 | 0,0431 | 0,0342 | -12,5% | -12,8% | 0,9% | -1,5% | 9,0% | 7,2% | 17,1% | 16,2% |
| Sous-traitance exploitation | 5 141 348 | 5 392 091 | 4 853 656 | 6 005 136 | 4 698 234 | 0,6727 | 0,5379 | 0,7304 | 0,5889 | 0,7662 | 0,6225 | 0,7808 | 0,6209 | 0,6665 | 0,5287 | -14,6% | -14,9% | -13,0% | -15,1% | -8,7% | -10,2% | -0,9% | -1,7% |
| Sous-traitance matériel roulant | 175 027 | 295 077 | 216 936 | 127 407 | 319 119 | 0,0229 | 0,0183 | 0,0400 | 0,0322 | 0,0342 | 0,0278 | 0,0166 | 0,0132 | 0,0453 | 0,0359 | 173,3% | 172,6% | 32,2% | 29,1% | 13,3% | 11,4% | 97,7% | 96,1% |
| **Total** | **10 005 875** | **10 130 274** | **8 921 567** | **10 700 090** | **9 159 953** | **1,3093** | **1,0468** | **1,3722** | **1,1064** | **1,4084** | **1,1442** | **1,3912** | **1,1064** | **1,2994** | **1,0308** | **-6,6%** | **-6,8%** | **-7,7%** | **-9,9%** | **-5,3%** | **-6,8%** | **-0,8%** | **-1,5%** |
| **Charges liées au personnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel de conduite | 27 223 562 | 26 751 295 | 25 868 963 | 26 991 958 | 25 805 098 | 3,5622 | 2,8481 | 3,6235 | 2,9216 | 4,0838 | 3,3178 | 3,5094 | 2,7910 | 3,6606 | 2,9038 | 4,3% | 4,0% | -10,4% | -12,5% | 1,0% | -0,6% | 2,8% | 2,0% |
| Personnel de médiation | 2 037 829 | 2 011 644 | 1 778 972 | 2 208 246 | 1 887 037 | 0,2666 | 0,2132 | 0,2725 | 0,2197 | 0,2808 | 0,2282 | 0,2871 | 0,2283 | 0,2677 | 0,2123 | -6,8% | -7,0% | -4,7% | -6,9% | -1,8% | -3,3% | 0,4% | -0,4% |
| Personnel d'interv./régulation | 4 692 144 | 4 335 124 | 5 007 571 | 4 930 072 | 4 836 451 | 0,6140 | 0,4909 | 0,5872 | 0,4735 | 0,7905 | 0,6422 | 0,6410 | 0,5098 | 0,6861 | 0,5442 | 7,0% | 6,8% | -13,2% | -15,3% | 16,8% | 14,9% | 11,7% | 10,9% |
| Personnel de maintenance | 6 271 964 | 6 621 137 | 6 991 181 | 6 829 150 | 7 018 037 | 0,8207 | 0,6562 | 0,8969 | 0,7231 | 1,1037 | 0,8967 | 0,8879 | 0,7061 | 0,9956 | 0,7897 | 12,1% | 11,8% | -9,8% | -11,9% | 11,0% | 9,2% | 21,3% | 20,4% |
| **Total** | **40 225 499** | **39 719 200** | **39 646 687** | **40 959 426** | **39 546 622** | **5,2634** | **4,2083** | **5,3801** | **4,3379** | **6,2588** | **5,0849** | **5,3254** | **4,2352** | **5,6100** | **4,4502** | **5,3%** | **5,1%** | **-10,4%** | **-12,5%** | **4,3%** | **2,6%** | **6,6%** | **5,7%** |
| **Autres charges liées à l'exploitation et à la maintenance des véhicules** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nettoyage sous-traité | 137 911 | 111 353 | 544 336 | 165 723 | 366 985 | 0,0180 | 0,0144 | 0,0151 | 0,0122 | 0,0859 | 0,0698 | 0,0215 | 0,0171 | 0,0521 | 0,0413 | 141,6% | 141,0% | -39,4% | -40,8% | 245,1% | 239,6% | 188,5% | 186,2% |
| Autre sous-traitance | 132 272 | 166 789 | 69 887 | 918 745 | 104 883 | 0,0173 | 0,0138 | 0,0226 | 0,0182 | 0,0110 | 0,0090 | 0,1195 | 0,0950 | 0,0149 | 0,0118 | -87,5% | -87,6% | 34,9% | 31,7% | -34,1% | -35,2% | -14,0% | -14,7% |
| Assurance | 1 302 854 | 1 261 651 | 1 312 653 | 1 504 333 | 1 360 860 | 0,1705 | 0,1363 | 0,1709 | 0,1378 | 0,2072 | 0,1684 | 0,1956 | 0,1555 | 0,1930 | 0,1531 | -1,3% | -1,6% | -6,8% | -9,0% | 13,0% | 11,1% | 13,2% | 12,4% |
| Assistances techniques | 69 527 | 198 216 | 280 357 | 162 687 | 277 581 | 0,0091 | 0,0073 | 0,0268 | 0,0216 | 0,0443 | 0,0360 | 0,0212 | 0,0168 | 0,0394 | 0,0312 | 86,2% | 85,7% | -11,0% | -13,1% | 46,7% | 44,3% | 332,8% | 329,4% |
| Autres pièces et fourn.et transferts | 587 130 | 750 109 | 824 803 | 1 007 856 | 1 112 773 | 0,0768 | 0,0614 | 0,1016 | 0,0819 | 0,1302 | 0,1058 | 0,1310 | 0,1042 | 0,1579 | 0,1252 | 20,5% | 20,2% | 21,2% | 18,4% | 55,4% | 52,9% | 105,5% | 103,9% |
| Autres charges ext. directes | 31 195 | 61 496 | 47 690 | 107 732 | 1 815 846 | 0,0041 | 0,0033 | 0,0083 | 0,0067 | 0,0075 | 0,0061 | 0,0140 | 0,0111 | 0,2576 | 0,2043 | 1739,0% | 1734,3% | 3321,5% | 3240,8% | 2992,4% | 2942,4% | 6210,7% | 6161,1% |
| **Total** | **2 260 890** | **2 549 613** | **3 079 726** | **3 867 076** | **5 038 928** | **0,2958** | **0,2365** | **0,3454** | **0,2785** | **0,4862** | **0,3950** | **0,5028** | **0,3999** | **0,7148** | **0,5670** | **42,2%** | **41,8%** | **47,0%** | **43,6%** | **107,0%** | **103,6%** | **141,6%** | **139,7%** |
| **TOTAL** | **52 492 264** | **52 399 087** | **51 647 980** | **55 526 592** | **53 745 504** | **6,8685** | **5,4916** | **7,0976** | **5,7228** | **8,1534** | **6,6241** | **7,2193** | **5,7415** | **7,6242** | **6,0480** | **5,6%** | **5,3%** | **-6,5%** | **-8,7%** | **7,4%** | **5,7%** | **11,0%** | **10,1%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2021 sont exprimées en euros 2021 avec le coefficient de révision de 1,0589 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2021 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 11 COÛTS DIRECTS AU KILOMETRE

| Montants HT en €uros courants | 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021* | 2021 | 2018 | | 2019 | | 2020 | | Contrat 2021 * | | 2021 | | Ecart vs Contrat 2021 | | Ecart 2020 | | Ecart vs 2019 | | Ecart vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REALISE | TRAMWAY | | | | | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total |
| Kilomètres | | | | | | 1 016 502 | 1 057 242 | 1 255 938 | 1 305 786 | 1 136 375 | 1 183 405 | 1 316 061 | 1 395 903 | 1 226 844 | 1 309 368 | -89 217 | -86 535 | 90 470 | 125 963 | -29 094 | 3 582 | 210 342 | 252 126 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | -6,8% | -6,2% | 8,0% | 10,6% | -2,3% | 0,3% | 20,7% | 23,8% |
| **Charges variables exploitation et maintenance véhicules (hors personnel)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Energie | 559 980 | 623 523 | 577 231 | 733 833 | 664 141 | 0,5509 | 0,5297 | 0,4965 | 0,4775 | 0,5080 | 0,4878 | 0,5576 | 0,5257 | 0,5413 | 0,5072 | -2,9% | -3,5% | 6,6% | 4,0% | 9,0% | 6,2% | -1,7% | -4,2% |
| Lubrifiants | 7 721 | 11 530 | 8 550 | 10 530 | 11 211 | 0,0076 | 0,0073 | 0,0092 | 0,0088 | 0,0075 | 0,0072 | 0,0080 | 0,0075 | 0,0091 | 0,0086 | 14,2% | 13,5% | 21,4% | 18,5% | -0,5% | -3,0% | 20,3% | 17,2% |
| Pièces détachées variables | 401 910 | 343 401 | 309 307 | 445 798 | 180 272 | 0,3954 | 0,3801 | 0,2734 | 0,2630 | 0,2722 | 0,2614 | 0,3387 | 0,3194 | 0,1469 | 0,1377 | -56,6% | -56,9% | -46,0% | -47,3% | -46,3% | -47,6% | -62,8% | -63,8% |
| Pneumatiques | 98 467 | 124 870 | 117 195 | 168 106 | 129 337 | 0,0969 | 0,0931 | 0,0994 | 0,0956 | 0,1031 | 0,0990 | 0,1277 | 0,1204 | 0,1054 | 0,0988 | -17,5% | -18,0% | 2,2% | -0,3% | 6,0% | 3,3% | 8,8% | 6,1% |
| Sous-traitance exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous-traitance matériel roulant | 138 663 | 249 517 | 175 897 | 84 373 | 209 771 | 0,1364 | 0,1312 | 0,1987 | 0,1911 | 0,1548 | 0,1486 | 0,0641 | 0,0604 | 0,1710 | 0,1602 | 166,7% | 165,1% | 10,5% | 7,8% | -13,9% | -16,2% | 25,3% | 22,2% |
| **Total** | **1 206 741** | **1 352 842** | **1 188 181** | **1 442 640** | **1 194 732** | **1,1872** | **1,1414** | **1,0772** | **1,0360** | **1,0456** | **1,0040** | **1,0962** | **1,0335** | **0,9738** | **0,9124** | **-11,2%** | **-11,7%** | **-6,9%** | **-9,1%** | **-9,6%** | **-11,9%** | **-18,0%** | **-20,1%** |
| **Charges liées au personnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel de conduite | 4 464 050 | 5 989 044 | 5 977 782 | 6 155 995 | 5 848 533 | 4,3916 | 4,2224 | 4,7686 | 4,5865 | 5,2604 | 5,0513 | 4,6776 | 4,4100 | 4,7671 | 4,4667 | 1,9% | 1,3% | -9,4% | -11,6% | 0,0% | -2,6% | 8,6% | 5,8% |
| Personnel de médiation | 1 150 459 | 1 428 267 | 1 263 070 | 1 567 855 | 1 339 796 | 1,1318 | 1,0882 | 1,1372 | 1,0938 | 1,1115 | 1,0673 | 1,1913 | 1,1232 | 1,0921 | 1,0232 | -8,3% | -8,9% | -1,7% | -4,1% | -4,0% | -6,5% | -3,5% | -6,0% |
| Personnel d'interv./régulation | 1 110 722 | 1 299 007 | 1 471 668 | 1 446 698 | 1 443 344 | 1,0927 | 1,0506 | 1,0343 | 0,9948 | 1,2951 | 1,2436 | 1,0993 | 1,0364 | 1,1765 | 1,1023 | 7,0% | 6,4% | -9,2% | -11,4% | 13,7% | 10,8% | 7,7% | 4,9% |
| Personnel de maintenance | 1 372 291 | 1 471 413 | 1 373 679 | 1 739 391 | 1 458 303 | 1,3500 | 1,2980 | 1,1716 | 1,1268 | 1,2088 | 1,1608 | 1,3217 | 1,2461 | 1,1887 | 1,1137 | -10,1% | -10,6% | -1,7% | -4,1% | 1,5% | -1,2% | -12,0% | -14,2% |
| **Total** | **8 097 522** | **10 187 731** | **10 086 199** | **10 909 939** | **10 089 976** | **7,9661** | **7,6591** | **8,1116** | **7,8020** | **8,8758** | **8,5230** | **8,2898** | **7,8157** | **8,2243** | **7,7060** | **-0,8%** | **-1,4%** | **-7,3%** | **-9,6%** | **1,4%** | **-1,2%** | **3,2%** | **0,6%** |
| **Autres charges liées à l'exploitation et à la maintenance des véhicules** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nettoyage sous-traité | 38 133 | 30 167 | 127 493 | 59 833 | 65 187 | 0,0375 | 0,0361 | 0,0240 | 0,0231 | 0,1122 | 0,1077 | 0,0455 | 0,0429 | 0,0531 | 0,0498 | 16,9% | 16,1% | -52,6% | -53,8% | 121,2% | 115,5% | 41,6% | 38,0% |
| Autre sous-traitance | 58 072 | 115 199 | 43 633 | 344 600 | 68 888 | 0,0571 | 0,0549 | 0,0917 | 0,0882 | 0,0384 | 0,0369 | 0,2618 | 0,2469 | 0,0562 | 0,0526 | -78,6% | -78,7% | 46,2% | 42,7% | -38,8% | -40,4% | -1,7% | -4,2% |
| Assurance | 380 384 | 419 335 | 412 397 | 486 776 | 398 705 | 0,3742 | 0,3598 | 0,3339 | 0,3211 | 0,3629 | 0,3485 | 0,3699 | 0,3487 | 0,3250 | 0,3045 | -12,1% | -12,7% | -10,4% | -12,6% | -2,7% | -5,2% | -13,2% | -15,4% |
| Assistances techniques | 60 935 | 184 336 | 265 276 | 145 586 | 269 653 | 0,0599 | 0,0576 | 0,1468 | 0,1412 | 0,2334 | 0,2242 | 0,1106 | 0,1043 | 0,2198 | 0,2059 | 98,7% | 97,5% | -5,8% | -8,1% | 49,8% | 45,9% | 266,7% | 257,3% |
| Autres pièces et fourn.et transferts | 302 399 | 358 710 | 503 095 | 639 811 | 755 706 | 0,2975 | 0,2860 | 0,2856 | 0,2747 | 0,4427 | 0,4251 | 0,4862 | 0,4583 | 0,6160 | 0,5772 | 26,7% | 25,9% | 39,1% | 35,8% | 115,7% | 110,1% | 107,1% | 101,8% |
| Autres charges ext. directes | 14 245 | 43 905 | 25 565 | 81 078 | 443 666 | 0,0140 | 0,0135 | 0,0350 | 0,0336 | 0,0225 | 0,0216 | 0,0616 | 0,0581 | 0,3616 | 0,3388 | 487,0% | 483,4% | 1507,4% | 1468,5% | 934,5% | 907,8% | 2480,6% | 2414,9% |
| **Total** | **854 167** | **1 151 653** | **1 377 460** | **1 757 684** | **2 001 804** | **0,8403** | **0,8079** | **0,9170** | **0,8820** | **1,2122** | **1,1640** | **1,3356** | **1,2592** | **1,6317** | **1,5288** | **22,2%** | **21,4%** | **34,6%** | **31,3%** | **77,9%** | **73,3%** | **94,2%** | **89,2%** |
| **TOTAL** | **10 158 430** | **12 692 225** | **12 651 840** | **14 110 263** | **13 286 512** | **9,9935** | **9,6084** | **10,1058** | **9,7200** | **11,1335** | **10,6910** | **10,7216** | **10,1083** | **10,8298** | **10,1473** | **1,0%** | **0,4%** | **-2,7%** | **-5,1%** | **7,2%** | **4,4%** | **8,4%** | **5,6%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2021 sont exprimées en euros 2021 avec le coefficient de révision de 1,0589 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2021 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 11 COÛTS DIRECTS AU KILOMETRE

| Montants HT en €uros courants | 2018 | 2019 | 2020 | Contrat 2021* | 2021 | 2018 | | 2019 | | 2020 | | Contrat 2021 * | | 2021 | | Ecart vs Contrat 2021 | | Ecart vs 2020 | | Ecart vs 2019 | | Ecart vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REALISE | BUS | | | | | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total |
| Kilomètres | | | | | | 6 625 937 | 8 501 320 | 6 126 686 | 7 850 447 | 5 198 144 | 6 613 595 | 6 375 343 | 8 275 267 | 5 822 504 | 7 577 191 | -552 839 | -698 076 | 624 361 | 963 596 | -304 182 | -273 256 | -803 433 | -924 129 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | -8,7% | -8,4% | 12,0% | 14,6% | -5,0% | -3,5% | -12,1% | -10,9% |
| **Charges variables exploitation et maintenance véhicules (hors personnel)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Energie | 2 691 240 | 2 319 041 | 1 763 092 | 2 246 598 | 2 175 847 | 0,4062 | 0,3166 | 0,3785 | 0,2954 | 0,3392 | 0,2666 | 0,3524 | 0,2715 | 0,3737 | 0,2872 | 6,0% | 5,8% | 10,2% | 7,7% | -1,3% | -2,8% | -8,0% | -9,3% |
| Lubrifiants | 52 615 | 54 556 | 34 734 | 48 838 | 59 636 | 0,0079 | 0,0062 | 0,0089 | 0,0069 | 0,0067 | 0,0053 | 0,0077 | 0,0059 | 0,0102 | 0,0079 | 33,7% | 33,4% | 53,3% | 49,9% | 15,0% | 13,3% | 29,0% | 27,2% |
| Pièces détachées variables | 694 407 | 798 870 | 887 145 | 702 517 | 747 368 | 0,1048 | 0,0817 | 0,1304 | 0,1018 | 0,1707 | 0,1341 | 0,1102 | 0,0849 | 0,1284 | 0,0986 | 16,5% | 16,2% | -24,8% | -26,5% | -1,6% | -3,1% | 22,5% | 20,8% |
| Pneumatiques | 183 159 | 167 315 | 153 721 | 211 327 | 174 788 | 0,0276 | 0,0215 | 0,0273 | 0,0213 | 0,0296 | 0,0232 | 0,0331 | 0,0255 | 0,0300 | 0,0231 | -9,4% | -9,7% | 1,5% | -0,8% | 9,9% | 8,2% | 8,6% | 7,1% |
| Sous-traitance exploitation | 5 141 348 | 5 392 091 | 4 853 656 | 6 005 136 | 4 698 234 | 0,7759 | 0,6048 | 0,8801 | 0,6869 | 0,9337 | 0,7339 | 0,9419 | 0,7257 | 0,8069 | 0,6200 | -14,3% | -14,6% | -13,6% | -15,5% | -8,3% | -9,7% | 4,0% | 2,5% |
| Sous-traitance matériel roulant | 36 364 | 45 560 | 41 039 | 43 034 | 109 348 | 0,0055 | 0,0043 | 0,0074 | 0,0058 | 0,0079 | 0,0062 | 0,0068 | 0,0052 | 0,0188 | 0,0144 | 178,2% | 177,5% | 137,9% | 132,6% | 152,5% | 148,7% | 242,2% | 237,4% |
| **Total** | **8 799 134** | **8 777 432** | **7 733 387** | **9 257 450** | **7 965 221** | **1,3280** | **1,0350** | **1,4327** | **1,1181** | **1,4877** | **1,1693** | **1,4521** | **1,1187** | **1,3680** | **1,0512** | **-5,8%** | **-6,0%** | **-8,0%** | **-10,1%** | **-4,5%** | **-6,0%** | **3,0%** | **1,6%** |
| **Charges liées au personnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel de conduite | 22 759 512 | 20 762 251 | 19 891 181 | 20 835 964 | 19 956 565 | 3,4349 | 2,6772 | 3,3888 | 2,6447 | 3,8266 | 3,0076 | 3,2682 | 2,5179 | 3,4275 | 2,6338 | 4,9% | 4,6% | -10,4% | -12,4% | 1,1% | -0,4% | -0,2% | -1,6% |
| Personnel de médiation | 887 370 | 583 377 | 515 902 | 640 391 | 547 241 | 0,1339 | 0,1044 | 0,0952 | 0,0743 | 0,0992 | 0,0780 | 0,1004 | 0,0774 | 0,0940 | 0,0722 | -6,4% | -6,7% | -5,3% | -7,4% | -1,3% | -2,8% | -29,8% | -30,8% |
| Personnel d'interv./régulation | 3 581 422 | 3 036 117 | 3 535 903 | 3 483 374 | 3 393 107 | 0,5405 | 0,4213 | 0,4956 | 0,3867 | 0,6802 | 0,5346 | 0,5464 | 0,4209 | 0,5828 | 0,4478 | 6,7% | 6,4% | -14,3% | -16,2% | 17,6% | 15,8% | 7,8% | 6,3% |
| Personnel de maintenance | 4 899 673 | 5 149 724 | 5 617 502 | 5 089 758 | 5 559 734 | 0,7395 | 0,5763 | 0,8405 | 0,6560 | 1,0807 | 0,8494 | 0,7984 | 0,6151 | 0,9549 | 0,7337 | 19,6% | 19,3% | -11,6% | -13,6% | 13,6% | 11,9% | 29,1% | 27,3% |
| **Total** | **32 127 977** | **29 531 469** | **29 560 488** | **30 049 487** | **29 456 647** | **4,8488** | **3,7792** | **4,8201** | **3,7618** | **5,6867** | **4,4697** | **4,7134** | **3,6312** | **5,0591** | **3,8875** | **7,3%** | **7,1%** | **-11,0%** | **-13,0%** | **5,0%** | **3,3%** | **4,3%** | **2,9%** |
| **Autres charges liées à l'exploitation et à la maintenance des véhicules** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nettoyage sous-traité | 99 778 | 81 186 | 416 842 | 105 890 | 301 798 | 0,0151 | 0,0117 | 0,0133 | 0,0103 | 0,0802 | 0,0630 | 0,0166 | 0,0128 | 0,0518 | 0,0398 | 212,1% | 211,3% | -35,4% | -36,8% | 291,2% | 285,1% | 244,2% | 239,4% |
| Autre sous-traitance | 74 201 | 51 589 | 26 253 | 574 145 | 35 995 | 0,0112 | 0,0087 | 0,0084 | 0,0066 | 0,0051 | 0,0040 | 0,0901 | 0,0694 | 0,0062 | 0,0048 | -93,1% | -93,2% | 22,4% | 19,7% | -26,6% | -27,7% | -44,8% | -45,6% |
| Assurance | 922 471 | 842 315 | 900 256 | 1 017 557 | 962 155 | 0,1392 | 0,1085 | 0,1375 | 0,1073 | 0,1732 | 0,1361 | 0,1596 | 0,1230 | 0,1652 | 0,1270 | 3,5% | 3,3% | -4,6% | -6,7% | 20,2% | 18,3% | 18,7% | 17,0% |
| Assistances techniques | 8 592 | 13 880 | 15 081 | 17 101 | 7 928 | 0,0013 | 0,0010 | 0,0023 | 0,0018 | 0,0029 | 0,0023 | 0,0027 | 0,0021 | 0,0014 | 0,0010 | -49,2% | -49,4% | -53,1% | -54,1% | -39,9% | -40,8% | 5,0% | 3,5% |
| Autres pièces et fourn.et transferts | 284 731 | 391 399 | 321 708 | 368 045 | 357 067 | 0,0430 | 0,0335 | 0,0639 | 0,0499 | 0,0619 | 0,0486 | 0,0577 | 0,0445 | 0,0613 | 0,0471 | 6,2% | 6,0% | -0,9% | -3,1% | -4,0% | -5,5% | 42,7% | 40,7% |
| Autres charges ext. directes | 16 950 | 17 591 | 22 125 | 26 654 | 1 372 181 | 0,0026 | 0,0020 | 0,0029 | 0,0022 | 0,0043 | 0,0033 | 0,0042 | 0,0032 | 0,2357 | 0,1811 | 5536,9% | 5522,4% | 5437,0% | 5313,3% | 8108,1% | 7981,9% | 9112,3% | 8982,6% |
| **Total** | **1 406 723** | **1 397 960** | **1 702 266** | **2 109 392** | **3 037 124** | **0,2123** | **0,1655** | **0,2282** | **0,1781** | **0,3275** | **0,2574** | **0,3309** | **0,2549** | **0,5216** | **0,4008** | **57,7%** | **57,2%** | **59,3%** | **55,7%** | **128,6%** | **125,1%** | **145,7%** | **142,2%** |
| **TOTAL** | **42 333 834** | **39 706 861** | **38 996 140** | **41 416 329** | **40 458 992** | **6,3891** | **4,9797** | **6,4810** | **5,0579** | **7,5019** | **5,8964** | **6,4963** | **5,0048** | **6,9487** | **5,3396** | **7,0%** | **6,7%** | **-7,4%** | **-9,4%** | **7,2%** | **5,6%** | **8,8%** | **7,2%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2021 sont exprimées en euros 2021 avec le coefficient de révision de 1,0589 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2021 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 12 PRESTATION DE SERVICE TRANSPORT

## Prestation de service transport - synthèse

| Rubriques CSP 2018 - 2022 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| **Prestation de service transport tranche ferme (2)** | **66 610 000,00** | **66 948 000,00** | **67 060 000,00** | **67 180 000,00** |
| Réfaction kilométrique (3) et (4) | -125 014,31 | -171 577,30 | -95 023,21 | -129 014,36 |
| Kilomètres supplémentaires ponctuels (3) et (4) | 58 139,17 | 92 154,73 | 51 266,11 | 41 144,18 |
| Evolutions d'offres Régie (3) | 837 629,52 | -69 718,48 | 176 333,73 | -1 137 983,06 |
| Evolutions d'offres services affrétés (3) | 57 438,36 | 242 405,73 | 402 502,85 | 375 896,71 |
| Offres évènementielles (3) | 39 446,45 | 32 768,76 | 5 534,83 | 95 403,43 |
| Réfaction mouvement social national (3) | -90 069,44 | -436 981,51 | -174 322,83 | -36 091,24 |
| Mesures hivernales produites (3) | 42 816,00 | 27 447,00 | 7 895,00 | 50 143,00 |
| Impact Covid Dette repos et congés | 0,00 | 0,00 | 370 881,30 | 0,00 |
| Effectif supplémentaire (3) | 220 590,00 | 308 858,12 | 432 650,00 | 432 650,00 |
| Contrats de maintenance et divers (3) | 105 000,00 | 197 381,43 | 389 069,07 | 577 412,55 |
| **Total modifications de service** | **1 145 975,75** | **222 738,49** | **1 566 786,84** | **269 561,21** |
| **Sous-total prestation de service transport en euros 2017** | **67 755 975,75** | **67 170 738,49** | **68 626 786,84** | **67 449 561,21** |
| **Taux de révision (2)** | **1,0223** | **1,0376** | **1,0345** | **1,0575** |
| **Montant de la révision** | **1 510 958,26** | **2 525 619,77** | **2 367 624,15** | **3 878 349,77** |
| **Avenant n°1 au contrat de service public** | **0,00** | **0,00** | **-1 827 296,00** | **0,00** |
| **Avenant n°2 au contrat de service public** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **-566 062,00** |
| **Avenant n°3 au contrat de service public** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **-505 065,00** |
| **Dépenses sanitaires** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **782 082,10** |
| **Total prestation de service transport en euros courants** | **69 266 934,01** | **69 696 358,26** | **69 167 114,98** | **71 038 866,08** |
| **Intéressement aux résultats (1)** | **167 000,00** | **146 000,00** | **0,00** | **135 000,00** |
| **Total prestation de service transport + intéressement** | **69 433 934,01** | **69 842 358,26** | **69 167 114,98** | **71 173 866,08** |

## Prestation de service transport - régularisation de facturation 2021

| Régularisation annuelle | HORS TAXES | T.V.A. 10% | T.T.C. |
|---|---|---|---|
| **Prestation de service hors intéressement** | **71 038 866,08** | **7 103 886,61** | **78 142 752,69** |
| **Produit constaté d'avance maintenance tramway** | **500 000,00** | **50 000,00** | **550 000,00** |
| **Acomptes versés** | **71 872 493,00** | **7 187 249,30** | **79 059 742,30** |
| **Montant régularisation prestation de service transport** | **-333 626,92** | **-33 362,69** | **-366 989,61** |
| Régularisation positive : reste à facturer | | | |
| Régularisation négative : avoir à établir | | | |
| **CET : Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)** | **188 000,53** | | |
| **CET : Contribution Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** | **417 754,39** | | |
| **TOTAL CET :** | **605 754,92** | | |
| **Facturation CET établie** | **613 256,45** | **60 954,60** | **674 211,05** |
| **Montant régularisation CET** | **-7 501,53** | **-750,15** | **-8 251,68** |
| Régularisation positive : reste à facturer | | | |
| Régularisation négative : avoir à établir | | | |

## Ecarts par rapport à arrêté des comptes au 31/12

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| Prestation de service transport arrêté comptable | 69 388 918,34 | 69 928 009,44 | 69 157 607,94 | 71 063 663,98 |
| **Ecart vs prestation de service transport définitive** | **45 015,67** | **-85 651,18** | **9 507,04** | **110 202,10** |
| Ajustements calculs post clôture | 2 658,96 | -22 402,39 | 0,00 | -20 359,69 |
| Régularisation prestation de service année n-1 | 1 756,55 | -43 259,12 | 42 392,06 | 32 885,02 |
| Ecart intéressement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 400,00 |
| Ecart de révision suite publication indices définitifs | 40 600,15 | -19 989,67 | -32 885,02 | 53 276,77 |
| **Total écarts** | **45 015,67** | **-85 651,18** | **9 507,04** | **110 202,10** |

## (1) Intéressement aux résultats 2021

| Intéressement aux résultats | Objectif 2021 | Résultat 2021 | Ecart | Bonus | Mode de calcul |
|---|---|---|---|---|---|
| **Qualité** | 88,34% | 90,28% | 1,94% | **95 000 €** | Bonus (5 000 € par dixième de point d'écart à concurrence de 125 000 €) |
| **Fraude** | 8,30% | 14,80% | 6,50% | **0 €** | Bonus (5 000 € par dixième de point d'écart à concurrence de 50 000 €) |
| **Sécurité** | 4,50% | 3,43% | -1,07% | **30 000 €** | Bonus (3 000 € par dixième de point d'écart concurrence de 30 000 €) |
| **Vitesse commerciale Ligne A** | 16,65 Km/h | 16,62 Km/h | -0,03 Km/h | **0 €** | Bonus (3 000 € par dixième de km/h à concurrence de 30 000 €) |
| **Vitesse commerciale Ligne C** | 18,93 Km/h | 19,46 Km/h | 0,53 Km/h | **10 000 €** | Bonus (2 000 € par dixième de km/h à concurrence de 20 000 €) |
| **Recettes commerciales** | 14 352 400 € | 14 306 666 € | -45 734 € | **0 €** | Bonus : pour les 50 000 premiers euros : franchise<br>- Tranche 50 000 € 125 000 € égal à 50 % des plus values constatées<br>De 125 000 € à 250 000 €, égal à 75% des plus values<br>0 au delà. |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 12 PRESTATION DE SERVICE TRANSPORT

## (2) Fomule de révision : coefficient de révision 2021

| INDICE | CODE | Mois 0 | Valeur 0 | Mois n | Valeur n | Evolution | Coefficient 1 | Coefficient 2 | Contribution |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Part fixe | | | | | | 0,0200 | | | 0,0200 |
| Coefficient | | | | | | | 0,9020 | 0,0780 | |
| Sous part fixe | | | | | | | | 0,1250 | 0,0098 |
| Indice salaire Régie T2C | GVT+U | déc 2017 | | déc 2021 | | 1,0551 | 0,8100 | 0,0000 | 0,7709 |
| Coût du travail rév ICHT-H - Avec effet CICE | 1565190 | déc 2017 | 109,38 | déc 2021 | 115,81 | 1,0588 | 0,0000 | 0,5154 | 0,0372 |
| Coût du travail rév ICHT-IME - Avec effet CICE | 1565190 | déc 2017 | 119,19 | déc 2021 | 128,62 | 1,0791 | 0,0300 | 0,0000 | 0,0292 |
| Prix à la consommation - Gazole | 1764283 | déc 2017 | 106,83 | déc 2021 | 122,71 | 1,1486 | 0,0380 | 0,1474 | 0,0509 |
| Prix offre prod. Industriels Autobus et Autocars | F291013 | déc 2017 | 104,65 | déc 2021 | 103,37 | 0,9877 | 0,0550 | 0,2000 | 0,0625 |
| Prix électricité - tarif Vert Contrat de capacité > | 35111403 | déc 2017 | 101,64 | déc 2021 | 124,27 | 1,2226 | 0,0150 | 0,0000 | 0,0165 |
| SYN - Syntec | SYNTEC | déc 2017 | 262,29 | déc 2021 | 275,88 | 1,0518 | 0,0300 | 0,0000 | 0,0285 |
| Frais et services Divers 3 | FSD3 | déc 2017 | 124,03 | déc 2021 | 135,79 | 1,0948 | 0,0220 | 0,1371 | 0,0320 |
| COEFFICIENT GLOBAL >>>>>>>>>>> | | | | | | | | | 1,0575 |

| Détermination de l'indice salaire Régie T2C : évolution de l'indice ICHT-H hors CICE combinée à l'évolution du GVT | | | | | | | | 2017 Cumul vs 2017 | 2018 Cumul vs 2018 | 2019 Cumul vs 2019 | 2020 Cumul vs 2020 | 2021 Cumul vs 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2017 | 113,55 | déc 2018 | 115,29 | U = 0,800 x ( $ICHT_n$ / $ICHT1_{n-1}$ – 1 ) + 0,005 | 1,73% | 1,0203 | | | | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2018 | 115,29 | déc 2019 | 115,78 | | 0,84% | 1,0335 | 1,0130 | | | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2019 | 115,78 | déc 2020 | 115,06 | | 0,00% | 1,0356 | 1,0150 | 1,0020 | | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2020 | 115,06 | déc 2021 | 115,81 | | 1,02% | 1,0551 | 1,0341 | 1,0209 | 1,0188 | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2021 | 115,81 | déc 2022 | | | 0,00% | 1,0551 | 1,0341 | 1,0209 | 1,0188 | 1,0000 |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2017 | 2 779,49 | déc 2018 | 2 839,55 | GVT = ( $Sbu_n$ / $Point_n$ ) / ( $Sbu_{n-1}$ / $Point_{n-1}$ ) – 1 | 0,30% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2018 | 2 839,55 | déc 2019 | 2 894,76 | | 0,45% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2019 | 2 894,76 | déc 2020 | 2 932,05 | | 0,20% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2020 | 2 932,05 | déc 2021 | 2 988,11 | | 0,86% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2021 | 2 988,11 | déc 2022 | | | 0,00% | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2017 | 10,8644 | déc 2018 | 11,0655 | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2018 | 11,0655 | déc 2019 | 11,2296 | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2019 | 11,2296 | déc 2020 | 11,3512 | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2020 | 11,3512 | déc 2021 | 11,4697 | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2021 | 11,4697 | déc 2022 | | | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 13 TABLEAU DE BORD D'ACTIVITE

## Rapport annuel de gestion - Tableau de bord d'activité (*) (**)

| Indicateur | Code | Périmètre | 2015* | 2016* | 2017* | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Ecart vs 2020 | % | Ecart vs 2019 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | | Réseau | 295 788 | 295 788 | 296 201 | 298 138 | 300 408 | 300 923 | 305 172 | 4 249 | 1,4% | 4 764 | 1,6% |
| Coût d'exploitation CET incluse | | Réseau | 64 395 520 | 66 879 490 | 67 864 342 | 69 346 950 | 69 878 654 | 69 256 725 | 72 410 399 | 3 153 674 | 4,6% | 2 531 745 | 3,7% |
| Taux d'accident | B2ter | Régie | 4,47 | 3,69 | 3,69 | 4,09 | 3,74 | 2,96 | 3,43 | 0,47 | 15,7% | -0,31 | -7,6% |
| Taux d'accident responsable | B2bis | Régie | 2,140 | 1,602 | 1,704 | 1,842 | 1,777 | 1,271 | 1,777 | 0,506 | 39,8% | 0,000 | 0,0% |
| Voyages perdus | A22ter | Réseau hors TAD | 159 978 | 104 160 | 223 218 | 139 214 | 200 468 | 90 546 | 166 945 | 76 399 | 84,4% | -33 523 | -24,1% |
| Qualité de service Régie | A23r | Régie | 92,27% | 92,27% | 94,87% | 95,34% | 96,56% | 89,03% | 90,28% | 1,25% | 1,4% | -6,28% | -6,6% |
| Qualité de service affrétés | A23a | Régie | - | - | 93,02% | 95,34% | 94,86% | 90,20% | 97,15% | 6,95% | 7,7% | 2,29% | 2,4% |
| Recette commerciale | A36bis | Réseau | 15 155 334 € | 13 757 962 € | 13 935 587 € | 13 776 623 € | 14 306 666 € | 8 884 830 € | 11 393 422 € | 2 508 592 € | 28,2% | -2 913 244 € | -21,1% |
| Taux de fraude | A37bis | Régie | 6,10% | 6,10% | 9,40% | 8,39% | 10,00% | 16,00% | 14,80% | -1,20% | -7,5% | 4,80% | 57,2% |
| Sécurité | B2 | Régie | 4 754 | 3 989 | 4 079 | 4 702 | 3 609 | 1 882 | 2 560 | 678 | 36,0% | -1 049 | -22,3% |
| Vitesse commerciale | GT05 | Régie | 17,150 | 17,173 | 17,173 | 17,006 | 17,006 | 17,180 | 17,110 | -0,070 | -0,4% | 0,104 | 0,6% |
| Production commerciale | GT02 | Réseau | 8 047 990 | 8 132 446 | 7 993 247 | 7 538 206 | 7 382 624 | 6 334 518 | 7 049 348 | 714 830 | 11,3% | -333 276 | -4,4% |
| Production cciale hors TAD | GT02 | Réseau | 7 495 990 | 7 580 446 | 7 441 247 | 7 201 169 | 7 029 671 | 6 064 568 | 6 728 733 | 664 165 | 11,0% | -300 938 | -4,2% |
| Fréquentation | GT03 | Réseau | 31 542 164 | 32 081 848 | 32 832 030 | 32 426 165 | 31 056 639 | 19 303 063 | 24 013 755 | 4 710 692 | 24,4% | -7 042 884 | -21,7% |
| Fréquentation / habitant | GT03bis | Réseau | 106,6 | 108,5 | 110,8 | 108,8 | 103,4 | 64,1 | 78,7 | 14,5 | 22,7% | -24,7 | -22,7% |
| Voyages / kilomètres (kms cciaux) | GT04 | Réseau | 4,21 | 4,23 | 4,41 | 4,50 | 4,42 | 3,18 | 3,57 | 0,39 | 12,1% | -0,85 | -18,9% |
| Indice de fidélité | GT08 | Régie | - | - | 91,00% | 88,00% | 87,00% | - | - | - | - | - | - |
| Emission de CO2 équiv GES | B1 | Régie | 64,70 g | - | 70,73 g | 72,87 g | 66,96 g | 82,82 g | - | - | - | - | - |
| Voyages avec zéro GES | GT11 | Réseau | 55,3% | 46,6% | 49,4% | 51,4% | 51,1% | 53,9% | 53,3% | -0,01 | -1,0% | 2,2% | 4,2% |
| Indisponibilité (hors réduct° kms Covid | A22bis | Régie | 0,53% | 2,14% | 1,51% | 1,42% | 5,22% | 2,48% | 0,69% | -0,02 | -72,2% | -4,53% | -319,6% |
| Coût kilométrique total (km ccial) | A33 | Réseau | 8,00 | 8,22 | 8,49 | 9,20 | 9,47 | 10,93 | 10,27 | -0,66 | -6,0% | 0,81 | 8,8% |
| Coût direct kilométrique (km ccial) | A33ter | Tram | 7,74 | 9,59 | 8,86 | 9,99 | 10,11 | 11,13 | 10,83 | -0,30 | -2,7% | 0,72 | 7,2% |
| Coût direct kilométrique (km ccial) | A33ter | Bus | 5,29 | 5,39 | 5,52 | 6,39 | 6,48 | 7,50 | 6,95 | -0,55 | -7,4% | 0,47 | 7,3% |
| Coût direct kilométrique (km ccial) | A33ter | Réseau | 5,68 | 5,93 | 5,99 | 6,87 | 7,10 | 8,15 | 7,62 | -0,53 | -6,5% | 0,53 | 7,7% |
| Taux d'utilisation chauffeurs | A33bis | Régie | 17 267 | 16 511 | 16 356 | 16 995 | 15 672 | 13 419 | 15 880 | 2 461 | 18,3% | 208 | 1,2% |
| Coût au voyage | A44 | Régie | 1,92 | 1,96 | 1,95 | 2,05 | 2,15 | 3,46 | 2,91 | -0,55 | -15,9% | 0,76 | 37,0% |
| Coût au voyage | A44 | Affrétés et TAD | 5,96 | 6,10 | 5,54 | 4,62 | 5,07 | 7,21 | 6,46 | -0,75 | -10,4% | 1,38 | 29,9% |
| Coût au voyage | A44 | Réseau | 2,04 | 2,08 | 2,07 | 2,14 | 2,25 | 3,59 | 3,02 | -0,57 | -16,0% | 0,77 | 35,8% |
| Recette au kilomètre (km ccial) | A34 | Réseau | 1,88 | 1,69 | 1,74 | 1,83 | 1,94 | 1,40 | 1,62 | 0,21 | 15,2% | -0,32 | -17,6% |
| Recettes sur Dépenses | A35 | Réseau | 23,53% | 20,57% | 20,53% | 19,87% | 20,47% | 12,83% | 15,73% | 0,03 | 22,6% | -4,74% | -23,9% |
| Recette au voyage | A36 | Réseau | 0,480 | 0,429 | 0,424 | 0,425 | 0,461 | 0,460 | 0,474 | 0,014 | 3,1% | 0,014 | 3,2% |
| Recette perdue | A37 | Réseau | 1 238 753 € | 1 315 025 € | 2 769 778 € | 2 713 585 € | 3 230 347 € | 3 191 177 € | 2 643 363 € | -547 814 € | -17,2% | -586 984 € | -21,6% |
| Taux de remplissage des véhicules | A21 | Régie | 15,62% | 15,96% | 16,31% | 16,25% | 16,05% | 11,35% | 12,71% | 0,01 | 12,0% | -3,3% | -20,5% |
| Temps de parcours | A24 | OD identifiées | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Part kms réalisés de nuit | GT12 | Réseau | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Part modale des 18 - 25 ans | GT16 | Réseau | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Densité de l'offre | A14bis | En attente | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Contribution financière publique | A38 | Réseau | 166,47 | 179,59 | 182,07 | 186,39 | 184,99 | 200,62 | 199,94 | -0,68 | -0,3% | 14,95 | 8,0% |
| Financement public au voyage | | Réseau | 1,56 | 1,66 | 1,64 | 1,71 | 1,79 | 3,13 | 2,54 | -0,59 | -18,8% | 0,75 | 43,9% |

* Les données de 2015 à 2017 sont retraitées avec les données kilométriques et financières du périmètre d'exploitation 2018, c'est-à-dire avec les données d'exploitation des services affrétés
** Les données objectif 2020 sont retraitées avec les données kilométriques et financières correspondant aux modifications d'offres objet du bouclage annuel de la prestation de service 2020

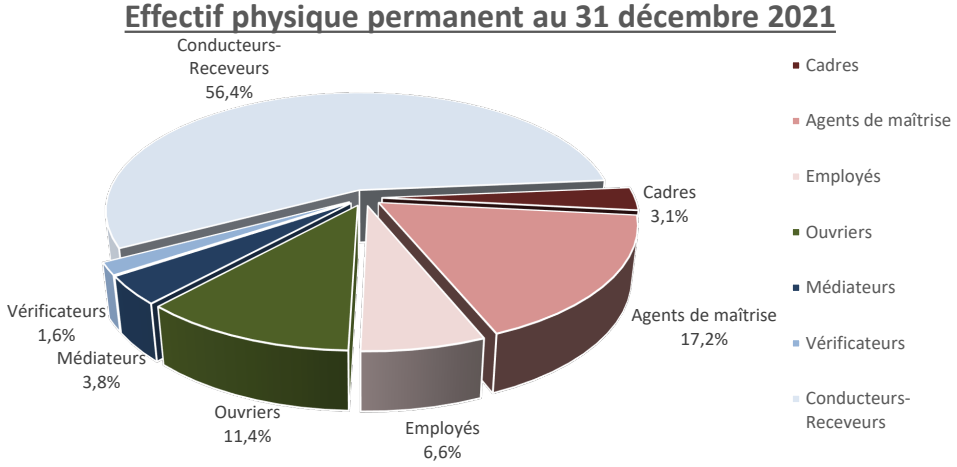
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

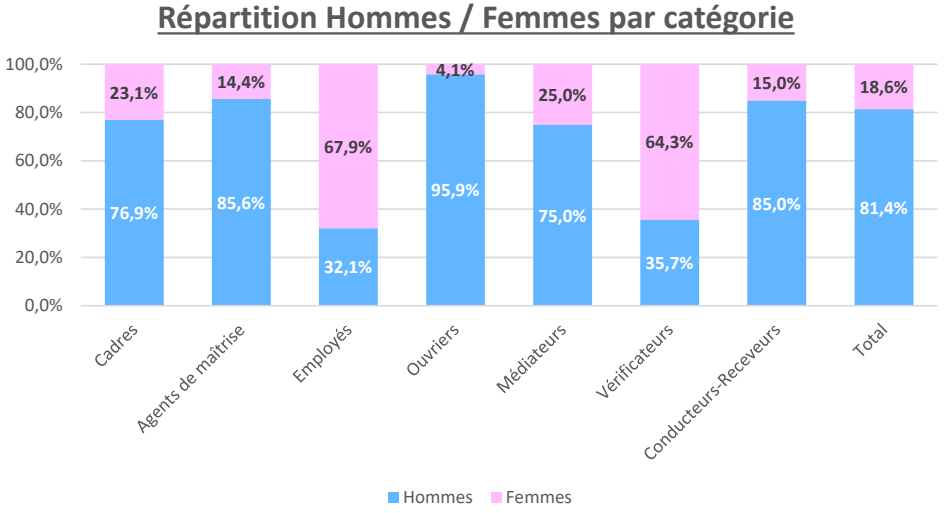
# ANNEXE 14a EMPLOI

## EFFECTIF PHYSIQUE / ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN AU 31/12/2021 ET RÉPARTITION HOMMES-FEMMES

| Effectifs au 31/12/2021 | | Physique | | | Équivalent temps complet | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Services | Catégories | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | Cadres | 20 | 6 | 26 | 20,00 | 5,80 | 25,80 |
| Services Administratifs | Agents de maîtrise | 14 | 9 | 23 | 14,00 | 8,60 | 22,60 |
| | Employés | 12 | 30 | 42 | 10,80 | 29,20 | 40,00 |
| Atelier | Agents de maîtrise | 35 | 2 | 37 | 34,60 | 2,00 | 36,60 |
| | Employés | 5 | 6 | 11 | 5,00 | 6,00 | 11,00 |
| | Ouvriers | 93 | 4 | 97 | 91,90 | 3,80 | 95,70 |
| Mouvement | Agents de maîtrise | 76 | 10 | 86 | 75,90 | 9,80 | 85,70 |
| | Employés | 1 | 2 | 3 | 0,50 | 1,80 | 2,30 |
| | Médiateurs | 24 | 8 | 32 | 23,27 | 7,30 | 30,57 |
| | Vérificateurs | 5 | 9 | 14 | 4,90 | 8,60 | 13,50 |
| | Conducteurs-receveurs | 408 | 72 | 480 | 401,07 | 69,50 | 470,57 |
| **Effectif permanent hors invalides** | | **693** | **158** | **851** | **681,94** | **152,40** | **834,34** |
| CDD + Contrats d'apprentissage + Contrats de professionnalisation | | 4 | 5 | 9 | 3,97 | 4,60 | 8,57 |
| **Effectif hors invalides** | | **697** | **163** | **860** | **685,91** | **157,00** | **842,91** |
| Invalides | | 23 | 2 | 25 | 19,37 | 2,00 | 21,37 |
| **Effectif total** | | **720** | **165** | **885** | **705,28** | **159,00** | **864,28** |
| Dont contrats suspendus | | 7 | 3 | 10 | 5,90 | 3,00 | 8,90 |

| CDD et CDI et contrats pro au 31/12/2020 | Hommes | Femmes | Total |
|---|---|---|---|
| CDI temps complet | 655 | 134 | 789 |
| CDI temps partiel | 37 | 24 | 61 |
| CDD | 4 | 2 | 6 |
| Contrat de professionnalisation | 1 | 3 | 4 |
| **Total** | **697** | **163** | **860** |



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# ANNEXE 14a EMPLOI

## EFFECTIF ANNUEL MOYEN

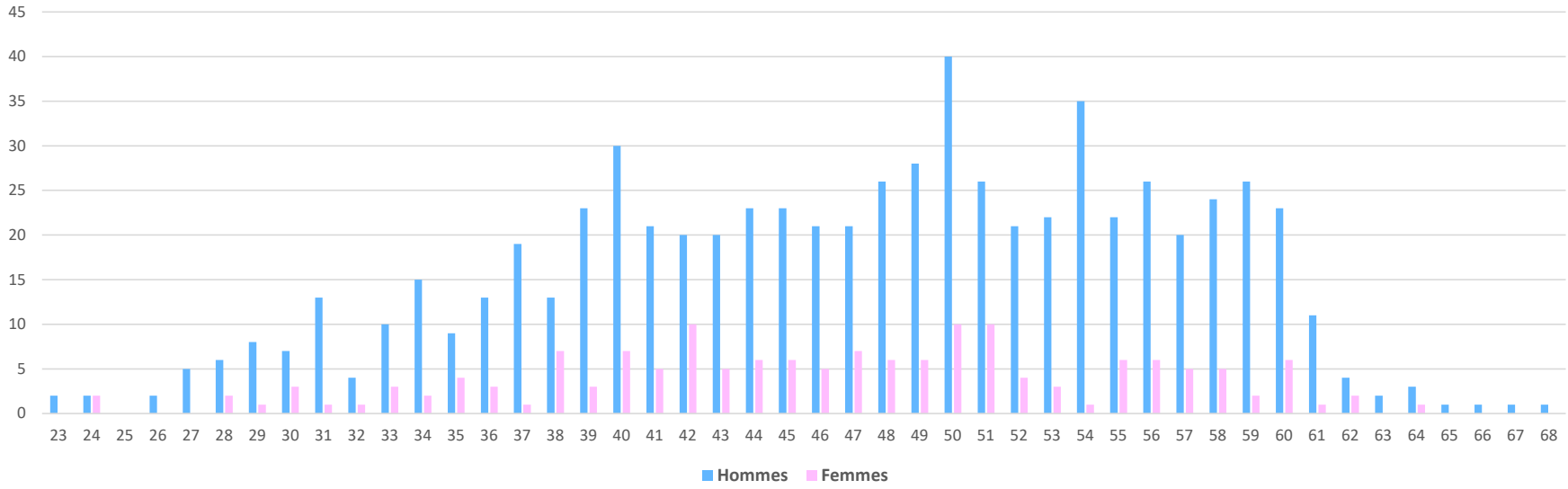
| Effectif | | Physique | | | Équivalent temps complet | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Services | Catégories | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | Cadres | 19,56 | 6,00 | 25,56 | 19,56 | 5,80 | 25,36 |
| Services Administratifs | Agents de maîtrise | 13,02 | 8,33 | 21,35 | 12,97 | 8,06 | 21,03 |
| | Employés | 12,00 | 30,28 | 42,28 | 10,83 | 29,35 | 40,18 |
| Atelier | Agents de maîtrise | 36,00 | 2,00 | 38,00 | 35,61 | 2,00 | 37,61 |
| | Employés | 5,00 | 6,00 | 11,00 | 5,00 | 6,00 | 11,00 |
| | Ouvriers | 94,46 | 4,33 | 98,79 | 93,09 | 4,13 | 97,22 |
| Mouvement | Agents de maîtrise | 75,17 | 10,00 | 85,17 | 75,03 | 9,80 | 84,83 |
| | Employés | 1,00 | 2,00 | 3,00 | 0,50 | 1,80 | 2,30 |
| | Médiateurs | 24,00 | 7,33 | 31,33 | 23,27 | 6,63 | 29,90 |
| | Vérificateurs | 7,00 | 9,00 | 16,00 | 6,88 | 8,60 | 15,48 |
| | Conducteurs-receveurs | 415,33 | 72,50 | 487,83 | 407,16 | 70,02 | 477,18(*) |
| **Effectif permanent hors invalides** | | **702,55** | **157,77** | **860,32** | **689,90** | **152,19** | **842,09** |
| CDD + Contrats d'apprentissage + Contrats de professionnalisation | | 2,50 | 3,24 | 5,74 | 2,50 | 3,18 | 5,67 |
| Jobs d'été | | 0,93 | 1,45 | 2,38 | 0,81 | 1,25 | 2,06 |
| **Effectif hors invalides** | | **705,98** | **162,46** | **868,44** | **693,20** | **156,62** | **849,82** |
| Invalides | | 22,68 | 1,17 | 23,84 | 19,44 | 1,17 | 20,60 |
| **Effectif total** | | **728,65** | **163,63** | **892,28** | **712,64** | **157,79** | **870,43** |
| Dont contrats suspendus | | 6,33 | 2,67 | 9,00 | 5,23 | 2,67 | 7,90 |

**(*) Dont activité conduite ..... 458,26**
**Dont autre activité ..... 18,92**

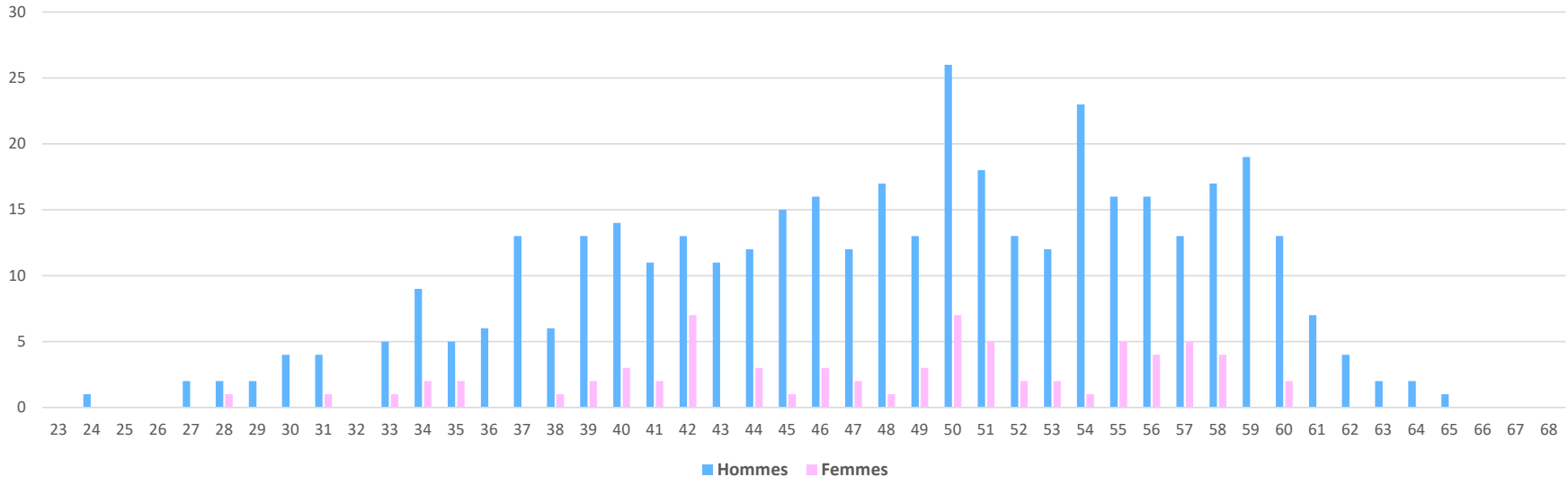
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 14a EMPLOI

## Pyramide des âges au 31/12/2021 - Effectif permanent total



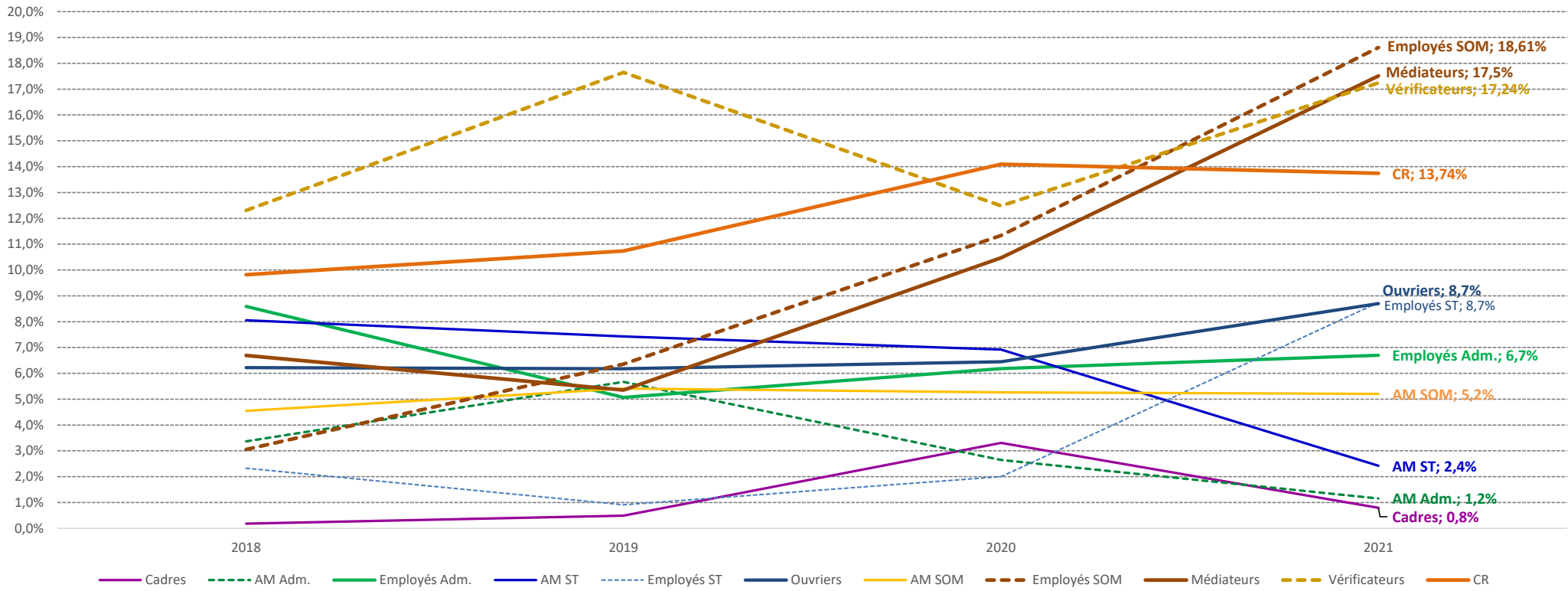

## Pyramide des âges au 31/12/2021 - Conducteurs-receveurs



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 14a EMPLOI

## ÉVOLUTION DE L'ABSENTÉISME ( MALADIE / AT / MATERNITÉ / PATERNITÉ) PAR CATÉGORIE 2018-2021



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 14b FORMATION

## FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

| | 2018 | | 2019 | | 2020 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses de formation - Formation interne | 111 076 | - | 120 364 | 8,36% | 111 672 | -7,22% |
| Dépenses de formation - Formation externe | 115 056 | - | 72 709 | -36,81% | 193 836 | 166,59% |
| Rémunération des stagiaires | 508 404 | - | 359 760 | -29,24% | 444 452 | 23,54% |
| Frais de transport - Hébergement - Annexe | 19 991 | - | 6 498 | -67,50% | 15 631 | 140,56% |
| *Sous-total dépenses de formation* | *754 527* | - | *559 331* | *-25,87%* | *765 592* | *36,88%* |
| Remboursements divers (dont OPCO) | -99 039 | - | -63 262 | -36,12% | -93 896 | 48,42% |
| *Solde dépenses de formation* | *655 489* | - | *496 069* | *-24,32%* | *671 696* | *35,40%* |
| Versement effectués auprès des organismes (*) | 459 974 | - | 454 320 | -1,23% | 474 862 | 4,52% |
| **Dépenses effectuées** | **1 115 462** | - | **950 389** | **-14,80%** | **1 146 558** | **20,64%** |

**(*) Détail des versements effectués auprès d'Organismes agréés :**

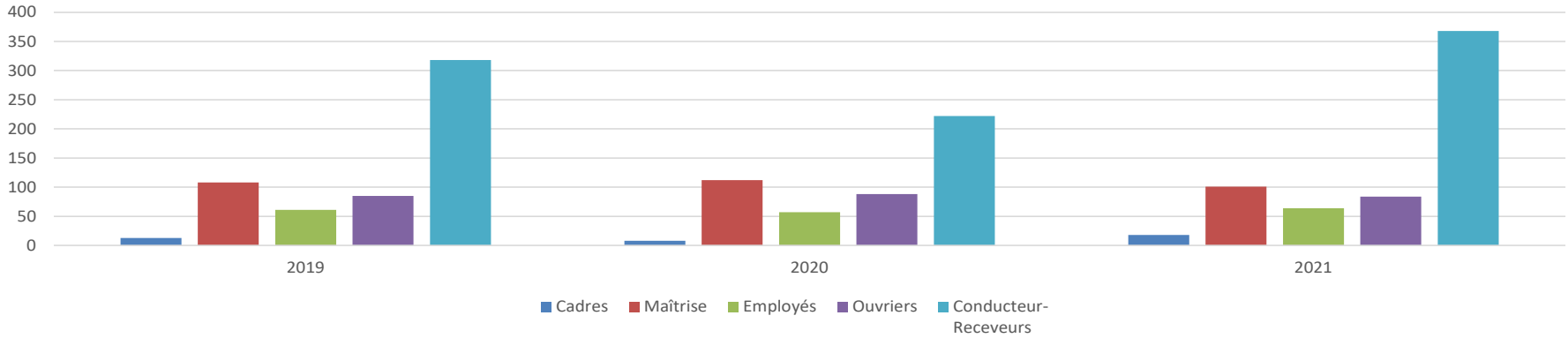
- **CDD..... 696 €**
- **Contribution à la sécurité OPCA Transport..... 104 073 €**
- **Contribution unique (1% - OPCA Transport)..... 370 093 €**

| | 2020 |
|---|---|
| Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation rémunéré | 1 |
| Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation non rémunéré | 0 |
| Nombre de salariés auxquels a été refusé un congé formation Transition Professionnelle | 1 |
| Nombre de contrats conclus dans l'année : | |
| *- dont contrat de professionnalisation* | *2* |
| *- dont apprentissage* | *1* |
| *- dont C.I.E.* | *0* |

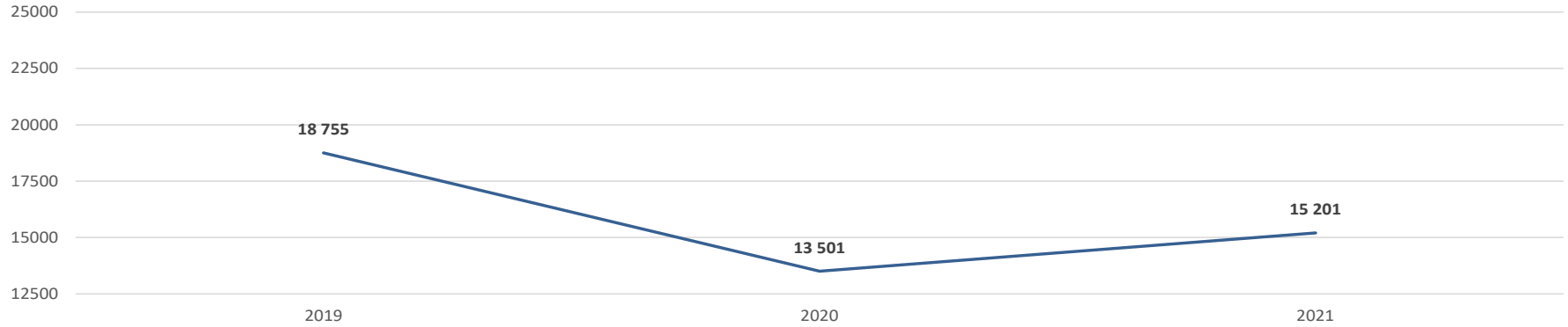
Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 14b FORMATION

## Nombre de stagiaires par catégorie



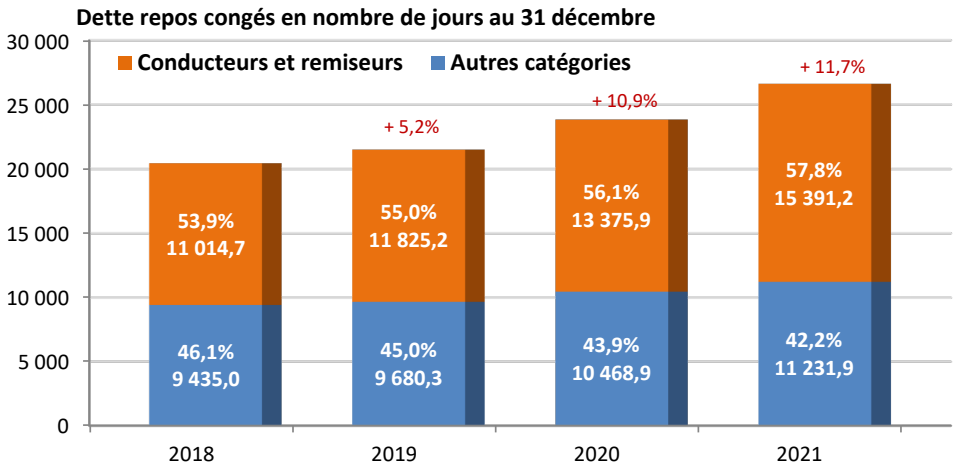

## Évolution du nombre d'heures de stage rémunérées - 2019-2021

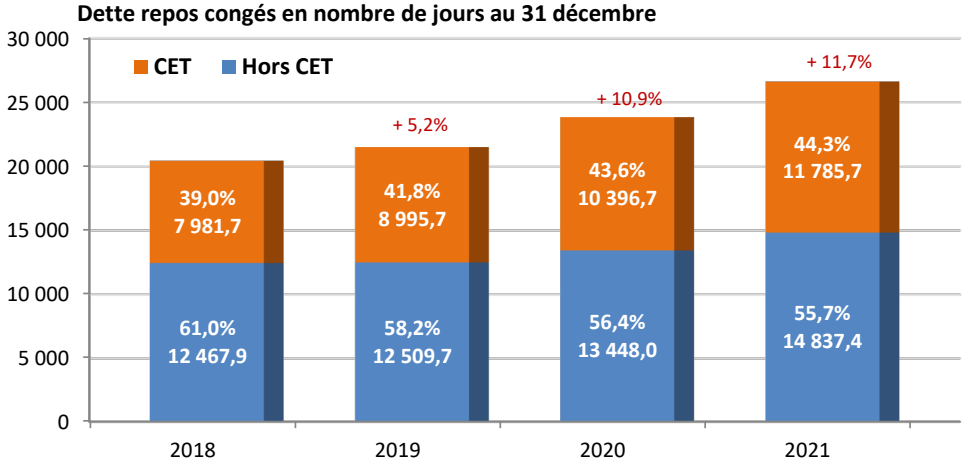


Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 14d DETTE REPOS CONGES

| | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Equipes** | **Jours** | **Montant** | **Jours** | **Montant** | **Jours** | **Montant** | **Jours** | **Montant** |
| **Encadrement** | 764,1 | 345 482,81 € | 812,1 | 367 153,05 € | 857,6 | 407 053,14 € | 815,1 | 410 191,07 € |
| **Employés admistratifs** | 1 193,6 | 242 302,89 € | 1 135,6 | 226 944,77 € | 1 389,6 | 286 598,79 € | 1 245,2 | 286 927,52 € |
| **Maîtrises administratifs** | 1 004,0 | 286 860,64 € | 1 074,7 | 301 365,12 € | 1 049,8 | 298 497,42 € | 1 000,9 | 267 086,35 € |
| **Employés techniques** | 23,1 | 4 206,02 € | 49,8 | 6 541,94 € | 202,5 | 27 910,12 € | 266,3 | 39 668,39 € |
| **Opérateurs techniques** | 1 192,7 | 217 018,40 € | 1 121,5 | 202 983,18 € | 1 201,7 | 223 485,83 € | 1 734,5 | 330 961,93 € |
| **Remiseurs** | 382,1 | 56 292,54 € | 409,4 | 60 563,81 € | 472,2 | 70 974,22 € | 487,4 | 77 018,90 € |
| **Maîtrises techniques** | 1 066,5 | 251 266,46 € | 1 127,6 | 273 652,15 € | 1 318,4 | 331 493,17 € | 1 397,1 | 360 830,61 € |
| **Employés Som** | 915,1 | 147 885,36 € | 1 055,9 | 169 687,75 € | 1 087,4 | 181 693,92 € | 1 302,9 | 223 373,30 € |
| **Conducteurs Receveurs** | 10 632,6 | 2 005 562,75 € | 11 415,8 | 2 157 998,47 € | 12 903,7 | 2 498 219,83 € | 14 903,8 | 2 918 869,49 € |
| **Maîtrises exploitation** | 3 275,9 | 792 840,35 € | 3 303,2 | 808 532,10 € | 3 362,0 | 828 864,13 € | 3 470,1 | 846 096,53 € |
| **TOTAL**<br>**% variation** | **20 449,7** | **4 349 718,21 €** | **21 505,5**<br>**5,2%** | **4 575 422,35 €**<br>**5,2%** | **23 844,8**<br>**10,9%** | **5 154 790,57 €**<br>**12,7%** | **26 623,1**<br>**11,7%** | **5 761 024,09 €**<br>**11,8%** |



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE 15 Rapport de gestion

## Organigramme REGIE T2C – déc2021

Effectif moyen ETP de décembre 2021

**Présidente**
**Blandine GALLIOT**

**Direction Générale**
**Richard Peyrin**

**Assistance de direction**
**Odile Mirat (1)**

### Ressources Humaines (15,1)
**Emmanuel Demay**

- **Recrutement et formation (7,6)** Caroline Giron
  - **Paie (4)** Claire Dugat
  - **Formation et recrut. (2)** Chloé Bret
  - **Assistante sociale (0,8)** Céline Gruffaz
- **Secrétariat RH (2)** N. Neves / J Cante
- **Missions RH et dotations (3,5)** Sabine Guyon-Rocher
- **Communication interne (1)** Inès Memdouh (contrat pro)

### Marketing et Commercial (29,9)
**Eric Gauthey**

- **Resp. pole commercial (11,5)** Olivier Morel
  - **Agence commerciale (5,9)** Corinne Bathol
  - **Caisse (3)** Marie-Christine Ferreira
  - **Recettes (1,6)** Isabelle Duval
- **Pôle Etudes (4)** Franck Jacon
  - **Etudes déplacement (1)** Anthony Paterna
  - **Billettique (2)** Sophie Henriet
- **Pôle Info. commerciales (13,4)** Carole Antoinet
  - **IF commerciales (3)** Cyril Roque
  - **Infolignes (4)** Valérie Sarlièvre
  - **PC / Info (5,4)**

### Maintenance (154,9)
**Régis Savarit**

- **Maintenance bus (49)** François Michon
  - **Mécanique et électricité Bus (41)**
  - **Carrosserie Bus/Tram et sellerie (7)**
- **Remisage et nettoyage (34,6)** Victor Amorim
  - **Remisage (23,6)**
  - **Nettoyage (10)**
- **Maintenance tramway (20,8)** Frédéric Poyet
- **Maintenance mi-vie tram (3)** Julien Nevado
- **Maintenance Installations fixes et courants faibles (28,4)** Jean-Marie Maillet
  - **IF Tramway (13)**
  - **Courants faibles (7,6)**
  - **IF Bâtiments (6,8)**
- **Méthodes (4)** Cyrille Berger
- **Magasins (9,1)** Jean-Romain Guénot
- **Achats / investissement (3)** N. Schillinger / F. Meunier
- **Secrétariat technique (2)** C. Delarbre / V. Croizet

### Opérations et Mouvement (614,0)
**David Duquennoy**

- **Exploitation unité Pardieu (21 hors CR)** Yannick Génibrel
  - **RE formateurs (2)** Y Morel / S Fournier
  - **Resp. d'équipe (14)**
    - **Conducteurs (473,2)**
  - **Gest. FDS (3)** Y Parent / V Duarte / E-H Saim
  - **Accident (1)** Leila Marzougui
- **Exploitation unité Champratel (28 hors CR)** José De Carvalho
  - **Resp. RE et référent SFT (9)** T Fourvel
  - **Resp. d'équipe (8)**
    - **Conducteurs (473,2)**
  - **PCC (18)** (poste en affectation)
    - **Superviseur PCC (2)**
    - **Régulateurs (16)**
- **Médiation et affrètement (38,6)** Carole Irle
  - **Médiation (36,6)**
  - **Affrétés (1)** S Barnedes
- **Contrôle et sécurité réseau (21,7)** Christophe Batut
  - **Contrôle (19,2)** Paul Martins
  - **Contentieux (1,5)** C. Cluzel
- **Gestion des plannings (3)** Frédéric Dubru
- **Intervention AMIM (19,9)** Alexia Guimbal
- **Méthodes et travaux / Projets (9,8)** Maurice Serreau
  - **Projet & travaux (0,8)** C. Paglia
  - **Travaux & déviations (1)** P Roux
  - **Méthodes exploitation (7)**
- **Secrétariat SOM (1,8)** MH Brunet / C Soupe

### Qualité Sécurité Environnement (8)
**Catherine Magnier**

- **Sécurité au travail (1)** Bruno Jeanjean
- **Prévention sécurité (2)** Guillaume Faure
- **Sureté de fonctionnement tramway (SFT) (1)** Julien Jiat
- **Animation QSE (1)** Ahmed El Mejdoub
- **Contrôle qualité (2)**

### Informatique (9)
**Frédéric Jacquet**

- **Administration Réseau (5)** Christophe Guillaumie
- **Applications (2)** Romain Ravanel
- **RGPD (1)** Shennondoah Goupil (contrat pro)

### Administratif et Financier (8)
**Frédéric Lefaure**

- **Pôle Comptabilité (5)** Laure Boudin
- **Contrôle de gestion (2)** David Cantaloube + contrat pro

### Commande Publique et Juridique (3)
**Stéphane Javaloyes**

**Effectif ETP Total**
**Déc 2021 = 843,84**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE N° 16

# Compte administratif 2021

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

789515160 T2C

POSTE COMPTABLE DE SGC CLERMONT METROPOLE ET AMENDES

SERVICE PUBLIC LOCAL
EPIC
T2C

M43

# COMPTE ADMINISTRATIF

EPIC T2C

ANNEE 2021

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|---|---|---|---|---|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation | a **80 119 602.64** | g **79 389 668.44** | **-729 934.20** |
| | Section d'investissement | b **1 541 141.89** | h **1 398 124.93** | **-143 016.96** |
| | | + | + | |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002) | c (si déficit) | i **3 363 385.48** (si excédent) | |
| | Report en section d'investissement (001) | d (si déficit) | j **993 394.77** (si excédent) | |
| | | = | = | |

| | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|---|---|---|---|
| TOTAL (réalisations + reports) | **81 660 744.53** =a+b+c+d | **85 144 573.62** =g+h+i+j | **3 483 829.09** |

| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | | | |
|---|---|---|---|
| | Section d'exploitation | e | k |
| | Section d'investissement | f **519 805.87** | l |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | **519 805.87** =e+f | =k+l |

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|---|---|---|---|---|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation | **80 119 602.64** =a+c+e | **82 753 053.92** =g+i+k | **2 633 451.28** |
| | Section d'investissement | **2 060 947.76** =b+d+f | **2 391 519.70** =h+j+l | **330 571.94** |
| | TOTAL CUMULE | **82 180 550.40** =a+b+c+d+e+f | **85 144 573.62** =g+h+i+j+k+l | **2 964 023.22** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
|---|---|
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

## DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap/Art. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| | SECTION D'INVESTISSEMENT | 519 805.87 | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 84 886.10 | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 431 793.47 | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 3 126.30 | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

## SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 24 883 055.48 | 21 851 711.60 | 1 148 249.68 | | 1 883 094.20 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 54 178 670.00 | 53 997 355.74 | | | 181 314.26 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 2 700.00 | 226.69 | | | 2 473.31 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | 79 064 425.48 | 75 849 294.03 | 1 148 249.68 | | 2 066 881.77 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 15 000.00 | 8 325.90 | | | 6 674.10 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 100 000.00 | 18 506.00 | | | 81 494.00 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 3 100 500.00 | 2 697 102.10 | | | 403 397.90 |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | 82 279 925.48 | 78 573 228.03 | 1 148 249.68 | | 2 558 447.77 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 420 700.00 | 398 124.93 | | | 22 575.07 |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***420 700.00*** | ***398 124.93*** | | | ***22 575.07*** |
| **TOTAL** | | 82 700 625.48 | 78 971 352.96 | 1 148 249.68 | | 2 581 022.84 |
| **Pour information**<br>**D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1** | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES | A2 |

RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 6 047 760.00 | 6 515 537.18 | | | -467 777.18 |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,SERVICES,MARCHANDISES | 72 285 000.00 | 71 790 367.79 | | | 494 632.21 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | | | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 565 900.00 | 604 889.07 | | | -38 989.07 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | 78 898 660.00 | 78 910 794.04 | | | -12 134.04 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 20 000.00 | | | | 20 000.00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 82 870.02 | | | -82 870.02 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | 78 918 660.00 | 78 993 664.06 | | | -75 004.06 |
| ***042*** | ***OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*** | ***418 580.00*** | ***396 004.38*** | | | ***22 575.62*** |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***418 580.00*** | ***396 004.38*** | | | ***22 575.62*** |
| **TOTAL** | | 79 337 240.00 | 79 389 668.44 | | | -52 428.44 |
| **Pour information** | | | | | | |
| **R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1** | | 3 363 385.48 | | | | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE



# II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 160 459.20 | 21 240.61 | 84 886.10 | 54 332.49 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 602 223.57 | 895 921.10 | 431 793.47 | 274 509.00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 232 832.00 | 227 975.80 | 3 126.30 | 1 729.90 |
| | Total des opérations d'équipement | | | | |
| **Total des dépenses d'équipement** | | 1 995 514.77 | 1 145 137.51 | 519 805.87 | 330 571.39 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | | | | |
| 4581 | Total des opérations pour compte de tiers | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | 1 995 514.77 | 1 145 137.51 | 519 805.87 | 330 571.39 |
| ***040*** | ***OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*** | ***418 580.00*** | ***396 004.38*** | | ***22 575.62*** |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***418 580.00*** | ***396 004.38*** | | ***22 575.62*** |
| **TOTAL** | | 2 414 094.77 | 1 541 141.89 | 519 805.87 | 353 147.01 |
| **Pour information**<br>**D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | | | | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES — A3

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 13<br>21 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT<br>IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 | | |
| **Total des recettes d'équipement** | | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 | | |
| **Total des recettes financières** | | | | | |
| 4582 | Total des opérations pour compte de tiers | | | | |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 | | |
| ***040*** | ***OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*** | ***420 700.00*** | ***398 124.93*** | | ***22 575.07*** |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***420 700.00*** | ***398 124.93*** | | ***22 575.07*** |
| **TOTAL** | | 1 420 700.00 | 1 398 124.93 | | 22 575.07 |
| **Pour information**<br>**R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | 993 394.77 | | | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | EXPLOITATION | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 22 999 961.28 | | 22 999 961.28 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 53 997 355.74 | | 53 997 355.74 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 226.69 | | 226.69 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 8 325.90 | | 8 325.90 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 18 506.00 | | 18 506.00 |
| 68 | Dotations aux amort., aux dépréciations et prov. | 2 697 777.35 | 397 449.68 | 3 095 227.03 |
| | **Dépenses d'exploitation - Total** | 79 722 152.96 | 397 449.68 | 80 119 602.64 |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1** | |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | 80 119 602.64 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | INVESTISSEMENT | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | 396 004.38 | 396 004.38 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations) | 21 240.61 | | 21 240.61 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations) | 895 921.10 | | 895 921.10 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations) | 227 975.80 | | 227 975.80 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| | **Dépenses d'investissement - Total** | 1 145 137.51 | 396 004.38 | 1 541 141.89 |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | 1 541 141.89 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | EXPLOITATION | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 6 515 537.18 | | 6 515 537.18 |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,SERVICES,MARCHANDISES | 71 790 367.79 | | 71 790 367.79 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 604 889.07 | | 604 889.07 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 82 870.02 | 396 004.38 | 478 874.40 |
| | **Recettes d'exploitation - Total** | 78 993 664.06 | 396 004.38 | 79 389 668.44 |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1** | 3 363 385.48 |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | 82 753 053.92 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
|---|---|
| **BALANCE GENERALE DU BUDGET** | **B2** |

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | INVESTISSEMENT | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 1 000 000.00 | | 1 000 000.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| *28* | *AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS* | | *398 124.93* | *398 124.93* |
| | **Recettes d'investissement - Total** | 1 000 000.00 | 398 124.93 | 1 398 124.93 |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | 993 394.77 |

+

| | |
|---|---|
| **Affectation aux comptes 106** | |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | 2 391 519.70 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE04V2-DE

# ANNEXE N° 17

# Immobilisations

- **Biens mis à disposition par le SMTC**
- **Biens propres de la Régie T2C**
- **Inventaire des biens physiques mis à disposition par le SMTC**

**Situation au 31 décembre 2021**

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE05-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance<br>14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°5

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET : ACTUALISATION DE LA GRILLE DE REPARATION DES PIECES DETACHEES ET NOUVEAU SERVICE C VELO**

Actualisation de la grille de réparation des pièces détachées VLD

Dans le cadre du service de Vélo en Location longue Durée (VLD) de C.vélo, une grille précisant les coûts des pièces détachées est disponible en agence C.vélo. Cette grille fixe le coût de remplacement des pièces détachées en cas de dégradation de l'équipement loué.

En effet, conformément aux Conditions Générales de Ventes (CGV) du service VLD, des pénalités peuvent s'appliquer aux usagers en cas de détérioration de l'équipement (article 5) : « *En cas de dégradation de l'équipement loué, imputable à l'usager et lié à une utilisation anormale de l'équipement, le montant des réparations sera évalué par l'équipe technique de l'exploitant et facturé à l'usager.* »

Le coût des pièces détachées n'a pas été actualisé depuis plusieurs années. L'évolution de la flotte VLD (acquisition de VAE Arcade depuis 2017) et le changement d'exploitant opéré en 2021 (évolution des fournisseurs), justifient le fait de réévaluer la grille appliquée. Vous trouverez le détail de l'évolution des prix dans le tableau ci-contre (les évolutions sont surlignées en jaune).

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE05-DE

| PIECES | VELO CLASSIQUE | | VAE | |
|---|---|---|---|---|
| | Ancien tarif | Nouveau tarif | Ancien tarif | Nouveau tarif |
| Roue hors service | Roue avant 100 €<br>Roue arriere 200 € | Roue avant 100€<br>Roue arrière 200€ | Roue avant 500€<br>Roue arrière 200€ | Roue avant 100€<br>Roue arrière 200€ |
| Pneu déchiré | 20 € | 45 € | 30 € | 45 € |
| Garde-boue cassé | 15 € | 15 € | 15 € | 15 € |
| Carter protège chaine | N/A | 25 € | N/A | 15 € |
| Ensemble câble et gaine transmission HS | 25 € | 25 € | 25 € | 25 € |
| Patte de dérailleur | N/A | 10 € | N/A | 10 € |
| Manette dérailleur HS | 40 € | 20 € | 40 € | 20 € |
| Cintre | N/A | 20 € | N/A | 20 € |
| Potence | N/A | 30 € | N/A | 30 € |
| Ensemble levier/étrier de frein | N/A | 50 € | N/A | 50 € |
| Dérailleur HS | N/A | 40 € | N/A | 40 € |
| Manivelle HS (la paire) | 30 € | 20 € | 30 € | 20 € |
| Pédales HS (la paire) | 30 € | 15 € | 30 € | 15 € |
| Antivol/clé cassée ou perdue | 45 € | 70 € | 45 € | 70 € |
| Selle cassée ou déchirée | 55 € | 15 € | 55 € | 15 € |
| Tige de selle cassée | 55 € | 25 € | 55 € | 25 € |
| Panier avant | 35 € | 35 € | 35 € | 35 € |
| Phare avant / arrière | 35 € | 35 € | 35 € | 35 € |
| Bequille | 25 € | 25 € | 25 € | 25 € |
| Cadre cassé | 250 € | 250 € | 250 € | 250 € |
| Fourche cassée | 250 € | 50 € | 250 € | 50 € |
| Display | | | N/A | 125 € |
| Porte bagages/support batterie | N/A | 30 € | N/A | 75 € |
| Bloc moteur HS | | | 500 € | 500 € |
| Batterie manquante ou HS | | | 450 € | 450 € |
| Pénalités de retard | 5 € / jour | 5€/ jour | 5 € / jour | 5€/ jour |

N/A = Non Appliqué

Mise en service de l'offre de vélos à assistance électrique (VAE) pliants

20 VAE pliants ont été commandés par le SMTC-AC et seront réceptionnés dans le courant de l'été. L'acquisition de ces vélos permet de diversifier l'offre VLD. Les VAE pliants **favorisent l'intermodalité** puisqu'ils sont désormais autorisés à l'intérieur des bus et Tram du réseau T2C.

Sur ces 20 vélos, 2 seront dédiés au parc « réserve » permettant la rotation des vélos et leur entretien/maintenance, les 18 autres seront mis à la location.

Dans ce cadre, il est proposé d'adapter l'offre existante pour ces vélos particuliers en vue :

- de les mettre à disposition d'usagers avec un besoin particulier de vélos pliants dans le cadre d'un usage **intermodal**,
- de **tester l'intérêt des usagers** pour ce type de vélos (pour envisager la suite à donner) ;
- **d'éviter un report des personnes en attente pour les VAE « classiques »** vers les vélos pliants.

Ainsi, il vous est proposé l'offre de service suivante pour les VAE pliants :

- Vélos réservés aux abonnés T2C et TER (sur présentation d'un justificatif d'abonnement en cours) ;
- Tarification de 75€ pour 3 mois, l'objectif étant de viser un usage régulier du vélo en intermodalité ;
- Caution de 350€ ;
- Réalisation d'enquêtes qualitatives pour suivre l'utilisation des VAE, voire de focus group.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE05-DE

Une adaptation de l'accès au service se traduira par une évolution des Conditions Générales de Vente (abonnement intermodal/combiné destiné aux usagers avec un abonnement annuel T2C valide).

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **D'approuver l'actualisation de la grille de réparation des pièces détachées VLD et la nouvelle offre de vélos à assistance électrique (VAE) pliants.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :**
08 JUIL. 2022

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE06-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance |
| | 14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°6

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET : DESSERTE VULCANIA : AVENANT NUMERO UN A LA CONVENTION**

La desserte de Vulcania en provenance de Clermont-Ferrand a été mise en place en 2012 dans le cadre d'une concertation associant le SMTC, le Département et la Région. Celle-ci fonctionnait en partie en Transport A la Demande. (TAD).

En 2019, afin de répondre à une demande de la SEM Volcans, une réflexion globale relative à une desserte d'ensemble sur le secteur Vulcania – Lemptégy – Parking des Goules, mieux adaptée à la fréquentation et aux problèmes de stationnement et d'accessibilité (classement de la Chaîne des Puys à l'UNESCO), a été menée en lien avec le SMTC-AC, le Département (alors délégataire), la SEM Volcans et la Région.

Une **convention tripartite a été signée le 12 mars 2020** entre la Région, le SMTC et la SEM Volcans, permettant de définir les modalités de ce partenariat.
**La desserte Vulcania est assurée par la Région, mais devient une ligne régulière et est soumise à la tarification urbaine du SMTC.**

L'itinéraire de la ligne est le suivant :
Gare SNCF – Ballainvilliers – Jaude - Carrefour Europe, Royat Allard – Royat Pépinière – La Font de l'Arbre – La Baraque – Route de Limoges – Parking des Goules – Vulcania.

La navette fonctionne pendant les vacances scolaires de printemps, d'été et d'automne.
Le coût du service est estimé à 31 000 € HT. La convention prévoit la répartition financière suivante :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE06-DE

- La Région : 16 000 € estimés,
- La SEM Volcans : 10 000 € forfaitaire,
- **Le SMTC-AC : 2 500 € forfaitaire + le reversement des recettes de vente à bord estimées à 2 500€.**

Dans la réalité le **versement des recettes de vente à bord est inférieur au montant estimé** et ne représente qu'une partie des ventes totales (environ 30% en 2021), puisque sont exclus les titres achetés avant la montée, les titres en correspondances et les abonnements.

- **2020 : 811€** de recettes versées, soit 507 tickets, pour un total de 2 051 voyages,
- **2021 : 1 137€** de recettes versées, soit 711 tickets, pour un total de 2 308 voyages.

**Pour précision, la navette n'a pas circulé sur l'ensemble des jours prévus en 2020 et 2021 en raison de la situation sanitaire.**

Face à ce constat et compte-tenu de l'expérimentation de la gratuité le week-end sur le ressort territorial du SMTC-AC, la Région a souhaité revoir les modalités financières de la convention.

Sur les années 2020 et 2021 la fréquentation du week-end représente environ 30% de la fréquentation totale.

Afin de répondre à cette demande et de simplifier la procédure de versement des montants dus, il est proposé de **modifier les modalités de participation financière du SMTC par avenant** à la convention comme suit :
Versement d'un **montant forfaitaire unique de 5 000€/an sans reversement des recettes,** équivalent au montant total estimé (mais non réel) de la convention.

Il est difficile d'estimer précisément le montant des recettes qui sera perçu par le SMTC, mais considérant la fréquentation 2021, il semble probable d'atteindre les 2000€/an voir au-delà.

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **D'approuver une mise en application de cet avenant au 1er janvier 2023.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022

***La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE06-DE

# AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE A LA DESSERTE CLERMONT-FERRAND ⇨ CHAINE DES PUYS ⇨ VULCANIA

**Entre :**

**Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise**, 2 bis rue de l'Hermitage 63063 Clermont-Ferrand Cedex, représenté par Monsieur François RAGE, son Président, ci-après dénommé « le SMTC - AC »

**Et**

**La Région Auvergne Rhône-Alpes**, sise 1 Esplanade François Mitterrand, CS 20033, 69269 Lyon, Cedex 2, représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, son Président,
ci-après dénommée « la REGION »

**Et**

**La Société d'Economie SEM VOLCANS,** représentée par son Directeur, Monsieur Grégory MOUILLESEAUX,
ci-après dénommée « la SEM Vulcania »

*VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,*

*VU le code général des collectivités territoriales,*

*VU le code des transports,*

*VU la délibération n° du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise adoptée par son Comité Syndical lors de son Assemblée délibérante du relative au Budget 2020 des transports de voyageurs,*

*VU la délibération n°CP-2019-12/17-24-3772 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes adoptée par son Assemblée Délibérante lors de la Commission permanente du 20 décembre 2020 relative au transport scolaire et non urbain,*

*VU les décisions relatives adoptées par la SEM VOLCANS.*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE06-DE

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant porte sur la modification des modalités de participation financière du SMTC-AC.

**ARTICLE 2 : MODIFICATIONS APPORTEES A L'ARTCLE 7 « MODALITES FINANCIERES »**

La rédaction de l'article 7 de la convention telle que modifiée par le présent avenant est la suivante :

*Le montant du coût total du service (mise en place de la desserte Clermont-Ferrand ⇨ Chaîne des Puys ⇨ Vulcania) est estimé à 31 000 € HT.*

*La participation de chaque partenaire est prévue de la façon suivante :*

- *La Région : 16 000 € estimés*
- *La SEM Volcans : 10 000 € forfaitaire*
- *Le SMTC - AC : 5 000 € forfaitaire*

*La SEM VOLCANS et le SMTC-AC versent leur participation en fin d'exercice sur appel de fonds de la Région.*

**ARTICLE 3 : SUPPRESSION DE L'ARTICLE 8 « RECETTES »**

L'article 8 mentionnant le montant estimé des recettes est supprimé.

**ARTICLE 4 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT**

Le présent avenant prend effet au 1er janvier 2023.

**ARTICLE 5 : AUTRES DISPOSITIONS**

L'ensemble des dispositions de la convention initiale, non contraires aux présentes, demeurent inchangées.

Fait à Clermont-Ferrand,
en trois exemplaires originaux, le .....

| Pour le SMTC - AC, | Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes, | Pour la SEM Vulcania, |
|---|---|---|
| Le Président | Le premier Vice-Président | le Directeur |
| François RAGE | Etienne BLANC | Grégory MOUILLESEAUX |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance<br>14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°7

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET : RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS DE CABOTAGE SUR LES LIGNES REGIONALES**

Les **deux conventions de cabotage actuellement en vigueur** et permettant l'usage de certaines lignes régionales sur le ressort territorial du SMTC **expirent au 31 août 2022**.

- **Convention de cabotage sur les communes de Mur-sur-Allier et Pérignat-Es-Allier :**

Elle comporte 4 lignes scolaires, dont 3 à destination de Cournon d'Auvergne et 1 à destination de Clermont-Ferrand.
Ces lignes permettent le transport d'une centaine de scolaires, il est pertinent de les maintenir.

- **Convention de cabotage sur les communes d'Orcines et St-Genès-Champanelle :**

Elle comporte une ligne scolaire St-Genès / Clermont-Ferrand (LS084), et une ligne régulière Orcines / Chamalières / Clermont-Ferrand (P53).

Le cabotage dans ces communes est faible voire inexistant. Dans l'immédiat la Région ne souhaite pas maintenir le dispositif sur la ligne P53, compte-tenu du taux de charge saturé avant l'entrée sur le ressort territorial du SMTC.

Il est proposé de maintenir le cabotage sur la ligne scolaire LS084.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

Afin d'uniformiser les modalités de prise en charge des usagers, de répartition financière et de suivi du dispositif, il est proposé de mettre en place une **convention générale unique**, pouvant potentiellement s'appliquer à l'ensemble du périmètre du SMTC-AC.

Les lignes régionales concernées seront listées en annexe afin de faciliter les évolutions éventuelles par avenant (ajout ou suppression de lignes).

Seront intégrées dans un premier temps les lignes des 2 actuelles conventions, hormis la ligne P53. Aussi, seules des lignes scolaires seront concernées à la rentrée 2022.

Il est proposé de maintenir le principe de répartition des coûts (doublages inclus si nécessaires) au prorata du nombre d'élèves inscrits (pour les lignes scolaires) ou de fréquentation (pour les lignes régulières).

Les principes de prise en charge des usagers seront les suivants :

- Lignes régulières

L'usager accède au service avec un titre T2C compatible avec la billettique Oùra.

- Lignes scolaires

L'usager scolaire accède au service avec un abonnement annuel T2C et une contremarque Région via une double inscription annuelle (T2C + Région).
Il est proposé de ne pas ouvrir les lignes scolaires au public non scolaire, l'usage d'un titre T2C étant techniquement difficile en l'absence d'équipement billettique et compte-tenu de la nécessité de prioriser les places pour les scolaires.

Il est proposé une entrée en vigueur de cette nouvelle convention au **1er septembre 2022 pour une durée d'un an renouvelable tacitement reconductible jusqu'au 31 août 2025** (perspective InspiRe).

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **D'approuver le renouvellement de ces conventions.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022

***La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.***

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# CONVENTION DE PRISE EN CHARGE DES USAGERS À L'INTERIEUR DU RESSORT TERRITORIAL DU SMTC-AC DANS LES DESSERTES LOCALES OPEREES PAR LA REGION

**ENTRE**

La **REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES**, sise 1 Esplanade François Mitterrand, CS 20033, 69269 Lyon, Cedex 2, représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, son Président, en vertu de la délibération n°XXXX de la Commission Permanente du....., ci-après dénommée « la Région » d'une part ;

**ET**

Le **SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUNS DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE** à, 2 bis rue de l'Hermitage, 63 063 Clermont Ferrand cedex 1 ; représenté par Monsieur François RAGE, son Président, en vertu de la délibération n° XXXX du Comité Syndical du .....; ci-après dénommée «SMTC-AC» d'autre part ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son articlesL1111-8 ;

VU le Code des Transports et en particulier les articles L3111-1 et suivants, plus précisément l'article L3111-4;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

# PRÉAMBULE

Soucieux de proposer une offre plus complète et performante, la Région et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise ont, d'une volonté commune, décidé de permettre aux lignes régionales de caboter à l'intérieur du Ressort Territorial du SMTC-AC (RT).

Dans ce cadre, il a été convenu de permettre, dans certains cas, aux porteurs d'un titre de transport urbain l'accès aux lignes interurbaines et/ou scolaires régionales dans le périmètre du RT du SMTC-AC.

Il convient aujourd'hui de conclure une convention afin de clarifier les modalités d'exécution des services relevant de la compétence de la Région qui ont pour origine ou destination une commune située en dehors du RT du SMTC-AC pour des acheminements à l'intérieur du RT du SMTC-AC.

## ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions générales et les modalités techniques et financières de l'acheminement des usagers issus du RT du SMTC-AC au moyen des dessertes locales de transport non urbain et scolaire relevant de la compétence de la Région pour des trajets à l'intérieur du RT du SMTC-AC.

## ARTICLE 2. PRINCIPES DE REPARTITION DES COMPETENCES

Conformément au Code des transports :

- la Région est l'autorité organisatrice de l'ensemble des services de transports réguliers et scolaires dont l'origine ou la destination sont situées hors ressort territorial ;
- le SMTC-AC est l'autorité organisatrice des services de transports réguliers et scolaires dont l'origine et la destination sont situés à l'intérieur de son ressort territorial ;
- le Département reste compétent pour le transport des élèves et étudiants handicapés vers les établissements scolaires qui ne peuvent utiliser les moyens de transport en commun en raison de la gravité de leur handicap (Article R 213-13 du Code de l'éducation) ;

## ARTICLE 3. PERIMETRE DE PRISE EN CHARGE DES USAGERS « INTRA COMMUNAUTAIRE » DU SMTC-AC SUR LES LIGNES DU RESEAU NON URBAIN ET SCOLAIRE PENETRANT LE RESSORT TERRITORIAL

Conformément à l'article L 3111-4 du Code des transports, la desserte locale des services routiers non urbains et scolaires organisés par la Région est créée ou modifiée après information du SMTC-AC.

Le SMTC-AC a pris connaissance des services de transport non urbain et scolaires de compétence régionale qui desservent son territoire.

Le SMTC – AC demande la prise en charge de ses ressortissants (la montée et descente d'usagers sur son ressort territorial) sur les communes du RT dans le respect du règlement commercial du SMTC-AC et selon le règlement des transports en vigueur de l'autorité organisatrice. Le détail des lignes concernées est décrit en **annexe 1**.
Les lignes concernées pourront être modifiées par voir d'avenant.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

## ARTICLE 4. MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES USAGERS SUR LES LIGNES REGULIERES REGIONALES DANS LE RESSORT TERRITORIAL DU SMTC-AC

### Article 4.1. Modalités organisationnelles

Les usagers du ressort territorial du SMTC-AC pourront emprunter les lignes régulières mis en œuvre par la Région mentionnées **en annexe 1**.

L'accès à ces lignes est permis à tout porteur d'un titre de transport urbain (T2C) valide dans le périmètre du Ressort Territorial et compatible avec la billettique Oura.

Aucune vente n'est effectuée à bord des cars.
Les titres T2C sont délivrés dans les points de vente du réseau T2C (agence commerciale, dépositaire, Distributeurs de Titres de Transport) ou par ticket SMS.

Les usagers devront valider leur titre de transport sur le valideur Oura dédié à cet effet et compatible avec la billetterie T2C.
A défaut de disposer d'un titre de transport T2C valide, les voyageurs devront s'acquitter, à bord du car, d'un titre unitaire au tarif régional.

### Article 4.2. Modalités de participation financière du SMTC-AC

Les dépenses à la charge du SMTC-AC sont calculées au prorata du montant des paiements au transporteur pour l'année scolaire au titre du marché concerné, en faisant le rapport :

Fréquentation sur le RT / fréquentation totale de la ligne X coût total de la ligne TTC.

Un état annuel par ligne de transport mutualisée est transmis au SMTC-AC au plus tard en juillet n+1, au titre de l'année scolaire écoulée.
La Région émettra un titre de recette en juillet n+1 sur la base de la fréquentation réellement observée au cours de l'année scolaire échue.

Dans l'éventualité d'une variation de charge des véhicules en cours d'année, la prise en charge financière du véhicule supplémentaire sera réalisée, sur le coût global, par la Région et par le SMTC-AC au prorata de la fréquentation sur l'ensemble des véhicules concernés.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

## ARTICLE 5. MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES USAGERS SUR LES LIGNES SCOLAIRES REGIONALES DANS LE RESSORT TERRITORIAL DU SMTC-AC

### Article 5.1. Modalités organisationnelles

Les usagers du ressort territorial du SMTC-AC pourront emprunter les lignes scolaires mises en œuvre par la Région mentionnées **en annexe 1**.

Compte-tenu de la nécessité de prioriser les places pour les scolaires, de l'absence d'équipement billettique, et des conditions d'accès en vigueur sur le périmètre de la Région dont une mise en application sur le RT engendrerait des difficultés techniques, les lignes scolaires Régionales ne seront ouvertes qu'aux usagers scolaires abonnés.

Le SMTC-AC organisateur des transports scolaires sur son ressort territorial assure :
- l'inscription des élèves dans la base de données auprès de T2C
- l'encaissement et le recouvrement des tarifs de transport adoptés par le SMTC-AC
- l'édition des titres de transports

La Région assure l'affectation des élèves sur les acheminements (lignes visées en **annexe 1**) et la production de la contremarque (transmise directement aux familles) et la communique au SMTC-AC.

Le plan de transport qui est mis en place (dès la rentrée) ou qui découle des ajustements liés à l'évolution des inscriptions des usagers est élaboré en concertation entre le SMTC-AC et la Région. En cas de désaccord sur le plan de transport, c'est à la Région que revient l'arbitrage final.

### Article 5.2. Modalités de participation financière du SMTC-AC

Les dépenses à la charge du SMTC-AC sont calculées au prorata du montant des paiements au(x) transporteur(s) pour l'année scolaire au titre du marché concerné, en faisant le rapport :

> Nombre d'élèves du RT / nombre total d'élèves sur la ligne X cout total de la ligne TTC.

Un état annuel par ligne de transport mutualisé est transmis au SMTC-AC au plus tard en juillet n+1, au titre de l'année scolaire écoulée.
La Région émettra un titre de recette en juillet n+1, sur la base des effectifs inscrits au titre de l'année scolaire écoulée et du coût total effectif.

Dans l'éventualité d'une variation de charge des véhicules en cours d'année, la prise en charge financière du véhicule supplémentaire sera réalisée, sur le coût global, par la Région et par le SMTC-AC au prorata du nombre d'élèves sur l'ensemble des véhicules concernés.

## ARTICLE 6. MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Deux réunions par an de suivi seront réalisées par les services de la Région et du SMTC :
- Une réunion au printemps pour la préparation de la rentrée
- Une réunion à l'automne pour effectuer le bilan, une fois les effectifs stabilisés

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

## ARTICLE 7. CONTROLES DE TITRES

La régie T2C, dans le cadre de l'exécution du service public, est chargée de la sûreté sur l'ensemble du réseau, ce qui intègre notamment, la lutte contre la fraude. Aussi, dans ce cadre, les agents de T2C ont la possibilité de réaliser des contrôles des titres urbains, conjointement avec les contrôleurs de la Région, sur les lignes définies en **annexe 1**.

## ARTICLE 8. COMMUNICATION DES HORAIRES

Le SMTC-AC autorise la Région à communiquer sur son ressort territorial. Cette communication peut notamment porter sur les horaires de prises en charge, le règlement.

La Région s'engagent à faire figurer le logo du SMTC-AC :
- sur les fiches horaires déposées aux points d'arrêt des lignes concernées par la présente convention et situés sur le ressort territorial du SMTC-AC.
- sur les autocars utilisés pour la réalisation du service des lignes concernées par la présente convention, par l'apposition d'un panneau à l'intérieur du car. Le panneau est fourni par le SMTC-AC.

Les communications écrites en direction des usagers ou des communes seront réalisées de concert entre la Région et le SMTC-AC.

## ARTICLE 9. RESPONSABILITÉ

Chacune des parties sera responsable pour ce qui concerne ses attributions et engagements à la présente convention.
L'autorité qui organise la ligne de transport, quel que soit le secteur de circulation, porte la responsabilité civile de tout dommage causé en cas d'accident ou de sinistre.
Chacune des parties à la présente convention s'engage à informer les autres des incidents pouvant survenir dans l'exécution de cette convention et notamment dans le service rendu à l'usager.

## ARTICLE 10. DURÉE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er septembre 2022 pour un an, et est renouvelable tacitement deux fois. Elle s'achèvera en tout état de cause au 31 août 2025.
Toutefois si l'une des parties ne souhaite pas renouveler la présente convention, elle devra faire connaître son intention à l'autre partie par LRAR, en respectant un préavis de six mois.

Six mois avant chaque échéance annuelle de la présente convention, les parties s'engagent à se rencontrer afin de dresser un bilan de l'année scolaire en cours, de lister les adaptations à apporter au service rendu à l'usager et d'envisager ensemble les modalités de fonctionnement l'année scolaire suivante.

## ARTICLE 11. LITIGE

En cas de litige entre la Région et le SMTC-AC pour l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher la meilleure solution de compromis, sans préjudice de tous recours éventuels devant le Tribunal Administratif de Lyon.

## ARTICLE 12. RESILIATION

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE07-DE

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties qui en fait la demande à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.
En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la convention celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.
La mesure de résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

## ARTICLE 13. MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant accepté par l'ensemble des parties.
Les modifications ou adaptations des modalités de fonctionnement, feront l'objet d'un avenant si nécessaire.
**L'annexe 1** qui détaille les lignes Régionales autorisées à prendre en charge des usagers issus du RT du SMTC-AC pourra être modifiée par voie d'avenant en cas d'évolution souhaitée par les deux partis.

La présente convention a été établie en deux exemplaires originaux.

Fait à
Le

| | |
|---|---|
| Le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes | Le Président du SMTC-AC |
| Laurent WAUQUIEZ | François RAGE |

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE08-DE

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30,** le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

Nombre de membres en exercice : 31 titulaires et 31 suppléants
Nombre de membres présents : 16 en début de séance
14 en fin de séance
Nombre de procurations : 7

Date de la convocation : 24 juin 2022
Secrétaire de séance : Nicolas BONNET

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°8

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

## OBJET : APPROBATION DU PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE - REVISION 2022 - 2027

Le 2e plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération clermontoise approuvé en décembre 2014 a été mis en révision en septembre 2020 à l'issue de son évaluation. Après une concertation préalable du public prévue réglementairement, le 3e plan a été rédigé en 2021 et 2022 sous la conduite de l'Etat, associant autour de lui les partenaires publics et privés du territoire. Il doit définir la stratégie de l'Etat et des acteurs territoriaux pour améliorer la qualité de l'air au niveau local pour la période 2022-2027.

Présenté au comité de pilotage le 22 mars 2022 puis soumis au conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du Puy-de-Dôme le 6 mai 2022, lequel a rendu un avis favorable, le 3e PPA de l'agglomération clermontoise est actuellement présenté pour avis des organes délibérants des communes, de la Métropole et du SMTC-AC.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE08-DE

## LES ENJEUX DE LA QUALITE DE L'AIR

*Des populations exposées à des degrés variés, subissant d'importants effets sur leur santé*

Au cours des 15 dernières années, bien que les concentrations dans l'air ambiant aient diminué pour de nombreux polluants, de multiples études épidémiologiques et toxicologiques montrent que la pollution atmosphérique urbaine reste un enjeu majeur de santé publique. Si l'évaluation de l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé humaine est difficile à appréhender étant donné la complexité des phénomènes et la multiplicité des substances actives, le dernier rapport de l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE) publié fin 2019 souligne que la plupart des personnes qui vivent dans des villes européennes sont exposées à de l'air de mauvaise qualité et que les concentrations en polluants, et notamment en particules fines (PM2,5), en dioxyde d'azote (NO2) et en ozone (O3), continuent d'avoir d'importantes répercussions sur la santé des Européens. Ces 3 polluants seraient ainsi à l'origine respective de 374 000, 68 000 et 14 000 décès prématurés par an au sein des 28 pays de l'Union européenne.

En France, Santé Publique France estime que 9 % des décès sont attribuables à la pollution de l'air par les particules de taille inférieure à 2,5 µm (PM2,5) et que cette pollution, en sus de représenter un coût sanitaire annuel de plus de 100 milliards d'euros, représente une perte d'espérance de vie à 30 ans pouvant dépasser deux ans.

L'exposition individuelle à la pollution atmosphérique est par ailleurs très hétérogène, car fonction de la situation géographique globale et de la répartition fine des « lieux de vie » sur la journée. Néanmoins, en raison de son caractère inévitable (chacun est contraint d'inhaler l'air de la zone géographique dans laquelle il vit), l'exposition à ces pollutions atmosphériques concerne l'ensemble de la population. Les groupes les plus sensibles à la pollution de l'air sont les enfants, les personnes atteintes de pathologies particulières respiratoires et/ou cardiovasculaires, ainsi que les personnes âgées.

Aux effets sanitaires s'ajoutent de nombreux effets délétères pour l'environnement : les polluants atmosphériques participent ainsi au changement climatique, à l'altération des végétaux et à la baisse de rendement des cultures, à l'acidification des sols et des écosystèmes, au déclin de certaines populations d'insectes pollinisateurs, etc....

*Dans l'agglomération clermontoise, une situation qui s'améliore tout en restant critique pour une partie des habitants*

Les concentrations d'oxydes d'azote (NO2), majoritairement émis par le transport routier et secondairement par le secteur résidentiel, sont en baisse depuis plusieurs années sur le territoire de l'agglomération clermontoise. Les concentrations en situation de fond urbain et périurbain sont nettement en dessous de la valeur sanitaire limite en concentration moyenne annuelle (40 µg/m³, OMS 2005) **mais des risques de dépassement en concentration existent le long des axes routiers aux trafics les plus élevés** (réseau principal métropolitain, A75 et A89). En 2019, il est estimé que la population exposée à des concentrations en NO2 supérieures à la valeur limite sanitaire est **de l'ordre de 900 habitants sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole**.

Pour les particules fines, qui constitue l'autre polluant pour lequel le trafic automobile a un incidence forte, on estime que **des dépassements de la valeur limite atteignent 300 personnes environ pour les PM10 et 1100 personnes pour les PM2,5**.

## LES OBJECTIFS RETENUS POUR LE PPA3

Les objectifs fixés, très ambitieux au départ de la réflexion, ont été ajustés après modélisation des effets possibles du programme. L'expression finale de ces objectifs est la suivante :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE08-DE

| Polluant | Objectif poursuivi | Effet sur la population |
|---|---|---|
| - NO2 : | • se rapprocher au plus près de la nouvelle valeur d'exposition recommandée par l'OMS depuis 2021 (10µg/m$^3$) pour la moyenne de la population | ➢ **aucun habitant** exposé à une concentration moyenne annuelle supérieure à la valeur limite réglementaire (40µg/m$^3$),<br>➢ **baisse de 20 000 habitants exposés** à des niveaux au-delà des recommandations OMS de 2021 |
| - PM2,5 : | • Atteindre une exposition moyenne en-dessous du 4$^e$ seuil intermédiaire de l'OMS (10 µg/m$^3$), le seuil recommandé de l'OMS (5 µg/m$^3$) étant jugé inatteignable à court terme | ➢ **aucun habitant** exposé à une concentration moyenne annuelle supérieure à la valeur limite réglementaire (25µg/m$^3$),<br>➢ **moins de 1 100 habitants exposés** à des niveaux au-delà du 4$^e$ seuil intermédiaire de l'OMS |
| - PM10 : | • passer nettement sous la nouvelle valeur d'exposition recommandée par l'OMS depuis 2021 (15µg/m$^3$) pour la moyenne de la population en visant une exposition moyenne de 10,9 | ➢ **aucun habitant exposé** à une concentration moyenne annuelle supérieure à la valeur limite réglementaire (40µg/m$^3$)<br>➢ **moins de 500 habitants exposés** à des niveaux au-delà des recommandations OMS de 2021 |

## LE PLAN D'ACTION DU PPA3

Le périmètre géographique du PPA correspond à celui du territoire de Clermont-Auvergne-Métropole.

Le plan d'actions du PPA a pour objectif l'amélioration de la qualité de l'air par le biais d'actions opérationnelles en agissant sur :
- la réduction des émissions de polluants atmosphériques,
- la diminution de l'exposition des populations,
- la sensibilisation et l'information des partenaires et du grand public.

Il comporte 33 actions regroupées en 9 défis, chacun de ces défis étant rattaché à un secteur contributeur de la pollution atmosphérique (Activités économiques – industrie, BTP, agriculture – / Résidentiel-Tertiaire / Mobilité) ou à un volet transversal de communication.

**Parmi les 3 axes, le SMTC-AC est plus particulièrement intéressé par le secteur « mobilités », prioritaire pour réduire les émissions de NOx et de PM2 sur le territoire du PPA.** Les transports routiers représentent en effet 67 % des émissions d'oxydes d'azote et 17 % des émissions de particules fines (PM10) sur le territoire.

Les actions « mobilités » représentent la moitié des actions du plan d'actions et peuvent se résumer autour de :
- la formation des étudiants comme des salariés pour modifier leurs manières de se déplacer ;
- la mise en place ou le renforcement des services favorisant le report modal, l'usage partagé de la voiture et les modes actifs ;
- l'accélération du renouvellement du parc de véhicules sur le territoire notamment par la mise en place d'une « Zone à Faibles Emissions mobilité » et le développement d'outils pour les mobilités électrique et hydrogène.

Cet ensemble d'actions est très majoritairement issu du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de l'agglomération clermontoise adopté par le comité syndical du SMTC le 4 juillet 2019.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE08-DE

| LEGENDE (tableau page suivante) | |
|---|---|
| Logo PDU | Action découlant du PDU |
| En rouge | Sous-action concernant le SMTC-AC |

| DÉFI | ACTION | Titre de l'action | Ss-ACTION | Titre de la sous-action |
|---|---|---|---|---|
| 6. Éduquer et former à une mobilité moins impactante | M1 | Accompagner et former les salariés | M1.1 | Accompagner les employeurs |
| | | | M1.2 | Former les conducteurs de la T2C |
| | M2 | Eduquer les scolaires et les étudiants aux mobilités, en particulier actives | M2.1 | Éduquer les scolaires |
| | | | M2.2 | Éduquer les étudiants |
| 7. Proposer des alternatives à l'autosolisme | M3 | Développer l'autopartage | M3.1 | Communiquer sur l'action d'autopartage pour en augmenter la réussite |
| | | | M3.2 | Réaliser une étude de gisement d'autopartage et enrichir l'offre |
| | M4 | Développer le covoiturage | M4.1 | Réserver des axes de circulation au covoiturage |
| | | | M4.2 | Réaliser une étude sur le covoiturage |
| | M5 | Développer l'intermodalité | M5.1 | Faciliter l'intermodalité par un système billettique interopérable |
| | | | M5.2 | Encourager l'intermodalité via le développement des parkings P+R |
| | | | M5.3 | Faciliter l'intermodalité par le regroupement des gares ferroviaire et routière |
| | M6 | Améliorer la performance du réseau de bus urbain | M6.1 | Mettre en oeuvre le projet InspiRe |
| | M7 | Proposer des lignes de car performantes | M7.1 | Expérimenter la circulation sur B.A.U. aux horaires de pointe |
| | M8 | Améliorer les infrastructures pour vélos | M8.1 | Améliorer les linéaires cyclables et la visibilité des parcours |
| | M9 | Faciliter l'accès à la mobilité cyclable | M9.1 | Renforcer le système de vélo en libre-service |
| | | | M9.2 | Faire évoluer le service de location de longue durée de vélos |
| | | | M9.3 | Aider à l'acquisition de vélos à assistance électrique |
| | M10 | Encourager la marche à pied | M10.1 | Piétonniser à Clermont-Ferrand |
| 8. Réduire les émissions liées aux véhicules | M11 | Mettre en place une zone à faibles émissions | M11.1 | Déployer progressivement une ZFE-m sur le territoire de la Métropole de Clermont-Ferrand |
| | M12 | Renouveler les véhicules les plus émetteurs de polluants | M12.1 | Renouveler la flotte du SMTC-AC |
| | | | M12.2 | Renouveler la flotte de la CAM |
| | | | M12.3 | Renouveler la flotte de la MFP Michelin |
| | M13 | Développer les mobilités électriques et hydrogène | M13.1 | Développer les infrastructures publiques de recharge électrique |
| | | | M13.2 | Développer la mobilité hydrogène |
| | M14 | Réduire l'impact des livraisons | M14.1 | Mettre en œuvre la feuille de route "logistique urbaine" |
| | M15 | Agir sur l'offre de stationnement et modifier le plan de circulation | M15.1 | Étudier des scénarios et phasages d'évolution du stationnement et de la circulation |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE08-DE



## L'IMPLICATION DU SMTC-AC DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PPA3

Le SMTC-AC est plus précisément attendu pour contribuer en tout ou partie à la mise en œuvre de 14 sous-actions sur les 27 proposées en matière de mobilités.

| Ss-ACTION | Titre de la sous-action concernant le SMTC-AC | Avancement au SMTC-AC |
|---|---|---|
| M1.1 | Accompagner les employeurs | Programme SMTC'Pro, bilan communiqué 2 fois par an |
| M1.2 | Former les conducteurs de la T2C | Les conducteur T2C bénéficient déjà d'une formation continue obligatoire tous les 5 ans comprenant un module portant sur la conduite souple et ses avantages en termes de confort et d'émissions polluantes |
| M2.1 | Éduquer les scolaires | Programme « Tous mobile et vous ? » animé par le CPIE. Après une période d'activité réduite pendant la crise sanitaire (8 à 9 classes par an entre 2019 et 2021), le dispositif remonte en puissance (22 classes en 2021-2022) |
| M3.1 | Communiquer sur l'action d'autopartage pour en augmenter la réussite | Ce travail est confié à Covoiturage Auvergne via une convention de partenariat. Le bilan de l'association ne donne cependant pas pleine satisfaction et un travail de relance est envisagé. |
| M3.2 | Réaliser une étude de gisement d'autopartage et enrichir l'offre | Etude en cours, lancée en 2021 et qui doit aboutir à la définition de scénarios d'offre mi 2022 |
| M4.2 | Réaliser une étude sur le covoiturage | Etude en cours, lancée en 2021 et qui doit aboutir à la définition de scénarios d'offre fin 2022 |
| M5.1 | Faciliter l'intermodalité par un système billettique interopérable | Modernisation de la billettique et développement de services web de mobilité (MaaS) en cours. La mise en service de la nouvelle billettique est prévue courant 2022 et celle des 1ers outils numériques fin 2022. |
| M5.2 | Encourager l'intermodalité via le développement des parkings P+R | Pour le SMTC-AC, il s'agit des 2 P+R inclus dans la maîtrise d'ouvrage InspiRe (ouest ligne B et ouest ligne C). Le restant de l'action concerne la Métropole (autres P+R à l'étude) |
| M6.1 | Mettre en œuvre le projet InspiRe | Etudes et travaux pour la création des 2 lignes à haut niveau de service B & C et la restructuration du réseau de bus |
| M7.1 | Expérimenter la circulation sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU) aux horaires de pointe | Sollicité par le Préfet du Puy-de-Dôme concernant les aménagements souhaités sur les axes autoroutiers de l'agglomération, le président du SMTC-AC et celui de la Métropole ont proposé d'expérimenter la circulation sur la BAU aux heures de pointe pour la ligne 36 du réseau restructuré (desserte directe de Pont-du-Château via l'A89). Pour l'heure, aucune suite n'a été donnée par l'Etat et APRR. |
| M9.1 | Renforcer le système de vélo en libre-service | Action d'ores et déjà réalisée dès 2021 avec la modernisation des stations et l'implantation de 5 nouvelles, le renouvellement complet de la flotte et son augmentation de 120 vélos supplémentaires (portant le total à 680 VLS) |
| M9.2 | Faire évoluer le service de location de longue durée de vélos | Action d'ores et déjà réalisée dès 2021 avec l'extension de la livraison en commune pour tout le territoire du SMTC-AC et le renforcement de la flotte de VAE en location (+160 vélos, portant le total à 450 vélo début 2022) |
| M12.1 | Renouveler la flotte du SMTC-AC | Programme de transition de la flotte commerciale du SMTC-AC. Premières étapes déjà franchies avec l'arrêt des achats de véhicules diesel. Prochaine étape : achat et construction de la flotte de BHNS électrique pour les lignes B & C du projet InspiRe |
| M13.2 | Développer la mobilité hydrogène | Le SMTC-AC a lancé fin 2021 un appel d'offres pour un marché public global de performance d'expérimentation d'une ligne de bus à hydrogène (lignes 35-36 desservant Pont-du-Château, à partir de 2024 si le marché est fructueux). |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE08-DE

Le contenu du plan d'actions du 3e PPA de l'agglomération est donc **cohérent et compatible avec les dispositions prises dans le Plan de Déplacement Urbain** de l'agglomération clermontoise.

Les **actions incombant au SMTC-AC sont d'ores et déjà bien intégrées dans le programme de travail de la collectivité**, et pour certaines, en voie d'achèvement dès 2022.

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **De donner un avis favorable au Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) 2022 – 2027.**

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022 08 JUIL. 2022

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30,** le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance<br>14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°9

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET** : TRAVAUX VRD SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN AVEC MISE AUX NORMES PMR DE NEUF ARRETS DE TRANSPORTS EN COMMUN

Par délibération n° 6 du 6 mai 2009, le SMTC-AC a décidé de participer financièrement à la réalisation des équipements nécessaires au fonctionnement du réseau de transport urbain, dans le cadre de travaux ou d'aménagements de voirie.

Afin de mutualiser les travaux et ainsi diminuer les coûts, Clermont Auvergne Métropole, dans le cadre de réaménagement de l'espace public, réalise ou réalisera au cours de cette année et si la restructuration du réseau bus envisagée dans le cadre d'INSPIRE est compatible, la mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, de neuf arrêts de transports en commun.

- "St André" ligne 10 dans les deux sens Av Joseph Claussat à Chamalières
- "Roosevelt" ligne 10 dans les deux sens Av Joseph Claussat à Chamalières
- "Pommeraie" ligne 13 dans les deux sens Av de la République à Pérignat-les-Sarlève
- "Pérignat-les-horts" ligne 13 dans les deux sens Av de la République à Pérignat-les-Sarlève
- "Poncillon" ligne 8 sens Vallières rue Poncillon à Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **D'autoriser le Président à signer la convention de participation financière avec Clermont Auvergne Métropole, sur un montant (inscrit au budget 2022) arrêté précisément après présentation d'un décompte des coûts de travaux réalisés.**

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL 2022

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Département du Puy de Dôme

# COMMUNE de PERIGNAT-LES-SARLIEVE

## Aménagement des espaces publics
## Avenue de la République

MAITRE D'OUVRAGE

clermont auvergne métropole

CLERMONT AUVERGNE METROPOLE

64/66 Avenue de l'Union Soviétique - BP 231 63007 Clermont ferrand Cedex 1
Tél: 04 73 98 34 00

# DETAIL QUANTITATIF ESTIMATIF

# D.Q.E. LOT VRD

**DQE 01**

**09/07/2021** | **Indice A**

GEOVAL S.E.L.A.R.L
de GEOMETRES-EXPERTS
B.E.T. VRD

38 Rue de Sarlève - CS 10 012
63 808 Cournon d'Auvergne CEDEX
TEL:04-73-37-91-01
Email: cournon@geoval.info

OPQIBI L'INGÉNIERIE QUALIFIÉE N° 09 12 2118

Luc LEOTOING
Paysage Urbanisme
17, rue de la cure
63720 Chappes
TEL : 04-73-64-78-22
MOB: 06-03-80-60-44
Email: leotoingpaysage@gmail.com

DOSSIER N° C18197 | FICHIER : DCE-C18197-SUD2.dwg

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Les prix mentionnés dans ce document s'entendent 'Hors Taxes' (sauf lignes particulières 'T'

## PREPARATION

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarlièvre : Lot VRD | | | | ESTIMATION DES TRAVAUX PREPARATION |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| **TRAVAUX PREPARATOIRES** | | | | |
| 100 Installation et signalisation de chantier | forfait | 1,0 | 36 500,00 | 36 500,00 |
| 101 Plus value pour réalisation des travaux en aternat | forfait | 1,0 | 5 350,00 | 5 350,00 |
| 102 Clôtures de chantier + portail | forfait | 1,0 | 2 200,00 | 2 200,00 |
| 103 Présignalisation de chantier et signalisation de déviation | forfait | 1,0 | 2 400,00 | 2 400,00 |
| 104 Constat d'huissier | forfait | 1,0 | 1 240,00 | 1 240,00 |
| **Travaux en présence de réseaux pour l'ensemble du chantier** | | | | |
| 105 Marquage des réseaux | forfait | 1,0 | 1 650,00 | 1 650,00 |
| 106 Détection et positionnement de réseaux | forfait | 1,0 | 950,00 | 950,00 |
| 107 Arrêt de chantier | journée | PM | 1 500,00 | |
| 108 Elagage d'arbres | ml | 100,00 | 22,00 | 2 200,00 |
| 109 Panneau de chantier | u | 1 | 1 550,00 | 1 550,00 |
| **Dépose** | | | | |
| 110 Dépose de mobilier | forfait | 1,0 | 2 580,00 | 2 580,00 |
| 111 Plans et étude d'exécution | forfait | 1,0 | 2 590,00 | 2 590,00 |
| **TOTAL TRAVAUX PREPARATOIRES** | | | **H.T.** | **59 210,00** |
| **CONTROLE - RECOLEMENT** | | | | |
| 112 Dossier de récolement | forfait | 1,0 | 1 590,00 | 1 590,00 |
| **TOTAL CONTROLE - RECOLEMENT** | | | **H.T.** | **1 590,00** |

Lot VRD, PREPARATION : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| TRAVAUX PREPARATOIRES | 59 210,00 | 11 842,00 | 71 052,00 |
| CONTROLE - RECOLEMENT | 1 590,00 | 318,00 | 1 908,00 |
| **TOTAL Lot VRD** | **60 800,00** | 12 160,00 | **72 960,00** |

Lot VRD, PREPARATION : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, PREPARATION** | **60 800,00** | 12 160,00 | **72 960,00** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

## MACONNERIE

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX MACONNERIE | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| **OUVRAGES** | | | | |
| **Enrochements** | | | | |
| 121 Enrochements secs | m³ | 50,00 | 65,00 | 3 250,00 |
| **Murs ou murette** | | | | |
| Construction de mur de soutènement préfabriqué - élément préfabriqués en L avec parement béton avec finition gris brossé | | | | |
| 122 - hauteur hors sol 1.00 m | ml | 330,00 | 252,00 | 83 160,00 |
| 123 - hauteur hors sol 1.0m (prévisions) | ml | 50,00 | 252,00 | 12 600,00 |
| **enduits** | | | | |
| 124 Reprise d'enduit pied de façade | ml | 500,00 | 5,00 | 2 500,00 |
| 125 Reprise de soupiraux | u | 10 | 350,00 | 3 500,00 |
| 126 Drains complémentaires - selon avis du maître d'oeuvre | ml | 320,00 | 12,00 | 3 840,00 |
| **Escalier** | | | | |
| 127 bordure et béton balayé | u | 45 | 93,00 | 4 185,00 |
| **TOTAL OUVRAGES** | | | | **113 035,00** |
| VOIRIE | | | | |
| 154 Point d'apport volontaire | forfait | 1,0 | 1 650,00 | 1 650,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **1 650,00** |

Lot VRD, MACONNERIE : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| OUVRAGES | 113 035,00 | 22 607,00 | 135 642,00 |
| VOIRIE | 1 650,00 | 330,00 | 1 980,00 |
| **TOTAL Lot VRD** | **114 685,00** | 22 937,00 | **137 622,00** |

Lot VRD, MACONNERIE : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, MACONNERIE** | **114 685,00** | 22 937,00 | **137 622,00** |

## VOIRIE - CHAUSSEE LOURDE

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX VOIRIE - CHAUSSEE LOURDE | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| Rabotage de la couche de surface | | | | |
| 113 - épaisseur : 0.17 m | m² | 3 800,00 | 5,10 | 19 380,00 |
| 114 - épaisseur: 0.25 m sous arrêt bus | m² | 250,00 | 7,50 | 1 875,00 |
| 116 Reconstitution de corps de chaussée | m² | 530,00 | 18,80 | 9 964,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **31 219,00** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | VOIRIE | | | | |
| | **Réglage** | | | | |
| 128 | Réglage précis sous voirie | m² | 4 050,00 | 1,70 | 6 885,00 |
| 131 | Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant - sous poutre de rive | m² | 295,00 | 1,30 | 383,50 |
| | **Remblais** | | | | |
| | Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière - sous chaussée | | | | |
| 132 | - grave 0/60 recyclé - poutre de rive | m³ | 60,00 | 33,80 | 2 028,00 |
| 133 | - grave 0/31.5 - poutre de rive | m³ | 60,00 | 57,30 | 3 438,00 |
| 135 | - grave 0/31.5 | m³ | 200,00 | 48,50 | 9 700,00 |
| 140 | Découpe soignée d'enrobé | ml | 12,00 | 8,00 | 96,00 |
| | **Grave Bitume GB4** | | | | |
| 146 | - sous chaussée et arrêt bus | tonne | 1 210,00 | 84,50 | 102 245,00 |
| 147 | - plus value pour réalisation de passage surélevé | tonne | 46,00 | 25,00 | 1 150,00 |
| | Béton bitumineux BBSG - sous chaussée | | | | |
| 148 | - enrobés 0/10 | tonne | 510,00 | 114,80 | 58 548,00 |
| | Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 152 | - avec granulat Blot ou Vensat | m² | 950,00 | 6,50 | 6 175,00 |
| | **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **190 648,50** |

Lot VRD, VOIRIE - CHAUSSEE LOURDE : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 31 219,00 | 6 243,80 | 37 462,80 |
| | VOIRIE | 190 648,50 | 38 129,70 | 228 778,20 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **221 867,50** | 44 373,50 | **266 241,00** |

Lot VRD, VOIRIE - CHAUSSEE LOURDE : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, VOIRIE - CHAUSSEE LOURDE** | **221 867,50** | 44 373,50 | **266 241,00** |

## VOIRIE - CHAUSSEE PARKING

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarlève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>VOIRIE - CHAUSSEE PARKING | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| 115 Purge | m³ | 70,00 | 45,00 | 3 150,00 |
| **Décaissement** | | | | |
| 117 - 50cm pour voirie | m³ | 390,00 | 17,80 | 6 942,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **10 092,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 128 Réglage précis sous voirie | m² | 780,00 | 1,70 | 1 326,00 |
| 130 Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant - sous voirie | m² | 780,00 | 1,05 | 819,00 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Remblais** | | | | |
| | Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| | - sous chaussée | | | | |
| 134 | - grave 0/60 recyclé | m³ | 234,00 | 23,20 | 5 428,80 |
| 135 | - grave 0/31.5 | m³ | 147,00 | 48,50 | 7 129,50 |
| | Reprofilage | | | | |
| 138 | - sous voirie | m² | 300,00 | 3,40 | 1 020,00 |
| 140 | Découpe soignée d'enrobé | ml | 40,00 | 8,00 | 320,00 |
| | Béton bitumineux | | | | |
| | BBSG | | | | |
| | - sous chaussée | | | | |
| 148 | - enrobés 0/10 | tonne | 117,00 | 114,80 | 13 431,60 |
| | Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 152 | - avec granulat Blot ou Vensat | m² | 310,00 | 6,50 | 2 015,00 |
| | **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **31 489,90** |

Lot VRD, VOIRIE - CHAUSSEE PARKING : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 10 092,00 | 2 018,40 | 12 110,40 |
| | VOIRIE | 31 489,90 | 6 297,98 | 37 787,88 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **41 581,90** | 8 316,38 | **49 898,28** |

Lot VRD, VOIRIE - CHAUSSEE PARKING : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, VOIRIE - CHAUSSEE PARKING** | **41 581,90** | 8 316,38 | **49 898,28** |

## VOIRIE - STATIONNEMENTS

Aménagement de traverse
Avenue de la République-Département du Puy de Dôle
Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD

ESTIMATION DES TRAVAUX
VOIRIE - STATIONNEMENTS

| n° | Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
|---|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | | | | |
| | **Décaissement** | | | | |
| 117 | - 50cm pour voirie | m³ | 80,00 | 17,80 | 1 424,00 |
| | **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **1 424,00** |
| | VOIRIE | | | | |
| | **Réglage** | | | | |
| 128 | Réglage précis sous voirie | m² | 160,00 | 1,70 | 272,00 |
| | Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant | | | | |
| 130 | - sous voirie | m² | 160,00 | 1,05 | 168,00 |
| | **Remblais** | | | | |
| | Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| | - sous chaussée | | | | |
| 134 | - grave 0/60 recyclé | m³ | 48,00 | 23,20 | 1 113,60 |
| 135 | - grave 0/31.5 | m³ | 32,00 | 48,50 | 1 552,00 |
| 153 | Structure pavés bétons drainants | m² | 160,00 | 54,50 | 8 720,00 |
| | **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **11 825,60** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Lot VRD, VOIRIE - STATIONNEMENTS : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 1 424,00 | 284,80 | 1 708,80 |
| | VOIRIE | 11 825,60 | 2 365,12 | 14 190,72 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **13 249,60** | 2 649,92 | **15 899,52** |

Lot VRD, VOIRIE - STATIONNEMENTS : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, VOIRIE - STATIONNEMENTS** | **13 249,60** | 2 649,92 | **15 899,52** |

## VOIRIE - TROTTOIRS, ENTREES ET NIDAGRASS

Aménagement de traverse
Avenue de la République-Département du Puy de Dôle
Commune de Pérignat les Sarlève : Lot VRD

ESTIMATION DES TRAVAUX VOIRIE - TROTTOIRS, ENTREES ET NIDAGRASS

| n° | Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
|---|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | | | | |
| | **Décaissement** | | | | |
| 117 | - 50cm pour voirie | m³ | 1 250,00 | 17,80 | 22 250,00 |
| | Déblais en terrain de toute nature | | | | |
| 119 | - déblais évacués à la décharge avec régalage | m³ | 350,00 | 19,50 | 6 825,00 |
| | **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **29 075,00** |
| | VOIRIE | | | | |
| | **Réglage** | | | | |
| 128 | Réglage précis sous voirie | m² | 2 550,00 | 1,70 | 4 335,00 |
| | Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant | | | | |
| 130 | - sous voirie | m² | 2 500,00 | 1,05 | 2 625,00 |
| | **Remblais** | | | | |
| | Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| | - sous trottoir | | | | |
| 136 | - grave 0/60 recyclé | m³ | 1 250,00 | 23,20 | 29 000,00 |
| 137 | - grave 0/31.5 | m³ | 375,00 | 48,50 | 18 187,50 |
| 140 | Découpe soignée d'enrobé | ml | 20,00 | 8,00 | 160,00 |
| | Béton bitumineux | | | | |
| | BBSG | | | | |
| | - sous trottoir 125kg/m² | | | | |
| 149 | - enrobés 0/6 | tonne | 313,00 | 169,40 | 53 022,20 |
| | Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 151 | - avec granulat de type Aveyron Ocre | m² | 2 150,00 | 9,20 | 19 780,00 |
| 152 | - avec granulat Blot ou Vensat | m² | 230,00 | 6,50 | 1 495,00 |
| | **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **128 604,70** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630-DE09-DE

Lot VRD, VOIRIE - TROTTOIRS, ENTREES ET NIDAGRASS : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 29 075,00 | 5 815,00 | 34 890,00 |
| | VOIRIE | 128 604,70 | 25 720,94 | 154 325,64 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **157 679,70** | 31 535,94 | **189 215,64** |

Lot VRD, VOIRIE - TROTTOIRS, ENTREES ET NIDAGRASS : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, VOIRIE - TROTTOIRS, ENTREES ET NIDAGRASS** | **157 679,70** | 31 535,94 | **189 215,64** |

## VOIRIE - PISTE CYCLABLE

Aménagement de traverse
Avenue de la République-Département du Puy de Dôle
Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD

ESTIMATION DES TRAVAUX
VOIRIE - PISTE CYCLABLE

| n° | Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
|---|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | | | | |
| | **Décaissement** | | | | |
| 117 | - 50cm pour voirie | m³ | 950,00 | 17,80 | 16 910,00 |
| | **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **16 910,00** |
| | VOIRIE | | | | |
| | **Réglage** | | | | |
| 128 | Réglage précis sous voirie | m² | 1 850,00 | 1,70 | 3 145,00 |
| 130 | Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant - sous voirie | m² | 1 850,00 | 1,05 | 1 942,50 |
| | **Remblais** | | | | |
| | Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| | - sous chaussée | | | | |
| 134 | - grave 0/60 recyclé | m³ | 555,00 | 23,20 | 12 876,00 |
| 135 | - grave 0/31.5 | m³ | 278,00 | 48,50 | 13 483,00 |
| | Béton bitumineux | | | | |
| | BBSG | | | | |
| | - sous piste cyclable 125kg/m² | | | | |
| 150 | - enrobés 0/6 | tonne | 235,00 | 132,00 | 31 020,00 |
| | Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 152 | - avec granulat Blot ou Vensat | m² | 1 850,00 | 6,50 | 12 025,00 |
| | **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **74 491,50** |
| | MOBILIER - SIGNALISATION | | | | |
| | Signalisation verticale - panneaux | | | | |
| 220 | - Cédez le passage piste cyclable | u | 6 | 245,00 | 1 470,00 |
| | Marquage routier | | | | |
| 228 | logo vélo thermo collé | u | 68 | 69,00 | 4 692,00 |
| 229 | Axe de piste cyclable | ml | 660,00 | 2,05 | 1 353,00 |
| | **TOTAL MOBILIER - SIGNALISATION** | | | **H.T.** | **7 515,00** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Lot VRD, VOIRIE - PISTE CYCLABLE : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 16 910,00 | 3 382,00 | 20 292,00 |
| | VOIRIE | 74 491,50 | 14 898,30 | 89 389,80 |
| | MOBILIER - SIGNALISATION | 7 515,00 | 1 503,00 | 9 018,00 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **98 916,50** | 19 783,30 | **118 699,80** |

Lot VRD, VOIRIE - PISTE CYCLABLE : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, VOIRIE - PISTE CYCLABLE** | **98 916,50** | 19 783,30 | **118 699,80** |

## VOIRIE - ESPACES VERTS

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarlève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>VOIRIE - ESPACES VERTS | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| **Décaissement** | | | | |
| 118 - 25cm pour square | m³ | 420,00 | 17,80 | 7 476,00 |
| Déblais en terrain de toute nature | | | | |
| 120 - déblais dés jardinières y compris béton évacués à la décharge | m³ | 650,00 | 24,50 | 15 925,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **23 401,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 129 Réglage talus et square | m² | 1 085,00 | 1,00 | 1 085,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **1 085,00** |

Lot VRD, VOIRIE - ESPACES VERTS : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 23 401,00 | 4 680,20 | 28 081,20 |
| | VOIRIE | 1 085,00 | 217,00 | 1 302,00 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **24 486,00** | 4 897,20 | **29 383,20** |

Lot VRD, VOIRIE - ESPACES VERTS : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, VOIRIE - ESPACES VERTS** | **24 486,00** | 4 897,20 | **29 383,20** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

# VOIRIE - BORDURES - MISES A NIVEAUX - PAV

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>VOIRIE - BORDURES - MISES A NIVEAUX - PAV |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| **Décaissement** | | | | |
| 117 - 50cm pour voirie | m³ | 335,00 | 17,80 | 5 963,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **5 963,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 128 Réglage précis sous voirie | m² | 670,00 | 1,70 | 1 139,00 |
| Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant | | | | |
| 130 - sous voirie | m² | 670,00 | 1,05 | 703,50 |
| **Remblais** | | | | |
| Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| - sous chaussée | | | | |
| 134 - grave 0/60 recyclé | m³ | 201,00 | 23,20 | 4 663,20 |
| 135 - grave 0/31.5 | m³ | 67,00 | 48,50 | 3 249,50 |
| Bordures | | | | |
| Fourniture et pose de bordures pierre naturelle en granit finition bouchardée sur les faces vues | | | | |
| 155 - bordures pierre 15x25cm | ml | 820,00 | 52,50 | 43 050,00 |
| 156 - bordures pierre 15x25cm (prévisions) | ml | 120,00 | 52,50 | 6 300,00 |
| 157 - bordures pierre 15x25 cm pour entrées chartières | ml | 20,00 | 69,00 | 1 380,00 |
| 158 - bordures pierre 15x25cm pour entrées chartières Sud 1 | ml | 40,00 | 69,00 | 2 760,00 |
| 159 - plus value pour remise en état des jardinières existantes | forfait | 1,0 | 1 200,00 | 1 200,00 |
| 160 - bordures pierre demi caniveau 10-12cm x 20cm | ml | 850,00 | 38,90 | 33 065,00 |
| 161 - bordures pierre 8x20 cm | ml | 2 635,00 | 34,50 | 90 907,50 |
| 162 - bordures pierre 8x20cm (prévisions) | ml | 250,00 | 34,50 | 8 625,00 |
| 163 - bordures 15x30cm posée à plat | ml | 545,00 | 56,50 | 30 792,50 |
| 164 - bordures 15x30cm posée à plat (prévisions) | ml | 55,00 | 56,50 | 3 107,50 |
| 165 - bordures d'angles 90° pour stationnement et entrées chartières | u | 38 | 52,50 | 1 995,00 |
| Fourniture et pose de bordures béton classe U+D | | | | |
| - bordures standard | | | | |
| 166 - bordures type T2 | ml | 20,00 | 35,00 | 700,00 |
| 167 - bordures type A2 | ml | 20,00 | 34,50 | 690,00 |
| 168 - bordures type AC2 | ml | 20,00 | 55,20 | 1 104,00 |
| Fourniture et pose de caniveaux béton classe U+D | | | | |
| - caniveaux standard | | | | |
| 169 - caniveau type CS1 | ml | 20,00 | 31,00 | 620,00 |
| 173 Dalles podotactiles | ml | 24,00 | 98,00 | 2 352,00 |
| **Mise à niveau - Adaptations** | | | | |
| Mise à niveau d'ouvrage | | | | |
| 175 - regard de visite | u | 30 | 90,00 | 2 700,00 |
| 176 - bouche à clé | u | 65 | 40,00 | 2 600,00 |
| 177 - regard de branchement particulier | u | 35 | 65,00 | 2 275,00 |
| 178 - regard divers | u | 20 | 65,00 | 1 300,00 |
| 179 - plus value pour changement de cadre + tampon 40x40 fonte C250 | u | 10 | 65,00 | 650,00 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 180 | - plus value pour changement cadre et tampon Ø600 fonte D400 | u | 8 | 135,00 | 1 080,00 |
| | **Adaptation et mise à niveau** | | | | |
| | Chambre Télécom | | | | |
| 181 | - sur trottoir | u | 12 | 130,00 | 1 560,00 |
| 182 | Grille avaloir | u | 5 | 120,00 | 600,00 |
| | **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **251 168,70** |

Lot VRD, VOIRIE - BORDURES - MISES A NIVEAUX - PAV : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 5 963,00 | 1 192,60 | 7 155,60 |
| | VOIRIE | 251 168,70 | 50 233,74 | 301 402,44 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **257 131,70** | 51 426,34 | **308 558,04** |

Lot VRD, VOIRIE - BORDURES - MISES A NIVEAUX - PAV : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, VOIRIE - BORDURES - MISES A NIVEAUX - PAV** | **257 131,70** | 51 426,34 | **308 558,04** |

## RESEAU EP

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarlève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX RESEAU EP | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| VOIRIE | | | | |
| 141 Refection provisoire de chaussée | m² | 200,00 | 2,90 | 580,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **580,00** |
| **RESEAUX EP** | | | | |
| **Terrassement** | | | | |
| Exécution et remblayage de tranchée en graves | | | | |
| - pour simple collecteur Ø 250 mm | | | | |
| 183 - profondeur jusqu'à 1.50 m | ml | 25,00 | 55,00 | 1 375,00 |
| 184 Enrobage béton | ml | 50,00 | 65,00 | 3 250,00 |
| **Collecteurs** | | | | |
| Tuyau en PVC | | | | |
| - SN8 | | | | |
| 185 - Ø 250 mm | ml | 25,00 | 29,00 | 725,00 |
| **Raccordement du réseau Ø250** | | | | |
| 186 Raccordement sur regard existant | u | 1 | 500,00 | 500,00 |
| Dispositifs d'évacuation des eaux pluviales | | | | |
| Fourniture et pose de caniveau préfabriqué à grille fonte | | | | |
| - caniveau sans pente | | | | |
| 187 - largeur intérieure 200 mm | ml | 65,00 | 195,00 | 12 675,00 |
| 188 - largeur intérieure 200mm (prévisions) | ml | 20,00 | 195,00 | 3 900,00 |
| 189 - largeur intérieure 300 mm | ml | 15,00 | 262,00 | 3 930,00 |
| Fourniture et pose d'avaloir avec raccordement au réseau E.P. | | | | |
| - grille 30 x 75 cm plate PMR | | | | |
| 190 - raccordement inférieur à 6 m | u | 37 | 825,00 | 30 525,00 |
| - grille 40 x 40 cm plate PMR | | | | |
| 191 - raccordement inférieur à 6 m | u | 22 | 670,00 | 14 740,00 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 192 | Plus value pour fouille PVC Ø200 supplémentaire | ml | 120,0 | | |
| 193 | Reprise de grilles avaloirs existantes | u | 5 | 200,00 | 1 000,00 |
| 194 | Condamnation de grilles existantes | u | 24 | 120,00 | 2 880,00 |
| 195 | Têtes d'aqueduc : pour Ø 300/400 | u | 2 | 550,00 | 1 100,00 |
| 196 | Reprofilage de fossé | ml | 20,00 | 13,00 | 260,00 |
| | **TOTAL RESEAUX EP** | | | **H.T.** | **85 260,00** |

Lot VRD, RESEAU EP : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | VOIRIE | 580,00 | 116,00 | 696,00 |
| | RESEAUX EP | 85 260,00 | 17 052,00 | 102 312,00 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **85 840,00** | 17 168,00 | **103 008,00** |

Lot VRD, RESEAU EP : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, RESEAU EP** | **85 840,00** | 17 168,00 | **103 008,00** |

## RESEAUX DIVERS

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarlièvre : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX RESEAUX DIVERS | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| VOIRIE | | | | |
| 141 Refection provisoire de chaussée | m² | 300,00 | 2,90 | 870,00 |
| Réfection définitive de chaussée sur fouille | | | | |
| 142 - finition en enrobé (6cm) | m² | 250,00 | 26,00 | 6 500,00 |
| 143 - finition en sable stabilisé identique à l'existant | m² | 150,00 | 13,00 | 1 950,00 |
| 144 Plus value pour ré intervention hors planning pour réfection de voirie | forfait | 1,0 | 500,00 | 500,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **9 820,00** |
| FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE | | | | |
| Terrassement | | | | |
| Exécution et remblayage en grave de tranchée | | | | |
| 197 - Tranchée pour 1 réseau (Ecl. Pub.) | ml | 850,00 | 30,00 | 25 500,00 |
| 198 - Tranchée pour 1 réseau (arrosage) | ml | 250,00 | 30,00 | 7 500,00 |
| 199 - Tranchée pour 2 réseaux (BT + Orange) | ml | 1 020,00 | 35,00 | 35 700,00 |
| 200 Plus value pour fouille au droit des réseaux (méthode douce) | ml | 1 870,00 | 6,00 | 11 220,00 |
| 201 Protection en béton des réseaux | ml | 100,00 | 25,00 | 2 500,00 |
| 203 Mise en attente des fourreaux derrière seuil ou mur | forfait | 25,0 | 40,00 | 1 000,00 |
| 204 Remontée contre les façades des Fourreaux | forfait | 32,0 | 30,00 | 960,00 |
| **Basse tension - Eclairage** | | | | |
| Fourniture et pose de gaine TPC | | | | |
| 205 - Ø 63 mm rouge avec tire-fil | ml | 750,00 | 3,50 | 2 625,00 |
| 206 - Ø 90 mm rouge avec tire-fil | ml | 220,00 | 5,00 | 1 100,00 |
| 207 - Ø 110 mm rouge avec tire fil | ml | 800,00 | 5,90 | 4 720,00 |
| 208 Fourniture et pose de câble pour mise à la terre | ml | 750,00 | 2,90 | 2 175,00 |
| 209 Regard 40x40cm | u | 10 | 280,00 | 2 800,00 |
| **Arrosage** | | | | |
| Fourniture et pose de gaine TPC | | | | |
| 210 - Ø 90 mm bleu avec tire-fil | ml | 250,00 | 5,00 | 1 250,00 |
| 211 Fourniture et pose de câble pour mise à la terre | ml | 750,00 | 2,90 | 2 175,00 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 212 | Regard 40x40cm | u | | | |
| | Orange | | | | |
| | Fourniture et pose de chambre téléphonique | | | | |
| | - type L2 avec deux trappes de 0.633 x 0.495 m | | | | |
| 213 | - L2T avec trappes classe 250 KN et épaisseur de paroi de la chambre de 0.15 m | u | 4 | 420,00 | 1 680,00 |
| | - type L1 avec une trappe de 0.633 x 0.495 m | | | | |
| 214 | - L1T avec trappe classe 250 KN et épaisseur de paroi de la chambre de 0.15 m | u | 2 | 350,00 | 700,00 |
| | **TOTAL FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE** | | | **H.T.** | **105 005,00** |

Lot VRD, RESEAUX DIVERS : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | VOIRIE | 9 820,00 | 1 964,00 | 11 784,00 |
| | FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE | 105 005,00 | 21 001,00 | 126 006,00 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **114 825,00** | 22 965,00 | **137 790,00** |

Lot VRD, RESEAUX DIVERS : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, RESEAUX DIVERS** | **114 825,00** | 22 965,00 | **137 790,00** |

## SIGNALISATION

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarlève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX SIGNALISATION | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| MOBILIER - SIGNALISATION | | | | |
| Signalisation verticale - panneaux | | | | |
| 215 - panneaux STOP (AB4) | u | 6 | 240,00 | 1 440,00 |
| 216 - Ceder le Passage (AB3a + M9c) | u | 5 | 260,00 | 1 300,00 |
| 217 - limitation 30km/h | u | 4 | 240,00 | 960,00 |
| 218 - Passage surélevé | u | 2 | 250,00 | 500,00 |
| 219 - pré signalisation passage surélevé | u | 2 | 245,00 | 490,00 |
| 220 - Cédez le passage piste cyclable | u | 4 | 245,00 | 980,00 |
| 222 - Panneau nom de rue | u | 6 | 255,00 | 1 530,00 |
| 224 Potelets métalliques | u | 35 | 139,00 | 4 865,00 |
| 225 Corbeille de propreté | u | 6 | 640,00 | 3 840,00 |
| Marquage routier | | | | |
| 227 Passage piéton | ml | 66,00 | 26,00 | 1 716,00 |
| 230 Marquage passage surélevé 'dents de requins' | ml | 18,00 | 37,50 | 675,00 |
| 231 Zone de ZEBRA jaune pour arrêt bus | m² | 100,00 | 8,90 | 890,00 |
| **Texte** | | | | |
| 232 Arrêt minute | u | 1 | 88,00 | 88,00 |
| 233 Effacement marquage routier | ml | 100,00 | 6,00 | 600,00 |
| **TOTAL MOBILIER - SIGNALISATION** | | | **H.T.** | **19 874,00** |

Lot VRD, SIGNALISATION : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | MOBILIER - SIGNALISATION | 19 874,00 | 3 974,80 | 23 848,80 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **19 874,00** | 3 974,80 | **23 848,80** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Lot VRD, SIGNALISATION : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, SIGNALISATION** | **19 874,00** | 3 974,80 | **23 848,80** |

## QUAI BUS

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>QUAI BUS | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| **Décaissement** | | | | |
| 117 - 50cm pour voirie | m³ | 80,00 | 17,80 | 1 424,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **1 424,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 128 Réglage précis sous voirie | m² | 160,00 | 1,70 | 272,00 |
| Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant | | | | |
| 130 - sous voirie | m² | 160,00 | 1,05 | 168,00 |
| **Remblais** | | | | |
| Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| - sous chaussée | | | | |
| 134 - grave 0/60 recyclé | m³ | 48,00 | 23,20 | 1 113,60 |
| 135 - grave 0/31.5 | m³ | 24,00 | 48,50 | 1 164,00 |
| Béton bitumineux | | | | |
| BBSG | | | | |
| - sous trottoir 125kg/m² | | | | |
| 149 - enrobés 0/6 | tonne | 20,00 | 169,40 | 3 388,00 |
| Bordures | | | | |
| 170 Fourniture et pose de bordures quai bus avec caniveau intégré | ml | 52,00 | 145,00 | 7 540,00 |
| 171 Fourniture et pose de bordure de transition T2-Quai bus | ml | 8,00 | 165,00 | 1 320,00 |
| 172 Fourniture et pose de pavés 10x 10cm | ml | 80,00 | 35,00 | 2 800,00 |
| 173 Dalles podotactiles | ml | 52,00 | 98,00 | 5 096,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **22 861,60** |
| FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE | | | | |
| Terrassement | | | | |
| Exécution et remblayage en grave de tranchée | | | | |
| 197 - Tranchée pour 1 réseau (Ecl. Pub.) | ml | 30,00 | 30,00 | 900,00 |
| **Basse tension - Eclairage** | | | | |
| Fourniture et pose de gaine TPC | | | | |
| 205 - Ø 63 mm rouge avec tire-fil | ml | 30,00 | 3,50 | 105,00 |
| 208 Fourniture et pose de câble pour mise à la terre | ml | 30,00 | 2,90 | 87,00 |
| 209 Regard 40x40cm | u | 2 | 280,00 | 560,00 |
| **TOTAL FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE** | | | **H.T.** | **1 652,00** |

Lot VRD, QUAI BUS : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| TERRASSEMENTS | 1 424,00 | 284,80 | 1 708,80 |
| VOIRIE | 22 861,60 | 4 572,32 | 27 433,92 |
| FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE | 1 652,00 | 330,40 | 1 982,40 |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **TOTAL Lot VRD** | | | |

Lot VRD, QUAI BUS : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, QUAI BUS** | **25 937,60** | 5 187,52 | **31 125,12** |

## TRAVAUX POUR ALTERNAT

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>TRAVAUX POUR ALTERNAT | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| **TRAVAUX PREPARATOIRES** | | | | |
| 101 Plus value pour réalisation des travaux en aternat | forfait | 1,0 | 5 350,00 | 5 350,00 |
| **TOTAL TRAVAUX PREPARATOIRES** | | | **H.T.** | **5 350,00** |
| VOIRIE | | | | |
| Reprofilage | | | | |
| 138 - sous voirie | m² | 3 500,00 | 3,40 | 11 900,00 |
| Enduit bicouche | | | | |
| 145 - sur chaussée | m² | 3 500,00 | 2,80 | 9 800,00 |
| Bordures | | | | |
| Fourniture et pose de bordures pierre naturelle en granit finition bouchardée sur les faces vues | | | | |
| 155 - bordures pierre 15x25cm | ml | 20,00 | 52,50 | 1 050,00 |
| 174 Enrobé à froid pour protection des tampons | forfait | 1,0 | 1 450,00 | 1 450,00 |
| **Mise à niveau - Adaptations** | | | | |
| Mise à niveau d'ouvrage | | | | |
| 175 - regard de visite | u | 30 | 90,00 | 2 700,00 |
| 176 - bouche à clé | u | 65 | 40,00 | 2 600,00 |
| 177 - regard de branchement particulier | u | 35 | 65,00 | 2 275,00 |
| 178 - regard divers | u | 20 | 65,00 | 1 300,00 |
| **Adaptation et mise à niveau** | | | | |
| Chambre Télécom | | | | |
| 181 - sur trottoir | u | 12 | 130,00 | 1 560,00 |
| 182 Grille avaloir | u | 5 | 120,00 | 600,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **35 235,00** |

Lot VRD, TRAVAUX POUR ALTERNAT : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| TRAVAUX PREPARATOIRES | 5 350,00 | 1 070,00 | 6 420,00 |
| VOIRIE | 35 235,00 | 7 047,00 | 42 282,00 |
| **TOTAL Lot VRD** | **40 585,00** | 8 117,00 | **48 702,00** |

Lot VRD, TRAVAUX POUR ALTERNAT : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, TRAVAUX POUR ALTERNAT** | **40 585,00** | 8 117,00 | **48 702,00** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Lot VRD, récapitulatif PERIGNAT SUD 2

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| PREPARATION | 60 800,00 | 12 160,00 | 72 960,00 |
| MACONNERIE | 114 685,00 | 22 937,00 | 137 622,00 |
| VOIRIE - CHAUSSEE LOURDE | 221 867,50 | 44 373,50 | 266 241,00 |
| VOIRIE - CHAUSSEE PARKING | 41 581,90 | 8 316,38 | 49 898,28 |
| VOIRIE - STATIONNEMENTS | 13 249,60 | 2 649,92 | 15 899,52 |
| VOIRIE - TROTTOIRS, ENTREES ET NIDAGRASS | 157 679,70 | 31 535,94 | 189 215,64 |
| VOIRIE - PISTE CYCLABLE | 98 916,50 | 19 783,30 | 118 699,80 |
| VOIRIE - ESPACES VERTS | 24 486,00 | 4 897,20 | 29 383,20 |
| VOIRIE - BORDURES - MISES A NIVEAUX - PAV | 257 131,70 | 51 426,34 | 308 558,04 |
| RESEAU EP | 85 840,00 | 17 168,00 | 103 008,00 |
| RESEAUX DIVERS | 114 825,00 | 22 965,00 | 137 790,00 |
| SIGNALISATION | 19 874,00 | 3 974,80 | 23 848,80 |
| QUAI BUS | 25 937,60 | 5 187,52 | 31 125,12 |
| TRAVAUX POUR ALTERNAT | 40 585,00 | 8 117,00 | 48 702,00 |
| **Lot VRD, total récapitulatif Pérignat** | **1 277 459,50** | 255 491,90 | **1 532 951,40** |

## NOALHAT- CHAUSSEE LOURDE

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>NOALHAT- CHAUSSEE LOURDE | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| Rabotage de la couche de surface | | | | |
| 113 - épaisseur : 0.17 m | m² | 740,00 | 5,10 | 3 774,00 |
| 116 Reconstitution de corps de chaussée | m² | 70,00 | 18,80 | 1 316,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **5 090,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 128 Réglage précis sous voirie | m² | 740,00 | 1,70 | 1 258,00 |
| 139 Accotement RD | ml | 140,00 | 12,50 | 1 750,00 |
| 140 Découpe soignée d'enrobé | ml | 12,00 | 8,00 | 96,00 |
| **Grave Bitume GB4** | | | | |
| 146 - sous chaussée et arrêt bus | tonne | 214,00 | 84,50 | 18 083,00 |
| 147 - plus value pour réalisation de passage surélevé | tonne | 58,00 | 25,00 | 1 450,00 |
| Béton bitumineux | | | | |
| BBSG | | | | |
| - sous chaussée | | | | |
| 148 - enrobés 0/10 | tonne | 93,00 | 114,80 | 10 676,40 |
| Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 152 - avec granulat Blot ou Vensat | m² | 140,00 | 6,50 | 910,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **34 223,40** |

Lot VRD, NOALHAT- CHAUSSEE LOURDE : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| TERRASSEMENTS | 5 090,00 | 1 018,00 | 6 108,00 |
| VOIRIE | 34 223,40 | 6 844,68 | 41 068,08 |
| **TOTAL Lot VRD** | **39 313,40** | 7 862,68 | **47 176,08** |

Lot VRD, NOALHAT- CHAUSSEE LOURDE : TOTAL GLOBAL

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| Désignation | | | |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, NOALHAT- CHAUSSEE LOURDE** | **39 313,40** | 7 862,68 | **47 176,08** |

## NOALHAT - CHAUSSEE LEGERE

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX NOALHAT - CHAUSSEE LEGERE | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| **Décaissement** | | | | |
| 117 - 50cm pour voirie | m³ | 50,00 | 17,80 | 890,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **890,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 128 Réglage précis sous voirie | m² | 100,00 | 1,70 | 170,00 |
| Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant | | | | |
| 130 - sous voirie | m² | 100,00 | 1,05 | 105,00 |
| **Remblais** | | | | |
| Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| - sous chaussée | | | | |
| 134 - grave 0/60 recyclé | m³ | 30,00 | 23,20 | 696,00 |
| 135 - grave 0/31.5 | m³ | 15,00 | 48,50 | 727,50 |
| 140 Découpe soignée d'enrobé | ml | 10,00 | 8,00 | 80,00 |
| Béton bitumineux | | | | |
| BBSG | | | | |
| - sous chaussée | | | | |
| 148 - enrobés 0/10 | tonne | 12,50 | 114,80 | 1 435,00 |
| Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 152 - avec granulat Blot ou Vensat | m² | 100,00 | 6,50 | 650,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **3 863,50** |

Lot VRD, NOALHAT - CHAUSSEE LEGERE : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| TERRASSEMENTS | 890,00 | 178,00 | 1 068,00 |
| VOIRIE | 3 863,50 | 772,70 | 4 636,20 |
| **TOTAL Lot VRD** | **4 753,50** | 950,70 | **5 704,20** |

Lot VRD, NOALHAT - CHAUSSEE LEGERE : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, NOALHAT - CHAUSSEE LEGERE** | **4 753,50** | 950,70 | **5 704,20** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

## NOALHAT- TROTTOIRS

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>NOALHAT- TROTTOIRS | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| **Décaissement** | | | | |
| 117 - 50cm pour voirie | m³ | 40,00 | 17,80 | 712,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **712,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 128 Réglage précis sous voirie | m² | 80,00 | 1,70 | 136,00 |
| Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant | | | | |
| 130 - sous voirie | m² | 80,00 | 1,05 | 84,00 |
| **Remblais** | | | | |
| Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| - sous trottoir | | | | |
| 136 - grave 0/60 recyclé | m³ | 24,00 | 23,20 | 556,80 |
| 137 - grave 0/31.5 | m³ | 12,00 | 48,50 | 582,00 |
| Béton bitumineux | | | | |
| BBSG | | | | |
| - sous trottoir 125kg/m² | | | | |
| 149 - enrobés 0/6 | tonne | 10,50 | 169,40 | 1 778,70 |
| Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 151 - avec granulat de type Aveyron Ocre | m² | 80,00 | 9,20 | 736,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **3 873,50** |
| FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE | | | | |
| Terrassement | | | | |
| 202 Recherche de gaines d'éclairage sur Noalhat | forfait | 1,0 | 485,00 | 485,00 |
| **TOTAL FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE** | | | **H.T.** | **485,00** |

Lot VRD, NOALHAT- TROTTOIRS : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| TERRASSEMENTS | 712,00 | 142,40 | 854,40 |
| VOIRIE | 3 873,50 | 774,70 | 4 648,20 |
| FOUILLES ENFOUISSEMENT / ARROSAGE | 485,00 | 97,00 | 582,00 |
| **TOTAL Lot VRD** | **5 070,50** | 1 014,10 | **6 084,60** |

Lot VRD, NOALHAT- TROTTOIRS : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, NOALHAT- TROTTOIRS** | **5 070,50** | 1 014,10 | **6 084,60** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

**NOALHAT- PISTE CYCLABLE**

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>NOALHAT- PISTE CYCLABLE | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| TERRASSEMENTS | | | | |
| **Décaissement** | | | | |
| 117 - 50cm pour voirie | m³ | 160,00 | 17,80 | 2 848,00 |
| **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **2 848,00** |
| VOIRIE | | | | |
| **Réglage** | | | | |
| 128 Réglage précis sous voirie | m² | 320,00 | 1,70 | 544,00 |
| Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant | | | | |
| 130 - sous voirie | m² | 320,00 | 1,05 | 336,00 |
| **Remblais** | | | | |
| Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière | | | | |
| - sous chaussée | | | | |
| 134 - grave 0/60 recyclé | m³ | 96,00 | 23,20 | 2 227,20 |
| 135 - grave 0/31.5 | m³ | 48,00 | 48,50 | 2 328,00 |
| Béton bitumineux | | | | |
| BBSG | | | | |
| - sous piste cyclable 125kg/m² | | | | |
| 150 - enrobés 0/6 | tonne | 40,00 | 132,00 | 5 280,00 |
| Grenaillage d'enrobé | | | | |
| 152 - avec granulat Blot ou Vensat | m² | 320,00 | 6,50 | 2 080,00 |
| **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **12 795,20** |
| MOBILIER - SIGNALISATION | | | | |
| Signalisation verticale - panneaux | | | | |
| 220 - Cédez le passage piste cyclable | u | 2 | 245,00 | 490,00 |
| Marquage routier | | | | |
| 226 Bande STOP ou CEDER LE PASSAGE | ml | 3,00 | 16,00 | 48,00 |
| 228 logo vélo thermo collé | u | 14 | 69,00 | 966,00 |
| 229 Axe de piste cyclable | ml | 145,00 | 2,05 | 297,25 |
| **TOTAL MOBILIER - SIGNALISATION** | | | **H.T.** | **1 801,25** |

Lot VRD, NOALHAT- PISTE CYCLABLE : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| TERRASSEMENTS | 2 848,00 | 569,60 | 3 417,60 |
| VOIRIE | 12 795,20 | 2 559,04 | 15 354,24 |
| MOBILIER - SIGNALISATION | 1 801,25 | 360,25 | 2 161,50 |
| **TOTAL Lot VRD** | **17 444,45** | 3 488,89 | **20 933,34** |

Lot VRD, NOALHAT- PISTE CYCLABLE : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, NOALHAT- PISTE CYCLABLE** | **17 444,45** | 3 488,89 | **20 933,34** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

# NOALHAT - BORDURES-MISES A NIVEAUX - SIGNALISATION

Aménagement de traverse
Avenue de la République-Département du Puy de Dôle
Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD

ESTIMATION DES TRAVAUX NOALHAT - BORDURES-MISES A NIVEAUX - SIGNALISATION

| n° | Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
|---|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | | | | |
| | **Décaissement** | | | | |
| 117 | - 50cm pour voirie | m³ | 42,00 | 17,80 | 747,60 |
| | **TOTAL TERRASSEMENTS** | | | **H.T.** | **747,60** |
| | VOIRIE | | | | |
| | **Réglage** | | | | |
| 128 | Réglage précis sous voirie | m² | 84,00 | 1,70 | 142,80 |
| 130 | Fourniture et pose d'un tissu anti-contaminant - sous voirie | m² | 84,00 | 1,05 | 88,20 |
| | **Remblais** | | | | |
| | Fourniture et mise en oeuvre de concassé de carrière - sous chaussée | | | | |
| 134 | - grave 0/60 recyclé | m³ | 26,00 | 23,20 | 603,20 |
| 135 | - grave 0/31.5 | m³ | 13,00 | 48,50 | 630,50 |
| | Bordures | | | | |
| | Fourniture et pose de bordures pierre naturelle en granit finition bouchardée sur les faces vues | | | | |
| 155 | - bordures pierre 15x25cm | ml | 20,00 | 52,50 | 1 050,00 |
| 160 | - bordures pierre demi caniveau 10-12cm x 20cm | ml | 20,00 | 38,90 | 778,00 |
| 161 | - bordures pierre 8x20 cm | ml | 320,00 | 34,50 | 11 040,00 |
| 162 | - bordures pierre 8x20cm (prévisions) | ml | 30,00 | 34,50 | 1 035,00 |
| 163 | - bordures 15x30cm posée à plat | ml | 185,00 | 56,50 | 10 452,50 |
| | Fourniture et pose de caniveaux béton classe U+D - caniveaux standard | | | | |
| 169 | - caniveau type CS1 | ml | 30,00 | 31,00 | 930,00 |
| | **Mise à niveau - Adaptations** | | | | |
| | Mise à niveau d'ouvrage | | | | |
| 175 | - regard de visite | u | 3 | 90,00 | 270,00 |
| 176 | - bouche à clé | u | 10 | 40,00 | 400,00 |
| 177 | - regard de branchement particulier | u | 2 | 65,00 | 130,00 |
| 178 | - regard divers | u | 2 | 65,00 | 130,00 |
| 179 | - plus value pour changement de cadre + tampon 40x40 fonte C250 | u | 3 | 65,00 | 195,00 |
| 180 | - plus value pour changement cadre et tampon Ø600 fonte D400 | u | 4 | 135,00 | 540,00 |
| | **Adaptation et mise à niveau** | | | | |
| | Chambre Télécom | | | | |
| 181 | - sur trottoir | u | 1 | 130,00 | 130,00 |
| | **TOTAL VOIRIE** | | | **H.T.** | **28 545,20** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

| | MOBILIER - SIGNALISATION | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Signalisation verticale - panneaux | | | | |
| 215 | - panneaux STOP (AB4) | u | 3 | 240,00 | 720,00 |
| 217 | - limitation 30km/h | u | 4 | 240,00 | 960,00 |
| 218 | - Passage surélevé | u | 2 | 250,00 | 500,00 |
| 219 | - pré signalisation passage surélevé | u | 2 | 245,00 | 490,00 |
| 220 | - Cédez le passage piste cyclable | u | 2 | 245,00 | 490,00 |
| 221 | - chaussée rétrécie | u | 2 | 245,00 | 490,00 |
| 222 | - Panneau nom de rue | u | 2 | 255,00 | 510,00 |
| 223 | Déplacement panneau d'entrée de ville | u | 1 | 95,00 | 95,00 |
| | Marquage routier | | | | |
| 230 | Marquage passage surélevé 'dents de requins' | ml | 12,00 | 37,50 | 450,00 |
| | **TOTAL MOBILIER - SIGNALISATION** | | | **H.T.** | **4 705,00** |

Lot VRD, NOALHAT - BORDURES-MISES A NIVEAUX - SIGNALISATION : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | TERRASSEMENTS | 747,60 | 149,52 | 897,12 |
| | VOIRIE | 28 545,20 | 5 709,04 | 34 254,24 |
| | MOBILIER - SIGNALISATION | 4 705,00 | 941,00 | 5 646,00 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **33 997,80** | 6 799,56 | **40 797,36** |

Lot VRD, NOALHAT - BORDURES-MISES A NIVEAUX - SIGNALISATION : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, NOALHAT - BORDURES-MISES A NIVEAUX - SIGNALISATION** | **33 997,80** | 6 799,56 | **40 797,36** |

## NOALHAT - RESEAU EP

| Aménagement de traverse<br>Avenue de la République-Département du Puy de Dôle<br>Commune de Pérignat les Sarliève : Lot VRD | | | ESTIMATION DES TRAVAUX<br>NOALHAT - RESEAU EP | |
|---|---|---|---|---|
| n° Désignation | Unité | Quantité | Prix € | Total € |
| **RESEAUX EP** | | | | |
| Dispositifs d'évacuation des eaux pluviales<br>Fourniture et pose d'avaloir avec raccordement au réseau E.P.<br>- grille 30 x 75 cm plate PMR | | | | |
| 190 - raccordement inférieur à 6 m | u | 4 | 825,00 | 3 300,00 |
| - grille 40 x 40 cm plate PMR | | | | |
| 191 - raccordement inférieur à 6 m | u | 4 | 670,00 | 2 680,00 |
| 192 Plus value pour fouille PVC Ø200 supplémentaire | ml | 20,00 | 70,00 | 1 400,00 |
| 194 Condamnation de grilles existantes | u | 4 | 120,00 | 480,00 |
| Têtes d'aqueduc : | | | | |
| 195 pour Ø 300/400 | u | 4 | 550,00 | 2 200,00 |
| 196 Reprofilage de fossé | ml | 125,00 | 13,00 | 1 625,00 |
| **TOTAL RESEAUX EP** | | | **H.T.** | **11 685,00** |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

Lot VRD, NOALHAT - RESEAU EP : RECAPITULATIF GLOBAL

| n° | Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|---|
| | RESEAUX EP | 11 685,00 | 2 337,00 | 14 022,00 |
| | **TOTAL Lot VRD** | **11 685,00** | 2 337,00 | **14 022,00** |

Lot VRD, NOALHAT - RESEAU EP : TOTAL GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| **Lot VRD, NOALHAT - RESEAU EP** | **11 685,00** | 2 337,00 | **14 022,00** |

Lot VRD, récapitulatif NOALHAT

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| NOALHAT- CHAUSSEE LOURDE | 39 313,40 | 7 862,68 | 47 176,08 |
| NOALHAT - CHAUSSEE LEGERE | 4 753,50 | 950,70 | 5 704,20 |
| NOALHAT- TROTTOIRS | 5 070,50 | 1 014,10 | 6 084,60 |
| NOALHAT- PISTE CYCLABLE | 17 444,45 | 3 488,89 | 20 933,34 |
| NOALHAT - BORDURES-MISES A NIVEAUX - SIGNALISATION | 33 997,80 | 6 799,56 | 40 797,36 |
| NOALHAT - RESEAU EP | 11 685,00 | 2 337,00 | 14 022,00 |
| **Lot VRD, total NOALHAT** | **112 264,65** | 22 452,93 | **134 717,58** |

Lot VRD, récapitulatif GLOBAL

| Désignation | H.T. € | T.V.A 20.0% € | T.T.C. € |
|---|---|---|---|
| PERIGNAT SUD 2 | 1 277 459,50 | 255 491,90 | 1 532 951,40 |
| NOALHAT | 112 264,65 | 22 452,93 | 134 717,58 |
| **Lot VRD, total toutes tranches** | **1389724,15** | 277 944,83 | **1 667 668,98** |

6/09/2021

COLAS
Etablissement de GERZAT
4 rue André Marie Ampère - 63360 GERZAT
Tél. 04 73 69 96 30 - Fax : 04 73 69 96 39
Siret : 329 338 883 02688

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

DE

DÉTAIL ESTIMATIF

## Rue Poncillon sud

| ARTICLE | INDICE TP | DESIGNATION DE LA NATURE DE L'OUVRAGE (et prix unitaires en toutes lettres) | U | P.U. | QT | TOTAL H.T. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **CHAPITRE 01 : INSTALLATION ET PRÉPARATION DES CHANTIER – REPÉRAGE DES RÉSEAUX – SIGNALISATION DE CHANTIER** | | | | |
| 1.102 | TP08 | Préparation, installation et Sécurisation du chantier<br>• Pour un chantier dont le montant est supérieur à 300 000€ HT<br><br>LE FORFAIT : quinze mille cent cinquante euros | F | 15 150,00 € | 1,00 | 15 150,00 € |
| 1.103 | TP08 | Constat d'Huissier réalisé à la demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre.<br>Ce prix comprend :<br>- l'établissement d'un constat d'huissier avant travaux et identifiant avec précision tous les points défectueux et reportage photo, exécuté le long des deux façades de la voie.<br>- la remise au maître d'œuvre d'une version papier du constat d'huissier<br>- la remise au maître d'œuvre du constat et des photos en haute résolution au format numérique, sur CD ou clé USB.<br>Forfait pour 500ml de voirie, 2 façades comprises | Forfait | 210,00 € | 2,00 | 420,00 € |
| 1.202 | TP08 | Sondage pour recherche du positionnement de réseau enterrés existants.<br>Ce prix comprend :<br>- l'amené et le repli du matériel,<br>- le découpage du revêtement ou dépose des éléments de revêtement,<br>- le terrassement manuel ou mécanique et épuisements, pour des profondeurs maxi de 1,30m ne nécessitant pas de blindage,<br>- le remblaiement en tout venant ou en matériaux de réemploi,<br>- l'évacuation et tri des déchets,<br>- le piquetage du réseau identifié,<br>- le croquis détaillé des éléments rencontrés (données en X,Y,Z Z du réseau déterminées par triangulation par rapport à des points de référence indiquées par le maître d'œuvre).<br><br>LE MÈTRE CUBE : trois cent quinze euros | M3 | 315,00 € | 5,00 | 1 575,00 € |
| 1.205 | TP08 | Fourniture d'un plan de récolement en X,Y,Z des réseaux mis en œuvre.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture d'un plan de récolement du réseau principal (hors branchements) mis en œuvre par l'entrepreneur.<br>- dans le cas de réseaux parallèles, un seul linéaire sera compté (ex fourreaux EP, un seul fourreau sera repéré en X,Y,Z avec mention indicative du nombre de fourreaux et caractéristiques en parallèle).<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : un euro sept cents | ML | 1,07 € | 1 000,00 | 1 070,00 € |
| 1.206 | TP08 | Fourniture d'un plan en X,Y,Z des réseaux découverts lors du chantier.<br>Ce prix rémunère au mètre linéaire de réseaux découverts à représenter sur plan (branchements compris et organes spécifiques du réseau rencontré) la fourniture d'un plan de réseau en X,Y,Z en vue de sa transmission à l'exploitant concerné.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : vingt-six euros soixante-dix-huit cents | ML | 26,78 € | 20,00 | 535,60 € |
| 1.301 | TP08 | Mise en place de séparateurs plastiques :<br>Ce prix rémunère, au mètre linéaire, la mise en place de séparateurs plastiques modulaires de voies K16 blancs et rouges lestés lorsque le maître d'œuvre l'impose, y compris maintenance pendant la durée du chantier. Cette prestation comprend la fourniture et la récupération par l'entreprise. Cette prestation peut intervenir sur chantier ou hors chantier selon les besoins de la Collectivité.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : quatre euros trente-six cents | ML | 4,36 € | 600,00 | 2 616,00 € |
| 1.302 | TP08 | Panneau d'information de chantier :<br>Ce prix rémunère au mètre carré de panneau, la fourniture et mise en place de panneau d'information de chantier sur structure amovible ou fixe y compris maintenance pendant la durée du chantier conformément aux prescriptions du C.C.T.P. article 1-08<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : cinquante-deux euros cinquante cents | M2 | 52,50 € | 8,00 | 420,00 € |
| | | **CHAPITRE 02 : LEVÉ TOPOGRAPHIQUE – ÉTUDES – ESSAIS** | | | | |
| 2.102 | TP08 | Réalisation d'un essai de portance ou de déflection.<br>Ce prix comprend :<br>- la mise à disposition du matériel pour la réalisation de l'essai<br>- la réalisation de l'essai selon la méthode la plus adaptée (essai à la plaque, mesure de déflection, etc.)<br>- l'établissement et l'analyse d'un rapport<br><br>Pour un essais commandé par la Maître d'oeuvre.<br>Dans le cadre d'un contrôle interne, cet essai est à la charge de l'entreprise.<br><br>LE FORFAIT : mille cent soixante et onze euros quatre-vingt cents | F | 1 171,80 € | 1,00 | 1 171,80 € |
| | | **CHAPITRE 03 : TERRASSEMENTS – TRAVAUX PRÉPARATOIRES – DÉMOLITION – TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES** | | | | |
| 3.104 | TP03a | Terrassement dans terrain de toute nature.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement en masse pour décaissement de fondations de chaussée, de trottoirs, de parkings, d'ouvrages (mur, etc.) dans des terrains de toute nature (hors rocher ou béton) avec possibilité de présence de réseaux<br>- l'installation de protections (grillage plastifié, clôture de chantier, etc.) et de la signalisation réglementaire<br>- y compris toutes sujétions<br><br>Le M3 en place, hors évacuation des déblais<br><br>LE MÈTRE CUBE : six euros cinq cents | M3 | 6,05 € | 1 650,00 | 9 982,50 € |

Signé par : Florian TROISPOUX
Date : 07/12/2021
Qualité : Chef du service
Commande Publique

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE

DE

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3.106 | TP03a | Plus-value au prix de terrassement.<br>• Pour l'emploi du brise-béton.<br><br>LE MÈTRE CUBE : soixante-dix-neuf euros trente-huit cents | M3 | 79,38 € | 10,00 | 793,80 € |
| 3.107 | TP03a | Chargement, transport et évacuation de déblais.<br>Ce prix comprend :<br>- le chargement, transport et déchargement des déblais aux décharges choisies par l'entrepreneur, y compris traitement, quelle que soit la distance.<br><br>LE MÈTRE CUBE trois euros soixante-trois cents | M3 | 3,63 € | 1 660,00 | 6 025,80 € |
| 3.110 | TP03a | Réalisation de purge sur une zone de chaussée non portante.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement de la zone à purger, quelque soit la nature matériau en place<br>- le chargement et l'évacuation des déblais en décharge<br>- le compactage du fond de forme<br>- le remblai en GNT 0/31,5 de type A, conformément aux prescriptions du guide technique "Réalisation des remblais et des couches de formes".<br><br>LE MÈTRE CUBE : soixante-neuf euros soixante-quatre cents | M3 | 69,64 € | 50,00 | 3 482,00 € |
| 3.203 | TP08 | Réglage, compactage et finition du fond de forme sous fondation de chaussée, parking, etc...<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : un euro trente-trois cents | M2 | 1,33 € | 2 675,00 | 3 557,75 € |
| 3.204 | TP08 | Réglage, compactage et finition du fond de forme sous fondation de trottoir ou toutes largeurs inférieures à 2,00 ml.<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : un euro trente-trois cents | M2 | 1,33 € | 1 460,00 | 1 941,80 € |
| 3.205 | TP08 | Exécution d'une découpe à la scie ou à la bêche (suivant demande du Maître d'Œuvre) dans l'enrobé ou le béton.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : sept euros vingt-six cents | ML | 7,26 € | 350,00 | 2 541,00 € |
| 3.301 | TP08 | Démolition de revêtement de trottoir en enrobés ou en asphalte.<br>Ce prix comprend :<br>- la démolition du revêtement<br>- le chargement et l'évacuation des déblais en décharge choisie par l'entrepreneur.<br>Pour une épaisseur allant jusqu'à 5 cm.<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : quatre euros vingt-quatre cents | M2 | 4,24 € | 1 360,00 | 5 766,40 € |
| 3.302 | TP08 | Démolition de revêtement de chaussée en enrobés.<br>Ce prix comprend :<br>- la démolition du revêtement<br>- le chargement et l'évacuation des déblais en décharge choisie par l'entrepreneur.<br>Pour une épaisseur comprise entre 5 et 12 cm<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : quatre euros vingt-quatre cents | M2 | 4,24 € | 3 210,00 | 13 610,40 € |
| 3.305 | TP08 | Démolition de bordures et caniveaux existants.<br>Ce prix comprend :<br>- la démolition des bordures/caniveaux<br>- la démolition du béton de pose<br>- le chargement et évacuation des déblais en décharge choisie par l'entrepreneur.<br><br>La démolition d'un ensemble bordure + caniveau compte pour 1ml | ML | 8,47 € | 1 050,00 | 8 893,50 € |

## CHAPITRE 04 : MATÉRIAUX POUR REMBLAIS

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4.105 | TP08 | Fourniture et mise en œuvre mécanique de GNT de type A 0/20 ou 0/31,5.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture, le transport et la mise en œuvre du matériau<br>- le réglage et compactage du matériau<br>- le mètre cube en place<br>Pour couche de fondation ou couche de base | M3 | 33,15 € | 1 350,00 | 44 752,50 € |
| 4.106 | TP08 | Fourniture, transport et mise en œuvre de GRAVE RECYCLÉE 0/60 à 0/100.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de matériaux de démolition conforme au guide 2005 version 2 du CETRA Rhône-Alpes<br>- le réglage et compactage du matériau<br>- le mètre cube en place<br>Pour couche de forme, fondation de trottoir ou de stationnement.<br><br>Pour un usage en couche de fondation de chaussée, le matériau devra présenter des caractéristiques mécaniques suffisantes, analyses techniques à l'appui. Par ailleurs, le matériau devra recevoir l'agrément du maître d'œuvre.<br><br>LE MÈTRE CUBE : trente-deux euros quatre-vingt cents | M3 | 32,80 € | 10,00 | 328,00 € |
| 4.107 | TP08 | Plus-value aux prix de mise en œuvre mécanique de GNT ou GRAVE RECYCLÉE<br>• Pour mise en œuvre à la main en cas d'impossibilité d'emploi de tous engins mécaniques types : niveleuse, camion 6x4, tractopelle, pelle sur pneu.<br><br>LE MÈTRE CUBE : six euros soixante-trois cents | M3 | 6,63 € | 100,00 | 663,00 € |

## CHAPITRE 05 : REVÊTEMENTS

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5.103 | TP09 | Couche d'accrochage à rupture rapide<br>• Couche d'accrochage "propre", le liant n'adhérant pas aux pneus<br>Ce prix comprend :<br>- le nettoyage du support par balayage et aspiration<br>- la protection des différents ouvrages<br>- la fourniture, le transport et le répandage du liant (émulsion de bitume dur, au plus égal à 35/50, à 65 %) à raison de 400 g/M² de bitume résiduel.<br>- l'application d'un rupteur si nécessaire, selon les conditions d'application<br>- la signalisation et toutes sujétions de mise en œuvre en milieu urbain<br>Pour liaison entre deux couches d'enrobés.<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : zéro euro soixante-quatorze cents | M2 | 0,74 € | 2 675,00 | 1 979,50 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5.104 | TP09 | Couche d'imprégnation à l'émulsion de bitume.<br>• Étanchéification du sol support, scellement granulaire, remise en circulation avant la réalisation des enrobés<br>Ce prix comprend :<br>- les préparations du support et protections des différents ouvrages<br>- la fourniture, le transport et le répandage du liant (émulsion de bitume acide à 65%), le gravillonnage à raison de 1,5 kg d'émulsion et 8 litres de gravillons 4/6 ou 6/10<br>- le cylindrage à raison de 3 passages par couche<br>- le balayage et l'aspiration des rejets après stabilisation de l'enduit<br>- la signalisation réglementaire et toutes sujétions de mise en œuvre en milieu urbain.<br>Pour liaison entre le sol support et un béton bitumineux.<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : un euro treize cents | M2 | 1,13 € | 2 675,00 | 3 022,75 € |
| 5.109 | TP09 | Béton Bitumineux Semi-Grenu (BBSG) granulats basalte ou granite.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture, le transport et la mise en œuvre mécaniquement de matériaux enrobés type béton bitumineux semi-grenu (BBSG)<br>- enrobés à chaud<br>- granulométrie 0/6, 0/8, 0/10 ou 0/14<br>- liants hydrocarbonés<br>- granulats basalte ou granite<br>- conformément aux prescriptions du CCTP.<br>Pour couche de roulement ou de surface<br><br>LA TONNE : cent dix-sept euros seize cents | T | 117,16 € | 370,00 | 43 349,20 € |
| 5.110 | TP09 | Béton Bitumineux Semi-Grenu (BBSG) granulats calcaire.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture, le transport et la mise en œuvre mécanique de matériaux enrobés type béton bitumineux semi-grenu (BBSG)<br>- enrobés à chaud<br>- granulométrie 0/6, 0/8, 0/10 ou 0/14<br>- liants hydrocarbonés<br>- granulats calcaires ("Sinat- Carrière Saint-Urbain- Campagnac" ou similaire)<br>- conformément aux prescriptions du CCTP.<br>Pour couche de roulement ou de surface<br><br>LA TONNE : cent quarante et un euros quatre-vingt-trois cents | T | 141,83 € | 135,00 | 19 147,05 € |
| 5.117 | TP09 | Grave Bitume (GB) classe 4<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture, le transport et la mise en œuvre mécanique de matériaux enrobés type Grave Bitume (GB) classe 4<br>- enrobés à chaud<br>- granulométrie 0/14 ou 0/20<br>- liants hydrocarbonés<br>- granulats basalte ou granite<br>- conformément aux prescriptions du CCTP.<br>Pour couche de base<br><br>LA TONNE : soixante-dix euros trente-cinq cents | T | 70,35 € | 620,00 | 43 617,00 € |
| 5.119 | TP09 | Grenaillage.<br>Ce prix comprend :<br>- le grenaillage en 3 passes croisées<br>- le sablage des tours de regards<br>- le sablage des pieds de façades<br>- le sablage le long des bordures si nécessaire<br>- le sablage de toutes zones inaccessibles à la grenailleuse<br>- le sablage des défauts d'aspect si nécessaire (bande de passage de la grenailleuse, mauvais chevauchement des passes, ...)<br>La réalisation de planches d'essais sera compris dans le prix unitaire.<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : six euros trente cents | M2 | 6,30 € | 1 075,00 | 6 772,50 € |
| | | **CHAPITRE 06 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS – IRRIGATION** | | | | |
| 6.106 | TP08 | Protection d'arbre en phase chantier<br>Ce prix comprend:<br>- La mise en place de gaine TPC Ø75 enroulés autour du tronc sur une hauteur de 2,50m, fixés par un lien souple, .<br>- Le maintien de ces protections pendant tout le déroulement du chantier ainsi que leur entretiens<br>- Y compris toutes sujétions nécessaires à la bonne réalisation de ces opérations<br><br>L'UNITÉ : soixante et onze euros quarante-trois cents | U | 71,43 € | 8,00 | 571,44 € |
| 6.107 | TP08 | Réalisation d'une fosse d'arbre en mélange terre/pierre.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement et évacuation du matériau en place<br>- la fourniture et mise en œuvre de mélange terre/pierre composé de :<br>• 1 volume de terre<br>• 3 volumes de pouzzolane 40/80<br>- le prix est au M3 en place.<br>Attention: Volume de pouzzolane + Volume de terre = Volume de pouzzolane<br><br>LE MÈTRE CUBE : quatre-vingt-dix euros trente-cinq cents | M3 | 90,35 € | 60,00 | 5 421,00 € |
| 6.110 | TP08 | Fourniture et mise en œuvre de terre végétale.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture de terre végétale exempte de cailloux < Ø20 ou de corps étrangers (adventices ...)<br>- le chargement, transport et déchargement de la terre végétale,<br>- la mise en œuvre, le réglage, le tri des cailloux > Ø20. | M3 | 30,56 € | 215,00 | 6 570,40 € |
| | | **CHAPITRE 07 : BORDURES – CANIVEAUX – DALLAGES** | | | | |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.104 | TP08 | Fourniture et pose de caniveaux CS2 surface non traitée.<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture d'éléments préfabriqués en béton de basalte de classe U+D.<br>- la fourniture de pièces spéciales pour raccordements.<br>- la pose, en alignement droit ou en courbe, de ces éléments.<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais.<br>- l'implantation, le nivellement et le compactage du fond de forme.<br>- la réalisation du lit de pose en béton C12/15 de 15 cm d'épaisseur.<br>- le jointolement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br>- le calage arrière et avant en béton sur les 2/3 de la hauteur enterrée.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : vingt-deux euros quatre-vingt-dix-neuf cents | ML | 22,99 € | 440,00 | 10 115,60 € |
| 7.105 | TP08 | Fourniture et pose de bordures T3 aspect basalte.<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture d'éléments préfabriqués en béton de basalte de classe U+D.<br>- la fourniture de pièces spéciales pour raccordements.<br>- la pose, en alignement droit ou en courbe, de ces éléments.<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais.<br>- l'implantation, le nivellement et le compactage du fond de forme.<br>- la réalisation du lit de pose en béton C12/15 de 15 cm d'épaisseur.<br>- le jointolement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br>- le calage arrière et avant en béton sur les 2/3 de la hauteur enterrée.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : quarante et un euros soixante-dix-neuf cents | ML | 41,79 € | 760,00 | 31 760,40 € |
| 7.106 | TP08 | Fourniture et pose de bordures T3 basse aspect basalte.<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture d'éléments préfabriqués en béton de basalte de classe U+D.<br>- la fourniture de pièces spéciales pour raccordements.<br>- la pose, en alignement droit ou en courbe, de ces éléments.<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais.<br>- l'implantation, le nivellement et le compactage du fond de forme.<br>- la réalisation du lit de pose en béton C12/15 de 15 cm d'épaisseur.<br>- le jointoiement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br>- le calage arrière et avant en béton sur les 2/3 de la hauteur enterrée.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : quarante-quatre euros quatre-vingt-treize cents | ML | 44,93 € | 86,00 | 3 863,98 € |
| 7.107 | TP08 | Fourniture et pose de pièces d'angle "T3 courbe" (R=0,50m) aspect basalte<br>Pour tête de stationnement.<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture d'éléments préfabriqués en béton de basalte de classe U+D.<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais.<br>- l'implantation, le nivellement et le compactage du fond de forme.<br>- la réalisation du lit de pose en béton C12/15 de 15 cm d'épaisseur.<br>- le jointolement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br>- le calage arrière et avant en béton sur les 2/3 de la hauteur enterrée.<br><br>L'UNITÉ : soixante-sept euros quatre-vingt-onze cents | U | 67,91 € | 17,00 | 1 154,47 € |
| 7.108 | TP08 | Fourniture et pose de pièces d'angle "T3 angle int. Moulé" aspect basalte<br>Pour fond de stationnement.<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture d'éléments préfabriqués en béton de basalte de classe U+D.<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais.<br>- l'implantation, le nivellement et le compactage du fond de forme.<br>- la réalisation du lit de pose en béton C12/15 de 15 cm d'épaisseur.<br>- le jointolement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br>- le calage arrière et avant en béton sur les 2/3 de la hauteur enterrée.<br><br>L'UNITÉ : soixante-sept euros quatre-vingt-onze cents | U | 67,91 € | 12,00 | 814,92 € |
| 7.112 | TP08 | Fourniture et pose de bordures CR1 aspect basalte.<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture d'éléments préfabriqués en béton de basalte de classe U+D.<br>- la fourniture de pièces spéciales pour raccordements.<br>- la pose, en alignement droit ou en courbe, de ces éléments.<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais.<br>- l'implantation, le nivellement et le compactage du fond de forme.<br>- la réalisation du lit de pose en béton C12/15 de 15 cm d'épaisseur.<br>- le jointolement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br>- le calage arrière et avant en béton sur les 2/3 de la hauteur enterrée.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : vingt-neuf euros vingt-cinq cents | ML | 29,25 € | 200,00 | 5 850,00 € |
| 7.140 | TP08 | Fourniture et pose de dalles Podotactile 60x42 cm<br>• couleur contrastée selon le revêtement (soumis à la validation du maître d'œuvre)<br>• aspect lisse ou rugueux selon la demande<br><br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture d'éléments préfabriqués en béton de classe U+D.<br>- la pose, en alignement droit ou en courbe, de ces éléments.<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais.<br>- l'implantation, le nivellement et le compactage du fond de forme.<br>- la réalisation du lit de pose en béton C12/15 de 15 cm d'épaisseur.<br>- le jointolement compris, couleur similaire à celle des dalles<br>- conforme à la norme NF 98-351<br>Pour les trottoirs d'une largeur maximale supérieur à 1.90 m<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : quatre-vingt-trois euros cinquante-huit cents | ML | 83,58 € | 24,00 | 2 005,92 € |

## CHAPITRE 08 : RÉSEAUX
### 8-1 - EAU, ASSAINISSEMENT

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 8.102 | TP03a | Fouille en rigoles blindé, Profondeur > 1,30m.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement mécanique et l'évacuation des déblais aux décharges de l'entreprise<br>- le réglage du fond de fouille,<br>- le blindage de la fouille<br>- la protection et la signalisation de l'ouvrage<br>Le fascicule 70 prévoit les largeurs de fouilles mini (Lmini) suivante :<br>- Pour une profondeur P : 1,30m < P ≤ 2,50m, Lmini > 1,40m<br>- Pour une profondeur P : 2,50m < P ≤ 3,50m, Lmini > 1,70m<br>- Pour une profondeur P : 3,50m < P ≤ 5,50m, Lmini > 2,00m<br>Conformément aux normes en vigueur.<br>LE MÈTRE CUBE : vingt-six euros huit cents | M3 | 26,08 € | 150,00 | 3 912,00 € |
| 8.103 | TP03a | Plus-value aux prix de fouilles en rigoles<br>• Pour fouille effectué à l'aspiratrice<br>LE MÈTRE CUBE : cent cinquante euros | M3 | 150,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8.104 | TP08 | Fourniture, transport et mise en œuvre de sable 0/2 ou 0/4 pour confection lit de pose de 10 cm d'épaisseur et l'enrobage jusqu'à 20 cm au-dessus des canalisations.<br>LE MÈTRE CUBE : trente-six euros cinquante et un cents | M3 | 36,51 € | 50,00 | 1 825,50 € |
| 8.105 | TP08 | Fourniture et mise en place de grillage avertisseur (largeur 30 cm), la pose est effectuée 20 cm au dessus de la génératrice supérieure des réseaux.<br>LE MÈTRE LINÉAIRE : un euro quatre cents | ML | 1,04 € | 100,00 | 104,00 € |
| 8.106 | TP08 | Remblaiement de tranché en GNT de type A 0/31,5.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de GNT de type A 0/31,5 jusqu'au niveau de la couche de base.<br>- La mise en œuvre et le compactage par couches successives conformément au guide de remblayage des tranchées<br>Le mètre cube en place<br>LE MÈTRE CUBE : trente-six euros cinquante et un cents | M3 | 36,51 € | 100,00 | 3 651,00 € |
| 8.108 | TP08 | Fourniture et pose de canalisation PVC Ø ≤ 200 mm.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture de tuyaux PVC Ø ≤ 200 mm Classe SN8 ou résistance équivalente<br>- la mise en place avec joints, et toutes pièces spéciales de raccordement<br>- la fourniture et pose de grillage avertisseur, couleur marron de largeur 30 cm.<br>- le prix ne prend pas en compte le terrassement | ML | 26,08 € | 100,00 | 2 608,00 € |
| 8.113 | TP08 | Réalisation d'un regard préfabriqué ≤ 400x400 mm.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais<br>- la fourniture et pose d'éléments béton préfabriqué, dimensions intérieur 400x400<br>- la fourniture et pose d'un tampon hydraulique 500x500,classe B125<br>- la fourniture et pose de toutes pièces spéciales de raccordement<br>Selon la destination de l'ouvrage :<br>- la réalisation d'une cunette béton en béton B25 ou<br>- la réalisation d'un radier en béton B25 et la mise en œuvre d'éléments de raccordement et de siphonnage en PVC.<br>Pour une profondeur allant jusqu'à 1,50 ml<br>L'UNITÉ : deux cent soixante euros soixante-six-sept cents | U | 260,77 € | 1,00 | 260,77 € |
| 8.119 | TP08 | Construction de regard avaloir « ouverture intégrale » pour bordure profil A ou T.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais<br>- la fourniture et mise en place d'un bac étanche type SODECO ou équivalent<br>- la mise en place d'un gabarit correspondant aux dimensions intérieures du bac afin d'éviter le flambage des parois<br>- le béton B25 pour radier et parois<br>- la fourniture et pose des éléments de raccordement et de siphonnage en PVC, Ø 200, classe 34 ou CR 8 ou équivalent<br>- la fourniture et pose d'une grille 750x640 mm et son cadre en fonte à sceller, classe C250<br>Conformément à l'annexe assainissement du CCTP<br>L'UNITÉ : quatre cent soixante-neuf euros trente-huit cents | U | 469,38 € | 10,00 | 4 693,80 € |
| 8.122 | TP08 | Construction de regard avaloir 850 X 400 mm ou 750 X 300 mm.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais<br>- la fourniture et mise en place d'un bac étanche type SODECO ou équivalent<br>- la mise en place d'un gabarit correspondant aux dimensions intérieures du bac afin d'éviter le flambage des parois<br>- le béton B25 pour radier et parois<br>- la fourniture et pose des éléments de raccordement et de siphonnage en PVC, Ø 200, classe 34 ou CR 8 ou équivalent<br>- la fourniture et pose d'une grille plate ou concave en 850x400 ou 750x300 et son cadre en fonte à sceller, classe C250<br>Conformément à l'annexe assainissement du CCTP<br>L'UNITÉ : quatre cent soixante-neuf euros trente-huit cents | U | 469,38 € | 4,00 | 1 877,52 € |
| 8.125 | TP08 | Raccordement sur collecteur ou canaux en béton armé Ø ≤ 300 mm<br>Ce prix comprend :<br>- les terrassements et l'évacuation des déblais et toutes sujétions<br>- le percement à la couronne ou à la scie<br>- la fourniture et pose des pièces spéciales de raccordement<br>- l'enrobage éventuel en béton du raccord<br>L'UNITÉ : deux cent huit euros soixante et un cents | U | 208,61 € | 10,00 | 2 086,10 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 8.132 | TP08 | **Mise à niveau de tampons sous chaussé Ø ≥ 600 mm sur une hauteur de ± 12 cm**<br>**Ce prix comprend :**<br>**- la dépose du dispositif, la démolition du béton**<br>**- la mise à niveau de dispositifs de fermeture de regard en fonte, acier ou béton, en surélévation ou abaissement jusqu'à 12 cm de hauteur MAXIMUM.**<br>**- la fourniture et mise en place d'un système de scellement comprenant 4 barres filetées Ø16 mm en acier inoxydable avec écrous et rondelles pour réglage.**<br>**- le scellement en matériau agréé**<br>**- le coffrage nécessaire**<br>**- le nettoyage du regard et toutes sujétions.**<br>**Une mise à la niveau > 12 cm entraînera le changement/l'ajout d'éléments préfabriqués**<br><br>**L'UNITÉ : cent soixante-neuf euros soixante et un cents** | U | 169,61 € | 14,00 | 2 374,54 € |
| 8.132 | TP08 | **Mise à niveau de tampons sous chaussé Ø ≥ 600 mm sur une hauteur de ± 12 cm**<br>**Ce prix comprend :**<br>**- la dépose du dispositif, la démolition du béton**<br>**- la mise à niveau de dispositifs de fermeture de regard en fonte, acier ou béton, en surélévation ou abaissement jusqu'à 12 cm de hauteur MAXIMUM.**<br>**- la fourniture et mise en place d'un système de scellement comprenant 4 barres filetées Ø16 mm en acier inoxydable avec écrous et rondelles pour réglage.**<br>**- le scellement en matériau agréé**<br>**- le coffrage nécessaire**<br>**- le nettoyage du regard et toutes sujétions.**<br>**Une mise à la niveau > 12 cm entraînera le changement/l'ajout d'éléments préfabriqués**<br><br>**L'UNITÉ : cent soixante-neuf euros soixante et un cents** | U | 169,61 € | 15,00 | 2 544,15 € |
| 8.139 | TP08 | **Relevage de bouche à clé, remise à niveau et changement des tubes s'il y a lieu (eau et gaz).**<br><br>**L'UNITÉ : cinquante-six euros cinquante-quatre cents** | U | 56,54 € | 35,00 | 1 978,90 € |
| 8.140 | TP08 | **Fouille à fond pour relevage de bouche à clé, montant de la "cheminée" et mise à niveau (eau et gaz) sauf faute de l'entreprise.**<br><br>**L'UNITÉ : soixante-sept euros quatre-vingt-quatre cents** | U | 67,84 € | 5,00 | 339,20 € |
| 8.141 | TP08 | **Caniveau à grille - Largeur extérieure ≤ 200mm, grilles non boulonnées**<br>**Ce prix comprend:**<br>**- le terrassement et l'évacuation des déblais**<br>**- la fourniture et mise en place d'un caniveau à grille, 250 KN ou 400KN**<br>**- la fourniture et mise en place de grilles en fonte, non boulonnées**<br>**- le béton B25 pour radier et parois (ép.: 15 cm)**<br>**- la fourniture de l'ensemble des pièces constituant le caniveau**<br><br>**Le caniveau à grille sera raccordé dans regard préfabriqué 400x400 mm siphonné, ou sur un bac SODECO siphonné, non inclus dans le prix**<br><br>**LE MÈTRE LINÉAIRE : deux cent quatre-vingt-quatorze euros** | ML | 294,00 € | 2,00 | 588,00 € |
| | | **8-2 - RÉSEAUX SEC** | | | | |
| 8.202 | TP03a | **Fouille en rigole exécuté mécaniquement – 0,50x0,70m – lit de pose compris, pour un réseaux situé sous trottoir**<br>**Ce prix comprend :**<br>**- le terrassement mécanique et l'évacuation des déblais aux décharges de l'entreprise**<br>**- le réglage du fond de fouille.**<br>**- la fourniture et la mise en œuvre de sable pour lit de pose de 10 cm d'épaisseur et l'enrobage jusqu'à 20 cm au-dessus des fourreaux**<br>**- la fourniture et la pose du grillage avertisseur réglementaire largeur 30 cm**<br>**- le remblayage et le compactage conformément aux règles en vigueur en GNT de type A 0/31,5 jusqu'au niveau de la couche de base.**<br>**- la protection et la signalisation de l'ouvrage**<br><br>**LE MÈTRE LINÉAIRE : vingt et un euros cinquante cents** | ML | 21,50 € | 800,00 | 17 200,00 € |
| 8.203 | TP03a | **Plus-value au prix de Fouille en rigole exécuté mécaniquement – 0,50x0,70m**<br>**• Pour une surlargeur de 30 cm.**<br><br>**LE MÈTRE LINÉAIRE : onze euros quarante et un cents** | ML | 11,41 € | 10,00 | 114,10 € |
| 8.204 | TP03a | **Fouille en rigole exécuté mécaniquement – 0,50x1,00m – lit de pose compris, pour un réseaux situé sous chaussée**<br>**Ce prix comprend :**<br>**- le terrassement mécanique et l'évacuation des déblais aux décharges de l'entreprise**<br>**- le réglage du fond de fouille.**<br>**- la fourniture et la mise en œuvre de sable pour lit de pose de 10 cm d'épaisseur et l'enrobage jusqu'à 20 cm au-dessus des fourreaux**<br>**- la fourniture et la pose du grillage avertisseur réglementaire largeur 30 cm**<br>**- le remblayage et le compactage conformément aux règles en vigueur en GNT de type A 0/31,5 jusqu'au niveau de la couche de base.**<br>**- la protection et la signalisation de l'ouvrage**<br><br>**LE MÈTRE LINÉAIRE : trente-neuf euros quatre-vingt-quatorze cents** | ML | 39,94 € | 120,00 | 4 792,80 € |
| 8.205 | TP03a | **Plus-value au prix de Fouille en rigole exécuté mécaniquement – 0,50x1,00m**<br>**• Pour une surlargeur de 30 cm.**<br><br>**LE MÈTRE LINÉAIRE : onze euros quarante et un cents** | ML | 11,41 € | 10,00 | 114,10 € |
| 8.210 | TP08 | **Réalisation d'un regard béton 400x400 mm coulé en place, hors tampon.**<br>**Ce prix comprend :**<br>**- le terrassement et l'évacuation des déblais**<br>**- la réalisation d'un regard 400x400 mm en béton B25, coulé en place, profondeur 70 cm sans radier**<br>**- le scellement du tampon hydraulique 500x500 mm fourni par le Maître d'Ouvrage et toutes sujétions.**<br><br>**L'UNITÉ : trois cent quarante-deux euros trente-trois cents** | U | 342,33 € | 2,00 | 684,66 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 8.216 | TP08 | Pénétration de fourreaux dans chambre ou regard existant.<br>Ce prix comprend :<br>- le percement manuel et l'évacuation des déblais en décharge<br>- la pénétration des fourreaux<br>- la découpe des fourreaux au ras des rebords de la chambre ou regard<br>- la réalisation d'un masque au mortier<br><br>L'UNITÉ : cent soixante et onze euros dix-sept cents | U | 171,17 € | 6,00 | 1 027,02 € |
| 8.217 | TP08 | Fourniture et pose de 2Ø75 rouge + cuivre pour réseau Éclairage Public.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture et pose de 2 fourreaux normalisés rouge pour éclairage public Ø75<br>- la fourniture et pose des manchons de jonction<br>- la mise en place d'adhésif adapté pour le maintien des manchons<br>- l'aiguillage des fourreaux<br>- la fourniture et pose d'un câble cuivre nu de 25 mm² de section pour mise à la terre<br>- la jonction des câbles cuivre par soudage ou sertissage et la confection de boucle de 1ml dans chaque regard pour raccordement.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : dix euros vingt-sept cents | ML | 10,27 € | 415,00 | 4 262,05 € |
| 8.218 | TP08 | Fourniture et pose de 1Ø75 rouge pour réseau Éclairage Public.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture et pose d'1 fourreau normalisée rouge pour éclairage public Ø75<br>- la fourniture et pose des manchons de jonction<br>- la mise en place d'adhésif adapté pour le maintien des manchons<br>- l'aiguillage des fourreaux<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : quatre euros cinquante-six cents | ML | 4,56 € | 40,00 | 182,40 € |
| 8.225 | TP08 | Fourniture et pose d'un câble cuivre nu, section 25 mm².<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture et pose d'un câble cuivre nu de 25 mm² de section pour mise à la terre<br>- la jonction des câbles cuivre par soudage ou sertissage et la confection de boucle de 1ml dans chaque regard pour raccordement.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : trois euros quarante-deux cents | ML | 3,42 € | 415,00 | 1 419,30 € |
| 8.226 | TP08 | Aiguillage de fourreaux en place pour vérification du "libre passage" et toutes sujétions.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : deux euros vingt-huit cents | ML | 2,28 € | 1 000,00 | 2 280,00 € |
| 8.237 | TP08 | Pose de tampon pour OPÉRATEURS TELECOM.<br>Ce prix comprend :<br>- la dépose de l'ancien dispositif<br>- le recépage de la chambre sur 20 cm d'épaisseur<br>- la confection de couronnement en béton armé<br>- la pose de cadre et de tampon fourni par l'opérateur<br><br>L'UNITÉ : deux cent quatre-vingt-cinq euros vingt-huit cents | U | 285,28 € | 3,00 | 855,84 € |
| 8.238 | TP08 | Pose de tout type de chambre TELECOM fournis par le concessionnaire.<br>Ce prix comprend :<br>- le terrassement, la mise en œuvre, le calage de la chambre en béton préfabriqué et le remblaiement<br>-L'installation de l'encadrement et des tampons<br><br>L'UNITÉ : deux cent quatre-vingt-cinq euros vingt-huit cents | U | 285,28 € | 2,00 | 570,56 € |
| 8.241 | TP08 | Pose de fourreaux fournis par le concessionnaire.<br>Ce prix comprend :<br>- la pose de fourreaux souple ou rigide, quelque soit le diamètre.<br>- le manchonnage ou le collage, selon le type de fourreaux<br>- ce prix ne comprend ni le sablage, ni le grillage avertisseur<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : six euros | ML | 6,00 € | 300,00 | 1 800,00 € |

## CHAPITRE 09 : MAÇONNERIE (Murs, bétons, mortiers)

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 9.112 | TP08 | Reprise des enduits en pied de façade.<br>Ce prix comprend :<br>- la reprise des enduits, identiques aux enduits existants<br>- par bande parallèle à la trace<br>- y compris piquage des enduits existants.<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : cinquante-deux euros cinquante cents | M2 | 52,50 € | 20,00 | 1 050,00 € |
| 9.106 | TP08 | Fourniture et mise en œuvre de béton armé Classe C20/25.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture de béton classe de résistance C20/25<br>- la fourniture des aciers conformément l'étude béton,<br>- le façonnage des aciers et toutes sujétions de mise en œuvre<br>- la mise en œuvre de béton armé conformément au DTU<br>Pour la réalisation de semelles, voiles ...<br><br>LE MÈTRE CUBE : cinq cent vingt-cinq euros | M3 | 525,00 € | 5,00 | 2 625,00 € |

## CHAPITRE 10 : MOBILIER URBAIN

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.101 | TP08 | Fourniture et pose de potelets métalliques SERI - Type "LIBER" ou équivalent.<br>• Version standard<br>• Hauteur hors sol : 1000 mm<br>• Réf POTB1, RAL gris sablé 900<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture du mobilier à pied d'œuvre<br>- la dépose du revêtement existant si nécessaire (sciage ou carottage)<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais pour le massif de scellement<br>- le béton C 12/15 pour le massif de scellement et la pose du mobilier<br>- le raccordement du revêtement<br><br>L'UNITÉ : cent vingt-cinq euros quatre-vingt-quatre cents | U | 125,84 € | 4,00 | 503,36 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.112 | TP08 | Fourniture et pose d'arceau vélo type "Ville de Clermont-Ferrand"<br>• hauteur 0,80 m, tube acier Ø 40 mm,<br>• plaque logo vélo 100x150 mm gris sablé 900 ou autre, protection électrozingage.<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture du mobilier à pied d'œuvre<br>- la dépose du revêtement existant si nécessaire (sciage ou carottage)<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais pour le massif de scellement<br>- le béton C 12/15 pour le massif de scellement et la pose du mobilier<br>- le raccordement du revêtement<br><br>L'UNITÉ : cent quarante-six euros quatre-vingt-quatre cents | U | 146,84 € | 9,00 | 1 321,56 € |
| 10.509 | TP08 | Dépose et évacuation de potelets, bornes ou corbeilles y compris chargement et évacuation des déblais en décharge choisie par l'entrepreneur.<br><br>L'UNITÉ : trente-huit euros vingt-deux cents | U | 38,22 € | 10,00 | 382,20 € |
| | | **CHAPITRE 12 : SIGNALISATION HORIZONTALE / VERTICALE** | | | | |
| 12.101 | TP08 | Revêtement résine avec granulat pépite.<br>Ce prix comprend:<br>- les préparations du support et protections des différents ouvrages<br>- la fourniture, le transport et le répandage la résine, le gravillonnage<br>- le cylindrage à raison de 3 passages par couche<br>- le balayage et l'aspiration des rejets après stabilisation de l'enduit<br>- la signalisation réglementaire et toutes sujétions de mise en œuvre en milieu urbain.<br><br>LE MÈTRE CARRÉ : trente-six euros soixante-quinze cents | M2 | 36,75 € | 200,00 | 7 350,00 € |
| 12.201 | TP08 | Réalisation d'un carottage sur tous type de revêtements.<br>Ce prix comprend :<br>- la réalisation du carottage<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais pour un massif de scellement<br>- le remplissage de la cavité par du sable<br>- la mise en place de la carotte afin de sécuriser le trou<br><br>L'UNITÉ : quatre-vingt-un euros soixante-neuf cents | U | 81,69 € | 10,00 | 816,90 € |
| | | **CHAPITRE 13 : INTERRUPTION DE CHANTIER** | | | | |
| 13.101 | TP08 | Arrêt de Chantier :<br>Ce prix rémunère, au forfait, les frais de réorganisation de l'entreprise nécessaire au redéploiement de ses moyens humains et matériels sur d'autres chantiers en cours nécessaire à la suite d'un arrêt de chantier selon les stipulations du CCTP. Cet arrêt de chantier doit être consigné sur un document par le maître d'œuvre (Ordre de Service ou Compte Rendu de chantier)<br><br>LE FORFAIT : mille cinquante euros | Forfait | 1 050,00 € | 1,00 | 1 050,00 € |
| 13.102 | TP08 | Indemnité d'arrêt chef de chantier :<br>Ce prix rémunère, au forfait la prise en charge d'une journée de chef de chantier dans le cadre d'un arrêt de chantier dû à un facteur extérieur au fonctionnement de l'entreprise.<br><br>LE FORFAIT LE FORFAIT pour 2 jours : mille cinquante euros | Forfait | 1 050,00 € | 1,00 | 1 050,00 € |
| 13.103 | TP08 | Indemnité d'arrêt main d'œuvre OS :<br>Ce prix rémunère, au forfait la prise en charge d'une journée de main d'œuvre OS dans le cadre d'un arrêt de chantier défini au prix 10-1<br><br>LE FORFAIT pour 2 jours : cinq cent vingt-cinq euros | Forfait | 525,00 € | 1,00 | 525,00 € |
| 13.104 | TP08 | Indemnité d'arrêt main d'œuvre OQ :<br>Ce prix rémunère, au forfait la prise en charge d'une journée de main d'œuvre OQ dans le cadre d'un arrêt de chantier défini au prix 10-1<br><br>LE FORFAIT pour 2 jours : cinq cent vingt-cinq euros | Forfait | 525,00 € | 1,00 | 525,00 € |
| 13.107 | TP08 | Indemnité d'arrêt d'un Tracto-pelle avec chauffeur :<br>Ce prix rémunère, au forfait la prise en charge d'une journée d'un Tracto-pelle avec chauffeur dans le cadre d'un arrêt de chantier défini au prix 10-1<br><br>LE FORFAIT pour 2 jours : six cent trente euros | Forfait | 630,00 € | 1,00 | 630,00 € |
| 13.115 | TP08 | Indemnité d'arrêt d'un Camion 15 Tonnes C.U avec plaque CETRA et hydraulique permettant la manœuvre d'une lame de déneigement :<br>Ce prix rémunère, au forfait la prise en charge d'une journée d'un Camion 15 Tonnes C.U avec plaque CETRA et hydraulique permettant la manœuvre d'une lame de déneigement dans le cadre d'un arrêt de chantier défini au prix 10-1<br><br>LE FORFAIT pour 2 jours : mille cinquante euros | Forfait | 1 050,00 € | 1,00 | 1 050,00 € |
| | | **PRIX NOUVEAUX** | | | | |
| PN.1 | TP08 | Fourniture et pose de corbeille SERI - Type "JASMIN avec écrase mégots" ou équivalent.<br><br>• protection antirouille, protège-pluie, coloris gris sablé 900, contenance 75 L<br>Ce prix comprend :<br>- la fourniture du mobilier à pied d'œuvre<br>- la dépose du revêtement existant si nécessaire (sciage ou carottage)<br>- le terrassement et l'évacuation des déblais pour les massifs de scellement<br>- le béton C 12/15 pour les massifs de scellement et la pose du mobilier<br>- le raccordement du revêtement<br><br>L'UNITÉ : six cent douze euros quarante et un cents | U | 612,41 € | 4,00 | 2 449,64 € |
| PN.2 | TP08 | Fourniture et pose de séparateur piste cyclable type béton clair BIWAY ou équivalent<br>Rue Ponchon<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture hauteur 16 cm * 20 cm de largeur<br>- la fourniture de pièces spéciales en sifflet<br>- la pose par collage sur grave bitume<br>- le jointolement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : soixante euros soixante-cinq cents | ML | 60,65 € | 95,00 | 5 761,75 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PN.3 | TP08 | **Fourniture et pose de séparateur piste cyclable type béton clair BIWAY ou équivalent**<br>**Rue Thomas**<br>Ce prix comprend:<br>- la fourniture hauteur 12 cm * 20 cm de largeur<br>- la fourniture de pièces spéciales en sifflet<br>- la pose par collage sur tapis<br>- le jointolement compris, coupe soignée à la scie, droite ou biaise.<br><br>LE MÈTRE LINÉAIRE : quarante-huit euros trente-trois cents | ML | 48,33 € | 140,00 | 6 766,20 € |
| PN.4 | TP08 | Fourniture et pose Film anti-racinaire pour fosse à proximité des réseaux :<br>: - la fourniture et la mise en place si nécessaire dans les fosses de plantations, afin d'isoler les réseaux par rapport au développement racinaire, d'une feuille en matériau non-tissé 100% polypropylène, composé de filaments continus thermosoudés permettant l'étanchéité du produit, épaisseur 3 mm, joints soudés. Secteurs d'implantation à définir par la maitre d'œuvre.<br>-fiche produit à faire agréer par le maitre d'œuvre avant approvisionnement<br><br>LE MÈTRE CARRE : dix euros cinquante cents | M2 | 10,50 € | 36,00 | 378,00 € |
| PN.5 | TP08 | Réalisation de quai de 15 m * 3m<br><br>Ce prix comprend :<br>- Fourniture et pose de bordures de quai bus à caniveau intégré de type "Quai Bus DOL" de chez ALKERN ou similaire<br>-Fourniture et pose de dallettes béton pour quai bus, aspect quartz blanc, 24x24x6cm de chez ALKERN ou similaire.<br>-Fourniture et pose de dalles Podotactile 60x62 cm, couleur contrastée , aspect lisse<br><br>LE FORFAIT : six mille cent soixante-neuf euros sept cents | F | 6 169,07 € | 1,00 | 6 169,07 € |

| | |
|---|---|
| TOTAL HT | 415 862,97 € |
| 20,00% | 83 172,59 € |
| TOTAL TTC | 499 035,56 € |

ARNAUD GRANZOTTO

Signature numérique de ARNAUD GRANZOTTO
Date : 2021.11.30 14:30:15 +01'00'

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE09-DE



Avenue Joseph Claussat - Chamalières
Clermont-Auvergne Métropole
Quais Bus

| N° de prix | Désignation | Unité | Prix Unitaire Ht | Quantité | Prix Total HT |
|---|---|---|---|---|---|
| **A - TRAVAUX PREPARATOIRES ET TERRASSEMENTS** | | | | | |
| **Travaux préparatoires** | | | | | |
| A - 009 | Démolition de revêtements de voirie et trottoir | m2 | 3,00 € | 156,00 | 468,00 € |
| **Terrassement** | | | | | |
| A - 102 | Terrassement en déblais et évacuation | m3 | 15,00 € | 25,00 | 375,00 € |
| A - 103 | Réglage et compactage du fond de forme | m2 | 1,50 € | 156,00 | 234,00 € |
| **TOTAL Travaux préparatoires et Terrassements** | | | | | **1 077,00 €** |
| **B - REVETEMENTS ET FONDATIONS DE VOIRIE** | | | | | |
| B - 005 | *CHEMINEMENTS PIETONS EN BBSG GRENAILLE* | | | | |
| B - 005.1 | GNT 0/31,5 ep 20 cm | m3 | 63,00 € | 28,00 | 1 764,00 € |
| B - 005.2 | Couche d'imprégnation | m2 | 1,50 € | 141,00 | 211,50 € |
| B - 005.3 | BBSG3 0/6 ep 4 cm | m2 | 12,00 € | 141,00 | 1 692,00 € |
| B - 005.4 | Grenaillage | m2 | 15,00 € | 141,00 | 2 115,00 € |
| **TOTAL Revêtements et fondations de voirie** | | | | | **5 782,50 €** |
| **C - BORDURES** | | | | | |
| C - 001 | Fourniture et pose de bordures quai bus basalte + caniveau y compris longrine béton ferraillée | ml | 190,00 € | 52,00 | 9 880,00 € |
| C - 002 | Bordures de liaison 'droite' en basalte | u | 150,00 € | 4,00 | 600,00 € |
| C - 003 | Bordures de liaison 'gauche' en basalte | u | 150,00 € | 4,00 | 600,00 € |
| C - 004 | Lanière de pavés blancs 25cm x 25cm | ml | 50,00 € | 84,00 | 4 200,00 € |
| C - 005 | Dalles podotactiles type B49 blanches | ml | 250,00 € | 52,00 | 13 000,00 € |
| C - 006 | Massifs en béton pour poteau d'arrêt bus 50cm x 50cm x 50cm | u | 250,00 € | 2,00 | 500,00 € |
| **TOTAL BORDURES** | | | | | **28 780,00 €** |

RECAPITULATIF

| | |
|---|---|
| A - TRAVAUX PREPARATOIRES ET TERRASSEMENTS | 1 077,00 € |
| B - REVETEMENTS ET FONDATIONS DE VOIRIE | 5 782,50 € |
| C - BORDURES | 28 780,00 € |
| | |
| **TOTAL HT** | 35 639,50 € |
| **TVA: 20,0%** | 7 127,90 € |
| **TOTAL TTC** | 42 767,40 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE10-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

Nombre de membres en exercice : 31 titulaires et 31 suppléants
Nombre de membres présents : 16 en début de séance
14 en fin de séance
Nombre de procurations : 7

Date de la convocation : 24 juin 2022
Secrétaire de séance : Nicolas BONNET

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# DÉLIBÉRATION N°10

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

**OBJET** : CESSION DE 36 VALIDERUS CP6500

Dans le cadre du renouvellement du système billettique, les anciens valideurs VIX sont changés à neuf. La société KUBA (anciennement VIX) a exprimé son intérêt pour acquérir auprès du SMTC-AC 36 valideurs de types CP6500 déposés dans le cadre du changement de système billettique.

Ces équipements appartiennent au domaine privé mobilier du SMTC-AC et à ce titre peuvent être cédées librement.

Le rachat des équipements (datant de 2016 pour les plus récents) a été négocié à 18% du prix d'achat, arrondi à l'€ supérieur à savoir :

| | Prix d'achat HT | Prix de revente HT | Unité | Montant total de la revente HT |
|---|---|---|---|---|
| CP6500 | 1 306 € | 235 € | 36 | 8 460 € |

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE10-DE

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 0

- **D'autoriser la cession des valideurs voués à la destruction et d'autoriser le Président à signer la convention afférente.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :** 08 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 08 JUIL. 2022

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

DocuSign Envelope ID: 43BC44EA-6932-48A6-9E13-9E3D006E358E

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE10-DE

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# CONVENTION N° C22-26
# RELATIVE A LA CESSION DE VALIDEURS CP6500 VIX

Entre les soussignés :

**Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise** (SMTC-AC), sis 2 bis rue de l'Hermitage, 63063 à Clermont-Ferrand cedex 1, ci-après dénommé « **SMTC-AC** », représenté par son Président, Monsieur François RAGE, habilité à l'effet des présentes par délibération du comité syndical du SMTC du 30 juin 2022 portant délégations de fonctions.

d'une part,

**Et**

**La société Kuba**, sise Rue Ariane II Espace Valentin Nord 25480 Miserey-Salines, ci-après dénommé « **Kuba.** », représentée par Monsieur Tarik DINANE, en sa qualité de directeur général.

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

**Préambule**

Dans le cadre du renouvellement du système billettique, les anciens valideurs VIX sont changés à neuf. La société KUBA a exprimé son intérêt pour acquérir auprès du SMTC-AC 36 CP6500 déposés dans le cadre du changement de système billettique.

Ces équipements appartiennent au domaine privé mobilier du SMTC-AC et a ce titre peuvent être cédées librement.

La présente convention vient acter les modalités de la cession de ces valideurs.

DS


Acquitté en Préfecture le :

DocuSign Envelope ID: 43BC44EA-6932-48A6-9E13-9E3D006E358E

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE10-DE

**Article 1 : Objet de la convention**

Le SMTC-AC accepte de céder à Kuba 36 valideurs CP6500 initialement voués à la destruction.

**Article 2 : Disposition financière**

Le SMTC-AC cède la liste des pièces mentionnées à l'article 1er des présentes pour un montant total de 8 460 € hors taxes.

Le SMTC-AC adressera une facture jointe à cette convention.

**Article 3 : Modalités de retrait et de transport du matériel**

Le retrait au dépôt T2C de Champratel à Clermont-Ferrand et le transport des pièces sur son site industriel est à la charge de Kuba. Leur retrait n'interviendra qu'après règlement du prix de cession mentionné à l'article 2 des présentes et au plus tard dans un délai de 2 mois.

Kuba devra s'assurer des moyens adéquats de chargement et de transport des biens.

**Article 4 : Responsabilité**

Les pièces sont cédées en l'état. Kuba déclare bien le connaître et accepte de les prendre en l'état.

Le SMTC-AC se dégage de toutes responsabilités concernant les anomalies ou défectuosités qui pourraient être constatées sur le matériel après la signature des présentes.

**Article 5 : Nullité**

Si l'une quelconque des stipulations du contrat de vente s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité ni altérer la validité de ses autres dispositions.

**Article 6 : Clause résolutoire**

A défaut pour l'Acquéreur d'avoir respecté le délai de retrait du bien mentionné à l'article 3, la vente sera résolue de plein droit et sans sommation, au profit du SMTC-AC, et ce conformément à l'article 1657 du code civil. Le SMTC-AC retrouvera ainsi la propriété des pièces vendues qu'il pourra donc remettre en vente.

Le SMTC-AC restituera à l'Acquéreur, sur sa demande uniquement, le prix versé lors de la vente, déduction faite d'une indemnité forfaitaire destinée à réparer le préjudice subi par la SMTC-AC (frais



DS

Acquitté en Préfecture le :

DocuSign Envelope ID: 43BC44EA-6932-48A6-9E13-9E3D006E358E

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_DE10-DE

éventuels de mise en vente, de stockage, de remise en vente, de gestion...) du fait du défaut de retirement.

Le montant de cette indemnité est fixé à 10 % du prix de vente.

**Article 7 : Durée de validité de la convention**

La cession est actée à la signature de la convention par les deux parties.

**Article 8 : Litiges**

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Fait en deux exemplaires à Clermont-Ferrand, le 16 juin 2022 | 02:57 PDT

Pour Kuba.,
Le Directeur Général,

DocuSigned by:
Tarik Dinane
A73BDE7889F1476...

Monsieur Tarik DINANE

Pour le SMTC-AC,
Le Président,

Monsieur François RAGE



Acquitté en Préfecture le :

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRMP-AU

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

Nombre de membres en exercice : 31 titulaires et 31 suppléants
Nombre de membres présents : 16 en début de séance
14 en fin de séance
Nombre de procurations : 7

Date de la convocation : 24 juin 2022
Secrétaire de séance : Nicolas BONNET

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés** :
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

## COMPTE-RENDU DES ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR DELEGATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la délibération n°5 du Comité syndical du 30 juillet 2020, le président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Vous trouverez donc ci-joint, un tableau de synthèse des marchés publics notifiés depuis précédent comité syndical.

Pour information.

**Le Président,**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

## TABLEAU DES ATTRIBUTIONS – MARCHES PUBLICS

| N° | Mode de passation | Objet du marché | Montant en € HT | Entreprise attributaire | Date de la CAO | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|---|
| M22-22 | MAPA Art. L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du CCP | Réalisation de comptages manuels aux arrêts gratuité week-end | 136 480,00 € | SAS CPEV Comptages-Projets-Etudes et Voirie 44, rue de Verdun 94500 Champigny sur Marne | - | 03/06/2022 |

## TABLEAU DES ATTRIBUTIONS – MARCHES SUBSEQUENTS

| N° | Mode de passation | Objet du marché | Montant en € HT | Entreprise attributaire | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|
| S22-19 | MS à AC M21-12 | Impression support VAE pour les communes | 843,00 € | PRINT CONSEIL 28 avenue Jean Moulin 63540 ROMAGNAT | 11/04/2022 |
| S22-20 | MS à AC M21-12 | Impression flyers Open Payment Billettique | 761,00 € | PRINT CONSEIL 28 avenue Jean Moulin 63540 ROMAGNAT | 10/05/2022 |
| S22-23 | MS à AC M21-12 | Impression flyers "Tous mobiles et vous" | 293,00 € | PRINT CONSEIL 28 avenue Jean Moulin 63540 ROMAGNAT | 31/05/2022 |
| S22-24 | MS à AC M21-12 | Impression stickers paniers C.Vélo | 150,00 e | SAS ADDIGRAPHIC 31 RUE DE LA VALLEE MAILLARD 41000 BLOIS | 31/05/2022 |
| S22-25 | MS à AC M21-12 | Impression rapport d'activité | 1 993,00 € | PRINT CONSEIL 28 avenue Jean Moulin 63540 ROMAGNAT | 01/06/2022 |

2 bis rue de l'Hermitage - 63063 Clermont-Ferrand cedex 1
Tél. : 04 73 44 68 68 • Fax : 04 73 44 68 99
Tramway, bus lignes C, 22 et 23 : arrêt Lycée Lafayette

administration@smtc-clermontferrand.com
www.smtc-clermont-agglo.fr

Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRMP-AU

## TABLEAU DES AVENANTS

| N° | Type de Marché | Marché initial | | | Avenants | | | Date de la CAO | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Objet du marché | Montant en € HT | Titulaire | N° | Objet | Montant en € HT | | |
| M20-16 | MAPA- AC Art.L. 2123-1 et R.2123-1.1° du CCP | Prestations d'éducation à la mobilité | 79 803,00 € | CPIE CLERMONT DOMES / Association CEPE 1 rue des Colonies Theix 631200 SAINT GENES CHAMPANELLE | 1 | 1 | Article R 2194-8 Modification d'une ligne du BPU | Sans incidence financière | 14/04/2022 |



2 bis rue de l'Hermitage - 63063 Clermont-Ferrand cedex 1
Tél. : 04 73 44 68 68 • Fax : 04 73 44 68 99
Tramway, bus lignes C, 22 et 23 : arrêt Lycée Lafayette
administration@smtc-clermontferrand.com
www.smtc-clermont-agglo.fr



Envoyé en préfecture le 08/07/2022
Reçu en préfecture le 08/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRMP-AU

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

**L'an deux mille vingt-deux, le 30 juin à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 16 en début de séance<br>14 en fin de séance |
| Nombre de procurations : | 7 |
| Date de la convocation : | 24 juin 2022 |
| Secrétaire de séance : | Nicolas BONNET |

**Présents à l'ouverture de séance :**
Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Nicolas BONNET ; Alain DOCHEZ ; Eric EGLI ; Blandine GALLIOT ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Annie LEVET ; Aurelio MACIAN ; Pierre-Louis MOREAU ; Damien PESSOT ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN.

**Départs en cours de séance :** Stanislas RENIE (à 18h59 avant le vote de la délibération n°2), Eric EGLI (à 19H20 avant le vote de la délibération n°2).

**Représentés par leur suppléant :**
Marcel ALEDO par Alain DOCHEZ ; Patrick NEHEMIE par Damien PESSOT; Gilles VESCOVI par Louis-Pierre MOREAU ; Christophe VIAL par Eric HAYMA.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Claude AUBERT à Thierry VATIN ; Dominique BALICHARD à François RAGE ; Jean DELAUGERRE à François RAGE ; Christiane DEMOUSTIER à Thierry VATIN ; Sondès EL HAFIDHI à Jérôme AUSLENDER ; Laurent GANET à Henri GISSELBRECHT ; Jean-Marc MORVAN à Jean-Paul PRESLE.

**Délégués titulaires excusés :**
Christophe BERTUCAT ; Fanny BLANC ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Sébastien DONADIEU ; Flavien NEUVY ; Serge PICHOT ; Thomas WEIBEL.

# REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2022

## COMPTE RENDU DES ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR DELEGATION EN MATIERE DE CONVENTIONS

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la délibération n°5 du Comité syndical du 30 juillet 2020, le président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Vous trouverez donc ci-dessous, un tableau de synthèse des conventions conclues depuis le précédent comité syndical.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

| N° | Cosignataires | Objet |
|---|---|---|
| C22-AV0029670 | Région Auvergne Rhône-Alpes | Convention attributive de subvention FEDER pour réalisation Enquête Mobilité Certifiée CEREMA (EMC2). |
| C22-AV0029671 | Région Auvergne Rhône-Alpes | Convention attributive de subvention FEDER pour assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'une ligne de bus hydrogène. |
| C22-AV0029674 | Région Auvergne Rhône-Alpes | Convention attributive de subvention FEDER pour réalisation d'une étude pour mise en œuvre d'une tarification innovante et adaptée en vue de rendre attractive la tarification des services de transports urbains de l'agglomération clermontoise. |
| C22-27 | Caisse Autonome Nationale Sécurité Sociale dans les Mines | Convention d'accès, d'occupation provisoire et de travaux sur le site du Parking de la Clinique avenue de la paix à Durtol permettant la réalisation d'un diagnostic archéologique préalable au projet InspiRe. |
| C22-25 | Kuba | Cession de 21 valideurs EB6000 à la société Kuba. |

Pour information.

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :** 11 JUIL. 2022
**et de la publication le :** 11 JUIL. 2022

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

L'EUROPE S'ENGAGE en région Auvergne-Rhône-Alpes avec le FEDER

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

# CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION FEDER

## PROGRAMME OPÉRATIONNEL RÉGIONAL AUVERGNE

| AUTORITÉ DE GESTION : RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | |
|---|---|
| N° de dossier SYNERGIE | AV0029670 |

Vu le Traité sur le fonctionnement et l'Union Européenne et notamment l'article 107 et les suivants ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, modifié par le règlement (UE) 2017/2393 du Parlement européen et du conseil du 13 décembre 2017, portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion, au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi" abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement (UE) 2020/460 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 modifiant les règlements (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013 et (UE) no 508/2014 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à mobiliser des investissements dans les systèmes de soins de santé des États membres et dans d'autres secteurs de leur économie en réaction à la propagation du COVID-19 (initiative d'investissement en réaction au coronavirus) ;

Vu le règlement (UE) 2020/558 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2020 modifiant les règlements (UE) no 1301/2013 et (UE) no 1303/2013 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à offrir une flexibilité exceptionnelle pour l'utilisation des Fonds structurels et d'investissement européens en réaction à la propagation de la COVID-19 ;

Vu le règlement (UE) 2020/2221 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 modifiant le règlement (UE) no 1303/2013 en ce qui concerne des ressources supplémentaires et des modalités d'application afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (REACT-EU) ;

Vu la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ;
Vu la décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics, le cas échéant ;

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Vu les décisions d'exécution de la Commission européenne du 26 avril 2021 portant approbation de certains éléments du Programme opérationnel Rhône-Alpes FEDER-FSE 2014-2020 , du 8 novembre 2020 pour le Programme opérationnel Auvergne FEDER-FSE 2014-2020 et du 22 octobre 2020 pour le Programme opérationnel interrégional Rhône Saône 2014-2020 en vue d'un soutien du Fonds Européen de Développement Régional, du Fonds Social Européen et de la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes, au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Auvergne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018. portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

Vu le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens, modifié par le décret n° 2014-1460 du 8 décembre 2014 ;

Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par des fonds structurels et d'investissements européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles d'éligibilité des dépenses des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la délibération n° AP-2021-07 /08-7-5695 du Conseil régional en sa réunion du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir au Président ;

Vu la délibération n° 10 du conseil régional du 9 février 2017 relative à la simplification des modalités de gestion des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement ;

Vu l'arrêté n° 2019/07/00388 du Président du Conseil régional, représentant de l'Autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020, en date du 25 juin 2019, validant le modèle de convention ;

Vu l'arrêté n° 2022/03/00101 signé par le Président du Conseil régional, représentant de l'Autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020, en date du 11 avril 2022, validant la programmation ;

Vu la demande d'aide européenne du 18/12/2021 présentée par le bénéficiaire ;

Vu l'avis du Comité de Programmation Interfonds du 08/04/2022;

Considérant les dispositions prises en raison de la crise sanitaire, les règlements (UE) 2020/460, dit « CRII » du 30 mars 2020, et UE 2020/558 dit « CRII+ » du 23 avril 2020, il en résulte une situation exceptionnelle à laquelle l'autorité de gestion pourra remédier par des mesures spécifiques ;

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

**ENTRE**

**La Région Auvergne Rhône-Alpes**, Autorité de gestion, représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional et représentant de l'autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020,

ci-après désignée « l'Autorité de gestion » ;

**ET**

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise,**

Représenté par Monsieur François RAGE, Président

| | |
|---|---|
| SIRET : | 256300120 00035 |
| Adresse | 2 bis, rue de l'Hermitage |
| Complément d'adresse : | |
| Code Postal et Commune | 63063 Clermont-Ferrand Cedex 1 |

ci-après désigné « le bénéficiaire » ;

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante (ou mener à bien le programme d'actions ou les missions) : **Enquête Mobilité Certifiée CEREMA (EMC2)**. Il bénéficie pour cela d'une aide FEDER dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER/FSE Auvergne pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre de :

**Axe : 8 - Urbain intégré**

**Thématique : 8.1 Urbain intégré : diminuer les émissions de $Co^2$ en augmentant l'utilisation des transports durables**

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et les deux annexes :

- « Description de l'opération »,
- « Plan de financement prévisionnel ».

Ces trois documents constituent les pièces contractuelles de la convention.

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique, le Service FEDER de la Direction des Fonds Européens situé 59 boulevard Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 02, pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

## ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Il est attribué au bénéficiaire une subvention d'un montant maximal de **252 000,00 €**, correspondant à un taux maximum de **56,00 %** appliqué sur une dépense subventionnable maximale de **450 000,00 € HT.**

Le montant de la subvention est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des éléments cumulatifs suivants :

- des dépenses effectivement réalisées et acquittées,
- des subventions effectivement perçues,
- des résultats constatés,
- de la conformité des réalisations par rapport aux termes de la présente convention et de ses pièces annexes,
- des recettes éventuellement générées par l'opération en vertu de la règlementation en vigueur.

En cas de sous-réalisation ou de correction financière, le montant d'aide FEDER/FSE est calculé en vue de respecter le taux maximum d'aide publique autorisée et d'éviter tout sur-financement au regard des cofinancements publics et privés perçus ou à percevoir. L'autofinancement n'étant pas considéré comme un cofinancement privé sera ajusté en conséquence pour équilibrer le plan de financement final.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Le plan de financement annexé à la présente convention est un plan de financement prévisionnel. Si ce plan de financement venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer l'Autorité de gestion qui pourra procéder à une réduction de l'aide communautaire afin de respecter le taux et le montant maximum d'aide publique autorisé.

## ARTICLE 3 - ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES

### 3.1 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles sont engagées et acquittées par le bénéficiaire à compter du 01/12/2020 et jusqu'au 30/06/2023.

L'opération doit être réalisée avant la date de fin d'éligibilité des dépenses sauf prorogation accordée par l'Autorité de gestion par voie d'avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai et à condition que l'opération ne soit pas dénaturée.

### 3.2 Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen et par le Programme Opérationnel Auvergne FEDER-FSE 2014-2020 s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération.

Les dépenses à prendre en considération comprennent exclusivement des coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet ou de l'action, pouvant le cas échéant faire l'objet d'une clé de répartition définie dans le plan de financement en annexe.

Elles doivent être liées à l'objet du projet ou de l'action, nécessaires à sa réalisation, raisonnables selon le principe de bonne gestion, engendrées pendant le temps de sa réalisation, acquittées, identifiables et contrôlables.

Le bénéficiaire présentera :

- des pièces justificatives comptables (ou des pièces équivalentes de valeur probante) ;
- des pièces justificatives non comptables, permettant de justifier :
  - la réalisation effective et leur lien avec l'opération,
  - la date et le montant de leur acquittement.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme ou un autre programme européen. A ce titre, les dépenses éligibles au Fonds de la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR) dans le cadre du Plan de relance, ne peuvent être retenues dans l'assiette éligible.

### 3.3 Utilisation des options de coûts simplifiés

L'autorité de gestion applique les options des « coûts simplifiés » suivantes dans le cadre de la mise en œuvre du PO FEDER/FSE-IEJ Auvergne, sur les fonds FEDER dans le respect des exclusions réglementaires.

Le choix de recourir aux OCS relève de la responsabilité de l'autorité de gestion et est précisé dans l'annexe technique et financière.

#### 3.3.1 Utilisation d'un taux forfaitaire

- un taux de 40 % des dépenses directes de personnel éligibles peut être utilisé afin de couvrir tous les autres coûts éligibles directs et indirects de l'opération,

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

- un taux de 15 % des dépenses directes de personnel éligibles afin de couvrir les dépenses indirectes de l'opération, en application de l'article 68.1 du règlement n°1303/2013,
- un taux de 20 % des coûts directs autres que les frais de personnel de l'opération concernée pour couvrir les frais de personnel, en application de l'article 68 bis du règlement n°1303/2013 modifié, sous réserve que les coûts directs de l'opération n'incluent pas les marchés publics de travaux dont la valeur dépasse le seuil fixé à l'article 4, point a), de la directive 2012/24/UE.

En cas d'utilisation d'un taux forfaitaire pour la prise en compte des dépenses, les pièces justificatives comptables relatives à ces coûts ne sont pas requises.

Pour les taux forfaitaires 15% et 40%, les frais de personnel directs éligibles retenus doivent être dûment justifiés notamment par la production des feuilles de temps.

Pour le taux forfaitaire 20%, les coûts directs de l'opération retenus doivent être dûment justifiés notamment par la production de factures acquittées.

### 3.3.2 Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel

En cas d'utilisation d'un taux horaire pour la prise en compte des dépenses directes de personnel, conformément à l'article 68.2 du Règlement (UE) n°1303/2013, le coût horaire est calculé en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts, par un temps de travail annuel forfaitaire de 1720 heures.

Ce taux horaire est établi soit nominativement soit par typologie de poste sur la base d'un ensemble plus vaste et représentatif de salariés occupant des fonctions similaires et dont le périmètre a été préalablement accepté par le service instructeur. Il permet d'arrêter un coût horaire par salarié ou par catégorie de salarié calculé comme suit au prorata de la quotité de temps travaillé :

- Coût horaire nominatif = (salaire brut annuel du salarié + charges patronales afférentes) / 1720 heures.
- Coût horaire par typologie de poste = (total des salaires bruts de la même catégorie de salariés + total des charges patronales afférentes) / (1720 heures X nombre de salariés de la même catégorie)

Les dépenses directes de personnel engagées par le bénéficiaire sont calculées en multipliant le nombre d'heures effectivement réalisées par chaque salarié affecté à l'opération, par le coût horaire qui lui est nominativement associé ou qui est associé à sa typologie de poste et tel qu'arrêté dans le plan de financement annexé à la présente convention.

Pour les personnes qui ne sont pas affectées à temps plein à la réalisation de l'opération, le nombre d'heures effectivement réalisées par chaque salarié est justifié par des fiches de suivi de temps nominatives et signées par le salarié concerné et son responsable hiérarchique direct.

Pour les personnes affectées à temps plein à la réalisation de l'opération, le nombre d'heures effectivement réalisées est fixé forfaitairement à 1720h.

Lorsque le coût horaire aura été nominativement établi, le bénéficiaire pourra demander à substituer un ou plusieurs salariés initialement déclarés par un ou plusieurs autres nouvellement affectés au projet sous réserve de fonctions et conditions similaires. Dans ce cas, il doit préalablement en informer le service instructeur et lui transmettre les justificatifs nécessaires pour validation et rédaction d'un avenant.

Lorsque ce taux horaire ne peut pas être mis en œuvre, le taux horaire réel est calculé sur la base des heures payées.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## ARTICLE 4 – CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE DEMANDE DE PAIEMENT

Le calendrier prévisionnel de demande de paiement retenu est le suivant. En cas de changement du calendrier de demandes de paiement de la subvention le bénéficiaire en informe l'autorité de gestion.

| | Dates (mois/année) | Montant prévisionnel des demandes de paiement |
|---|---|---|
| Solde : | 06/2023 | 450 000 |

## ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera versée de la manière suivante :

- une avance de 20 % au retour de la convention dûment signée par toutes les parties. L'avance est déduite dès le premier acompte.
- Un ou des acomptes au prorata des dépenses éligibles retenues. La présentation des dépenses par le bénéficiaire est limitée à 80 % du montant total des dépenses conventionnées ;
- un solde après achèvement de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à déposer ses demandes de paiement d'acompte et de solde auprès de l'Autorité de Gestion accompagnées :

- Etat récapitulatif des dépenses :
  - soit d'un état récapitulatif des dépenses attestées et acquittées, visé par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou un comptable public, accompagné des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente ;
  - soit d'un état récapitulatif des dépenses certifiées payées relatives à l'opération subventionnée, signé par un représentant dûment habilité du bénéficiaire. Il doit être accompagné soit des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente acquittées, c'est-à-dire portant la mention « acquittée le... » portée par l'émetteur de la facture, suivie de sa signature et précisant la référence du règlement, soit des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente auxquelles est joint le relevé bancaire ;
- Etat récapitulatif des cofinancements :
  - soit d'un récapitulatif des ressources reçues visé par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou le comptable public,
  - soit d'un état récapitulatif des cofinancements visé par le bénéficiaire, accompagné d'un document faisant apparaître l'encaissement effectif du cofinancement ;
- un justificatif de l'obligation comptable de l'article 8.2 ;
- les pièces relatives à la commande publique le cas échéant ;
- un justificatif de publicité du financement européen selon les modalités de l'article 8 ;
- en cas de solde : les livrables mentionnés à l'annexe « Description de l'opération » ;
- les pièces relatives aux recettes le cas échéant ;
- la justification des indicateurs de réalisation.

Les justificatifs de cofinancement doivent être impérativement joints dès la première demande de paiement présentée par le bénéficiaire s'ils n'ont pas été transmis au préalable au service instructeur du Service FEDER. La Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Tous les documents types sont disponibles sur le site : https://www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu/.

La subvention sera versée sous réserve du respect de l'attestation sur l'honneur signée par le bénéficiaire dans son dossier de demande de subvention et de la disponibilité des crédits européens. En cas de suspension de paiement par la Commission européenne, la Région se réserve la possibilité de retarder les paiements des subventions européennes aux bénéficiaires, dans l'attente d'être remboursée, conformément à l'article 132 du règlement 1303/2013.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les informations requises et fiables à l'Autorité de Gestion au format dématérialisé (portail e-synergie ou autres supports). Ces informations permettent au Service FEDER d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire.

L'aide européenne sera versée sous réserve d'un contrôle de service fait visant à s'assurer de l'acquittement effectif des dépenses, de leur lien avec l'opération et du respect des règles européennes et nationales en vigueur. Lors du contrôle de service fait, le service FEDER pourra procéder à l'analyse des justificatifs par échantillonage statistique et effectuera, dans ce cas, une extrapolation de l'erreur éventuelle détectée. Dès lors, les justificatifs ne seront pas vérifiés exhaustivement.

## ARTICLE 6 - SUIVI ET ÉVALUATION DE L'OPÉRATION

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à l'Autorité de gestion les données sur l'avancement et le cas échéant les indicateurs de réalisation afférents à l'opération.

Ces indicateurs permettent de rendre compte de la réalisation de l'opération et de l'atteinte des objectifs fixés en début d'opération. A chaque demande de paiement, le bénéficiaire doit renseigner la valeur réalisée des indicateurs. Le renseignement des indicateurs par le bénéficiaire est obligatoire. Les indicateurs sont définis en annexe « Description de l'opération ».

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage également à répondre favorablement aux demandes qui lui sont faites pour les besoins des évaluations menées pendant la durée du programme par la Région Autorité de gestion.

## ARTICLE 7 : MODIFICATION OU ABANDON DE L'OPÉRATION

Toute modification de l'opération notamment en termes de localisation et de calendrier doit être notifiée par le bénéficiaire à la Direction des Fonds européens, 59 boulevard Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 02 dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

L'Autorité de gestion, après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante pendant 5 ans ou 3 ans pour les PME après le paiement du solde de l'aide européenne, sauf règles applicables aux aides d'Etat.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme ;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement l'Autorité de gestion pour permettre la clôture de l'opération. Elle définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

## ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations présentées au titre du présent article. À défaut, une réfaction totale ou partielle de la subvention pourra être appliquée par l'Autorité de gestion, sans préjuger de contrôles ultérieurs éventuels.

### 8.1 Publicité

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et le règlement d'exécution n°821/2014 du 28 juillet 2014 détaillée sur le portail des programmes européens 2014 2020 à l'adresse suivante : www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu

Le bénéficiaire doit transmettre tout document probant faisant mention de la participation européenne (contrat de travail, lettre de mission, courrier d'information, panneau de chantier, article de presse ...). Ces documents peuvent être utilisés par l'Autorité de Gestion pour illustrer les réalisations du programme.

### 8.2 Obligation comptable

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée (système de comptabilité distinct) ou à définir un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération. Le moyen retenu au moment du dépôt de dossier devra être justifié au moment de la demande de paiement.

### 8.3 Respect des politiques européennes et nationales

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes et nationales qui lui sont opposables et notamment :

- les réglementations relatives à la concurrence, aux aides d'État, à la commande publique et au respect de l'environnement,
- les principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination et de développement durable.

### 8.4 Conservation des pièces

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique l'ensemble du dossier technique, financier et administratif de l'opération jusqu'au 31 décembre 2030.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

### 8.5 Contrôle

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'Autorité de Gestion et par toute autorité commissionnée par l'État ou par les corps d'inspections et de contrôle, nationaux ou européens.

### 8.6 Lutte anti-fraude

Le bénéficiaire et l'Autorité de gestion s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir, détecter, poursuivre et corriger toute situation constitutive d'une fraude et/ou d'un conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

## ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET DROIT DE PROPRIÉTÉ

L'Autorité de gestion et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne et notamment aux dispositions des articles 6 et 7 du règlement n°1828/2006, qui prévoient que l'acceptation d'un financement vaut acceptation de l'inclusion du bénéficiaire sur une liste publiée par voie électronique ou autre, mentionnant la liste des bénéficiaires, les intitulés des opérations et les montants des financements publics alloués aux opérations.

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolues au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à l'autorité de gestion le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Les informations recueillies lors du traitement et du suivi de chaque demande de financement européen sont enregistrées dans un fichier informatisé par l'autorité de gestion pour la gestion de la demande d'aide européenne. Conformément à l'article 140 du règlement (UE) n° 1303/2013, ces données seront conservées jusqu'au 31 décembre 2030 et sont destinées aux services de la Direction des Fonds européens de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et aux autorités de contrôles des FESI.

Les données transmises pourront être utilisées par l'autorité de gestion ou toutes autres autorités de contrôle agréées pour détecter des irrégularités potentielles. De plus, ces autorités sont susceptibles d'utiliser ces données associées à des bases de données publiques externes à des fins d'analyse de risques d'irrégularités ou de fraude.

Conformément à la loi informatique et libertés, le bénéficiaire peut exercer son droit d'accès aux données le concernant et les faire rectifier en contactant leuropesengage@auvergnerhonealpes.fr.

## ARTICLE 10 : RÉSILIATION ET REVERSEMENT

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

A l'expiration du délai d'un mois, l'Autorité de Gestion se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés en cas de non-respect des clauses de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## ARTICLE 11 - CONTENTIEUX ET RECOURS

Si le bénéficiaire souhaite contester une décision prise par l'Autorité de Gestion pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer, justifications à l'appui :

- un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique) auprès de l'autorité administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision administrative ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution, ou en cas de recours administratif préalable, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité administrative compétente.

## ARTICLE 12 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet juridique à compter de sa signature par les parties, avec effet rétroactif au 01/12/2020, date de début d'éligibilité des dépenses. Elle prendra fin au plus tard deux ans après la notification du solde.

Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle pourront s'imposer au-delà de la durée de la convention.

Fait à Clermont-Ferrand, le 11 avril 2022

Le bénéficiaire

Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise
Le Président

François RAGE

L'Autorité de Gestion

Pour le Président et par délégation,
La Responsable du Service FEDER

Stéphanie COURIO

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# ANNEXES DE LA CONVENTION FEDER
# N° AV0029670

**Bénéficiaire :** 25630012000035 SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Intitulé de l'opération :** Enquête Mobilité Certifiée CEREMA (EMC2)

**Localisation :** Pôle métropolitain Clermont-Ferrand

## ANNEXE - « DESCRIPTION DE L'OPERATION »

### DESCRIPTION DE L'OPERATION :

Le Plan de Déplacement Urbain validé en juillet 2019, mentionne dans la fiche action 6-1 la nécessité de réaliser une nouvelle Enquête Ménages Déplacements (EMD) en 2022. La dernière EMD date en effet de 2012. Les recommandations actuelles du CEREMA sont de réaliser ce type d'étude tous les 10 ans, afin d'avoir une connaissance ajustée des mobilités et des changements de comportements sur le territoire. Le SMTC-AC débute donc sa réflexion sur la future enquête qui permettra d'obtenir une connaissance fiable et exploitable des évolutions des pratiques de mobilité sur le territoire.

Une enquête « ménages déplacements » certifiée CEREMA permet d'avoir une photographie des pratiques de déplacements des habitants sur un périmètre préalablement défini, via des entretiens face à face ou bien par téléphone avec les usagers.
Depuis 2018, les enquêtes sont dénommées Enquête Mobilité Certifiée CEREMA (EMC2) Elles reprennent l'enquête ménages-déplacements initiale, optimisée et agrémentée d'options qui permettent d'élargir le champ de l'enquête ou de tirer parti des opportunités offertes par les technologies numériques (tablettes, trajets plus précisément décrits grâce à l'outil Google Maps). Elles proposent aussi des outils pour mesurer la mobilité du week-end, zoomer sur des populations, des territoires ou des pratiques spécifiques, et mesurer les évolutions de grands indicateurs sur des périodes rapprochées.

### OBJECTIFS VISES, RESULTATS ATTENDUS :

- Objectifs visés

L'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA a pour objectif de disposer d'une photographie globale (tous modes et tous motifs) des pratiques de mobilités sur le territoire. Il s'agit de disposer d'une photographie des mobilités (2022/2023).
Au-delà du pas de temps de 10 ans entre chaque enquête (la dernière date de 2012) cette enquête s'inscrira en amont du projet de réseau 2025 porté par le SMTC-AC.

Ce projet piloté par le SMTC-AC vise en premier lieu à connaître les mobilités au sein de son ressort territorial afin d'être en capacité de produire des offres de mobilité adaptées qui concourent à la réduction de l'usage autosoliste des véhicules particuliers. A noter que le périmètre d'enquête pressenti est le même que pour l'enquête précédente, c'est-à-dire que l'enquête est prévue à l'échelle du Pole Métropolitain (343 communes

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

environ), périmètre qui s'étend
bien au-delà du Ressort Territorial du SMTC-AC mais qui constitue le bassin de mobilité pertinent : les déplacements qui ont lieu sur le ressort territorial du SMTC-AC trouvent leur origine à cette échelle. Ce matériau constitue une donnée de base pour construire les offres de mobilité de demain (nouveaux services, nouveaux tracés,....). Les données collectées seront mises à disposition des communes, ou EPCI incluses dans le périmètre.

Les dépenses sont issues d'un marché de prestations externes pour la réalisation de l'enquête et correspondent précisément à la phase 3 (suivi de l'enquête-cœur) et phase 4 (post-traitements). Des dépenses de communication sont également prévues autour de l'opération, pour la phase de préparation de l'enquête et de collecte des données.

- Résultats attendus

Le dossier déposé au FEDER par le SMTC-AC prend en compte, dans le cadre du projet de convention avec le CEREMA, l'enquête effective assurée par un bureau d'études spécialisé encadrant une équipe d'enquêteurs locaux.

A terme, et hors projet déposé au FEDER, l'observatoire des mobilités animé par l'Agence d'urbanisme offrira une analyse de ces données, au besoin en les croisant avec d'autres données relevant des sphères socio-démographiques, de l'habitat ou du développement économique.

**DESCRIPTIF DES ACTIONS PREVISIONNELLES :**

L'enquête nécessite plusieurs phases :

- Phase préparatoire : construction du périmètre de l'enquête, du CCTP et soumission de l'appel d'offres, choix de l'entreprise de sondage. Ce type d'enquêtes exige un travail « amont » important portant sur le territoire de l'enquête, la recherche d'un bureau d'études spécialisé dans ces enquêtes, le tirage au sort de logements à enquêter, la construction des questionnaires en fonction de leur mode d'administration. Ce travail préparatoire à l'enquête s'étale sur une période d'une quinzaine de mois et est réalisé avec l'appui et l'expertise du CEREMA et de l'Agence d'urbanisme.
- Phase enquête : enquête effective et vérification des données. La phase enquête est assurée par un bureau d'études spécialisé encadrant une équipe d'enquêteurs locaux. Afin d'assurer le contrôle qualité le CEREMA assure un suivi hebdomadaire. Cette phase comprend le rendu et la vérification des données.
- Phase analyse des données : Le dépouillement des données donne lieu à la construction d'outils de communication sur les résultats de l'enquête.

Le dossier déposé au FEDER par le SMTC-AC prend en compte, dans le cadre du projet de convention avec le CEREMA, l'enquête effective assurée par un bureau d'études spécialisé encadrant une équipe d'enquêteurs locaux. Soit les phases suivantes :

**- Phase 3 : Suivi de l'enquête-cœur et enquêtes complémentaires « week-end » et web**
→ Périodes de collecte et fin des relectures : de septembre 2022 à décembre 2022.

**- Phase 4a : Post traitements (prestataire), fin de la mission prestataire de collecte**
→ Définition et validation des découpages d'analyses : au plus tard février 2023 ;
→ Apurement par le prestataire des enquêtes cœur, week-end et web : de la réception des fichiers de collecte à janvier-février 2023 ;
→ Validation des fichiers apurés fin février 2023 ;
→ Remise par le prestataire en charge de la collecte du dossier-mémoire de l'enquête : mi-juin 2023.

Le dossier comprend par ailleurs, des actions de communication autour de l'opération, pour la phase de préparation de l'enquête et de collecte des données.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

**LIVRABLES PERMETTANT DE RESTITUER LA REALISATION :**

Les livrables attendus sur cette opération sont :
- la réalisation de la Phase 3 : Suivi de l'enquête-cœur et enquêtes complémentaires « week-end » et web ;
- la réalisation de la phase Phase 4a : Post traitements (prestataire), fin de la mission prestataire de collecte (dont la remise par le prestataire en charge de la collecte du dossier-mémoire de l'enquête : mi-juin 2023).

Les justificatifs des livrables permettant de restituer l'opération sont :
- des fichiers de données résultant des enquêtes.

- une synthèse des données.

Ces documents permettront de rendre compte de l'exécution de l'opération.

## INDICATEURS

**Indicateurs de l'opération**

| Dénomination | Type | Unité de mesure | Valeur prévisionnelle |
|---|---|---|---|
| 17_FEDER_AV - Nombre de nouveaux services de mobilité durable mis en œuvre grâce au programme | Réalisation | Nombre de nouveaux services de mobilité durable mis en œuvre grâce au programme | 1 |



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# ANNEXE - « PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL »

## RESSOURCES

***Détails des ressources***

| Cofinanceur | Partenaire | Régime d'aide | Taux(%) | Montant (€ HT) |
|---|---|---|---|---|
| UNION EUROPEENNE | Fonds européen de développement régional | Aucun régime d'aide | 56,00 | 252 000,00 |
| **Total co-financeurs** | | | 56,00 | 252 000,00 |
| Bénéficiaire | | | 44,00 | 198 000,00 |
| **COUT TOTAL ELIGIBLE** | | | 100,00 | 450 000,00 |



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## POSTES DE DÉPENSES

## POSTES DE DÉPENSES

| *Détails des postes de dépenses* | | | |
|---|---|---|---|
| *Catégorie de dépenses* | *Libellé de dépenses* | *Si clé de répartition, méthode de calcul de la clé* | *Montant (HT)* |
| Dépenses de communication de l'opération | *Frais de communication autour de l'enquête (principalement en phase préparatoire de l'enquête)* | | 20 000,00 € |
| Dépenses de prestations externes de service | *Frais de réalisation de l'Enquête EMC2 « Phase 3 Suivi de l'enquête-cœur » et « Phase 4A Post traitements (prestataire), fin de la mission prestataire de collecte. »* | | 430 000,00 € |
| | | **Total :** | **450 000,00 €** |



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

L'EUROPE S'ENGAGE en région Auvergne-Rhône-Alpes avec le FEDER

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

# CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION FEDER

## PROGRAMME OPÉRATIONNEL RÉGIONAL AUVERGNE

| AUTORITÉ DE GESTION : RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | |
|---|---|
| N° de dossier SYNERGIE | AV0029671 |

Vu le Traité sur le fonctionnement et l'Union Européenne et notamment l'article 107 et les suivants ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, modifié par le règlement (UE) 2017/2393 du Parlement européen et du conseil du 13 décembre 2017, portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion, au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi" abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement (UE) 2020/460 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 modifiant les règlements (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013 et (UE) no 508/2014 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à mobiliser des investissements dans les systèmes de soins de santé des États membres et dans d'autres secteurs de leur économie en réaction à la propagation du COVID-19 (initiative d'investissement en réaction au coronavirus) ;

Vu le règlement (UE) 2020/558 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2020 modifiant les règlements (UE) no 1301/2013 et (UE) no 1303/2013 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à offrir une flexibilité exceptionnelle pour l'utilisation des Fonds structurels et d'investissement européens en réaction à la propagation de la COVID-19 ;

Vu le règlement (UE) 2020/2221 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 modifiant le règlement (UE) no 1303/2013 en ce qui concerne des ressources supplémentaires et des modalités d'application afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (REACT-EU) ;

Vu la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ;
Vu la décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics, le cas échéant ;

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Vu les décisions d'exécution de la Commission européenne du 26 avril 2021 portant approbation de certains éléments du Programme opérationnel Rhône-Alpes FEDER-FSE 2014-2020 , du 8 novembre 2020 pour le Programme opérationnel Auvergne FEDER-FSE 2014-2020 et du 22 octobre 2020 pour le Programme opérationnel interrégional Rhône Saône 2014-2020 en vue d'un soutien du Fonds Européen de Développement Régional, du Fonds Social Européen et de la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes, au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Auvergne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018. portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

Vu le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens, modifié par le décret n° 2014-1460 du 8 décembre 2014 ;

Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par des fonds structurels et d'investissements européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles d'éligibilité des dépenses des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la délibération n° 10 du conseil régional du 9 février 2017 relative à la simplification des modalités de gestion des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement ;

Vu l'arrêté n° 2019/07/00388 du Président du Conseil régional, représentant de l'Autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020, en date du 25 juin 2019, validant le modèle de convention ;

Vu l'arrêté n° 2022/03/00101 signé par le Président du Conseil régional, représentant de l'Autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020, en date du 11 avril 2022, validant la programmation;

Vu la demande d'aide européenne du 15/12/2020 présentée par le bénéficiaire ;

Vu l'avis du Comité de Programmation Interfonds du 8 avril 2022;

Considérant les dispositions prises en raison de la crise sanitaire, les règlements (UE) 2020/460, dit « CRII » du 30 mars 2020, et UE 2020/558 dit « CRII+ » du 23 avril 2020, il en résulte une situation exceptionnelle à laquelle l'autorité de gestion pourra remédier par des mesures spécifiques ;

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

**ENTRE**

**La Région Auvergne Rhône-Alpes**, Autorité de gestion, représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional et représentant de l'autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020,

ci-après désignée « l'Autorité de gestion » ;

**ET**

**SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE,**

Représenté par Monsieur François RAGE, Président

| | |
|---|---|
| SIRET : | 256300120 00035 |
| Adresse | 2 bis rue de l'Hermitage |
| Complément d'adresse : | |
| Code Postal et Commune | 63063 CLERMONT-FERRAND |

ci-après désigné « le bénéficiaire » ;

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante (ou mener à bien le programme d'actions ou les missions) : **Assistance à maitrise d'ouvrage pour la création d'une ligne de bus hydrogène.** Il bénéficie pour cela d'une aide FEDER dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER/FSE Auvergne pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre de :

**Axe : 8 - Urbain intégré**

**Thématique : 8.1 Urbain intégré : diminuer les émissions de $Co^2$ en augmentant l'utilisation des transports durables**

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et les deux annexes :

- « Description de l'opération »,
- « Plan de financement prévisionnel ».

Ces trois documents constituent les pièces contractuelles de la convention.

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique, le Service FEDER de la Direction des Fonds Européens situé 59 boulevard Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 02, pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

## ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Il est attribué au bénéficiaire une subvention d'un montant maximal de **54 000,00 €**, correspondant à un taux maximum de **19,33 %** appliqué sur une dépense subventionnable maximale de **279 400,00 € HT.**

Le montant de la subvention est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des éléments cumulatifs suivants :

- des dépenses effectivement réalisées et acquittées,
- des subventions effectivement perçues,
- des résultats constatés,
- de la conformité des réalisations par rapport aux termes de la présente convention et de ses pièces annexes,
- des recettes éventuellement générées par l'opération en vertu de la règlementation en vigueur.

En cas de sous-réalisation ou de correction financière, le montant d'aide FEDER/FSE est calculé en vue de respecter le taux maximum d'aide publique autorisée et d'éviter tout sur-financement au regard des cofinancements publics et privés perçus ou à percevoir. L'autofinancement n'étant pas considéré comme un cofinancement privé sera ajusté en conséquence pour équilibrer le plan de financement final.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Le plan de financement annexé à la présente convention est un plan de financement prévisionnel. Si ce plan de financement venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer l'Autorité de gestion qui pourra procéder à une réduction de l'aide communautaire afin de respecter le taux et le montant maximum d'aide publique autorisé.

## ARTICLE 3 - ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES

### 3.1 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles sont engagées et acquittées par le bénéficiaire à compter du 01/12/2020 et jusqu'au 30/06/2023.

L'opération doit être réalisée avant la date de fin d'éligibilité des dépenses sauf prorogation accordée par l'Autorité de gestion par voie d'avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai et à condition que l'opération ne soit pas dénaturée.

### 3.2 Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen et par le Programme Opérationnel Auvergne FEDER-FSE 2014-2020 s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération.

Les dépenses à prendre en considération comprennent exclusivement des coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet ou de l'action, pouvant le cas échéant faire l'objet d'une clé de répartition définie dans le plan de financement en annexe.

Elles doivent être liées à l'objet du projet ou de l'action, nécessaires à sa réalisation, raisonnables selon le principe de bonne gestion, engendrées pendant le temps de sa réalisation, acquittées, identifiables et contrôlables.

Le bénéficiaire présentera :

- des pièces justificatives comptables (ou des pièces équivalentes de valeur probante) ;
- des pièces justificatives non comptables, permettant de justifier :
  - la réalisation effective et leur lien avec l'opération,
  - la date et le montant de leur acquittement.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme ou un autre programme européen. A ce titre, les dépenses éligibles au Fonds de la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR) dans le cadre du Plan de relance, ne peuvent être retenues dans l'assiette éligible.

### 3.3 Utilisation des options de coûts simplifiés

L'autorité de gestion applique les options des « coûts simplifiés » suivantes dans le cadre de la mise en œuvre du PO FEDER/FSE-IEJ Auvergne, sur les fonds FEDER dans le respect des exclusions réglementaires.
Le choix de recourir aux OCS relève de la responsabilité de l'autorité de gestion et est précisé dans l'annexe technique et financière.

#### 3.3.1 Utilisation d'un taux forfaitaire

- un taux de 40 % des dépenses directes de personnel éligibles peut être utilisé afin de couvrir tous les autres coûts éligibles directs et indirects de l'opération,

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

- un taux de 15 % des dépenses directes de personnel éligibles afin de couvrir les dépenses indirectes de l'opération, en application de l'article 68.1 du règlement n°1303/2013,
- un taux de 20 % des coûts directs autres que les frais de personnel de l'opération concernée pour couvrir les frais de personnel, en application de l'article 68 bis du règlement n°1303/2013 modifié, sous réserve que les coûts directs de l'opération n'incluent pas les marchés publics de travaux dont la valeur dépasse le seuil fixé à l'article 4, point a), de la directive 2012/24/UE.

En cas d'utilisation d'un taux forfaitaire pour la prise en compte des dépenses, les pièces justificatives comptables relatives à ces coûts ne sont pas requises.

Pour les taux forfaitaires 15% et 40%, les frais de personnel directs éligibles retenus doivent être dûment justifiés notamment par la production des feuilles de temps.

Pour le taux forfaitaire 20%, les coûts directs de l'opération retenus doivent être dûment justifiés notamment par la production de factures acquittées.

### 3.3.2 Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel

En cas d'utilisation d'un taux horaire pour la prise en compte des dépenses directes de personnel, conformément à l'article 68.2 du Règlement (UE) n°1303/2013, le coût horaire est calculé en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts, par un temps de travail annuel forfaitaire de 1720 heures.

Ce taux horaire est établi soit nominativement soit par typologie de poste sur la base d'un ensemble plus vaste et représentatif de salariés occupant des fonctions similaires et dont le périmètre a été préalablement accepté par le service instructeur. Il permet d'arrêter un coût horaire par salarié ou par catégorie de salarié calculé comme suit au prorata de la quotité de temps travaillé :

- Coût horaire nominatif = (salaire brut annuel du salarié + charges patronales afférentes) / 1720 heures.
- Coût horaire par typologie de poste = (total des salaires bruts de la même catégorie de salariés + total des charges patronales afférentes) / (1720 heures X nombre de salariés de la même catégorie)

Les dépenses directes de personnel engagées par le bénéficiaire sont calculées en multipliant le nombre d'heures effectivement réalisées par chaque salarié affecté à l'opération, par le coût horaire qui lui est nominativement associé ou qui est associé à sa typologie de poste et tel qu'arrêté dans le plan de financement annexé à la présente convention.

Pour les personnes qui ne sont pas affectées à temps plein à la réalisation de l'opération, le nombre d'heures effectivement réalisées par chaque salarié est justifié par des fiches de suivi de temps nominatives et signées par le salarié concerné et son responsable hiérarchique direct.

Pour les personnes affectées à temps plein à la réalisation de l'opération, le nombre d'heures effectivement réalisées est fixé forfaitairement à 1720h.

Lorsque le coût horaire aura été nominativement établi, le bénéficiaire pourra demander à substituer un ou plusieurs salariés initialement déclarés par un ou plusieurs autres nouvellement affectés au projet sous réserve de fonctions et conditions similaires. Dans ce cas, il doit préalablement en informer le service instructeur et lui transmettre les justificatifs nécessaires pour validation et rédaction d'un avenant.

Lorsque ce taux horaire ne peut pas être mis en œuvre, le taux horaire réel est calculé sur la base des heures payées.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## ARTICLE 4 – CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE DEMANDE DE PAIEMENT

Le calendrier prévisionnel de demande de paiement retenu est le suivant. En cas de changement du calendrier de demandes de paiement de la subvention le bénéficiaire en informe l'autorité de gestion.

| | Dates (mois/année) | Montant prévisionnel des demandes de paiement |
|---|---|---|
| Solde : | 06/2023 | 279 400,00 € |

## ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera versée de la manière suivante :

- Un ou des acomptes au prorata des dépenses éligibles retenues. La présentation des dépenses par le bébéficiaire est limitée à 80 % du montant total des dépenses conventionnées ;
- un solde après achèvement de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à déposer ses demandes de paiement d'acompte et de solde auprès de l'Autorité de Gestion accompagnées :

- Etat récapitulatif des dépenses :
  - soit d'un état récapitulatif des dépenses attestées et acquittées, visé par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou un comptable public, accompagné des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente ;
  - soit d'un état récapitulatif des dépenses certifiées payées relatives à l'opération subventionnée, signé par un représentant dûment habilité du bénéficiaire. Il doit être accompagné soit des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente acquittées, c'est-à-dire portant la mention « acquittée le... » portée par l'émetteur de la facture, suivie de sa signature et précisant la référence du règlement, soit des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente auxquelles est joint le relevé bancaire ;
- Etat récapitulatif des cofinancements :
  - soit d'un récapitulatif des ressources reçues visé par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou le comptable public,
  - soit d'un état récapitulatif des cofinancements visé par le bénéficiaire, accompagné d'un document faisant apparaître l'encaissement effectif du cofinancement ;
- un justificatif de l'obligation comptable de l'article 8.2 ;
- les pièces relatives à la commande publique le cas échéant ;
- un justificatif de publicité du financement européen selon les modalités de l'article 8 ;
- en cas de solde : les livrables mentionnés à l'annexe « Description de l'opération » ;
- les pièces relatives aux recettes le cas échéant ;
- la justification des indicateurs de réalisation.

Les justificatifs de cofinancement doivent être impérativement joints dès la première demande de paiement présentée par le bénéficiaire s'ils n'ont pas été transmis au préalable au service instructeur du Service FEDER. La Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Tous les documents types sont disponibles sur le site : https://www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu/.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

La subvention sera versée sous réserve du respect de l'attestation sur l'honneur signée par le bénéficiaire dans son dossier de demande de subvention et de la disponibilité des crédits européens. En cas de suspension de paiement par la Commission européenne, la Région se réserve la possibilité de retarder les paiements des subventions européennes aux bénéficiaires, dans l'attente d'être remboursée, conformément à l'article 132 du règlement 1303/2013.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les informations requises et fiables à l'Autorité de Gestion au format dématérialisé (portail e-synergie ou autres supports). Ces informations permettent au Service FEDER d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire.

L'aide européenne sera versée sous réserve d'un contrôle de service fait visant à s'assurer de l'acquittement effectif des dépenses, de leur lien avec l'opération et du respect des règles européennes et nationales en vigueur. Lors du contrôle de service fait, le service FEDER pourra procéder à l'analyse des justificatifs par échantillonage statistique et effectuera, dans ce cas, une extrapolation de l'erreur éventuelle détectée. Dès lors, les justificatifs ne seront pas vérifiés exhaustivement.

## ARTICLE 6 - SUIVI ET ÉVALUATION DE L'OPÉRATION

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à l'Autorité de gestion les données sur l'avancement et le cas échéant les indicateurs de réalisation afférents à l'opération.

Ces indicateurs permettent de rendre compte de la réalisation de l'opération et de l'atteinte des objectifs fixés en début d'opération. A chaque demande de paiement, le bénéficiaire doit renseigner la valeur réalisée des indicateurs. Le renseignement des indicateurs par le bénéficiaire est obligatoire. Les indicateurs sont définis en annexe « Description de l'opération ».

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage également à répondre favorablement aux demandes qui lui sont faites pour les besoins des évaluations menées pendant la durée du programme par la Région Autorité de gestion.

## ARTICLE 7 : MODIFICATION OU ABANDON DE L'OPÉRATION

Toute modification de l'opération notamment en termes de localisation et de calendrier doit être notifiée par le bénéficiaire à la Direction des Fonds européens, 59 boulevard Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 02 dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

L'Autorité de gestion, après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante pendant 5 ans ou 3 ans pour les PME après le paiement du solde de l'aide européenne, sauf règles applicables aux aides d'Etat.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme ;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement l'Autorité de gestion pour permettre la clôture de l'opération. Elle définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

## ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations présentées au titre du présent article. À défaut, une réfaction totale ou partielle de la subvention pourra être appliquée par l'Autorité de gestion, sans préjuger de contrôles ultérieurs éventuels.

### 8.1 Publicité

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et le règlement d'exécution n°821/2014 du 28 juillet 2014 détaillée sur le portail des programmes européens 2014 2020 à l'adresse suivante : www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu

Le bénéficiaire doit transmettre tout document probant faisant mention de la participation européenne (contrat de travail, lettre de mission, courrier d'information, panneau de chantier, article de presse ...). Ces documents peuvent être utilisés par l'Autorité de Gestion pour illustrer les réalisations du programme.

### 8.2 Obligation comptable

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée (système de comptabilité distinct) ou à définir un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération. Le moyen retenu au moment du dépôt de dossier devra être justifié au moment de la demande de paiement.

### 8.3 Respect des politiques européennes et nationales

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes et nationales qui lui sont opposables et notamment :

- les réglementations relatives à la concurrence, aux aides d'État, à la commande publique et au respect de l'environnement,
- les principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination et de développement durable.

### 8.4 Conservation des pièces

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique l'ensemble du dossier technique, financier et administratif de l'opération jusqu'au 31 décembre 2030.

### 8.5 Contrôle

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'Autorité de Gestion et par toute autorité commissionnée par l'État ou par les corps d'inspections et de contrôle, nationaux ou européens.

### 8.6 Lutte anti-fraude

Le bénéficiaire et l'Autorité de gestion s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir, détecter, poursuivre et corriger toute situation constitutive d'une fraude et/ou d'un conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET DROIT DE PROPRIÉTÉ

L'Autorité de gestion et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne et notamment aux dispositions des articles 6 et 7 du règlement n°1828/2006, qui prévoient que l'acceptation d'un financement vaut acceptation de l'inclusion du bénéficiaire sur une liste publiée par voie électronique ou autre, mentionnant la liste des bénéficiaires, les intitulés des opérations et les montants des financements publics alloués aux opérations.

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolues au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à l'autorité de gestion le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Les informations recueillies lors du traitement et du suivi de chaque demande de financement européen sont enregistrées dans un fichier informatisé par l'autorité de gestion pour la gestion de la demande d'aide européenne. Conformément à l'article 140 du règlement (UE) n° 1303/2013, ces données seront conservées jusqu'au 31 décembre 2030 et sont destinées aux services de la Direction des Fonds européens de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et aux autorités de contrôles des FESI.

Les données transmises pourront être utilisées par l'autorité de gestion ou toutes autres autorités de contrôle agréées pour détecter des irrégularités potentielles. De plus, ces autorités sont susceptibles d'utiliser ces données associées à des bases de données publiques externes à des fins d'analyse de risques d'irrégularités ou de fraude.

Conformément à la loi informatique et libertés, le bénéficiaire peut exercer son droit d'accès aux données le concernant et les faire rectifier en contactant europesengage@auvergnerhonealpes.fr.

## ARTICLE 10 : RÉSILIATION ET REVERSEMENT

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A l'expiration du délai d'un mois, l'Autorité de Gestion se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés en cas de non-respect des clauses de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## ARTICLE 11 - CONTENTIEUX ET RECOURS

Si le bénéficiaire souhaite contester une décision prise par l'Autorité de Gestion pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer, justifications à l'appui :

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

- un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique) auprès de l'autorité administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision administrative ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution, ou en cas de recours administratif préalable, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité administrative compétente.

## ARTICLE 12 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet juridique à compter de sa signature par les parties, avec effet rétroactif au 01/12/2020, date de début d'éligibilité des dépenses. Elle prendra fin au plus tard deux ans après la notification du solde.

Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle pourront s'imposer au-delà de la durée de la convention.

Fait à Clermont-Ferrand, le 11 avril 2022

Le bénéficiaire

SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE
Le Président

François RAGE

L'Autorité de Gestion

Pour le Président et par délégation,
La Responsable du Service FEDER

Stéphanie COURIO

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# ANNEXES DE LA CONVENTION FEDER N° AV0029671

**Bénéficiaire : SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE**

**Intitulé de l'opération : Assistance à maitrise d'ouvrage pour la création d'une ligne de bus hydrogène**

**Localisation : Agglomération de Clermont-Ferrand (63)**

## ANNEXE - « DESCRIPTION DE L'OPÉRATION »

### DESCRIPTION DE L'OPÉRATION :

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de L'agglomération Clermontoise (SMTC-AC) recherche une entreprise ou un consortium pour qu'une ligne du réseau de bus, organisé par le SMTC-AC, soit exploitée, avec du matériel roulant dont le système de propulsion utilise pour carburant principal de l'hydrogène produit à partir de sources décarbonées et locales, dans les conditions économiques de coût de revient final (prenant donc en compte les subventions et aides mobilisables) pour le SMTC-AC similaire à celles constatées dans les marchés actuels. Pour ce faire, le SMTC-AC va lancer un marché public, sous la forme d'un dialogue compétitif.

A ce jour, la normalisation de la filière n'est pas suffisamment avancée pour que le SMTC-AC puisse acheter séparément l'ensemble des éléments permettant de garantir l'exploitation et la maintenance des bus sur le long terme, sans prendre un risque élevé. Le SMTC-AC recherche donc un ensemblier qui porte le risque lié au système.

Seront notamment comprises dans le marché : la fourniture du matériel roulant, de l'hydrogène d'origine décarbonée, la maintenance du matériel roulant, la gestion des interfaces (maintenance - exploitation, dépôt, ...). La durée du contrat sera comprise entre 10 et 20 ans.

Pour mener à bien ce projet le SMTC-AC souhaite être accompagné par un assistant à maîtrise d'ouvrage, objet de la présente demande d'aide.

### OBJECTIFS VISÉS, RÉSULTATS ATTENDUS :

La prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage, objet de la demande, consiste à rechercher un prestataire pour accompagner le SMTC-AC dans la définition du besoin et la passation d'une procédure de dialogue compétitif lui permettant de recruter un ensemblier (entreprise ou un consortium) offrant suffisamment de garanties.

Les missions confiées à l'AMO seront les suivantes : sourcing, élaboration des pièces techniques, appui juridique, suivi du dialogue compétitif, analyse des offres, suivi de réaliisation et mise en service

### DESCRIPTIF DES ACTIONS PRÉVISIONNELLES :

La prestation d'assistance à maitrise d'ouvrage consistera en :

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

- une phase de sourcing permettant d'identifier les fournisseurs susceptibles de répondre au besoin,
- une assistance à l'élaboration des pièces techniques, permettant de mettre en corrélation le besoin du SMTC-AC avec les avancées techniques sur le marché,
- une assistance dans la procédure de dialogue compétitif, procédure de mise en concurrence spécifique qui permet à l'acheteur un dialogue avec les candidats admis à participer à la procédure en vue de définir ou développer une ou plusieurs solutions de nature à répondre à ses besoins et sur la base de laquelle ou desquelles les participants au dialogue sont invités à remettre une offre,
- une assistance à l'analyse des offres remises,
- un appui juridique tout au long de la procédure,
- un suivi de réalisation et de mise en service de la ligne de bus à hydrogène

**LIVRABLES PERMETTANT DE RESTITUER LA RÉALISATION :**

Les livrables attendus sur cette opération sont :
- le compte rendu de sourcing
- les pièces du dialogue compétitif
- les rapports d'analyse des offres
- la mise en exploitation de la ligne H2

les justificatifs des livrables sont :
- un compte-rendu de l'opération
- la notification du marché d'exploitation de la ligne H2

## INDICATEURS

***Indicateurs de l'opération***

| *Dénomination* | *Type* | *Unité de mesure* | *Valeur prévisionnelle* |
|---|---|---|---|
| 17_FEDER_AV - Nombre de nouveaux services de mobilité durable mis en œuvre grâce au programme | Réalisation | Nombre de nouveaux services de mobilité durable mis en œuvre grâce au programme | 1,00 |



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# ANNEXE - « PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL »

## RESSOURCES

***Détails des ressources***

| Cofinanceur | Partenaire | Régime d'aide | Taux (%) | Montant (€ HT) |
|---|---|---|---|---|
| UNION EUROPEENNE | Fonds européen de développement régional | Aucun régime d'aide | 19,33 | 54 000,00 |
| **Total co-financeurs** | | | 19,33 | 54 000,00 |
| Bénéficiaire | | | 80,67 | 225 400,00 |
| **COUT TOTAL ELIGIBLE** | | | 100,00 | 279 400,00 |

## POSTES DE DÉPENSES

***Détails des postes de dépenses***

| *Catégorie de dépenses* | *Libellé de dépenses* | *Si clé de répartition, méthode de calcul de la clé* | *Montant ( HT )* |
|---|---|---|---|
| Dépenses de prestations externes de service | Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)<br><br>Les dépenses prévisionnelles concernent les 4 phases de l'AMO :<br><br>- Phase 1 « sourcing » : 18 750 €<br>- Phase 2 « Réalisation du programme de l'opération » : 61 350 €<br>- Phase 3 « Consultation des entreprises » : 108 800 €<br>- Phase 4 « Suivi de réalisation et mise en service » : 90 500 € | | 279 400,00 € |
| | | **Total :** | **279 400,00 €** |



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

L'EUROPE S'ENGAGE en région Auvergne-Rhône-Alpes avec le FEDER

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

# CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION FEDER

## PROGRAMME OPÉRATIONNEL RÉGIONAL AUVERGNE

| AUTORITÉ DE GESTION : RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | |
|---|---|
| N° de dossier SYNERGIE | AV0029674 |

Vu le Traité sur le fonctionnement et l'Union Européenne et notamment l'article 107 et les suivants ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, modifié par le règlement (UE) 2017/2393 du Parlement européen et du conseil du 13 décembre 2017, portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion, au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi" abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement (UE) 2020/460 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 modifiant les règlements (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013 et (UE) no 508/2014 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à mobiliser des investissements dans les systèmes de soins de santé des États membres et dans d'autres secteurs de leur économie en réaction à la propagation du COVID-19 (initiative d'investissement en réaction au coronavirus) ;

Vu le règlement (UE) 2020/558 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2020 modifiant les règlements (UE) no 1301/2013 et (UE) no 1303/2013 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à offrir une flexibilité exceptionnelle pour l'utilisation des Fonds structurels et d'investissement européens en réaction à la propagation de la COVID-19 ;

Vu le règlement (UE) 2020/2221 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 modifiant le règlement (UE) no 1303/2013 en ce qui concerne des ressources supplémentaires et des modalités d'application afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (REACT-EU) ;

Vu la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ;
Vu la décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics, le cas échéant ;

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Vu les décisions d'exécution de la Commission européenne du 26 avril 2021 portant approbation de certains éléments du Programme opérationnel Rhône-Alpes FEDER-FSE 2014-2020 , du 8 novembre 2020 pour le Programme opérationnel Auvergne FEDER-FSE 2014-2020 et du 22 octobre 2020 pour le Programme opérationnel interrégional Rhône Saône 2014-2020 en vue d'un soutien du Fonds Européen de Développement Régional, du Fonds Social Européen et de la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes, au titre de l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Auvergne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018. portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

Vu le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens, modifié par le décret n° 2014-1460 du 8 décembre 2014 ;

Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par des fonds structurels et d'investissements européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles d'éligibilité des dépenses des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la délibération n° AP-2021-07 /08-7-5695 du Conseil régional en sa réunion du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir au Président ;

Vu la délibération n° 10 du conseil régional du 9 février 2017 relative à la simplification des modalités de gestion des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement ;

Vu l'arrêté n° 2019/07/00388 du Président du Conseil régional, représentant de l'Autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020, en date du 25 juin 2019, validant le modèle de convention ;

Vu l'arrêté n° 2022/03/00101 signé par le Président du Conseil régional, représentant de l'Autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020, en date du 11 avril 2022, validant la programmation ;

Vu la demande d'aide européenne du 18/12/2020 présentée par le bénéficiaire ;

Vu l'avis du Comité de Programmation interfonds du 08/04/2022;

Considérant les dispositions prises en raison de la crise sanitaire, les règlements (UE) 2020/460, dit « CRII » du 30 mars 2020, et UE 2020/558 dit « CRII+ » du 23 avril 2020, il en résulte une situation exceptionnelle à laquelle l'autorité de gestion pourra remédier par des mesures spécifiques ;

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

**ENTRE**

**La Région Auvergne Rhône-Alpes**, Autorité de gestion, représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional et représentant de l'autorité de gestion des programmes opérationnels 2014-2020,

ci-après désignée « l'Autorité de gestion » ;

**ET**

**Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise,**

Représenté par Monsieur François RAGE, Président

| | |
|---|---|
| SIRET : | 256300120 00035 |
| Adresse | 2 Bis rue de l'Hermitage |
| Complément d'adresse : | |
| Code Postal et Commune | 63 06 Clermont-Ferrand |

ci-après désigné « le bénéficiaire » ;

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante (ou mener à bien le programme d'actions ou les missions) : **Réalisation d'une étude pour la mise en oeuvre d'une tarification innovante et adaptée en vue de rendre attractive la tarification des services de transports urbains de l'agglomération clermontoise**. Il bénéficie pour cela d'une aide FEDER dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER/FSE Auvergne pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre de :

**Axe : 8 - Urbain intégré**

**Thématique : 8.1 Urbain intégré : diminuer les émissions de $Co^2$ en augmentant l'utilisation des transports durables**

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et les deux annexes :

- « Description de l'opération »,
- « Plan de financement prévisionnel ».

Ces trois documents constituent les pièces contractuelles de la convention.

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique, le Service FEDER de la Direction des Fonds Européens situé 59 boulevard Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 02, pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

## ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Il est attribué au bénéficiaire une subvention d'un montant maximal de **42 000,00 €**, correspondant à un taux maximum de **60,00 %** appliqué sur une dépense subventionnable maximale de **70 000,00 € HT.**

Le montant de la subvention est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des éléments cumulatifs suivants :

- des dépenses effectivement réalisées et acquittées,
- des subventions effectivement perçues,
- des résultats constatés,
- de la conformité des réalisations par rapport aux termes de la présente convention et de ses pièces annexes,
- des recettes éventuellement générées par l'opération en vertu de la règlementation en vigueur.

En cas de sous-réalisation ou de correction financière, le montant d'aide FEDER/FSE est calculé en vue de respecter le taux maximum d'aide publique autorisée et d'éviter tout sur-financement au regard des cofinancements publics et privés perçus ou à percevoir. L'autofinancement n'étant pas considéré comme un cofinancement privé sera ajusté en conséquence pour équilibrer le plan de financement final.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Le plan de financement annexé à la présente convention est un plan de financement prévisionnel. Si ce plan de financement venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer l'Autorité de gestion qui pourra procéder à une réduction de l'aide communautaire afin de respecter le taux et le montant maximum d'aide publique autorisé.

## ARTICLE 3 - ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES

### 3.1 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles sont engagées et acquittées par le bénéficiaire à compter du 01/12/2020 et jusqu'au 30/09/2022.

L'opération doit être réalisée avant la date de fin d'éligibilité des dépenses sauf prorogation accordée par l'Autorité de gestion par voie d'avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai et à condition que l'opération ne soit pas dénaturée.

### 3.2 Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen et par le Programme Opérationnel Auvergne FEDER-FSE 2014-2020 s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération.

Les dépenses à prendre en considération comprennent exclusivement des coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet ou de l'action, pouvant le cas échéant faire l'objet d'une clé de répartition définie dans le plan de financement en annexe.

Elles doivent être liées à l'objet du projet ou de l'action, nécessaires à sa réalisation, raisonnables selon le principe de bonne gestion, engendrées pendant le temps de sa réalisation, acquittées, identifiables et contrôlables.

Le bénéficiaire présentera :

- des pièces justificatives comptables (ou des pièces équivalentes de valeur probante) ;
- des pièces justificatives non comptables, permettant de justifier :
  - la réalisation effective et leur lien avec l'opération,
  - la date et le montant de leur acquittement.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme ou un autre programme européen. A ce titre, les dépenses éligibles au Fonds de la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR) dans le cadre du Plan de relance, ne peuvent être retenues dans l'assiette éligible.

### 3.3 Utilisation des options de coûts simplifiés

L'autorité de gestion applique les options des « coûts simplifiés » suivantes dans le cadre de la mise en œuvre du PO FEDER/FSE-IEJ Auvergne, sur les fonds FEDER dans le respect des exclusions réglementaires.
Le choix de recourir aux OCS relève de la responsabilité de l'autorité de gestion et est précisé dans l'annexe technique et financière.

#### 3.3.1 Utilisation d'un taux forfaitaire

- un taux de 40 % des dépenses directes de personnel éligibles peut être utilisé afin de couvrir tous les autres coûts éligibles directs et indirects de l'opération,

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

- un taux de 15 % des dépenses directes de personnel éligibles afin de couvrir les dépenses indirectes de l'opération, en application de l'article 68.1 du règlement n°1303/2013,
- un taux de 20 % des coûts directs autres que les frais de personnel de l'opération concernée pour couvrir les frais de personnel, en application de l'article 68 bis du règlement n°1303/2013 modifié, sous réserve que les coûts directs de l'opération n'incluent pas les marchés publics de travaux dont la valeur dépasse le seuil fixé à l'article 4, point a), de la directive 2012/24/UE.

En cas d'utilisation d'un taux forfaitaire pour la prise en compte des dépenses, les pièces justificatives comptables relatives à ces coûts ne sont pas requises.

Pour les taux forfaitaires 15% et 40%, les frais de personnel directs éligibles retenus doivent être dûment justifiés notamment par la production des feuilles de temps.

Pour le taux forfaitaire 20%, les coûts directs de l'opération retenus doivent être dûment justifiés notamment par la production de factures acquittées.

### 3.3.2 Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel

En cas d'utilisation d'un taux horaire pour la prise en compte des dépenses directes de personnel, conformément à l'article 68.2 du Règlement (UE) n°1303/2013, le coût horaire est calculé en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts, par un temps de travail annuel forfaitaire de 1720 heures.

Ce taux horaire est établi soit nominativement soit par typologie de poste sur la base d'un ensemble plus vaste et représentatif de salariés occupant des fonctions similaires et dont le périmètre a été préalablement accepté par le service instructeur. Il permet d'arrêter un coût horaire par salarié ou par catégorie de salarié calculé comme suit au prorata de la quotité de temps travaillé :

- Coût horaire nominatif = (salaire brut annuel du salarié + charges patronales afférentes) / 1720 heures.
- Coût horaire par typologie de poste = (total des salaires bruts de la même catégorie de salariés + total des charges patronales afférentes) / (1720 heures X nombre de salariés de la même catégorie)

Les dépenses directes de personnel engagées par le bénéficiaire sont calculées en multipliant le nombre d'heures effectivement réalisées par chaque salarié affecté à l'opération, par le coût horaire qui lui est nominativement associé ou qui est associé à sa typologie de poste et tel qu'arrêté dans le plan de financement annexé à la présente convention.

Pour les personnes qui ne sont pas affectées à temps plein à la réalisation de l'opération, le nombre d'heures effectivement réalisées par chaque salarié est justifié par des fiches de suivi de temps nominatives et signées par le salarié concerné et son responsable hiérarchique direct.

Pour les personnes affectées à temps plein à la réalisation de l'opération, le nombre d'heures effectivement réalisées est fixé forfaitairement à 1720h.

Lorsque le coût horaire aura été nominativement établi, le bénéficiaire pourra demander à substituer un ou plusieurs salariés initialement déclarés par un ou plusieurs autres nouvellement affectés au projet sous réserve de fonctions et conditions similaires. Dans ce cas, il doit préalablement en informer le service instructeur et lui transmettre les justificatifs nécessaires pour validation et rédaction d'un avenant.

Lorsque ce taux horaire ne peut pas être mis en œuvre, le taux horaire réel est calculé sur la base des heures payées.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

## ARTICLE 4 – CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE DEMANDE DE PAIEMENT

Le calendrier prévisionnel de demande de paiement retenu est le suivant. En cas de changement du calendrier de demandes de paiement de la subvention le bénéficiaire en informe l'autorité de gestion.

| | Dates (mois/année) | Montant prévisionnel des demandes de paiement |
|---|---|---|
| Solde : | 09/2022 | 70 000€ |

## ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera versée de la manière suivante :

- une avance de 20% au retour de la convention dûment signée par toutes les parties. L'avance est déduite dès le premier acompte.
- Un ou des acomptes au prorata des dépenses éligibles retenues. La présentation des dépenses par le bénéficiaire est limitée à 80 % du montant total des dépenses conventionnées ;
- un solde après achèvement de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à déposer ses demandes de paiement d'acompte et de solde auprès de l'Autorité de Gestion accompagnées :

- Etat récapitulatif des dépenses :
  - soit d'un état récapitulatif des dépenses attestées et acquittées, visé par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou un comptable public, accompagné des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente ;
  - soit d'un état récapitulatif des dépenses certifiées payées relatives à l'opération subventionnée, signé par un représentant dûment habilité du bénéficiaire. Il doit être accompagné soit des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente acquittées, c'est-à-dire portant la mention « acquittée le... » portée par l'émetteur de la facture, suivie de sa signature et précisant la référence du règlement, soit des factures ou des pièces comptables de valeur probante équivalente auxquelles est joint le relevé bancaire ;
- Etat récapitulatif des cofinancements :
  - soit d'un récapitulatif des ressources reçues visé par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou le comptable public,
  - soit d'un état récapitulatif des cofinancements visé par le bénéficiaire, accompagné d'un document faisant apparaître l'encaissement effectif du cofinancement ;
- un justificatif de l'obligation comptable de l'article 8.2 ;
- les pièces relatives à la commande publique le cas échéant ;
- un justificatif de publicité du financement européen selon les modalités de l'article 8 ;
- en cas de solde : les livrables mentionnés à l'annexe « Description de l'opération » ;
- les pièces relatives aux recettes le cas échéant ;
- la justification des indicateurs de réalisation.

Les justificatifs de cofinancement doivent être impérativement joints dès la première demande de paiement présentée par le bénéficiaire s'ils n'ont pas été transmis au préalable au service instructeur du Service FEDER. La Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Tous les documents types sont disponibles sur le site : https://www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu/.

La subvention sera versée sous réserve du respect de l'attestation sur l'honneur signée par le bénéficiaire dans son dossier de demande de subvention et de la disponibilité des crédits européens. En cas de suspension de paiement par la Commission européenne, la Région se réserve la possibilité de retarder les paiements des subventions européennes aux bénéficiaires, dans l'attente d'être remboursée, conformément à l'article 132 du règlement 1303/2013.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les informations requises et fiables à l'Autorité de Gestion au format dématérialisé (portail e-synergie ou autres supports). Ces informations permettent au Service FEDER d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire.

L'aide européenne sera versée sous réserve d'un contrôle de service fait visant à s'assurer de l'acquittement effectif des dépenses, de leur lien avec l'opération et du respect des règles européennes et nationales en vigueur. Lors du contrôle de service fait, le service FEDER pourra procéder à l'analyse des justificatifs par échantillonage statistique et effectuera, dans ce cas, une extrapolation de l'erreur éventuelle détectée. Dès lors, les justificatifs ne seront pas vérifiés exhaustivement.

## ARTICLE 6 - SUIVI ET ÉVALUATION DE L'OPÉRATION

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à l'Autorité de gestion les données sur l'avancement et le cas échéant les indicateurs de réalisation afférents à l'opération.

Ces indicateurs permettent de rendre compte de la réalisation de l'opération et de l'atteinte des objectifs fixés en début d'opération. A chaque demande de paiement, le bénéficiaire doit renseigner la valeur réalisée des indicateurs. Le renseignement des indicateurs par le bénéficiaire est obligatoire. Les indicateurs sont définis en annexe « Description de l'opération ».

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage également à répondre favorablement aux demandes qui lui sont faites pour les besoins des évaluations menées pendant la durée du programme par la Région Autorité de gestion.

## ARTICLE 7 : MODIFICATION OU ABANDON DE L'OPÉRATION

Toute modification de l'opération notamment en termes de localisation et de calendrier doit être notifiée par le bénéficiaire à la Direction des Fonds européens, 59 boulevard Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 02 dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

L'Autorité de gestion, après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante pendant 5 ans ou 3 ans pour les PME après le paiement du solde de l'aide européenne, sauf règles applicables aux aides d'Etat.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme ;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement l'Autorité de gestion pour permettre la clôture de l'opération. Elle définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

## ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations présentées au titre du présent article. À défaut, une réfaction totale ou partielle de la subvention pourra être appliquée par l'Autorité de gestion, sans préjuger de contrôles ultérieurs éventuels.

### 8.1 Publicité

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et le règlement d'exécution n°821/2014 du 28 juillet 2014 détaillée sur le portail des programmes européens 2014 2020 à l'adresse suivante : www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu

Le bénéficiaire doit transmettre tout document probant faisant mention de la participation européenne (contrat de travail, lettre de mission, courrier d'information, panneau de chantier, article de presse ...). Ces documents peuvent être utilisés par l'Autorité de Gestion pour illustrer les réalisations du programme.

### 8.2 Obligation comptable

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée (système de comptabilité distinct) ou à définir un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération. Le moyen retenu au moment du dépôt de dossier devra être justifié au moment de la demande de paiement.

### 8.3 Respect des politiques européennes et nationales

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes et nationales qui lui sont opposables et notamment :

- les réglementations relatives à la concurrence, aux aides d'État, à la commande publique et au respect de l'environnement,
- les principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination et de développement durable.

### 8.4 Conservation des pièces

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique l'ensemble du dossier technique, financier et administratif de l'opération jusqu'au 31 décembre 2030.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

### 8.5 Contrôle

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'Autorité de Gestion et par toute autorité commissionnée par l'État ou par les corps d'inspections et de contrôle, nationaux ou européens.

### 8.6 Lutte anti-fraude

Le bénéficiaire et l'Autorité de gestion s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir, détecter, poursuivre et corriger toute situation constitutive d'une fraude et/ou d'un conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

## ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET DROIT DE PROPRIÉTÉ

L'Autorité de gestion et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne et notamment aux dispositions des articles 6 et 7 du règlement n°1828/2006, qui prévoient que l'acceptation d'un financement vaut acceptation de l'inclusion du bénéficiaire sur une liste publiée par voie électronique ou autre, mentionnant la liste des bénéficiaires, les intitulés des opérations et les montants des financements publics alloués aux opérations.

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolues au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à l'autorité de gestion le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Les informations recueillies lors du traitement et du suivi de chaque demande de financement européen sont enregistrées dans un fichier informatisé par l'autorité de gestion pour la gestion de la demande d'aide européenne. Conformément à l'article 140 du règlement (UE) n° 1303/2013, ces données seront conservées jusqu'au 31 décembre 2030 et sont destinées aux services de la Direction des Fonds européens de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et aux autorités de contrôles des FESI.

Les données transmises pourront être utilisées par l'autorité de gestion ou toutes autres autorités de contrôle agréées pour détecter des irrégularités potentielles. De plus, ces autorités sont susceptibles d'utiliser ces données associées à des bases de données publiques externes à des fins d'analyse de risques d'irrégularités ou de fraude.

Conformément à la loi informatique et libertés, le bénéficiaire peut exercer son droit d'accès aux données le concernant et les faire rectifier en contactant leuropesengage@auvergnerhonealpes.fr.

## ARTICLE 10 : RÉSILIATION ET REVERSEMENT

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

A l'expiration du délai d'un mois, l'Autorité de Gestion se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés en cas de non-respect des clauses de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## ARTICLE 11 - CONTENTIEUX ET RECOURS

Si le bénéficiaire souhaite contester une décision prise par l'Autorité de Gestion pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer, justifications à l'appui :

- un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique) auprès de l'autorité administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision administrative ;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution, ou en cas de recours administratif préalable, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité administrative compétente.

## ARTICLE 12 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet juridique à compter de sa signature par les parties, avec effet rétroactif au 01/12/2020, date de début d'éligibilité des dépenses. Elle prendra fin au plus tard deux ans après la notification du solde.

Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle pourront s'imposer au-delà de la durée de la convention.

Fait à Clermont-Ferrand, le 11 avril 2022

Le bénéficiaire

Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise
Le Président

François RAGE

L'Autorité de Gestion

Pour le Président et par délégation,
La Responsable du Service FEDER

Stéphanie COURIO

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# ANNEXES DE LA CONVENTION FEDER
# N° AV0029674

**Bénéficiaire :** 25630012000035 SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Intitulé de l'opération :** Réalisation d'une étude pour la mise en œuvre d'une tarification innovante et adaptée en vue de rendre attractive la tarification des services de transports urbains de l'agglomération clermontoise

**Localisation :** Clermont Auvergne Métropole

## ANNEXE - « DESCRIPTION DE L'OPERATION »

### DESCRIPTION DE L'OPERATION :

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur les 23 communes de son Ressort Territorial (RT) qui comptabilise environ 300.000 habitants. Il propose et organise différents services de mobilité :
- Transports en commun via son exploitant T2C ;
- Vélos via sa marque « C.vélo » ;
- Autopartage entre particuliers « Mon Autopartagée » ;
- Covoiturage via l'association Covoiturage Auvergne et la plateforme MOV'ICI ;
- Différents projets liés aux transports grâce à son concours Auvermoov.

Par ailleurs, le Plan de Déplacements Urbains, renouvelé en 2019, inscrit les orientations choisies par les élus du territoire pour les projets en cours et à venir :
- Construire une Métropole harmonieuse et peu énergivore ;
- Offrir un espace public accueillant pour les modes actifs ;
- Transmettre et promouvoir l'éco-mobilité ;
- Décliner l'offre de mobilité selon les territoires, les personnes et les modes de vie ;
- Fluidifier la mobilité et promouvoir la multimodalité.

De plus, le projet de nouvelle billettique, dont le déploiement est prévu pour fin 2021, ouvre des opportunités techniques intéressantes pour réfléchir à l'élaboration d'une nouvelle gamme tarifaire, plus adaptée aux besoins des habitants, plus accessible et permettant d'optimiser les recettes. L'usage multimodal des transports proposés sera également possible via la nouvelle billettique. Il convient donc d'en appréhender les scénarios en matière de tarification.

Dans ce cadre, le SMTC-AC et son exploitant T2C ont réalisé un scenario de gamme tarifaire, qui nécessite d'être approfondi et testé auprès d'un panel de personnes utilisatrices et non-utilisatrices actuelles du réseau afin de connaître leur intérêt pour ces produits et l'impact de leur introduction dans la gamme tarifaire sur la répartition de la fréquentation par titre et, de fait, sur les recettes.

L'EUROPE S'ENGAGE en region Auvergne-Rhône-Alpes avec le FEDER
UNION EUROPÉENNE
La Région Auvergne-Rhône-Alpes

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

**OBJECTIFS VISES, RESULTATS ATTENDUS :**

Le SMTC-AC va réaliser une étude sur la perception des titres par les usagers et les usagers potentiels et sur l'adéquation de ces titres avec les besoins de déplacement, le mode de vie, et leur(s) moyen(s) de paiements disponibles. En parallèle, cette étude devra être en mesure de calibrer la gamme tarifaire pour permettre une évolution positive des recettes.
Cette étude permettra au SMTC-AC d'élaborer une stratégie tarifaire, dont la temporalité sera calquée sur les innovations techniques permise par le projet de billettique en cours de mise en œuvre sur le Ressort Territorial.

**DESCRIPTIF DES ACTIONS PREVISIONNELLES :**

Le phasage de l'étude est le suivant :
Phase 1 - Diagnostic de la gamme tarifaire actuelle et des réflexions amorcées : benchmark tarifaire, recueil de données, etc...
Phase 2 - Scenarii de gammes tarifaires
Phase 3 - Test auprès d'un panel (usagers et potentiels usagers) : identification des freins et des leviers des produits tarifaires
Phase 4 - Préconisations techniques tarifaires budgétées (impacts sur les recettes, euros/voyage, etc.) et planifiées

**LIVRABLES PERMETTANT DE RESTITUER LA REALISATION :**

Les livrables attendus sur cette opération sont :

- L'étude est le livrable attendu pour cette opération.
  Elle permettra de rendre compte de l'exécution de l'opération.
  Le justificatif de l'opération est le compte rendu d'exécution de l'opération précisant les conclusions du comité de pilotage du projet suite à la réalisation de l'étude.

Les justificatifs des livrables permettant de restituer l'opération sont :
- Le rapport de l'étude ;

- Le compte rendu d'exécution de l'opération précisant les suites à donner de l'étude décidées par le comité technique

## INDICATEURS

Sans objet

## ANNEXE - « PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL »

## RESSOURCES

***Détails des ressources***

| Cofinanceur | Partenaire | Régime d'aide | Taux(%) | Montant (€ HT) |
|---|---|---|---|---|
| UNION EUROPEENNE | Fonds européen de développement régional | Auc / Aucun régime d'aide | 60,00 | 42 000,00 |
| **Total co-financeurs** | | | 60,00 | 42 000,00 |
| Bénéficiaire | | | 40,00 | 28 000,00 |
| **COUT TOTAL ELIGIBLE** | | | 100,00 | 70 000,00 |

## POSTES DE DÉPENSES



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

| Détails des postes de dépenses | | | |
|---|---|---|---|
| Catégorie de dépenses | Libellé de dépenses | Si clé de répartition, méthode de calcul de la clé | Montant ( HT ) |
| Dépenses de prestations externes de service | Etude | | 70 000,00 € |
| | | Total : | 70 000,00 € |



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

DocuSign Envelope ID: EFDD1266-9A0C-415C-BEE8-DF42801680FD

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# CONVENTION N° C22-25
# RELATIVE A LA CESSION DE VALIDEURS EB6000 VIX

Entre les soussignés :

**Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise** (SMTC-AC), sis 2 bis rue de l'Hermitage, 63063 à Clermont-Ferrand cedex 1, ci-après dénommé « **SMTC-AC** », représenté par son Président, Monsieur François RAGE, habilité à l'effet des présentes par délibération du comité syndical du SMTC du 24 mars 2022 portant délégations de fonctions.

d'une part,

**Et**

**La société Kuba**, société par actions simplifiée au capital de 4.425.000,00 euros, dont le siège social est situé rue Ariane II, Espace Valentin Nord – 25480 MISEREY-SALINES – immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Besançon sous le n°383 693 975, représentée par Monsieur Tarik DINANE en sa qualité de DIRECTEUR GÉNÉRAL

ci-après dénommé « **Kuba.** »,

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

## Préambule

Dans le cadre du renouvellement du système billettique, les anciens valideurs VIX sont changés à neuf. La société KUBA a exprimé son intérêt pour acquérir auprès du SMTC-AC 21 EB6000 déposés dans le cadre du changement de système billettique.

Ces équipements appartiennent au domaine privé mobilier du SMTC-AC et a ce titre peuvent être cédées librement.

La présente convention vient acter les modalités de la cession de ces valideurs.

TD



Acquitté en Préfecture le :

15 JUIN 2022

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

DocuSign Envelope ID: EFDD1266-9A0C-415C-BEE8-DF42801680FD

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

**Article 1 : Objet de la convention**

Le SMTC-AC accepte de céder à Kuba 21 valideurs EB6000 initialement voués à la destruction.

**Article 2 : Disposition financière**

Le SMTC-AC cède la liste des pièces mentionnées à l'article 1er des présentes pour un montant total de 4 137 € hors taxes.

Le SMTC-AC adressera une facture jointe à cette convention.

**Article 3 : Modalités de retrait et de transport du matériel**

Le retrait au dépôt T2C de Champratel à Clermont-Ferrand et le transport des pièces sur son site industriel est à la charge de Kuba. Leur retrait n'interviendra qu'après règlement du prix de cession mentionné à l'article 2 des présentes et au plus tard dans un délai de 2 mois.

Kuba devra s'assurer des moyens adéquats de chargement et de transport des biens.

**Article 4 : Responsabilité**

Les pièces sont cédées en l'état. Kuba déclare bien le connaître et accepte de les prendre en l'état.

Le SMTC-AC se dégage de toutes responsabilités concernant les anomalies ou défectuosités qui pourraient être constatées sur le matériel après la signature des présentes.

**Article 5 : Nullité**

Si l'une quelconque des stipulations du contrat de vente s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité ni altérer la validité de ses autres dispositions.

**Article 6 : Clause résolutoire**

A défaut pour l'Acquéreur d'avoir respecté le délai de retrait du bien mentionné à l'article 3, la vente sera résolue de plein droit et sans sommation, au profit du SMTC-AC, et ce conformément à l'article 1657 du code civil. Le SMTC-AC retrouvera ainsi la propriété des pièces vendues qu'il pourra donc remettre en vente.

Le SMTC-AC restituera à l'Acquéreur, sur sa demande uniquement, le prix versé lors de la vente, déduction faite d'une indemnité forfaitaire destinée à réparer le préjudice subi par la SMTC-AC (frais éventuels de mise en vente, de stockage, de remise en vente, de gestion...) du fait du défaut de retirement.



Acquitté en Préfecture le :
15 JUIN 2022

TD

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Le montant de cette indemnité est fixé à 10 % du prix de vente.

**Article 7 : Durée de validité de la convention**

La cession est actée à la signature de la convention par les deux parties.

**Article 8 : Litiges**

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Fait en deux exemplaires à Clermont-Ferrand, le.....03 JUIN 2022.....

Pour Kuba.,
Le Directeur Général

KUBA
Rue Ariane II - Espace Valentin Nord
25480 MISEREY-SALINES
Tél 33(0)3 81 43 11 40 - Fax 33(0)3 81 53 73 84

DocuSigned by:
Tarik Dinane
A73BDE7889F1476...

Monsieur Tarik DINANE

Pour le SMTC-AC
Le Président

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Monsieur François RAGE

Acquitté en préfecture
Le
15 JUIN 2022


Acquitté en Préfecture le :
15 JUIN 2022

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

inspiRe

un nouveau souffle pour nos mobilités

# CONVENTION N° C22-27

Phase AVP

## Diagnostic Archéologique

**Convention d'accès, d'occupation provisoire et de travaux sur le site du Parking de la Clinique (AB 175, 176, 177, 178), avenue de la paix à Durtol permettant la réalisation d'un diagnostic archéologique préalable au projet InspiRe**

## Parking DURTOL

Émetteur : SMTC

SMTC
2 bis rue de l'Hermitage
63063 CLERMONT FERRAND Cedex

Tel : 04 73 44 68 68

N° d'identification

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# Révision de ce document

| Indice | Date | Pages | Objet de la révision |
|---|---|---|---|
| A | 27/04/22 | Toutes | Édition du document |
| B | | | |
| C | | | |
| D | | | |
| E | | | |
| F | | | |
| G | | | |

# Validation du document

Émetteur : SMTC

| Rédaction | Vérification | Validation |
|---|---|---|
| Nom<br>E CHALUS | Nom<br>S BASTIDE | Nom<br>P MALASSENET |
| Date<br>16/03/2022 | Date | Date |
| Visa | Visa | Visa |

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

La présente convention est établie :

**ENTRE**

- **LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE,** dont le siège est 2 bis, rue de l'Hermitage, 63000 CLERMONT-FERRAND, représenté par Monsieur François RAGE agissant en sa qualité de président, dûment habilité par délibération n° 5 du 30 juillet 2020 portant délégations de fonctions.

Ci-après dénommé « **le SMTC-AC** »

**d'une part**

**ET**

- La Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines, dont le siège est 77 avenue de Ségur, 75015 PARIS

Ci-après, dénommée « **Le propriétaire** »,

**d'autre part.**

Ensemble, **les Parties.**

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# SOMMAIRE

**EXPOSE PREALABLE** 5

ARTICLE 1 OBJET 6

ARTICLE 2 AUTORISATION A INTERVENIR SUR LE DOMAINE PRIVE 6

ARTICLE 3 DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES 7

3.1. Droits et Obligations du propriétaire 7

3.2. Droits et Obligations du SMTC-AC. 7

ARTICLE 4 DUREE DU PROTOCOLE 7

ARTICLE 5 DESCRIPTION ET EXECUTION DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 6 MODIFICATION - RESILIATION DE LA CONVENTION 8

ARTICLE 7 REGLEMENT DES DIFFERENDS 8

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# EXPOSE PREALABLE

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) en co-maitrise d'ouvrage avec Clermont Auvergne Métropole prévoit de réaliser deux lignes de bus à haut niveau de service dans le cadre du projet Inspire.
Les travaux d'aménagements de voirie et de dévoiement de réseaux doivent démarrer en 2023.

Les travaux qui vont être réalisés dans le cadre du projet InspiRe sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique : plusieurs sites sont recensés dans l'environnement du projet relevant de périodes allant de la préhistoire récente à la période médiévale.

Afin de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents, l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives) a été mandatée pour réaliser le diagnostic sur le territoire concerné par le projet InspiRe.

Le tracé de la future ligne C, tel que prévu en phase AVP, impactera les parcelles cadastrées section AB numéros 175, 176, 177, 178 propriétés de la Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines. Sur cette parcelle se situe le parking personnel et visiteur de la Clinique Cardio-pneumologique de Durtol.

Il convient donc de contractualiser avec la Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines pour autoriser l'entrée des entreprises nécessaires et le déroulement des opérations de diagnostic.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

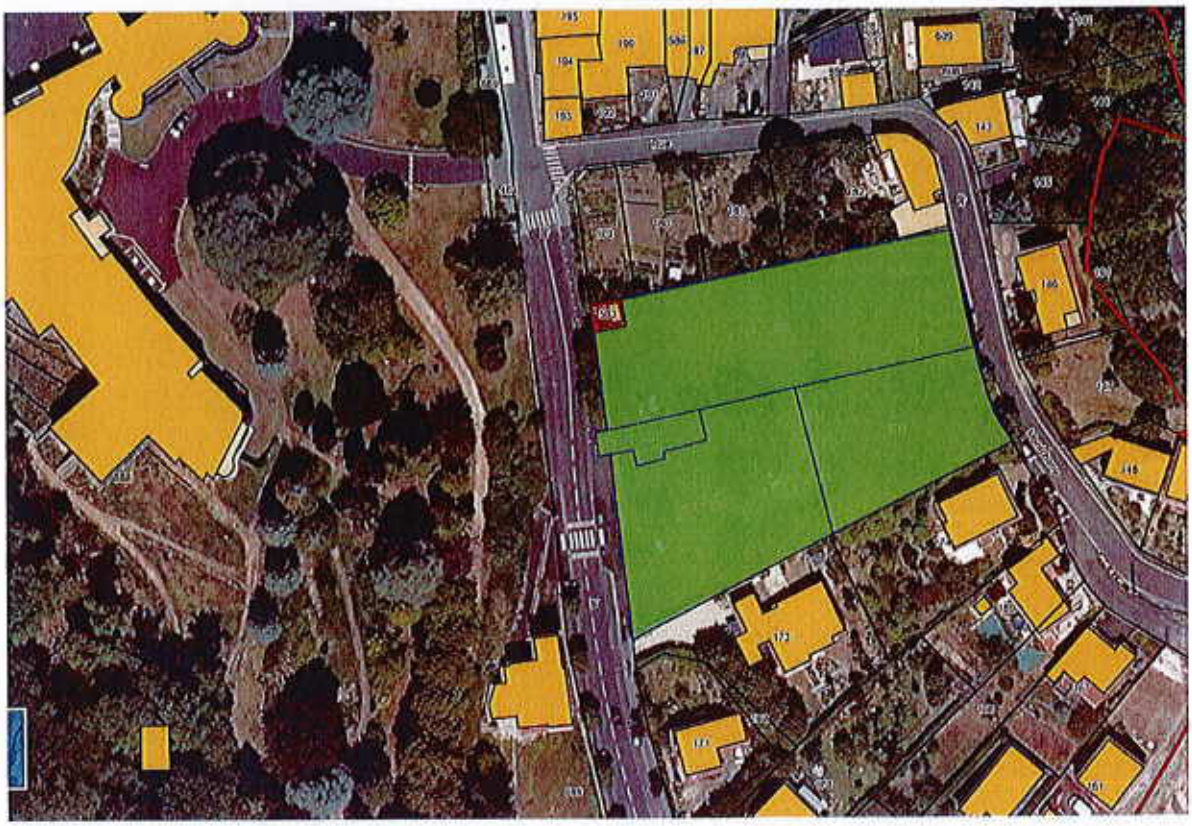
# ARTICLE 1 OBJET

La présente convention a pour objet :

- de permettre l'accès aux parcelles cadastrées section AB numéros 175, 176, 177, 178.
- de définir les droits et obligations des parties en matière d'intervention sur le domaine privé utilisé en parking pour le personnel et les visiteurs de la Clinique.

# ARTICLE 2 AUTORISATION A INTERVENIR SUR LE DOMAINE PRIVE

Les travaux interviendront sur les parcelles cadastrées section AB numéros 175, 176, 177, 178 (en vert au plan joint) situées avenue de la paix à Durtol. Sur ces parcelles se situe le parking de la clinique, propriété de la Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines.



Le Propriétaire autorise le SMTC-AC et les entreprises chargées de réaliser les diagnostics ou opérations connexes à accéder à sa propriété pour la durée nécessaire à la réalisation des travaux de diagnostic archéologique.

Le propriétaire autorise la réalisation des travaux nécessaires aux opérations de diagnostic archéologique. Ceux-ci seront réalisés, selon les plans, élaborés entre les parties et par les entreprises

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

mandatées, dans les règles de l'art. Il est prévu l'utilisation d'une pelleteuse inférieure à 20 tonnes et la rotation de 2 camions à benne (maximum) pour évacuation et remblai des terres.

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera signé en présence des Propriétaires. A défaut de présence des Propriétaires, le SMTC-AC se substitue à eux.

Les Propriétaires seront tenus informés des dates du début des travaux et de leur fin.

# ARTICLE 3 DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

De manière générale, chaque Partie s'engage à répondre aux sollicitations de l'autre dans les meilleurs délais. De la même manière, les Parties s'engagent à s'informer mutuellement de tout évènement ou élément impactant l'autre Partie.

## 3.1. Droits et Obligations du propriétaire

Le propriétaire s'engage à laisser l'accès libre, pendant toute la durée nécessaire au diagnostic, au SMTC et aux entreprises chargées de réaliser les diagnostics ou opérations connexes.

Il met gracieusement à disposition, à chacune des phases, le terrain constituant l'emprise nécessaire à la réalisation du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords immédiats de tous matériels, matériaux, stocks de terre, équipements et petites constructions et plus généralement tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

## 3.2. Droits et Obligations du SMTC-AC.

Le SMTC-AC prendra toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver la propriété au-delà des travaux de diagnostic. En cas de dégradation matérielle sur la propriété dont le fait générateur serait la réalisation des travaux, le SMTC-AC dédommagera le Propriétaire sur production des justificatifs des frais de remise en état.

Le SMTC-AC s'engage à réaliser ce diagnostic en deux phases permettant de maintenir pendant chacune, l'accès aux véhicules pour la partie non investiguée.

Le SMTC-AC s'engage à souscrire les assurances nécessaires couvrant les dommages susceptibles d'être causés à autrui du fait de la réalisation des travaux.

Le SMTC s'engage à faire réaliser les travaux nécessaires aux diagnostics archéologiques.

Le SMTC s'engage à remettre en l'état initial le terrain à l'issue des diagnostics.

# ARTICLE 4 DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour un délai maximum de 4 semaines et prend effet à compter de la date de la signature par l'ensemble des Parties et prend fin à l'extinction complète des obligations nées du présent protocole et au plus tard le 31 décembre 2022.

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# ARTICLE 5 MODIFICATION - RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements, la présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation de plein droit par la partie lésée, à l'expiration d'un délai de préavis de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

# ARTICLE 6 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord quant à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, les Parties recherchent une solution amiable, préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, les Parties doivent exécuter de bonne foi la convention.

La tentative de conciliation ou de médiation devra être engagée à l'initiative de la partie la plus diligente dans le mois qui suit la connaissance de l'objet du litige ou du différend confirmé par lettre recommandée avec accusé réception de l'autre partie. A l'issue du délai de trois mois à compter de la mise en œuvre d'une conciliation ou d'une médiation et constatant son échec, chacune des parties pourra saisir le tribunal compétent pour la voie contentieuse.

Les honoraires et autres frais liés à la mise en œuvre de la procédure de conciliation ou de médiation sont partagés à parts égales entre les Parties.

Fait à Clermont-Ferrand

En deux exemplaires originaux

Le 02/06/2022

Pour le SMTC-AC

Le Président

M. François RAGE

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

Pour la Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines

CAISSE AUTONOME NATIONALE de la Sécurité Sociale dans les Mines
77, avenue de Ségur
75714 PARIS CEDEX 15

Acquitté en préfecture
Le 13 JUIN 2022

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le
ID : 063-256300120-20220630-20220630_CRCO-AU

# ANNEXES – PSI PREVISIONNEL

## *PLAN A ADAPTER SELON VISITE SUR SITE*